

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DES LETTRES

LA FRANCE ET LA SUISSE
DE 1848 A 1852

THÈSE POUR
LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ
DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ
DE PARIS PAR
H. BESSLER

PARIS ET NEUCHÂTEL
ÉDITIONS VICTOR ATTINGER

1930

LA FRANCE ET LA SUISSE
de 1848 à 1852

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DES LETTRES

LA FRANCE ET LA SUISSE

DE 1848 A 1852

THÈSE POUR
LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ
DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ
DE PARIS PAR
H. BESSLER

PARIS ET NEUCHÂTEL
ÉDITIONS VICTOR ATTINGER

1930



A

M. ÉMILE BOURGEOIS

MEMBRE DE L'INSTITUT

PREFACE

Dans la vie des nations, comme dans celle des hommes, il y a des moments où le passé, le présent et l'avenir s'enchaînent rigoureusement. La suite des événements de 1848 à 1852 en France, en est un exemple. Cette année débute par les derniers actes de la Monarchie de Juillet ; puis, c'est la Révolution. La République se constitue et élit, en décembre, son premier et dernier Président qui, quelques années plus tard, sera l'Empereur des Français, Napoléon III. La Seconde République n'est qu'une courte interruption entre deux régimes monarchiques, une simple transition entre la Royauté et l'Empire.

Toute forme d'Etat renferme un programme politique. La conception de l'Etat doit nécessairement être différente sous un régime royal, républicain ou impérial. Or, conception de l'Etat et politique sont intimement liées entre elles comme cause et effet.

L'Empire de 1852 héritait d'un territoire resté intact depuis la chute de Louis-Philippe : la situation politique extérieure n'avait donc pas varié entre 1847 et 1853. Si la politique a changé de tendances, ce changement est dû aux différences de régime, aux différences entre les trois conceptions de l'Etat : Royauté, République, Empire. Mais, la République elle-même a changé de tendance politique : libérale d'abord, elle est devenue, peu à peu, conservatrice jusqu'en 1852. Les conséquences se font sentir dans les relations de la France avec les grandes puissances. Les problèmes fondamentaux de la politique y persistent, tandis que les méthodes changent. Mais ce changement de direction politique se manifeste-t-il aussi à l'égard d'un petit pays, lorsque, entre le grand et le petit Etat, aucun événement marquant ne s'est produit ? Entre la France et la Suisse, il n'y a aucun incident de grande portée, de 1848 à 1852. Les relations diplomatiques n'ont pas été interrom-

pues entre les deux pays ; leur commerce réalisait des échanges réguliers de marchandises. Des problèmes plus sérieux n'occuperont les deux gouvernements qu'en 1856-57 et à partir de 1859, et encore ne seront-ce que de bien petites questions en comparaison des guerres de Crimée ou d'Italie. Quel intérêt pourrait-on donc avoir à étudier une période de relations normale entre deux Etats qui, alliés pendant trois siècles, ne les ont vues compromises que par des circonstances particulières au temps de Napoléon I^{er} ?

Au début de l'époque qui nous intéresse, la situation est caractérisée par le contraste qui oppose la Suisse libérale et les Etats réactionnaires. Les bouleversements du printemps de 1848 créent la République Française, ce qui amène le changement le plus complet de la politique française à l'égard de la Confédération helvétique. Dans cette même année, la Suisse et la France se donnent de nouvelles constitutions. Mais, tandis que la Suisse reste sous le régime radical, très exclusif par endroits (cependant le Bundesstaat subsiste et fait ses preuves), en France, l'élection de Louis-Napoléon à la Présidence ouvre la route à une succession de gouvernements de plus en plus conservateurs, enlizant peu à peu le sentiment républicain, facilitant le coup d'Etat et la proclamation de l'Empire.

Pour constater les tendances politiques des différents cabinets de la Seconde République, ce serait peine perdue que de relever tous les petits incidents qui ont donné lieu à des démarches diplomatiques, à Berne ou à Paris.

Nous excluons même de cette étude un groupe de questions, comme certains rapports de voisinage, de justice et d'administration, les modifications de frontières, les questions de Savoie et des Zones franches. Si nous laissons de côté ce dernier problème, c'est que la politique française et genevoise, à elles seules, donnent lieu, en ce moment, à des négociations spéciales. La *République et Canton de Genève* ne tiennent donc pas, dans le présent travail, la place que leur importance mériterait d'avoir.

Nous n'apportons rien de nouveau sur l'histoire intérieure de la France. Mais les rapports suggestifs des ministres de la Seconde République à Berne sont susceptibles d'apporter certains éclaircissements sur l'histoire de la Confédération entre 1847 et 1852.

Notre étude a donc pour objet d'exposer la politique de la Seconde République à l'égard de la Suisse et celle de la Suisse dans ses

rapports avec elle. Nous avons porté nos recherches, autant que possible, sur *l'ensemble des relations franco-helvétiques* à cette époque.

Profitant de l'ouverture des Archives des Affaires Etrangères pour la période de 1848 à 1871, nous nous appuyerons surtout sur des documents français inédits. Nous avons également consulté les Archives fédérales à Berne. Quant aux documents anglais, autrichiens, prussiens et sardes, nous sommes obligés de nous en tenir aux publications parues jusqu'ici.

Notre étude place des œuvres déjà parues à l'arrière-plan, et nous nous en excusons. Mais nous n'avions pas à choisir, puisque nous avions en vue un travail qui fût d'abord et le plus largement possible fondé sur les Archives françaises jusqu'ici inaccessibles. Ce sont de telles recherches qui donnent sa raison d'être à cette étude.



Notre reconnaissance va d'abord à nos Maîtres, MM. *Emile Bourgeois*, *Raymond Guyot* et *Pierre Renouvin*, professeurs en Sorbonne, qui ont bien voulu nous aider de leurs précieux conseils.

Nous remercions de même MM. *W. Näf*, professeur à l'Université de Berne, *L. Kern*, vice-directeur des Archives fédérales à Berne, *Th. Ischer*, professeur à Berne, *H. Schneider*, professeur à Zurich et *J. Charles-Brun*, professeur au Lycée Rollin à Paris, de l'intérêt qu'ils nous ont témoigné.

St.-Gall, Mai 1930.

TABLE DES ABRÉVIATIONS

<i>AE</i>	Archives du Ministère des Affaires Étrangères, Paris.
<i>AN</i>	Archives Nationales, Paris.
<i>AF</i>	Archives fédérales, Berne.
<i>fs.</i>	fonds (Correspondance politique), AE.
<i>MD.</i>	fonds (Mémoires et Documents), AE.
<i>D.</i>	dossier spécial (Fonds réservés), AE.
<i>Cf.</i>	[confer] : comparez.
<i>R.</i>	Revue.
<i>m. d.</i>	même date.
<i>s. l. n. d.</i>	sans lieu ni date.
<i>sc.</i>	scilicet (c'est-à-dire).
[]	notes de l'auteur.
*	italiques de l'auteur.
<i>v.</i>	verso.

INTRODUCTION

LA FRANCE ET LA SUISSE DE LA GUERRE DU SONDERBUND

A LA REVOLUTION DE FEVRIER.

NOVEMBRE 1847 - FEVRIER 1848.

a) Guizot et la guerre du Sonderbund.

Le 9 juin 1815, le Congrès de Vienne avait mis le point final aux traités qui devaient rendre la paix aux peuples européens. La Suisse était sortie agrandie des délibérations. Les puissances signataires reconnaissaient « authentiquement que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse et son indépendance de toute influence étrangère » étaient « dans les vrais intérêts de la politique de l'Europe entière » (1). Le nouveau pacte fédéral avait été reconnu en plein accord avec les principes du Congrès.

La Seconde Paix de Paris compléta les frontières helvétiques et renouvela la Déclaration de Vienne. L'assentiment donné par la Confédération, en 1817, aux principes de la Sainte-Alliance, ne pouvait qu'affermir la situation que la Suisse venait d'acquérir (2).

Ces conditions générales étaient les mêmes pour toutes les puissances dans leurs rapports avec la Suisse. En outre, certains articles

(1) Déclaration du 20 mars 1815, signée par l'Autriche, la Russie, la Prusse, l'Angleterre et la France, auxquelles se joint le Portugal le 20 novembre 1815.

(2) Voir les réserves faites aux stipulations de la Sainte-Alliance, lors de l'adhésion de la Confédération, le 27 janvier 1817 : DIERAUER V, 407. Seule étude qui traite cette question à fond : NÆF, Werner, Dr. phil., professeur à l'Université de Berne : *Zur Geschichte der Heiligen Allianz*, Bern 1928, p. 20 et pièces justificatives, pp. 38 sqq.

MARTENS, *Nouveau recueil de Traités* II/656-658 : traité de la Sainte-Alliance.

du traité d'alliance franco-helvétique de 1803 avaient survécu aux bouleversements ; ils ne furent abrogés qu'en 1827 et 1828, dates où les deux Etats ont conclu une convention relative aux droits d'établissement, de domicile et d'industrie (3), et signé un traité qui réglait les rapports de voisinage, de justice et d'administration (4). Ces conventions établissaient en droit — ce qui avait été plus ou moins l'usage dans les rapports entre les deux Etats — que leurs sujets seraient traités, autant que possible, comme des nationaux (5).

La politique de la France, en dehors de ces traités fondamentaux, fut déterminée par les affaires intérieures des deux pays et par l'attitude des autres Etats de l'Europe.

L'influence acquise depuis 1830 par le parti radical, se développait grâce à la liberté de la presse qui, peu à peu, avait gagné du terrain dans la plupart des cantons. Les tentatives de revision du pacte fédéral ayant échoué, les radicaux s'attaquaient d'autant plus à la revision des constitutions cantonales. Nombre de cantons adoptèrent des constitutions démocratiques qui faisaient ressortir le caractère arriéré du pacte fédéral. Après 1840, des rivalités religieuses avaient envenimé la lutte entre les partis. La suppression des couvents argoviens et la formation secrète d'une ligue séparée de sept cantons catholiques s'ensuivirent. Lucerne eut alors recours aux Jésuites et fut attaquée par des corps francs. Finalement, ce fut la guerre civile. En 23 jours, l'armée fédérale triompha de la résistance des catholiques et occupa les sept cantons dès le 30 novembre 1847. Le principal obstacle à la constitution d'une nouvelle Suisse était renversé.

Le gouvernement de Louis-Philippe s'était d'abord abstenu de toute immixtion dans les affaires intérieures de la Confédération. Metternich et Palmerston le firent sortir de cette réserve. Il faut donc jeter un coup d'œil sur la politique internationale pour définir la politique française dans les derniers mois de la Monarchie de Juillet.

Ce fut surtout Metternich qui suivit attentivement le mouvement en Suisse, notamment à partir de 1830. Vis-à-vis des tendances

(3) 30 mai 1827.

(4) 18 juillet 1828.

(5) *Rayneval* (ambass. du roi) *aux négociateurs suisses*, 2 déc. 1827. *AF.*, fasc. orig. 2048, f. 7.

libérales qui se manifestaient dans certains Etats (en Suisse particulièrement), deux thèses commencèrent alors à dominer la politique des grandes puissances. La première, celle de Metternich, tendait à étouffer tout mouvement progressiste par l'intervention diplomatique et même militaire dans les affaires intérieures d'un Etat suspect de libéralisme. La seconde thèse (adoptée par Palmerston au sujet de la Suisse jusqu'à fin novembre 1847) était au contraire celle de la non-intervention ou, au besoin, de la contre-intervention.

Jusqu'en 1845, la France était restée à l'écart de toute démarche en Suisse. Elle résistait aux invitations de l'Autriche, quelque pressantes qu'elles fussent, de se joindre à des protestations et à des menaces contre la Diète, ou à des démonstrations militaires pour le maintien de la souveraineté cantonale. Le gouvernement de Louis-Philippe opposait aux intentions autrichiennes une politique dilatoire si habilement maintenue qu'il semblait plus d'une fois réussir à concilier les points de vue autrichien et anglais avec sa propre attitude neutre. Mais, après la deuxième campagne des corps francs, la France consentit à livrer clandestinement des armes aux conservateurs pour les soutenir contre les extrémistes (6).

Même en automne 1846, Louis-Philippe ne voulut pas encore engager la diplomatie française dans la politique d'intervention. Cependant, il avait obtenu la neutralité autrichienne dans l'affaire des mariages espagnols, ce qui l'obligea à ménager plus qu'auparavant Metternich. D'autre part, l'avènement au pouvoir des Whigs, avec un cabinet Russel-Palmerston, contraria la politique autrichienne et influença sensiblement le rapprochement de la France et de l'Autriche.

L'Entente cordiale avait vécu (7). La double protestation britannique, contre l'annexion de Cracovie d'un côté, et contre les mariages espagnols de l'autre, isola pour un moment la Grande-Bretagne. Celle-ci prit le parti des libéraux suisses et des patriotes italiens. Le nouvel ambassadeur de Louis-Philippe en Suisse, le comte de Boisle-Comte, acheva de conformer sa ligne de conduite à celle de l'Autriche. Guizot, cependant, en calmant les ardeurs de son ministre

(6) Cf. les précisions données sur la saisie de ces armes, les 4 et 5 octobre, dans CHAMBRIER, *Les Mensonges hist.*, pp. 131-135.

(7) Cf. GUYOT Raymond : *La Première Entente Cordiale*, pp. 267-305 (Chap. VIII).

à Berne, mit — une fois de plus — un frein à une intervention trop rapide. Du reste, Guizot n'aurait pas osé se concerter avec Metternich, tant qu'il s'agissait essentiellement des Jésuites en Suisse; la question des Jésuites en France était encore trop brûlante.

A l'été de 1847, les radicaux suisses annoncèrent une revision complète du pacte fédéral, ce qui fournit aux puissances du continent un prétexte d'intervention. Celles-ci, la France incluse, avaient alors adopté la thèse de Metternich et croyaient devoir se porter garantes de la souveraineté des cantons. D'ailleurs, le gouvernement de Louis-Philippe était entré, pas à pas, dans une voie de plus en plus conservatrice.

Metternich insista fort sur la nécessité d'une intervention en Suisse. Tout en se refusant à prendre l'initiative d'une telle entreprise, Guizot cherchait à ménager l'Autriche. De plus, il voulait gagner le concours de l'Angleterre, s'opposant ainsi à la tactique de Metternich d'écarter Palmerston. Les mains liées de chaque côté, et ne pouvant arriver à établir le contact constant entre l'Angleterre et l'Autriche, le gouvernement français n'eut ni la force ni la liberté d'action nécessaires. Profitant de ce que l'Autriche n'osait intervenir sans la France, Palmerston entrevit la possibilité de se servir de celle-ci pour retenir Metternich. Le concert à cinq, en réalité, n'était devenu qu'une tentative d'entente — ou de mésentente — à deux : la négociation décisive se jouait entre Londres et Paris. Les fils étaient entre les mains de Guizot ; il suffit que Palmerston les mît un peu en désordre pour faire échouer le plan de Metternich et le travail du cabinet français. Ainsi, si Guizot fit tout pour arriver à un accord et à une démarche purement diplomatique, le chef du Foreign Office, lui, ne négligea donc rien pour la retarder, la détourner de son but. Il espérait, lui aussi, éviter la guerre civile en Suisse ; il redoutait sérieusement l'exécution par les armes des décisions de la Diète, où il voyait le prélude d'une intervention armée de l'Autriche qui entraînerait, à coup sûr, la France à une occupation partielle du territoire helvétique. Les démarches de Lord Minto, pour faire rappeler les Jésuites par le Pape, l'empressement que Palmerston mit dans ses instructions à Lord Peel, témoignent assez combien il craignait réellement une complication européenne. Ses derniers et pressants conseils à l'adresse de la Diète arrivèrent cependant trop tard chez Peel : la guerre était déjà déclarée.

A partir de l'ouverture des hostilités, la politique anglaise ne cacha plus ses visées et favorisa sans hésitation la cause de la Diète. Au contraire, Guizot ne cessa de mettre tout son espoir dans un concert des cinq puissances qui imposeraient leur médiation à la Suisse.

Palmerston avait comme principe d'adapter sa politique aux faits ; Guizot essayait d'ajuster les faits à ses principes politiques.



Examinons, d'après les dates, la suite des négociations durant le mois de novembre, mois de guerre en Suisse, d'entrevues et de notes entre les puissances.

Il ne faut perdre de vue que, entre Berne et Paris, les dépêches mettaient deux jours et demi au moins. De Paris, les correspondances arrivaient dans la capitale anglaise en un jour et demi au plus vite, ou en deux jours, en moyenne. Pour les affaires de Suisse, les journaux anglais puisaient leurs nouvelles presque exclusivement dans les quotidiens parisiens (9), notamment dans le « Journal des Débats », considéré comme le mieux renseigné parce que officiel. Si nous mettons un jour pour l'impression des journaux à Paris et à Londres, le public anglais n'apprenait donc les nouvelles que le sixième jour après les événements. A de rares exceptions près, il en était de même pour les correspondances venant directement de Berne ou de Zurich ; Londres était à cinq jours de la Suisse (à quatre

(8) Voici les principaux temps de transmission des nouvelles de l'étranger aux journaux suisses, en 1848 :

Strasbourg-Bâle :	1 jour (Zurich : 1 jour de plus).
Paris-Bâle :	3 jours (Berne : 1 jour de plus).
Londres-Bâle :	4-5 jours.
Francfort-Bâle :	3 jours.
Berlin-Bâle :	4-5 jours.
Vienne-Bâle :	5 jours (Zurich : 1 jour de moins).
Verona-Bâle :	6 jours.
Trieste-Bâle :	7 jours.
Rome-Bâle :	9-11 jours.
Saint-Pétersbourg-Bâle :	12-14 jours.
Varsovie-Bâle :	11 jours.
Amsterdam-Bâle :	7 jours.
New-York-Bâle :	22-25 jours (WEBER : <i>Presse</i> , 134).

Le télégraphe accepta des dépêches privées à partir d'octobre 1849 (fondation des agences Havas, Reuter, Wolff).

(9) « *Times* », p. ex., cite presque exclusivement le « Journal des Débats ».

jours et demi par les courriers les plus rapides). Le Foreign Office lui-même ne recevait qu'au bout de cinq jours les dépêches de son ministre à Berne.

**

La Diète du 29 octobre fut décisive ; les délégués du Sonderbund la quittèrent séance tenante ; la « mise de piquet » (10) des réserves de l'armée fut ordonnée le même jour, la mobilisation le 31 octobre. L'arrêt d'exécution porte la date du 4 novembre.

Guizot apprit la mobilisation le 3 novembre. Dès le 4, il entra « dans la voie de l'entente à cinq », annonçant aux cabinets de Londres, de Vienne, de Berlin et de Saint-Petersbourg, qu'il leur communiquerait incessamment un projet de « note identique » (11). Les propositions de Guizot se résument en deux points : soumission à l'arbitrage du Pape de la question religieuse (notamment celle du rappel des Jésuites), solution des différends d'ordre politique par une conférence des 22 cantons avec les plénipotentiaires des cinq cours. En attendant, les partis belligérants arrêteraient tout mouvement de troupes.

Berlin accepta d'emblée. Metternich aurait désiré un langage plus énergique et fit des propositions en ce sens (11 novembre) ; néanmoins, il adhéra en principe au projet français. Même avant d'avoir lu le texte rédigé par Guizot, Palmerston fit des objections (12) ; il venait d'apprendre l'issue de la Diète du 29 octobre et la mobilisation des réserves de l'armée d'exécution, et voulut attendre l'ouverture des hostilités avant de se décider sur sa politique ultérieure. Le sabot anglais immobilisa une des roues de la diligence diplomatique européenne. Le 9 novembre, Palmerston prit connaissance du premier projet de note de Guizot. Il attendit six jours pour élaborer un contre-projet (présenté au Duc de Broglie le 16, arrivé au Cabinet des Affaires Etrangères le 18). Selon Palmers-
ton, l'éloignement des Jésuites du territoire helvétique et la dissolution du Sonderbund d'un côté, la cessation de toute mesure hostile et la garantie de la souveraineté cantonale de l'autre, fourni-

(10) Expression suisse qui désigne le premier temps de la mobilisation : chaque citoyen doit s'équiper et se tenir prêt à répondre à l'appel définitif.

(11) Guizot : *Mémoires*, VIII, 475.

(12) Note à Peel, le chargeant de sonder la Diète et le Sonderbund sur leur acceptation éventuelle de ses propositions. GREER, *op. cit.* 153.

raient une base à la discussion ; la conférence médiatrice se composerait, outre les envoyés des cinq cours, de plénipotentiaires de chacun des partis en Suisse ; elle se réunirait à Londres. Les contre-propositions anglaises qui favorisaient la Diète, et le choix de Londres comme siège de la conférence devaient contribuer à gagner du temps (13).

Aussitôt reçue la note anglaise, Guizot se mit au travail ; sa réponse fut remise à Londres le 20 à midi. Le 19, le chef de Downing Street avait appris la capitulation de Fribourg. Il remit sa critique du texte rectifié à plus tard et accepta presque sans réserve la rédaction « définitive » de la note identique. Le 23, Guizot s'assura l'assentiment des ambassadeurs de Prusse et d'Autriche qui, de leur côté, répondaient du concours de la Russie. Le projet rectifié reprit donc le chemin de Londres pour y être revêtu de la sanction définitive du cabinet anglais. Au plus grand étonnement du duc de Broglie, Palmerston fit maintes objections au texte formellement accepté par lui quelques jours auparavant, quoique Guizot eût largement tenu compte du point de vue anglais. Cette rétractation ne s'explique que par le fait que Palmerston avait reçu, le matin du même jour (26 novembre), une dépêche de Peel lui annonçant la capitulation de Zug (survenue le 21 novembre). Voyant l'armée fédérale cerner de près les forces des cantons dissidents, il prévoyait une victoire rapide du général Dufour. Il fallait à tout prix gagner du temps. Si donc après de nouvelles et pénibles négociations, le duc de Broglie croyait avoir triomphé des tergiversations du chef du Foreign Office, il se trompait. Les changements apportés au texte de la note identique, le 26 novembre, recevaient bien l'assentiment de Palmerston, ce qui ne l'empêcha pas de demander d'autres modifications le jour suivant. L'ambassadeur de France ne voulut plus rien entendre ; la note devait être présentée telle quelle. Ni les instructions tardives de Louis-Philippe à M. de Broglie (avoir égard aux observations anglaises), ni la colère de Metternich sur le ton trop doux de la note ne pouvaient plus en changer un seul terme.

Mais le cabinet anglais n'avait pas encore reçu les nouvelles des combats décisifs de Meyerskappel, de Gislikon, de la capitula-

(13) GREER, *op. cit.*, 149.

tion de Lucerne. Sans doute les cours continentales allaient-elles remettre la note incessamment ; il fallait donc, à tout prix, les retenir quelques jours. Les moyens dilatoires employés jusqu'ici étaient épuisés. Il ne restait qu'à retarder la remise de la note par des discussions à Paris. Sir Strafford Canning (qui était prêt à rejoindre son poste à Constantinople) fut chargé de cette délicate mission. Il devait ensuite pour un certain temps représenter son pays à Berne. Le jeune Peel s'était trop franchement prononcé pour la cause radicale (14) ; il avait parfois joué l'enfant terrible du corps diplomatique à Berne. En le remplaçant par un diplomate aussi versé dans les affaires que Strafford Canning, Palmerston se réserva en même temps la possibilité de redresser le prestige de son ambassade à Berne, quelque peu compromise par les caprices d'un apprenti-diplomate (15).

On ne peut subordonner plus rigoureusement son action à la marche des événements que ne fit Palmerston dans ses instructions à son nouvel envoyé. Si la lutte en Suisse continuait, ou si la victoire de la Diète n'était que partielle, Strafford Canning devait présenter la note en même temps que ses collègues, et peser sur le consentement des partis suisses aux propositions des puissances. En cas de succès complet de la Diète et de dissolution du Sonderbund, Strafford Canning devait s'abstenir (16).

La rapidité avec laquelle le général Dufour avait triomphé de la résistance des troupes de Salis-Soglio (17), venait au devant des prévisions et des ambitions de la diplomatie anglaise.

Elle pouvait laisser aux puissances continentales seules le plaisir de se compromettre par l'offre d'une médiation que la victoire radicale avait rendue superflue et ridicule.

Tous les adoucissements apportés au texte de la note, sur les instances de Palmerston, n'avaient cependant pas séparé assez distinctement la France de l'Autriche. Aussi le danger d'une inter-

(14) DURHEIM (*Chronique bernoise*, 4 nov. 1847) : « L'ambassadeur anglais attise le feu » (« schürt das Feuer »).

(15) Cf. les jugements portés sur lui en 1850 et 1852, par les ministres de France, p. ex. dans la dépêche du 4 janvier 1850 (*Reinhard à La Hitte*) : « M. Peel n'a pas manqué de donner une nouvelle preuve de l'esprit brouillon qui n'a cessé d'être le caractère distinctif de toute sa politique en Suisse ».

(16) *Palmerston à Canning*, 27 nov., cf. GREER, 154 sq.

(17) Le général Dufour reçut une lettre de félicitations de Louis-Napoléon (datée de Londres, 12 déc.). BUDÉ, E. de, ds. *R. des Deux-Mondes*, 1904, XX, 609.

vention autrichienne en Suisse lui semblait-il toujours exister, et même être plus imminent qu'auparavant.

La Suisse était livrée tout entière aux radicaux les plus avancés. Qui pouvait empêcher les puissances d'y trouver prétexte pour empiéter sur les droits souverains de la Confédération ? Il fallait donc, pour tenir l'Autriche et la France en échec, appliquer en Suisse une nouvelle méthode : la tempête passée, la girouette anglaise tourna d'un autre côté. Se croyant à jamais les favoris de l'Angleterre libérale, les radicaux suisses n'étaient pas peu étonnés d'entendre l'ambassadeur de la Reine changer de ton dès le mois de décembre. Par sa volte-face, Palmerston prouva que son but n'avait point été de protéger la Diète ou de préserver la Suisse entière des difficultés, mais de désunir la France et l'Autriche, de réduire ces deux gouvernements à l'inaction. En retardant la révision du pacte fédéral, Palmerston modifia sa politique suisse, pour conserver son crédit auprès des puissances.

Le général Dufour devait certes en grande partie à la manœuvre anglaise d'avoir pu terminer sa campagne avant l'entrée en scène des voisins. Si le télégraphe avait été en usage à cette époque, l'intrigue de Palmerston n'aurait pas si bien réussi. D'autre part, il est peu probable qu'une intervention armée eût été exécutée par l'Autriche toute seule. Louis-Philippe ne se serait jamais décidé à marcher contre la Suisse. Après la découverte de ses livraisons d'armes au gouvernement de Fribourg, il ne bougea plus, et mit même un frein à la politique de Guizot qui, pourtant, ne manquait pas de prudence.

Palmerston qui avait eu des craintes exagérées pendant le mois de novembre, cherchait encore à prévenir une intervention au mois suivant (18).

C'est, en effet, l'Angleterre qui empêcha la Diète d'occuper Neuchâtel, canton resté neutre à l'heure du danger (19). Les instructions données au nouvel ambassadeur Sir Strafford Canning (20), et

(18) Il prit même au sérieux la tentative de médiation du roi de Prusse ; le refus de cette médiation par la Diète ne faisait pas de doute, ce qui pouvait inciter Frédéric-Guillaume à intervenir pour remettre entièrement la main sur Neuchâtel.

(19) L'attitude neutre de Neuchâtel était connue à Berlin avant la guerre. Frédéric-Guillaume désirait que Neuchâtel fût neutre.

(20) 27 nov. 1847. Corr. rel. to the affairs of Switzerland, 258-261.

le rappel du jeune Peel étaient en même temps un avertissement à l'adresse des radicaux (ivres de leur victoire) et un avis des puissances de ne pas considérer l'Angleterre comme se désintéressant des affaires de la Confédération.

Les cours continentales ne comprirent pas tout de suite ce changement survenu dans la politique anglaise. Guizot s'efforça de garder les rênes en main. Il avait obtenu une grande concession de la part de Metternich et de Canitz : les ambassadeurs autrichien et prussien accrédités auprès du roi étaient autorisés à accepter les projets de note identique sans en référer préalablement à leurs commettants.

Lorsque Canitz renonça à l'idée d'une conférence et accéda au projet de simples déclarations communes des cours, le centre des négociations au sujet de la Confédération helvétique se fixa définitivement à Paris. C'était la première fois, depuis la constitution de la Sainte-Alliance, que les gouvernements abandonnaient à la France l'initiative et la direction d'une action commune. Guizot avait vraiment le droit de se déclarer satisfait.

Il ne restait donc à ces puissances qu'à frustrer les radicaux suisses de leur victoire.

Le gouvernement français, poussé par le zèle de Bois-le-Comte, fit tous ses efforts pour localiser et paralyser le radicalisme. Il y mit d'autant plus d'empressement que la *campagne des banquets* rapprochait ouvertement les extrémistes helvétiques et les réformistes français. Des toasts étaient prononcés en l'honneur des radicaux suisses, et la lecture de correspondances échangées entre les chefs de parti donnait lieu à des congratulations réciproques.

Au mois de décembre, des *adresses de sympathie* furent envoyées à la Diète, non seulement de toutes les parties de l'Allemagne, de Bruxelles, de Londres, mais aussi de Paris.

L'adresse de 280 ouvriers allemands à Paris (signée en premier lieu de Louis Schnell), datée du 12 décembre, ne manquait pas de fortes expressions ; elle concluait : « Nous ne voulions et ne pouvions laisser passer le moment que nous prêtait la lutte contre les derniers restes de la bêtise et de la barbarie du moyen âge, sans avoir donné un réel signe de chaud accord aux représentants de la lumière et du progrès » (21).

(21) L'adresse était accompagnée de 150 francs pour les familles des victimes

Le même jour arriva à Berne l'éloquente et émouvante adresse de Jules Michelet et d'Edgar Quinet, invitant les radicaux suisses au calme et à la clémence.

« à Messieurs les membres
de la Diète helvétique —

« MESSIEURS,

« Daignez agréer les félicitations et les vœux de deux hommes qui, les premiers, ont combattu dans leur pays l'ennemi que vous venez de chasser du vôtre. — Personne n'est, plus que nous, heureux de cette victoire, glorieux de cette modération —

« Vous avez consolé la France —

« Pères, ancêtres et maîtres de la liberté républicaine, du gouvernement de l'avenir, continuez d'en donner au monde la véritable tradition —

« Tandis que la Calabre, la Pologne, toute la terre, fume du sang de nos martyrs, des martyrs de la Liberté, — là où elle règne et triomphe, point de sang, point de violence, la paix dans la force — que tous voyent, reconnaissent, à ce spectacle, où est la cause de Dieu !

« que nos ennemis, dans la conscience de leur faiblesse réelle, de leur imminente ruine, soient furieux, barbares, cela se comprend — Mais nous, le monde, l'avenir, est notre héritage certain. La dispute, la guerre même, vous l'avez montré, ne trouble point notre cœur.

« Puissiez-vous persévérer ! rester au dessus du combat, au dessus de la victoire ! fonder par ce grand exemple *un nouveau Droit* pour l'Europe, — dater du triomphe de vous sur vous-mêmes une ère magnanime!...

« Vous avez des ressentiments légitimes, et vous les étoufferez. Ceux d'entre vous qui ont le plus souffert, prendront un glorieux privilège, l'initiative de l'oubli.

« S'il nous était permis, à nous vos admirateurs, à nous qui

et pour les blessés de la guerre, du côté de la Diète. — Un comité s'étant formé à Paris dans ce même but, recueillit 7.000 francs, en peu de temps, et remit la somme au chargé d'affaires de la Confédération.

combattions de cœur avec vous, de vous dire un mot de nous-mêmes, nous dirions qu'occupés tous deux d'écrire les Révolutions de la France et de l'Italie, nous avons tiré de cette étude une instruction commune : La Terreur nous apparaît comme un escalier rapide où l'on ne descend pas une première marche qu'on ne les descende toutes, et la dernière est l'abîme. Au nom de la Fraternité, ne descendez pas la première !

« Si quelque réaction particulière éclatait, le Conseil souverain, si sage dans l'emploi de la force, montrerait la même prudence à en limiter l'abus. L'unité nationale que vous cherchez et voulez, serait compromise, autant que l'humanité, par toute violence partielle. Constituez, hommes de la Suisse, votre unité par la clémence !

« Nous sommes avec respect,

« Vos frères dévoués —

« E. QUINET

« *professeur au collège de France* »

« J. MICHELET

« *professeur au collège de France* »

— paris, 12 déc. 1847.

Faut-il donc s'étonner que le gouvernement de Louis-Philippe ait eu des craintes au sujet du radicalisme suisse quand les amis les mieux disposés à approuver le mouvement radical se croyaient obligés de prévenir la Diète des conséquences d'une action trop violente ? Quel abîme sépare, d'autre part, les admonitions de Boisle-Comte des conseils pleins de sagesse, riches d'idées, des deux professeurs du Collège de France ! (22).

(22) Cette adresse fut écrite par Jules Michelet, en deux exemplaires identiques. Le premier contient quelques corrections de texte : il est signé d'abord par Edgar Quinet, puis par Jules Michelet. Le second exemplaire a été copié sur l'autre, probablement à la hâte : des corrections sont faites en surcharge. Cet exemplaire a été signé d'abord par Jules Michelet, puis par Edgar Quinet. Les deux professeurs ont donc tenu à garder une égalité absolue. (*A.F.*, vol. 1628).

Nous n'avons pas trouvé trace de cette adresse dans les œuvres publiées par et sur les deux professeurs. Sur l'ensemble des adresses cf. pp. 24-45 et pp. 106-207 du livre publié en 1929 par W. NÆF, prof. à l'Université de Berne : *Die*

Les réelles sympathies qu'éveillait en France le mouvement radical et l'exubérance des sentiments conservateurs de Bois-le-Comte rendirent la position du gouvernement français particulièrement difficile. Louis-Philippe fit tous ses efforts pour éviter de paraître s'immiscer dans les affaires intérieures de la Confédération. Bois-le-Comte encouragea trop ouvertement le parti catholique, et par là, ôta tout crédit aux assurances données par Guizot au groupe Thiers... Le Vorort, mécontent du parti-pris de Bois-le-Comte en faveur du Sonderbund, demanda son rappel au début de décembre. La démarche resta sans suite, si ce n'est qu'elle contribua à envenimer les relations du Vorort avec Guizot.

Que pouvait faire la Diète, sinon rester ferme ? Apparemment, Sir Strafford Canning était en train de passer au camp des puissances, à en juger par les admonitions qu'il commença à présenter aux radicaux bernois. Bois-le-Comte ne cessa d'utiliser tous les moyens pour agir sur les « chefs révolutionnaires » en leur montrant l'union des diplomates accrédités auprès de la Diète. L'intransigeance de Metternich ne fut atténuée que par la parfaite courtoisie de son ambassadeur à Zurich, Kaiserfeld. La réserve que s'imposèrent Sydow (envoyé de Prusse), et le baron de Krudener (ministre du Tsar), et les propos peu libéraux tenus par le ministre d'Espagne (de Zayas), tout concordait, au dire de Bois-le-Comte, pour arrêter le progrès des « perturbateurs de l'ordre ».

La Diète avait répondu à la note du 30 novembre que celle-ci venait trop tard, la guerre étant terminée et la ligue catholique dissoute (23). La première bataille diplomatique se terminait dans l'impuissance des cours continentales et le succès de l'intrigue anglaise.

b) Guizot et la revision du pacte fédéral.

La guerre était gagnée par les radicaux suisses.

A tout prix, on voulait à Paris et à Vienne, les empêcher de

Schweiz in der deutschen Revolution. Ein Kapitel schweizerisch-deutscher Beziehungen in den Jahren 1847-1849; cf. p. 173 sq., le second exemplaire de la lettre des deux professeurs.

La lettre est citée par DIERAUER, V. 752, n. 48.

(23) Note suisse du 7 décembre 1847.

consommer leur œuvre par la réforme constitutionnelle. Mais les cours de Berlin et de Vienne ne voulaient pas rester prises au piège que Palmerston leur avait tendu. Elles avaient abandonné au moment décisif la cause de la ligue catholique. Elles eurent alors d'autant plus de peine à retrouver prise sur la direction des affaires suisses.

Radowitz, qui représentait le gouvernement de Frédéric-Guillaume IV, et Colloredo, envoyé extraordinaire de Metternich, avaient été alors à Paris, les instigateurs d'une nouvelle note destinée à la Diète, en réponse à la sienne du 7 décembre (24). Au début de janvier, enfin, cette seconde *note identique* était prête à être remise à Berne. Guizot retarda la démarche jusqu'après la discussion de l'adresse.

Une seconde fois, le coup des voisins de la Suisse devait tomber dans le vide. Après avoir combattu la politique de Guizot en novembre, Palmerston marcha cette fois contre la Diète. Pendant les deux mois que les puissances mirent à élaborer leur nouvelle note, Sir Strafford Canning contint les violences des radicaux.

Palmerston savait bien que Guizot n'oserait pas présenter la note à Berne avant le vote de l'adresse par l'une des Chambres. Comme le discours du trône était prévu pour le 18 janvier, il fallait enlever aux puissances, juste à cette époque, tout sujet de plainte contre la Suisse. Déjà pendant la préparation de la note, Sir Strafford Canning s'était efforcé d'obtenir des concessions de Berne en faveur des vaincus. Le 10 janvier, il présenta à Ochsenbein un mémoire assez détaillé, demandant l'évacuation des cantons occupés par les troupes fédérales, une amnistie pour les chefs du Sonderbund et l'assurance qu'on suivrait désormais une politique modérée ; le pacte fédéral ne devait pas être changé sans l'assentiment de tous les cantons. Présentées sous une forme exempte de toute menace susceptible de froisser le sentiment national suisse, ces recommandations n'étaient que l'expression amicale des revendications des cours continentales.

Bois-le-Comte comprit de suite le jeu anglais (25). Il craignit que

(24) Le texte en fut rédigé par Guizot. Sur la mission Colloredo-Radowitz, cf. *minute 1, fs. Prusse 301/403, Guizot à Dalmatie, 5 janvier 1848.*

(25) Bois-le-Comte dit son opinion sur le memorandum et sur la politique anglaise. Le 13 janvier, il écrit à Guizot : « On éprouve un véritable embarras

les conseils du Foreign Office ne fussent suivis trop vite par la Diète ; il voulut hâter les négociations des ambassadeurs réunis à Neuchâtel parce que, écrivait-il, « la demande des puissances doit arriver avant l'évacuation » (26).

Les conseils anglais n'eurent que bien peu d'effet. Sir Strafford Canning s'évertuait à prévenir les excès de la politique radicale (27). Vers la fin du mois, il ne cachait plus sa déception à l'égard du parti vainqueur qui poursuivait obstinément son but, et que les démarches des différents ambassadeurs ne purent que momentanément arrêter. Sir Strafford Canning quitta la Suisse le 28 janvier, abandonnant sa mission à son successeur Sir Edmund Lyons (28).

Bois-le-Comte voyait dans le mécontentement et le départ de l'ambassadeur anglais une nouvelle preuve de la justesse de ses avis.

**

A Paris, la Chambre des Pairs aborda la discussion de l'adresse. Les affaires de Suisse furent traitées du 14 au 16 janvier.

à reconnaître ce que l'on peut appeler l'opinion du gouvernement anglais... nous devons plutôt profiter de ces contradictions et de ces variations pour augmenter l'autorité du principe et en soutenir l'application » (*fs. Suisse* 566/82), Bois-le-Comte rapporte l'avis de Kaiserfeld sur la politique anglaise, « son thème favori » : « Nous ne semblons être ici... que pour servir au jeu de Lord Palmerston. Il nous représente au moment de tomber sur la Suisse, n'étant retenus que par lui et à grand'peine... »

(26) *Bois-le-Comte à Guizot*, 14 janvier 1848 (*fs. Suisse* 560/81).

(27) Le mémorandum anglais fut remis au Président de la Diète le 10 janvier. Ochsenbein ne le communiqua pas de suite aux délégués. Fort mécontent, Sir Canning fit lithographier son mémorandum pour le distribuer directement aux membres de la Diète.

(28) Sir Edmund Lyons arriva à Berne le 4 janvier 1850 ; il fut rappelé en mars 1851 (*fs. Suisse* 567/202). LEE, *Dict. of National Biography*, t. 34, p. 355. donne les indications suivantes sur la carrière de Sir E. Lyons :

Sir Lyons est né le 29 nov. 1790, à Burton, et mort le 24 nov. 1858 (Hampshire). Il prit part aux combats navals dans les Indes néerlandaises, contre des vaisseaux français, à Batavia, et contre des forces hollandaises (prise de Marrak) ; il fut promu commandant en 1812. 1828 : en Grèce (« Redeemer of Greece ») et dans la Méditerranée, 1831 : à Madagascar.

La seconde période de sa vie est celle de diplomate : 1835 : Ministre plénipotentiaire à Athènes ; 1849-51 : Ministre près de la Confédération helvétique ; 1851 : Ministre en Suède. En 1853, Sir E. Lyons reprend un commandement naval. 1853 : Commandant en chef de l'escadre en Méditerranée. Il dirige l'armée anglaise embarquée pour la Crimée et commande des opérations devant Sébastopol. 1855 : Commandant en chef de la flotte, jusqu'à la fin de la guerre. 1856 : Pair. 1857 : Vice-amiral. 1858 : retour en Angleterre.

Le discours du Trône contenait des protestations d'amitié du Roi envers la Confédération ; il rappelait la médiation bienveillante que le gouvernement avait proposée à la Diète et insistait sur les clauses du traité de Vienne. Les stipulations de ce traité à l'égard de la Suisse seraient reconnues à l'avenir, à condition que la Suisse maintînt intact le pacte de 1815. Grâce à l'éloquence du duc de Broglie et de Montalembert, le paragraphe concernant la Confédération helvétique fut adopté par la Chambre des Pairs (16 janvier 1848). La Chambre des Députés approuva également la marche suivie par le gouvernement, mais le cabinet sortit de ce débat visiblement affaibli dans sa position, par l'effet des discours violents de Lamartine et de Thiers.

Après le succès qu'il avait obtenu à la Chambre des Pairs, Guizot fit présenter la nouvelle note (datée du 18 janvier) au Président de la Diète.

Cette note mettait en avant le principe de la souveraineté des cantons et demandait à nouveau à la Diète la promesse formelle de n'apporter aucun changement au pacte fédéral sans l'assentiment unanime de tous les cantons. En 1815, on aurait permis à la Confédération d'étendre son territoire à la seule condition de maintenir la constitution de 1815. Du respect de cette clause dépendaient donc tous les avantages accordés à la Suisse. Les puissances demandèrent en outre l'évacuation des cantons occupés, le renvoi des troupes et la complète liberté des élections dans les cantons vaincus. Si la Diète persistait dans son intention de remplacer le pacte et de continuer la politique qu'elle suivait depuis plus de six mois, les puissances ne considéreraient plus que leurs propres intérêts.

L'Angleterre s'était à nouveau abstenue dans cette démonstration diplomatique, Palmerston s'opposant même à ce qu'il fût parlé d'intervention. Car l'intervention restait le but principal de l'Autriche (29). Tout en donnant à Guizot l'assurance qu'il n'avait nullement l'intention de s'interposer, les armes à la main, dans les affaires helvétiques, le roi de Prusse tint la menace comme indispensable. Palmerston n'était point sûr des dispositions pacifiques de l'Autriche et de la Prusse ; l'obstination avec laquelle elles vou-

(29) Metternich envisageait, comme mesures de rigueur, un blocus commercial, le rassemblement de troupes aux frontières et l'intervention armée.

laient se faire craindre de la Suisse suffit à lui faire adopter une ligne de conduite différente de celle des autres cours (30).

Bois-le-Comte considérait comme un grand succès personnel l'accord qu'il avait réussi à obtenir entre les ambassadeurs accrédités en Suisse (31). Sa satisfaction fut complète lorsque, le 23 janvier, la Russie rompit enfin les relations diplomatiques avec la Suisse et se déclara provisoirement déliée des engagements de 1815, relatifs à la neutralité et aux autres stipulations concernant la Confédération (32).

Le représentant de Louis-Philippe comptait dès lors sur un arrêt définitif du mouvement radical (33).

Le 15 février, la Diète lui communiqua une réponse énergique, qui repoussait une à une les assertions de la « note identique ». La note suisse contenait l'historique des négociations de 1815, concernant la neutralité, et rejetait tout droit d'intervention ; le pacte fédéral n'était nullement garanti ; la Diète n'admettrait jamais une protection de certains cantons par des puissances étrangères.

La note du 15-16 février 1848, œuvre du bourgmestre de Zurich, Furrer, est le document le plus important rédigé par la diplomatie suisse pour l'interprétation des actes de la neutralité (34).

(30) Palmerston avait cherché à retenir Metternich en lui présentant les avantages que la France tirerait d'une intervention armée et les inconvénients qui en résulteraient pour l'Autriche. ASHLEY, *Palmerston*, I, 153; GREER, *op. cit.* 161. Cf. Bois-le-Comte : « Les actes et le vrai caractère de la politique de Palmerston resteront toujours ignorés de l'Europe... » (22 février, *fs. Suisse* 560/286). Cf. l'avis du ministre d'Espagne en Suisse, Zayas, sur les « révolutions palmerstoniennes » (17 février, *fs. Suisse* 560/58 sq.) : « Palmerston créa partout des embarras à la France pour rester lui-même plus libre dans la Péninsule » [sc. ibérique]. « Il prend position en Italie, en Sicile ; l'affaire suisse n'en est qu'une suite... »

(31) Le ministre d'Espagne, Zayas, et Mgr Bovieri, envoyé extraordinaire du Pape, se ralliaient à ses idées.

(32) Note russe remise à l'ambassadeur de France, le 24 janvier-5 février 1848 : « L'appui moral de la Russie ne fera jamais défaut à toute démarche ou à toute mesure ayant pour but d'imposer à l'esprit révolutionnaire, sous quelque forme qu'il se produise, le maintien de l'équilibre politique et celui de l'ordre social ».

(33) Bois-le-Comte à Guizot (*fs. Suisse* 560/194) : « En tous cas, la déclaration de la Russie aura complété entre les puissances du continent un accord d'action dont le bienfait peut suffire à compenser les phases pénibles par lesquelles la question suisse nous a fait passer ». Bois-le-Comte à Guizot, 15 février 1848 (*fs. Suisse* 560/240). La note russe fut envoyée au Président de la Diète le 1/15 février 1848, de Fribourg-en-Brisgau (*fs. Suisse* 560/243).

(34) SCHWEIZER Paul : *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, 593 799-801.

La Confédération garda son attitude résolue, tout en offrant quelques concessions qui étaient d'ailleurs dans son programme politique. Bois-le-Comte s'en montra très satisfait : « La Diète nous a donné tout ce qu'elle *pouvait* nous donner » (35). S'appuyant sur des considérations auxquelles les événements devaient bientôt donner raison, il proposa même à Guizot de se contenter du résultat obtenu, puisque l'arrêt de la révision du pacte, leur but principal, était atteint. Aussitôt que « le chef des corps francs et la Diète d'exécution » se seraient retirés, les ambassadeurs pourraient rentrer à Berne (36) après avoir affirmé une dernière fois leurs principes politiques. L'action diplomatique se terminerait par une dépêche que les gouvernements de la France, de l'Autriche et de la Prusse enverraient à leurs représentants. Dans cette instruction qui serait publiée, « nos cours... nous diraient que ne jugeant pas à propos de continuer la discussion sur des principes suffisamment établis, elles nous recommanderaient de faire connaître toutes les fois que nous serions dans le cas de nous en exprimer quel motif seul les empêche de répliquer à la réponse du 16 février, qu'elles entendent maintenir dans leur intégrité les principes qu'elles ont posés et qu'elles sont décidées à satisfaire dans l'occasion aux devoirs et aux droits qui en découleront pour elles ».

Cette phrase dissimule assez mal la retraite diplomatique. La lettre de Bois-le-Comte qui accompagne la note de la Diète contient cette remarque surprenante : « Ni la note du 18 janvier, ni aucune des notes précédentes, ni aucun discours de Votre Excellence ne disent que les puissances aient garanti le pacte, ou qu'elles s'opposeraient à son amélioration; nous avons nous-mêmes saisi plusieurs occasions de nous exprimer dans un sens diamétralement contraire » (37). Or, ce propos est en contradiction absolue avec les faits. Bois-le-Comte propose « de reconnaître les preuves réelles de bonne volonté qu'on nous a données », d'en « témoigner quelque

(35) *Bois-le-Comte à Guizot, 17 février 1848 (fs. Suisse 560/251).*

(36) *Bois-le-Comte à Guizot, 22 février 1848 (fs. Suisse 566/288-290) :* « Le retour pourrait s'effectuer sans que nous en donnions aucune explication : la retraite de M. Ochsenbein parlerait d'elle-même. On a fait de lui, non seulement un instrument, mais un principe d'anarchie, il été le chef des Corps francs et le chef de la Diète d'exécution... Nous n'avons frappé M. Ochsenbein qu'à ce titre parce qu'il s'était fait principe, principe de démoralisation et d'anarchie ».

(37) *Bois-le-Comte à Guizot, 16 février 1848 (fs. Suisse 560/246).*

satisfaction de manière à ce que... les Légations aillent se ré-installer à Berne », et de réserver les principes. En renonçant à des représentations ultérieures, il prouve que l'exposé pénétrant du Directoire avait été convaincant (38).

Aucune instruction ne chargea Bois-le-Comte de continuer la politique de la « *note identique* ». Guizot était d'accord avec l'ambassadeur pour laisser tomber l'affaire.

Il est possible que des réclamations eussent été présentées lors de la mise en vigueur de la nouvelle constitution fédérale. Mais cette supposition ne nous empêche pas de constater que c'est la réponse suisse du 15 février et non pas la Révolution qui a fait cesser les envois par les puissances de « *notes identiques* » (39).

Le 10 février déjà, l'ambassadeur de France avait apprécié l'action radicale dans des termes singulièrement différents de ceux dont il s'était servi encore en janvier :

« ...En faisant abstraction du principe moral, j'ai plusieurs fois signalé à Votre Excellence une habileté très remarquable dans la marche dont ils (les radicaux) ont conduit leur grande entreprise contre le Sonderbund. Sauf les deux circonstances où le courage leur a manqué pour changer le pacte et pour soumettre Neuchâtel, leur marche, une fois qu'ils ont perdu la crainte de l'intervention de la France, a été vigoureuse, bien entendue, secondée par un art singulier d'agir sur la presse et par la presse et par une parfaite appréciation de cette force principale de notre temps, et dirigée par une juste intelligence du caractère des partis politiques ; j'excepterai seulement de cet éloge qu'après avoir trop méprisé la résistance possible du Sonderbund, ils lui ont, comme tout le monde, prêté beaucoup plus de consistance qu'elle n'en devrait avoir.

« C'est par la suite de cette conviction qu'ils ont fait la grande levée militaire qui est certainement un fait remarquable, non seulement pour la Suisse mais pour l'Europe, où dans aucun pays il n'eût pas été regardé comme une grande chose accomplie d'avoir

(38) *Bois-le-Comte à Guizot, 17 février 1848 (fs. Suisse 560/252).*

(39) La Révolution de Février survint si peu de temps après la remise de la note suisse qu'elle semblait avoir terminé la discussion. En tout cas, l'événement du 24 Février enleva un grand souci aux radicaux. « Et maintenant, en avant avec la révision du pacte fédéral », écrit la *Nouvelle Gazette du Zurich*, le 1^{er} mars.

eu en un mois mis sur pied, prête à combattre, une armée de 98.000 hommes.

« Je me propose d'étudier avec plus de soin la nature des moyens qui ont été employés et les détails d'une organisation qui a si facilement produit un si beau résultat... ».

Est-ce seulement le besoin d'être juste qui amena Bois-le-Comte à se prononcer aussi favorablement sur l'action radicale, où songeait-il plutôt à préparer la voie à une politique conciliatrice ?

Peut-être préférerait-il en finir avec les difficultés. Voyait-il venir la Révolution ? En tout cas, Bois-le-Comte sentit qu'on ne pouvait passer outre à la note du 15 février. Il fallait s'entendre avec les radicaux qui avaient rétabli l'ordre en Suisse sans le concours de l'étranger et tenaient le pouvoir.

Le séjour de Bois-le-Comte en Suisse n'avait pas été des plus heureux. Envoyé à Berne en décembre 1846 (40), il était appelé à maintenir une politique française qui n'osait pas intervenir, mais qui devait quand même empêcher la guerre civile et la revision du pacte fédéral; il avait à déjouer les tours de Palmerston (41) et à soutenir en sous-main le parti conservateur : telle était la mission délicate et ingrate qui incombait à l'ambassadeur de France. Elle ne pouvait être accomplie que par un diplomate très dévoué à son chef et confiant dans le triomphe de la cause conservatrice.

Les relations personnelles que Bois-le-Comte s'étaient créées, le liaient uniquement à des catholiques conservateurs. Les entretiens fréquents avec des personnages politiques des « cantons sonderbundiens », avec les minorités conservatrices dans les cantons libéraux, les missions secrètes qu'il envoyait dans le Valais (42), la

(40) Bois-le-Comte fut ambassadeur en Suisse du 16 décembre 1846 au 24 février 1848.

(41) Palmerston avertissait Peel de se méfier de l'ambassadeur de France qui marchait d'accord avec les autres diplomates. Cf. *Palmerston à Peel*, 17 nov. 1847. GREER, *op. cit.*, 153. Palmerston désigne Bois-le-Comte comme « un des plus habiles, intrigants et rusés parmi les diplomates français ».

(42) Bois-le-Comte à Guizot, 21 janvier 1848 (fs. Suisse 560/144) : « Quand j'envoyais Monsieur Hamon et Monsieur de la Fenestre aux conservateurs (du Valais), je n'allais certainement pas prévenir d'avance les radicaux ; mais je ne leur cachais pas que je soutenais la protestation prononcée par mon départ et j'usais de la faculté qu'ils m'avaient déniée d'entretenir des relations avec

saisie des armes destinées à Fribourg (43), tout concourait à exciter contre lui les radicaux, et surtout leurs journaux.

Menée sans pitié contre le « Holzgraf » (44) dans le style peu parlementaire des polémiques de l'époque, cette campagne de presse n'était pas faite pour adoucir les rapports officiels de l'ambassadeur avec les autorités helvétiques et pour ôter à ses dépêches leur constante aigreur.

Nombreux sont les passages dans lesquels il défend sa conduite et affirme l'accord de ses opinions avec celles du Président du Conseil (45).

Guizot avait plusieurs fois réduit à leur juste mesure les expressions trop vives de Bois-le-Comte ; nous ne saurions nous expliquer autrement le contraste entre les plaintes de celui-ci contre les radicaux et l'appréciation si exacte qu'il porte sur leur action dans la dépêche du 10 février (46).

Bref, les radicaux voyaient en Bois-le-Comte l'incarnation du principe conservateur et interventionniste, surtout après le refus catégorique de Guizot de rappeler son ambassadeur (47).

Or, Bois-le-Comte considérait l'union des radicaux suisses comme un élément précurseur de complications internationales. Il craignait d'abord pour l'Italie : « La question suisse est la tête de celle d'Italie ». Certains radicaux souhaitaient une révolution en Lombardie (48). On prétendit même que Ochsenbein avait envisagé une intervention armée de volontaires suisses. L'ambassadeur de France commenta ces bruits : « La Suisse prêterait son assortiment complet du club de l'Ours et du club radical de Genève » (49).

tous les cantons près desquels j'étais accrédité ; et la facilité même que ces messieurs ont eu à remplir leurs missions a prouvé la fausseté de la prétention de nous faire considérer comme une place bloquée des cantons qui communiqueraient directement par le Valais avec des Etats étrangers ».

(43) Les armes furent saisies au canton de Neuchâtel, cf. *Bois-le-Comte à Guizot*, 21 janvier 1848 (fs. Suisse 560/149).

(44) Traduction du nom de Bois-le-Comte employée par les radicaux.

(45) Cf. *Bois-le-Comte à Guizot*, 21 janvier 1848 (fs. Suisse 560/144). Il prie son chef de « se proclamer hautement sur la conduite de l'ambassade ».

(46) Cf. p. 19 sq.

(47) *Delley*, chargé d'affaires provisoire de Suisse à Paris, au *Directoire fédéral*, 28 décembre 1847 ; A.F.

(48) Le bruit courut que les sociétés démocratiques de Paris, de Bruxelles et de Genève aurait envoyé des officiers en Lombardie pour prendre part à un soulèvement : (Le *préfet de police* de Paris au *ministre de l'Intérieur*, 14 fév. 1848).

(49) *Bois-le-Comte à Guizot*, 12 février 1848 (fs. Suisse 560/228). Le Club de

Une preuve bien plus éclatante de la propagande des radicaux dans les pays voisins lui était fournie par les organisateurs du banquet réformiste de Châlon-sur-Saône. Ils avaient invité le président du Conseil d'Etat de Vaud, Druey, à assister à leur démonstration. Empêché, celui-ci s'excusa par une lettre trop aimable pour ne pas éveiller les soupçons de Bois-le-Comte (50).

Toute la correspondance de l'ambassadeur témoigne de sa crainte constante que la victoire des radicaux suisses ne provoque la révolution dans les Etats limitrophes. Ces craintes étaient exagérées pour la France où l'influence de la guerre du Sonderbund fut minime. Le triomphe des radicaux ne servit qu'à documenter quelques discours réformistes (51).

Bois-le-Comte éprouve une grande satisfaction d'avoir contribué efficacement à sauver la cause de l'ordre et de la paix en entravant la revision du pacte fédéral par l'accord impressionnant des cours continentales.

Sa dépêche du 24 février, qui devait être la dernière signée de sa main, résume la politique de la Monarchie (52). Conçue pour

l'Ours était une réunion de membres du parti radical, au café de l'hôtel de l'Ours, à Berné. Cf. pp. 91-93.

(50) *Massignac à Bois-le-Comte*, 4 janvier 1848. *Bois-le-Comte à Guizot*, Neuchâtel, 5 janvier 1848 (fs. Suisse 560/46) : Sir Strafford Canning aurait témoigné à Massignac, « sa désapprobation de la lettre que M. Druey avait écrite en réponse à son invitation au banquet de Châlon-sur-Saône. Il a qualifié cette démarche d'action de propagande ».

(51) Cf. les adresses de sympathie envoyées à la Diète ; parmi environ 50 adresses, il n'y en a que deux de provenance française (v. p. 10-12). L'effet produit en Allemagne par les événements de Suisse fut bien plus considérable. Cf. NÆF, Werner : *Der schweizerische Sonderbundskrieg als Vorspiel der deutschen Revolution von 1848. Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde* XIX, 1919, 109 p., et du même auteur : *Die Schweiz in der deutschen Revolution*, pp. 5-14, 15-23.

(52) *Bois-le-Comte à Guizot*, 24 février 1848 (fs. Suisse 560/298 sq.).

« ...Les radicaux ne pouvaient faire prévaloir leur principe qu'en trompant et en violentant la population suisse, attachée encore en grande majorité à sa vie ancienne et à son existence cantonale.

« Il était donc nécessaire que nous posions hautement et nettement, comme nous l'avons fait, le principe de la souveraineté cantonale. En portant ainsi, dès le premier moment, sur ce point l'attention des populations et de la discussion, nous avons rendu impossible l'erreur et aussi le silence, qui pouvait remplacer l'erreur. Et ensuite, quand la puissance de la victoire leur permettait de tout décider par la violence, ils ont trouvé devant eux ce même principe de la souveraineté cantonale, fortifié de l'assentiment réuni des cinq Cours, et soutenu par le caractère menaçant de notre attitude, ils n'ont pas osé consommer leur œuvre, et maintenant, le moment est passé. Le principe a donc été préservé, et c'était le point essentiel... »

masquer les échecs subis par Bois-le-Comte, elle fut adressée à Guizot, mais reçue par le nouveau ministre des Affaires Etrangères : Alphonse de Lamartine, membre du gouvernement provisoire de la Seconde République (53).



Le diplomate conservateur et le révolutionnaire ont un égal intérêt à suivre de près les événements en Suisse. La Confédération est pour eux un objet d'études (54). Les uns y observent comment il

(53) Bois-le-Comte fut mal jugé en Suisse. Cependant, c'était un homme sincère qui, à une autre époque, aurait pu contribuer à créer une bonne entente entre la France et la Suisse. Il résigna son poste par « une lettre pleine de dignité adressée à Lamartine, renonçant à l'âge de 52 ans à une carrière qu'il avait grandement honorée et où il aurait pu rendre encore de très grands services ». (DOUIN, Georges).

Bois-le-Comte était un grand travailleur qui s'attaquait aux problèmes les plus divers. Cf. la liste de ses œuvres ds. : DOUIN, Georges : *Une mission militaire française auprès de Mohammed Aly* (Le Caire, 1923).

- Résumé historique du Congrès d'Aix-la-Chapelle.
- Résumé historique du Congrès de Troppau.
- Résumé historique du Congrès de Laybach.
- Résumé historique du Congrès de Vérone.
- Relations politiques et commerciales entre la France et l'Espagne, 1700-1827.
- Système suivi par le Gouvernement français dans l'entreprise formée contre les Régences Barbaresques.
- Etat des relations politiques et commerciales de la France et de l'Italie en 1830.
- La Succession portugaise.
- L'armée russe et la colonisation militaire.
- Histoire des traditions politiques de la France depuis Louis XI jusqu'à la Révolution de 1830, 13 vol. in-fol.

Ces œuvres (manuscrites) se trouvent aux Archives des Affaires Etrangères (fonds réservés).

Bois-le-Comte mourut à Paris, le 9 mars 1863.

(54) *Bois-le-Comte à Guizot*, 24 février 1848 (fs. Suisse 560/298). « Je crains de fatiguer Votre Excellence en lui rendant compte avec trop de détails de ce qui se passe ici. Cependant la circonstance que la Suisse est le seul pays en Europe où le principe radical tienne le Gouvernement, la possibilité que nous y trouvons d'étudier ce principe dans des nuances plus saillantes, et la considération que dans notre temps les idées appartiennent plus aux partis qu'aux individus, prêtant plus d'intérêt à la marche que tient ici le radicalisme, m'engageant à continuer à rapporter à votre Excellence les principaux de ses actes. »

Cf. Tocqueville, dans la séance du 15 janvier 1848, à l'Académie des Sciences Morales et Politiques : « On peut bien y étudier les phénomènes particuliers qui accompagnent l'état révolutionnaire dans l'ère démocratique où nous sommes, mais non pas y peindre la démocratie dans son assiette permanente et tranquille... » cf. pp. 117-125 ; p. 121.

faudrait réaliser des réformes, les autres comment on pourrait les empêcher.

Les républicains allemands, les nationalistes italiens, les réformistes français et les socialistes de tous les pays avaient suivi les événements de Suisse avec une fiévreuse attention. Pour eux, la guerre contre les cantons conservateurs était plus qu'un combat entre deux partis d'un petit pays : ils y voyaient la première phase d'un soulèvement général des peuples opprimés, la lutte de la liberté contre l'absolutisme. La victoire des radicaux suisses leur semblait le premier triomphe de l'idée de la souveraineté du peuple. Quelque différence qu'il y eût entre le caractère du radicalisme suisse, celui du réformisme français ou celui du régime démocratique qu'avaient en vue les révolutionnaires allemands, la Suisse leur servait d'exemple, de foyer de propagande, et même de champ de manœuvre. Ils comparaient les avantages et les défauts du régime démocratique suisse, alors le seul en Europe.

Tout à coup, l'appel aux armes arrache ennemis et défenseurs de la démocratie à ces études ; des luttes acharnées s'engagent autour de la Confédération. Les radicaux suisses, à l'abri de l'intervention, peuvent tranquillement achever leur grande entreprise : la transformation de la fédération des cantons en un Etat fédératif.

PREMIERE PARTIE

LA RÉPUBLIQUE DE 1848 ET LA SUISSE

CHAPITRE PREMIER

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

a) *Le 24 Février et la Suisse.*

Le triomphe du radicalisme helvétique encouragea les républicains français. Plusieurs discours prononcés pendant la campagne des banquets et les accointances des radicaux suisses avec des réformistes en sont la preuve.

Mais les événements suisses, s'ils eurent beaucoup d'échos en Allemagne (1), en eurent bien moins en France. Les révolutions françaises sont nées à Paris; elles n'avaient pas besoin d'être préparées chez les voisins. La surprise du 24 février aurait coûté le trône à Louis-Philippe, même si le Sonderbund avait été vainqueur. Si Thiers et Lamartine critiquèrent la maladroite politique de Guizot, c'était non pour défendre la Confédération, mais pour combattre le gouvernement.

Bien que la note suisse du 15 février eût mis un terme à l'ingérence des puissances, la nouvelle de la chute de Louis-Philippe fut accueillie avec soulagement.

La proclamation de la République (le 24 février, à 10 heures

(1) Cf. NÆF, Werner : *Der schweizerische Sonderbundskrieg als Vorspiel der deutschen Revolution*. 1919 (Basler Zeitschrift für Geschichte u. Altertums-kunde, XIX).

du soir) fut connue en Suisse le 27 février et provoqua une grande joie. Des feux sur les hauteurs portèrent l'heureux message de vallée en vallée ; les cloches sonnèrent à toute volée. Des banquets furent organisés, des discours exaltèrent l'importance du changement de régime survenu en France et exprimèrent la joie et la confiance de la grande majorité du peuple suisse (2).

Les journaux, presque unanimes dans la joie de voir la France devenir une République, consacraient cinq colonnes sur six à ces événements.

Le « Confédéré » (« Eidgenosse ») à Lucerne rappela la parole prophétique de l'Empereur disant que dans cinquante ans l'Europe serait républicaine. La prophétie « semble se réaliser ». Un autre journal orna de guirlandes de fleurs sa première page qui annonçait l'avènement de la République (3). Une feuille soleuroise mit en tête de ses colonnes : « Et Dieu dit : que la lumière soit (4) ».

Seul le principal journal des Grisons fut moins enthousiaste (5) : « L'avenir proche nous apprendra si le peuple français possédera assez de force morale pour supporter la République ».

Le gouvernement vaudois se réunit en séance extraordinaire pour signer une lettre de chaleureuses félicitations adressée au gouvernement provisoire (6). « *L'Association populaire suis-*

(2) A Berne, les radicaux illuminèrent, le soir du 27 février, avec cent bougies, leur siège principal, l'hôtel de l'Ours. Le 29 février, ils organisèrent de cinq heures du soir jusque tard dans la nuit, un tir de 101 coups de canon en l'honneur de la République Française (DURHEIM, *Chronik*, p. 256 ; BAUMGARTNER, IV, 189).

Un cortège formé par des Suisses domiciliés à Paris, présenta ses hommages au gouvernement provisoire devant l'Hôtel de Ville. Leur porte-paroles fut Joseph Barman, plus tard chargé d'affaires de la Confédération à Paris. Cf. Reinhard à Lamartine, 2 mars 1848 (*fs. Suisse* 561/10).

(3) Seeländer Anzeiger.

(4) Solothurner Volksblatt.

(5) Der Freie Raetier, 3 mars 1848.

Journaux cités d'après WEBER, Karl : *Die schweizerische Presse im Jahre 1848*, p. 171.

(6) Cf. n° 1 des pièces justificatives, p. 331.

se » (7) envoya à ce gouvernement une adresse particulièrement sympathique (8). D'autres témoignages de ce genre suivirent jusque dans le mois d'avril.

Le Président de la Diète (9), Ochsenbein, « comme républicain a félicité la France du nouvel ordre des choses ». « La Suisse ne pouvait qu'y applaudir », dit-il à Reinhard (10). La reconnaissance par la Confédération du nouveau régime en France ne faisait aucun doute; mais relevant de la Diète, elle ne pouvait être prononcée avant sa réunion (11).

« Cependant, même dans les rangs de l'opinion libérale, la crainte se fait entendre que la France grande et puissante, n'envahisse la Suisse, et pour que les sympathies des populations nous soient acquises sans aucune réserve, des paroles officielles contenant à cet égard des assurances tranquillisantes, feraient le meilleur effet » (12). C'était, certes, un bon conseil que Reinhard donnait au nouveau ministre des Affaires Etrangères. La Suisse avait grand besoin d'être rassurée, et sa tranquillité ne pouvait que servir les intérêts de la jeune République. A peine, en effet, la Confédération avait-elle échappé au danger d'être envahie par trois grandes puissances que la révolution neuchâteloise — suite immédiate du 24 Février — la jeta en plein conflit avec la couronne de Prusse.

Or, si la deuxième République Française éprouvait le sort de

(7) Cf. n° 2 des pièces justificatives, pp. 332 sqq.

(8) Cette adresse a été communiquée à l'assemblée générale de la Société d'histoire de la Révolution de 1848, le 24 février 1908, par M. Henry Moysset. Le document est publié dans le compte-rendu de ladite assemblée, vol. V de la Revue de la Société, pp. 391-395. L'original se trouve aux Archives Nationales: BB 30 416, pièce 30 b.

(9) Premier magistrat de la Confédération (cf. *fs. Suisse* 561/8).

(10) Premier secrétaire de légation sous Bois-le-Comte, Reinhard adhéra à la République (voir sa dépêche à *Lamartine*, 1^{er} mars 1848, *fs. Suisse* 561/4 et la réponse du ministre, du 5 mars, 561/14) et fut nommé chargé d'affaires provisoire. Il paraît que le Directoire fédéral aurait bien accueilli la nomination de Reinhard comme successeur de Bois-le-Comte; cf. *Reinhard à Lamartine*, 11 mars 1848 (*fs. Suisse*, 561/29): M. Huber-Saladin... « m'a dit que le Vorort vous avait fait exprimer le désir que je fusse conservé en Suisse ».

(11) Le 25 mars, Delley fut chargé de faire cette déclaration à *Lamartine*, et de demander, en même temps, que le nouvel envoyé de France soit accrédité auprès de la Confédération et non pas auprès des 22 cantons.

(12) *Reinhard à Lamartine*, 2 mars 1848 (*fs. Suisse* 561/10).

la première, de la part des puissances, que deviendrait la Confédération? Et même la France républicaine, libérée du joug des traités de 1815, se tiendrait-elle comme obligée de respecter la neutralité et le territoire suisses? Ou bien le socialisme allait-il prendre le dessus en France, et commencer sa marche redoutée à travers l'Europe bouleversée? Enfin, si malgré tout la France voulait rester en bons termes avec la Suisse, pourrait-elle persévérer dans cette voie dans le cas d'une attaque du roi Frédéric-Guillaume IV contre la Confédération? (13).

En Suisse, le Directoire fit tout le possible pour calmer l'opinion et avertir les puissances que l'autorité fédérale défendait l'intégrité du pays. La circulaire du Vorort, adressée officiellement à tous les cantons — officieusement aussi à toute l'Europe — exhorta les Etats fédérés à la plus stricte neutralité; ils devaient se tenir prêts et compléter leur matériel de guerre. Les cantons frontières furent spécialement invités à donner connaissance au Vorort de tous les mouvements qui pourraient avoir lieu dans les Etats voisins (14).

Deux commissaires fédéraux partirent pour Neuchâtel ; le nouveau Canton-République fut reconnu. La Confédération était unie et prête à se défendre. « On paraît pénétré dans toutes les parties de la Suisse, de l'importance que ce pays doit attacher à ce que sa neutralité soit maintenue et qu'il ne devienne pas en cas d'un conflit européen le théâtre de la guerre » (15).

Maintenant, c'était à la France de se prononcer sur sa future politique.

Reinhard n'avait eu en vue que de regagner les sympathies du peuple helvétique. Lamartine visait plus haut. De son vaste

(13) L'empressement que mit Lamartine à être renseigné sur les événements neuchâtelais et la préoccupation de Huber-Saladin, au sujet de cette question, nous font penser que le dangereux conflit neuchâtelais était une des causes principales de la mission de Huber.

(14) Circulaire adressée aux gouvernements cantonaux, le 27 février 1848. Le « Vorort » est le siège du Directoire fédéral (Zurich, Berne, Lucerne, à tour de rôle, chaque ville pour deux ans) ; 1847-1848 : Berne.

(15) Reinhard à Lamartine, 2 mars 1848 (*fs. Suisse* 561/9).

plan, ce que Reinhard proposait, n'était que le préambule. Il n'hésita donc pas à suivre le conseil et délégua en Suisse, comme envoyé extraordinaire, le colonel genevois Huber-Saladin.

Comment un militaire suisse pouvait-il arriver à remplir une mission diplomatique française auprès de son propre gouvernement ?

C'est ce que nous tâcherons d'expliquer dans les pages suivantes qui traiteront de l'attitude personnelle adoptée par Lamartine vis-à-vis de la Confédération.

b) *Lamartine et la Suisse.*

Le premier contact de Lamartine avec la Confédération remonte au temps de l'Empire.

Par deux fois, le jeune Lamartine s'était réfugié en Suisse pour ne pas servir « sous l'usurpateur » ; la seconde de ces fugues fit époque dans sa vie.

A la nouvelle du retour de Napoléon de l'île d'Elbe parvenue à Mâcon, Lamartine quitte la maison paternelle. Il arrive à la crête du Jura ⁽¹⁶⁾ et franchit les poteaux blanc et vert de la frontière vaudoise. Dans sa joie, et dans la surprise de l'immense panorama qui s'ouvre à lui, il baise « la terre de liberté ».

Le lendemain, c'est la descente vers le lac, au château de Vincy où l'hospitalité charmante d'une famille patricienne abrite le poète. « Si Saint-Cergue est sur le passage qui, de la France, l'a conduit sur les bords éclatants de notre lac, c'est aussi la porte par laquelle il est entré dans un monde nouveau de l'intelligence et du cœur », écrit Charles Fournet, dans son évocation pleine de finesse et de charme, des passages du poète par la terre helvétique et de son séjour à Nernier dont il a dévoilé le secret ⁽¹⁷⁾.

(16) A Saint-Cergue.

(17) Cf. FOURNET Charles : *Lamartine et ses amis suisses*. Paris 1928. Cf. THIBAUDET Albert : Conférence sur *Lamartine et la Suisse* (Berne, 20 novembre 1928 ; résumé dans le « Bund », 18 et 21 novembre 1928).

Après les Cent Jours, Lamartine regagna la France, par Chambéry et Genève, qu'il ne manquera presque jamais de visiter lors de ses voyages ultérieurs en Suisse (18).

Parmi ses amis genevois, citons le docteur Coindet (19) et le colonel fédéral Huber-Saladin (20).

Par l'intermédiaire du comte Adolphe de Circourt, Lamartine fait, en 1837, à Paris, la connaissance d'Huber. Leurs relations resteront excellentes pendant plus d'un quart de siècle. Le poète rend visite à Huber, en 1841 et 1844, dans sa belle propriété de Versoix.

À l'été de 1841, Lamartine visite l'Oberland bernois en compagnie de son ami. Ce voyage ne lui ouvre pas seulement les yeux sur la beauté sauvage et douce des hautes Alpes ; les entretiens avec Huber et son propre don d'observation lui révèlent le caractère particulier de l'histoire et des institutions helvétiques. Huber-Saladin était plein d'idées sur le rôle démocratique et européen que la Suisse aurait à jouer et Lamartine l'a admirablement compris. Il s'avoua franchement partisan d'une concentration nationale suisse, d'un nouvel ordre politique dans ce pays aux intérêts locaux si divers. Ayant vu quel grave préjudice pouvait causer à la Confédération la faiblesse de son pouvoir exécutif — invitation toute faite aux gouvernements interventionnistes — Lamartine ministre considéra comme une des nobles tâches de la République Française de tendre une main protectrice à la Suisse libérale menacée (21).

(18) Voyages de Lamartine en Suisse, de 1815 à 1848 : En 1824 : en Argovie (Schinznach), à Lucerne et à Genève ; en 1830 : passage à Genève ; entre 1833 et 1836 : passage à Genève ; en 1841 : à Genève, chez Huber-Saladin ; en 1844 et en 1848 : visites à Genève.

(19) 1774-1834. Cf. FOURNET, *op. cit.*, pp. 151-171.

(20) Jean Huber Saladin, 1798-1881. Cf. FOURNET, *op. cit.*, pp. 177-199 : Le docteur Coindet et le colonel Huber ne furent pas les seuls Genevois qui entretenirent d'étroites relations avec Lamartine. Pendant des années, celui-ci échangea des lettres avec Jean-Gabriel Eynard (le « sauveur des Grecs »), avec Diodati (professeur de théologie protestante à l'Académie), avec le peintre Alméras.

(21) Cf. les lettres publiées dans l'édition des « *Méditations poétiques* » de Gustave LANSON, vol. II., pp. 589-596, et les commentaires en notes, pp. 482-496.

Le poète n'avait-il pas écrit, dans son « Ressouvenir du Lac Léman », dédié à Huber-Saladin :

« Rebandez ce vieil arc que son poids détendit;
 « On resserre le nœud quand le faisceau grandit;
 « Dans le tronc fédéral concentrez mieux la sève,
 « La tribu devient peuple et l'unité s'achève » (22) ?

Les symboles de l'arc, du faisceau et de l'arbre expriment l'idée politique de Lamartine ; le quatrième vers invoque le principe des nationalités (23).

Nous retrouvons ces mêmes images, conçues en termes presque identiques dans le Manifeste du 4 mars 1848.

«... Si la Suisse... était contrainte ou menacée dans le mouvement de *croissance* qu'elle opère chez elle pour *prêter une force de plus au faisceau* des gouvernements démocratiques... la République française se croirait en droit d'armer elle-même pour protéger ces mouvements légitimes de *croissance* et de *nationalité des peuples*... » (24).

La métaphore du tronc, sous-entendue dans « croissance », est à nouveau suivie de celle du *faisceau* qui vise, ici, l'union des gouvernements démocratiques, là, celle des cantons suisses. Une Suisse démocratique, forte dans son fédéralisme, voilà l'idée du « patricien libéral » Huber-Saladin (25) — une Europe pacifique, composée d'Etats entre lesquels la Démocratie soit un gage d'alliance : voilà la grande conception politique de Lamartine (26).

(22) Nous citons toujours d'après l'édition critique des « *Méditations poétiques* », publiées en 1915, par Gustave LANSON, vol. II, pp. 495-496, vers 227-230.

(23) Ces vers ont été écrits et publiés en 1841. Lamartine a ajouté le « *Ressouvenir* » à l'édition des « *Méditations* » de 1849.

(24) Cf. aussi le rapport fait par Lamartine à l'Assemblée Nationale, le 8 mai 1848, sur les relations extérieures : « La Suisse se fortifie en se *concentrant* ». [« *Ressouvenir* », vers 229 : « Dans le tronc fédéral, *concentrez mieux la sève*]. Cf. le rapport dans : Lamartine : *Trois mois au pouvoir*, p. 201.

(25) L'expression « patricien libéral » est de Charles Fournet. Huber envoya à son ami une « Réponse à un Ressouvenir du lac Léman », en vers (publ. par Fournet, *op. cit.*).

(26) Cf. LAMARTINE : *Trois mois au pouvoir*, p. 201-202 : « ..La France, en comptant dans son système d'alliés la Suisse, l'Italie, les peuples éman-

C'est donc pendant son voyage avec Huber-Saladin en 1841, que Lamartine forma son jugement sur l'état politique de la Suisse d'avant quarante-huit, et qu'il conçut ses premières idées sur l'avenir de la libre Helvétie. L'accord des vers du poète des « Méditations », dans son « Ressouvenir du lac Léman », avec la parole de l'homme d'Etat hautement proclamée dans le « Manifeste à l'Europe » — cette concordance ne constitue-t-elle pas une preuve de l'influence qu'exercèrent, sur les relations des deux Républiques libérales, tant l'amitié du ministre des Affaires Etrangères avec Huber-Saladin et d'autres Suisses que sa connaissance du pays voisin ?

L'attachement réciproque de Lamartine et d'Huber alla jusqu'à une étroite collaboration au ministère (27).

Déçu dans sa carrière militaire et par le médiocre résultat des efforts qu'il déploya à Genève pour réaliser l'unité de la patrie, Huber abandonna la direction de son journal (28) lors de la guerre du Sonderbund et rejoignit son ami à Paris. Il resta fidèlement à ses côtés pendant la Révolution et passa de longues heures de travail avec lui (29).

L'amitié de Lamartine avec le comte de Circourt et avec Huber-Saladin reçut sa consécration dans la « politique d'amis »

cipés de l'Allemagne, marche déjà à la tête de 88.000.000 de *confédérés* et d'amis. Quelles victoires aura valu à la République une pareille *confédération* conquise sans avoir coûté une vie d'homme, et cimentée par notre désintéressement ?... »

(27) Le 3 mars, p. ex., *Delley* écrit au *Vorort* (A.F., vol. 1905, p. 367, sq.) : « J'ai reçu ce matin de M. Huber-Saladin un billet par lequel il m'annonce que M. de Lamartine désirait avoir un entretien avec moi, et comme il est très lié avec lui, il est venu me prendre avec sa voiture pour me conduire chez le ministre... » [entretien sur la reconnaissance, par la Confédération, de la République Française et sur l'opportunité d'envoyer immédiatement un ambassadeur en Suisse]. Cf. *Delley au Vorort*, 6 mars (*ibid.*, p. 371) : « Je viens de voir M. Huber-Saladin qui... est depuis longtemps très intimement lié d'amitié avec M. de Lamartine et par conséquent placé on ne peut mieux pour être au courant de ce qui se passe... »

(28) « Le Fédéral ».

(29) Le chargé d'affaires (provisoire) de Suisse, *Delley*, écrit au Conseil fédéral, le 17 avril 1848 : « M. Huber-Saladin [qui] a, à ce qu'il dit, passé la nuit aux Affaires Etrangères, m'apportera un bulletin sur les événements d'hier ».

qu'il pratiqua en sa qualité de ministre des Affaires Etrangères. Il envoya, en missions extraordinaires, le comte de Circourt à Berlin et le colonel Huber à Berne, personnages particulièrement bien vus dans ces capitales, pour y expliquer la politique que le gouvernement provisoire entendait suivre. Cette délégation de deux amis était d'autant plus remarquable que leurs opinions politiques — surtout celles de Circourt et de Lamartine — n'étaient pas semblables sur tous les points.

La nécessité d'envoyer une mission extraordinaire en Suisse était indiscutable. Il ne pouvait être question d'accréditer comme ministre plénipotentiaire un des membres de l'ancienne ambassade royale. Le général Thiard fut alors nommé, mais son départ, retardé par différentes circonstances, ne s'effectua qu'au début d'avril. Lamartine n'avait à sa disposition immédiate que son ami Huber auquel il pût confier la reprise des relations officielles. Il était certain que celui-ci s'acquitterait de sa tâche tout à l'avantage de la France.

Car Huber avait, à cette époque, l'intention de se faire naturaliser ⁽³⁰⁾.

Le colonel arriva à Berne le 11 mars ⁽³¹⁾. Il s'employa très activement à renouer les relations entre les deux pays sur une base nouvelle, et fit, confidentiellement, les premières propositions en vue d'une *alliance franco-helvétique* ⁽³²⁾. Mais ces avances ne trouvèrent pas l'écho désiré. Huber examina alors de près la situation créée par la révolution neuchâteloise et en référa

(30) Cf. *Delley au Directoire fédéral*, 3 mars : « M. Huber-Saladin se fera naturaliser français ». — Le 6 mars : « Il [Huber] n'a plus parlé de se faire naturaliser ». Huber a repris ce projet dans son âge avancé, mais il ne l'a jamais réalisé [renseignement oral de M. Fournet].

(31) Voici les dates de sa mission : arrivée à Berne le 11 mars (*fs. Suisse* 561/29), départ pour Neuchâtel le 16 (*fs. Suisse* 561/48), à Neuchâtel encore le 18, départ de Neuchâtel pour Bâle et Paris le 19 mars probablement.

(32) Cf. *Reinhard à Lamartine*, 17 mars 1848 (*fs. Suisse* 561/48) : « Il s'agirait, suivant quelques personnes, de substituer à la neutralité de la Suisse une alliance offensive et défensive entre la France et la Confédération helvétique. Autant que je puis en juger jusqu'à présent, ce projet ne serait pas populaire en Suisse, et s'il était question de faire, dans ce sens, des démarches sérieuses, on devrait s'attendre à rencontrer une forte opposition dans la plupart des Grands Conseils. Telle est, du moins, la manière de voir de M. Ochsen-

directement au comte de Circourt, à Berlin. Celui-ci jouissait de l'affection toute particulière du roi. Il sut écarter les velléités que pouvait avoir le souverain de prendre les armes contre la Suisse (33).

Pour Lamartine, la Suisse était l'alliée naturelle de la France. La Confédération avait fait naître en lui l'espoir d'une Europe unie dans la liberté, dans la démocratie, dans la paix consolidée, et il voyait en Genève la cité qui serait un jour consacrée à la réconciliation des peuples (34).

c) *La politique du Gouvernement provisoire.*

Si les poètes sont rares parmi les membres de gouvernements, combien plus rares sont ceux qui réalisent leurs rêves dans leurs actes politiques ! Lamartine ne réussit pas à obtenir à la France l'alliance avec la Suisse. Mais toute sa politique suisse est dominée par cette idée. La réserve dans laquelle se tenait la Confédération avait détruit le beau projet. « Ce fut un malheur pour les deux peuples et pour l'Italie surtout : un système de ligues pacifiques reposait sur cette pensée ; ce système a été ajourné par cette froideur de la Suisse, compromis par les batailles de Goïto et de Novare : il renaîtra de la nature des choses sous des gouvernements plus intelligents et mieux compris. La Suisse se repentira de ses hésitations et de ses lenteurs » (35).

bein et des membres les plus influents de la Diète, et je sais que lui et plusieurs députés de la Suisse allemande, ont exprimé cette opinion dans des conversations qu'ils viennent d'avoir avec M. Huber-Saladin... » [« offensive » : erreur de Reinhard]. Les réfugiés allemands parlaient en faveur d'une alliance franco-suisse (*fs. Suisse* 561/49).

(33) Cf. HUBER-SALADIN, *Le comte de Circourt*. La lettre de Huber, partie de Neuchâtel le 18 mars, arriva le 22 ; cf. BOURGIN : CIRCOURT, *Souvenirs* : I, 236-239.

(34) Cf. « *Ressouvenir du lac Léman* », vers 234-236 :-

« Palmyre européenne au confluent d'idées,

« Elle voit en ses murs l'Ibère et le Germain —

« Echanger la pensée en se donnant la main ! »

(35) LAMARTINE, *Révolution de 1848*, t. II, livre XI, p. 137.

Lamartine assura d'abord la Suisse du concours volontaire de la France, si elle était menacée par des gouvernements réactionnaires. En même temps qu'il dénonçait les traités de 1815 dans leur portée morale, il reconnut comme un fait le statu quo territorial. C'était une nouvelle assurance, donnée ainsi à la Suisse, pour les territoires français acquis en 1815. Malgré l'apaisement produit par le Manifeste qui était tout à fait favorable à la Confédération, malgré les grands éloges accordés à ce document par les principaux journaux suisses (36), l'inquiétude subsistait dans les milieux officiels (37). La neutralité était-elle devenue lettre morte par la dénonciation des traités de Vienne ? Si la France la respectait, par amitié, les Etats centraux ne prendraient-ils pas prétexte du manifeste pour faire une seconde Cracovie de ce qu'ils laisseraient subsister de la Confédération helvétique ?

Le maintien de l'intégrité de la Suisse fut l'objet des soucis constants de Lamartine (sans que la Diète l'ait jamais su). Le point délicat était Neuchâtel où se fixa, à juste titre, son attention. Seul un ministre disposant d'une parfaite connaissance de la Suisse pouvait se préoccuper des conséquences éventuelles de la révolution neuchâteloise, malgré de bien autres soucis.

Les instructions données par Lamartine aux agents de la France en Suisse sont d'une longueur étonnante en comparaison de celles que reçurent les délégations accréditées auprès d'Etats bien plus puissants.

Lamartine demande à être renseigné sur les événements dans la principauté « jour par jour, en quelque sorte, avec la plus

(36) Reinhard à Lamartine, 10 mars 1848 (*fs. Suisse* 561/27).

(37) Même dépêche : « ...les députés de la Diète paraissent plus préoccupés des conséquences que l'établissement de la République française pourrait avoir relativement au maintien de la paix en Europe, et ils ne se dissimulent pas que la Suisse, en faveur de la neutralité de laquelle on ne pourra plus invoquer les traités de 1815, se trouverait en cas de conflit dans une position qui, dès à présent, doit exciter la sollicitude la plus vive. Aussi, est-il question de lever une armée de 50.000 hommes et l'on dit le conseiller fédéral de la guerre très occupé des mesures à prendre à ce sujet ».

grande exactitude ». Il veut savoir si la question « pourrait être aidée par notre médiation auprès du Cabinet de Berlin », ou si la crise se terminera « par un déchirement complet des liens qui ont uni jusqu'à présent ce canton suisse à la Prusse » (38).

La démarche de Circourt à Potsdam (39) élimina le premier danger; le 18 mars et ses conséquences exclurent tout mouvement hostile de la Prusse. Elle se résigna à marquer son impuissance par des tracasseries d'ordre administratif. La médiation française était devenue superflue pour le moment.

De nombreuses questions secondaires sollicitèrent l'attention des deux gouvernements (40). Les relations allaient prendre un ton plus amical que jamais (41). Huber et Reinhard avaient bien préparé la voie au général Thiard qui fut accueilli avec grande sympathie. Son libéralisme n'avait besoin d'aucune preuve nouvelle pour être connu dans le pays entier.

L'alliance avec la Suisse fut le premier pas fait par Lamartine pour arriver à une union libre d'Etats fondés sur le principe des nationalités, soudés entre eux par leurs institutions démocratiques. S'opposant vivement, même au détriment de sa popularité et contre l'avis de ses collègues du gouvernement provisoire, à intervenir dans d'autres Etats sans y être formel-

(38) *Lamartine à Reinhard*, 5 mars 1848 (*fs. Suisse* 561/14). Lamartine n'avait pas encore reçu, le 5 mars, la dépêche de Reinhard (datée du 3, *fs. Suisse* 561/11, sqq.) : « Je n'ai pas besoin de vous faire observer, Monsieur, quelles graves complications pour le maintien de la paix européenne peuvent résulter de la question de Neuchâtel ». Le 23 mars, Reinhard écrit (*fs. Suisse* 561/67) : « Inutile d'avoir peur, vu les événements de Berlin ».

(39) Circourt n'avait reçu aucune instruction détaillée de Lamartine. « Vos instructions sont toutes dans votre caractère ».

(40) Le rétablissement de l'ordre dans le département du Haut-Rhin et la rentrée des Juifs réfugiés en Suisse (cf. p. 173) ; l'élargissement de Suisses compromis ou arrêtés par erreur dans les échauffourées parisiennes (surtout le 16 avril 1848) ; le règlement d'incidents de frontière (p. ex. l'incursion amicale de troupes françaises pour fraterniser avec des détachements bernois, le 4 et le 14 mars ; *corr. du ministre de la guerre*, 17-20 mars, *fs. Suisse* 561/52) ; l'amélioration de la situation de nombre d'ouvriers suisses à Paris (*corr. de Delley*, dont les démarches provoquèrent la proclamation du 8 avril).

(41) Cf. les entretiens entre Ochsenbein et Reinhard sur la revision du pacte fédéral et sur le maintien de la neutralité (*Reinhard à Lamartine*, 13 mars, *fs. Suisse* 561/37 ; 30 mars, fol. 99. 31 mars, fol. 101).

lement appelé (42), Lamartine prépara d'autant plus soigneusement la voie à la conquête pacifique. Il savait combien était fragile l'espérance de voir changées à tout jamais en démocraties les monarchies centrales. Il sentit comme une menace persistante l'entente entre les trois cours du nord, alliance conservatrice à laquelle il fallait opposer, appuyée sur les Alpes, l'union franco-italienne « ayant la Suisse pour bastion, le Rhin et les deux mers pour frontières » (43).

Lamartine ne s'est jamais départi de cette conception de l'équilibre européen, ni avant (44), ni pendant (45) son ministère. C'était aussi sa pensée principale dans le programme qu'il traça à l'activité de Thiard (46).

« La Suisse, dit Lamartine, est un des pays avec lesquels la France a été le plus constamment unie depuis François I^{er}, un de ceux qui entraient le plus naturellement et le plus utilement dans la sphère de ses alliances... » — « La Confédération helvétique a salué de ses acclamations et de son adhésion empressée » l'avènement de la République Française; « ce grand événement... a créé entre elle et la France la communauté du principe républicain ».

Puis, Lamartine juge avec sévérité l'attitude prise par la Monarchie de Juillet. « Le dernier gouvernement avait jeté la politique séculaire de la France hors de ses voies régulières et s'était profondément aliéné les esprits en Suisse » (47).

« La politique et les tendances actuelles, continue Lamartine dans la seconde partie des instructions, sont diamétralement opposées à cette politique et à ces tendances rétrogrades ». La

(42) Cf. BOURGEOIS Emile, *Manuel III*, pp. 298-302.

(43) Cf. le discours de Lamartine à la Chambre, 29 janvier 1848.

(44) 29 janvier 1848.

(45) Le manifeste du 2-4 mars prend sous l'égide de la France les mouvements démocratiques de Suisse et d'Italie ; ce sont les seuls pays en faveur desquels la France armerait, qui soient désignés dans le Manifeste. Cf. ci-dessous les instructions données au général Thiard, avec le Manifeste.

(46) *Lamartine à Thiard*, 18 mars 1848 (fs. Suisse 561/55-57). Ce document comprend six pages en-fol.

(47) Lamartine donne un aperçu de cette politique jusqu'à la veille du 24 Février.

France... ne peut, ne doit plus voir dans la Suisse, République comme elle, qu'un peuple essentiellement ami, qu'une nation étroitement liée à ses destinées par le nœud tout puissant de la fraternité républicaine... « Union complète et intime entre les deux Républiques, ce peu de mots résume notre politique envers la Suisse. Paix et fraternité avec tous les peuples, c'est là le dogme de notre politique générale, la base fondamentale de nos rapports internationaux... »

La France admet, « dans l'intérêt de la paix, tout ce que le droit européen a consacré ». La France respectera les circonscriptions territoriales établies en 1815.

Mais cette attitude de la France impose des devoirs analogues à la Suisse (48). « Ainsi, point de propagande agressive et perturbatrice envers l'Allemagne (49), ni envers l'Italie ; point d'irruption armée en Lombardie (50) ; point d'autre prosélytisme que celui que la République Française entend exercer elle-même, que celui qui se manifeste par le rayonnement pacifique des idées grandes et généreuses par le spectacle imposant de l'ordre au sein de la liberté, de la raison dans le mouvement, de la modération dans la forme et dans le droit... ». Nous donnerons, lorsque l'occasion s'en présentera, des conseils de modération aux cantons qui faisaient partie du Sonderbund, notamment à Fribourg. « La générosité dans la victoire atteste tout ensemble la puissance et la haute raison des vainqueurs » (51).

La révolution démocratique à Neuchâtel ne pourrait devenir un embarras pour nous que s'il en était un pour la Confédéra-

(48) Troisième partie du document.

(49) Les Allemands en Suisse organisèrent une légion sous la direction de Ph. Becker, à Bienne, pour faire irruption en territoire badois.

(50) On avait attribué à Ochsenbein l'intention de secourir les républicains lombards par une armée de 20.000 volontaires suisses. Mazzini avait fait de la propagande pour la participation de la Suisse à la libération de l'Italie et pour la conquête de la Savoie. (Cf. SCHWEIZER Paul, *Neutralität*, p. 802, 805 sqq. DIERAUER V, 763-765. Des cantons romands fournirent des armes aux Lombards et permirent l'enrôlement de volontaires.

(51) Cf. la même idée exprimée dans l'adresse de Michelet et de Quinet, 12 décembre 1847 [cf. pp. 11-12].

tion helvétique. « Dans ce cas, la France offrirait sa médiation à l'effet de faciliter une solution pacifique de la question. »

Dans la quatrième partie du document, Lamartine parle d'une *alliance franco-helvétique*. « Il est clair ⁽⁵²⁾ que la neutralité n'est plus une garantie suffisante, ni pour elle, ni pour la France. C'est une alliance qu'il faut maintenant entre la République Française et la République helvétique, non point une alliance offensive hostile aux autres Etats, mais une alliance pacifique, fondée sur l'identité des principes et des intérêts, union renouvelée des temps anciens, plus naturelle et plus nécessaire qu'à aucune autre époque. Plus que jamais, en effet, dans les conditions géographiques et politiques de la Suisse, comme dans les circonstances nouvelles de la France, la sécurité de la Confédération helvétique ne pourrait être menacée sans que la nôtre ne le fût aussi, et réciproquement.

« La Suisse qui couvre nos frontières de l'Est sur une étendue de plus de cinquante lieues, est, de ce côté, le bouclier de la France. Une agression contre la Suisse serait plus que jamais peut être une agression contre la France. La République Française serait avec la République helvétique pour repousser les agresseurs. Elle ne resterait d'ailleurs spectatrice passive d'aucune pression violente de l'extérieur sur la Suisse, sur les droits inhérents à son indépendance et à sa souveraineté nationale. Elle s'interposerait avec énergie pour les défendre et les faire respecter. »

« Que la Suisse réforme son pacte fédéral ainsi qu'elle le jugera convenable... ».

La France regarderait donc comme *casus foederis* même « une pression violente » sur les droits qui découlent de la sou-

(52) Le ministre ajoute ici, entre parenthèses : « et la situation où la Confédération helvétique se trouve encore par suite de l'attitude menaçante que les cours du Nord ont prise à son égard le prouverait au besoin ». Cette lettre étant écrite le 18 mars, Lamartine ne pouvait avoir connaissance de la révolution viennoise, le délai minimum pour la transmission de nouvelles étant de 7 jours.

veraineté nationale de la Suisse. La Confédération pourrait, par conséquent, invoquer l'assistance française contre de nouvelles menaces par des notes analogues à celle du 18 janvier. C'est une garantie donnée d'avance à la nouvelle constitution helvétique.

Lamartine avait raison de montrer que sa politique était diamétralement opposée à celle du cabinet des Tuileries.

L'exposé sur l'alliance franco-helvétique est suivi d'un passage résumant la politique générale du gouvernement de la République. Lamartine met en relief le principe des nationalités et répète dans ses grandes lignes le Manifeste du 2-4 mars. « S'il est un pays où ce langage doit être compris et apprécié, c'est assurément en Suisse ».

Dans la sphère des rapports ordinaires (sujet de la cinquième partie de ce vaste document), aucune question d'une importance majeure n'est à décider actuellement, sauf la reprise de la négociation sur l'exécution, à Genève, de jugements rendus en France (53).

Le dernier alinéa renvoie enfin aux traités du 30 mai 1827 (54) et du 18 juillet 1828 (55) qui régissent, en droit conventionnel, les relations entre la France et la Suisse.

Comme au comte de Circourt, Lamartine aurait pu dire au général Thiard : Vos instructions sont toutes dans votre caractère. — La longueur de l'exposé sur la politique suisse du gouvernement provisoire peut s'expliquer par l'abstention de toute fonction officielle que s'était imposée le général.

La reconnaissance de la République Française dépendait formellement de la Diète, mais elle était promise dès le 13 mars (56) ; Thiard fut reçu avant la reconnaissance officielle (57).

(53) Cf. à ce sujet : LERESCHE Armand [cf. la bibliographie].

(54) La convention du 30 mai 1827 règle les droits d'établissement, de domicile et d'industrie. Elle a joué son rôle le plus important dans la question israélite (Cf. pp. 169 sqq.).

(55) Le traité du 18 juillet 1828 régit les rapports de voisinage, de justice et d'administration.

(56) Reinhard à Lamartine, 13 mars 1848 (*fs. Suisse* 561/38).

(57) Arrivé le 6, reçu le 14 avril pour la remise de ses lettres de créance, le général ne peut faire part, à Lamartine, de la reconnaissance de la Répu-

La profonde sympathie que le général Thiard éprouve pour la nouvelle Confédération explique son activité à Berne (58).

Avant même de pouvoir offrir au Vorort l'alliance de la France, Thiard eut à s'occuper de l'alliance proposée à la Suisse par Charles-Albert.

Le roi avait chargé le général Racchia d'inviter la Confédération à conclure une alliance offensive et défensive avec le Piémont (59). Thiard s'était tenu sur la réserve lorsque des insinuations lui avaient été faites à ce sujet. Racchia s'était alors rendu à la légation de France pour s'entretenir avec lui de ce projet d'alliance (60). Le ministre de France a « la certitude que le général Racchia, dans l'intérêt de son souverain, s'est beaucoup trop avancé, en se posant comme le représentant de la nationalité italienne ».

En résumé, constate Thiard, l'adoption de la proposition sarde déplairait beaucoup à l'immense majorité de la Confédération. « Et à moins que vous ne me donniez, Monsieur le Ministre, l'ordre formel d'appuyer cette proposition avec insistance (ce qui j'espère ne sera pas), elle tombera d'elle-même ». Si, plus tard, la République Française désirait la mise sur pied d'un contingent suisse, « il y aurait d'autant plus d'enthousiasme pour s'unir à l'Armée des Alpes » (61).

blique Française par la Diète que le 20 avril 1848 (*Thiard à Lamartine*, 20-21 avril 1848, *fs. Suisse* 561/177). La lettre officielle date du 25 avril 1848 (*fs. Suisse* 561/190).

Ochsenbein avait manifesté l'intention de recevoir Thiard avec un cérémonial extraordinaire (*Reinhard à Lamartine*, 31 mars, *fs. Suisse* 561/108). Le soir, un cortège aux flambeaux fut organisé en l'honneur du nouveau ministre de France.

(58) Sur l'attitude personnelle du général Thiard, à l'égard de la Confédération, cf. pp. 130-134.

(59) Lettre de Charles-Albert du 6 avril 1848, cf. DIERAUER V, 763, sq. BAUMGARTNER IV, 190, sqq. SCHWEIZER, *Neutralität*, 805-814. Racchia a remis au Directoire fédéral les lettres de rappel du Comte de Crotti et ses lettres de créance le 1^{er} avril. La proposition fut présentée à la Diète le 14 avril, en séance à huis clos. Cf. *Thiard à Lamartine*, 14 avril (*fs. Suisse* 561/160-165) : exposé clair et juste de la situation au moment de l'offre d'alliance par Charles-Albert. La Confédération aurait à mettre 20.000 hommes sur « l'échiquier italien », et 10.000 en réserve.

(60) Cf. la note verbale jointe à la dépêche du 16 avril (*fs. Suisse* 561/169).

(61) Thiard prie Lamartine de lui faire parvenir ses instructions au plus vite. « Mon rôle est assez embarrassant, car vous comprenez que l'Envoyé de

La Diète refusa l'alliance avec Charles-Albert le 18 avril. Ni Thiard, ni les envoyés lombards ne regrettèrent cette décision (62).

Lamartine n'aurait nullement empêché la Confédération de conclure un traité avec le Piémont et de s'immiscer dans les troubles italiens. « Nous ne devons ni ne pouvons nous montrer opposés à cette combinaison. Car elle a pour objet et pourrait avoir pour résultat d'avancer l'heure de la complète délivrance de l'Italie, sans que la France dût être elle-même dans le cas de déclarer et d'agir contre une puissance avec qui elle ne demande pas mieux que de vivre en paix. C'est donc une question dans laquelle nous n'avons point à intervenir et dont il convient que la Diète et le Vorort soient entièrement laissés juges » (63).

Quant à la conclusion d'une *alliance franco-suisse*, le général Thiard était plus sceptique que son ministre. Le refus de la proposition sarde empêcha l'envoyé de Lamartine de risquer aussitôt une réponse analogue à des avances françaises (64). Il semble que cette question ait été ajournée. Dans sa lettre officielle, adressée à Ochsenbein en réponse à la reconnaissance de la République par la Diète, Lamartine s'exprime avec plus de réserve que précédemment. « Etroitement unis désormais par l'identité des principes et des institutions, ils (les deux gouvernements démocratiques) sont aussi plus particulièrement desti-

la République française peut difficilement rester passif dans une aussi grande question » (même dépêche du 16 avril, *fs. Suisse* 561/1653).

« P. S. : Pour me résumer [:] si une confédération de la Suisse avec l'Italie ou l'Allemagne est nécessaire, je crois qu'elle doit se faire sous les auspices de la République française et non en dehors d'elle ».

(62) Thiard eut des conférences avec Mgr Luquet, envoyé extraordinaire du Pape et avec Prinetti, chargé d'affaires lombard auprès du Vorort (*Thiard à Lamartine*, 20 avril 1848, *fs. Suisse* 561/173-175). Ils entrevoient la possibilité d'armer des volontaires suisses avec 10 ou 12.000 fusils à pierre français que le gouvernement de la République vendrait à n'importe quel canton. « Dans ce moment, le canton de Lucerne vend bien aux Italiens et aux Allemands les fusils dont M. Guizot avait fait cadeau au Sonderbund ».

(63) *Lamartine à Thiard*, 22 avril 1848, minute I bis, *fs. Suisse* 561/189.

(64) Le 29 avril, Thiard écrit (*fs. Suisse* 561/200) : [...La pensée fait beaucoup de progrès que la question italienne ne pourrait se vider sans l'intervention de la France]... « cela facilitera beaucoup la conclusion d'une alliance avec la Suisse, si le Gouvernement de la République la considère comme indispensable »*.

nés à réaliser, dans une alliance intellectuelle et pacifique, ce dogme de la fraternité des nations qu'au lendemain de sa naissance, la République française s'est empressée de proclamer... » (65).

Aucune ouverture formelle ne fut faite au Directoire fédéral en vue d'une alliance avec la France (66). L'expression employée par Lamartine dans sa lettre du 8 mai (« une alliance intellectuelle et pacifique ») était trop vague pour engager la Confédération dans une négociation sérieuse.

L'échec de ce plan d'alliance fut une amère déception pour Lamartine (67).

Il se peut que les événements d'Italie aient fait ajourner au gouvernement français l'intention de reprendre le projet pendant l'été. Thiard signalait à Paris la difficulté pour la Suisse de rester complètement étrangère aux mouvements d'Italie. La France, de son côté, pouvait-elle rester à l'écart ?

En effet, le chargé d'affaires de Suisse (Delley) avertit le Directoire le 6 mai : « La question du passage se posera » (68). Elle se posait, officieusement, mais non moins sérieuse, en août : « L'ambassadeur de Sardaigne m'a demandé, dans une conversation intime, si le cas échéant, la Suisse accorderait le passage à une armée française, marchant au secours de l'Italie. Je lui ai répondu, selon l'esprit de mes instructions, que malgré nos sympathies pour la cause italienne, la neutralité de la Suisse avait

(65) *Lamartine à Ochsenbein*, 8 mai 1848 (*fs. Suisse* 561/210, minute 8 bis). A la lecture de cette lettre, la Diète a manifesté une vive satisfaction (*Thiard à Bastide*, 17 mai, *fs. Suisse* 561/226). Ochsenbein avait reçu la lettre de Lamartine le 16 mai).

(66) Ochsenbein interpréta comme une formule de politesse une allusion à une alliance à conclure, faite par le général Thiard, lors de sa réception à Berne.

(67) Cf. *Thiard au ministre*, 14 mai 1848 (*fs. Suisse* 561/225). « On s'attend assez généralement ici que la République française voulant en finir avec l'Italie demandera passage par le Valais pour l'armée des Alpes et on s'en effraie ». Le bruit avait même couru que des troupes françaises, en violant la neutralité, auraient pénétré à Genève sur le territoire suisse (*Ibid.*). Cf. aussi : *Thiard à Bastide*, 17 mai (*fs. Suisse* 561/227).

(68) Le 14 mai, Thiard eut une longue conférence avec Racchia et Peretti [chargé d'affaires de Lombardie à Berne] ; l'alliance sarde ne pouvait être le sujet de cette conversation. Il ne pouvait s'agir que de l'armée des Alpes et des affaires d'Italie en général (*Thiard à Bastide*, 14 mai (*fs. Suisse* 561/225)).

des exigences auxquelles nous ne pourrions pas renoncer » (69).

Que serait-il arrivé si la Suisse avait accepté l'alliance avec la France, lorsque Huber et Thiard la lui proposaient ?

Lamartine avait espéré que la participation de la Suisse à la politique française éliminerait la question du passage. Si la Confédération avait déjà éprouvé quelques difficultés à rester neutre, dans sa position indépendante, combien plus embarrassante serait devenue, pour elle, la question italienne, si elle avait été liée à la France ! Son sort aurait pu dépendre des mouvements de l'armée des Alpes et de Charles-Albert.

Les offres d'alliance française ne survécurent pas au ministère de Lamartine. C'est la Confédération elle-même qui souleva la question en automne 1848.

Le 11 mai, Lamartine quitta les Affaires Étrangères. Par sa politique suisse, il avait réussi à redresser les relations des deux pays dans le sens d'une parfaite entente; il avait inauguré une cordialité et une franchise telles, dans tous les rapports avec la Confédération, que jamais auparavant il n'en avait existé de semblables.

Lamartine avait repris « la doctrine de la non-intervention et s'engageait à ne pas soulever les peuples, à condition que nulle intervention étrangère ne s'oppose à leurs tentatives d'émancipation » (70).

Guizot avait bien lui aussi appliqué le principe de la non-intervention, mais dans cette attitude même, il avait manqué de franchise, puisqu'il s'était largement permis de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Confédération.

Lamartine, au contraire, s'en tint au principe du respect des nationalités et assura à la Suisse la liberté entière de se cons-

(69) *Barman au Directoire*, 9 août 1848 (A. F. vol. 1905, p. 524). Barman tient pour peu probable l'intervention française, « mais les circonstances pouvant devenir impérieuses... il serait utile... que je puisse m'expliquer d'une manière plus catégorique et qu'il n'y ait aucun doute dans les esprits sur les intentions de la Suisse à cet égard » (*ibid.*).

(70) Cf. le résumé de la politique lamartinienne, dans : BOURGEOIS, Emile : *Manuel III*, 298-301.

tituer comme elle le voulait. En la personne du général Thiard, il avait choisi un ambassadeur dont le fidèle attachement aux principes démocratiques était au-dessus de tout soupçon.

Bref, les relations des deux pays étaient excellentes lorsque Lamartine quitta le pouvoir.

CHAPITRE II

COMMISSION EXÉCUTIVE ET DICTATURE DE CAVAIGNAC

Le 11 mai, Jules Bastide, secrétaire général aux Affaires Etrangères, reçoit la succession de son chef : il est ministre.

Le gouvernement provisoire avait laissé carte blanche à Lamartine ; sous la commission exécutive, Bastide jouit du même avantage ; de même qu'ensuite sous Cavaignac, le directeur des Affaires Etrangères gardera une entière liberté d'action (71). Comme Lamartine, il fit une politique personnelle, appropriée aux besoins du pays. C'est donc son attitude à l'égard de la Suisse qu'il faut examiner avant de juger sa politique.

a) *Jules Bastide.*

Carbonaro d'ancienne date, Jules Bastide avait le cœur et l'esprit ouverts au libéralisme. On pouvait s'attendre à lui trouver une sincère bienveillance pour la Suisse qui était, lors de son début au ministère, en pleine transformation constitutionnelle.

Jules Bastide se fit d'abord connaître à Grenoble, où il se voua à la défense des idées démocratiques ; il continua sa campagne politique à Paris (72) comme rédacteur en chef du *National* » et de la « *Revue Nationale* ». C'était « un homme de valeur, mais sans talent d'écrivain » (73). Lamartine le prit au minis-

(71) Nous n'avons trouvé aucune différence de politique, en ce qui concerne la Suisse, entre la commission exécutive et la dictature de Cavaignac.

(72) WEILL, *Parti républicain*, p. 78.

(73) *Ibid.*, p. 140. Il avait encouru de nombreuses condamnations politiques. QUENTIN-BAUGHART : *Lamartine et la politique étrangère*, p. 84.

tière pendant les combats sur les barricades (74). Il fallait une concession aux combattants des journées de février en faisant d'eux des fonctionnaires. Lamartine avait bien choisi en appelant Bastide au secrétariat des Affaires Etrangères (75). Avec une rapidité et un dévouement étonnants, Jules Bastide se mit au courant et devint, en peu de semaines, un interprète prudent et clairvoyant des tendances de la jeune République. Comme ministre des Affaires Etrangères, il contribua beaucoup à créer une situation favorable à Charles-Albert (76). « Républicain avisé et tenace » (77), Bastide (78) poursuivit la politique pacifique de son prédécesseur (79).

Les instructions qu'il adressait au général Thiard, bien que moins éloquentes que celles de Lamartine, ne laissaient

(74) Cf. aussi : DEBIDOUR, *op. cit.*, II, p. 16, note 2. — Payer, chef du cabinet particulier de Lamartine, avait également été « pris sur le champ de bataille ». (QUENTIN-BAUCHART, *Lamartine et la pol. étr.*, p. 83).

(75) Jules Bastide, né en 1800 à Paris, mort le 2 mars 1879 à Paris.

Marchand de bois; rédacteur en chef (et propriétaire) du « National », avec Marrast; rédacteur de la « Revue Nationale »; nommé secrétaire des Affaires Etrangères, le 28 février 1848; ministre des Affaires Etrangères: 18 mai au 19 déc. 1848; membre de l'Assemblée Constituante (groupe républicain-catholique).

(76) Cf. BASTIDE Jules : *La République française et l'Italie en 1848*.

(77) BOURGEOIS Emile : *Manuel III*, 302.

(78) Une lettre confidentielle de Bastide, adressée le 20 octobre 1848 au ministre de France à Berlin, donne la preuve de sa conviction républicaine (*fs. Prusse* 303/38) : « ...On a jugé convenable, au moment du vote présidentiel, de rallier la masse des républicains du lendemain, en prenant des ministres dans son sein. La chose, d'ailleurs, s'est faite d'accord avec les membres sortants [Sénart, Hipp. Carnot, Recurt], qui ont jugé la mesure nécessaire pour combattre efficacement la nomination de Louis Bonaparte. Tu peux être certain, au reste, qu'il n'y a que des républicains résolus et sans arrière-pensée dans le Conseil. *S'il en était autrement, je n'y resterais pas.* »

(79) Cf. QUENTIN-BAUCHART (ds. *Lamartine et la politique étrangère*, p. 78) : « Homme simple, essentiellement honnête, laborieux, dévoué, d'un caractère commandant l'estime, doué d'une intelligence un peu étroite et absolument étranger à tout ce qui touchait à la diplomatie ». — « Bastide quitta les affaires pauvres. »

Le comte Apponyi (25 ans à Paris, IV, 202) ne peut pardonner à Bastide son origine. Selon Apponyi, Bastide est un « marchand de bois, qui daigne s'occuper lui-même de la fourniture de bois pour l'hôtel du Ministère ».

Salignac-Fénelon, chargé d'affaires intérimaire de France à Francfort, croit devoir adresser le compliment suivant à Bastide : « Les rapports des diplomates allemands à Paris se louent de M. Bastide et paraissent le préférer de beaucoup à M. de Lamartine, qui les avait, dit-on, effrayés ». (P. S. à la dépêche du 16 septembre 1848, *fs. Francfort* 806/35).

cependant aucun doute sur l'entière bonne volonté du ministre vis-à-vis de la Suisse (80). Le chargé d'affaires helvétique, Barman, n'eut qu'à se louer du bon accueil qu'on lui fit lors de la remise de ses lettres de créance (81) et à l'occasion des multiples affaires qu'il avait à traiter avec Bastide (82). Celui-ci laissa entendre à Vienne — lors des menaces de Radetzky — et à Francfort, en novembre, que la France prendrait hautement la défense de la Suisse si celle-ci se voyait attaquée par l'une ou l'autre des puissances allemandes ou par leur coalition (83). Bastide travailla activement à la réconciliation des Confédérations germanique et helvétique.

Nous pouvons donc conclure que Jules Bastide a continué, sous tous les rapports, à l'égard de la Suisse, l'heureuse politique de sincère collaboration et de rapprochement amical, à laquelle Lamartine avait voué avec succès le meilleur de ses efforts.

b) *La politique de Jules Bastide.*

La confiance restait acquise à la France républicaine, qui avait si promptement rétabli le calme à Paris, après la journée mouvementée du 15 mai. On attendait des travaux de l'Assemblée constituante et du comité exécutif, la consolidation défini-

(80) La demande de Peel (soumission à l'acceptation des puissances de la nouvelle constitution fédérale) est traitée, par Bastide, de « prétention injustifiable ». Cf. *Thiard à Bastide*, 10 juin 1848 (*fs. Suisse* 561/278).

(81) La première dépêche de Barman date du 1^{er} juin 1848.

(82) Parmi ces affaires, citons la libération des Suisses détenus ou condamnés pour avoir pris part aux insurrections, surtout à celle de juin. (*Barman au Directoire fédéral*, 27 juin : « Beaucoup d'entre eux ont bravement payé de leurs personnes et utilisé l'arme nationale ») ; la protection des intérêts suisses dans une caisse mutuelle d'épargne, supprimée par l'ancien gouvernement français ; des questions de réfugiés italiens, polonais, allemands ; la réduction des taxes postales et autres modifications à apporter aux traités postaux de 1815 ; les affaires consulaires ; Bastide avait consenti sans difficultés au rapatriement, par Marseille, des troupes mercenaires suisses engagées à Naples, selon la proposition faite par le général Thiard. Les incidents de frontière furent liquidés très amicalement, ce qui ne fut pas le cas sous Louis-Philippe (cf. *fs. Suisse* 561, no. 26/96).

(83) Cf. la minute des instructions données au général Thiard, le 11 novembre 1848 (*fs. Suisse* 562/300), p. 64, n. 145.

tive du régime. Les délibérations de la Diète fédérale sur le nouveau pacte, en profitèrent (84).

Le 22 mai, la Diète nomma le colonel Barman chargé d'affaires de la Confédération helvétique près la République Française (85).

Jules Bastide assura qu'on ne demanderait pas le passage par le Valais et soutint même la Suisse dans ses difficultés à Naples.

1. *Les capitulations suisses à Naples.*

Le parti radical était l'adversaire acharné de ces capitulations (87). Des conventions une fois conclues ne pouvaient cependant pas être dénoncées sans le consentement de l'autre partie contractante (88), et le roi de Naples avait trop besoin de mercenaires pour permettre leur rentrée avant le terme fixé (89).

A leur insu, les régiments suisses avaient été mêlés à la guerre civile à Naples ; leur intervention avait été un soutien précieux pour le régime menacé (15 mai). « N'est-ce pas une révoltante anomalie que de voir les Suisses, citoyens d'une République démocratique exécutant ou favorisant par leur présence l'exécution des ordres d'un prince en guerre avec son pays ?... Il est monstrueux de voir les soldats de la Suisse libre réduits à servir une cause directement opposée, en principe, à celle de leur propre patrie... » Bastide engageait le général Thiard à soumettre ces réflexions au Vorort, et de le prier « au nom de

(84) Thiard à Bastide, 19 mai 1848 (*fs. Suisse* 561/247).

(85) Cf. p. 164 sqq.

(86) Bastide à Thiard, 23 mai 1848 (minute 3, *fs. Suisse* 561/248).

(87) Ochsenbein fut un des adversaires les plus énergiques des capitulations. Mais après 1854 (ayant dû quitter le Conseil fédéral) il prit service comme général de brigade dans l'armée française, sous l'Empereur Napoléon III.

(88) Cf. MAAG Albert : *Geschichte der Schweizertruppen in neapolitanischen Diensten*, 1825-1861 (Zürich 1909), p. 122-146. OECHSLI : *Geschichte der Schweiz* II, 710, sqq ; MUYDEN, B. van : *La Suisse sous le pacte de 1815*, p. 559 sqq.

(89) Ces capitulations étaient conclues en 1824 avec les cantons suivants : Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald, Fribourg, Soleure, Appenzell (Rhodes intérieures), Grisons, Valais, Berne.

l'humanité et de la cause démocratique, à prendre telle mesure qu'il jugera convenable pour faire disparaître un pareil scandale » (90).

Ce conseil fut suivi d'une offre de collaboration à la solution du problème. La France, à l'instigation de Bastide, voulait employer ses bons offices auprès du roi Ferdinand en vue de la dénonciation des capitulations. Sain de Bois-le-Comte, ministre de France à Naples, reçut des instructions dans ce sens (91). Le général Thiard fit des propositions pour le rapatriement des troupes congédiées, par Marseille-Genève (92).

Le Directoire fédéral était d'accord avec le gouvernement français pour déclarer ne pouvoir tolérer que le roi Ferdinand envoie des troupes suisses se battre dans les rues de sa capitale (93). L'offre française de collaboration fut accueillie avec empressement, d'autant plus que la Suisse n'avait pas « d'arguments qui ressemblent à des vaisseaux à trois ponts comme la France » (94). Les commissaires fédéraux reçurent l'ordre de marcher d'accord avec la diplomatie de la République (95), « dans le but d'appuyer les réclamations de réparation des dommages causés aux compatriotes suisses à Naples, par suite des

(90) *Bastide à Thiard*, 26 mai 1848 (fs. Suisse 561/249).

(91) *Bastide à Thiard*, 15 juin 1848 (minute 4, fs. Suisse 561/290). L'ambassadeur de France avait reçu l'instruction de recommander au roi Ferdinand le licenciement anticipé des régiments suisses et de se mettre à l'entière disposition des deux enquêteurs officiels suisses, Franscini et Collin. Thiard avait proposé cette collaboration : « En ménageant la susceptibilité suisse, qui est extrême, et en faisant toutes les petites concessions d'amour-propre, que le diplomate le plus fort doit au plus faible, je crois que ce concours serait accueilli avec empressement. Alors il serait facile à votre agent d'accélérer les négociations, peut-être de s'en rendre maître... » (*Thiard à Bastide*, 5 juin 1848, fs. Suisse 561/274).

Sain de Bois-le-Comte était ambassadeur auprès du Roi des Deux-Siciles.

L'ambassadeur de Louis-Philippe en Suisse se nommait Charles-Joseph-Edmond Bois-le-Comte (1796-1863).

(92) *Thiard à Bastide*, 6 juin 1848 (fs. Suisse 561/276, sq.).

(93) Selon les capitulations, les régiments suisses ne pouvaient être employés que contre un ennemi extérieur du royaume.

(94) Le Président du Vorort pria le général Thiard d'introduire les commissaires fédéraux auprès de l'amiral Baudin (commandant l'escadre française qui mouillait dans le golfe) et du ministre de France à Naples (*Thiard à Bastide*, 16 juin 1848, fs. Suisse 561/291). Cette lettre d'introduction se trouve aux Archives Nationales, Marine GG2 7. Cf. p. 70, n. 168.

(95) *Thiard à Bastide*, 16 juin 1848 (fs. Suisse 561/291).

événements du 15 mai » (96), et d'entamer une négociation pour le rappel des troupes.

La diplomatie française allait au devant des intentions du Vorort. Il y eut en Suisse un mouvement important en faveur de la dénonciation immédiate des capitulations, mais les cantons intéressés s'y opposèrent (97). La mission de Franscini et de Collin était surtout chargée de l'enquête et de l'appui des demandes en dommages-intérêts. Le gouvernement français y voyait plutôt une mission diplomatique dont le but était de dénoncer immédiatement les capitulations et de rapatrier sans tarder les régiments. Leur marche éventuelle à travers l'Italie en effervescence, n'était pas sans causer une certaine inquiétude à Berne (98). Mais on ne se doutait pas des offres que la France s'apprêtait à faire, dans le cas où les troupes quitteraient Naples.

L'amiral Baudin reçut des ordres spéciaux pour la protection des intérêts suisses. Les vaisseaux de guerre, les transports maritimes, la route de Marseille à Genève (99), tout aurait été mis à la disposition des régiments rentrant dans leur pays (100).

N'est-ce pas un exemple intéressant de collaboration des deux Républiques-sœurs qu'une escadre française remplissant avantageusement le rôle d'une « marine de guerre fédérale » ?

(96) *Funk à Thiard*, 14 juin 1848 (*fs. Suisse* 561/293). Funk prie le général Thiard de donner aux commissaires suisses des lettres d'introduction « adressées aux Magistrats français résidant à Naples et même à l'amiral Baudin... » « Votre recommandation est propre à contribuer essentiellement au bon succès de ladite mission » [sc. de Franscini et Collin].

(97) Pour son régiment (IV^e) Berne seul aurait dû payer plus d'un demi-million de francs de solde aux troupes rappelées. Le 1^{er} régiment était fourni par Lucerne, Uri, Unterwald et Appenzell (Rh. Int.), le II^e par Fribourg et Soleure, le III^e par Schwiz et les Grisons.

(98) *Thiard à Bastide*, 6 juin 1848 (*fs. Suisse* 561/276 v.).

(99) Pour le passage de Marseille à Genève, cf. *Bastide à Thiard*, 20 juin 1848 (*fs. Suisse* 561/307).

(100) Cf. *Thiard à Bastide*, 29 juillet (annexe, *fs. Suisse* 562/62, compte-rendu des délibérations de la Diète) : M. Jeanrenaud-Besson, envoyé de Neuchâtel, a manifesté « hautement, devant la Diète, sa vive reconnaissance à l'escadre française de la Méditerranée, placée sous le commandement de l'amiral Baudin, pour les services qu'elle a rendus aux négociants suisses établis à Naples lors des événements du 15 mai. Ces braves marins ne se sont pas contentés de recevoir à leur bord, de protéger, de combler de politesses ces négociants et leurs familles ; ils sont même allés au-devant d'eux pour leur offrir leur protection efficace. Honneur donc à ces braves marins ; honneur à leur glorieux pavillon ».

La France avait-elle quelque intérêt à mettre tant d'empressement à servir les affaires suisses à Naples, et surtout, à faciliter le retour des régiments dans leurs foyers ?

On serait tenté de le croire, d'après la dépêche de Thiard, qui, la première, contient sa proposition d'ouvrir la route du Rhône aux régiments (101). Le général dit, assez mystérieusement, qu'il y aurait avantage « de s'assurer des droits positifs à la reconnaissance de la Confédération, de pouvoir revendiquer, avec une sorte d'apparence, une grande part dans une mesure qui plairait à l'Europe démocratique, etc. » (102).

Quelle est donc cette « grande part dans une mesure » qui a besoin d'une « sorte d'apparence » ? Est-ce le passage par le Valais que la Suisse devait accorder, en revanche, à l'armée des Alpes ?

La situation critique en Italie du Nord, les difficultés qu'avait le comité exécutif à retenir la partie interventionniste de l'Assemblée constituante (103) nous portent à admettre cette explication des paroles de Thiard. La présentation du mémoire autrichien (du 24 mai) à Londres et la demande de médiation britannique (104), les nouveaux troubles à Vienne (25 mai) et la retraite de Radetzky entre les remparts du Quadrilatère (105), tout semblait favoriser une action française en faveur de Venise, de la Lombardie et du Piémont. Pour arriver de suite au centre du théâtre de la guerre, pour intervenir au moment propice et en surprenant Radetzky, il ne restait que la route du Simplon.

Il est certain que l'armée française n'aurait traversé le pays de Vaud et le Valais qu'avec le consentement formel de la Confédération. Thiard envisageait même de mettre les quatre régi-

(101) Cf. *Thiard à Bastide*, 6 juin 1848 (fs. Suisse 561/276, sq.) : L'offre du passage est « une pensée que la conversation [sc. avec Funk] a fait naître dans mon esprit et qui ne s'appuie sur rien de réel... » C'est-à-dire que Funk n'a pas demandé le passage.

(102) *Ibid.* Thiard conclut : « ...c'est une éventualité qui très probablement ne se réalisera pas ; mais le cas échéant, avant de laisser échapper une seule parole, je vous demanderai mon instruction ».

(103) Cf. les interpellations du 23 mai.

(104) Dietrichstein chez Palmerston, 22 mai.

(105) Prise de Peschiera par Charles-Albert, 30 mai.

ments suisses à la disposition de la Sardaigne aussitôt qu'ils seraient licenciés à Naples (106).

Mais peut-être l'intention de désarmer Ferdinand II fournissait-elle une autre raison de favoriser le retour des troupes de Naples. Sur quoi se serait appuyé ce roi absolutiste sans le noyau solide de troupes que formaient les régiments suisses? La France ne pouvait pas non plus se désintéresser du sort de la Sicile qui revendiquait la constitution du 12 février (107). L'intérêt que le ministre des Affaires Etrangères portait à la cause démocratique était un des motifs principaux de l'appui qu'il prêtait à la Suisse.

L'ambassadeur de France à Naples, Sain de Bois-le-Comte, fit des démarches auprès du roi en vue de la dénonciation des capitulations (108). Des journaux suisses s'emparaient déjà de l'affaire, l'exagérant outre mesure (109). L'envoyé napolitain en Suisse, Versace, vint s'informer à la légation de France à Berne pour savoir jusqu'à quel point Thiard avait agi auprès du Vorort afin d'obtenir le rappel des régiments (110).

La lutte des partis suisses autour de cette question s'était envenimée (111) depuis l'intervention de James Fazy (Diète du 30 mai). L'opinion se répandit que des capitulations une fois conclues ne pouvaient être déclarées nulles. La rentrée immédiate de milliers de soldats aurait causé un chômage peu favorable à la tranquillité du pays. On se résolut donc à laisser expirer les capitulations et on se résigna à demander des dommages-

(106) *Thiard à Bastide*, 19 juin (*fs. Suisse* 561/305). Cf. Ochsenbein, devant la Diète du 30 mai. Le 2 octobre, Thiard propose de « former un corps helvétique à la solde de la nouvelle puissance » [sc. le royaume de l'Italie du nord, voulu par Palmerston]. « A Naples, les Suisses viennent de trop prouver et à Rome dans un sens opposé, qu'ils servent aveuglément le gouvernement qui les solde ».

(107) Cf. GUICHEN : I, 169. La France (de concert avec l'Angleterre) était prête à reconnaître le gouvernement sicilien (29 juin 1848).

(108) GUICHEN : I, 169.

(109) Cf. « La Suisse » (Berne), n° 157 du 1^{er} juillet 1848.

(110) Cf. *Thiard à Bastide*, 10 juillet 1848 (*fs. Suisse* 562/16 sq.). Thiard démontre combien les capitulations sont opposées à l'esprit du siècle.

(111) Versace parcourait les cantons qui fournissaient les régiments pour engager les grands conseils à s'opposer à leur rappel.

intérêts pour les négociants, en faisant des réserves expresses sur l'usage que le roi pouvait faire des régiments.

Pour l'année 1848, cette affaire était terminée. La participation de la France s'était bornée aux conseils donnés au Vorort et à Ferdinand II, et au secours effectif apporté aux familles suisses. De plus, la République était prête à porter assistance aux régiments suisses dans le cas d'une rentrée anticipée (112).

Quelles que fussent les intentions ou les arrière-pensées de la France lorsqu'elle apportait son concours, elle avait droit à la reconnaissance de la Confédération.

La dénonciation des capitulations napolitaines sera reprise en considération l'année suivante, sous un nouvel aspect, qui sera déterminé par l'expédition de Rome (113).

2. *La Suisse devant l'ultimatum de Radetzky et les notes allemandes.*

Au début du mois d'août 1848, une invasion française en Italie semblait inévitable. Le danger dura jusqu'en septembre. Le Vorort, non sans craindre pour l'intégrité de la Suisse, s'occupa de ce que ferait l'armée des Alpes. Mais le coup dangereux ne devait venir ni de celle-ci, ni des extrémistes suisses qui regrettaient toujours le rejet de l'alliance sarde. C'est le général autrichien Radetzky qui mit la Confédération dans une situation des plus embarrassante. La politique de neutralité fut soumise à une dure épreuve.

Ce fut après Custozza et la reprise de Milan par les Autrichiens que des contingents italiens en partie armés, pénétrèrent dans les Grisons et en territoire tessinois. Garibaldi fit la petite guerre non loin de la frontière suisse, du côté de Côme et sur les

(112) Un cas analogue se produisit à Venise, en août 1849. La compagnie Debrunner fut embarquée sur des vaisseaux français avant même l'arrivée des instructions de Paris.

(113) Cf. pp. 263-267.

bords du lac Majeur ⁽¹¹⁴⁾. Des troupes suisses surveillèrent la frontière et réussirent à faire respecter la neutralité. Mais Radetzky, par de faux renseignements, se laissa convaincre que la Suisse favorisait la révolution italienne. Il en voulait aux Tessinois des sympathies témoignées à un peuple qui parlait leur langue. Il leur reprochait d'avoir facilité les incursions de Garibaldi et d'avoir abrité Mazzini. Peu lui importait que le ministre impérial à Zurich, Kaiserfeld, reconnut la loyauté des autorités tessinoises et fédérales.

Le 19 août et le 1^{er} septembre, Radetzky adressa des notes énergiques au gouvernement de Bellinzone, menaçant le canton de graves représailles ⁽¹¹⁵⁾ au cas où l'on repousserait ses revendications ⁽¹¹⁶⁾. Le 15 septembre, le général envoya une nouvelle protestation sous forme d'ultimatum, dans laquelle il annonçait en même temps l'exécution des mesures de coercition. Peut-être aussi voulait-il se venger de l'aide que de nombreux Tessinois avaient apportée aux Lombards ⁽¹¹⁷⁾.

Un cordon de troupes cerna de près le canton ; il coupa, à partir du 18 septembre, toutes les relations commerciales et postales, refusa de reconnaître les passe-ports ne portant pas le timbre de la légation impériale de Zurich. De plus, tous les Tessinois domiciliés dans les provinces lombardo-vénitiennes furent expulsés ⁽¹¹⁸⁾.

(114) Garibaldi avait pris pour son service deux bateaux à vapeur sardes, près d'Arona. Il traversa le lac, accosta à Luino et en chassa 500 Autrichiens. Battu à Varese le 26, il se retira le 27 août près d'Agno sur territoire suisse. Deux autres contingents cherchèrent asile dans les Grisons. Cf. *Abschiede* 1848, II, p. 38, annexe A, p. 5. Cf. BAUMGARTNER, IV, 306-309, 313-315. SCHWEIZER, p. 814-819. DIERAUER, V, 764-766.

(115) Blocus commercial et expulsion de tous les Tessinois du territoire italien.

(116) BAUMGARTNER, IV, 283, 306-309. SCHWEIZER, pp. 814-818. DIERAUER, V, 766. CHIESA Francesco : *Un anno di storia nostra*. Il Ticino nel 48 (Lugano 1915), pp. 45-50.

(117) *Abschied* 1848, II 42. SCHWEIZER, p. 818 ; BAUMGARTNER IV, 307. CHIESA, *op. cit.* 47-49. Radetzky prétendit qu'il y en avait 600. Les notes du général étaient accompagnées de celles de Kaiserfeld, beaucoup plus courtoises. Thiard sur Radetzky, cf. p. 133.

(118) Jusqu'au début d'octobre, plus de 2.000 Tessinois arrivèrent dans

Genève vit dans cette rigueur une déclaration de guerre de Radetzky, demanda l'ouverture de négociations à Vienne et la mobilisation d'un corps d'armée assez fort pour parer aux éventualités.

Le Directoire fédéral prévoyait le pire. Radetzky était vainqueur — qui pouvait l'empêcher d'envahir le Tessin ?

Malgré les attaques de presse contre la politique italienne de la France (119), les relations du Vorort avec Thiard et le ministère Cavaignac étaient restées des plus cordiales (120). Si la France, comme on le supposait alors, intervenait contre l'Autriche, au moment même où Radetzky menaçait le Tessin, quoi de plus naturel pour la Confédération que de se ranger à ses côtés en cas de guerre ?

Après l'arrivée du décret de Radetzky, il fut question d'envoyer un agent diplomatique suisse à Turin, tant pour traiter de la question des réfugiés que pour sauvegarder en général les intérêts de la Confédération dans l'Italie du Nord (121).

La France et la Suisse s'entendirent d'abord pour recevoir les réfugiés italiens auxquels Charles-Albert avait interdit l'accès du Piémont, s'ils refusaient de s'enrôler pour trois ans. Sur le conseil de Thiard, le Directoire fédéral et l'envoyé français, Bixio, intervinrent et réussirent à les faire admettre sans conditions (122).

le canton. Le nombre des réfugiés italiens dans le Tessin était, le 4 octobre, de 2.320 ; il en partit plus de 500 ; le 5 novembre, ils étaient à nouveau 4.014, et vers la fin du mois seulement 2.659 (BAUMGARTNER, IV, 313 et 315).

(119) Cf. *Thiard à Bastide*, 1^{er} septembre/1848 (*fs. Suisse* 562/164) : « La politique française en ce qui concerne les affaires de l'Italie est très attaquée en Suisse par tous les partis... Ceux qui s'opposeraient avec opiniâtreté au passage par Vaud et le Valais sont ceux qui demandent avec le plus de violence l'intervention armée ».

(120) Thiard constate que l'intention de Radetzky et de Kaisersfeld est « de fatiguer la Confédération, et de se préparer des prétextes pour l'accuser. motif de plus pour la convaincre de nos sympathies à son égard ». (*Thiard à Bastide*, 7 sept. 1848 (*fs. Suisse* 562/181). Il propose trois mesures favorables aux intérêts suisses (cf. p. 131).

(121) *Thiard à Bastide*, 17 sept. 1848 (*fs. Suisse* 562/173).

(122) *Fazy à Thiard*, 24 août ; *Thiard*, oralement, à *Funk*, 25 août ; *Funk*, oralement, au *Directoire*, 26 août, avec projet de note. La note fut remise au chargé d'affaires de Sardaigne le 27.

Dans d'autres questions, la France et la Suisse marchèrent également de concert (123). Leurs intérêts les rapprochaient.

Le Directoire fit remettre à Kaisersfeld une note plus ferme que Thiard ne l'avait espéré.

Puis la Diète s'ajourna, ce qui était un signe de détente. Détente purement apparente d'ailleurs. Le Vorort veillait jalousement sur la sécurité du pays : il mobilisait.

Le 23 septembre, le Président Funk rendit visite au général Thiard. Il lui communiqua ses vues sur la note que le chargé d'affaires suisse (124) devait remettre à Vienne. La Confédération, résume Thiard, demande que les actes barbares de Radetzky soient révoqués et considère le refus comme un *casus belli*. Si l'Autriche se refuse à ordonner la révocation de ces actes, et à rétablir les communications comme elles étaient auparavant, le Vorort réunira la Diète et lui proposera la levée sur pied d'un corps de troupes considérable pour faire respecter son indépendance... » (125).

Funk exprima le désir de voir le ministre de France à Vienne marcher d'accord avec Kern. — Ce n'est pas tout, continue Thiard. « M. Funk a ajouté qu'on commençait à se convaincre

(123) A la fin d'octobre, arrivèrent à Lugano 18 réfugiés hongrois qui manifestèrent le désir de passer en France. Thiard eut soin de les diriger « par Genève, sur Gex, parce que je crois bon qu'on les voie dans cette partie de la Suisse... » « La France est effectivement le seul pays où ces hommes courageux peuvent espérer de trouver un asile... »* (*Thiard à Bastide, 28 octobre* (fs. Suisse 562/275)).

Le 2 septembre, Funk montrait à Thiard une dépêche de l'envoyé suisse à Milan (du 31 août) disant que l'Autriche, après les ouvertures de Charles-Albert, s'était subitement décidée de traiter directement avec lui. Il abandonnerait la Lombardie à ses adversaires. M. Funk « est aussi indigné que moi de la conduite de Charles-Albert. Mais... ce mécontentement n'irait pas jusqu'à faire cause commune avec nous, s'il fallait avoir recours à la force des armes ». (*Thiard à Bastide, 2 sept. 1848, fs. Suisse 562/169*).

(124) Kern, qui avait pris, provisoirement, la succession d'Effinger, rap-pelé.

(125) *Thiard à Bastide, 23 septembre 1848* (fs. Suisse 562/219). La première mention d'une alliance est faite dans la dépêche de Thiard du 21 sept. (fs. Suisse 562/215), dans le compte-rendu des bruits qui circulent parmi les membres de la Diète : « On a jeté en l'air dans la discussion quelques paroles sur la nécessité de former une alliance, si cette idée prenait de la consistance, j'aurais l'honneur de vous en informer et de vous demander des instructions ».

en Suisse qu'elle ne serait jamais tranquille et débarrassée de toutes... menaces étrangères tant que la Lombardie resterait au pouvoir de l'Autriche ». Le moment de la délivrer lui paraissant favorable, il ne doutait pas qu'il ne fût saisi par la République Française. « Quant à la Suisse, si l'Autriche ne révoque pas les mesures de Radetzky, elle est très décidée à lever un corps considérable, d'en garnir ses frontières, et d'agir par conséquent avec la France et le roi de Sardaigne, si on pouvait compter sur lui ...*Avant d'aller plus loin, je vous ferai observer que ces idées belliqueuses n'auront un effet que si la Suisse n'obtient pas réparation* » (126).

Thiard répond à ces ouvertures que chacune des trois puissances devrait prendre d'abord avec les autres des engagements réciproques. « Bref, sans en prononcer le nom, j'ai clairement indiqué un traité d'alliance offensive et défensive. » Il aborde la question qu'il sait être « la plus antipathique à la Suisse », celle du passage à ouvrir à l'armée française par le Simplon (127). « *Ces idées, à mon grand étonnement, n'ont pas été rejetées* » (128).

Thiard ne perd pas un instant. Il saisit l'importance de cet entretien confidentiel avec le Président du Vorort, quelque vagues que soient ses ouvertures.

Le même jour (129), il prie le ministre de France à Vienne (130) d'aider Kern de tout son concours dans la juste revendication

(126) Paroles que Thiard, le 7, avait citées littéralement.

(127) *Ibid.* (fol. 562/220) : « La meilleure manière pour délivrer l'Italie de ses oppresseurs avait déjà été pratiquée par le Grand Général... ce qu'on aurait de mieux à faire, serait de suivre ses traces... j'ai fait entendre très clairement qu'il faudrait livrer passage par le canton de Vaud (très disposé) et par le Valais, en laissant la ville de Genève (très récalcitrante), sur la droite, pour déboucher sur le Simplon... »

(128) Thiard eut soin de proposer l'ouverture d'une conférence sur ces matières après la dénonciation de l'armistice. A entendre des députés à la Diète, Thiard est « assez disposé à croire que Funk n'a pas agi isolément » (cf. p. 45, n. 67).

(129) 23 septembre 1848 (fs. Suisse 562/222).

(130) Lacour, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire à Vienne.

qu'il est chargé de soumettre au gouvernement autrichien (131). Bastide donne des instructions analogues à Lacour (132).

Bastide attribua également une grande importance à la communication de Funk sur un plan de coopération éventuelle de la Suisse avec la France et la Sardaigne. « S'il est un peuple dont l'alliance nous soit sympathique, et avec lequel nous aimerions surtout à combattre pour le triomphe de la nationalité italienne, c'est à coup sûr le peuple suisse ». Thiard avait émis la crainte que Funk et les membres de la Diète ne revinssent sur ces dispositions une fois le danger passé. La Diète sanctionnerait-elle alors les désirs de quelques-uns de ses membres (133)? Bastide ne peut se dissimuler que la médiation dans laquelle la France s'est engagée lui commande une réserve momentanée. Si les circonstances la mettaient dans la nécessité de convertir la médiation en intervention armée, la France saisirait « bien volontiers l'occasion d'entrer en arrangement » avec le Vorort (134).

Funk (135) se déclara heureux d'avoir la certitude que, le cas échéant, la Suisse trouverait concours et appui dans les dispositions de la République. « Le silence le plus absolu sera gardé ».

Palmerston avait activement travaillé pour la paix austro-sarde. Venise était abandonnée (5 octobre) à l'Autriche. Normanby avait notifié à Bastide que l'Angleterre ne consenti-

(131) « ...Mes instructions [écrit Thiard] (et bien d'accord avec mes sentiments personnels) ont toujours été de considérer les intérêts de la nation helvétique, comme inhérents à ceux de la France, et de travailler dans un but qui, maintenant, doit toujours être commun aux deux nations ».

(132) Cf. *fs. Suisse* 562/238.

(133) *Fs. Suisse* 562/221, même dépêche du 23 septembre). Thiard avait toutes les raisons d'être prudent ; il venait de tenir conseil, depuis la seconde note de Radetzky (1^{er} septembre), avec tous les membres influents de la Diète et du Vorort, le Conseil de guerre fédéral, et toutes les députations et hauts fonctionnaires de la Diète : « ...plusieurs de ceux avec lesquels je suis plus particulièrement lié, ont entamé dans la conversation absolument les mêmes questions que j'ai eu à traiter ce matin avec M. Funk... »

(134) *Bastide à Thiard*, 29 sept. 1848 (minute 10, *fs. Suisse* 562/233). Par contre, Bastide était, en juin, partisan d'une étroite alliance franco-allemande ; il y eut des négociations lors du parlement de Francfort (cf. instructions de Bastide à Savoie, 8 juin 1848 (*fs. Francfort* 805/185)).

(135) Thiard communique la réponse de Bastide au Président du Vorort le 2 octobre (*fs. Suisse* 562/234).

rait à aucune intervention française en faveur de Manin ⁽¹³⁶⁾. Le 4 octobre, Bastide informa Beaumont ⁽¹³⁷⁾ que la France n'interviendrait pas en Italie, la Sardaigne ayant repoussé auparavant l'assistance française. Toute participation française à la guerre italienne semblait écartée en ce moment. Si la médiation entamée en septembre fit hésiter Bastide plus que Thiard à préconiser l'alliance avec la Suisse, la situation au début d'octobre ne pouvait que justifier cette attitude. Radetzky avait tiré la Confédération de son *dolce far niente* dans le concert européen — peu harmonieux à l'époque. Une fois impliquée dans l'entente qui s'était faite contre l'Autriche, la Suisse devait, de l'avis de Bastide, soutenir la politique générale ⁽¹³⁸⁾.

Si sa neutralité était violée, ce serait la reprise des hostilités en Italie, et la France ne resterait pas à l'écart. Si une solution pacifique du problème italien était réalisable, la Suisse pourrait y contribuer pour sa part en ne laissant aucune équivoque sur l'attitude qu'elle prendrait en cas de guerre, tout en s'efforçant de rester en paix avec ses voisins de l'Est et du Midi.

C'est dans ce sens que nous interprétons la dépêche de Bastide du 14 octobre, où il indique clairement le rôle que la France voulait faire jouer à l'Autriche-Hongrie.

Les gouvernements français, anglais, sarde et suisse étaient unanimes : il fallait éloigner l'Autriche de l'Italie ; mais les cabinets différaient de méthode pour atteindre ce but. Tandis que la France aurait volontiers pris l'offensive, l'Angleterre s'opposait à toute action armée. La Suisse n'aurait participé à une campagne contre Radetzky que dans le cas où ce général l'attaquerait. Mais Funk ne doutait pas que la Confédération,

(136) 30 septembre (GREER, *op. cit.*, 256). Manin est le défenseur de Venise.

(137) Alors ministre de France à Londres.

(138) L'attitude de Bastide est expliquée spécialement dans sa lettre particulière du 14 octobre (*fs. Suisse* 562/257). « *La Suisse peut compter sur la République française, comme sur une bonne et fidèle alliée. Je suis heureux de le déclarer hautement, et, s'il en était besoin, les preuves de notre vive sympathie ne se feraient pas attendre...* » (Les événements de Vienne faciliteront la solution des difficultés que présentent les affaires d'Italie. Bastide espère obtenir pour la Lombardo-Vénétie une certaine indépendance). « *D'un autre côté, nous avons à pourvoir à ce que l'Autriche ne soit pas complètement étouffée par l'élément slave. L'intérêt de l'équilibre européen*

sortie par force de sa neutralité, ne regardât l'offensive comme la meilleure défense.

Voilà donc l'idée de Lamartine sérieusement discutée ! Mais les rôles sont changés. Cette fois, c'est la Suisse, menacée dans son intégrité, qui entame les premiers pourparlers en vue d'une collaboration étroite et même offensive avec la France contre l'Autriche. C'est la France, maintenant, qui hésite, ou, du moins, met un frein aux avances du général Thiard.

Ce qui nous semble important pour la Suisse, c'est que *le Directoire fédéral était prêt alors à inaugurer une politique active.*

Il était convaincu de l'autorité qu'acquerrait en peu de temps le nouveau Conseil fédéral.

Dans la démarche de Funk apparaît une conception de la neutralité qui correspond tout à fait à celle que la Suisse du XX^e siècle continuera à observer. La Confédération, menacée sérieusement dans son existence par l'un de ses voisins, se mettrait résolument du côté de celui qui l'aurait respectée. C'est le sens général de la demande d'assistance adressée par le Président du Directoire au ministre de la République Française.

Dans cette discussion, Thiard est seul à préconiser une alliance. Il n'y a aucune différence de vues entre Bastide et Funk : tous les deux songent à une action commune, limitée à la durée du conflit. Ni Bastide, ni Funk ne parlent d'une alliance, mais d'un « arrangement ».



L'attitude ferme du Vorort fut plus qu'une disposition passagère. Les difficultés avec le dictateur de l'Italie du Nord étaient à peine aplanies ⁽¹³⁹⁾, que la Confédération germanique pré-

est que l'Autriche, quel que soit son gouvernement, conserve une existence forte entre le slavisme et germanisme. Il faut pour cela qu'elle se dégage de toutes les difficultés que lui suscite la possession toujours contestée de l'Italie. La haute raison des hommes d'Etat qui dirigent la République helvétique peut être d'un grand poids dans les déterminations qu'il est utile de faire prendre au gouvernement autrichien, et je pense que les conseils de votre expérience doivent avoir une heureuse influence dans cette importante occasion ».*

(139) Dans les premières semaines d'octobre, Radetzky avait adouci le

senta des notes menaçantes au sujet des insurgés badois réfugiés en Suisse. Les dispositions de Funk « et celles du Vorort sont toujours très belliqueuses », écrit Thiard à Paris, le 7 octobre (140) ; « ils sont très décidés, s'ils sont soutenus, à ne pas se laisser faire la loi » (141). La Diète, aurait dit le Président du Directoire au ministre allemand (142), ne redoutait nullement la guerre, si on l'y forçait; il lui serait facile de faire éclater un soulèvement dans toute l'Allemagne méridionale. La Suisse voulait la paix, mais ce qu'elle voulait avant tout, c'était garantir son indépendance. Des bruits circulaient sur l'approche d'une armée allemande de 20.000 hommes. Pour en avoir le cœur net, Thiard engagea le Président Funk à envoyer, dans deux directions différentes, deux colonels fédéraux. Ils devaient battre toute la contrée jusqu'au Neckar et l'informer exactement des noms des régiments et de leurs forces respectives (143).

Le ministre des Affaires Etrangères prit hautement la défense de la Suisse auprès de la Confédération germanique (144). Il chargea Tallenay de faire connaître au gouvernement de Francfort les sentiments de la France par rapport aux mouvements de troupes se dirigeant vers le sud (145). Il posa notamment la

blocus, ce qui était l'effet des pourparlers suisses et français à Vienne et des dépêches conciliantes de Kaisersfeld. Le Conseil fédéral liquida plus tard l'affaire grâce à ses compétences plus grandes. Cf. *Thiard à Bastide*, 21 octobre (fs. Suisse 562/263).

(140) *Thiard à Bastide*, 7 octobre 1848 (fs. Suisse 562/245).

(141) Ils : sc. les membres du Directoire fédéral.

(142) François Raveaux, plus tard réfugié en Suisse ; cf. NÆF, W., *Die Schweiz in der deutschen Revolution*, p. 64-65.

(143) Même dépêche (fs. Suisse 562/245).

(144) Il y avait eu un échange de notes (note allemande : 23 octobre, réponse suisse : 4 novembre ; du côté de la Confédération germanique sur un ton peu convenable). Le 10 novembre, Thiard écrit à Bastide (fs. Suisse 562/284) : « Il m'est aisé de voir qu'il [sc. le Vorort] compte sur l'appui de la France, mais qu'il ne le réclamera que lorsque le moment décisif sera arrivé ».

(145) *Bastide à Thiard*, 11 novembre 1848 (fs. Suisse 562/300). « Nous n'hésitons pas, vous le voyez, à prendre hautement la défense de la Confédération helvétique contre les dangers qui pourraient la menacer, parce que nous pensons qu'elle n'a pas provoqué, par des torts réels, la malveillance qu'on lui témoigne. Nous avons la confiance qu'elle trouvera, dans l'appui même que nous lui donnons, un motif de plus d'éviter soigneusement tout ce qui pourrait devenir un grief fondé pour les puissances allemandes ».

question de savoir si, sous le voile d'une mobilisation contre la Suisse, la Prusse ne viserait pas l'Italie (146).

Les relations du pouvoir central de Francfort et de la Suisse s'envenimaient chaque jour davantage (147). Le droit d'asile était un grave inconvénient pour la réaction allemande (148). Tallenay s'efforça de faire entendre le langage de la conciliation. Il trouva les esprits extraordinairement aigris contre la Suisse, et fit comprendre au pouvoir central allemand que la France ne resterait pas indifférente si on recourait à des rigueurs contre la Suisse (149).

Les recommandations données par l'agent français aux dirigeants de la Diète germanique et le refus de la Suisse de se soumettre aux exigences allemandes (150) provoquèrent dans la population une vive résistance. La levée de troupes rassura les populations frontières. L'offre d'appui de la France (151) acheva de donner à la Suisse la sécurité nécessaire pour qu'elle pût parer à tous les événements.

Le blocus avait commencé le 21 novembre sur toute la fron-

(146) (24 nov. *fs. Allemagne* 806/252). L'Angleterre posa la même question à Francfort. Les gouvernements français et anglais reçurent la même réponse : Ils n'auraient pas à en prendre ombrage, aucun projet hostile ne se dissimulait sous les différends germano-helvétiques. (*Tallenay à Bastide, fs. Francfort* 806/255).

(147) *Tallenay à Bastide*, 10 novembre 1848 (*fs. Francfort* 806/192).

(148) La mauvaise humeur allemande était moins grande qu'en 1847, où on ne savait que faire pour se débarrasser de la Suisse radicale. Nous donnons, à titre de curiosité, l'extrait suivant de la dépêche de Salignac-Fénelon, alors chargé d'affaires de France à Francfort (*Salignac à Guizot*, 23 fév. 1847, *fs. Francfort* 804/24-25) : « L'idée qui a été mise en avant de faire de la Suisse un petit royaume a donné à penser. On comprend bien que ce royaume aurait besoin de l'appui de ses voisins, et qu'il pourrait provoquer souvent l'intervention qu'on voudrait éviter en le fondant. Mais ces difficultés ne dureraient que dans les premiers jours. Quelques personnes disent que le roi des Belges aurait de nouveau songé, en cette occasion, à son neveu, le prince Léopold de Saxe-Cobourg. La Prusse aurait également montré quelques ménagements dans l'espoir de se préparer la candidature à une nouvelle couronne ».

(149) *Tallenay à Bastide*, 19 octobre 1848 (*fs. Francfort* 806/140, sq).

(150) L'assurance donnée à Funk que la Suisse peut compter sur la France, n'a pas « servi pour peu à lui dicter la noble réponse, ferme et pacifique à la fois, qu'il a adressée à la Diète germanique ». *Thiard à Bastide*, particulière du 26 nov. (*fs. Suisse* 562/314). Le 21 nov., Thiard eut un entretien avec Sydow en vue de la réconciliation germano-suisse.

(151) Cf. *Thiard à Bastide*, 26 nov. 1848 (*fs. Suisse* 562/314), offre d'appui par la lettre de *Bastide à Thiard*, 14 octobre.

tière nord de la Suisse. La France intervint pour le faire lever. D'autre part, les mesures ⁽¹⁵²⁾ prises par le nouveau Conseil fédéral ⁽¹⁵³⁾ concouraient à adoucir les rigueurs allemandes. Aussi, Thiard prévoyait-il en décembre une solution amiable du conflit.

3. La nouvelle constitution fédérale et la politique de Jules Bastide.

Parmi les nombreuses questions que le ministère de Jules Bastide avait à traiter avec la Suisse, nous n'avons relevé que les plus importantes de la politique internationale : celle des capitulations napolitaines et celle de l'assistance française promise à la Suisse en cas de rupture avec l'Autriche ou avec la Confédération germanique.

Nous résumerons ici la position prise par le gouvernement de la République vis-à-vis de la nouvelle constitution fédérale, pendant le ministère de Jules Bastide.

Depuis l'avènement de la République, la France s'était abstenue de toute intervention dans le développement constitutionnel de la Confédération. Personne n'a porté un jugement plus sévère sur la politique de Guizot que Lamartine, dans ses instructions à Thiard ⁽¹⁵⁴⁾. Les puissances craignaient trop qu'une guerre ne résultât de la Révolution de Février pour ne pas prendre au sérieux la menace contenue dans le Manifeste. Ni l'Autriche, ni la Prusse ne soulevèrent de difficultés à l'endroit de la nouvelle constitution. Seul l'agent anglais demanda par deux fois, que la Suisse soumit son nouveau pacte à l'acceptation de son cabinet. Funk finit par lui dire que « lorsque la Grande-Bretagne aurait soumis à la Suisse son pacte

(152) Circulaire aux cantons limitrophes ; nomination d'un commissaire fédéral.

(153) Cf. *Bastide à Thiard*, 5 décembre (*fs. Suisse* 560/321) : « On m'écrit... de Francfort, que cette nouvelle attitude du gouvernement suisse y est appréciée comme elle doit l'être... et produit... une très heureuse impression ».

(154) Cf. pp. 39-40.

constitutionnel, la Suisse examinerait la question de savoir si elle accorderait la réciprocité » (155).

La correspondance politique de la légation française contient des rapports réguliers sur les délibérations et les votes de la nouvelle constitution. La France avait gardé à ce sujet une rigoureuse neutralité, mais ne marchandait pas ses félicitations après le vote du 12 septembre.

Thiard explique dans une lettre à Bastide le respect qu'aura la France pour la nouvelle constitution :

« Quand même ce pacte n'aurait pour seul mérite que d'être le symbole vivant de l'affranchissement de la Suisse de toute influence étrangère, ce seul mérite suffirait pour qu'on le jugeât digne d'être accepté » (156).

Il déterminait ainsi la ligne de conduite qu'adoptait la nouvelle France à l'égard de la nouvelle Suisse ; ces mots résument parfaitement l'attitude française avant l'élection de Louis-Napoléon.

Tandis qu'en 1847 il suffisait de parler de modification du pacte pour soulever des complications internationales, et alors que les puissances avaient menacé de réprimer tout mouvement de réforme, le nouvel ordre fut introduit sans le moindre obstacle (157).

Le 12 décembre, 101 coups de canon annoncèrent la fin de l'existence de la Diète qui avait régi la Suisse depuis des siècles. Elle proclama sa propre dissolution et l'adoption de la nouvelle constitution « sans protestations, sans récriminations, et à la grande satisfaction de la majorité ». Le soir, des feux furent

(155) *Thiard à Bastide*, 7 septembre 1848 (fs. Suisse 562/190). « ...Nous approuvons hautement M. le Président Funk d'avoir répondu au chargé d'affaires d'une puissance étrangère [l'Angleterre], qui demandait si le nouveau pacte ne serait point communiqué, pour la garantie, aux huit puissances signataires du Congrès de Vienne : la seule garantie dont le nouveau pacte ait besoin, c'est la majorité du peuple suisse ». Cf. pp. 131, n. 11.

(156) *Thiard à Bastide*, 7 septembre 1848 (fs. Suisse 562/190) ; cf. p. 131.

(157) L'envoyé de la Prusse, Sydow, exprima même devant Thiard le contentement des milieux allemands, surtout de la Diète germanique, au sujet du changement survenu en Suisse. Il adressa des paroles fort bienveillantes au Conseil fédéral. (*Thiard à Bastide*, 2 déc. 1848, fs. Suisse 562/319).

allumés sur les montagnes, et à Berne, l'illumination fut « aussi brillante qu'elle pouvait l'être dans une ville où les lampions ne sont pas encore connus... » (158).

Le choix de Berne, comme ville fédérale « aura les résultats les plus heureux, non seulement pour nous, mais même pour notre pays » (159).

Le Conseil fédéral était une autorité toute différente de l'ancien Directoire. La légation de France se conforma tout de suite aux nouvelles tendances. Auparavant, Thiard s'était efforcé de contenir l'ardeur du parti de gauche. « Aujourd'hui, la position n'est plus la même », constate-t-il le 26 novembre (160). « A l'exception de M. Druey, de M. Franscini... et peut-être de M. Frey-Hérosé, le Conseil fédéral est composé de conservateurs... Maintenant, s'il ne faut pas « exciter », il faut « affermir ou encourager ». Mais le gouvernement nouveau ne lui paraît pas « aussi susceptible sur la question d'indépendance et du droit d'asile que l'était celui auquel il succède » (161).

De tous les agents diplomatiques, seul Peel répondit par un simple accusé de réception (162) à la note du Conseil fédéral annonçant que la nouvelle autorité avait pris le pouvoir (163).

Reconnu par presque tous les gouvernements signataires des

(158) *Thiard à Bastide*, 13 sept. (fs. Suisse 562/192).

(159) *Thiard à Bastide*, 28 nov. 1848 (fs. Suisse 562/316). « Nous » : sc. le corps diplomatique ; « notre pays » : la France.

(160) *Fs. Suisse* 562/314.

(161) 2 déc. 1848 (fs. Suisse 562/317).

(162) Depuis septembre, Peel avait agi d'une façon qui paraissait inexplicable. La demande du 7 septembre (que la Suisse soumit la nouvelle constitution à l'approbation du Cabinet anglais et des autres signataires du traité de Vienne), le bruit qui circulait encore le 4 novembre (*Thiard à Bastide*, fs. Suisse 562/282) qu'il allait répéter sa démarche, l'accueil sec de Peel au Conseil fédéral ne sont pas l'effet de son « esprit brouillon », mais un indice qu'au Palais de St-James il se tramait quelque chose. En novembre, Peel était en liaison avec le conseiller de la légation germanique (fs. Suisse 562/284).

(163) Cf. *Bastide à Thiard*, Paris, 5 décembre 1848 (fs. Suisse 562/321). « C'est avec une véritable satisfaction que nous voyons les nouveaux pouvoirs de la Confédération helvétique prouver, par des actes... formels, leur ferme intention de concilier avec les devoirs d'une hospitalité généreuse... les rapports de bon voisinage avec l'Autriche et l'Allemagne... En persévérant

traités de Vienne ⁽¹⁶⁴⁾, le Conseil fédéral débuta fort heureusement par des mesures contre les réfugiés allemands.

L'horizon politique était assez sombre pour la Confédération, au nord, à l'est et au sud. Mais le Conseil fédéral put entrer en fonctions sous les auspices des meilleurs rapports avec la République Française. Aucune différence de vues n'existait entre le cabinet français et le nouveau pouvoir exécutif de la Suisse au moment où Drouyn de Lhuys prit la place de Bastide ⁽¹⁶⁵⁾ et où Louis-Napoléon devint Président de la République ⁽¹⁶⁶⁾.

*
**

rant dans cette politique, à la fois prudente et loyale, la Suisse évitera de fâcheux écueils, et se mettra de plus en plus en mesure de compter, dans l'occasion, sur le bienveillant appui de ses amis, de la France surtout ».

(164) France, Prusse, Autriche, Angleterre, Confédération germanique.

(165) 20 décembre 1848.

(166) 10 décembre 1848.

CONCLUSION

Du 24 février au 20 décembre 1848, c'est la collaboration complète des deux gouvernements.

La mission d'Huber-Saladin avait rassuré la Suisse. Thiard pratiqua une « diplomatie républicaine, mais antidémagogique » (167). Bien que les propositions d'alliance de Lamartine n'eussent pas abouti, les relations des deux pays restèrent excellentes. L'empressement que mit le gouvernement français à soutenir la Suisse à Naples, contre l'Autriche et contre l'Allemagne, rapprocha les deux pays, si bien que toutes les petites questions de voisinage se réglèrent aisément.

Les relations franco-suissees dans ces dix mois se résument en deux mots (168) : ce fut une entente cordiale.

(167) Cf. LAMARTINE, *Révolution de 1848*, t. II, p. 137.

(168) Au moment où nous mettons sous presse, nous trouvons confirmée la formule d' « *entente cordiale* » dans une lettre que Thiard a adressée au vice-amiral Charles Baudin. Thiard introduit, auprès de l'amiral, les commissaires fédéraux Frascini et Collin ; il ajoute, en terminant sa lettre :

« Les deux commissaires ont désiré que je les introduise auprès de vous, Monsieur l'Amiral, et je le fais avec d'autant plus d'empressement que cette démarche de leur part est une *preuve de l'entente, vraiment cordiale*, qui règne maintenant entre les deux Républiques, voulant marcher de concert avec les représentants de la France à Naples puisque ils ont le même sentiment et le même but ». [Thiard réclame pour eux le bienveillant concours de Baudin dans les négociations qui vont s'ouvrir à ce sujet et dans les *éventualités qui pourront surgir*]. (Thiard à Baudin, 15 juin 1848 ; AN. Marine GGⁿ 7).

DEUXIEME PARTIE

LA RÉPUBLIQUE SOUS LA PRÉSIDENTENCE
DE LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE
ET LA SUISSE

CHAPITRE PREMIER

LA NOUVELLE CONSTITUTION FÉDÉRALE

a) *La Constitution.*

Pour la Suisse, l'année 1848 fut d'une importance capitale. Tandis qu'en France, en Allemagne et dans d'autres Etats, les révolutions de cette année n'ont pas réussi à amener des transformations durables, 1848 marque, en Suisse, le début d'une ère de prospérité assurée par le développement constitutionnel. La politique extérieure fut désormais dirigée par une seule main, garantie essentielle de stricte neutralité. La ligne politique suivie depuis 1848 tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, acquit à la Confédération helvétique la confiance de l'Europe, condition primordiale d'un rôle international, que l'ancienne fédération des cantons n'aurait jamais eu la force de remplir.

Mais, cette confiance ne s'acquiert pas du jour au lendemain. La Confédération de 1848 fut soumise à diverses épreuves. Celles que lui imposèrent ses premières années d'existence, ne furent pas les moindres. La nouvelle organisation fédérale tint bon; elle se consolida même sous l'influence des dangers qui la menacèrent.

Les plus grands obstacles que rencontrèrent les promoteurs d'une nouvelle Confédération provenaient de gouvernements réactionnaires, jaloux du maintien de leur propre régime. Par sa seule existence qui ouvrit le chemin aux idées libérales, la République Française fut d'un puissant appui pour la réforme qui s'accomplissait en Suisse.

Sans avoir à craindre une attaque réactionnaire immédiate

de l'extérieur, forte de l'assistance efficace que la France républicaine n'hésiterait pas à lui prêter, en cas de complications avec l'Autriche, la Diète put délibérer en toute tranquillité sur le projet de constitution. Ce repos eut son effet salulaire sur la nouvelle constitution elle-même. Qu'en serait-il advenu, si elle avait dû être votée en temps de crise extérieure ?

La préparation du projet, avant même que la commission officielle en fût saisie, fut assez longue.

L'idée de la révision, lancée depuis la création du pacte de 1815, avait évolué, elle aussi, surtout dans les luttes politiques depuis 1830. Le pacte Rossi, les revisions cantonales, les revendications continuelles des radicaux, et avant tout la formation de la ligue catholique avaient indiqué avec la dernière évidence les points faibles du pacte. La crise, s'accroissant depuis 1841, se compliqua de difficultés d'ordre économique. Dans tous les domaines de la vie constitutionnelle fédérale, les radicaux prenaient, pour rénover, le contre-pied de ce qui existait...

Les résistances intérieures et extérieures avaient rendu le parti radical assez fort pour décider, à la veille de la guerre civile, la revision du pacte. Treize cantons votèrent la nomination d'une commission (1) chargée d'élaborer un projet de constitution (16 août 1847).

La réponse de la Diète à la seconde « note identique » des cours continentales (2) était à peine remise aux ambassadeurs (3) que cette commission reprit ses séances (17 février) et acheva le projet le 8 avril (4). Du 15 mai au 27 juin, la Diète en délibéra et soumit le texte légèrement modifié aux votes populaires des cantons. La rapidité avec laquelle la Diète arriva à ses conclusions ne s'explique que par les longs travaux préliminaires qui avaient déblayé le terrain.

Les cantons avaient à se prononcer avant le 1^{er} septembre.

(1) Après la dissolution du Sonderbund, on porta l'effectif de la commission à 23 membres.

(2) 18 janvier, pour empêcher la revision du pacte. Cf. p. 16-17.

(3) 15-16 février, cf. p. 17.

(4) Les principaux auteurs en sont J. C. Kern et H. Druey.

La Diète déclara alors la Constitution adoptée par les Etats : 15 cantons et demi contre 6 et demi l'avaient sanctionnée. La Diète vota la mise en vigueur de la Constitution par 16 voix et 2/2. Le 12 septembre 1848, marque les débuts de la Confédération helvétique comme Etat moderne. La lutte qui avait précédé sa création, avait été soutenue par les partisans du centralisme (les radicaux et les libéraux) d'une part, et par ceux du fédéralisme, de l'autre. La constitution de 1848 est un heureux compromis entre les deux tendances : elle marque la dernière limite de ce qui pouvait être réalisé des propositions nouvelles aux dépens des traditions séculaires. Astreints à marcher avec les progrès de l'époque, les cantons conservateurs imposèrent d'autre part la modération aux radicaux. Les forces étaient, sinon égales, du moins réparties de façon à éviter des réformes trop brusques.

Ainsi, la Constitution de 1848 a rempli la tâche qui lui incombait : faire, d'une fédération mal organisée de cantons souverains, un Etat, et d'autre part, faire une nation de populations hétérogènes, différentes de religion et d'intérêts économiques, parlant quatre langues.

A côté du régime des cantons souverains apparaît la nouvelle organisation qui portera le nom de *Confoederatio helvetica*. Les cantons lui abandonneront une partie de leurs attributions de souveraineté. Ils renonceront surtout aux relations directes avec les Etats étrangers et au droit d'alliance séparée. La Confédération unifiera les poids et mesures et les monnaies ; elle organisera les postes et les télégraphes, subventionnera des œuvres d'utilité publique et se réservera la construction de grandes routes militaires, entreprises qui seront soumises à sa surveillance. Le nouveau département fédéral des postes se donnera pour tâche de créer une ligne douanière fédérale et abolira en même temps les péages à l'intérieur du pays. Les revenus des douanes unifiées subviendront aux frais de l'administration fédérale et formeront son principal actif. La Confédération aura le droit de fonder une Université et une Ecole Polytechnique

fédérales. Les cantons gardant la haute main sur les affaires militaires, la Confédération se réservera une surveillance plus étendue de leurs contingents pour maintenir une certaine uniformité. Les Etats fédérés devront être des républiques avec référendum obligatoire en matière constitutionnelle. La constitution fédérale, en cas de contradiction avec la législation d'un canton, aura force de loi devant celle-ci. Aussi les cantons devront-ils présenter leurs constitutions à l'approbation de l'Assemblée fédérale.

Les droits de liberté individuelle, abandonnés jusqu'ici presque entièrement au gré des cantons, seront garantis par la Confédération : égalité devant la loi, liberté de croyance et de culte, droit d'établissement (5), de domicile et d'industrie, liberté de presse et d'association, droit de pétition.

Comme sous la République du 24 Février, la peine de mort pour délit politique fut abolie dans toute la Confédération. La conclusion de capitulations militaires fut défendue aux cantons et la prise de service étranger aux particuliers. L'ordre des Jésuites fut exclu de toute activité (6).

La séparation des pouvoirs est nette.

Le souverain est le peuple suisse. Il se prononcera sur les questions législatives, touchant la constitution fédérale, qui lui seront soumises par l'Assemblée fédérale. Il tranchera la question de principe en cas de dissidence au sein de l'Assemblée, pour décider s'il y a lieu ou non de reviser la constitution.

Le peuple se prononcera de même sur la question de principe, lorsque cinquante mille citoyens au moins demanderont la revision.

(5) Réservé, jusqu'en 1866, aux personnes appartenant aux confessions catholique romaine ou protestante ; cf. pp. 169 sqq.

(6) Voici le texte de l'art. 58 de la constitution relatif aux ordres religieux :

« L'ordre des Jésuites et des sociétés qui lui sont affiliées ne peuvent être reçus dans aucune partie de la Suisse [et toute action dans l'église et dans l'école est interdite à leurs membres.

Cette interdiction peut s'étendre aussi par voie d'arrêté fédéral, à d'autres ordres religieux dont l'action est dangereuse pour l'Etat ou trouble la paix entre les confessions »]. [] passage ajouté dans la constitution actuelle (1874).

Le projet de revision totale ou partielle accepté par l'Assemblée fédérale sera alors soumis au vote général. Celui-ci sera considéré sous deux aspects différents : on notera d'abord de quel côté sera la majorité. Ensuite on comptera la répartition des oui et des non par canton. Un projet de revision sera accepté quand et la majorité du peuple et la majorité des cantons l'auront approuvé.

Le *pouvoir législatif* appartient à l'Assemblée fédérale, dans les questions qui ne sont pas obligatoirement ou par demande soumises au peuple. Le système des deux Chambres, en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique, avait paru le plus approprié aux besoins de la Suisse.

Le Conseil national (dont la création satisfaisait les partisans de la représentation du peuple à l'exclusion des cantons), est élu à raison d'un conseiller par 20.000 habitants (ou fractions de 10.000 et plus) dans les cantons. Le Conseil des Etats est constitué par 44 membres, soit deux par canton et un par demi-canton. Cette Chambre correspondait à l'ancienne Diète (7).

L'Assemblée fédérale avait, de 1848 à 1874, des attributions plus étendues que par la suite. Une loi fédérale était adoptée lors qu'elle avait été votée par les deux Chambres siégeant séparément. L'Assemblée se réservait le droit de déclarer la guerre, de conclure la paix, de ratifier des alliances et des traités avec l'étranger.

La définition du *pouvoir exécutif* était d'aussi grande importance. Les conseillers fédéraux sont avant tout des chefs de départements. Le Conseil fédéral rend annuellement compte de sa gestion à l'Assemblée fédérale. Les conseillers sont élus par l'Assemblée pour trois ans ; le Président de la Confédération

(7) Aux séances du Conseil des Etats, on a maintenu l'ordre historique des délégués consacré par la Diète : D'abord, les représentants des trois villes de la Confédération du xiv^e siècle : Zurich, Berne, Lucerne ; puis, les trois cantons qui formèrent la première ligue en 1291 : Uri, Schwiz, Unterwald* ; ensuite, les autres cantons d'après les dates respectives de leur entrée dans la Confédération : Glaris, Zoug, Fribourg, Soleure, Bâle*, Schafhouse, Appenzell*, St-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève [*formés par deux demi-cantons].

et le Vice-Président sont nommés pour une année. Le Président est en même temps le chef du département politique.

Les membres du *Tribunal fédéral* sont nommés par l'Assemblée fédérale (8).

Depuis 1848, le service militaire est obligatoire. L'armée, quoique composée de contingents cantonaux, est devenue l'organe essentiel de l'unité nationale.

La coordination complète de l'allemand, du français et de l'italien (9) comme langues officielles, a contribué à former la nation suisse.

Le choix de Berne, comme ville fédérale, en raison de sa position centrale, à la limite de l'Oberland et de la plaine, fut des plus heureux.

Quelle différence entre la constitution de 1848 et le pacte de 1815 !

Dans ce dernier pacte, les cantons se garantissaient mutuellement leurs territoires et leurs constitutions qu'on supposait en accord avec le pacte. Les poids et mesures, les monnaies, les postes, relevaient des cantons. Les Etats avaient seuls le droit législatif ; il n'existait aucune autorité capable de leur imposer une loi quelconque qu'ils n'eussent acceptée de bon gré. Ils avaient le droit de signer des capitulations militaires avec des Etats étrangers. Ils pouvaient former des ligues entre eux à condition que celles-ci ne fussent pas en contradiction avec le pacte ou avec les droits des autres cantons.

Le Vorort constitua le pouvoir exécutif. Les gouvernements cantonaux de Zurich, de Berne ou de Lucerne étaient, à tour de rôle, autorité fédérale pour deux ans. Il n'y avait de fonctions fédérales durant plus de deux ans que celles du chance-

(8) Le tribunal fédéral travaillait encore dans un domaine assez restreint. Ses juges n'y avaient pas encore de fonctions permanentes. L'appel de droit civil et le recours au tribunal en droit public n'étaient pas encore admis.

(9) Le rhéto-romanche, divisé en patois, n'est même pas une des langues officielles des Grisons.

lier fédéral et de son substitut ; le chancelier était le seul personnage renseigné sur les affaires courantes.

La Diète était composée des délégués des cantons. Chaque canton en envoyait un qui votait d'après ses instructions. Cette assemblée avait le droit de déclarer la guerre, de conclure la paix, de ratifier les traités avec l'étranger, de reconnaître les gouvernements, de nommer les agents diplomatiques suisses et d'agréer les lettres de créances des ambassadeurs étrangers. La Diète nommait le général et l'état-major en temps de guerre.

L'égalité devant la loi n'était pas absolue. Des droits individuels, il ne restait guère que celui du commerce et de libre circulation. L'exercice des droits politiques dépendait d'une certaine fortune.

Toutes les autres décisions légales étaient abandonnées aux cantons (10). Aucun article ne comportait la revision du pacte.

b) *La France et la nouvelle constitution.*

Le changement fondamental qu'apporta la mise en vigueur de la nouvelle constitution eut ses répercussions sur les relations de la Suisse avec la France.

L'introduction du nouvel ordre des choses s'accomplit dans une atmosphère de complète entente avec la République. Le 6 novembre, le Conseil fédéral entra en fonctions, vivement félicité par le général Thiard. Les hommes les plus influents entrèrent dans l'organisation centrale du pays. Son premier président fut Jonas Furrer (11) ; les autres membres furent Ulrich Ochsenbein (12), Henry Druey (13), Joseph Munzinger (14), Ste-

(10) Le pacte du 7 août 1815 ne compte que 15 articles.

(11) Jonas Furrer, de Winterthur, libéral, 1805-1861 ; département politique.

(12) Ulrich Ochsenbein, de Nidau, 1811-1890, ancien chef des corps francs, colonel ; radical ; département militaire.

(13) Henry Druey, de Faoug près Morat, Vaud, 1798-1855, radical, avec Jonas Furrer le plus actif du Conseil ; dépt. de Justice et Police.

(14) Joseph Munzinger, de Soleure, 1791-1855, libéral ; dépt. des Finances.

fano Franscini (15), Frédéric Frey-Hérosé (16) et Guillaume Näff (17). J.-C. Kern fut nommé président du Tribunal fédéral (à Lausanne).

L'établissement de la nouvelle constitution et la prise de contact du Conseil fédéral avec le corps diplomatique ne soulevèrent aucune difficulté. Il n'en fut pas de même de la concentration en une seule main de toutes les relations avec l'étranger.

Pendant la première année, tout alla bien. Puis, l'affaire des réfugiés amena un refroidissement dans les relations de Druey avec le ministre de France. Reinhard refusa de passer par l'intermédiaire du Conseil fédéral pour toutes les correspondances avec les cantons. Les lettres de créance (18) étaient adressées au Conseil fédéral (19). Mais il continua la correspondance directe avec les cantons, surtout pour les affaires consulaires et les rapports de voisinage dans les cantons-frontières. Il jugeait nuisible aux affaires courantes le détour prescrit par le département politique.

Dans l'été de 1850, le différend entre Druey et Reinhard éclata (20).

(15) Stefano Franscini, de Bodio, Tessin, 1796-1857, radical ; dépt. de l'Intérieur.

(16) Frédéric Frey-Hérosé, d'Aarau, 1801-1873, libéral ; dépt. du Commerce et des Péages.

(17) Guillaume Näff, d'Altstätten, canton de St-Gall, 1802-1881, radical ; dépt. des Postes et Télégraphes.

(18) Bois-le-Comte avait été accrédité auprès de la Diète, mais aussi auprès de chacun des vingt-deux cantons. Le Directoire fédéral, sous la présidence d'Ochsenbein, a déjà la manière de voir qu'adoptera, plus tard, la nouvelle autorité fédérale. Il en instruit le chargé d'affaires provisoire, Delley, le 7 mars 1848 (*AF* ; cf. *fs. Suisse* 561/22-23) : « ...la Confédération a subi des changements essentiels dans son organisation, changements en vertu desquels les autorités fédérales seules, savoir la Diète ou le Directoire fédéral, sont en droit de prendre les résolutions définitives à l'égard des Etats étrangers, ou sont compétentes pour recevoir des ouvertures de leur part ». Lamartine s'y conforma en accréditant le général Thiard auprès de la Diète (cf. *Delley au Directoire*, 25 mars 1848).

(19) En septembre 1848, Bastide avait jugé superflu de munir le général Thiard de nouvelles lettres de créance, la constitution n'ayant besoin d'aucune reconnaissance de la part d'Etats étrangers.

(20) En 1849, leurs rapports furent très étroits, presque intimes. Le caractère facilement emporté de Druey, quelques discours trop radicaux (p. ex. au

Le 19-20 août, Druey invita Reinhard par écrit à s'en tenir dorénavant aux dispositions constitutionnelles. Sur une demande d'explications de son ministre (21), Reinhard classa, dans sa réponse, les cantons en deux catégories :

« I^o Cantons qui correspondent sans difficulté avec moi :

Berne, Vaud, Neuchâtel, Bâle-Ville et Bâle-Campagne, Soleure, Valais, Tessin.

« II^o Cantons qui préfèrent l'intervention du Conseil fédéral: Zurich, Lucerne, St. Gall, Fribourg, Argovie, Thurgovie » (22).

Reinhard et Druey ne se virent plus et arrangèrent les affaires courantes par écrit (23). L'ambassadeur continua à s'adresser aux cantons ; les réponses lui parvinrent du département fédéral (24). Mais La Hitte voyait plus loin que son ministre à Berne ; il ne s'arrêta pas à un succès éphémère où Reinhard avait cru voir l'indice d'un recul prochain du Conseil fédéral (25). Il l'engagea à céder (26) : « A moins de protester formellement

banquet du 31 juillet 1850, *Reinhard à La Hitte*, 8 août, *fs. Suisse* 566/150). L'impuissance du Conseil fédéral vis-à-vis d'une presse trop violente, le refus de complimenter le Prince-Président à Strasbourg et l'affaire des réfugiés furent les causes de leur mécontentement. Il suffit d'une visite officieuse du comte Reinhard (autorisée par le ministre des Affaires Etrangères), au chef du gouvernement conservateur de Berne pour le féliciter des « succès de la cause de l'ordre », et le différend fut inévitable.

(21) *La Hitte à Reinhard*, 13 septembre 1850 (*fs. Suisse* 566/67 v.).

(22) *Ibid.* : « Les affaires que j'ai à traiter avec Uri, Schwyz, Unterwalden, Glaris, Zoug, Schafhouse et Appenzell sont trop peu nombreuses pour que je puisse classer ces cantons dans l'une ou l'autre des catégories que je viens d'établir ».

(23) *Reinhard à La Hitte*, 13 septembre. Le 18 septembre (*minute* 32, *fs. Suisse* 565/85) le ministre autorisa Reinhard à restreindre les entretiens verbaux au strict nécessaire et à faire connaître que sa réserve était le résultat des instructions qu'il avait reçues de Paris. Mais il ne lui permit pas de cesser tout rapport oral avec Druey. Son but était « d'éviter les difficultés du moment, et de garantir la dignité de la légation tout en réservant les chances de l'avenir » (*ibid.*, fol. 86).

(24) *Reinhard à La Hitte*, 18 septembre 1850 (*fs. Suisse* 566/93, sq.) et 11 octobre (566/111).

(25) Cf. *Reinhard à La Hitte*, 11 octobre (*fs. Suisse* 566/112). Reinhard demande l'autorisation écrite de poursuivre ses correspondances directes avec les cantons. Cf. sa dépêche du 1^{er} novembre 1850 (*fs. Suisse* 566/119) ; Reinhard croit fermement que son attitude réservée triompherait de l'obstination du Conseil fédéral. Il avoue même que la nouvelle constitution n'avait pas été notifiée au gouvernement de la République !

(26) La Hitte ne veut pas risquer des complications et démontre la faiblesse de cet argument (*minute* 32, 16 octobre 1850, *fs. Suisse* 566/115, sq.).

contre les changements apportés à l'organisation constitutionnelle de la Suisse et de nous replacer sur le terrain où nous étions avant la défaite du Sonderbund, je ne vois pas bien comment nous pourrions contester logiquement à la Suisse, représentée par son pouvoir central, le droit de choisir les organes par lesquels elle entend communiquer avec l'étranger. Je ne vois pas davantage comment, après avoir élevé cette prétention, nous pourrions la soutenir » (27).

Le désaccord subsista jusqu'en janvier 1851 (28). Reinhard céda, parce que les autres légations se conformaient au nouveau régime et parce que « les procédés du Conseil fédéral et vos instructions m'en ont imposé la nécessité » (29).

Ce différend fut le seul que la constitution occasionna. L'incident resta dans les limites d'un échange d'opinions personnelles et n'eut aucune conséquence politique, grâce au calme de La Hitte, et grâce aussi à la situation internationale de la Suisse (30), peu troublée à cette époque.

La correspondance politique de la légation de France contient de nombreux avis — parfois contradictoires selon la situation du moment — sur la nouvelle constitution et son fonctionnement.

Le premier reproche que lui font Reinhard et Salignac concerne les pouvoirs du Conseil fédéral.

Dans maintes affaires ils les auraient désirés plus efficaces.

Reinhard argue même que les anciens Vororts exerçaient une plus grande influence sur les cantons que le Conseil fédéral. Il prend comme exemple la démolition des fortifications de Genève, commencée contre les ordres du Conseil fédéral ;

(27) *La Hitte à Reinhard, minute 32 du 16 octobre 1850 (fs. Suisse 566/115, sq.)*

(28) Cf. *Reinhard à Brenier, 31 janvier 1851 (fs. Suisse 567/52, sq.)* et *Brenier à Reinhard, 6 février (567/62, sq.)*.

(29) Reinhard restant ferme (25 oct., fs. Suisse 566/131. cf. 566/70), il s'attire cette réflexion de la part du ministre : « Sur ce point, vous le voyez, je ne suis pas complètement de votre avis » (31 oct., minute 36, fs. Suisse 566/144).

(30) L'Allemagne et l'Autriche étaient engagées dans les affaires du Danemark et de l'Empire.

il oppose, au refus de Fazy, l'obéissance de Bâle en 1842 en pareille circonstance ⁽³¹⁾. Mais Reinhard se trompe. La différence n'est pas dans les attributions du pouvoir central; Genève avait en 1850 le sentiment de la souveraineté cantonale plus prononcé que Bâle en 1842.

Les enrôlements pour Naples se poursuivaient en 1850 malgré les défenses constitutionnelles, surtout parce que certains cantons favorisaient le service mercenaire. C'était, pour Reinhard, « une nouvelle preuve de l'impuissance absolue dont est frappée le Conseil fédéral vis-à-vis des cantons auxquels on demande de se conformer à des décisions qui leur déplaisaient. Nous n'en avons, du reste, que trop fait l'expérience, en ce qui concerne les réfugiés » ⁽³²⁾.

L'impunité dont jouissait la presse radicale malgré ses violentes philippiques contre le Prince-Président et son ambassadeur, était une riche matière à critiquer les attributions du Conseil fédéral. Celui-ci se voyait complètement désarmé par la garantie constitutionnelle de la liberté de la presse. Il ne pouvait même pas se défendre lui-même contre d'odieuses attaques, puisque la législation concernant les abus de la liberté de la presse était entièrement abandonnée aux cantons.

Ainsi, d'une part, les ministres Reinhard et Salignac accusent le pouvoir central de faiblesse ; de l'autre, ils veulent lui contester le droit de faire valoir ses attributions. Ces contradictions montrent que les deux ambassadeurs jugent plutôt selon leurs impressions du moment.

Le législateur a donc trouvé, à peu près, le juste milieu. La faiblesse même des critiques que Reinhard formule contre la nouvelle constitution (autant que l'insuccès des projets de révision de son successeur) prouve qu'au fond la France reconnaît franchement le nouvel Etat fédéral.

(31) Sur ordre du Vorort, Bâle conserva ses remparts dont la démolition avait été décrétée en 1842.

(32) Reinhard à La Hitte, 29 novembre 1850 (fs. Suisse 566/224).

CHAPITRE II

LES PARTIS POLITIQUES ET LA PRESSE

a) *Les partis et les journaux français et la Suisse*

Dans l'Assemblée législative, la Montagne avait gagné près d'une centaine de voix sur les 90 qu'elle avait dans la Constituante. Les républicains modérés, environ 500 en 1848, y firent entrer à peine 80 membres. Ils perdaient leurs chefs les plus actifs, tels Marrast, Marie, Garnier-Pagès, et celui qui avait été le plus populaire de tous, Lamartine. Les orléanistes de la Constituante étaient moins de 200, et les légitimistes catholiques une centaine. Le gros succès des élections du 13 mai 1849 fut remporté par ces deux partis réunis qui envoyèrent à l'Assemblée législative 450 représentants, y compris quelques bonapartistes (33).

La Suisse était dominée par les radicaux et les libéraux qui correspondaient, toutes réserves gardées, aux Montagnards et aux républicains modérés de France. Jusqu'aux élections de 1849, la Confédération pouvait compter sur l'assistance de l'Assemblée constituante, si jamais celle-ci avait eu à traiter d'une question suisse : les Montagnards et les modérés y réunissaient en effet la majorité absolue, assurée par près de 600 voix.

Les élections de 1849 renversèrent cet ordre de choses. Les 180 membres du parti Ledru-Rollin, renforcés de tous les républicains modérés, n'auraient pu peser suffisamment dans la balance contre la droite.

(33) Pour les détails, cf. SEIGNOBOS. Ch. : *Révol. de 1848*, pp. 135 sq., 158-185.

Le groupe Montalembert en profita pour reprendre sa campagne contre la Suisse sur le même ton qu'en 1847 et en 1848.

Le parti bonapartiste, croissant sans cesse, ne se prononça jamais avec la netteté des légitimistes au sujet de la Confédération. Il suivit la direction donnée par l'Elysée : il se montra favorable à la Suisse tant qu'il jugea cette attitude compatible avec ses propres intérêts et avec ceux de la France.

Ces dispositions des partis en France pouvaient, à l'occasion, nuire à l'entente entre les deux pays. Leur répartition par provinces en était en partie la cause.

Le parti légitimiste se renforça sous l'influence du clergé et conquit peu à peu le Jura et les Alpes. L'Est, de l'Alsace au Rhône, était républicain — plus démocratique dans le sud que dans le nord de la Franche-Comté. Les départements les plus rapprochés de la Suisse appartenaient donc à la minorité. Les légitimistes eurent le champ assez libre pour entraîner avec eux la majorité de l'Assemblée. La plupart des députés de droite élus dans les départements éloignés de la Suisse, ne la connaissaient que par les journaux — et *leurs journaux* (34). Il faut expliquer ainsi le rentissement qu'eurent les déclarations du ministre de l'Intérieur Dufaure (35), et tous les bruits qui circulaient sur « l'état d'anarchie » où se trouvait la Suisse.

Les *journaux français* de l'époque se divisent, d'après leur attitude vis-à-vis de la Suisse, en trois catégories :

1° *Les feuilles officielles et « semi-officielles » :*

Le Moniteur Universel.

Le Journal des Débats.

Le Constitutionnel.

(34) Cf. Barman au Conseil fédéral, 31 janvier 1850 : « Je ne me dissimule pas le peu de sympathie de la majorité de l'Assemblée Nationale [sc. législative] pour la Suisse libérale, mais les anciennes Chambres en avaient moins encore et on a vu ce qui est arrivé ».

(35) Le 29 octobre 1849. Une réplique de Barman publiée dans le *National* le 12 novembre produisit le meilleur effet.

Journaux spéciaux de l'Elysée :

La Patrie.

Napoléon.

Le Pouvoir.

Le Dix Décembre.

2° Les feuilles conservatrices :

L'Assemblée Nationale [depuis le 1^{er} mars 1848. *Journal très mal disposé pour la Suisse* (Montalembert)].

Le Temps (*conservateur sans exagération*).

L'Univers.

3° Journaux libéraux :

Le National.

Le Vote Universel.

Le « Moniteur », le « Journal des Débats » et le « Constitutionnel » annoncèrent toujours les premiers les nouvelles de Suisse. Leurs articles et leurs correspondances de Berne ⁽³⁶⁾ étaient très suivis dans la Confédération et produisaient parfois autant d'effet qu'une note officielle ⁽³⁷⁾. Barman s'efforça de corriger des informations erronées ⁽³⁸⁾, mais il se heurta souvent à de sérieuses résistances ⁽³⁹⁾.

L'Elysée se servit de la presse avec une habileté remarquable ⁽⁴⁰⁾.

(36) Le correspondant bernois du *Journal des Débats* fut Kruscynski, réfugié polonais [probablement depuis la guerre polono-russe de 1831], en Suisse depuis vingt ans. En 1847, Le *Constitutionnel* eut comme correspondant un Neuchâtelois, Petitpierre, qui fut très actif. Il touchait un traitement du journal et des gratifications de l'ambassade française.

(37) Cf. l'article paru dans le *Journal des Débats*, le 2 février 1850 (article qui révéla les dangers qui menaçaient la Suisse à ce moment-là).

(38) Par des répliques publiées dans le *National*, dans les *Débats*, dans le *Constitutionnel*, ou par des démarches au ministère des Affaires Etrangères ; cf. *Journal des Débats*, 3 avril 1849 (Les régiments suisses au service du Pape seraient entrés en service sous la République romaine. Réplique non signée de Barman, dans les *Débats*, le 4 avril 1849). [« Les Débats » : « *Journal des Débats* »].

(39) Le *Constitutionnel* refusa le plus souvent de publier les répliques de Barman.

(40) En été 1849, le *Journal des Débats* parla des projets hostiles des puissances contre la Suisse. L'article du 30 août influença la Bourse. Il eut pour but de hâter l'expulsion de Suisse des réfugiés chefs allemands.

En 1850, on laissa se déchaîner une tempête d'une violence inouïe contre la Confédération, dans les feuilles réactionnaires, pour l'arrêter net au bon moment par une parole officielle. Passionnée comme s'il se fût agi d'une question d'Etat, la presse de droite redoubla d'insinuations ⁽⁴¹⁾ et de menaces ⁽⁴²⁾ contre la Suisse (été 1849 ⁽⁴³⁾ à mars 1850). Elle alla jusqu'à annoncer l'invasion de la Confédération, sur quatre points, pour le 10 mars... Le 9 février, le « Napoléon » tâcha de trouver le juste milieu, mais n'obtint qu'une accalmie passagère ⁽⁴⁴⁾, due en partie à l'intervention personnelle de Barman ⁽⁴⁵⁾. A la

(41) La presse avait soulevé la question de Neuchâtel (à partir du 30 juin et du 3 juillet 1849). Barman reçut des assurances du directeur politique *Viel-Castel* (dir. pol. du 3 mars 1849 au 2 déc. 1851), et considérait les articles des *Débats* comme des ballons d'essai. Les affaires de Hongrie et d'Italie n'offraient pas de riche matière : « On s'occupe donc de la Suisse » (*Barman au Conseil fédéral*, 31 août et 10 sept. 1849).

(42) *L'Assemblée Nationale* avait commencé ses attaques contre la Suisse en janvier 1849. Le 9 de ce mois, elle démontrait la nécessité de rétablir en Suisse l'ancien ordre de choses ; elle prétendit que le voyage du général Dufour à Paris avait pour but de s'entendre avec le Prince-Président, en cas d'invasion austro-prussienne, pour le rétablissement du régime conservateur. En mars 1849, *l'Assemblée Nationale* signalait la Suisse comme un foyer de propagande que Radetzky se chargerait d'éteindre après la guerre d'Italie. La feuille répétait ces menaces à toute occasion.

(43) Les menaces redoublèrent en mars et septembre, et nécessitèrent une démarche de Barman auprès de Tocqueville, le 15 septembre 1849. La presse de droite représentait alors l'occupation de la Suisse comme imminente. Elle citait de préférence la *Revue de Genève* de James Fazy. Le 21 septembre, le Conseil fédéral fit exprimer à Tocqueville son étonnement au sujet de la valeur qu'on attribuait à cette feuille d'opposition.

(44) Cf. *Barman au Conseil fédéral*, 31 janvier 1850 : « *L'Assemblée Nationale* se distingue comme d'habitude, par la brutalité de ses exigences et l'outrecuidance de ses opinions sur la Suisse ». Une réfutation envoyée aux journaux par Barman (refusée par les *Débats*, 3 février) rendit plus conciliant le ton du *Constitutionnel* (1^{er} févr.), de *l'Ordre* (1^{er} fév.) et des *Débats* (2 février). Voici la conclusion de l'article du *Napoléon* du 3 février : « La France n'est disposée à méconnaître, dans aucun cas, les droits de son ancienne alliée, et l'amitié qui unit les deux nations. D'ailleurs, le Président de la République pourrait-il oublier l'hospitalité qu'il a trouvée en Suisse pendant un si grand nombre d'années, et la protection dont cette puissance l'a couvert contre les injustes prétentions du gouvernement de Louis-Philippe ? ». Peu de jours après, la presse légitimiste reprit ses attaques contre la Suisse, secondée par le *Dix Décembre*. L'article paru dans cette feuille le 4 février neutralisa le bon effet qu'on pouvait attendre de la conclusion du *Napoléon*.

(45) Le 5 février enfin, le *Journal des Débats* accepta un article de Barman qui eut un retentissement inattendu. Les membres du corps diplomatique félicitèrent le chargé d'affaires de la Confédération. Le *Journal des Débats* changea de langage ; presque tous les journaux du soir et du matin repro-

fin du mois ⁽⁴⁶⁾, la « Patrie » reprit ses articles malveillants, secondée par la presse légitimiste ⁽⁴⁷⁾; son rédacteur se flattait de tenir directement ses renseignements de l'Elysée.

Le 3 mars, le Prince-Président se mêla de la querelle et sépara les adversaires d'un seul coup. Il le porta contre le journal — élyséen — « la Patrie », en lui infligeant un blâme tout à fait officiel, dans un article inséré dans le « Napoléon » ⁽⁴⁸⁾. Tous les journaux « officiels et semi-officiels » jusqu'à ceux de l'extrême-droite firent volte-face. Rien ne troubla plus, les jours suivants, la sérénité de l'atmosphère politique entre la France et la Suisse.

Pourquoi Louis-Napoléon attendit-il si longtemps avant de s'opposer aux attaques de la presse contre la Confédération?

Il semble qu'il ait eu une sérieuse raison. Car, s'il est rare que les journaux disent la pure vérité, il est plus rare encore qu'ils se trompent complètement. La campagne de presse de 1849-50 était un écho des propositions réitérées faites à la France par la Prusse et l'Autriche, pour la déterminer à marcher avec elles contre la Suisse. Le Prince voulait-il, en permettant aux journaux de proférer les plus graves menaces contre la Suisse, se réserver le choix entre la guerre et la paix jusqu'au moment propice ? Etait-il vis-à-vis de la Confédération, ce « Janus moderne, ayant une face tournée vers la guerre, l'autre vers la paix ? » ⁽⁴⁹⁾.

Non. Le Prince arrêta la campagne au moment où il acquit

duisirent l'article ; des feuilles anglaises et allemandes le traduisirent. *L'Assemblée Nationale* elle-même abandonna pour une fois la question des réfugiés pour s'attaquer aux institutions fédérales. Le *Constitutionnel* en avait refusé l'insertion. Cf. la circulaire du ministère des A. E., 5 février 1850 (France MD 740/41).

(46) Pourtant, la circulaire du Conseil fédéral du 15 février et l'article du *Napoléon* du 17 février auraient pu leur imposer quelque réserve.

(47) *Barman au Conseil fédéral*, 28 février 1850).

(48) Le Prince cherche à déclinier toute responsabilité au sujet de la campagne de presse dirigée contre la Suisse ces temps derniers.

(49) SAINT-FERRÉOL, *Belgique* I, 268.

la certitude que la Prusse et l'Autriche s'abstiendraient de toute hostilité contre la Suisse ⁽⁵⁰⁾. Tant que la menace prussienne subsista, la presse excitée fit la besogne de la politique française : engager la Suisse à se tenir sur ses gardes et à éloigner le plus tôt possible les réfugiés. L'intervention personnelle du Prince, le 3 mars, montra bien la docilité des journaux et fit apprécier à la Suisse la valeur qu'avait pour elle la faveur de Louis-Napoléon. L'interruption inopinée faisait retrouver au Prince les sympathies que la presse avait fait perdre à la France. Le bruit fait par les journaux avait donc été un moyen de pression exercée sur la politique fédérale.

La campagne de presse de 1849-50 est la plus violente qui ait été menée contre la Suisse sous la Seconde République.

En mars et en mai 1850, les conservateurs bernois prirent en mains les rênes de la politique cantonale, ce qui apaisa d'emblée les excitations auxquelles les journaux légitimistes avaient recommencé à se livrer ⁽⁵¹⁾. Du reste, le printemps et l'été étaient occupés par les grands problèmes internationaux ; la saison où l'on soulevait la question suisse commençait en automne et se terminait en mars ou avril. Quant aux manœuvres de presse qui eurent lieu les années suivantes, elles eurent selon les nuances des journaux des caractères assez divers ⁽⁵²⁾. Seule « l'Assemblée Nationale » ne se séparera jamais de ses correspondants irrités contre la Suisse. Comme en 1850, Montalembert demandera à plusieurs reprises l'intervention étran-

(50) Le 8 mars, La Hitte informe Reinhard que le danger est écarté ; sur les actions diplomatiques, cf. pp. 292-308.

(51) La presse légitimiste s'empara avec empressement du rejet, par le Conseil National, de la pétition de Posieux (24 mai ; revision de la constitution imposée à Fribourg) pour renouveler ses attaques.

(52) Le toast innocent porté par le docteur Ordinaire (de Mâcon), au banquet de Chancy, fit le tour des feuilles françaises en novembre 1850 : *Moniteur*, *Pouvoir*, *Constitutionnel*, *Patrie*, *Soir*, *Pays*. En même temps, le *Constitutionnel* donna les raisons qui déterminèrent le gouvernement à rapprocher du canton de Genève le 49^e régiment de ligne. Cf. p. 248.

gère dans la Confédération (53). « L'Assemblée Nationale » est le seul journal qui ait préféré s'en tenir aux idées de Montalembert qu'à celles de l'Elysée.

La presse dite de gauche était tellement baïllonnée qu'une défense des intérêts suisses n'aurait eu aucun effet sur la politique officielle.

Parmi les *périodiques*, le plus influent était la « Revue des Deux-Mondes ». Sa chronique et ses autres articles relatifs à la Confédération se distinguent toujours par une certaine réserve dans la pensée et dans la forme.

En général, la presse a suivi et soutenu, dans les grandes lignes, la politique officielle dont elle se faisait l'instrument de plus en plus soumis.

b) *Les partis et les journaux suisses et la France*

Les élections de l'automne 1848 donnèrent une forte majorité aux libéraux et radicaux. Peu de conservateurs entrèrent dans le premier Parlement fédéral. La droite, aussi faible au Conseil national (111 membres) qu'au Conseil des Etats (44 membres) ne pouvait l'emporter sur les puissants groupes du centre. Mais la gauche radicale était dans une situation analogue, quoique la distribution des opinions fit pencher la balance du côté gauche. Les libéraux se divisaient eux-mêmes en progressistes et modérés.

Ils n'étaient pas encore organisés. Comme en France, seuls les membres de l'extrême-gauche arrivèrent à agir et à voter à peu près de concert. Les premières années de la nouvelle Confédération furent occupées par les questions législatives les plus urgentes. La collaboration et la prudence étaient

(53) Montalembert demanda à nouveau l'intervention en mai et en octobre (article du 19 octobre) 1852.

si nécessaires qu'une politique raisonnée s'imposa d'emblée dans les affaires extérieures.

En 1852, la composition des Chambres fédérales resta environ la même que pendant la première période législative (54), grâce surtout à la « géométrie des circonscriptions de vote » (55) arrêtée par le Conseil national sortant. Est-il besoin de dire que les conservateurs, n'ayant obtenu qu'un nombre de sièges très restreint, fondèrent leur espoir sur l'influence qu'allait exercer sur la Suisse l'évolution de la France ?

Prévenus contre les puissances par l'expérience qu'ils venaient de faire en 1847 et 1848, exaspérés par une longue lutte et fiers de leur victoire, les radicaux étaient susceptibles à l'extrême. La susceptibilité nationale a toujours été grande dans les petits Etats — surtout dans ceux qui se sont nouvellement constitués. Il était inévitable que la Confédération ressentît vivement la moindre ingérence étrangère (56).

L'éveil national, résultat de plus de vingt ans de lutte politique sans merci, était l'œuvre des radicaux.

Le radicalisme bernois y avait un mérite particulier. Dans ce canton existait la première organisation qui ressemblât à un parti, et qui donnait à la gauche un grand avantage (57). Ce fut le « Club de l'Ours », à Berne. Il prit le nom de l'hôtel où ses membres se réunissaient régulièrement (58).

(54) Reinhard (à Turgot, 13 déc. 1851, *fs. Suisse* 569/72-75) donna, pour le Conseil national de la seconde période, la répartition suivante : conservateurs : 25 ; libéraux-conservateurs : 25 ; libéraux-radicaux : 16 ; radicaux : 46. Pour le Conseil des Etats : conservateurs : 12 ; libéraux-conservateurs : 14 ; libéraux-radicaux : 10 ; radicaux : 8. Ces chiffres sont sujets à caution, les partis n'étant pas constitués en organisations complètes.

(55) La « Wahlkreisgeometrie » est un terme de journalisme créé à l'époque. Il désigne la répartition factice des circonscriptions destinée à mettre un parti en minorité même dans des districts où ses adhérents sont les plus nombreux.

(56) Thiard, Reinhard et les ministres des Affaires Etrangères sont d'avis qu'il faut ménager la susceptibilité nationale des Suisses.

(57) Reinhard dit que les radicaux bernois sont plus disciplinés que les conservateurs (Reinhard à La Hitte, 6 décembre 1850, *fs. Suisse* 567/240).

(58) L'hôtel de l'Ours se trouvait alors au coin de la place de l'Ours et de la Spitalgasse (rue de l'Hôpital) ; cf. HAAG, Dr. Fr. Ph. : *Die Sturm-und Drangperiode der bernischen Hochschule*, p. 198. — Nous n'avons pas réussi à re-

Le Club de l'Ours avait été fondé ⁽⁵⁹⁾ par Niggeler et Stämpfli ⁽⁶⁰⁾, de concert avec Funk et Ochsenbein, peu avant les luttes constitutionnelles bernoises de 1836. Dans cette révolution, le club a joué un rôle essentiel. L'époque glorieuse de cette réunion radicale se termine, dans le canton de Berne, avec la réforme de 1846 ⁽⁶¹⁾, et dans la Confédération, avec la guerre du Sonderbund. En 1848, Funk et Ochsenbein s'en retirèrent complètement. Le premier avait été président du club encore au début de l'année, mais abandonna la direction à Niggeler, Stämpfli et Scherz ⁽⁶²⁾. En août 1848, le club ne comptait plus que 135 souscripteurs, dont un tiers habitait la campagne. Thiard

trouver des documents bernois relatifs à ce club. Les ambassadeurs de France, surtout Bois-le-Comte et Salignac, parlent souvent de l'action « des clubs », mais ne nomment que celui de l'Ours. Ce club n'a aucune ressemblance avec les clubs parisiens de l'époque. Il ne doit pas non plus être identifié avec les corporations issues des corps de métier.

Les corps de métier peuvent avoir exercé une influence politique. Bois-le-comte les nomme des « clubs » tout court. Nous n'avons trouvé aucune réunion de corps de métier, ni autre, qui ressemble au club de l'Ours. Bois-le-comte cite le « cabaret de Zimmermann » comme lieu de réunion, ce qui semble plutôt indiquer le nom du cabaretier que celui d'un club. Les sociétés bourgeoises, nommées « Leist » (Burgerleist, etc.) ne peuvent pas être identifiées non plus avec les clubs politiques tels que celui de l'Ours. [cf. *Bois-le-Comte à Guizot*, 3 janvier 1848, *fs. Suisse* 560/10] : « Le Gouvernement [sc. le Directoire] et les hommes politiques ne voulaient pas avancer ; les clubs ont poussé »].

(59) Le club ne trouve pas grâce devant Bois-le-Comte, Reinhard et Salignac. Thiard le caractérise sans idée préconçue : cf. *Thiard à Bastide*, 22 août 1848 (*fs. Suisse* 562/123, sqq.). A défaut de toute autre documentation, nous nous fondons sur ce rapport.

(60) Gendres de Guillaume Snell (professeur à la Faculté de Droit de Berne), réfugié en Suisse en 1820, avec Charles Follen [de Giessen], Charles Voelker [d'Eisenach] et Johannes Herbst [Thuringue], à Coire (cf. SCHWEIZER, *Neutralität*, 659, sqq.). Les adversaires appelaient Snell, Niggeler et Stämpfli la « dynastie de Nassau », Snell étant originaire de ce duché. *Sir Strafford Canning* n'éprouvait pas la moindre sympathie pour ce club. Cf. son entretien avec Bois-le-Comte, 23 janvier 1848, lors de son départ de Suisse (*fs. Suisse* 560/157) : « Ochsenbein et Funk ont le désir du bien, mais les autres membres du gouvernement sont les bras des clubs, et si je confonds dans mes souvenirs MM. Stämpfli et Niggeler avec les ours en pierre qui sont sur la porte de Berne, ce sera leur faute, car je n'ai pas pu avoir l'honneur de les voir... ».

(61) Cf. *Thiard, loc. cit.*, fol. 123/124 : « Mais ce club qui a joué un si grand rôle dans la révolution de 1836, n'est plus ce qu'il était alors, il a obtenu les modifications à la constitution qu'il désirait, et plusieurs de ses membres s'en sont retirés ».

(62) Niggeler et Scherz sont en même temps membres dirigeants de l'Association populaire suisse ; cf. pp. 333 sqq.

cite comme membres : Mathys (63), Imobersteg (64), Schnider (65) et plusieurs magistrats. « Les jurisconsultes, selon l'usage, y dominent ; viennent ensuite les professeurs, médecins, marchands, maîtres boulangers, maîtres bouchers et serruriers, mais « aucun ouvrier ou homme sans vocation » (66).

Tous ces hommes, assure Thiard, n'avaient pas le moindre penchant pour les idées communistes et tenaient autant à la propriété mobilière qu'il pourrait le faire lui-même. Si Stämpfli « et ses amis de l'Ours » arrivaient au pouvoir, il n'y aurait pour cela ni révolution sociale, ni attaque contre la propriété.

Le club de l'Ours commençait même à se tenir à l'écart des extrémistes : il rejeta, en août 1848, l'affiliation positive que lui avait proposée le club radical de « l'Avenir » à Porrentruy (67).

Les grandes offensives du groupe radical furent préparées à l'hôtel de l'Ours (68). Mais l'avantage du mot d'ordre fut parfois rendu illusoire par l'indiscrétion que ces débats d'hôtel rendaient difficiles à éviter. Des adversaires prétendirent même que le club fut soutenu par Palmerston (69).

Il faut mettre à part le *club radical de Genève* qui joua un rôle presque purement local.

Les *conservateurs* étaient les amis déclarés du régime prési-

(63) Mathys, avocat (cf. *fs. Suisse* 565/54, 22 mars 1850).

(64) Imobersteg Jacques, plus tard conseiller national, Berne.

(65) Conseiller d'Etat, Berne.

(66) Thiard est particulièrement bien placé pour se tenir au courant de ce qui se passe au club de l'Ours, car presque tous les hommes qu'il emploie comme boulanger, boucher, serrurier en font partie. « J'ai de fréquents entretiens avec eux ».

(67) Pendant quelque temps sous la direction de Stockmar.

(68) *P. ex. le 29 novembre 1850 (Reinhard à La Hitte, fs. Suisse 566/224)*, les radicaux [sc. libéraux et radicaux] de l'Assemblée fédérale se réunirent à l'hôtel de l'Ours : « 88 députés sur 131 ».

(69) Bruit reproduit dans la dépêche de Reinhard à Baroche, 10 oct. 1851 (*fs. Suisse* 568/268) : « Il est certain que des correspondances fréquentes s'échangent entre les démagogues suisses et ceux qui se trouvent en France et à Londres. Une somme de frs. 22.000 provenant d'une maison de Paris, par l'entremise d'un banquier de Genève, a été payée récemment au Comité radical de l'Ours à Berne. Elle ne serait qu'un à-compte sur une somme de 100.000 francs promise, selon les uns par Lord Palmerston qui... aurait pris la détermination de travailler de cette manière à la chute du gouvernement conservateur bernois... »

dentiel en France. Plus la France inclinait vers l'Empire, plus la confiance de la droite suisse augmentait.

Aussi furent-ils bien soutenus par la législation française et le gouvernement de la République, après le départ du général Thiard.

Les libéraux tenaient aussi fermement que les conservateurs à maintenir les meilleurs rapports avec la France. Mais ils se gardaient bien de montrer un trop grand enthousiasme pour le coup d'Etat du 2 Décembre et la course vers la monarchie. Comme dans la politique intérieure, la prudence était leur règle de conduite vis-à-vis des Etats étrangers.

Les radicaux, moins prévenus contre le Prince-Président que contre le rétablissement de la monarchie en France, manifestèrent leur réprobation contre le coup d'Etat et l'Empire.

Leur *presse* faisait dans les termes les plus grossiers la caricature de Louis-Napoléon ou des adversaires politiques du pays. Les diplomates étrangers qui, en général, préférèrent le fleuret à la massue, ressentaient une impression pénible de ces guerres de presse. Ils jugeaient les Suisses d'après le ton qu'employaient leurs journaux. Voilà pourquoi Salignac pouvait parler de « la rudesse qui caractérise les passions du peuple helvétique » (70) et désigner la presse suisse comme « la plus mal élevée de l'Europe » (71).

La diversité des langues et des mœurs, le cantonalisme et les différences d'ordre religieux ont empêché la création d'un grand journal national suisse. Toutes les tentatives entreprises depuis, dans ce sens, ont échoué. Par contre, les lois démocratiques, surtout le référendum obligatoire, nécessitaient après 1848 un grand développement de la presse moyenne et locale. Pendant

(70) *Salignac à Turgot*, 7 mai 1852 (fs. Suisse 570/152) ; cf. *Tocqueville, Œuvres complètes VIII*, 455, sqq : « Les Suisses abusent de la liberté de la presse comme d'une liberté récente ; les journaux sont plus révolutionnaires et beaucoup moins pratiques que les journaux anglais... Dans presque tous les cantons de la Suisse, la liberté de la presse est une chose très récente ».

(71) *Salignac à Drouyn de Lhuys*, 21 avril 1849 (fs. Suisse 563/61-62).

tout le xix^e siècle (et encore aujourd'hui), la Suisse tient la première place dans le nombre des quotidiens par rapport à la population (72). Par son entière liberté, la presse suisse était en avance sur celle de l'étranger. Elle savait former une opinion publique, la diriger et s'en servir pour des buts politiques (73). Mais, comme les feuilles étaient toutes à tirage limité (74), la presse helvétique était en retard du point de vue technique et commercial sur les gazettes étrangères.



L'article 45 de la constitution de 1848 dit en substance :

« La liberté de la presse est garantie. Toutefois les lois cantonales statuent sur les mesures nécessaires à la répression des abus ; ces lois sont soumises à l'approbation du Conseil fédéral.

« La Confédération peut aussi statuer sur des peines pour réprimer les abus dirigés contre elle ou ses autorités » (75).

En France, en 1848, la presse passe sans transition de la censure la plus étroite à un régime de complète liberté. En Suisse, l'évolution est lente, constante (76) : l'article 45 n'était

(72) En 1848, la Suisse avait 1 journal pour 27.315 habitants ; en 1910, la France avait 1 journal pour 66.000 habitants ; en 1913, l'Allemagne avait 1 journal pour 15.474 habitants ; en 1910, la Suisse avait 1 journal pour 9.908 habitants.

Quelques cantons avaient en 1848 autant de journaux (proportionnellement au nombre d'habitants) que quelques Etats allemands en 1914. Dans cette statistique, seules les feuilles politiques sont comptées. Le grand nombre de journaux est général aux petits Etats. De 1827 à 1858, 492 journaux furent fondés en Suisse ; 30 % se sont maintenus.

Nous citons d'après WEBER Karl : *Die schweizerische Presse im Jahre 1848*.

(73) Même Bois-le-Comte a reconnu aux radicaux suisses « un art singulier d'agir sur la presse et par la presse », et une « parfaite appréciation de cette force principale de notre temps, dirigée par une juste intelligence du caractère des partis politiques... » Cf. p. 19.

(74) Cf. : *Appenzeller Zeitung*, jadis appelée « la sixième grande puissance », pour la franchise de son langage (non censuré) ; son tirage dépassa en 1835 1.000 exemplaires. Le *Nouvelliste Vaudois* (1849) : 800-1.000. Par contre, le *Constitutionnel* de Paris fit passer, en 1848, son tirage de 4.000 à 25.000, grâce à son roman-feuilleton.

(75) Cet article a passé intact dans la Constitution actuelle (1874) ; les cantons ayant la haute main sur la presse, le Conseil fédéral n'a droit de sévir qu'en cas d'abus dirigés contre la Confédération elle-même ou contre ses autorités.

(76) La censure était abolie depuis 1830 dans les cantons de Zurich, Glaris et Argovie.

plus une innovation. En 1848, la Suisse comptait 110 journaux (77), dont 88 politiques.

A Genève, Lausanne, Berne, Zurich et St-Gall (78), les discussions politiques furent très actives.

Les *gazettes bernoises* eurent une influence particulière sur les relations franco-suisse. A la portée immédiate de l'ambassade de France, ce sont les plus citées dans ses rapports.

Sur 9 journaux d'une certaine importance, six étaient radicaux (79), deux libéraux (80) et un libéral-conservateur (81) (1848). En 1849, les radicaux perdent deux feuilles (82). « La Suisse » et la « Berner Zeitung » (83) donnent le plus souvent lieu à des plaintes de la part du gouvernement français. Le « Bund », libéral, apparaît en 1850.

D'autres feuilles radicales et libérales, la « Tribune Suisse », l'« Helvétie » (84), le « Nouvelliste Vaudois » (85), la « Revue de Genève » (86), le « Confédéré » (87) (de Fribourg), « Erzähler »

(77) Sur 53 en 1827 ; en 1858, il y en avait 180. Obwalden et Appenzell (Rhodes intérieures) n'avaient pas de journal du tout.

(78) St.Gall est le seul canton qui ait, jusqu'à présent, son histoire de la presse. Cf. FÆSSLER, Oscar : *Die gallische Presse*, 66. und 68. *Neujahrsblatt des Historischen Vereins des Kantons St. Gallen*, 1926, 1928.

D'après WEBER, les journaux st-gallois étaient les mieux entraînés aux débats politiques.

(79) *Berner Zeitung*, paraissant 6 fois par semaine.

La Suisse (journal bernois paraissant en langue française, depuis le 1^{er} janvier 1850, 6 fois par semaine, d'abord libéral, puis radical).

Jura Zeitung (Bienne), 6 fois.

Der Freisinnige, 7 fois (radical jusqu'en sept. 1848).

Der freie Schweizer, 6 fois (radical, octobre-décembre 1848).

Seeländer Anzeiger, 1 fois.

(80) *Berner Verfassungsfreund*, 7 fois, libéral, journal d'Ochsenbein.

Intelligenzblatt der Stadt Bern, 6 fois.

(81) *Der Schweizerische Beobachter*, 3 fois, libéral-conservateur.

(82) *Der Freisinnige. Der freie Schweizer*.

(83) *Berner Zeitung* : journal de Stämpfli et de Niggeler ; journal opposé au *Verfassungsfreund*.

(84) Journal de Stockmar à Porrentruy, fondé en 1831.

(85) Journal d'Henry Druet, paraissant à Lausanne.

(86) Journal de James Fazy à Genève, en opposition constante au Conseil fédéral.

(87) Radical, à partir de 1848, le *Confédéré* devint le journal des réfugiés politiques. Charras-Kestner acheta la feuille (en 1858) et en fit (sous la rédaction de Schmidt, ancien directeur de la *Volksrepublik*) l'organe des exilés

(de St-Gall) (88) furent l'objet d'une constante attention, de la part du ministre de France. La « Gazette Nationale de Bâle », la « Gazette de Bâle » (89), la « Gazette de Lausanne », sous la rédaction prudente de Miéville (90), et le « Courrier Suisse » de Lausanne également, représentaient, avec la « Nouvelle Gazette de Zurich » (91), la gauche libérale, sans tomber dans les exagérations du style radical.

Le parti socialiste, encore insignifiant, se recrutait principalement parmi les adhérents de la Société du Grütli (92). Ses journaux et ses membres (93) ont toujours nettement marqué ce qui les sépare des communistes.

Les journaux suisses portent beaucoup plus d'intérêt à la France qu'à l'Allemagne. Les traditions séculaires, les échanges économiques (94), la constitution républicaine de la France, expliquent en grande partie cette attitude. Les ambassadeurs de France n'ont pas toujours su distinguer les partis (95) et ont souvent confondu l'opinion de quelques journaux avec celle du public. Si, en 1848, il n'y avait presque pas de divergences

français. Cf. aussi : WEILL, *Parti républicain*, 288. Il n'y avait pas de feuille conservatrice à Fribourg pendant le régime radical.

(88) *L'Erzähler* a paru 1806-1852 et 1864/65 ; cf. FÆSSLER, Oscar, *op. cit.* I, 32-33 et II, 44, no. 18. rédacteur 1842-1851 : Peter Steiger, « chef du parti du mouvement du canton ». Ce journal est « un des organes les plus avancés de l'opinion publique en Suisse allemande ». Reinhard à Lamartine, 18 mars 1848 (*fs. Suisse* 561/58). Il a surtout combattu avec énergie les menées des réfugiés et la politique de certains cantons à leur égard.

(89) *Schweizerische Nationalzeitung* et *Basler Nachrichten*.

(90) Cf. WEBER, *op. cit.*, p. 116. La *Gazette de Lausanne* se tirait à plus de 2.000 exemplaires.

(91) Fondée en 1780, la *Neue Zürcher Zeitung* a toujours été libérale-progressiste.

(92) Cf. le rapport du préfet de police de Paris, 25 janvier 1850, qui lui attribue un but révolutionnaire.

(93) Citons, parmi les journaux socialistes : *Der Arbeiter*, de St. Gall, *La Tribune populaire* et le *Citoyen*, de Genève.

(94) Rappelons que la Suisse tenait encore le second rang dans le commerce extérieur de la France, au milieu du siècle. La Suisse fut en litige constant avec le Zollverein, de 1848 à 1852.

(95) Ni Reinhard, ni Salignac ne font une différence entre le communisme et le socialisme suisses, et mêlent volontiers les radicaux dans les considérations qu'ils consacrent aux socialistes.

entre l'opinion publique et le langage des journaux, les luttes au sein de la presse suisse en 1849 et dans les années suivantes prouvaient souvent un désaccord entre le peuple et les gazettes, même quand leurs buts étaient semblables. Mais un troisième élément décisif venait s'interposer : le Parlement, devenu tribune suprême et champ d'action d'hommes responsables.

CHAPITRE III

LES HOMMES D'ÉTAT

A. HOMMES D'ÉTAT FRANÇAIS ET LA SUISSE

I. LOUIS-NAPOLÉON ET LA SUISSE PENDANT SA PRÉSIDENTE

a) *Son séjour de jeunesse en Suisse*

De nombreux souvenirs attachaient le prince Louis-Napoléon à sa seconde patrie. Il y avait passé d'heureuses années de jeunesse et s'y était créé des amitiés (1). La commune de Salenstein (2) et le canton de Thurgovie lui avaient conféré le droit de bourgeoisie d'honneur (3). A l'école d'artillerie de Thoune, d'étroites relations amicales liaient le prince à son maître, le

(1) Surtout J.-C. Kern, qui fut, de 1857 à 1886, ministre de Suisse à Paris.

(2) Le château d'Arenenberg est situé sur le territoire de cette commune. Arenenberg appartient à la famille de 1817 à 1843 et de 1855 à 1906. La duchesse de Saint-Leu acheta le domaine le 10 février 1817 ; le 5 déc. 1837, lors de la mort de la reine, Arenenberg passa, avec toute la succession, au prince Louis-Napoléon. Celui-ci le vendit le 1^{er} juillet 1843, mais l'Impératrice le racheta le 12 avril 1855. Après la mort de l'Empereur (9 janvier 1873), l'Impératrice Eugénie devint propriétaire du château. Elle le donna le 1^{er} juillet 1906 au canton de Thurgovie.

(3) Cf. les détails dans MEYER, Dr. Johannes : *Die früheren Besitzer von Arenenberg, Königin Hortense und Prinz Ludwig Napoleon*. L'appendice contient 46 documents. Le droit de bourgeoisie d'honneur du canton date du 30 avril 1832. Dans sa réponse (du 16 mai), Louis-Napoléon écrit : « ... Dans toutes les circonstances de ma vie comme Français et Bonaparte je serai fier d'être citoyen d'un état libre ». Il remercia le gouvernement thurgovien par un cadeau de deux canons (qui constituèrent les premières pièces d'artillerie du canton) ; lettre du prince (en allemand) du 14 novembre 1833. MEYER, *op. cit.*, 15.

colonel Dufour de Genève (4). Le canton de Berne promut Louis-Napoléon au grade de capitaine d'artillerie (5).

A Berne, le prince afficha des opinions radicales (6).

Ses « Considérations politiques et militaires sur la Suisse » (7) témoignent d'une étude approfondie du pays et du grand intérêt qu'il lui porte.

Dans cette brochure, Louis-Napoléon fait des propositions raisonnées sur la revision du pacte fédéral de 1815.

La Diète en tint grand compte.

Le prince fut parmi les fondateurs de l'association thurgovienne de tir et prit même part, en juillet 1838, à la fête fédérale de tir à Saint-Gall (8). Cette fête fut une de celles qui contribuèrent à la propagation des idées radicales et parurent plus tard si dangereuses aux ambassadeurs du Président et de l'Empereur.

Le coup d'Etat de Strasbourg fut préparé en Suisse (9), mais on ne pouvait accuser les radicaux d'avoir soutenu le prince. Louis-Philippe relégua celui-ci en Amérique. Rentré à Arenenberg au printemps de 1837, Louis-Napoléon lança (10) un pamphlet contre le régime des Orléans ; il se désigna comme successeur du « grand empereur ». La brochure fut surtout distribuée dans l'armée. Louis-Philippe perdit alors patience (11). Le duc de Montebello, ambassadeur à Berne, fut chargé de demander l'éloignement du prince remuant.

(4) BUDÉ, Eugène de : *Napoléon III et le général Dufour. R. des Deux Mondes* 1904, XX, 581-612.

(5) Cf. MEYER, *op. cit.* 415-516, appendice n° 26 et 27. Le prince demande à participer aux manœuvres de Thoun, comme officier d'artillerie, le 18 juin 1834. Réponse affirmative du gouvernement et envoi du brevet de capitaine de l'artillerie bernoise : 7 juin 1834.

(6) Cf. DIERAUER V, 596-597.

(7) Etude parue en 1833, en allemand (*Politische und militärische Betrachtungen über die Schweiz*) et en français. Zurich, Orell Fussli et Cie, 80 p.

(8) Cf. BAUMGARTNER, *Die Schweiz in ihren Kämpfen und Umgestaltungen*, II 287. Il fut président de l'Association thurgovienne jusqu'en 1839 (MEYER, p. 366).

(9) Le 30 octobre 1836, cf. *R. des Deux Mondes* 1914 et 1915, vol. 22 à 24, 26 à 28 et vol. 30 (MASUYER, Valérie : *La reine Hortense et le prince Louis*).

(10) Cf. STERN, *Geschichte Europas* V, 265, sqq.

Après la mort de sa mère (5 décembre 1837).

(11) Cf. *Abschiede* de 1838, partie I^{re}, appendice PP, et II^e partie 2-36. MEYER, *op. cit.* 335-370. GUIZOT, *Mémoires* IV, 266.

Mais la population et la Diète opposèrent une vive résistance à ces prétentions. Non seulement le droit d'asile était en jeu, mais l'ingérence dans les affaires intérieures de la Suisse concernait, cette fois, un citoyen du pays (12). Louis-Philippe alla même jusqu'à donner l'ordre à Montebello de demander ses passeports, si la Suisse n'expulsait pas le prince. Des deux côtés on arma. La France, dit Molé au chargé d'affaires de la Confédération (13) est résolue à aller jusqu'au bout (14). Metternich se mêla au conflit (15). La France pouvait compter sur le concours de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. Un corps d'armée de 25.000 hommes s'apprêta à marcher vers la frontière suisse. La Diète nomma un général (16), les cantons-frontières organisèrent la défense. Enfin, Louis-Napoléon se décida à quitter la Suisse. Muni d'un passeport britannique, il échangea l'asile suisse contre l'hospitalité anglaise (17). Il partit d'Arenenberg le 14 octobre 1838. Peu de jours après, les relations normales entre la France et la Suisse étaient rétablies.

Ni comme Président de la République, ni comme Empereur, Louis-Napoléon Bonaparte n'oubliera la protection énergique qu'il avait reçue en 1838, et il gardera très vifs les souvenirs de jeunesse et d'amitié qui le liaient à sa patrie d'adoption. Il lui prouvera sa reconnaissance, autant du moins que le permettra la raison d'Etat (18).

Pendant sa présidence, Louis-Napoléon est parfois intervenu en faveur de la Suisse, tant dans la politique de ses ministres que dans celle des puissances. Mais les preuves en sont extrêmement rares (19).

(12) Cf. SCHWEIZER, Paul : *Neutralität*, pp. 759 sq. ; MUYDEN : *La Suisse sous le pacte de 1815*, 487 sqq.

(13) Georges de Tschann fut chargé d'affaires à Paris de 1814 à 1847. Il mourut à Paris le 28 novembre 1847.

(14) *Tschann au Directoire fédéral*, 28 août 1838. Cf. DIERAUER, V. 601.

(15) Cf. STERN, Adolphe : *Le prince Louis Bonaparte et le prince de Metternich en 1838* (*R. historique*, vol. 93, pp. 270-282, Paris 1907).

(16) Charles Jules Guignier, de Prangins (Vaud).

(17) Louis-Napoléon a revu son château le 18 août 1865.

(18) De 1838 à 1848, Louis-Napoléon n'eut aucun rapport officiel avec la Confédération. Il échangea des lettres avec Dufour (BUDÉ, *loc. cit.*).

(19) Ni les papiers des Tuileries, ni les autres fonds des Archives Natio-

b) *Preuves de la politique personnelle de Louis-Napoléon à l'égard de la Confédération.*

En Suisse, l'élection de Louis-Napoléon fut en général accueillie avec une réelle sympathie. Surtout dans le canton de Thurgovie, on voyait avec plaisir un « compatriote » élevé à la première magistrature de la grande République.

Comme en France, le prestige du nom éblouissait. Mais les radicaux se tenaient sur la réserve. Ils connaissaient trop bien les craintes des radicaux français pour montrer trop d'enthousiasme envers le prince.

Dans les premières réceptions officielles, le Président montra une grande affabilité au chargé d'affaires de Suisse. Il lui parla de la satisfaction qu'il éprouvait de voir la Suisse tranquille et heureuse, de l'hospitalité qu'il y avait reçue et que jamais il n'oublierait (20). Le prince répéta ces paroles quelques jours plus tard dans une audience particulière qu'il avait accordée à Barman, disant qu'il tenait à conserver ses rapports personnels d'amitié avec la Suisse, et qu'il désirait voir bientôt le général Dufour (21).

La Suisse n'a pas eu à déplorer l'élection de Louis-Napoléon.

Dans les conversations diplomatiques et dans l'application de certains traités, l'influence du Président se faisait souvent sentir (22).

Quelques ombres apparurent dans l'été de 1849, lorsque la Confédération reçut des milliers de réfugiés allemands et des Montagnards en fuite depuis le 13 juin. Tocqueville, alors ministre des Affaires Etrangères, prit l'initiative de faciliter le départ

nales ne contiennent des indications à ce sujet. Seules quelques rares notes dans les minutes des Affaires Etrangères et dans la correspondance politique de la légation de Suisse nous donnent des renseignements utilisables.

(20) *Barman au Conseil fédéral*, 2 janvier 1849. Barman ajoute : « L'empressement à se présenter [lors de la réception du Nouvel-An] a été le même que sous la monarchie ; les pouvoirs passent, mais les faiblesses humaines restent les mêmes ».

(21) *Barman au Conseil fédéral*, 8 janvier 1849.

(22) Cf. *Barman au Conseil fédéral*, 6 février 1849. Barman juge inopportun de négocier pour simplifier le procédé de l'extradition ; il cherche à neutraliser dans la pratique les exigences des légistes. « Je dois dire que, surtout depuis la nomination du Président, mes efforts ne sont pas inutiles ».

des chefs de la révolution allemande à travers la France, pour l'Angleterre ou les Etats-Unis. En même temps, le chargé d'affaires de la Confédération demanda au Président d'aider la Suisse à sortir des embarras que lui causaient ces réfugiés. Mais Louis-Napoléon ne lui donna qu'une réponse évasive (23).

Deux entretiens sur le problème de plus en plus embrouillé du droit d'asile furent des avertissements amicaux à l'adresse du Conseil fédéral de veiller à la tranquillité des réfugiés (25).

C'est tout ce que nous avons pu recueillir sur l'attitude personnelle de Louis-Napoléon à l'égard de la Suisse pendant sa première année de présidence.

Pour sa mission extraordinaire de janvier 1850, Persigny avait reçu des instructions directes du Président au sujet de la Suisse. Comme cet agent dépassait de beaucoup le cadre qui lui était tracé, il est difficile de dégager nettement la volonté personnelle de Louis-Napoléon. Celui-ci, averti par la constante aigreur de la Prusse contre la Suisse, fit entendre à Berlin que le moment n'était pas venu de menacer la Confédération. Persigny reçut mission d'intervenir en faveur de la Suisse, et passa ainsi des amabilités aux menaces.

Louis-Napoléon fit avancer un corps de troupes vers l'Alsace et répondit par un refus net aux propositions belliqueuses des envoyés de la Prusse et de l'Autriche contre la Suisse (26).

(23) *Barman au Conseil fédéral*, 13/14 juillet 1849.

(24) En novembre 1849, les journaux parlèrent de nombreuses conférences de Barman avec le Prince. Tout le bruit se réduit à une seule question (posée à Barman, par le Président, lors de l'ouverture de ses salons, le 1^{er} novembre) sur le nombre des réfugiés rassemblés à Genève (*Barman au Conseil fédéral*, 1^{er} novembre 1849). Le chargé d'affaires suisse démentit l'existence des conférences dans un communiqué donné aux diplomates (*Barman au Conseil fédéral*, 15 novembre 1849).

A la réception du Nouvel An, le Président se fit renseigner sur le nombre des réfugiés. Il exprima le désir que le gouvernement fédéral évitât de donner lieu à des réclamations de la part de ses voisins (31 décembre 1849). Barman ajoute : « Mais ces colloques sont sans importance et de pure courtoisie ». (*Barman au Conseil fédéral*, 1^{er} janvier 1850).

(25) Cf. p. 319 sqq. sur l'affaire de Neuchâtel, et p. 88 sur l'action du Prince sur la presse.

(26) Deux Suisses furent arrêtés. Le correspondant du *Constitutionnel* compta

C'est à notre avis un mérite personnel du Prince-Président que d'avoir retenu la Prusse et l'Autriche qui se préparaient à créer des difficultés à la Suisse. De même, il arrêta la campagne de presse au moment de sa plus grande violence.

En août 1850, le Conseil fédéral blessa l'amour-propre du Prince : il omit de le faire complimenter par une députation lors de son voyage en Franche-Comté et en Alsace. De plus, quelques Suisses avaient pris une part active aux démonstrations de Besançon (26). Louis-Napoléon rappela à Barman les services qu'il avait rendus à la Suisse dans la question de Neuchâtel en février et mars, et se plaignit de ce qu'aucun représentant de la Suisse ne fût venu le saluer au cours de son passage le long des frontières helvétiques (27). Pendant quelque temps, le Président se montra très froid dans ses rapports avec le chargé d'affaires de la Confédération (28).

Pour l'année 1851, on ne relève aucune décision personnelle prise par Louis-Napoléon pour ou contre la Confédération.

Le coup d'Etat du 2 décembre 1851 fut accueilli par les félicitations empressées des conservateurs bernois (29) et les protes-

5.000 Suisses parmi les manifestants (29 août 1850). Mais la municipalité de Besançon a rendu justice à la colonie suisse.

Le 22 septembre, Barman a présenté à ce sujet des excuses au ministre des A.E. « La Hitte a été très froid et réservé ». Sur les incidents de Besançon cf. VUILLAUME C. : *Le voyage du Président de la République et le complot de B.* (R. : *Gaude* 1908, nov.-déc.) ; VAUTHIER Gabriel : *Le Prince-Président à Besançon* (R. 1848, XXIV (1927-28), 222-226).

(27) Cf. Reinhard à La Hitte, 30 août 1850 (fs. Suisse 566/29).

(28) Les puissances tirèrent aussitôt parti de la mauvaise humeur du Président contre la Suisse ; la Prusse reprit l'affaire de Neuchâtel, l'Autriche celle des réfugiés. En juillet 1852, le Conseil fédéral se ressaisit : il envoya à Strasbourg (où le Prince inaugurait le chemin de fer) le général Dufour et J.-C. Kern, qui furent reçus avec beaucoup d'affabilité. Cf. Reinhard à Turgot, 30 juin (fs. Suisse 570/374) et 14 juillet 1852 (571/48).

(29) Cf. Reinhard à Turgot, 6 décembre 1851 (fs. Suisse 569/47, sqq.). « M. Fischer de Reichenbach, président du conseil exécutif de Berne, m'a arrêté dans la rue pour m'exprimer à cet égard des félicitations que j'ai acceptées avec empressement. Sa manière de voir est partagée par tous les conservateurs bernois. Mais, même parmi les personnes d'une opinion différente, ceux dont la pratique des affaires tient les yeux ouverts sur les dangers qui menacent la Société, approuvent hautement la conduite de M. le Président de la République... »

tations des ultra-radicaux. Le Prince défendit de poursuivre des journaux suisses qui avaient publié sur lui des propos malsonnants (30). Même lorsque Drouyn de Lhuys accuse le Conseil fédéral de méconnaître le principe de neutralité en tolérant sur son territoire des attaques de journaux contre le Prince, celui-ci fait écrire aux agents « que désormais ils devraient les mépriser comme il le faisait lui-même » (31).

En février 1852, le marquis de Turgot, très irrité contre la Suisse, prépara une réplique fort dure à la note du Conseil fédéral. Le Président en adoucit lui-même quelques passages, « comme preuve sans doute des sentiments de bienveillance qu'il a maintes fois exprimé envers la Suisse » (32). Barman croit que ce fut le Prince également qui empêcha Turgot d'envoyer une troisième note à Berne (avril 1852) (33).



Louis-Napoléon s'est personnellement occupé de toutes les questions franco-suisses.

Il porta une attention constante à la situation de Neuchâtel. Son but était d'en écarter la Prusse pour rendre le canton entièrement à la Suisse : il le poursuivit avec une opiniâtreté qui sut tenir tête aux avances prussiennes pendant neuf ans. Car l'affaire de Neuchâtel ne fut pas six mois oubliée,

(30) *La Tribune Suisse* du 14 décembre 1851, dans un article violent, exploita le coup d'Etat contre le parti conservateur : « Qui donc appuie et glorifie en ce moment même le crime du brigand de Paris, qui, sur une plus grande échelle qu'on ne l'a fait jamais, porte la mort dans tous les rangs d'une population presque sans défense contre ses sicaires ? Exécute-t-il les lois, ce scélérat, votre ami, ô conservateurs honnêtes de la « Patrie » ? Infamie ! ».

(31) *Salignac à Drouyn de Lhuys*, 26 août 1852. Cette dépêche porte en tête la note [au crayon] : Ne pas ordonner de poursuites contre le journal, c'est l'ordre du Prince » (*fs. Suisse* 571/120). Cet ordre fut transmis à Salignac le 3 septembre 1852 (*minute* 29, *fs. Suisse* 571/129).

(32) *Barman au Conseil fédéral*, 5 mars 1852. Cf. la dépêche de Barman du 1^{er} décembre 1852 : « L'intermédiaire obligé du Ministre [des A. E.] offre parfois de grands inconvénients que j'aurais assez fortement ressentis après la note du 24 janvier si je n'avais pu obtenir audience du Chef de l'Etat ».

(33) *Barman au Conseil fédéral*, 10 avril 1852.

entre 1848 et le règlement de 1852. Le roi de Prusse fut particulièrement pressant jusqu'à la signature du protocole de Londres (24 mai 1852).

En juillet, le Président se prononce contre l'internement de Thiers, qui avait choisi Vevey comme lieu d'exil (34).

De mai à décembre, il se tient au courant des projets de chemins de fer destinés à relier la France à la Suisse. Il facilite l'adoption par le ministre des Travaux Publics, du tracé direct de Lyon à Genève (en évitant le territoire savoisien), défendu par son principal initiateur, le général Dufour (35).

Par contre, les nombreuses pétitions adressées au Prince dans l'affaire des Juifs français domiciliés en Suisse n'eurent pas l'effet désiré par les milieux israélites au cours de l'année 1852 (36).



C'est ainsi que Louis-Napoléon a toujours favorisé, autant que l'intérêt de la France le permettait, les bonnes relations des deux pays et le maintien de l'indépendance suisse sur le terrain international.

c) *Les pétitions suisses adressées au Prince-Président
ou à ses ministres*

Un des signes caractéristiques de l'autorité attribuée au Prince-Président, ce sont les pétitions qui lui furent adressées de toutes parts. Depuis la grande Révolution, tous ceux, peuples opprimés, partis politiques, villes et même particuliers, qui cher-

(34) Cf. p. 225, 262, 59.

(35) *Corresp. de la légation de Suisse, 19 mai 1852. Cf. les documents officiels publiés à Paris en 1858, dans une brochure : « Compagnie du chemin de fer de Lyon à Genève » (Bibliothèque des Chemins de fer fédéraux, Berne). La concession accordée à la Compagnie (représentée par le général Dufour, et le banquier Kohler de Genève, et le directeur de la Compagnie Paris-Orléans, Bartholony) date du 6 déc. 1852 (Concession définitive, signée par le ministre des Travaux Publics : 30 avril 1853).*

(36) Cf. pp. 195-198.

chaient un appui moral ou une aide matérielle, ont fait appel à la France. Cette tradition s'est continuée sous la Seconde République.

Les radicaux eux-mêmes n'ont pas hésité, à l'époque où ils déployaient toutes leurs forces, à exposer au représentant de la France, leurs craintes d'une contre-révolution catholique (37).

La plupart des pétitions furent présentées en 1852. Presque toutes sont écrites par des catholiques-conservateurs (38). Plus la France se rapproche de l'Empire, plus les pétitionnaires sont exigeants. Ils vont jusqu'à implorer l'annexion par la France d'une partie de la Suisse romande, pour sauver, comme ils disent, la cause de l'ordre et de la religion.

Les moines du Saint-Bernard eurent souvent recours à l'autorité française (39).

Les curés de Vevey, de Lausanne, de Rolle et de Nyon ayant été suspendus de leurs fonctions par le gouvernement vaudois, une pétition des Français de ces paroisses fut adressée au ministre des Affaires Etrangères. Reinhard fut chargé d'intervenir officiellement pour le rétablissement de ces prêtres (40).

(37) Le 27 septembre 1848, le général Thiard reçut une note du gouvernement fribourgeois, dirigée contre l'évêque Marilley. Bastide ne donna pas plus de suite à cette note que Thiard [cf. p. 235] *fs. Suisse* 562/232.

(38) Sur les sympathies des conservateurs pour le Prince, cf. *Salignac à Turgot*, 10 février 1852 (*fs. Suisse* 569/266).

(39) Cf. pp. 274-279. Cf. BAUMGARTNER IV, 509-510.

(40) Cf. la dépêche de Reinhard (à Brenier, 7 février 1851, *fs. Suisse* 567/65-68, 106. Les curés des paroisses de Vevey, Lausanne, Rolle et Nyon avaient refusé de lire l'exhortation adressée à toutes les paroisses protestantes et catholiques du canton, lors du Jeûne fédéral. Les curés d'Yverdon et de Morges avaient reçu trop tard le texte de l'exhortation gouvernementale et on ne les comprit pas dans les suspensions prononcées contre leurs collègues. Le district d'Echallens, dans une situation particulière, vit également son curé destitué par ordonnance gouvernementale. Lesdites paroisses faisaient partie du diocèse de l'évêque Marilley. Le chargé d'affaire du Saint-Siège, Mgr Bovieri, intervint auprès des autorités cantonales et fédérales et auprès du ministre de France. Les Français inscrits dans les paroisses dont le culte était suspendu jusqu'à soumission des curés, protestèrent auprès du ministre des Affaires Etrangères pour en appeler au Prince-Président. Ils prétendirent dans leur pétition, que le chapelain anglais n'avait pas eu à lire l'exhortation — pas plus que le préposé de la chapelle orthodoxe russe — par suite d'une réclamation de l'agent anglais à Berne. Il faut reconnaître le droit des Français appartenant aux paroisses susnommées, d'en appeler

La déférence des conservateurs vis-à-vis du Prince amena l'un d'eux, A. de Tillier, à lui faire transmettre un de ses discours (41).

Les pétitions les plus curieuses par leur similitude furent celles qu'organisèrent les milieux conservateurs, de la veille du coup d'Etat à la proclamation de l'Empire. Si le Prince-Président avait suivi ces propositions, la Suisse n'aurait pas conservé son intégrité en 1852 (42).

Ces demandes d'assistance — parfois purement morale — venaient des conservateurs des cantons de Fribourg et de Neuchâtel. Les auteurs ou leurs intermédiaires prenaient d'abord contact avec le ministre de France à Berne ; ils s'entendaient particulièrement bien avec Salignac-Fénelon. Celui-ci conçut, de ces conversations clandestines, une impression des plus fâcheuses sur l'état politique de la Suisse. Il est compréhensible que Salignac se soit rangé du côté de ceux qui voulaient ramener

à leur gouvernement, puisque le culte avait été interrompu sans qu'il y eût de leur faute. Les chapelles étaient entretenues par les cotisations des catholiques formant les paroisses, et non par l'Etat. Louis-Philippe et la reine Amélie avaient envoyé des dons pour la construction des églises et des subsides pour leur entretien (de même à Berne). Un curé fut remplacé, les autres reprirent leurs fonctions.

(41) Cf. Reinhard à La Hitte, 24 mai 1850 (*fs. Suisse* 565/247) : « J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint... la traduction française du discours de M. de Tillier sur les affaires de Fribourg. M. de Tillier m'a exprimé le désir que le paquet ci-joint contenant également un exemplaire de son discours et destiné à M. le Président de la République, puisse parvenir à sa haute destination et si ce vœu pouvait être exaucé par votre entremise, il vous en serait très reconnaissant ». Cf. les notes ultérieures sur Tillier, dans les dépêches de Reinhard : « un écrivain célèbre de la Suisse » (12 juillet 1850, *fs. Suisse* 565/328 sq.). — Au Conseil National, « M. de Tillier s'est distingué par le courage et le talent avec lequel il a soutenu les pétitions fribourgeoises (20 décembre 1850, *fs. Suisse* 566/271). En dépit du discours de Tillier, le Conseil National a rejeté la pétition du Conseil et de l'assemblée de Posieux qui demandaient, par 10.000 signatures, la revision de la constitution radicale imposée au canton en 1848.

(42) Nous ne citons pas les pétitions non politiques adressées au Prince, telles que l'offre de nouveaux engrais pour l'agriculture, faite par un Neuchâtois ; la demande (d'un Vaudois) de subvention d'un livre à éditer sur la paix mondiale (par l'échange des populations de l'ouest à l'est, en adoptant une ligne de séparation de Stettin à Trieste) [6 septembre 1850] ; les demandes d'aide, pour réaliser des inventions. De même, nous passons sur les lettres écrites au Prince en faveur de légionnaires enrôlés en Afrique à l'insu de leurs parents, pour obtenir leur licenciement avant le délai prescrit, ou pour commutation de peines prononcées par les tribunaux de guerre de la légion étrangère, ou par des tribunaux civils de France.

la Suisse à l'état antérieur, puisqu'il fut invité à communiquer à son gouvernement des propositions suisses faites dans ce sens (43).

Le *canton de Fribourg* était le plus agité après la guerre de 1847. Toutes les tentatives légales pour reviser la constitution radicale avaient échoué. Les Fribourgeois se décidèrent à attendre l'action des conservateurs bernois et l'effet qu'allait avoir sur la Suisse entière le rétablissement de l'Empire. Deux hommes surtout se sont occupés de valoir à leur pays, le plus tôt possible, l'appui qu'ils attendaient du Prince-Président : ce sont *Henry Charles* et *Wuilleret* (44).

Le premier entretenait des relations avec Salignac, mais elles ne furent pas aussi étroites que celles qu'il avait eues jadis avec Bois-le-Comte (45). Wuilleret, autant dévoué à l'Eglise qu'à la cause conservatrice, mit tout son zèle à obtenir le rétablissement d'une constitution appropriée aux besoins du canton. « Ne cessons de réclamer nos droits, dit-il dans son discours à l'as-

(43) Cf. pp. 141-154, les mémoires de Salignac-Fénelon sur les moyens de rétablir dans la Confédération l'acte de Médiation de 1803.

(44) Salignac les caractérise de la façon suivante (cf. *Salignac à Drouyn de Lhuys*, 10 août 1852, fs. Suisse 571/83) : *Wuilleret* « est un homme de talent et surtout d'un sang-froid imperturbable. *M. Charles* est sans talent, mais il est aimé dans son parti et jouit d'une popularité d'autant plus grande même parmi ses adversaires qu'il a été dans l'origine très opposé à la levée de bouclier des cantons catholiques lorsqu'on leur demanda la rupture du Sonderbund et le renvoi des Jésuites ». [Charles avait donné sa démission du Grand Conseil quand celui-ci vota son adhésion au Sonderbund].

(45) *Charles* était le beau-frère du docteur *Castella*, médecin de *Bois-le-comte*. C'est par son intermédiaire que Charles avait fait remettre, en janvier 1848, un mémoire sur les élections et votes forcés par les radicaux dans son canton. Il avait demandé qu'on transmitt son mémoire à Paris, par les soins de l'ambassade. Il y joignit cinq paquets (contenant des copies du même mémoire) pour *Guizot*, *Montalembert*, *Thiers*, *Cousin* et *Dupin*. Charles consentit même à la publication du manuscrit, mais sa famille pria l'ambassadeur de tout lui restituer. Bois-le-Comte céda, pour ne pas compromettre l'auteur (dépêche du 23 janvier 1848, fs. Suisse 560/153). Charles fut emprisonné pour sa campagne contre le régime radical. De sa prison, il écrivit à Bois-le-comte qu'il voulait se faire naturaliser Français (15 février, fs. Suisse 560/306). La République ayant été proclamée à Paris, Charles se résigna à rester Suisse. En décembre 1852, il donna connaissance à Salignac d'un mémoire dans lequel il démontra qu'en rejetant la pétition de Posieux (pour la revision de la constitution cantonale), le Parlement fédéral avait méconnu ses devoirs. Le mémoire s'adresse au peuple suisse (*Salignac à Drouyn de Lhuys*, 4 déc. 1852, fs. Suisse 571/238). Il s'agit de « *l'Appel du peuple fribourgeois à la nation suisse* » (Neuchâtel 1852, chez J.-J. Kissling), daté du 10 décembre 1852 (BAUMGARTNER IV 581).

semblée de Posieux ⁽⁴⁶⁾, « mais par les voies légales, énergiquement, mais pacifiquement ». Ces propos apparaissent très différents dans un long mémoire (18 pages in-4°) dont Wuilleret est l'auteur, et qui fut envoyé au Prince-Président. « Un aperçu de la situation en Suisse » fut écrit après le coup d'Etat. Par une voie discrète, Wuilleret l'envoya à Salignac, le 29 décembre 1852, pour le soumettre à l'Empereur ⁽⁴⁷⁾. Au cours de l'année, le mémoire avait été envoyé à Vienne et à Berlin.

Le mémoire de Wuilleret expose longuement l'histoire de la question religieuse en Suisse et particulièrement à Fribourg. Il conclut que « c'est à la France surtout qu'il appartiendra de prendre une généreuse initiative en faveur des catholiques opprimés » ⁽⁴⁸⁾. « Qu'on ne se [le] dissimule pas : la Suisse est incapable de se sauver elle-même et sa situation actuelle est un danger permanent pour les autres Etats. Il ne peut y avoir de garantie pour ceux-ci et de salut pour elle que dans une médiation ⁽⁴⁹⁾, dans une reconstitution sous les auspices et avec le secours des puissances qui ont à cœur les intérêts moraux et religieux de la société en Europe... » ⁽⁵⁰⁾.

(46) Cf. BAUMGARTNER IV 578 s. Cf. *La Suisse*, 28 mai 1852 (no. 125, VI^e année). L'assemblée eut lieu le 24 mai 1852.

(47) Un exemplaire de l'« *Aperçu de la situation en Suisse* » se trouve aux A.E., fs. Suisse 571/277 sqq.

Salignac l'avait reçu le 29 décembre 1852 : « Une notabilité de Fribourg, M. de Gottrau de Rierera[a)], m'a prié de vous remettre le présent mémoire pour sa Majesté. Il m'en a communiqué au préalable une copie, qui m'a démontré que cette pièce, bien qu'écrite dans les vrais principes, ne contient que des généralités et ne peut servir d'aucune manière les intérêts de notre politique ». Salignac a accepté le mémoire « parce que M. de Gottrau est intimement lié avec Mgr l'Evêque Marilley, qui a été jadis précepteur de ses enfants, et qu'on peut le regarder comme l'homme de confiance de ce prélat. J'ai cru sage de lui montrer quelque condescendance en cette occasion, afin de me ménager plus tard... un moyen d'action sur ce haut dignitaire de l'Eglise ». [Il s'agit ici de Charles-Nicolas-Philippe de Gottrau de Pensier, né en 1785. Riedera est le nom de la propriété des Gottrau à Châtel-St.-Denis, voisine d'une campagne de l'évêque Marilley. La remise de l'« *Aperçu* » au nom de l'évêque montre que celui-ci (alors à Rome) avait pris une part de la responsabilité. — Etienne Marilley avait été précepteur de Philippe (*1811), Tobie (*1814) et Théodore (*1817) de Gottrau, avant 1831].

Nous remercions particulièrement M. Raemy, archiviste d'Etat de Fribourg, des renseignements qu'il a bien voulu nous fournir sur la famille de Charles de Gottrau.

(48) P. 17 du mémoire.

(49) A noter l'idée de la médiation, évocation de celle de 1803, commune à tous les mémoires et pétitions de conservateurs, entre 1849 et 1853.

(50) P. 15 du mémoire.

Salignac accueillit froidement le mémoire (51). Napoléon III aurait (disait-on) promis de détourner le Conseil fédéral d'une intervention armée à Fribourg ; l'Autriche aurait consenti à agir de concert avec l'Empereur si celui-ci avait obéi à l'invitation de Wuilleret.

Nous n'avons rien trouvé sur l'impression que la lecture du mémoire aurait laissée à l'Empereur. Salignac lui-même se décide à l'expédier par le courrier diplomatique *parce que* l'exposé de Wuilleret ne demande aucune réponse. A Paris, « l'Aperçu » ne produisit aucun effet (52).

Notons la coïncidence de la remise de l'« Aperçu » et de démarches personnelles de quelques Fribourgeois auprès de Salignac. A Fribourg, l'enthousiasme que provoqua le rétablissement de l'Empire fut très grand (53). Plusieurs agents du parti catholique vinrent sonder Salignac pour savoir ce que ferait le cabinet impérial pour leur cause...» Salignac se garda d'encourager leurs espérances (54).



Les *conservateurs neuchâtelois* allèrent encore plus loin que les Fribourgeois.

Le 12 juin 1852, J. F. Bassy, rédacteur en chef de la « Suisse », écrivit une lettre au ministre de l'Intérieur, Persigny. C'est un exposé loyal de la situation critique du canton, situation que le protocole de Londres (24 mai 1852) a consacrée au

(51) La réserve de l'ambassadeur s'explique par les instructions du 24 décembre qu'il avait reçues la veille, et qui lui recommandaient une extrême prudence vis-à-vis des manifestations de sympathie fribourgeoises.

(52) La correspondance politique de 1853 ne contient aucune indication au sujet du mémoire.

(53) On alluma des feux de joie sur les montagnes. (*Salignac à Drouyn de Lhuys*, 13 décembre 1852, *fs. Suisse* 571/252).

(54) *Drouyn de Lhuys* fit part de ces démarches à l'Empereur. En marge de la dépêche de Salignac, du 13 décembre 1852, nous trouvons le résumé de ce qui a été décidé à ce sujet : « ne point décourager ces sympathies, en modérer les témoignages, écouter les ouvertures ; en prendre acte [;] inspirer de la confiance en nous [;] chercher à donner un caractère sérieux et réfléchi à ces sentiments ». Les instructions données à Salignac s'inspirent des mêmes principes.

lieu d'en résoudre les difficultés. « Sans avoir des sympathies pour les hommes qui gouvernent actuellement le canton de Neuchâtel, le parti modéré désire, par un sentiment de nationalité, maintenir l'indépendance de ce canton, le conserver intact à la Suisse... La France aiderait à sa propre œuvre et mériterait bien de la Suisse si elle agissait en vue d'une solution que les deux parties pourraient honorablement accepter... La solution dont il s'agit ici est... simple, facile, et serait infiniment honorable pour la Prusse. On appellerait au vote du peuple neuchâtelois *tout seul*. Celui-ci opérerait entre les deux régimes. *Je voudrais que ce fût la France qui apportât cette transaction...* »

Après avoir montré les dangers qu'il y aurait à exciter le sentiment national de la Suisse, Bassy regrette que la question ait surgi lorsque le général Dufour allait quitter Paris. « Je l'aurais engagé à parler dans le sens de la solution indiquée au chef de l'Etat, car je ne doute pas qu'il ne m'approuve. Cependant, si j'apprenais qu'elle obtient l'appui dont elle a besoin auprès du chef d'une grande nation, je n'hésiterais pas à la proposer à mon pays... car elle ne pourrait l'être qu'avec la chance d'être acceptée ailleurs ». Bassy présente son journal comme un organe officiel ; il se fait donc fort de parler de son projet aux membres du Conseil fédéral — mais seulement quand il aura reçu une réponse affirmative de Paris (55).

Persigny remercia Bassy de sa lettre, mais sa proposition de plébiscite ne fut pas prise en considération.

Salignac reçut des visites de *royalistes neuchâtelois* qui, en faisant l'éloge du Prince-Président, recommandèrent à la France les intérêts du parti conservateur de la principauté. Ils étaient prêts à l'insurrection (56).

(55) Cette lettre se trouve au *fonds Suisse des A.E.*, vol. 570/303-306. Persigny la fit transmettre au ministre des Affaires Etrangères, le 13 juillet 1852. Il est possible qu'elle ait été soumise (entre le 16 juin et le 13 juillet) au Prince-Président.

(56) Avant le 18 juin 1852.

L'appel le plus sérieux qui fût fait au Prince-Président révèle la *préparation d'un coup d'Etat royaliste* depuis 1851 (57).

Les documents qui s'y rapportent furent communiqués au directeur politique des Affaires Etrangères (Antoine de Thouvenel) (58) par un Neuchâtelois pour être soumis à l'Empereur. Un exemplaire du mémoire imprimé fut expédié au gouvernement anglais qui l'avait demandé (59).

La ressemblance est frappante entre ces notes neuchâtelaises du 31 décembre 1851 (60) et les mémoires de Salignac de 1852. Tous les deux proposent de rétablir en Suisse le *système fédératif* de 1803. Est-ce une simple coïncidence de flatteries au régime napoléonien ? Est-ce un plan général des conservateurs suisses dont Salignac eut connaissance par les patriens bernois ? Aucun document n'a permis de dévoiler les secrets de ces préparatifs. Tout ce qu'on peut dire, c'est que le plan d'un coup d'Etat conservateur à *Neuchâtel et à Berne* a existé, et que l'ambassadeur de France le favorisait discrètement. Le projet bernois et celui des royalistes de Neuchâtel fut porté à la connaissance de Louis-Napoléon avant le 2 décembre 1852.

Plusieurs demandes de mots d'ordre en vue d'un coup d'Etat à Neuchâtel lui furent même adressées après la proclamation de l'Empire.

L'auteur du mémoire neuchâtelois se rendit compte de la réserve gardée par le Prince-Président ; il crut, en vain, le déterminer à se prononcer, en lui envoyant quelques journaux radicaux qui ménageaient peu le nouvel Empereur.

(57) Le vol. 88 des *Mémoires et Documents du fonds Suisse*, contient trois lettres (fol. 77, 87, 88), des notes manuscrites (fol. 53-55) et un mémoire imprimé (en deux exemplaires) de 8 pages en in-16 (fol. 79 à 82).

(58) Antoine Edouard de Thouvenel (1818-1866) fut directeur politique du 14 février 1852 au 3 mai 1855.

(59) Nous n'avons pas pu éclaircir tous les points de ce projet royaliste. Nous n'en faisons mention que parce qu'il montre quelles espérances le coup d'Etat et le rétablissement de l'Empire éveillèrent en Suisse, à Neuchâtel particulièrement.

(60) Ecrites pour l'usage particulier du personnage qui transmitt les documents à Thouvenel.

Ces tentatives royalistes ne trouvèrent aucun écho à l'Elysée. Ni comme Président, ni comme Empereur, Louis-Napoléon ne dit « le mot à l'oreille » qui aurait fait éclater le mouvement et aurait, à la faveur de troubles, amené l'intervention de la France. Il renonça à la gloire douteuse de rétablir l'autorité prussienne à Neuchâtel ; il préféra attendre le bon moment pour faire renoncer, par une médiation honnête, le roi de Prusse à la principauté. Entre deux moyens d'acquérir de la « gloire » dans cette affaire compliquée, Napoléon III choisira le moins apparent et le plus durable.



Le peu de témoignages que nous ayons pu recueillir sur la politique de Louis-Napoléon et la réserve qu'il s'imposait vis-à-vis des invitations à intervenir en Suisse, prouvent la bienveillance du Prince pour la Confédération. D'ailleurs, il n'aurait pu, sans compromettre les intérêts de la France, laisser libre cours à la politique de ses ministres.

La Suisse qui s'inquiétait beaucoup de ses relations avec la France pouvait, après l'expérience de la présidence, accueillir avec une certaine confiance la proclamation de l'Empire.

II. L'ATTITUDE PERSONNELLE DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A L'ÉGARD DE LA SUISSE

Le chargé de mission à l'étranger trouve à chaque instant l'occasion, et il est souvent dans l'obligation d'émettre un avis personnel sur les événements, les institutions et les personnages du pays où il est accrédité. Le ministre des Affaires Etrangères se borne à donner des instructions précises et impartiales. Il est donc bien plus difficile de dégager sa pensée intime des actes et des documents officiels qu'il a laissés, que de déterminer exactement l'opinion d'un envoyé diplomatique.

Il faut examiner la carrière, la vie de famille, le récit des voyages du ministre, chercher si des séjours préalables, des relations d'amitié ou de parenté ont influencé son action. Sa plus ou moins grande connaissance du caractère et des mœurs du peuple, le degré de sympathie qu'il éprouve pour les institutions d'un autre peuple peuvent produire des effets très divers sur les rapports qu'il entretient avec lui.

Sans vouloir diminuer la valeur des dépêches de légation, l'exemple fourni par le zèle exaspéré de Salignac-Fénelon nous semble donner une mesure de l'importance réciproque des comptes rendus de légation et des instructions rédigées sous la surveillance du ministre des Affaires Etrangères. Celui-ci, parfois, reste invariablement bienveillant pour la Suisse, quels que soient les reproches que contiennent les missives de Berne contre la politique fédérale.

La Suisse eut la chance de voir, lors des crises les plus dangereuses, le ministère des Affaires Etrangères dirigé par des hommes qui la connaissaient, qui estimaient ses institutions et entretenaient des relations personnelles avec des gens influents du pays — ou qui, au moins, n'étaient pas hostiles à la Confédération.

Il va sans dire que nous ne mentionnons ces relations personnelles de ministres des Affaires Etrangères avec la Suisse — ou avec des Suisses — qu'en tant qu'elles expliquent leur politique.

a) *Edouard Drouyn de Lhuys*

Par deux fois, sous la Seconde République (1), Drouyn de Lhuys dirigea les Affaires Etrangères : du 20 décembre 1848 au 2 juin 1849 (Odilon Barrot occupant alors la Présidence du Conseil pour la première fois), et du 9 au 24 janvier 1851. Les rapports de ce ministre avec le chargé d'affaires de Suisse furent corrects. Drouyn de Lhuys ne connaissait pas très bien la Confédération ; il avait cependant des parents dans le patriciat soleurois (2).

b) *Alexis de Tocqueville*

Alphonse de Lamartine et Alexis de Tocqueville sont les hommes d'Etat français qui, au XIX^e siècle, ont le plus profondément étudié et connu la Suisse.

(1) *Edouard Drouyn de Lhuys*, né le 19 nov. 1805 à Paris, mort à Paris le 1^{er} mars 1881. Notes sur sa carrière : 1830, attaché d'ambassade à Madrid, 1833-36 chargé d'affaires à La Haye ; 1836, 1^{er} secrétaire de légation à Madrid ; 1840, il dirige la section commerciale des Affaires Etrangères. *Ministre des Aff. Etr.* 20 déc. 1848-2 juin 1849 ; ambassadeur à Londres, juillet 1849-janvier 1851 ; *ministre des Aff. Etr.* 9-24 janv. 1851 ; après le coup d'Etat, membre de la commission consultative ; *ministre des Aff. Etr.*, 28 juillet 1852 au 7 mai 1855 et du 15 oct. 1862 au 1^{er} sept. 1866 ; membre du Conseil privé 1866. Député 1842-48 (opposition dynastique) ; membre de l'Ass. constituante et de l'Ass. législative. Sénateur 1851-56 (vice-président), et 1863-1870. Après le 4 septembre 1870, Drouyn de Lhuys se retire de la vie publique.

(2) Les documents officiels français ne donnent aucune indication sur les dispositions de Drouyn de Lhuys vis-à-vis de la Suisse. Pour toute citation, il nous reste un passage contenu dans une dépêche du colonel Barman (adressée au Conseil fédéral, le 11 janvier 1851) : « M. Drouyn de Lhuys, malgré ses relations de parenté qu'il aime à citer avec une famille suisse (celle de Zeltner de Soleure, si je ne me trompe) a montré peu de bienveillance pour la Suisse et pour moi en particulier à son premier passage au Ministère. Je regrette Monsieur de La Hitte ». Mais ce témoignage se rapporte à la quinzaine de jours que dura son second ministère. On ne peut donc considérer qu'il exprime les dispositions générales de Drouyn de Lhuys relativement à la Confédération.

Le poète a visité le pays à différentes époques de sa vie, importantes pour son développement intellectuel ; il a puisé dans ces voyages, des visions poétiques et des idées politiques qui se rattachent à l'histoire et à la tâche nationale et européenne de la Confédération.

Quant à l'historien, il vint en Suisse, préparé pour ainsi dire, à l'étude qu'il allait y faire, par sa préoccupation constante de tout ce qui touchait à la démocratie. Alexis de Tocqueville n'avait pas, du côté libéral, des idées préconçues, comme un Salignac-Fénelon aux opinions conservatrices. Il se rendit en terre helvétique avec le sens critique dont il disposait pour n'importe quel sujet d'études. — Tocqueville avait su mettre à profit ses séjours en Italie en 1826 et 1827 et une tournée prolongée qu'il fit aux Etats-Unis (1831-32) et en Angleterre. Il avait 31 ans lorsqu'il vint passer trois mois en Suisse (3). Contraste curieux et significatif : il y étudia l'histoire de la Confédération, le développement des démocraties cantonales — et les œuvres de Macchiavel.

De vieille noblesse normande, Alexis de Tocqueville était destiné à la carrière administrative ou diplomatique (4). Des études sur l'histoire de la France contemporaine : la Révolution, l'Empire, la Restauration, retinrent particulièrement son attention et contribuèrent à former ses convictions politiques. Celles-ci peuvent se résumer, avant la seconde Révolution, dans le système d'une monarchie constitutionnelle, fondée sur la liberté de l'individu.

(3) Il est arrivé à Berne, le 24 juillet 1836.

(4) Alexis-Charles-Henri-Clérel de Tocqueville, né le 29 juillet 1805 à Verneuil (S.-et-O.), mort le 16 avril 1859 à Cannes. Alexis de Tocqueville vécut son enfance au château de Verneuil. Etudes à Metz et à Paris ; lic. en droit 1826 ; voyage en Italie. 1827 : juge-auditeur à Versailles ; il se lie d'amitié avec G. de Beaumont. 1831 : voyage aux Etats-Unis. 1832-34 : Tocqueville écrit « *De la démocratie en Amérique* ». 1848 : élu à l'Académie des Sciences morales et politiques ; 1841 : à l'Académie française. 1839 : député. 1848 : Tocqueville représente la France à la conférence de Bruxelles. 1849 : 2 juin au 31 octobre : ministre des Aff. Etr. — Arrêté, lors du coup d'Etat, puis relâché, Tocqueville se retire de la vie politique. Travaux historiques, voyages en Italie et en Allemagne.

Alexis de Tocqueville a étudié la Suisse de plus près qu'Alphonse de Lamartine, quoiqu'il n'ait touché qu'en passant aux problèmes helvétiques. Son génie a su du moins en saisir l'essence (5).

L'œuvre de Tocqueville repose sur l'idée fondamentale de la démocratie, conséquence de l'égalité entre les hommes, dominée par « la compassion inébranlable pour la liberté de l'individu, du peuple et de l'Etat ».

Cette foi dans la démocratie amena l'éminent historien à l'étude de l'évolution constitutionnelle de la France, de l'Amérique du Nord, de l'Angleterre et de la Suisse (6).

Qu'il s'agisse du récit de ses observations en 1836 ou de la critique du livre de Cherbuliez [cf. (6)²], Tocqueville s'abstient de toute allusion à des événements particuliers ; il forme ses jugements *sine ira et studio*. La question principale est celle de l'Etat helvétique : cet Etat est-il capable, avec les institutions qui forment son pacte, de suffire à ses besoins ?

Après une analyse succincte de *l'histoire*, Tocqueville passe à *l'analyse politique* de la Confédération ; la thèse de ce chapitre est la suivante : « *Il y a des cantons, il n'y a pas de Suisse* ».

(5) La direction du ministère des Affaires Etrangères par Alexis de Tocqueville a été d'assez courte durée (du 2 juin au 31 oct. 1849), mais à une époque où sa parfaite connaissance de la Confédération était particulièrement précieuse à celle-ci.

Les œuvres-mêmes de Tocqueville contiennent, outre deux travaux spéciaux sur la Suisse, maintes observations des plus intéressantes. Leur ensemble a été étudié et réuni dans une publication importante par M. DURR, professeur à l'Université de Bâle. Son travail, très clair et documenté, a paru dans les annales historiques bâloises en 1925 ; cf. : DURR, Emil : « *Die Demokratie in der Schweiz nach der Auffassung von Alexis de Tocqueville* ». *Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde*, vol. 23/1925, pp. 225-279.

Pour notre résumé, nous ne pouvons que nous référer à ce travail dont les conclusions sont pleinement confirmées par les recherches que nous avons faites aux Archives des A.E.

(6) Les œuvres de Tocqueville dans lesquelles il parle de la Confédération suisse sont :

1. « *Voyage en Suisse* », 1836.
2. Rapport présenté le 15 janvier 1848 à l'Académie des Sciences morales et politiques, sur l'ouvrage de M. Cherbuliez : « *De la Démocratie en Suisse* ».
3. « *Souvenirs* » de l'année 1848.
4. La correspondance avec le comte Arthur de Gobineau, 1850-54 [publ. par L. SCHEMANN].

Tocqueville décrit, par contraste, la constitution du royaume d'Angleterre, démocratique, mais uni par un fort pouvoir central.

Dans presque tous les cantons suisses, la liberté de la presse est une institution très récente ; la liberté individuelle n'y est garantie que très incomplètement ; les tribunaux n'y sont pas absolument libres, et il n'y a pas de cour d'assises. Les droits politiques du peuple ne datent que de 1798.

Les *mœurs* politiques des deux pays sont aussi différentes que leurs *institutions*. La collaboration du citoyen à la vie publique fait défaut à la Suisse. La liberté de la presse et le droit d'association y sont considérés comme des moyens révolutionnaires. Les Suisses n'ont pas encore « cette répugnance à l'emploi de la force, sans laquelle il n'y a pas de nation libre ».

Le *pacte fédéral de 1815* est trop « vague ». Les Suisses n'ont pas donné à leur gouvernement fédéral le pouvoir de faire ce qu'il a le droit d'exécuter ». « La Diète ressemble à un homme très fort dont tous les membres sont plus ou moins frappés de paralysie ». Le pouvoir judiciaire fédéral fait défaut ; le pouvoir législatif est lié par le système des instructions ; le Vorort est impuissant par suite des trop grands droits de la Diète, du changement bi-annuel de lieu et de personnes et de l'attribution du pouvoir exécutif central à un gouvernement cantonal.

L'armée est une épée à laquelle la poignée manque.

Tocqueville indique comme moyens de sortir de cette intenable situation : le droit, à donner au Vorort, de s'adresser aux citoyens sans entremise des cantons, ou une *représentation du peuple à côté de celle des Etats*. Il est l'adepte fervent du système des deux Chambres.

Après la *critique du pacte de 1815*, Tocqueville en vient à la question de savoir si sa *revision aurait un sens* ⁽⁷⁾. Elle serait difficile, vu le fédéralisme « enraciné par la nature même du pays » ; elle serait même dangereuse par l'opposition des can-

(7) *Œuvres complètes*, I. 464.

tons intérieurs à un gouvernement central fort ; la revision n'est pas non plus d'une urgente nécessité, le naturel des hommes étant « généralement paisible ». Une Suisse fortement constituée serait tentée de se mêler... à la politique européenne. Au reste, le renouvellement se fait lentement depuis quarante ans.

Toute revision du pacte devra être fédéraliste, selon Tocqueville. Une Suisse unitaire et républicaine ne saurait se maintenir longtemps neutre et intacte, environnée des monarchies représentatives de l'avenir. Qu'on améliore le pacte fédéral (ou, les difficultés s'accumulant, qu'on le garde encore), mais, déclare Tocqueville, on ne devra pas arriver à la république unitaire.

Telles sont les opinions principales d'Alexis de Tocqueville, sur l'état de la Confédération en 1836.

Tocqueville est convaincu que la Suisse ne restera pas étrangère aux grands bouleversements qui se préparent en Europe (8). Sa constitution ne la préservera ni de désordres intérieurs, ni des prétentions des puissances. Puisqu'à l'heure actuelle, conclut-il, un changement du pacte est impossible, la crise doit venir, avec d'autant plus de certitude que le mouvement national pousse les Suisses à l'unitarisme et à l'idée de jouer un rôle en Europe. La Confédération se verra à son tour aux prises avec les problèmes qui agitent les autres Etats européens : légitimisme et révolution, politique de dynasties ou politique de liberté nationale.

Tocqueville a prédit, en 1836, le conflit intérieur qui divisera la Suisse et la menacera dans son existence ; il élèvera la voix de nouveau, après la guerre du Sonderbund, au moment où les puissances continentales s'engageront à peser sur la Confédération pour l'empêcher de reviser son pacte.

L'occasion pour Tocqueville de s'occuper de la Suisse, se présente à propos du livre « De la Démocratie en Suisse », dédié

(8) *Œuvres inédites*, VIII pp. 470-472.

par son auteur, Cherbuliez, à l'Académie des Sciences morales et politiques. Le volume avait paru en 1843. Tocqueville le commente le 15 janvier 1848 seulement : indication certaine que Tocqueville a choisi le moment favorable pour exposer ses idées sur la Suisse. C'était l'époque de la discussion de l'adresse trois jours avant le départ de la nouvelle *note identique* adressée à la Diète helvétique. Le compte-rendu de Tocqueville à l'Académie « n'était pas seulement un discours, mais le moment en fit une confession et un acte politique. C'était, pour ainsi dire, une contribution académique au débat de l'adresse, une noble leçon pour son collègue à l'Académie, le Président du Conseil et historien Guizot » (9). *C'est donc sous la Coupole que le futur ministre a commencé sa politique étrangère, du moins en ce qui concerne la Suisse.*

Tocqueville place le mouvement démocratique suisse dans le cadre de l'évolution générale (10). « Si le théâtre est petit, le spectacle a donc de la grandeur ; il a son originalité par la multiplicité des races, des langues, des circonstances religieuses, des deux classes de société ».

La Révolution n'a pas laissé de profondes traces en Suisse ; l'effet produit par la Restauration y est d'autant plus grand. L'antagonisme entre les mœurs politiques de l'ancien régime et les tendances modernes amène des mouvements révolutionnaires plus violents que dans d'autres Etats. Depuis 1830, nombre de cantons ont évolué dans le sens démocratique, tandis que la Confédération en est restée à l'état de 1815. Or, les démocraties représentatives remplaceront les démocraties pures (Lands-gemeinde).

Ensuite, Tocqueville démontre combien incomplète est encore la formation du *pouvoir législatif* dans certains cantons. Le *pouvoir exécutif*, nommé par celui-ci, est conditionné et lié par

(9) DURR, *op. cit.* p. 253. M. Guizot n'assistait pas à cette séance. (Procès-verbal de la séance [vol. 1848], p. 382, signé de M. Mignet). Renseignement dont je remercie particulièrement M. H. de Montfort, secrétaire de l'Académie des Sciences morales et politiques.

(10) Le livre de Cherbuliez, anti-démocratique, n'est que le prétexte d'une

la chambre élective et ne jouit pas de la plénitude de droits dont il a besoin. — « C'est le pouvoir judiciaire qui est principalement destiné, dans les démocraties, à être à la fois la barrière et la sauvegarde du peuple ». « La justice est une puissance de tradition et d'opinion qui a besoin de s'appuyer sur des idées et des mœurs judiciaires ». Or, celles-ci n'ont pas encore acquis, dans le peuple suisse, la place qui leur revient ; la justice n'y est pas encore assez indépendante.

Tocqueville compare la démocratie suisse à celle de l'Etat de New-York, bien plus avancée.

La faiblesse du pouvoir exécutif fédéral est un peu compensée par le fait que le parti démocratique lui a donné une base : « La démocratie lui créait une politique extérieure », reposant sur « l'esprit public national ». L'interprétation du pacte par la pensée nationale suppléera aux lenteurs de l'évolution vers la démocratie représentative. « *Ce qu'il y a de certain, c'est que désormais, quelles que soient les modifications apportées à la lettre du pacte, la constitution fédérale de la Suisse est profondément et irrévocablement altérée* (11). *La Confédération a changé de nature. Elle est devenue une chose nouvelle ; une politique d'action a succédé pour elle à une politique d'inertie et de neutralité ; de purement municipale son existence est devenue nationale ; existence plus laborieuse, plus troublée, plus précaire et plus grande* » (12).

Cette conclusion, prononcée le 15 janvier, démontre nettement l'inutilité de l'entreprise de Guizot. On ne pourra empêcher la Suisse, par des notes diplomatiques ou d'autres moyens, de changer sa constitution, car cette constitution *est changée* « *profondément et irrévocablement* », même si elle subsiste dans la forme. Suprême avertissement à Guizot, de ne pas entraver un mouvement si puissant qu'il ne pourrait qu'entraîner tous ceux

défense de la démocratie en général, et d'un exposé critique et bien équilibré sur l'état constitutionnel de la Confédération.

(11) Cf. le texte de la « note identique » du 18 janvier 1848, qui s'attache à la lettre du pacte de 1815, p. 16-17.

(12) *Œuvres complètes*, I, 109, sqq ; passage cité par M. DURR, p. 266.

qui voudraient l'enrayer. Démonstration des plus claires que la démocratie en Suisse, considérée par les conservateurs comme dangereuse pour toute l'Europe, est encore incapable d'une grande action dans l'état de faiblesse où ses défauts l'ont conduite.

C'est la même idée que Tocqueville développe dans sa « Démocratie en Amérique ». Il avait voulu rapprocher amis et ennemis de la démocratie : « Diminuer l'ardeur de ceux qui s'étaient fait une démocratie idéale... et diminuer la terreur de ceux qui ne voyaient dans la démocratie que l'anarchie ». Il voulait « plier leur volonté sous l'idée d'un avenir inévitable, de manière que, les uns ayant moins de fougue et les autres offrant moins de résistance, la société pût s'avancer plus paisiblement vers l'accomplissement de sa destinée » (13).

Le succès ne fut pas immédiat le 15 janvier. Tocqueville s'y attendait. Ce ne sont pas les hommes, mais les événements, qui devaient lui donner raison.

■

Tocqueville a adhéré à la République par devoir. Dans la commission chargée d'élaborer un projet de constitution, il proposa le système des deux Chambres et l'élection indirecte du Président. Par devoir encore, il a accepté le portefeuille des Affaires Etrangères sous la [première] présidence d'Odilon Barrot (14).

Comme *ministre*, Tocqueville avait à s'occuper du problème des réfugiés en Suisse. C'était l'époque de la grande affluence : plus de 11.000 Allemands, quelques milliers d'Italiens, des Hongrois, des Polonais y trouvèrent asile. Mais, il fallait les éloigner. Le chargé d'affaires de Suisse était enchanté du « concours toujours empressé et amical » qu'il obtenait du ministre (15). Les difficultés s'accumulèrent au mois d'août; le départ des *réfugiés-chefs* et des détachements de partants volontaires s'ef-

(13) *Œuvres inédites*, I. 427.

(14) *Souvenirs*, p. 310 sqq.

(15) *Barman au Conseil fédéral*, 9 août.

fectuait avec une extrême lenteur. « Les dispositions de M. de Tocqueville nous sont on ne peut plus favorables », écrit le 19 août Barman au Conseil fédéral (16).

Tocqueville offrit à la Suisse de transporter les réfugiés non-français à travers la France jusqu'au Havre et de les embarquer, selon leurs désirs, pour l'Angleterre ou pour l'Amérique, aux frais de la France et de la Suisse (puis de la France toute seule, par la suite).

Le ministre fit de son mieux pour détourner le danger d'une intervention étrangère en Suisse (17). Même lorsqu'il se vit forcé de parler plus haut, contre le trop grand empressement et l'indulgence exagérée des radicaux suisses pour les réfugiés, il le fit pour éviter des complications à la Confédération (18) et avec les ménagements que méritait, à son avis, cet Etat nouvellement constitué.

Tocqueville regretta, vis-à-vis de Barman, les paroles hostiles à la Suisse du ministre de l'Intérieur, Dufaure, à l'Assemblée législative, mais il ne les trouva pas déplacées en tant qu'elles se rapportaient à Genève (19).

Le 31 octobre, le ministère Odilon Barrot fut contraint par le Président de la République de démissionner. « Quant à moi, écrit Barman à Berne (20), je regrette, dans l'intérêt de ma mission, la franchise et la bienveillance que je rencontrais chez M. de Tocqueville ».

Son portefeuille cédé à son successeur intérimaire le général d'Hautpoul, Alexis de Tocqueville ne cessa de s'intéresser à la Confédération (21). C'est surtout dans ses lettres échangées avec

(16) « Mais, malheureusement, tous ne les partagent pas. Les employés, entre autres, élèvent maintes difficultés ». *Barman au Conseil fédéral*, le 19 août 1849.

(17) Le ministre eut des conférences avec l'envoyé de Prusse, *Hatzfeld*, le 11 juillet 1848.

(18) Cf. p. 289 ; cf. aussi les conclusions de M. DURR, *op. cit.*, p. 271.

(19) *Barman au Conseil fédéral*, les 30 et 31 octobre 1849.

(20) *Barman au Conseil fédéral*, le 1^{er} novembre 1849.

(21) M. DURR s'occupe, dans la dernière partie de son travail, d'Alexis de Tocqueville et d'Arthur de Gobineau, d'après leur correspondance.

Arthur de Gobineau que l'ancien ministre plaida la cause de la démocratie fédérale contre les vues pessimistes et les penchants réactionnaires de son correspondant (22).

« Il y a un monde intellectuel entre votre doctrine et la mienne ».

Parole qui sépare à la fois deux opinions politiques personnelles — et deux genres de République : celle qui préparera l'Empire, et celle des démocrates convaincus dont le ministre Odilon Barrot, avec Alexis de Tocqueville aux Affaires Etrangères, fut un des derniers représentants.

c) *Le général de La Hitte*

Ministre des Affaires Etrangères dans le « ministère du Président », le général de La Hitte — « dont il n'y avait rien à dire en bien ou en mal » (23) fut « homo novus » (24) aussi dans les affaires helvétiques. Il suivit la politique de son prédécesseur. « Peu enclin, par caractère, à envenimer les choses », il garda pour la Suisse des dispositions très bienveillantes.

Dans la querelle personnelle entre Reinhard et Druet, le ministre chercha à calmer la rancune de l'ambassadeur.

La Hitte suivit la voie tracée par Tocqueville dans l'affaire des réfugiés : il touchait à son but, quand il dut abandonner son portefeuille.

Le grand service qu'il rendit à la Suisse et à la paix fut le refus catégorique qu'il opposa aux insinuations austro-prussiennes au début de mars 1850. Il leur répondit que la France ne resterait pas neutre en cas d'attaque contre la Confédération.

Le congé donné au ministre Odilon Barrot avait été fâcheux pour la Suisse. Mais, dans son ensemble, l'attitude du général

(22) Cf. DURR, E., *op. cit.* p. 271-279. Gobineau ne voit d'autre moyen, pour ramener les Suisses radicaux à la raison, que de les « frapper dans leurs intérêts matériels ». Cf. les notes citées dans le chapitre sur *Salignac-Fénelon* qui professe ces mêmes idées (pp. 144 sqq.).

(23) OLLIVIER, Emile : *L'Empire libéral*, II, 260.

(24) Jean-Ernest Ducos, *Vicomte de La Hitte*, 1789-1878.

de La Hitte compensa dans une large mesure la perte que faisait éprouver à la Confédération la démission du cabinet dont faisait partie Tocqueville (25).

A la fin de son ministère, cependant, le général se montra mécontent de l'affaire des réfugiés ; il se plaignit à Barman du « peu d'appui » qu'il avait trouvé en Suisse (26). Cette mauvaise humeur se transmet à son successeur. « Au point de vue Suisse, rien n'est amélioré », écrit Barman, lors de la rentrée au ministère de Drouyn de Lhuys (27).

d) *Le Baron Brenier*

Ministre du 24 janvier au 10 avril 1851, le baron Brenier (28) réserva toujours un accueil empressé au chargé d'affaires de Suisse.

Dans l'affaire de Neuchâtel, il suivit la politique pratiquée par les cabinets précédents.

e) *Jules Baroche*

Aussitôt que ce ministre (29) fut porté à la direction de la poli-

(25) Cf. ce que HUBNER (ambassadeur d'Autriche) note dans ses « *Souvenirs* », p. 3, 9 janvier 1851) : « Complètement étranger aux affaires étrangères, mais esprit conciliant, cœur d'or, loyal, désireux de faire de son mieux, d'une humeur égale et d'une politesse exquise, le « beau La Hitte », comme on l'appelait sous la Restauration, a su gagner les sympathies du corps diplomatique qui le voit partir avec regret. Au physique, beau type militaire et de gentilhomme de vieille roche ».

(26) *Barman au Conseil fédéral*, 11 janvier 1852 : « Je regrette M. de La Hitte, malgré les fâcheuses dispositions qu'il a dévoilées en dernier lieu. Je l'ai vu quelques instants avant sa sortie de l'hôtel des Capucines [Ministère des A.E.] : il s'est plaint du peu d'appui qu'il a trouvé en Suisse ».

(27) *Même dépêche*.

(28) *Alexandre-Anatole-Henri-François Brenier de Renaudière*, né en 1808 [?], mort à La Lacassière (Indre-et-Loire), le 28 mars 1885. Il entra au service des Affaires Etrangères le 1^{er} janvier 1826 et fit une carrière de diplomate.

(29) *Pierre-Jules Baroche*, né le 18 novembre 1802 à La Rochelle, mort à Londres le 29 octobre 1870.

1823 : reçu avocat. Baroche fut deux fois bâtonnier. 1847 : député, 1848 : représentant, Baroche passe peu à peu à la droite. 1849 : à l'Ass. législative. 1850 : ministre de l'Intérieur. 1851, du 10 avril au 26 octobre : ministre des Affaires Etrangères. 1851, 2 déc. : Vice-président de la commission consultative. 1852 : Président du Conseil d'Etat, ayant droit de prendre part aux

tique étrangère, le mouvement israélite dans les cantons suisses s'accroît. Les pétitions adressées au ministre augmentèrent en nombre et devinrent plus longues ; les plaintes présentées à l'ambassadeur à Berne et au ministre se multiplièrent ; le Consistoire Central obtint des audiences répétées (30). En septembre et octobre, l'obstination des différentes autorités cantonales s'opposant à l'admission même temporaire des Juifs sur leur territoire et les plaintes adressées au ministre par les Israélites de France, pour leurs coreligionnaires, créèrent un certain malaise dans les relations des deux gouvernements.

Les autres affaires (proscrits politiques, médiation entre le gouvernement valaisan et couvent du Saint-Bernard), se traitèrent normalement.

Le chargé d'affaires de Suisse n'eut jamais à se plaindre de Jules Baroche.

f) *Le Marquis de Turgot*

De tous les ministres auxquels la Seconde République confiait sa politique étrangère, le marquis de Turgot (31) fut le plus réservé dans ses relations avec le chargé d'affaires de Suisse (32).

Dans les premiers six mois, son mécontentement au sujet de la Suisse fut à peu près constant. Il fallut une intervention du

délibérations des ministres. 1855 : Grand' Croix de la Légion d'Honneur. 1860 : Ministre des Aff. Etr. ad intérim. ; novembre : ministre sans portefeuille, membre du Conseil privé. 1864 : sénateur. En 1869, il donna sa démission de ministre. 1870 : Baroche propose, le 4 sept., de lever la séance du Sénat. Baroche se retire de la vie politique et meurt peu après.

(30) Cf. NORDMANN Achille. « *Die Juden im Kanton Baselland* », p. 230, note 74 : Dans les documents, on nomme, outre Rothschild, Baroche comme homme de confiance des Juifs. Il fut alternativement ministre de l'Intérieur et des A.E. (1851).

(31) Louis-Félix-Etienne, Marquis de Turgot, 1796-1866, ministre des Affaires Etrangères : 26 octobre 1851 - 28 juillet 1852. Ambassadeur à Madrid : 12 mars 1853. Ambassadeur à Berne : 24 août 1858 (effectivement 9 déc.) - 13 sept. 1866 (effectivement 1^{er} octobre 1866).

(32) Barman au Conseil fédéral, 2 janvier 1852. Barman croit le marquis « sans mauvaise disposition pour la Suisse, mais il n'a point l'habitude des affaires et connaît peu les nôtres ». Le 5 janvier, Barman écrit : Quant au chef [Turgot], je ne puis suivre un raisonnement avec lui... » [affaire des Juifs français, et tendances interventionnistes de Schwarzenberg].

Prince-Président pour l'empêcher d'user contre la Confédération des mesures de rigueur proposées par le prince Schwarzenberg après le Nouvel-An (33).

On ne peut pas dire que le marquis de Turgot ait eu des sentiments hostiles à la Suisse ; aussi faut-il tenir compte du caractère emporté des dépêches de Salignac-Fénelon qui était, au début de l'année, précisément dans la période la plus féconde de sa correspondance politique. Le marquis de Turgot (34) connaissait les dispositions du Prince-Président pour la Suisse. Il eut donc tout le mérite d'avoir servi son chef et les deux pays en ne donnant aucune suite aux mémoires que Salignac envoya à Paris.

Les relations eurent tendance à s'améliorer lorsque Salignac eut reçu des instructions prescrites mot à mot. Elles devinrent même aisées en mai et juin, et restèrent correctes jusqu'au moment où Turgot céda la place à Drouyn de Lhuys (35).

Rien ne les troubla sérieusement dans les quatre derniers mois qui précédèrent la proclamation de l'Empire.

(33) Ce fut le 8 ou le 9 janvier 1852. Turgot se ravisa, et peu de temps après, le prince Schwarzenberg se rétracta de son côté. Le marquis dut être satisfait de son succès. En novembre 1852, lors d'un dîner à l'ambassade d'Angleterre, il parla de nouveau du service qu'il avait rendu à la Suisse en empêchant l'intervention de l'Autriche. *Lég. Suisse, Corr.* ; *AF Berne*, 16 nov. 1852.

(34) HÜBNER (*Souvenirs*, p. 31) écrit le 4 novembre 1851 : Le comte de Turgot « tient un langage... on ne peut plus conservateur ». En janvier, Turgot se montra moins sûr vis-à-vis de ses adversaires que vis-à-vis de la Suisse (note du 24 janvier !) ; cf. HUBNER, *op. cit.*, p. 54, 20 janvier 1852) : « Tout le monde parle crise ministérielle, Turgot est dans ses petits souliers ».

(35) Le 28 juillet 1852.

III. LES REPRÉSENTANTS DIPLOMATIQUES DE LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AUPRÈS DE LA CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE

a. Les ministres de la Deuxième République accrédités à Berne

Lamartine, se conformant au protocole établi à Aix-la-Chapelle, supprima le titre d'ambassadeur pour les représentants de la République à l'étranger. Ce furent des ministres plénipotentiaires, envoyés extraordinaires, que le gouvernement délégua dans les capitales où se trouvait jusqu'alors une ambassade de France.

1. *Le général Thiard*

Après le départ de Bois-le-Comte, Charles Reinhard fit l'intérim de la légation à Berne. Nommé le 4 mars, le nouveau ministre, général Thiard, entra en fonctions le 14 avril (1).

Dernier né d'une famille d'ancienne noblesse, le jeune comte Auxonne-Théodore Thiard de Bissy était destiné à la carrière militaire. A quinze ans — il était né en 1772 — il entra dans le régiment du roi-infanterie. Son instruction était assez incomplète. La Révolution le jeta dans la solitude d'un village de la Forêt-Noire ; c'est là que ses idées évoluèrent sous l'influence d'un pasteur protestant d'idées avancées. Ce fils d'une famille royaliste devint un ardent démocrate ; du reste, il gardera

(1) *Thiard* arriva à Berne le 6, fut reçu en première audience par le Président de la Diète le 8 et présenta ses lettres de créance le 14 avril 1848 (cf. fs. Suisse 561/144, du 7 avril, 561/146 du 9, et 561/153 du 14 avril 1848). *La Suisse*, journal imprimé en français paraissant à Berne, n° 90 du même jour.

fidèlement et défendra avec courage ses nouvelles convictions.

Après le 18 brumaire, Thiard renonça définitivement à ses titres de noblesse. Il remplit des fonctions importantes sous le gouvernement consulaire et fut, notamment, chargé de missions à Carlsruhe et à Stuttgart (2). Ni son titre d'attaché à la suite de l'Empereur en Prusse, ni sa nomination de gouverneur de Dresde (3) ne réussirent à lui faire abandonner ses idées démocratiques.

Des lettres adressées à sa femme et où il les exposait, furent saisies. Napoléon qui en fut averti, relégua Thiard dans ses propriétés de Saône-et-Loire.

Simple officier de la garde nationale (1814), Thiard, toujours fidèle à ses principes, entre dans un complot formé contre Louis XVIII. Au lieu de combattre Napoléon au retour de l'île d'Elbe, il prend du service dans son armée. Mêlé aux intrigues révolutionnaires, après Waterloo, il préfère six mois de prison à l'exil. De 1820 jusqu'à la chute de Louis-Philippe, Thiard représente à la Chambre le parti dit révolutionnaire.

Le 4 mars 1848 est la date de sa nomination de ministre en Suisse, le 20 mai 1849 celle de sa démission et de sa retraite dans la vie privée. Il mourut à Paris, le 28 juin 1852.

Thiard était bien l'homme qu'il fallait pour maintenir les meilleurs rapports entre les deux Républiques (4). L'échec du projet d'étroite alliance formé par Lamartine ne saurait lui être imputé (5).

(2) Intermède militaire : sa défense de Raguse contre les Russes.

(3) Thiard contribua à faire élever l'électeur de Saxe à la dignité de roi.

(4) Cf. LAMARTINE, *Histoire de la Révolution de 1848* (éd. 1859, Garnier) t. II, livre XI^e, p. 137 : « A Berne, il envoya M. de Thiard, homme de nom aristocratique, d'esprit étendu, de coup d'œil exercé, dévoué depuis la fin de l'émigration et depuis la chute de l'Empire à l'opposition libérale. Les vétérans dans ce parti, dans le *National*, considéraient une ambassade offerte à M. de Thiard comme un gage donné à leur opinion. Le ministre des Affaires Etrangères le croyait très propre à pratiquer la diplomatie républicaine mais antidémagogique qu'il voulait faire prévaloir ».

(5) Cf. LAMARTINE, *Révolution de 1848*, tome II (livre XI), p. 137. « Il [sc. Lamartine] lui recommanda les plus grands ménagements envers la Suisse, dont il voulait conquérir la cordialité, ce préliminaire des alliances ; il ne réussit pas autant qu'il l'aurait désiré, soit que l'ambassadeur ne fit

Thiard connaissait la Suisse ; il y avait des amis ; il s'en créa de nouveaux. Grâce à sa parfaite compréhension de la politique fédérale, la transition du pacte de 1815 à la nouvelle constitution ne suscita aucune difficulté entre les deux pays (6). Il n'en sera pas toujours de même avec ses successeurs.

Le général ne négligeait rien pour servir les intérêts de la République helvétique. Il atténue l'effet de dépêches alarmantes (7) ; il s'efforce d'obtenir, pour la Suisse, des concessions dans la perception des droits de chancellerie (8), au sujet de l'admission d'ouvriers suisses en France (9) et de l'amnistie accordée aux déportés et détenus compromis dans les journées de juin (10). Ces mesures favorables à la Suisse ne devaient pas manquer au moment où Peel s'aliénait les sympathies suisses pour l'Angleterre (11) de « raffermir notre influence et la bienveillance des populations à notre égard » (12)

Avant la mise en vigueur de la nouvelle constitution, Thiard demande des instructions et éventuellement de nouvelles lettres de créance. « Vous sentirez comme moi, Monsieur le Ministre, combien il sera utile de me mettre en mesure d'être le premier à reconnaître le nouveau gouvernement helvétique » (13).

Toutes ces propositions étaient, assurément, faites dans l'in-

pas suffisamment sentir cette inclinaison de la France vers la Suisse, soit que la Suisse craignît de se compromettre avec une République qui n'avait que des jours d'existence... ».

(6) Cf. pp. 66-69.

(7) Cf. Thiard à Bastide, 14 juillet 1848 (fs. Suisse 562/30), au sujet de la note adressée aux Allemands par Becker : « L'adresse de Becker n'a pas plus d'importance qu'en aurait aujourd'hui une note de M. Guizot datée de Londres ».

(8) Droits augmentés, par ordre du gouvernement, et portés à un taux très élevé, en août 1848. Thiard en propose la réduction provisoire.

(9) Cf. Thiard à Bastide, 6 sept. 1848 ; 7 sept (fs. Suisse 562/181).

(10) Ibid., 7 sept. 1848 (fs. Suisse 562/181) [accordée le 8 sept. (562/184)].

(11) Sur la singulière démarche de Peel auprès du Président du Vorort, cf. Thiard à Bastide, 7 sept. (loc. cit., n. 4), et 4 novembre (fs. Suisse 562/282). Thiard avait déjà plaidé la cause des intérêts suisses au moment où l'intervention malencontreuse de Peel avait porté à l'Angleterre une atteinte sensible. L'occasion était propice pour gagner à la France des sympathies en Suisse (cf. pp. 66-67).

(12) Ibid., 2 déc., fs. Suisse 562/317.

(13) Thiard à Bastide, 4 novembre 1848 (fs. Suisse 562/282).

térêt de la République Française. Qui pourrait en vouloir au ministre de France ? Mais en même temps, le zèle du général révèle sa sympathie véritable pour la Confédération. Il en fournit des preuves qui restèrent ignorées, notamment dans la question du rappel des régiments suisses engagés à Naples.

Thiard s'était vivement indigné de l'usage que le roi de Naples avait fait des régiments enrôlés uniquement pour le service extérieur du royaume. Le ministre de la République ne **cacha pas son étonnement** du fait que les autorités cantonales et fédérales laissaient quatre régiments au service de la réaction. Il prépara en sous-main avec d'autant plus de soin leur rentrée à travers la France. La Suisse n'arrivant pas à rompre les contrats signés, l'empressement que Thiard avait mis à résoudre rapidement cette affaire resta inutile (14).

Le général Thiard était un de ces libéraux que l'âge n'avait pas changés. Un sentiment élevé de justice dirigeait ses actes et ses paroles. Sa politesse de fin diplomate n'entravait en rien sa sincérité. Qu'il s'agisse d'obtenir l'élargissement de l'évêque Marilley, ou de répondre au Pape, l'attitude de Thiard est nette : éviter des violences contre l'évêque enlevé par force, et recommander, d'autre part, au Saint-Siège, la destitution du prélat militant (15). Thiard sert la cause de la paix en Suisse, sans jouer, comme jadis le faisait Bois-le-Comte, avec les partis (16).

A peine un mouvement conservateur se dessine-t-il à Fribourg ou à Neuchâtel que Thiard attire l'attention de son gouvernement sur le danger d'une résurrection du Sonderbund (17). Fri-

(14) Cf. pp. 51-56.

(15) Les entretiens de Thiard avec le Conseil fédéral revêtaient un caractère strictement privé. Thiard à Bastide, 30 oct. 1848 (fs. Suisse 562/276) : « ...cette affaire n'a donné lieu à aucune conversation diplomatique entre moi et des autorités cantonales ou fédérales ».

(16) Thiard à Drouyn de Lhuys, 17 mars 1849 (fs. Suisse 563/28), lors d'une mésintelligence entre le Conseil fédéral et le gouvernement bernois : « De chaque côté, on me fait des confidences, et je cherche autant qu'il est en moi à les mettre d'accord ».

(17) Cf. Barman au Conseil fédéral, 11 nov. 1848 : « Presque tous les membres du corps diplomatique m'ont parlé de l'échauffourée de Fribourg à laquelle on attribue des proportions exagérées. M. Thiard lui-même a pu

bourg, Lucerne ⁽¹⁸⁾ et les cantons intérieurs sont l'objet de ses soucis constants. Neuchâtel y tient une place à part ⁽¹⁹⁾.

Pour les adversaires de la nouvelle Confédération, Thiard trouve des paroles dures. Il traite d'insolente l'attitude de Radetzky à l'endroit de la Suisse : « Sa barbarie égale sa cupidité » ⁽²⁰⁾. Il relève l'inconséquence de la politique austro-prussienne, qui invoque tantôt la souveraineté cantonale, tantôt la responsabilité de la Suisse entière en matière de droit d'asile ⁽²¹⁾. Les radicaux suisses ont une place de faveur dans les rapports du général. Ses avis sur les personnages politiques sont autant de témoignages sur ses opinions.

Ochsenbein qui, dans les portraits tracés par Bois-le-Comte, n'avait échappé ni aux interprétations les plus défavorables, ni au ridicule de la caricature ⁽²²⁾, apparaît dans les dépêches de Thiard sous une lumière plus juste, quoiqu'il ne fût pas l'ami de la France ⁽²³⁾.

James Fazy est dépeint sous les traits de l'homme politique le plus influent de la Suisse romande. Son esprit clair et son activité ne pourront qu'être d'un heureux effet pour les relations

contribuer à cette appréciation inexacte, en présentant l'affaire, au premier abord, à ce qu'on m'a dit, comme une tentative de résurrection du Sonderbund. Je m'efforce de rectifier les idées, tout en regrettant profondément un événement de nature à jeter de l'ombre sur la situation si satisfaisante et si enviable de la Suisse ».

Thiard critique les ultra-radicaux de Fribourg, et voit dans leur intransigeance la cause de la révolte des 24 et 25 octobre ; *Thiard à Bastide*, 27 octobre 1848 (fs. Suisse 562/269) « ...Je persiste dans mon opinion que le parti libéral a par trop abusé de l'influence que l'issue de la guerre du Sonderbund lui a donnée... ».

(18) Cf. *Thiard à Bastide*, 23 août 1848 (fs. Suisse 562/129).

(19) Cf. : 20 janv. 1849 (fs. Suisse 563/1).

(20) *Thiard à Bastide*, 20 septembre 1848 (fs. Suisse 562/209).

(21) *Thiard à Bastide*, 31 juillet 1848 (fs. Suisse 562/77).

(22) *Bois-le-Comte à Guizot* (17 janvier 1848, fs. Suisse 560/104), écrit à propos de « l'ivresse de la victoire » (Siegestrunkenheit) constatée par Munzinger chez le « chef des corps francs » : « Je ne serais pas étonné, Monsieur, d'avoir trouvé l'explication vraie du discours. Ce n'est pas que M. Ochsenbein soit adonné au vin... mais... doué d'un caractère faible et en ayant la conscience, lorsqu'il sent le besoin de se donner plus de courage, il descend à une salle en bas, y prend deux ou trois verres de madère, et revient la tête montée... ». Bois-le-Comte se trompe en prenant à la lettre l'expression de Munzinger.

(23) *Thiard à Bastide*, 22 août 1848 (fs. Suisse 562/126).

des deux nations. La France n'a pas d'ami plus fidèle dans la Confédération que ce président du Conseil d'Etat ⁽²⁴⁾.

Le club de l'Ours et son leader Staempfli obtiennent également un jugement plus bienveillant dans les lettres de Thiard ⁽²⁵⁾.

Sa correspondance atteste l'indépendance et le libéralisme de son esprit. Tel qu'il fut sa vie durant, il resta droit et franc à son poste de diplomate à Berne. Regretté par le gouvernement fédéral et par la population, le premier et dernier ministre libéral de la Seconde République en Suisse céda sa place à son chargé d'affaires, le comte de Reinhard, le 31 mai 1849 ⁽²⁶⁾.

2. Charles Reinhard

Charles-Frédéric-Albert, comte de Reinhard, né en 1802, suivit la carrière diplomatique où son père avait brillé. Une époque moins agitée devait le condamner à une vie calme et à un avancement médiocre malgré les réels services qu'il rendit à son pays. Fidèle serviteur des intérêts de la France, Charles Reinhard s'adapta aussi bien au régime républicain qu'à celui de Louis-Philippe et plus tard au gouvernement de Louis-Napoléon.

Charles Reinhard passa la moitié de sa carrière en Suisse où il arriva en 1837, venant de Francfort et de Stuttgart. Il resta premier secrétaire de la légation à Berne jusqu'à la Révolu-

(24) *Thiard à Bastide*, 21 août 1848 (fs. Suisse 562/114) « ...Vous connaissez son esprit élevé, ses aperçus justes, son influence sur le pays... ». Cf. l'avis d'un ambassadeur conservateur sur Fazy (*Salignac*, 14 mai 1852, fs. Suisse, 570/185) : « M. F. est un homme de beaucoup d'esprit, mais il fait constamment violence à la vérité et je doute qu'il y ait en Suisse un personnage politique qui affirme avec autant d'aplomb les choses qu'il ne croit pas ».

(25) *Thiard à Bastide*, 22 août 1848 (fs. Suisse 562/123) : « Ce jeune homme (il a vingt-huit ans), joint à beaucoup d'esprit naturel de très bonnes études ; il est un peu prolixe dans ses discours, mais s'exprime avec grâce et écrit avec facilité ». Sur le club de l'Ours, cf. pp. 91-93.

(26) Il semble que des raisons de santé aient été le principal motif de sa démission. On avait d'abord parlé d'envoyer M. de Lesseps à Berne, *Barman au Conseil fédéral*, 12 janvier 1848.

tion de Février qui lui donna le poste de chargé d'affaires. Le 13 juin 1848, sa patience fut récompensée par sa nomination d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Dresde, où il vécut les moments les plus heureux de sa vie. Successeur du général Thiard à Berne (31 mai 1849), Reinhard demeura dans cette ville jusqu'au 7 janvier 1852 (27).

A Berne, le comte de Reinhard chercha et trouva ses amis presque exclusivement dans les rangs des conservateurs, notamment des patriciens. Dans ses dépêches, le ministre cite en premier lieu Théodore de Hallwyl (28), Auguste de Gonzenbach (29) et Fischer de Reichenbach (30) qui exerçaient la plus grande influence sur l'aristocratie bernoise. Un autre conservateur bernois, Aubry, lui fournit parfois des nouvelles politiques (31). Parmi les amis personnels de Charles Reinhard, nous trouvons Cramer (32) et le chef du département de justice et police du canton de Berne, Elsaesser (33) qui partage entièrement les vues du ministre sur les nécessités de la politique suisse. Les relations avec le président du gouvernement conservateur à Berne, Bloesch,

(27) *Nominations de Charles-Frédéric-Albert Reinhard (fils) :*

1823, 17 décembre : attaché à Francfort.

1828, 22 décembre : secrétaire à Francfort.

1829, sept. à 1831, 5 février : chargé d'affaires à Francfort.

1833, 5 mars : secrétaire à Stuttgart.

1837, 23 septembre : 1^{er} secrétaire à Berne.

1848, 27 février au 14 avril : chargé d'affaires intérimaire à Berne ; 14 avril au 13 juin : 1^{er} secrétaire à Berne.

1848, 23 juin : envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Dresde.

1849, 31 mai : envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne.

1851, 22 octobre : mis en disponibilité.

Légion d'Honneur : Chevalier : 28 avril 1833, Officier : 27 avril 1839, Commandeur : 1^{er} mars 1847, Grand-Officier : 25 octobre 1851 (*Registres du ministère des Affaires Etrangères*).

(28) Un des principaux promoteurs du mouvement conservateur de 1850.

(29) Conseiller national.

(30) Conseiller d'Etat.

(31) Cf. *fs. Suisse* 565/143, du 19 avril 1850.

(32) Reinhard à Brenier, 7 mars 1851 (*fs. Suisse* 567/175 v). Cramer, « avec lequel je suis très lié ».

(33) Elsaesser, Conseiller d'Etat en 1850. Cf. Reinhard à La Hitte, 1^{er} nov. 1850 (*fs. Suisse* 566/148) : échange de nouvelles politiques ; puis dépêche du 13 décembre 1851 : échange de lettres confidentielles au sujet de la Tribune Suisse, et des pourparlers à propos de la loi bernoise sur la presse (*fs. Suisse* 569/59), etc.

se nouent plus étroitement au cours de l'année 1851 (34). Charles Reinhard choisit aussi ses confidents à la campagne ; citons, entre autres, l'ancien conseiller d'Etat de Berne, Weber « type du paysan bernois » avec qui il s'entretient de l'avenir du canton après les élections conservatrices de 1850.

En résumé, nous ne trouvons aucun libéral parmi ceux qui se lient d'amitié avec le comte Reinhard. Si nous voulions en juger d'après ses relations personnelles, nous rangerions le comte parmi les conservateurs convaincus, mais modérés.

Si l'adhésion de Charles Reinhard à la République fut sans enthousiasme, elle était néanmoins sincère (35). « Fermement résolu, écrit-il à Lamartine, à ne point séparer ma cause de celle de mon pays, je place la détermination que je viens de prendre sous l'égide du nom de mon père, et, le prenant pour exemple, je servirai la République avec la fidélité dont je crois avoir donné des preuves dans les fonctions que j'ai été appelé à remplir jusqu'à présent » (36).

Cette déclaration explique le dévouement patriotique constant que Charles Reinhard mit dans l'accomplissement de sa

(34) Cf. Reinhard à Baroche, 5 juillet 1850 (fs. Suisse 565/317 v), etc.

(35) Reinhard à Lamartine, 1^{er} mars 1848 (fs. Suisse 561/4) : « Monsieur, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'adhère au nouveau gouvernement que vient de se donner la France ».

Cette déclaration assez sèche contraste vivement avec celle que Charles Reinhard envoya au marquis de Turgot (ministre des Affaires Etrangères depuis le 3 décembre 1851), après le coup d'Etat. (Cf. Reinhard à Turgot, 7 décembre 1851, fs. Suisse 569/51) : « ...Quant à mon adhésion aux actes au moyen desquels M. le Président de la République accomplit la mission généreuse et patriotique à laquelle il a consacré son existence, je ne puis que me référer à ma correspondance, mais je vous serais particulièrement reconnaissant, Monsieur le Ministre, de vouloir bien être auprès du Chef de l'Etat l'interprète du zèle et du dévouement que je serais heureux de pouvoir déployer dans la sphère d'activité que sa confiance jugera à propos de m'assigner ».

(36) Reinhard à Lamartine, 1^{er} mars 1848 (fs. Suisse 561/4). Charles Reinhard père avait servi la France sous tous les régimes de 1792 à 1832.

(37) Reinhard à La Hitte, 16 mai 1850 (fs. Suisse 565/212), à propos des pleins pouvoirs donnés au gouvernement radical bernois par le Grand-Conseil : « La carte blanche qui vient d'être donnée à des hommes tels que j'ai dû les dépeindre dans cette dépêche, est de nature à inspirer des craintes fondées sur le maintien de la tranquillité dans le canton de Berne et la situation de la Suisse pourrait fort bien attirer prochainement, l'attention la plus sérieuse des puissances européennes ».

mission. Ses sentiments conservateurs deviennent plus prononcés — ou, du moins, il les avoue plus facilement — au fur et à mesure que la politique du Prince-Président devient plus personnelle. Les avis de Charles Reinhard sur la politique suisse et sur les personnages du pays confirment ce changement lent, mais continu.

Le ministre de France indique le canton de Berne comme le plus important par son territoire et par le nombre de ses habitants et par conséquent comme le plus influent en ce qui regarde la politique de la Confédération tout entière. Le moindre revirement à Berne peut faire osciller la balance politique. Berne est le champ d'observation le plus commode. De là, la très grande place que ce canton occupe dans les rapports de Reinhard. Selon leur importance politique, celui-ci classe après Berne, St-Gall, Lucerne, Vaud, et tous les autres cantons en cinquième lieu ⁽³⁹⁾. Il qualifie le régime radical de déplorable et le parti radical de révolutionnaire ⁽⁴⁰⁾, parti de désordre, versant dans l'anarchie et le communisme. Ces expressions exagérées, qui traduisent un emportement momentané, sont d'ailleurs assez rares dans les dépêches de Charles Reinhard. Une lettre spéciale où il étudie les partis suisses, distingue trois groupes : 1° *conservateurs* ; 2° *libéraux* se rapprochant des conservateurs et *libéraux* sympathisant avec les radicaux ; 3° *gauche radicale* ⁽⁴¹⁾. Cette division correspond exactement à l'état de la Suisse à cette époque. Néanmoins, Reinhard exprime de temps à autre ses vives craintes de voir les radicaux prendre la haute direction des affaires de la Confédération. A la veille des élections au Conseil national ⁽⁴²⁾, il signale à Baroche « l'éventualité de l'entrée de MM. Staempfli, Escher, Steiger et peut-

(38) Reinhard à Brenier, 17 mars 1851 (*fs. Suisse* 567/201).

(39) Reinhard à La Hitte, 11 juin 1850 (*fs. Suisse* 565/279).

(40) Reinhard au ministre, 28 mars 1851 (*fs. Suisse* 567/239). 2 octobre 1851, (*fs. Suisse* 568/259).

(41) Reinhard à Turgot, 13 décembre 1851 (*fs. Suisse* 569/68).

(42) 26 octobre 1851.

être même James Fazy dans le Conseil fédéral comme un danger européen » (43).

Par contre, nombreux sont les adoucissements qu'il apporte dans ses dépêches pour aplanir les difficultés contre lesquelles la Confédération doit lutter (44).

Il éprouve une profonde sympathie pour la Suisse, dont la nouvelle constitution ne lui sourit pourtant guère. Charles Reinhard cherche à comprendre, à expliquer à son chef la vie politique si variée, si compliquée, dont le mécanisme est des plus délicats par suite de la situation de la Confédération au cœur de l'Europe. Ses efforts sont presque toujours secondés par des ministres qui, comme Tocqueville, connaissent personnellement la Suisse — ou des Suisses ; ou qui, comme La Hitte, marquent leur bonne volonté (45). Reinhard défend même le Conseil fédéral contre les reproches de mauvaise volonté qui se

(43) Reinhard à Baroche, 12 septembre 1851 (*fs. Suisse* 568/244 sq.). « C'est aux conservateurs suisses qu'il appartient de faire ce qu'il dépendra d'eux pour écarter cet immense danger... » « Je considère comme un devoir imposé aux gouvernements qui s'accordent pour combattre l'anarchie et le communisme de prendre dès à présent en considération sérieuse les mesures qui, le cas échéant, seraient à adopter pour ne point laisser allumer ici un foyer d'incendie, qui, plus que partout ailleurs, serait dangereux pour la cause de l'ordre et de la civilisation ».

Reinhard emploie le mot « danger européen » dans sa dépêche du 2 octobre 1851 (*fs. Suisse* 568/259), où il constate que « d'après l'aspect que la Suisse présente en ce moment, la réalisation de cette extrémité [élection au Conseil fédéral de Staempfli, Escher, Steiger, Fazy] ne semble pas probable, quels que soient les efforts faits dans ce sens par les chefs du parti révolutionnaire ».

(44) Nous citons, entre autres, quelques passages des rapports envoyés à Berne par le chargé d'affaires de Suisse à Paris, Barman :

2 janvier 1850 (conversation avec le directeur politique). « Cette conversation m'a du reste prouvé de plus en plus la bienveillance des rapports de M. Reinhard ».

1^{er} avril 1850 : « Mauvaise humeur éclatera quand on connaîtra votre réponse à M. Reinhard, à moins qu'il ne l'ait adoucie, comme il y est assez disposé ». (Au sujet des réfugiés politiques, cf. 4 avril).

4 avril 1850 (audience de Barman chez La Hitte, au même sujet) : « Vous pouvez inférer, Monsieur le Président, de cet échange de paroles que M. Reinhard a rendu compte avec ménagements, ce qui est du reste dans ses habitudes ».

(45) Barman au Conseil fédéral, 4 avril 1850, sur les dispositions bienveillantes de La Hitte à l'égard de la Suisse.

glissent dans les rapports du général Gemeau sur les réfugiés politiques à Genève (46).

Dans la lettre du 2 avril 1850 (47), Reinhard exprime, de nouveau, sa conviction « que le Conseil fédéral a fait tout ce qui a dépendu de lui pour faire son devoir dans la question des réfugiés, que des résultats ont été obtenus et que, s'ils n'ont pas été entièrement satisfaisants, *il faut s'en prendre aux institutions de la Suisse qui ne donnent aucun pouvoir réel au Conseil fédéral*, et non aux hommes d'Etat qui dirigent la Confédération ».

Le talent du comte Reinhard était un talent de conciliateur ; la médiation discrète lui réussissait mieux que la décision immédiate dans les difficultés qu'il avait à résoudre. Il protégea le catholicisme avec zèle, mais malgré ses sympathies pour les conservateurs, on ne peut lui contester un sentiment élevé de justice vis-à-vis des radicaux. Il blâme l'intransigeance du plénipotentiaire du Saint-Bernard ; il retient les Fribourgeois impatients, les incitant à « employer des voies régulières pour reconquérir leur indépendance » (48). Bref, toute son activité à l'intérieur de la Suisse dénote un réel désir d'y créer une atmosphère de paix, et d'enlever par le maintien de l'ordre, tout prétexte d'intervention aux cours de l'Europe centrale. Même dans les moments d'aigreur entre Druey et Reinhard, celui-ci prend nettement parti pour la Suisse dans l'affaire de Neuchâtel.

La mission du comte Reinhard était difficile à remplir.

Radicaux suisses d'un côté, allures conservatrices de la République Française, de l'autre, cela dit tout. Il a pleinement réussi dans sa tâche. Charles Reinhard, tout en restant l'envoyé de la France, a été, à maintes reprises, l'avocat-défenseur de la Confédération auprès de son gouvernement.

(46) Reinhard à La Hitte, 12 avril 1850 (fs. Suisse 565/124).

(47) Reinhard à La Hitte, (fs. Suisse 564/333 v).

(48) Reinhard à La Hitte, 16 mai 1850 (fs. Suisse 565/220) : « Puissent les Fribourgeois attendre jusqu'à ce que l'avantage obtenu par les conservateurs dans le canton de Berne ait porté les fruits désirables... ».

3. — *Le Comte de Salignac-Fénelon*

. Le secrétaire de légation.

La correspondance politique du comte de Salignac se distingue de celle de Charles Reinhard par la longueur de certaines dépêches, par un nombre de mémoires circonstanciés sur l'état politique de la Confédération, et dans son style, par la véhémence avec laquelle il traite tous les adversaires des conservateurs.

Quand le comte Reinhard parle simplement de « parti révolutionnaire », son successeur est d'avis que « les élucubrations de l'esprit révolutionnaire en Suisse seraient dignes de figurer à côté des documents fournis par les plus mauvais jours de 1793 » (49). Ajoutons que de telles exagérations et nombre de propositions du comte de Salignac ne pesèrent que peu sur les décisions du cabinet, et encore moins sur celles du Prince-Président. Les dépêches de ce ministre n'en contribuent que mieux à l'étude de ses opinions et de son caractère par où s'expliquent ses actes politiques.

La patience du jeune comte de Salignac, qui débuta dans la diplomatie à 21 ans comme attaché à Darmstadt fut mise à une pénible épreuve. Ce n'est qu'au bout de dix ans de services qu'il fut nommé au poste de secrétaire à Francfort, et, en mars 1848, à celui de chargé d'affaires provisoire. Il chercha à briller dans son rôle de chef de mission. Peut-être même alla-t-il trop loin. Le nouveau chargé d'affaires de France, Savoye, demanda sa révocation immédiate le 23 mai 1848 (50). Salignac fut alors

(49) *Salignac à Turgot*, 14 juin 1852 (*fs. Suisse* 570/325).

(50) *Savoye à Bastide*, 23 mai 1848 (*fs. Francfort* 805/166).

nommé secrétaire à Berne ⁽⁵¹⁾. Mais le poste subalterne qu'il occupait le satisfait d'autant moins qu'il avait été chargé d'affaires ; il déploya un zèle extraordinaire récompensé par sa nomination de ministre plénipotentiaire à Hambourg (novembre 1849). Salignac revint à Berne le 6 janvier 1852 et y resta près de sept ans. Connaissant bien les affaires allemandes, il trouvait là un champ tout préparé pour son activité ; il termina son séjour en Suisse en contribuant, pour une large part, à la solution définitive de la question de Neuchâtel.

La première dépêche que Salignac envoya de Berne, le 21 avril 1849 (il était alors chargé d'affaires intérimaire, le général Thiard étant parti), décèle des opinions nettement réactionnaires, en opposition complète avec les vues du général Thiard. « La Suisse sort, écrit-il, d'une révolution. Le pacte qui l'avait régie est détruit ; la souveraineté cantonale qu'il avait surtout pour but de maintenir, est profondément altérée. Le pays se trouve en dehors des conditions sous lesquelles les grandes puissances l'avaient constitué en 1814 et en 1815 » ⁽⁵²⁾. S'attaquant ainsi aux fondements mêmes de la Confédération comme l'eût

(51) Voici les principales étapes de sa vie :

Jean-Raymond-Sigismond-Alfred, comte de Salignac (-Fénelon), né à Francfort s/M., le 6 avril 1810, mort à Cannes le 2 mars 1883.

1831 : attaché à Darmstadt.

1833 : attaché payé à Francfort.

1841 : secrétaire à Francfort.

1848 (mars) : chargé d'affaires à Francfort.

1848 (avril) : 1^{er} secrétaire à Francfort (rappelé fin mai).

1848 (juin) : 1^{er} secrétaire à Berne.

1849 : chargé d'affaires à Berne.

1849 (novembre) : ministre plénipotentiaire à Hambourg.

1849 (20 février) : ministre plénipotentiaire à Dresde.

1851 (17 octobre) : nommé ministre plénipotentiaire à Berne (en fonctions à partir du 7 janvier 1852).

1858 (24 août) : ministre plénipotentiaire à Francfort.

1864 : rappelé.

Légion d'Honneur : Chevalier le 27 avril 1839, Officier le 2 avril 1847. Commandeur le 6 août 1853, Grand Officier le 5 août 1857.

(D'après les indications fournies par le ministère des Affaires Etrangères).

(52) *Salignac à Drouyn de Lhuys*, 21 avril 1849 (*fs. Suisse* 563/58). Le ministre, sans se prononcer sur les opinions de Salignac, a noté en marge : « bonne dépêche ».

fait un diplomate d'avant Février ⁽⁵³⁾, Salignac indique dans cette dépêche, une fois pour toutes, son point de vue que rien ne modifiera tant qu'il demeurera en fonctions à Berne.

Loin de reconnaître à la Confédération le droit de garder son statu quo territorial, Salignac insistera sans relâche sur la nécessité d'une restitution à la France des territoires cédés à la Suisse en 1815. Pour un chargé d'affaires imbu de tels préjugés sur l'Etat où il était accrédité, la tâche était particulièrement difficile : il convenait de dissimuler ses opinions personnelles et d'obéir aux instructions venues d'une direction politique plus largement conçue.

De l'avis de Salignac-Fénelon, le premier écueil auquel se heurtera la Suisse, ce sont, outre sa situation internationale, compromise depuis 1848, les excès du régime radical.

Le second danger naîtra du système des deux Chambres, système qui détruit la sauvegarde de la souveraineté cantonale, le Conseil national étant « un germe d'unitarisme » et d'ébranlements nouveaux... car il est impossible d'admettre que les deux Conseils ne se trouvent point un jour en opposition ⁽⁵⁴⁾. Ce

(53) *Salignac* écrit le 26 mai 1849 à son ministre (*fs. Suisse* 563/100) que la Suisse, dans la question des capitulations, « est entrée de nouveau dans cette voie de rupture des traités, qu'elle avait déjà ouverte l'an passé, en abrogeant l'ancien pacte fédéral ».

(54) *Ibid.* Salignac expose le rôle de l'ancienne Diète dans les termes suivants : « L'ancien pacte fédéral avait eu soin d'entourer la souveraineté des cantons de barrières si solides qu'il a fallu les efforts réunis des révolutionnaires de toute l'Europe et un rare concours de circonstances malheureuses [ce dernier mot rayé au crayon, probablement par Drouyn de Lhuys] pour les renverser. Parmi ces barrières se trouvait la composition du Parlement suisse, qui ne comptait qu'une seule Chambre, et où ne siégeaient que les envoyés des gouvernements cantonaux. Quand ces envoyés contrariaient les vues de leurs gouvernements, on les rappelait ; et de la sorte, l'autorité cantonale était sauvegardée ».

Notons, à titre de comparaison, ce que le comte de Reinhard pense à ce sujet (*Reinhard à Turgot*, 27 décembre 1851, *fs. Suisse* 569/114-115) : Les « renvois successifs [de Chambre en Chambre] des matières en délibération sont indispensables, parce que la constitution fédérale n'indique aucun moyen de mettre un terme au conflit résultant entre eux d'une divergence d'opinion... Ils ont peut-être quelque inconvénient, mais comme jusqu'à présent les deux Conseils ont toujours fini par s'entendre sur toutes les affaires importantes qui leur ont été soumises, l'exemple de la Suisse prouve que le système des

jour venu,... le Conseil national... renversera infailliblement l'action du pouvoir cantonal, qu'il fera regarder comme rétrograde, et comme hostile aux véritables intérêts de la Confédération ».

Ces difficultés, prévoit Salignac, se présenteront « lorsque l'humeur aventureuse qui donne la prospérité renaîtra... » Pour le moment, par bonheur, les tendances unitaires sont calmées, et aucun parti en Suisse, seul, n'est assez fort pour renverser la nouvelle constitution ».

Salignac ne voit que deux partis en Suisse ⁽⁵⁵⁾ « le parti cantonal (qui comprend les prêtres, les aristocrates et les partisans de l'ancien pacte fédéral) et le parti unitaire (qui se compose des classes inférieures, des communistes, et de quelques chefs radicaux ambitieux et mécontents) » ⁽⁵⁶⁾.

La démagogie radicale excite des craintes sérieuses, soit qu'elle se manifeste dans le Parlement et dans les réunions politiques, soit qu'elle propage ses doctrines lors des fêtes patriotiques ⁽⁵⁷⁾. « Le Conseil fédéral veut la paix. Il paraît décidé à la maintenir. Je pense qu'il y parviendra, quoique je sois loin de regarder comme de peu d'importance le travail démagogique... » ⁽⁵⁸⁾.

Les dépêches parfois alarmantes de Salignac étaient adressées à un homme qui connaissait mieux la Suisse que le chargé d'affaires aux idées préconçues. Le ministre des Affaires Etrangères Alexis de Tocqueville, conservait sa confiance aux institutions démocratiques suisses depuis son voyage de 1836.

deux Chambres peut cheminer, même sans une disposition sur le mode à suivre en cas de désaccord entre elles ». Voici le même sujet vu par deux tempéraments bien différents.

(55) *Ibid.*

(56) Dans la même dépêche, Salignac reproche à l'administration d'appliquer, « dans cette Suisse qui se pique tant de libéralisme et d'humanité, les lois sur le paupérisme... avec une rigueur inexorable » (fol. 63).

(57) *Salignac à Tocqueville*, 26 juin 1849 (*fs. Suisse* 563/136 v), à l'occasion du tir fédéral d'Arau : « En apparence, on tire à la cible ; en réalité, on conspire. C'est ce qui s'est passé dans tous les tirs fédéraux depuis vingt ans ».

(58) *Salignac à Tocqueville*, 5 juillet 1849 (*fs. Suisse* 563/145) [passage souligné par Salignac].

β. *Salignac-Fénelon, ministre de France à Berne.*

On aurait pu croire qu'un séjour prolongé à Berne apaiserait les craintes que Salignac éprouvait à l'endroit des radicaux (59) et que le ministre de 1852, mûri par l'expérience, sentant le poids de sa responsabilité, abandonnerait ses opinions subversives d'autant plus facilement qu'elles ne trouvaient qu'un bien faible écho au ministère.

Examinons la correspondance diplomatique et les mémoires que le comte de Salignac-Fénelon adressa à Paris en 1852, en sa qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire; il sera nécessaire, dans cet examen, de tenir compte du changement de politique survenu en France à la fin de 1851.

C'est par la dépêche du 21 avril 1849 que le secrétaire et chargé d'affaires provisoire s'était surtout signalé comme conservateur, et c'est à nouveau dans ses premières lettres officielles (datées du 6 et du 8 janvier 1852) qu'il fera sa profession de foi politique.



Salignac examine dans sa missive du 8 janvier (60), des moyens d'obtenir du Conseil fédéral l'expulsion de tous les réfugiés. Jugeant invraisemblable l'acceptation par la Suisse d'une pareille demande, Salignac ne voit que la « nécessité de battre avec des préjudices matériels les Suisses et de violer leur amour-propre ».

A cet effet, la France, s'associant aux revendications des autres puissances, décréterait :

1° L'élévation extraordinaire des droits de passe ports, surtout ceux provenant « de cantons notoirement connus pour protéger les réfugiés, comme Vaud, Genève et le Tessin ».

(59) Les amis de Salignac à Berne appartenaient tous, comme ceux de Reinhard, au parti conservateur. Salignac entretenait « des rapports journaliers » avec le clergé catholique (*Salignac à Turgot, 6 juillet 1852, fs. Suisse 571/13 sq.*).

(60) *Salignac à Turgot, 8 janvier 1852 (fs. Suisse 569/143 sq.)*.

2° L'interdiction expresse de venir en France, faite aux personnalités qui appartiennent au parti rouge (61).

3° Le retrait de la protection que la France a « accordée jusqu'à présent en Turquie aux tissus suisses de coton rouge, en les déclarant marchandises françaises » (62). Ces tissus rouges constituent le cinquième de l'exportation totale des cotonnades suisses, et se fabriquent à Saint-Gall, en Argovie et en Thurgovie, trois cantons radicaux par excellence ».

4° L'occupation militaire de la vallée des Dappes (63).

Le ministre des affaires étrangères passe outre à de telles propositions.

Le 14 janvier, Salignac revient à la charge, cette fois pour la protection des Juifs français dans les deux Bâle : « C'est en se montrant raide et prêt à exercer des représailles, que la France brisera la coalition de sentiments socialistes, de rivalité matérielle et d'astuce montagnarde, qui oppose de continuelles fins de non-recevoir à nos réclamations les plus légitimes » (64). Salignac veut établir un accord étroit avec l'envoyé d'Autriche à Berne, Karnicki (65) — il allait répéter l'expérience faite en 1847 par Bois-le-Comte !

Le Ministère se borne simplement à préciser de plus en plus ses instructions (66).

C'est peut-être ce silence — assez significatif, pourtant — qui incite Salignac à exposer ses idées en détail. Il faut l'avouer, Salignac ne manque pas d'imagination pour extirper le radicalisme helvétique par une action de grande envergure.

(61) Dans le langage de Salignac, le « parti rouge » comprend les socialistes [« communistes »] et les radicaux ; parfois cette désignation englobe tous ceux qui n'appartiennent pas au parti conservateur.

(62) Cf. pp. 267-271.

(63) Dans la vallée des Dappes, s'étaient produits quelques incidents de frontière (abattage de bestiaux atteints d'épizootie). Nous n'entrons pas dans cette matière, notre étude laissant de côté toutes les questions de frontière. La proposition faite par Salignac, sous 4°, est purement personnelle et n'a jamais été envisagée officiellement.

(64) *Salignac à Turgot*, 14 janvier 1852 (fs. Suisse 569/170-171).

(65) *Salignac à Turgot*, 17 janvier 1852 (fs. Suisse 569/176).

(66) Il suffit de comparer les minutes adressées à Thiard et à Reinhard avec celles que reçut Salignac pour s'apercevoir de la grande part d'initiative laissée aux deux premiers, par des instructions assez sommaires.

Voici un résumé de ses suggestions (67) :

Salignac prétend « qu'à la longue on verra toujours le radicalisme prendre le dessus et s'emparer du timon des affaires » (68). « Ce fait une fois constaté d'une manière irréfragable, la conséquence grave qui en résulte, c'est que la Suisse, constituée comme elle l'est, ne peut être un Etat véritablement neutre. Elle le sera rarement en paroles ; elle ne le sera jamais de cœur ni d'action. Elle favorisera toutes les conspirations, elle donnera asile à tous les intrigants, elle corrompra les ouvriers étrangers qui travailleront sur son territoire... »

Les vieux cantons (Lucerne, Fribourg) seuls ont des principes de stabilité et d'autorité qui leur permettent de se gouverner eux-mêmes et de vivre en bonne intelligence avec les autres pays. « La Suisse française, la Suisse italienne et les territoires que les traités de 1815 ont ajoutés aux cantons de Berne et de Vaud doivent cesser d'être à la Confédération... »

Le pays n'aura ni paix ni neutralité véritable, tant que le remède ne viendra pas du dehors (69). « Enflée outre mesure, comme elle l'est depuis 1815, la Suisse n'a pas l'initiative qu'il lui faudrait pour se relever, et, si l'on ne vient pas à son secours, elle restera un pays malade et qui menacera de rendre ses voisins malades... » (70).

Le voilà transporté, tout d'un coup, au cœur de l'Europe, l'homme malade qu'il faudra amputer de ses quatre extrémités pour le guérir ! C'est une manière unique (Salignac dit : « la manière unique ») de détruire pour toujours le foyer révolutionnaire qui se trouve en Suisse. Evidemment, l'opération faite, le foyer révolutionnaire ne se trouverait plus en Suisse...

(67) *Salignac à Turgot*, 20 janvier 1852 (fs. Suisse 569/187-188).

(68) (Cf. fol. 189) : Deux plaies restent ouvertes au corps de la Confédération : Le patriciat est incapable de reprendre la haute direction, et la Suisse s'est entourée d'un réseau démagogique par l'organisation des écoles primaires. — Cf. GUICHEN : II, 411 [opinion personnelle de Salignac].

(69) *Salignac* cite de nombreux témoins qui se seraient exprimés dans le même sens. *Karnicki* aurait déclaré hautement la Suisse perdue pour la cause de l'ordre ; *Salignac* relève la « très grande faute » que la Prusse a commise en reconnaissant la nouvelle constitution fédérale, etc.

(70) Cette idée revient plusieurs fois dans la correspondance de *Salignac*. Cf. dépêche 20, du 2 février 1852 (fs. Suisse 569/233). Cf. *Wuilleret*, pp. 109-111.

Salignac doit avoir relu sa dépêche avant de la signer, car il assure au ministre qu'il se gardera d'exprimer cette opinion devant qui que ce soit : « *je n'oublierai aucune des instructions que j'ai eu l'honneur de recevoir à Paris* ». Cette phrase porte à croire que le ministre lui avait conseillé la prudence. Salignac regardera sa mission comme couronnée de succès, s'il peut « obtenir que la Suisse, cédant loyalement et de bonne grâce aux représentations de la France, mette l'Autriche et les autres Etats conservateurs hors d'état d'alléguer des griefs qui puissent justifier une pression matérielle et militaire ». Après avoir lancé quelques traits contre « les sept avocats qui composent le Conseil fédéral », Salignac termine sa dépêche pleine d'idées utopiques par un compliment à l'adresse du Prince-Président.

En dépit de toute la peine que se donne Salignac pour trouver une solution définitive du problème angoissant du radicalisme, le ministre et le Président de la République persistent dans leur mutisme absolu (71).

L'activité de Salignac, par contre, devient de plus en plus prodigieuse. Dès le 21 janvier, il aborde l'élaboration d'un mémoire d'une quarantaine de pages sur l'attitude du Conseil fédéral « démontrée d'après la question des réfugiés » (72). Il va sans dire que le Conseil fédéral n'y apparaît pas sous le meilleur jour (73). Le seul moyen de modifier la situation est l'intervention des cabinets.

Avec une obstination invariable, Salignac cherche à convaincre le gouvernement de la République de la nécessité absolue de changer la constitution fédérale (74).

(71) Nous n'avons pas trouvé même une trace de réfutation des idées de Salignac. Elle ne se serait certainement pas fait attendre, si les propositions du comte avaient été considérées comme sensées, c'est-à-dire seulement impolitiques au moment où il les fit.

(72) *Salignac à Turgot*, 21 janvier 1852 (mémoire expédié le 24, arrivé au Cabinet le 27) (fs. Suisse 569/199-219).

(73) Le Conseil fédéral y est accusé de « manœuvres perfides et répétées », « d'effronterie sans pareille », etc.

(74) Reinhard est d'un autre avis (à *La Hitte*, 8 novembre 1850, fs. Suisse 566/170 v.) : « Cette Constitution n'a été garantie ni par le Saint-Siège ni par aucune puissance étrangère. Aucun membre du corps diplomatique

Est-ce par déférence pour le Prince-Président ou par pure conviction que Salignac se lance dans un panégyrique de la politique de Napoléon I^{er} ?

Le 2 février, nous trouvons encore un mémoire de 32 pages, comparant l'état politique de la Suisse sous les trois régimes qu'elle a eus depuis le commencement du siècle (75).

« Le génie de Napoléon donna naissance au premier.

« Le second fut l'œuvre de la coalition.

« Le troisième est sorti des mouvements révolutionnaires...

« De quelque côté qu'on envisage l'acte de Médiation, on y découvre quatre admirables résultats :

1° La démagogie réduite à l'impuissance ;

2° La Suisse ramenée au rôle passif qui lui convient en Europe ;

3° L'intérêt français complètement dégagé par l'influence accordée aux anciens cantons et par la force assurée au catholicisme ;

4° La prépondérance donnée aux cantons allemands, c'est-à-dire aux ennemis traditionnels de l'Allemagne et nos plus solides partisans » (76).

Une longue liste énumère les maux qui pèsent sur la Confédération depuis l'abrogation de l'acte de 1803.

Le pacte de 1815 contient en germe les complications de la situation actuelle (77). La Suisse agrandie se crut la force de peser, elle aussi, sur les destinées du monde. La constitution de 1848 est nuisible aux intérêts généraux de la Suisse et de la France par l'introduction d'un *tarif unitaire de douanes* (78), par la *centralisation des postes* qui créera des déficits, par la

n'a donc, selon moi, le droit de réclamer contre des infractions que les autorités fédérales ou cantonales feraient à cette constitution ».

(75) Salignac à Turgot, 2 février 1852 (fs. Suisse 569/233-247).

(76) Salignac ajoute : « Ce sont les traits qui recommandaient éternellement l'œuvre du Premier Consul à l'admiration, et qui en font le plus beau des modèles ».

(77) Ce que, comme Salignac le reconnaît, personne ne contestera.

(78) « Particulièrement insensé aujourd'hui que les Etats voisins, jadis affectonnés à ce système, s'en relâchent chaque jour davantage ». Allusion aux tendances de Louis-Napoléon vers le libre échange.

construction de voies ferrées qui n'auront pas de succès en Suisse. Un autre désavantage de la constitution de 1848 est *l'organisation militaire* ; la levée trop forte développe dans la nation, « déjà naturellement portée à la vie soldatesque, le goût des occupations martiales », elle compromet par une vie de loisirs, la moralité et la santé et donne « des idées fausses sur la valeur réelle des milices suisses ». C'est la « soldatomanie favorisée à l'excès par la fausse centralisation » ; mieux vaudraient sept à huit bataillons de troupes de métier. La *législation* débauche le peuple qui menace de devenir un peuple d'affamés (La richesse du pays venait des capitulations). « Et quand on pense qu'aux termes de la constitution de 1848, cette masse misérable est souveraine... n'est-on pas en droit de frémir des dangers qu'il y a pour la Suisse à rester plus longtemps sous un pareil régime, d'une exploitation si facile aux innombrables intrigants que la Confédération voit fourmiller dans ses Conseils de tous les degrés ; et n'est-il pas très désirable que ce malheureux pays soit arrêté sur le bord de l'abîme où il ne pourrait tomber qu'avec un fracas bien inquiétant pour le repos de l'Europe ? » (79).

De l'avis de Salignac, il ne reste que le retour au régime de l'acte de Médiation — moyen facile, ajoute-t-il. L'occasion actuelle est propice, toute l'Europe semble pousser la France, et l'honneur de l'initiative rejaillirait sur le gouvernement du Prince-Président. Que d'avantages pour peu de frais !

Ce projet, présenté « après mûre réflexion, comme étant digne des plus sérieuses méditations » ne pourrait jamais être adopté à un moment plus favorable.



La constitution fédérale du 12 septembre 1848 doit peser comme un cauchemar sur l'âme de Salignac-Fénelon.

Il y ramène toutes ses réflexions politiques. Il saisit avec

(79) *Fs. Suisse* 569/248-249.

empressement le plan d'un coup d'Etat préparé par les conservateurs bernois en cas d'échec aux élections cantonales de 1852. « S'ils changent la constitution bernoise, la constitution fédérale tombera d'elle-même et le Conseil fédéral ⁽⁸⁰⁾ aura le même sort » ⁽⁸¹⁾.

Dix jours s'écoulent sans un mot d'approbation du projet, de la part du ministre ou du Prince-Président.

Ce silence fait croire à Salignac qu'il a manqué de précision. Salignac se remet au travail le 21 février et rédige un mémoire de 23 pages. Nul doute sur le fond de sa pensée ⁽⁸²⁾. Après avoir démontré l'urgente nécessité de ramener la Suisse à un demi-siècle en arrière, Salignac s'étend longuement sur les moyens qui permettront d'y réussir ⁽⁸³⁾.

Quatre paragraphes suivent une courte introduction.

I° La réorganisation de la Suisse doit-elle être traitée dans un congrès par les grandes puissances de l'Europe, ou bien arrêtée à l'amiable entre les gouvernements des pays frontières ?

II° Quelle doit être, en cette occurrence, l'attitude de la France, vis-à-vis des autres cabinets ?

III° De quelle manière devra s'exercer en Suisse l'action des cours conservatrices ?

(80) *Salignac* n'est pas précisément un ami du Conseil fédéral. Il le tient pour plus rusé qu'il ne l'est, et parle de « l'air sage et patelin qu'on emploie pour nous tromper » (*fs. Suisse* 569/267 v., 9 février 1852).

(81) Entretien de *Salignac* « avec un membre éminent du Conseil conservateur de Berne » (*Salignac à Turgot*, 8 février 1852, *fs. Suisse* 569/260). Si le résultat des élections menaçait de tourner en faveur des « rouges », le Grand Conseil décréterait par ordonnance l'abrogation de la constitution démagogique de 1847 en y substituant « une constitution nouvelle à laquelle on met, en ce moment, la dernière main ». Suivant « cette nouvelle charte élaborée depuis trois semaines avec beaucoup d'activité, mais dans le plus profond secret », les droits politiques ne seraient plus exercés par les citoyens bernois que dans la commune de leur domicile permanent. Les Suisses étrangers au canton seraient exclus du vote. L'autorité supérieure serait investie de pouvoirs beaucoup plus étendus que ne l'était l'ancien Petit Conseil aristocratique avant 1831. Il y aurait une force armée permanente et une police bien organisée, etc.

(82) Le mémoire commence par ces mots : Je suppose démontrée la nécessité d'une réforme radicale dans les institutions helvétiques.

(83) Mémoire joint à la dépêche politique n° 36, daté de *Berne*, 21 février 1852 (*fs. Suisse* 569/315-338).

IV. Pourquoi la constitution de 1803 est-elle préférable à toutes les autres formes d'organisation ? Répond-elle à l'esprit nouveau des populations helvétiques, comme aux besoins de la cause conservatrice, et peut-on craindre que les modifications à apporter nécessairement dans quelques-uns de ses articles, n'altèrent sa force et ne dérangent sa portée ? » (84).

La réponse à la première question (85) peut se résumer comme suit :

L'idée d'une conférence européenne pour régler l'avenir de la Suisse doit être écartée. Une entente directe et discrète entre les cours immédiatement intéressées permettrait d'agir rapidement avant même que l'Angleterre se soit doutée de l'entente.

La légalité de l'intervention en Suisse ne fait aucun doute, la Confédération ayant elle-même déchiré tous les articles du pacte qu'elle avait alors consenti. Elle a perdu le bénéfice de sa neutralité.

L'Angleterre, « topographiquement » désintéressée de la question, sera exclue de l'action des puissances. Salignac admet cependant le concours de la Russie...

Dans le second paragraphe, Salignac précise l'attitude que la France devra adopter.

Une action isolée de la France comporterait trop d'inconvénients vis-à-vis des cabinets étrangers. Puisqu'il est de tradition pour nous que les confédérés gardent, ce qui est désirable, les passages des Alpes, et couvrent ainsi notre frontière de l'Est, et que toute l'Europe suppose les bonnes dispositions de la France à l'égard de la Suisse, « nous avons toute chance d'être crus si nous affirmons que la nécessité seule nous porte enfin à céder aux sollicitations dont l'Autriche, la Prusse et la Russie nous poursuivent depuis plusieurs années ». Le gouvernement expliquerait ainsi sa manière d'agir. Les gages que la France prendrait la mettraient à l'abri et calmeraient l'opinion publique

(84) *Loc. cit.*, fol. 315. C'était à peu près l'époque des menaces annuelles de l'Autriche contre la Suisse ; elles étaient alors particulièrement sérieuses.

(85) Le premier paragraphe comprend à peu près le quart du mémoire.

en la flattant. Le moyen de satisfaire à de si justes obligations se trouve dans la « nécessité organique » de ramener le territoire helvétique à ses proportions anciennes, « base même de l'œuvre régénératrice ».

Puisque le Premier Consul n'avait reconnu que 19 cantons, Genève, plusieurs communes actuellement vaudoises, Neuchâtel et tout l'évêché de Bâle jusqu'à Bienne redeviendraient français.

L'Autriche, « satisfaite surtout du résultat principal » (86), serait dédommée au sud, où plusieurs points « empiètent indûment sur le sol lombard ». Le Valais reviendrait au Piémont pour « ne pas laisser prendre à l'Autriche plus d'extension » qu'elle n'en doit avoir ; en même temps, on détacherait le gouvernement de Victor-Emmanuel de l'Angleterre et des libéraux.

On ne concéderait rien à la *Prusse* dans le fractionnement territorial ; au contraire, on exigerait d'elle avec raison, « et je n'en doute pas, avec succès », une renonciation formelle à ses droits sur Neuchâtel, moyennant un simple dédommagement financier. Car « il n'y a guère en Prusse, que le roi seul, qui tienne à la principauté » ; il céderait à des satisfactions de forme et aux quatre millions pour laisser à la France un territoire important par son commerce d'horlogerie.

Les « griefs criants que la Suisse radicale ne cesse de donner, les dangers dont elle menace l'Allemagne et l'Italie, la démoralisation qu'elle attise... » sont des considérations assez fortes pour étouffer toute opposition. Si la Prusse faisait des difficultés, le secours de *la Russie* serait « de la plus utile application ».

L'Angleterre ne pourrait lancer que des protestations stériles. Son impuissance serait pour la France une « digne revanche des actes anglais de 1840 et de son fatal triomphe de 1815 ».

La France, à la tête d'un concert européen, conserverait « cette liberté d'action et cette indépendance de vues qui est son

(86) A savoir, la suppression du radicalisme et du droit d'asile accordé aux réfugiés.

apanage naturel, et que le gouvernement du Prince-Président tend si visiblement à lui rendre ».

Quant à la manière d'agir (§ III), les forces combinées doivent se montrer tout à coup en nombre imposant pour enlever aux radicaux toute idée de résistance ; il est très vraisemblable d'ailleurs que les conservateurs [suisses], « relevant la tête, empêcheront les gouvernements locaux d'obéir aveuglément aux ordres du Conseil fédéral ».

La Prusse resterait hors de toute participation armée, mais elle tiendrait un langage énergique à Londres. Les troupes françaises occuperaient Genève, Lausanne, Yverdon, Neuchâtel, Bienne, Delémont et Bâle, et pousseraient rapidement par Fribourg et Soleure sur Berne. On y proclamerait aussitôt la déchéance du Conseil fédéral et l'abrogation de la constitution de 1848 ; le soulèvement des cantons de Fribourg et de Neuchâtel et « l'adhésion instantanée des conservateurs bernois » renforceraient ces mesures.

Les colonnes autrichiennes occuperaient Saint-Gall et Coire, Lugano, Locarno et Bellinzona.

Les conservateurs des autres cantons paralyseraient suffisamment tout essai de résistance de la part des radicaux. Des colonnes mobiles françaises les soutiendraient dans cette besogne.

Puis, les commissaires de la France, de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie se réuniraient à Berne pour exposer, dans un manifeste, les vues bienveillantes [!] de l'Europe à l'égard de la Suisse. On rétablirait, sous la garantie des puissances, l'acte de médiation, on reconnaîtrait la neutralité, on convoquerait les diètes cantonales en vue de reviser les constitutions cantonales pour mettre celles-ci d'accord avec le pacte, on modifierait les lois locales d'élection dans un sens conservateur. Enfin, les nouvelles frontières seraient assignées à la Suisse et l'occupation militaire cesserait aussitôt.

« En deux mois, tout pourrait être terminé, la Suisse pacifiée, réorganisée... et fermée à jamais pour la démagogie. »

En ce qui concerne les conséquences morales pour la France,

celle-ci aura reconquis « d'un coup l'estime de ceux qui s'inclinent devant la force ; c'est l'humanité presque entière ». En montrant aux Suisses « de nouveau notre force oubliée, nous nous ferons craindre et par là estimer, et bientôt aimer, car la tendance naturelle de la Suisse allemande est d'incliner vers nous ».

Le quatrième paragraphe enfin exalte les qualités de l'acte de Médiation (87).

L'acte de 1803 ne contient rien qui mette la Suisse sous la main de la France. Pour assurer son indépendance, on donnerait aux autorités cantonales la liberté d'entretenir plus de 200 hommes de troupes soldées. Suivent des mesures de réformes militaire, fiscale, douanière pour équilibrer le budget allégé des lourdes charges de la « quasi-centralisation actuelle » et d'un système militaire ruineux.

Les bases de l'acte de Médiation sont démocratiques et conviennent fort bien à un Etat que son aristocratie n'est plus à même de diriger. La constitution de 1803 défend de jouir des droits politiques dans deux cantons différents : « C'est la limite où vient se briser l'esprit anarchique ».



Les trois grands mémoires de Salignac, qui forment un tout, sont restés sans effet direct sur la politique française.

Le ministre était sur ses gardes. Il connaissait l'esprit fantaisiste de Salignac et ne lui donna aucune réponse.

La discrétion de Turgot sauva la carrière de Salignac ; seul, son rappel immédiat aurait calmé l'émotion qu'eût soulevée en Suisse une connaissance même partielle de son projet.

(87) Ces idées correspondent exactement au plan secret des royalistes neuchâtelois (31 octobre 1851, et en 1852) ; cf. p. 113.

Nous ne nous étonnerons plus, maintenant, des récriminations de l'envoyé du Prince-Président.

Est-il besoin d'ajouter que Salignac trouvait trop douces les notes prescrites par le ministre ? (88). Le marquis de Turgot se vit même forcé d'atténuer les expressions de méfiance contre le Conseil fédéral contenues dans les rapports de Salignac (89). Celui-ci avait chargé son premier secrétaire, le comte Arthur de Gobineau, d'exposer ses vues au ministre (90).

Il est intéressant de noter qu'en avril 1852, les dépêches de Salignac ne parlent plus que de « regrettables animosités religieuses » (91) ; « le temps des révolutions peut *revenir un jour* », mais pour le moment, on dirait que le courant, même en Suisse, tend à se diriger dans un sens opposé... (92).

L'avènement imminent de Louis-Napoléon à l'Empire réveille les ardeurs de Salignac, sans qu'elles atteignent le degré d'excitation de ses rapports de janvier à mars.

Les préjugés de Salignac contre les institutions suisses l'empêchent de voir juste. L'intransigeance d'opinion étouffe en lui toute tolérance. Pas de mal plus grand, à ses yeux, que le radicalisme (93). Salignac attache trop d'importance à la Confédé-

(88) *Salignac à Turgot*, 1^{er} mars 1852 (fs. Suisse 570/1).

(89) *Salignac* avait appuyé par une lettre une réclamation auprès du Conseil fédéral contre l'introduction clandestine en France d'imprimés subversifs. Le ministre [Drouyn de Lhuys] marque en marge de la dépêche de Salignac : « M. de Fénelon ne doit point passer de notes officielles sur ce sujet, mais remettre seulement des notes verbales » (fs. Suisse 571/244, 10/13 déc. 1852). Cf. *dépêche de Salignac du 6 mars 1852* (Suisse 570/14).

(90) *Salignac à Turgot*, 1^{er} mars 1852 ; (fs. Suisse 570/3).

(91) *Salignac à Turgot*, 22 avril 1852 (fs. Suisse 570/124).

(92) *Salignac à Turgot*, 22 avril 1852 (fs. Suisse 570/129). Le gouvernement conservateur de Berne venait d'obtenir la majorité aux élections, ce qui modifia tous les pronostics de Salignac. En février, il présentait la Suisse comme au bord de l'abîme ; le 10 juin, il écrit (fs. Suisse 570/298 v.) : « une nouvelle guerre de religion, non à présent, mais dans l'avenir, n'est pas dans la catégorie des choses tout à fait impossibles ». Salignac change de langage selon l'état politique du canton de Berne.

(93) Cf. le passage suivant sur les radicaux (*Salignac à Turgot*, 28 février 1852 (fs. Suisse 569/384) : « Leur ambition de reconquérir le gouvernement de Berne est stimulé par le socialisme français, qui a trouvé en Suisse de

ration, et aux plus menus revirements conservateurs des espérances démesurées. Cette dernière exagération se marque surtout en avril et en mai 1852.

Le comte de Salignac-Fénelon n'avait pas, derrière lui, un mentor bienveillant et clairvoyant, comme Gobineau en la personne d'Alexis de Tocqueville. S'il est devenu, au cours des années, plus indulgent, c'est, d'abord, parce que ses ministres lui en imposèrent l'obligation, et ensuite, parce que les dures leçons des déceptions l'y inclinèrent.

b. Un secrétaire de légation :

Arthur de Gobineau

« La Suisse », écrit Arthur de Gobineau (qui sera plus tard un des philosophes influents du xix^e siècle) « est soumise à trois conditions d'existence qui ne peuvent que la rendre très suspecte aux Etats environnants » :

« L'opinion publique y est profondément vivace ;
L'Etat économique du pays des plus mauvais ;
L'organisation gouvernementale ruineuse ».

Au cours de son activité comme secrétaire de légation à Berne, et surtout pendant les voyages d'études dont Charles Reinhard et Salignac-Fénelon le chargèrent, Arthur de Gobineau eut tout loisir de se former une opinion bien arrêtée sur la Suisse et les Suisses ⁽⁹⁵⁾. Il avait fait ses études secondaires

nombreux journaux pour leur servir d'organe. Le désir ardent et commun de ces éternels conspirateurs est la mort du Prince-Président. L'assassinat du Prince courageux qui a sauvé la France, ouvrirait la porte à leur retour dans le pays et à leur arrivée au pouvoir... ». Et plus loin : « Je me défie donc beaucoup de ce parti radical et sans pouvoir indiquer en ce moment un fait précis, chose toujours impossible, je ne puis assez recommander la prudence. N'oublions pas qu'un excès de courage pourrait perdre la France ».

(94) Le 24 décembre 1852 (*fs. Suisse* 572/205 v).

(95) M. Emile Dürr, professeur à l'Université de Bâle, a publié un travail des plus suggestifs sur Arthur de Gobineau et la Suisse, d'après les lettres du

à Bienne ⁽⁹⁶⁾. Mais le sang des Bourbons coulait dans les veines de cet aristocrate qui ne se défit jamais d'idées préconçues contre le radicalisme, contre la démocratie.

Le premier voyage de Gobineau à travers la Suisse fut autorisé par le ministre pour la visite des cantons industriels ⁽⁹⁷⁾. La tournée, commencée en août 1850, prit fin le 10 octobre, et fournit les éléments — à vrai dire incomplets — de six rapports sur les chemins de fer, sur l'industrie, sur la situation agricole, le commerce et les douanes fédérales ⁽⁹⁸⁾.

comte, surtout sa correspondance avec Alexis de Tocqueville. Cf. « *Arthur de Gobineau und die Schweiz in den Jahren 1850-54* », *Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde* 1925, pp. 132-272. Cf. SCHEMANN, Ludwig : *Correspondance entre Alexis de Tocqueville et Arthur de Gobineau, 1843-1859* (Paris 1909). SCHEMANN, Ludwig : *Gobineau, Eine Biographie* (Strasbourg 1913).

(96) *Joseph-Arthur, comte de Gobineau*, né le 14 juillet 1816, à Ville d'Avray, mort le 13 octobre 1882 à Turin (arrière-petit-fils de Louis XV). En 1830, nous le trouvons à Inzlingen, près de Bâle, puis à Bienne (où il fréquente les classes secondaires), à Porrentruy, à Berne. En 1833, Gobineau séjourne en Bretagne ; puis se fait traducteur à Paris, au service d'une société de gaz. Six ans aux P. T. T. sont suivis d'une grande activité de publiciste (1843). Gobineau sert la presse légitimiste ; il fait la connaissance de Tocqueville. Après une longue opposition, Gobineau adhère au parti bonapartiste. Tocqueville, ministre des Affaires Etrangères, le nomme chef de cabinet (13 juin 1849), et le 9 novembre, 1^{er} secrétaire à Berne. Gobineau y reste jusqu'au moment où Salignac-Fénelon demande sa révocation, et fait, à rebours, le chemin que fit jadis l'ambassadeur à Berne, révoqué sur demande de Savoye (ministre de France à Francfort en 1848) ; Gobineau fut nommé 1^{er} secrétaire à Francfort.

1849-1854 : 1^{er} secrétaire de Légation à Berne, puis à Francfort, 1854-55.

1855, 30 juin : 1^{er} secrétaire de la mission en Perse.

1856, 30 août : secrétaire de 1^{re} classe au ministère.

1856, 13 septembre : secrétaire à Téheran.

1857, 17 août : mis à la disponibilité du Département.

1859, 31 janvier : 1^{er} secrétaire en Chine.

1864, 5 octobre : Ministre plénipotentiaire à Athènes.

1868 : Envoyé extraordinaire, ministre plénipotentiaire à Rio de Janeiro.

1872, 14 mai : Ministre plénipotentiaire à Stockholm.

(97) 21 août 1850 (*fs. Suisse, dossier spécial du fonds commercial*).

(98) Les V^e et VI^e rapports sont datés du 11 novembre 1850. Outre les questions indiquées ci-dessus, l'auteur traite dans ces derniers rapports de quelques questions accessoires. Ces mémoires complètent les recherches antérieures de Gobineau sur l'état économique de la Suisse (cf. rapport du 1^{er} mars 1850, sur les débouchés que la Suisse offre aux céréales françaises, au moment où le cours de celles-ci subit une dépréciation marquée en France). Le rapport du 5 juillet 1850 traite de la statistique des bestiaux en Suisse. Ces travaux valurent à Gobineau la Légion d'Honneur.

Cf. SCHEMANN : *Biographie* I 368. DURR : *Gobineau und die Schweiz*, p. 144.

Dans ces rapports ⁽⁹⁹⁾, on sent percer contre les institutions helvétiques, une critique toute nourrie d'idées antiradicales. Gobineau ne semble pas s'apercevoir — pas plus que Salignac-Fénelon en 1852 — qu'en Suisse les partis politiques et l'état économique ont subi une altération profonde, due aux événements de 1847 et 1848. Pour ces deux diplomates, il n'y a en Suisse qu'une seule période démagogique dont l'état actuel est le résultat ; elle débute en 1830.

Bien que ses idées soient aussi réactionnaires que celles de Salignac, Gobineau conserve dans son langage une noblesse et une retenue que son chef n'a pas toujours gardées ⁽¹⁰⁰⁾.

(99) Cf. SCHEMANN L. *Correspondance entre Alexis de Tocqueville et Arthur de Gobineau*, I, 1843-1851. *Revue des Deux-Mondes* 39/1907, pp. 616 sqq. : « ...Pour tout dire, je suis chargé de soupeser la Confédération et de dire, intrinsèquement parlant, ce qu'elle vaut. Quand je faisais des rapprochements avec les richesses bovines de la Belgique, du Wurtemberg, je ne pouvais m'empêcher de me dire à moi-même comme le sosie d'*Amphitryon* : « Peste ! où prend mon esprit toutes ces gentilleses ? »

Mais je me suis habitué à me trouver savant... je crois qu'il y a de bonnes armes diplomatiques à ramasser dans les rapports douaniers que nous avons avec la Confédération... Au Ministère, on paraît être content de mon travail ».

Cf. aux Archives Nationales (dossiers F12 6300), la lettre du ministre de l'Intérieur (Persigny) à son collègue des Affaires Etrangères (Drouyn de Lhuys), le 7 juin 1853 [Arthur de Gobineau avait commenté le rapport des douanes fédérales sur l'année 1852] : « Quant aux réflexions qu'elles [les statistiques fédérales] ont inspiré à M. de Gobineau, je partage de tous points l'avis que, dans la situation actuelle, nous n'avons point à provoquer l'ouverture de négociations commerciales avec la Suisse... *Le travail complet que vous a adressé M. de Gobineau me garantit que nous serons très exactement tenus au courant des divers incidents de politique commerciale qui se produiraient en Suisse et je ne puis que m'en rapporter pleinement au zèle intelligent de la Légation française à Berne* ». Drouyn de Lhuys avait écrit, en tête de la dépêche de Gobineau, du 12 mai 1853 : « J'incline à penser, avec M. de Gobineau, que notre rôle doit se borner à une surveillance très attentive des démarches du Zollverein et des tendances du Conseil fédéral » [ibid.].

(100) Cf. Gobineau à La Hitte, 3 août 1850 (fs. Suisse 566/3). Barman dut avoir connaissance des rapports de Gobineau. Il écrit au Conseil fédéral le 1^{er} septembre 1850 : « Je crois au reste que M. de Gobineau a fait de ce zèle dont M. de Talleyrand engageait ses agents à s'abstenir ».

La différence de caractère des deux diplomates ressort bien de leurs écrits (Cf. la lettre adressée par Gobineau à La Hitte, le 3 août 1850 (fs. Suisse 566/3) avec les dépêches de Salignac-Fénelon). Gobineau doute de l'efficacité des mesures prises par le Conseil fédéral contre les réfugiés ; Salignac doute de la bonne volonté du pouvoir exécutif de la Confédération.

C'est d'après les événements d'une année très agitée qu'ils jugent le pays, et, naturellement, tout leur semble radical, libéral, démocratique ⁽¹⁰¹⁾. Mémoires fantaisistes de Salignac, dépêches et rapports de Gobineau montrent que tous deux appartiennent à une époque qui, en Suisse, était périmée. L'insistance presque fiévreuse de Salignac sur la nécessité d'en finir avec la nouvelle constitution fédérale, les termes dont se sert Gobineau pour désigner les radicaux ⁽¹⁰¹⁾ et leur œuvre, traduisent leurs sentiments inavoués d'impuissance contre une évolution politique inéluctable.

(101) Contre les réfugiés, Gobineau est aussi inexorable que son chef ; il les traite d'hommes « turbulents et sans ressources », de « classe de gens sans patrie, de vagabonds sans aveu, qu'aucun gouvernement ne protège ni ne réclame... ».

B. HOMMES D'ÉTAT SUISSES ET LA FRANCE

I. LES CHEFS DU DÉPARTEMENT POLITIQUE

Les directeurs du département politique furent, dans cette période, *Furrer*, premier Président de la Confédération, *Druey* et *Munzinger*.

Ochsenbein, dont les diplomates d'avant Février avaient fait « non seulement un instrument, mais un principe d'anarchie » (1), avait surtout administré le département militaire, ce qui répondait à ses goûts (2).

Le général *Thiard* avait lui-même considéré comme un bien pour les deux pays qu'*Ochsenbein* fût écarté de la politique extérieure. Radical acharné, *Ochsenbein* garda, pendant quelque temps, rancune à la France de son attitude en 1847 et en 1848 (3). Passant, peu à peu, du parti libéral de gauche au parti modéré et se rapprochant même des conservateurs, *Ochsenbein* regagna la confiance de *Reinhard* et de *Salignac*. Celui qui avait incarné l'anarchie, le chef des corps francs qui « allait se

(1) Cf. (fs. Suisse 560/289) *Bois-le-comte* à *Guizot*, 22 février 1848 : Le retour des légations à Berne s'effectuerait aussitôt après le départ d'*Ochsenbein* de la présidence du Vorort. « Nous n'avons frappé M. *Ochsenbein* qu'à ce titre [sc. de principe] parce qu'il s'était fait principe, principe de démoralisation et d'anarchie ».

(2) *Bois-le-Comte* dit (fs. Suisse 560/129) qu'*Ochsenbein* « joue le petit Napoléon », et *Thiard* confirme ces observations (22 août 1848) : « C'est une manie de M. *Ochsenbein* de se croire né général ; il fait bon marché de ses connaissances administratives, pour qu'on ne lui conteste pas sa vocation guerrière... » (fs. Suisse 562/126).

(3) Cf. *Thiard* à *Bastide*, 5 août 1848 (fs. Suisse 562/87) : M. *Ochsenbein* « ne se recommande pas par sa prédilection pour la France ». *Thiard* croit que l'influence d'*Ochsenbein* finira bientôt par disparaître (22 août 1848, 562/126), et « ce sera un grand bien pour la France ». Mais il reconnaît son énergie et le place à côté de *Furrer* (19 mai 1849, fs. Suisse 563/92) : « MM. *Furrer* et *Ochsenbein*, les hommes les plus puissants de ce gouvernement ».

promener à Milan avec 20.000 volontaires », est alors honoré du titre d'homme d'Etat (4). Sa réélection au Conseil fédéral, le 6 décembre 1851 et le coup d'Etat de Louis-Napoléon assureront le triomphe de la cause de l'ordre... (5). L'Assemblée fédérale de 1854 nomma Staempfli à la place d'Ochsenbein. L'ancien chef des corps francs, l'ennemi des capitulations suisses à l'étranger, prit rang, en qualité de général de brigade dans le corps d'expédition envoyé par la France en Crimée.

le corps d'expédition envoyé par la France en Crimée. Il offrit à nouveau son épée à la France en 1870.

« M. Furrer, écrit Salignac à son ministre, est un homme juste et faible, représentant dans le Conseil fédéral l'élément pacifique et conciliant, tandis que son collègue, M. Druet, est l'homme des rudes paroles et de l'indépendance exagérée. A tour de rôle, suivant les besoins, le Conseil fédéral se sert de l'un et de l'autre... » (6). Le ton calme dont Furrer répondit aux réclamations de Salignac (7) était plutôt le signe d'une force de caractère qui ne se laisse pas ébranler par les plus pressantes affaires (8). Salignac reconnaît plus tard (9) qu'il est « le plus modéré des membres du Conseil fédéral », et Reinhard le désigne comme « le champion » (10) de l'autorité exécutive !

En juin 1850, Furrer entreprend un voyage dans le midi de la France et dans le Piémont (11). Il en garde les meilleurs souvenirs ; mais l'espoir de Reinhard de le voir se rapprocher des conservateurs grâce aux impressions rapportées de Lyon et du midi est déçu. Furrer reste libéral modéré, opposé à tous les excès.

(4) Au moment où il s'engage à faire alliance avec les conservateurs (Reinhard à Baroche, 17 octobre 1851 (fs. Suisse 568/277)).

(5) Reinhard à Turgot, 6 décembre 1851 (fs. Suisse 569/45 et 49).

(6) Salignac à Turgot, 6 janvier 1852 (fs. Suisse 567/11).

(7) Salignac résume ses premières impressions, après la remise de ses lettres de créance (Salignac à Turgot, 6 janvier 1852 (fs. Suisse 567/11)).

(8) Cf. ISLER, Alexander : *Bundesrat Dr. Jonas Furrer, 1805-1861. Lebens-+ bild eines schweizerischen Republikaners*, Winterthur 1907, pp. 113-136.

(9) Salignac à Turgot, 12 mars 1852 (fs. Suisse 570/20 v.).

(10) Reinhard à Baroche, 29 août 1851 (fs. Suisse, dossier commercial, 82).

(11) Reinhard à La Hitte, 31 mai 1850 (fs. Suisse 565/264).

La loyauté, les connaissances juridiques et administratives, le talent oratoire, l'esprit toujours conciliant de Furrer firent de lui le chef du département politique le plus estimé des diplomates. Outre sa collaboration à la constitution et son rapport sur le nouveau pacte (12), ses notes du 15 février 1848 et du 9 février 1852 (13) sont parmi les documents les plus importants qu'il ait rédigés (14). De graves dangers ont été évités par la clarté de ses conclusions (15).

L'influence de *Munzinger* sur la politique extérieure a été assez faible. Ce magistrat, d'une supériorité d'esprit incontestable (16) seconda les efforts de Furrer (17). En 1851, *Munzinger* ne fit que continuer la politique du premier Président de la Confédération : une diplomatie de fermeté républicaine, sans apparat ni vaines promesses, maintenant une stricte neutralité. Les diplomates louent son affabilité, sa franchise, sa bonne volonté égale pour tous.

Henry Druet (18) était d'un tempérament tout différent de celui de ses deux collègues. Né d'un père suisse romand et d'une

(12) Rapport sur le projet de la nouvelle constitution fédérale, 6 août 1848 (jour de vote dans le canton de Zurich) ; publiée dans ISLER Alexander : *Bundesrat Dr. Jonas Furrer*, appendice 1, pp. 47-60.

(13) Réponse à la note française du 23 janvier 1852 ; cf. p. 256 sq.

(14) Pour les années suivantes, cf. ISLER, *op. cit.* 136-224.

(15) Voici les grandes lignes de la vie de *Furrer* (1805-1861). Fils d'un serrurier de Winterthur, *Furrer* fait des études de droit à Zurich, Heidelberg et Göttingen. Examen d'avocat, 1834 élu au Grand Conseil du canton de Zurich, 1836 vice-président, 1837 et 1839 président. 1842 second député à la Diète. 1845 bourgmestre de Zurich et président du gouvernement cantonal ; comme tel, il est président de la Diète. En 1847, *Furrer* fait nommer Dufour général de l'armée fédérale ; c'est donc lui qui écarte Ochsenbein de la plus haute charge militaire de la Confédération. 1848, 16 novembre : *Furrer* est nommé, le premier, membre du Conseil fédéral. Président de la Confédération en 1848/49, 1852, 1855 et en 1858 ; F. est mort le 25 juillet 1861.

(16) *Bois-le-Comte à Guizot*, 16-17 janvier 1848 (fs. Suisse 560/104).

(17) *Joseph Munzinger*, 1791-1855, d'Olten (Soleure). Comme conseiller fédéral, *Munzinger* a commencé et achevé en quelques mois l'introduction du nouveau système monétaire basé sur le franc français. Président de la Confédération en 1851, il a suivi la politique de *Furrer* ; décédé le 6 février 1855.

(18) Né le 12 avril 1799 à *Faug* près de Morat, fils d'un aubergiste. Etudes à l'Académie de Lausanne ; licence en droit : 1819. Etudes à Tübingen 1821, Heidelberg, Göttingen 1822, Berlin 1823, Paris 1824 ; séjour en Angleterre. A Moudon (Vaud), stagiaire dans une étude d'avocat. Elu au Grand Conseil

mère suisse allemande, il unissait dans son caractère les qualités et les défauts des deux races.

Druey ⁽¹⁹⁾, homme bien doué, grand travailleur, était sujet à des colères brusques, à des changements d'opinion dont il ne se rendait pas toujours compte ⁽²⁰⁾. Il était « d'une franchise brutale » ; d'un radicalisme intransigeant, il se laissait facilement emporter : ses discours dépassaient souvent les bornes imposées à l'un des premiers magistrats de l'Etat, et rappelaient la violence de certaines péroraisons d'Ochsenbein ⁽²¹⁾. Pendant dix ans ⁽²²⁾ rédacteur du « Nouvelliste Vaudois », Druey écrivait avec facilité ; ses articles politiques, d'un style clair et plein de fougue, formèrent l'opinion radicale du canton.

Mais les plus acharnés conservateurs ont reconnu que Druey était un homme d'Etat qui ne travaillait que pour le bien de la patrie, tout en se laissant aller parfois à des extrémités. « C'est un homme d'Etat radical », écrit Salignac ⁽²³⁾, « mais qui a quelquefois des idées gouvernementales justes et qu'il défend avec franchise ». Le diplomate d'extrême droite et le démocrate qui, malgré ses idées radicales ⁽²⁴⁾, prenait parfois des allures de dictateur, se retrouvaient sur un champ commun : gouverner, c'est agir, et non pas obéir.

en 1827. Membre du tribunal d'appel : 1830 ; 1831 membre de l'Assemblée constituante vaudoise, puis conseiller d'Etat. Député vaudois aux Diètes fédérales en 1832, 1840, 1841, 1845, 1846, 1847. Commissaire fédéral à Bâle-Campagne 1832. Président du tir fédéral à Lausanne, 1836. 1845 chef du gouvernement provisoire, puis *Président du Conseil d'Etat de Vaud*. 1847 un des rédacteurs de la constitution fédérale. 1848/49 *Vice-Président du Conseil fédéral*. 1850 *Président de la Confédération*. 1851 et 1853-55 *chef du département des finances*, 1852 du département de Justice et Police. Décédé le 29 mars 1855.

(19) Pour la bibliographie, voir BERCHTOLD F. ; DERIAZ E. ; HEER ; LERESCHE J.-L.-B. (panégyrique) ; MAILLEFER Paul ; VERDEIL-GAULLIEUR.

(20) HEER, p. 33, raconte, à ce sujet, l'incident suivant : Druey avait vivement combattu, devant l'Assemblée fédérale, un amendement qu'il avait défendu quelque temps auparavant. Son adversaire le lui rappela. Druey répliqua qu'il n'avait pas le temps de consulter, avant de parler, les journaux et les procès-verbaux pour savoir ce qu'il avait dit deux ou trois années auparavant.

(21) Cf. le discours du 31 juillet 1850, lors d'un banquet radical. Reinhard à La Hite, 8 août 1850 (*fs. Suisse* 566/15).

(22) 1835-45.

(23) Salignac à Tocqueville, 1^{er} juillet 1849 (*fs. Suisse* 563/143).

(24) Cf. p. 22, n. 50 et *Moniteur Universel*, 15 janvier 1848.

Druey préféra brusquer le Prince-Président et son ambassadeur ; plutôt que de trahir ses idées radicales, il oublia les devoirs de politesse qui incombent à un chef d'Etat (25). Cette même ardeur explique la propagande faite par Druey en faveur d'une intervention suisse en Italie, en 1848.

Le séjour qu'il fit à Paris, en 1824, détermina, pour toute sa vie, les idées de Druey sur la France. Il n'est pas précisément l'ami des Français (26). Il voit le Paris d'après Napoléon. Les jours glorieux de l'Empire, regrettés, n'ont laissé que le vide, abandonnant le pays aux luttes des partis. A la Sorbonne, Druey fait des études sérieuses (27). Il est reçu dans les salons où il connaît Guizot, dont le caractère tranchant le choque. Ainsi, le séjour fait à Paris à une époque peu favorable à la France, et le caractère même de Druey expliquent en majeure partie les dissentiments qu'il eut plus tard avec Reinhard. Oubliés au moment de la Révolution, les préjugés de Druey reparurent après l'élection de Louis-Napoléon. Dans les jeux de partis sous la présidence, il ne retrouvait que la répétition de ce qu'il avait vu lui-même en 1824. Ses sympathies allaient plutôt aux républicains proscrits qu'à celui qui les pourchassait (28). Le sentiment de ses devoirs empêcha seul Druey de leur laisser plus de liberté (29).

II. LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE SUISSE A PARIS

Après la mort de *Georges de Tschann* (30), le secrétaire *Delley*

(25) Au mois d'août 1850, Druey refusa de faire complimenter Louis-Napoléon à Strasbourg : « La Suisse, dit-il, n'est pas un satellite de la France ». [Allusion à l'article du Prince-Président du 3 mars 1850 (*Nation-Soleil*)].

(26) Cf. BERCHTOLD, MAILLEFER.

(27) Littérature française : *Villemain* ; sciences économiques : *Say* ; lectures : Lamennais, Victor Hugo, Lamartine, Stendhal, Mérimée, Thiers, Mignet, Aug. Thierry, Mme de Staël.

(28) Cf. pp. 237-263.

(29) Druey était aussi le principal adversaire d'une convention sur la propriété littéraire.

(30) 28 novembre 1847. *Georges de Tschann* avait été chargé d'affaires à Paris de 1814 à 1847. Cf. *Delley au Directoire*, 29 novembre (AF, corr. 1905 : 305, 309, 313, 317).

administra la légation ⁽³¹⁾ jusqu'en juin 1848, comme chargé d'affaires provisoire ⁽³²⁾.

Le colonel *Barman* avait porté la parole au nom des Suisses résidant à Paris, lorsqu'ils furent présentés en cortège à Lamar-tine par le général Thiard ⁽³³⁾. Barman resta chargé d'affaires de 1848 ⁽³⁴⁾ à 1856 et fut nommé ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire ⁽³⁵⁾ en 1856-57 ⁽³⁶⁾.

Barman appartenait au parti radical ⁽³⁷⁾, mais passa dans les rangs des modérés. Malgré sa position subalterne au sein du corps diplomatique ⁽³⁸⁾, il sut se créer de précieuses relations. Il était d'un caractère pondéré et ne se laissait pas dominer par les difficultés du moment. Barman a beaucoup contribué

(31) La légation se trouvait 19, rue Chauchat (aujourd'hui IX^e arrondissement, entre la rue de Provence et le carrefour Richelieu-Drouot). Il y avait alors 25.000 suisses domiciliés ou de passage à Paris.

(32) *Delley* fut pendant 26 ans au service de la légation, dont 18 (1830-48) sans un seul jour de congé. Le 15 décembre 1852, Barman remercia *Delley* (depuis le 1^{er} juin 1848 chancelier de la légation) pour le remplacer par son fils.

(33) *Thiard à Bastide*, 22 mai 1848 (*fs. Suisse* 561/245). *Delley* s'était opposé à cette démonstration ; le Directoire approuva cette réserve.

(34) La première dépêche date du 1^{er} juin 1848 (*AF*, 1905, 449).

(35) *Joseph Hyacinthe Barman*, né en 1800 à St-Maurice, Valais (originaire de St-Maurice, Daviaz et Vérossaz), fit ses études à Turin (docteur en droit). Président du tribunal du district de St-Maurice ; député en 1839 et président du corps législatif en 1840. Exilé du canton, il séjourne à Vevey, Lausanne, puis à Paris. Il entre en relations avec Lamartine et Thiers (*cf. p.* 260). Depuis le 22 mai 1848, il est resté affecté au service diplomatique de la Confédération. Commissaire suisse à l'exposition universelle de 1855. Chevalier de la Légion d'Honneur.

(36) *J.-C. Kern* prit sa succession (1857-1882). Les dates exactes des fonctions de Barman sont : nomination de chargé d'affaires : 22 mai 1848, ministre plénipotentiaire : 26 juin 1856, rappel 23 sept. 1857.

(37) *Salignac* prétend qu'il avait été membre de la société du Grütli et rappelle en 1852 que Barman avait porté (en 1848) le drapeau suisse devant l'hôtel de ville « à cette époque funeste » ; *cf. p.* 28, n. 2.

(38) Le 1^{er} décembre 1852, *Barman* propose au Conseil fédéral de substituer un ministre-résidant au chargé d'affaires ; celui-ci n'étant accrédité qu'auprès du ministre des Affaires Etrangères, il n'est pas admis à présenter au souverain un compatriote ; aucun entretien particulier avec le souverain ne lui est accordé, sauf par ordonnance spéciale (*cf. p.* 105, n. 32). Le chargé d'affaires de Suisse était le plus ancien dans le rang de ses collègues (de Chili, Costarica, Nouvelle Grenade et Pérou). A part ces cinq Etats, tous les diplomates accrédités à Paris avaient le rang de ministres résidents, ministres plénipotentiaires ou ambassadeurs. Le Conseil fédéral n'accéda à ce vœu de Barman qu'en 1856. La Suisse entretenait des consulats à Lyon, au Havre, à Bordeaux, Marseille, Nantes, Nice, à Bastia et à Alger.

à rassurer le gouvernement français sur les mouvements des réfugiés et à résoudre l'affaire de Neuchâtel.

III. CHARGÉS DE MISSIONS EXTRAORDINAIRES

La Confédération n'aurait pu nommer de meilleurs représentants auprès du Président de la République, que ses amis le *général Dufour* et *J. C. Kern*.

Louis-Napoléon connaissait Dufour ⁽³⁹⁾ depuis son séjour à Thoune, où il avait été son élève à l'école d'artillerie. Dufour avait servi sous l'Empereur et était resté bonapartiste ⁽⁴⁰⁾. Qu'il s'agît de complimenter le Prince ⁽⁴¹⁾ ou de l'éclairer sur les événements de Suisse ⁽⁴²⁾, Dufour trouva un accueil cordial auprès de Louis-Napoléon qui exprima souvent le désir de le revoir ⁽⁴³⁾. Dufour fit plusieurs visites au Président à Paris, en 1849, surtout en avril-mai et en novembre-décembre 1852 ⁽⁴⁴⁾. En mai, nous remarquons un apaisement ⁽⁴⁵⁾ dans la

(39) La reine Hortense avait songé à le nommer précepteur du jeune prince ; Dufour préféra la carrière militaire.

(40) Eugène de BUDÉ a exposé en détail les rapports entre Napoléon III et le général Dufour. Cf. *R. des Deux Mondes* 1904, vol. XX, pp. 581-612.

(41) A Strasbourg, en juillet 1852 ; cf. p. 104, n. 28.

(42) Escher avait proposé d'envoyer Dufour à Paris, en janvier 1852. La mission n'eut pas lieu ; Dufour envoya une lettre au Président (13 février). Cf. GAILLARD : *Lettres polit.*, p. 116 sqq. Le général était à Paris en avril (questions du chemin de fer de Lyon à Genève ; *Barman au Conseil fédéral*, 30 avril 1852.

(43) *Barman au Conseil fédéral*, 8 janvier 1849. Barman écrit au Conseil fédéral que le général est presque toujours retenu auprès du Président.

(44) Ces deux voyages étaient surtout consacrés aux questions de chemin de fer. Cf. *Barman au Conseil fédéral*, 19 mai 1852. L'intervention personnelle du général « aura sans doute contribué à faire pencher la balance en faveur du tracé direct » [entre Lyon et Genève]. La concession fut accordée à la compagnie Dufour-Kohler [banquier genevois]-Bartholony [directeur du chemin de fer P.O.] le 6 décembre 1852. Cf. p. 106, n. 35.

(45) Le général Thiard s'efforce de faire entrer Dufour dans le Conseil fédéral. Reinhard veut contribuer à lui faire accepter la présidence du Conseil d'Etat. Baumgartner (par l'intermédiaire d'Aubry, conservateur bernois) engagea Ochsenbein (devenu conservateur) à déterminer Dufour à poser sa candidature. Reinhard tient ces renseignements d'Aubry qui lui confie comment cette entreprise contre Fazy se rattache aux coups qu'on veut porter à Staempfli en 1850 (*Reinhard à Tocqueville*, 21 septembre 1849, fs. Suisse

tension entre la France et la Suisse : l'influence de Dufour (46) n'y fut pas étrangère.

J. C. Kern, qui accompagna le général (47) à Strasbourg (en juillet 1852), jouera un rôle diplomatique important auprès de Napoléon III, lors du règlement définitif de la question de Neuchâtel, en 1856-57.

564/13 v. sq.). Dufour ayant répondu d'une manière très évasive, Reinhard propose l'envoi d'une lettre du Président de la République (ou une entrevue avec Reinhard à Berne).

(46) Le 2 février 1852, Dufour est promu grand-croix de la Légion d'Honneur, grade conféré par le Prince-Président. Louis-Napoléon témoignait par cet acte de son estime pour le général, mais aussi envers les hommes d'Etat modérés en Suisse qui étaient alors dans une situation très critique. La grand'croix donnée au général suisse au moment des menaces prussiennes et autrichiennes était un avertissement officiel à l'adresse de ces puissances.

(47) Le général Dufour est connu au-delà des frontières. En mai 1849, le *Comité de défense du Palatinat* nomme Dufour chef de la garde nationale du Palatinat ! Une députation se rendit à Genève pour lui annoncer sa nomination. Dufour refusa. (Cf. *Kraetzer-Relaerts, correspondant du ministère des Affaires Etrangères, à Drouyn de Lhuys, Strasbourg, 8 mai 1849, fs. M. D. Allemagne 129/320*). En novembre 1849, la régence de Schleswig-Holstein lui offrit, par un envoyé spécial (Jacobsen), le poste de commandant en chef des forces des Duchés. Jacobsen s'abstint d'offres définitives, parce que Dufour ne savait pas à fond l'allemand. Les colonels fédéraux Burckhardt et Ziegler (connus depuis la guerre de 1847) refusèrent d'accepter le commandement. (Reinhard à Hauptpoul, 7 novembre 1849, fs. Suisse 564/106 v.).

CHAPITRE IV

NÉGOCIATIONS SPÉCIALES AUX RAPPORTS DE LA FRANCE ET DE LA SUISSE

A. QUESTIONS PRINCIPALES

I. LE DROIT D'ÉTABLISSEMENT EN SUISSE

Dans les chapitres précédents, nous avons essayé de donner un aperçu des conditions fondamentales qui commandent les relations franco-suisse à l'époque que nous étudions. La constitution fédérale et les forces respectives des partis des deux pays sont des facteurs essentiels, auxquels s'ajoutent les opinions politiques des hommes dirigeants. Ayant ainsi dégagé, pour ainsi dire, le champ des négociations, nous nous attachons maintenant à l'examen développé des questions débattues entre la France et la Confédération.

Le cours des pourparlers a souvent été interrompu, pour différentes raisons : soit que le ministre de France désirât attendre le résultat de certaines élections, soit que le gouvernement de la République tint à diviser les questions pour conserver à chacune sa valeur particulière. Ce mécanisme de la négociation multiple ressortira du chapitre final.

La Deuxième République a accepté, comme une part de la succession du régime déchu, le différend avec la Suisse au sujet de l'établissement des Juifs français. La discussion tourne autour du traité d'établissement : c'est, du reste, la convention la plus importante signée par les deux pays depuis 1815.

a. Le traité d'établissement

Depuis leur immigration en territoire helvétique, tantôt les Juifs jouirent d'une tolérance restreinte, tantôt ils furent persécutés (1). La France fut la première puissance étrangère qui protégeât ses ressortissants israélites en Suisse, en 1701 et en 1718 (2).

Avant la Révolution, en France même, les Israélites n'étaient pas égaux en droits aux Français de confession chrétienne. Mais le roi insistait pour qu'à l'étranger les Juifs français jouissent des mêmes privilèges que tous ses sujets : le prestige de la France était en jeu et prévalut dans la politique française en faveur des Juifs jusqu'à leur complète émancipation en 1874.

Pour l'histoire de l'établissement des Israélites dans les cantons suisses, c'est un événement important que la conclusion de la convention franco-helvétique du 30 mai 1827 (3).

Par cette convention, les deux gouvernements s'étaient engagés à ne faire aucune différence entre leurs propres ressortis-

1) On distingue quatre périodes dans l'histoire des Juifs en Suisse : I^{re}, de l'établissement des premières colonies, première moitié du xiv^e siècle, jusqu'à leur anéantissement en 1348 et 1349. II^e, de la réadmission, environ 1360, aux bannissements à la fin du xv^e siècle. Vers 1500, les Juifs avaient presque complètement quitté la Confédération. III^e période : d'une infiltration lente à l'établissement de petites colonies, jusqu'à la fin de l'ancien régime en Suisse, en 1798. La IV^e période est marquée, au début, par l'admission et l'égalité complète sous la constitution helvétique, par les restrictions apportées par l'acte de Médiation et les constitutions de 1815 et 1848 ; elle dure jusqu'en 1874 ; la constitution fédérale de cette année efface les dernières traces d'inégalité entre chrétiens et Israélites sur tout le territoire suisse. Cf. NORDMANN, Achilles, op. div.

(2) Cf. NORDMANN Achilles : *Geschichte der Juden in Basel seit dem Ende der II. Gemeinde bis zur Einführung der Glaubens- und Gewissensfreiheit*, 1397-1875. *Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde* XIII, 1913, 8^o 190 pp. ; cf. p. 174, le texte de la note française adressée au Conseil de Bâle, le 16 novembre 1701, et p. 175, le texte de la lettre du 7 octobre 1718.

(3) Cette convention (avec note additionnelle du 7 août 1826) fut remplacée par le traité d'établissement du 23 février 1882. Le traité du 18 juillet 1828 (pour les rapports de voisinage, de justice et d'administration) fut également abrogé par une nouvelle convention du 23 février 1882, complétée le 31 octobre 1884 (concernant les délits de chasse) et par un article additionnel du 25 juin 1895 (importation de bois sciés). Les conventions du 23 février 1882 et leurs articles additionnels régissent les rapports actuels entre la France et la Suisse.

sants et ceux de l'autre partie contractante (4). Selon l'article I^{er}, les Suisses pouvaient donc s'établir librement en France, et les Français dans les cantons suisses, aux mêmes conditions que les Suisses venant d'un autre canton.

Aucune mention n'est faite, dans cette convention, ni des Juifs en général, ni des Israélites français en particulier. Ce silence traduit bien la politique des deux pays à leur égard. Les Israélites suisses jouissant en France de tous les droits, les Juifs français établis en Suisse durent ressentir comme une injustice leur exclusion de divers cantons.

Par sa complète assimilation des droits d'établissement, de domicile et d'industrie en Suisse et en France, la convention semble donner entière liberté aux Israélites français sur le territoire de la Confédération. Les cantons contractants reconnurent la singulière contradiction qu'aurait apportée à l'article I^{er} une clause excluant les Juifs (5).

Les délégués suisses consentirent donc à signer la convention telle quelle, après des explications écrites données par l'ambassadeur de France (6).

(4) La convention de 1827 fut d'abord conclue et signée par les plénipotentiaires du roi et de la Diète, mais les cantons étaient libres d'y adhérer ou non. Ont signé la convention le 30 mai 1827 : Zurich, Berne, Lucerne, Fribourg, Soleure, Bâle, Schaffhouse, St. Gall, les Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève. Les signatures d'Uri, Schwiz, Unterwald, Zoug, des deux Appenzell et de Glaris manquent. La convention fut déclarée applicable à toute la Confédération le 30 juillet 1828.

(5) Cet article est ainsi conçu : « Les Français seront reçus et traités dans chaque canton de la Confédération, relativement à leurs personnes et à leurs propriétés, sur le même pied et de la même manière que le sont ou pourront l'être à l'avenir les ressortissants des autres cantons. Ils pourront en conséquence aller, venir et séjourner temporairement en Suisse, munis de passeports réguliers, en se conformant aux lois et règlements de police. Tout genre d'industrie et de commerce permis aux ressortissants des divers cantons, le sera également aux Français, et sans qu'on puisse exiger d'eux aucune condition pécuniaire ou autre plus onéreuse. Lorsqu'ils prendront domicile ou formeront un établissement dans les cantons qui admettent celui des ressortissants de leurs Etats, ils ne seront également astreints à aucune autre condition que ces derniers ».

(6) Les traités se trouvent au vol. 2030 AF ; la lettre de Rayneval : fol. 230-232. Voici le passage relatif aux Israélites (7 août 1826) :

« Le premier point qui ait paru avoir besoin de quelques éclaircissements, est relatif aux Israélites, sujets du Roi, qui, en cette qualité, pourraient se croire autorisés à réclamer dans tous les cantons le bénéfice de l'article I^{er} du projet arrêté entre la Commission et moi. Je ferai observer, à cet égard,

La diplomatie française se proposait un double but.

Dans un traité qui devait régler, pour assez longtemps, les relations franco-helvétiques, la France ne pouvait se désintéresser de la cause de ses sujets juifs.

Une simple explication additionnelle était moins dangereuse qu'un article inséré dans le traité même, et avait plus de chance d'être abrogée par des négociations ultérieures sans entraîner la dénonciation de tout le traité.

D'après la note explicative du 7 août 1826, l'admission des Juifs français dépendait des constitutions cantonales, et nullement de la convention elle-même, comme certains délégués cantonaux l'avaient désiré. Plus tard, surtout de 1851 à 1864 (7), la France ne cessa de solliciter des modifications aux lois cantonales et fédérales en vue de l'égalité devant la loi des Juifs et des chrétiens en Suisse. Même en intervenant pour les Juifs en général, la France agissait donc dans le sens de la lettre de Rayneval.

Mais, loin de s'entendre, à partir de 1827, sur la voie à suivre, la France et la Suisse poursuivaient leur politique séculaire au sujet de l'établissement des Juifs. Dorénavant, la France s'appuyait sur l'article I^{er} de la convention — la Suisse sur la déclaration de Rayneval.

En effet, la plupart des notes françaises ne semblaient tenir aucun compte de cette déclaration. La diplomatie française ignorait parfois la lettre du 7 août 1826. Le Directoire fédéral ne manquait jamais de la rappeler au gouvernement français pour justifier l'attitude des cantons.

que cet article ne concédant aux français que les droits qui sont accordés par chaque Etat de la Confédération aux ressortissants des autres cantons, il s'en suit nécessairement que dans ceux des cantons où le domicile, et tout nouvel établissement seraient interdits par les lois aux individus de la religion de Moïse, les sujets du Roi, qui professent cette religion, ne sauraient se prévaloir de l'article en question pour réclamer une exception à la règle générale. Il est bien entendu toutefois, et c'est une conséquence directe de l'article 6, que ceux d'entre eux, qui se seraient établis sur le territoire de la Confédération sous le régime de l'acte de médiation et en vertu du traité de 1803, continueront à jouir des droits qui leur étaient acquis ».

(7) Cf. la note du 27 octobre 1851, p. 181.

Entre 1827 et 1848, la cause juive en Suisse ne fit pas de progrès sensibles (8).

*
**

Jusqu'ici, on considérait la politique du gouvernement de Juillet dans cette question comme partielle et comme ayant tendance à négliger les engagements pris par Charles X. Les documents mis à notre disposition au Quai d'Orsay nous permettent de rectifier cette opinion sur plusieurs points. Le gouvernement de Louis-Philippe jouait le rôle de médiateur entre les Israélites et les cantons helvétiques, tout en gardant la direction indiquée par le droit public pour sauvegarder le prestige de la nation (9).

La politique de *Louis-Philippe* à l'égard des Juifs français en Suisse s'en est tenue à la convention conclue : elle est restée fidèle à une tradition remontant à près d'un siècle et demi.

La *République* allait-elle continuer dans cette même voie, ou prendrait-elle une autre direction ?

(8) Le canton de Vaud fut le plus tolérant : Neuchâtel opposa parfois des difficultés aux Juifs ; Genève et Berne développèrent leur tendance à l'amélioration du sort des Israélites en 1841 et en 1846. Seuls les cantons d'Argovie et les deux Bâle persistaient dans une opposition systématique qui se prolongea jusqu'en 1861, 1864 et 1874 (Argovie efface les dernières traces d'inégalité en 1879).

(9) Plusieurs fois le gouvernement refusa d'intervenir pour des Juifs : cf. la réponse donnée au Consistoire central de Paris, le 5 juin 1845 (*Dossier spécial*) : « ...en droit, le gouvernement du Roi n'est pas fondé à réclamer contre la décision qui atteint M. [Moïse] Blum... » Il s'agit d'une exception « formellement consacrée dans la note du 7 août 1826 ». « ...Vous jugerez, Messieurs, qu'en présence d'actes et d'engagements si formels, le gouvernement du Roi ne serait pas en mesure de réclamer contre la décision dont vous m'avez fait l'honneur de m'entretenir, si regrettable qu'elle soit ».

Cf. HALPHEN, *Recueil*, p. 468 [H. prétend que le « Ministère se propose de demander l'égalité absolue, devant la loi, des Juifs en Suisse »]. Cf. la déclaration de Guizot (fs. Suisse 548/182) :

« La question des représailles est si délicate contre un état aussi faible que Bâle-Campagne, la question des Juifs est si irritante dans ce pays, la déclaration de 1826 nous a placés à cet égard sur un si mauvais terrain ».

Des discussions eurent lieu à la Chambre le 10 mai 1845, le 25 mai 1846 et le 24 juin 1847, cette dernière à la suite d'une interpellation du colonel Cerfberr. Cf. supplément du *Moniteur* du 25 juin 1847. Cf. AF, vol. 1905, pp. 172-174.

*b) Les Israélites français en Suisse**1. Les Israélites français en Suisse en 1848.*

Fuyant devant les persécutions dirigées contre eux par les habitants du département du Haut-Rhin, un nombre considérable de Juifs alsaciens se jeta dans les communes suisses limitrophes de la France. Dans l'Ajoie, à Delémont et à Bâle, on les accueillit comme le méritaient des réfugiés et on les abrita jusqu'à ce que les escadrons de la garde républicaine eussent rétabli l'ordre dans les villages soulevés par des haines de religion et de race (10). Deux bataillons suisses montèrent la garde à la frontière.

Le 8 mars, le chargé d'affaires provisoire de Suisse, Delley, fit une démarche auprès de Lamartine pour engager le gouvernement provisoire à mettre fin à ces désordres dans le département (11). A partir du mois d'avril, les Juifs réfugiés regagnèrent peu à peu leurs domiciles en Alsace.

Un second mouvement, moins important, eut lieu en décembre 1848 ; il fut réprimé par les troupes qui facilitèrent la rentrée des Juifs après quelques semaines de séjour en Suisse.

Les Israélites français, au courant des difficultés auxquelles leurs coreligionnaires étaient en butte dans certains cantons suisses, espéraient un revirement complet de la politique française après la Révolution.

Ils s'adressèrent individuellement, en groupes et par leurs organisations officielles, au gouvernement provisoire, s'appuyant, selon toute apparence, sur le manifeste du 4 mars, qui dénonçait les traités de Vienne dans leur portée juridique. Ils

(10) Cf. pp. 206-207. NORDMANN, Achilles : *op. cit.* Reinhard (3 mars, fs. Suisse 565/11) parle de plusieurs milliers de juifs réfugiés en Suisse. Il y en avait environ 3.000.

(11) Cf. Corr. Delley au Directoire, 21 mars 1848. Les instructions du Directoire fédéral à Delley datent du 2 mars. Si Delley a attendu du 6 au 8 mars, c'est que Lamartine fut presque constamment occupé au gouvernement et ne pouvait « donner que quelques rares moments aux affaires de son département » (Delley, 25 mars 1848).

s'efforcèrent de faire déclarer aussi l'annulation de la convention franco-suisse de 1826-27.

« Les anciennes conventions faites sous la Restauration sont expirées. La République va négocier de nouveau », écrit le colonel Cerfberr le 30 mai 1848 ⁽¹²⁾, en recommandant à toute la sollicitude du ministre « la position anormale faite, en Suisse, aux citoyens français professant le culte israélite ». Mais Jules Bastide marque, au crayon, en marge : « erreur » ; il répond dans ce sens au colonel. Celui-ci s'adresse, le 1^{er} août, à la sous-direction des cultes non-catholiques (au ministère de l'Instruction publique), qui transmet la demande aux Affaires Étrangères le 12 décembre ; la réponse, naturellement, est négative.

Le 26 août, le ministre reçoit une demande d'intervention en faveur de trois Israélites à Bâle : cette demande attire son attention sur « la position malheureuse et vraiment critique des citoyens français établis à Bâle ».

Il était naturel pour des pétitionnaires juifs, d'insister le plus fortement possible sur leur qualité de citoyens français. Ils n'étaient dans l'erreur que sur un seul point : ils confondaient la situation embarrassée d'une minorité qui ne savait pas se conformer aux lois suisses, avec celle de l'immense majorité des Français — juifs et chrétiens — qui vivaient dans les cantons sans être inquiétés.

Jules Bastide donna la même réponse pour les trois Juifs de Bâle que pour le colonel Cerfberr ; il note sur leur lettre : « Bâle est dans son droit, d'après la note de M. de Rayneval en 1826, dérogation de l'art. I^{er} de la convention de 1827, en ce qui regarde les Juifs, et dès lors, il n'y a pas lieu d'intervenir » ⁽¹³⁾.

Le même jour (23 août), arrive au ministère des Affaires Étrangères une pétition de la communauté israélite à Bâle, sollicitant l'appui de la France contre les articles exclusifs de la *nouvelle constitution fédérale* : « Notre position est des plus désolantes » ⁽¹⁾. Le ministère ne donna aucune suite à cette

(12) *Note du Consistoire central au ministre des Affaires Étrangères, Paris, 5, rue Helder, 30 mai 1848 (fs. Suisse, dossier spécial).*

(13) *Fs. Suisse, dossier spécial* [la demande est datée de Bâle, 23 août].

demande. Mais, le 27, le président du Consistoire central revient à la charge (14). Il allègue, dans un exposé historique, qu'en 1827, « les deux Etats ont renouvelé pour 20 ans, leur traité, *aujourd'hui expiré*, qui contient un article si injuste, si injurieux pour les Israélites (15). D'après ce traité, les Français devaient être considérés dans les cantons comme les ressortissants des autres cantons, mais, comme plusieurs d'entre eux *n'en admettent point*, il s'en suivait *l'exclusion facile des Français* et encore mieux, celle des Israélites ». — « Mais aujourd'hui, continue Cerfberr, que les articles 41, 44 et 48 du nouveau projet de constitution fédérale ont profondément changé les anciennes dispositions, je viens réclamer plus vivement que jamais, l'application la plus large de l'exercice de nos droits, droits inhérents à notre qualité de citoyens français, persuadé d'ailleurs que le moment ne saurait être plus opportun, et que la République ne peut traiter avec la Suisse que sur le pied de la plus parfaite réciprocité. »

Le président du Consistoire central connaissait, d'après le texte de sa demande, les stipulations de la convention de 1827, qui du reste, avait été antérieurement notifiée au Consistoire.

L'interprétation qu'il donne à la déclaration du 7 août 1826 étendait à tous les Français la condition exceptionnelle faite aux Juifs. C'était là un moyen trop facile d'entraîner le ministre dans une démarche contraire aux traités. La manière de présenter la législation suisse comme intolérante envers tous les Français, la demande de dénonciation du traité conclu, l'évocation légèrement pathétique des injustices auxquelles les citoyens français étaient exposés en Suisse, sont les traits caractéristiques des pétitions adressées par les milieux israélites au gouvernement et, plus tard, au Prince-Président.

(14) En août 1848, le Consistoire central israélite à Paris était constitué de la façon suivante :

Président : Colonel Cerfberr ; Grand-Rabbin : Marchand Ennery ; Membres ordinaires : Raphaël aîné, Adolphe Frank, Halévy, Hermerdinger, Anspach, Halphen ; secrétaire : Munck.

(15) Souligné dans l'original. Jules Bastide écrit en marge : « erreur, la convention du 30 mai 1827 ne contient aucune clause qui en limite la durée ».

Le moment, comme le dit Cerfberr « était opportun » ; après le refus de Bastide d'intervenir (fin mai), il était même d'une extrême urgence, pour les intérêts des Juifs, d'empêcher l'adoption des articles exclusifs 41, 44 et 48 de la constitution fédérale, car celle-ci venait d'être soumise au vote populaire.

Mais, là encore, le ministre des Affaires Etrangères refusa d'accéder aux propositions du colonel (16).

La campagne organisée par le Consistoire central contre la nouvelle constitution fédérale échoua donc par la seule opposition du ministre, mieux au courant des obligations internationales et des affaires suisses que certains milieux israélites ne semblaient le croire (17).

Le gouvernement avait tracé clairement la conduite qu'il allait suivre.

Pendant plus d'une année, les Juifs se résignèrent à un état légal qu'ils n'étaient pas à même de modifier. La constitution fédérale fut votée le 12 septembre 1848, sans que, ni le Vorort, ni le public, eussent eu connaissance de toutes les sollicitations adressées par les Israélites depuis l'avènement de la République. Le gouvernement provisoire s'est strictement tenu à la convention de 1827 ; Jules Bastide n'a fait que continuer cette politique.

*

L'article 41 de la *nouvelle constitution fédérale* permet l'établissement aux Suisses de confession chrétienne seulement (18) ; l'article 44 restreint aux seules confessions chrétiennes le droit

(16) Remarque, au crayon : « rien de possible à cet égard en présence de la déclaration de 1826 ».

(17) A un moment donné, la cause des Israélites était près de triompher. Les cantons romands, Berne et même l'Argovie étaient plutôt favorables à l'égalité, de tous les cultes dans la nouvelle constitution (cf. NORDMANN, 50. *Jahrestag*).

(18) « La Confédération garantit à tous les Suisses de l'une des confessions chrétiennes le droit de s'établir librement dans toute l'étendue du territoire suisse... [suivent les dispositions détaillées].

de culte (19) et l'article 48 règle l'égalité, devant les lois cantonales, des citoyens de confession chrétienne (20).

Ces trois articles semblent consacrer à jamais l'exclusion des Israélites du droit d'établissement et d'industrie, et des droits politiques. Néanmoins, l'année 1848 marque en Suisse, comme ailleurs, le début de l'émancipation. Comme le pacte de 1815 avait vieilli, comparé à certaines constitutions cantonales, la constitution fédérale de 1848 paraissait arriérée au regard de la tolérance plus large de quelques cantons (21).

2. L'établissement des Juifs français en Suisse pendant la présidence de Louis-Napoléon.

Jusqu'en 1851, la lutte fut comme assoupie. Les Israélites ne renonçaient pas à l'émancipation, mais l'absence de tout incident fâcheux procurait une détente salutaire. Le différend n'était qu'ajourné.

L'affaire reprit dans l'été de 1851 et fut suivie d'une négociation retentissante qui se prolongea jusqu'en mars 1853.

(19) Art. 44 : « Le libre exercice des confessions chrétiennes reconnues est garanti dans toute la Confédération.

Toutefois les cantons et la Confédération pourront toujours prendre des mesures propres au maintien de l'ordre public et de la paix entre les confessions ».

(20) Art 48 : « Tous les cantons sont obligés de traiter les citoyens de l'une des confessions chrétiennes ressortissants des autres Etats confédérés comme ceux de leur Etat, en matière de législation et pour tout ce qui concerne les voies juridiques ».

(21) Cf. p. 172, n. 8. Même Bâle-Ville accepta, le 7 février 1849, une dérogation à sa constitution (du 8 avril 1847 ; la dérogation est du 24 avril 1849), permettant de s'établir aux fils israélites nés ou élevés à Bâle. Le Conseil de Bâle alla même jusqu'à autoriser la construction d'une synagogue. Voir à ce sujet : NORDMANN A. : *Juden in Basel*, 130. La demande fut adressée au Conseil le 23 novembre 1849 ; l'inauguration eut lieu le 4 septembre 1850, en présence des autorités municipales.

Reinhard n'a pas manqué de relever le progrès réalisé à Bâle, dans le sens de la tolérance. (Reinhard à La Hitte, 6 septembre 1850, fs. Suisse 566/55 sq.) : « ...je suis heureux de pouvoir vous citer un fait qui, sur un point où il y avait jusqu'à présent à reprocher de l'intolérance à ces deux confessions, annonce un progrès remarquable. Le gouvernement de Bâle-Ville a permis aux israélites établis sur son territoire, d'y ouvrir une synagogue... ».

La communauté israélite comptait en 1847 sur 25.787 habitants, 104 âmes (chiffre le plus bas au XIX^e siècle) ; en 1850, les chiffres sont de 29.698 et de 107.

Comme sous la Monarchie de Juillet, les grosses difficultés surgissent dans les deux cantons de Bâle. Les pétitionnaires Ditisheim, Nordmann, Dreyfus, Schwob et Woog ne représentent qu'une petite minorité. Si les Juifs français, au bout d'une lutte séculaire, sont arrivés en Suisse à être sur un pied d'égalité avec les chrétiens, c'est au gouvernement et à ces quelques familles extrêmement tenaces qu'ils le doivent (22).

Il ne peut être question, ici, des nombreux petits incidents qui ont amené l'échange de notes pendant les quinze derniers mois de la Seconde République (23). Nous essaierons de résumer la politique française en faveur des Israélites du mois d'août 1851 jusqu'à l'avènement de l'Empire (24).

Une première phase des négociations est marquée par des demandes françaises en faveur de particuliers, demandes où les tendances d'émancipation générale tiennent le second rang. Elle s'étend jusqu'au 27 octobre 1851.

La seconde phase, caractérisée par des notes énergiques générales, se termine à la fin d'avril 1852.

La troisième est celle de la détente complète et du revirement de la politique française, en mai et juin, et la dernière, celle de la reprise de la protection des Juifs, de juin 1852 jusqu'en mars 1853.

*
**

Le 2 juillet 1851, Bâle-Ville émit une ordonnance contre les prête-noms, dirigée aussi sévèrement contre les chrétiens que contre les Juifs qui, par ce subterfuge, s'étaient glissés parmi les commerçants établis régulièrement. Ce fut le signal d'alarme :

(22) En 1857, les fils de quelques Israélites revendiqueront ce qu'on a refusé à leurs pères depuis plus de 20 ans.

(23) Pour les détails, cf. NORDMANN., *op. cit.*

(24) L'attention portée par le gouvernement à ce problème n'a jamais cessé d'être des plus vives. Cf. la dépêche de Reinhard (adr. à Baroche) du 13 juin 1851, sur le rejet, par le Sénat américain du traité paraphé le 25 novembre 1850 entre les Etats-Unis et la Suisse, « à cause de la clause qui oppose des restrictions au libre établissement sur le sol helvétique, des Juifs américains » (*fs. Suisse* 568/63-64 ; cf. aussi Reinhard à La Hitte, 19 déc. 1850, *fs. Suisse* 566/56).

toute une longue suite de plaintes portées contre Bâle et contre la Suisse mit en branle l'appareil diplomatique.

L'ordonnance permit de procéder, en premier lieu, contre un Juif qui s'était déclaré l'employé de son employé (Suisse de confession chrétienne) pour continuer son commerce sans être établi à Bâle. La police lui retira son permis de séjour et lui fixa un terme pour la liquidation du fonds. Isaac Schwob en référa au ministre de France à Berne ⁽²⁵⁾ et prévint ses amis de Paris. De plus, il s'adressa directement à Baroche, dans une lettre où la colère lui fit perdre le sens de l'exactitude ⁽²⁶⁾. Grâce à une note française, il put obtenir un délai suffisant pour l'écoulement de ses marchandises.

(25) *Jugement du 14 août 1851* ; en sus, 100 fr. suisses d'amende.

(26) Demande d'audience du 22 août 1851. *Reinhard* dit dans sa dépêche du 28 août (*Dossier spécial*) qu'il ne reste à la France que la ressource de s'entendre [avec les cantons] au moyen d'arrangements particuliers par l'intermédiaire du Conseil fédéral. *Baroche* relève la faute commise par la déclaration de *Rayneval* : « ...la conclusion d'un traité est inopportune tant que la totalité des Français ne pourrait y être comprise... ».

Isaac Schwob prétend dans sa lettre adressée au ministre que les « citoyens français professant la religion israélite n'ont jamais pu, officiellement, posséder en Suisse un immeuble, une maison de commerce, ouvrir une boutique ou faire acte de séjour réel ». Il rappelle l'efficacité de la protection française pour les frères *Wahl*, dont la cause fut portée devant la Chambre ; puis, il expose assez franchement le subterfuge dont il s'est servi. « Le soussigné n'a qu'à reconnaître ici avec un profond regret... que toutes ces justes réclamations françaises viendraient se briser contre l'inexorable fanatisme suisse alimenté par cette jalousie basse et vile qui fait craindre aux commerçants de ces pays arriérés la concurrence d'un rival israélite. Il s'est abrité de la manière suivante contre le mauvais vouloir des Protestants de Bâle.

Un négociant commissionnaire du pays — non israélite — a loué une maison et a pris une patente et c'est chez ce commissionnaire que l'exposant a continué son commerce.

Cet usage existait en Suisse depuis de fort longues années et, grâce à ce subterfuge obligé, plusieurs maisons israélites-françaises font depuis très longtemps des affaires importantes en Suisse.

Mais la jalousie des négociants de Bâle, qui ici se montre sans masque, n'a pas voulu tolérer que les Israélites fussent admis à faire du commerce chez eux, même sous pavillon étranger ; et à la date du 2 juillet 1851, l'autorité locale a défendu de se servir de prête-noms. (*Dossier spécial*, 28 août 1851).

Le Conseil fédéral notifia à la France qu'un délai était accordé à *Isaac Schwob* (notes du 24 sept. et du 4 oct.). Communication de la réponse suisse à *Schwob* par le ministre le 27 novembre 1851.

Pour l'affaire *Wahl* (1835-36), cf. *NORDMANN A. Die Juden im Kanton Baselland*, pp. 185-204.

Telle était, en général, la marche que suivaient les affaires des Israélites français qui s'étaient mis en contravention avec les lois (27). Il va sans dire que chaque fois le gouvernement de la République demanda une tolérance plus large, qu'il obtint le plus souvent. Ce qui nous intéresse ici, c'est le parti que le gouvernement français tira de ces cas particuliers.

Tout en se rapportant à des exceptions déterminées, les deux notes françaises du 14 septembre 1851 marquent une tendance à faire disparaître dans certains cantons l'inégalité entre chrétiens et Israélites (28).

Les notes du 14 et du 16 octobre insistent, en termes presque semblables, sur les conditions générales relatives à l'établissement des Juifs en Suisse (29). Le 28 octobre, le gouvernement de la République demande la suspension des décrets d'expulsion de Bâle-Campagne « en attendant la suite ultérieure qui pourra être donnée à cette affaire » (30).

(27) Furent expulsés de Bâle-Campagne, pour avoir employé des prête-noms : les frères *Ditisheim*, déjà expulsés en 1839, 1841, 1842, condamnés pour diverses infractions aux ordonnances sur le commerce en 1844, 1848, 1849, en mars et en juillet 1851. Les *Ditisheim* ne sont jamais partis sans revenir peu après. Notes françaises en leur faveur en 1845, 1851, 1852, 1857.

Les autres expulsés : *Dreyfus Isr.*, *Jung A. et S.*, *Nordmann Benj. et Woog Samuel*.

(28) Les premiers à protester furent *Dreyfus* et *Nordmann*. Leur plainte provoqua la seconde note française du 14 septembre (la première étant rédigée pour le cas d'*Isaac Schwob*). Correspondance : *Conseil fédéral à Bâle-Campagne* (demande d'explications), 15 sept. ; 20 sept. *Bâle-Campagne au Conseil fédéral* (le canton maintient son droit de procéder aux expulsions) ; *Conseil fédéral à Reinhard*, 24 sept. - 4 octobre (communication, en partie par traduction, de la réponse de Bâle-Campagne).

Un des frères *Nordmann* avait eu recours à *Reinhard*, le 25 févr., contre La Chaux-de-Fonds. Cf. *NORDMANN* Achille : « *Les Juifs dans le pays de Neuchâtel* », dans « *Musée Neuchâtelois* » 1922, no. 4-6 et 1923, no. 1-2. La première note du 14 septembre ajoute : « Je ne veux pas reproduire ici les considérations qu'il y aurait à faire valoir sur le point de vue de la tolérance contre la différence qui à Bâle, comme dans d'autres cantons suisses, est faite en matière d'établissement entre les chrétiens et les Israélites... ». La seconde note dit : « Indépendamment des considérations générales auxquelles peut donner lieu la question de l'établissement des Israélites en Suisse... ».

(29) Pour les frères *Ditisheim* à *Gelterkinden*, expulsés également, (cf. note 27) le 14 octobre. Le 16 octobre, note en faveur de *Samuel Woog* à *Rümlingen*.

(30) *Baroche* lui-même semble se méfier des plaintes juives. *Nordmann* et *Dreyfus*, par exemple, avaient assuré à *Reinhard* qu'ils étaient associés avec les Suisses qui leur servaient de prête-noms. Il y a une note en tête

Chacune de ces notes marque un pas en avant vers une négociation générale relative au problème israélite ⁽³¹⁾. En même temps, des démarches préparent la voie à l'offensive dirigée contre l'intransigeance de certains cantons en réservant à une date opportune l'assaut contre les articles 41, 44 et 48 de la Constitution fédérale ⁽³²⁾.

Cette première série de notes se termine le 27 octobre, par une nouvelle note tendant à généraliser l'affaire.

Comparée aux notes antérieures, celle-ci est plus violente. Elle signale la politique des cantons de Bâle comme un « système d'expulsion et de persécution » et leur reproche un « mauvais vouloir manifeste ». La note néglige complètement le subterfuge des prête-noms, quoique Reinhard et le gouvernement en eussent pleinement connaissance. Enfin, le document met en question les bonnes relations avec la France ⁽³³⁾.

Ce qui importait au gouvernement, c'était le fait que des citoyens français eussent été expulsés des deux cantons. Il était nécessaire de ne pas laisser sans secours moral tout un groupe de compatriotes. Pour la France, c'était moins une question de droit international qu'une question de prestige qui était en jeu.

Les réponses documentées du Conseil fédéral expliquent insuffisamment l'accroissement d'irritation que nous avons constaté dans les notes successives. Le mécontentement exprimé avec tant de vivacité provenait surtout du nombre de plaintes déposées au ministère par les Israélites.

de la dépêche de Reinhard du 10 octobre : « Il faut s'assurer que ce n'est pas un faux prétexte et que les Juifs en question étaient bien véritablement associés. Au reste c'est toujours la même difficulté pour les Juifs ». (*Dossier spécial*).

(31) Les notes françaises sont de plus en plus pressantes. Celle du 16 octobre demande au Conseil fédéral de faire connaître à Reinhard « promptement » des mesures que sa communication « engagera sans doute le Conseil fédéral à adopter ».

(32) Le 8 juin 1851, la Suisse avait conclu avec la Sardaigne un traité d'établissement qui semblait marquer plus de tolérance envers les Juifs que la convention franco-suisse. Reinhard proposa à Baroche le renouvellement des traités avec la Suisse (Reinhard à Baroche, 20 juin 1851).

(33) Reinhard parle d'un « grand nombre » de Juifs qui seraient ruinés par les expulsions. Le chiffre exact est de onze.

Les milieux juifs créèrent une « véritable atmosphère de tendances émancipatrices qui exerçait sa pression dans toutes les directions » (34).

En septembre, l'actif rabbin Nordmann de Hegenheim groupa autour de lui les commerçants israélites, de concert avec le Consistoire central de Paris (35). Des recommandations personnelles (36), des démarches à Berne (37) et à Paris (38), la présentation aux Affaires Etrangères d'un mémoire (39) et d'un dossier documenté (40) se succédèrent à peu d'intervalle.

La pétition du Consistoire central de Paris demande énergiquement l'assimilation des Israélites aux Français des autres cultes en Suisse (41).

Chaque réclamation à propos de cas particuliers aboutit (42). Las de ces incidents répétés, Baroche donna suite à la sollicitation du Consistoire, et, conformément à la politique suivie constamment dans cette affaire, envoya la note énergique du 27 octobre. Mais il n'alla pas jusqu'à exiger la modification des lois

(34) NORDMANN, A. *Les Juifs dans le pays de Neuchâtel*, p. 30 sqq. [éd. sép.].

(35) NORDMANN, A. *Geschichte der Juden in Basel*, p. 136 sq.

(36) Le 12 septembre 1851, un membre éminent du Consistoire, représentant du peuple dans le département du Haut-Rhin, Heeckeren, adressa une lettre à Baroche, en faveur d'Abraham Brunswick à Bâle, demandant « si les lois et traités ne sont pas en vigueur réciproquement ». [Dossier spécial]. Réponse de Baroche le 21 octobre promettant de nouvelles démarches.

(37) Moïse Nordmann plaida la cause de ses frères, et celles de Dreyfus et des frères Jung à l'ambassade de France (sept.).

(38) Le 19 octobre, Isidore Cahen, professeur à l'Université [fondateur et rédacteur des « Archives Israélites »] demande une audience à Baroche et sollicite une intervention urgente pour plusieurs Israélites en Suisse. Il invoque l'affaire Wahl.

(39) Mémoire imprimé, contenant un résumé des plaintes juives, la teneur du traité de 1827, sans la déclaration de Rayneval. Signé le 5 octobre 1851 par seize commerçants israélites et remis à Baroche (Dossier spécial).

(40) Présenté à Baroche le 14 octobre par le Consistoire central de Paris. Le dossier n° 6799 contient un mémoire documenté d'extraits de procès-verbaux des délibérations gouvernementales bâloises (Campagne); des casiers judiciaires de nombreux juifs et des explications de ceux-ci sur leur situation (Dossier spécial).

(41) Aucune mention n'est faite des Israélites établis régulièrement. La pétition est signée par Elie Nordmann. Abraham Braunschweig [Brunswick]. Bernard Naphtali et Aaron Ditisheim; Benjamin Nordmann; A. Nordmann; S. [Simon] et A. [Abraham] Jung; Samuël et Léopold Woog.

(42) Cf. les instructions du 14 octobre, prescrivant à Reinhard des démarches auprès du Conseil fédéral.

helvétiques et jusqu'à se prononcer contre le traité d'établissement comme le lui demandait le Consistoire (43).

La réponse suisse (44), aussi énergique que la note française, ne pouvait satisfaire le marquis de Turgot, successeur de Baroche (45). Le Conseil fédéral s'était employé très activement auprès de Bâle-Campagne pour en amener le gouvernement à s'en tenir à des considérations d'équité plutôt qu'à la lettre du droit strict (46). Le canton accorda un délai aux expulsés.

De son côté, Bâle-Campagne fit table rase en promulguant une loi qui défendit aux Juifs commerçants toute présence et toute activité, excepté pendant les séjours temporaires aux foires publiques (47).

Par cette loi, le Grand Conseil déclarait la guerre aux Israé-

(43) Sollicitations du Consistoire central du 14 octobre.

La première page du document présenté par le Consistoire porte une note au crayon (probablement de la main de Baroche) : « répondre que le Gouvernement ne cesse de faire des démarches — mais jusqu'ici sans succès — Les traités assurent, il est vrai, aux Français un traitement semblable à celui des Suisses, mais les Juifs suisses sont traités à Bâle exactement comme le Juifs français et les lois locales... [illisible (n'ont pas ?)] fait exception à leur égard ».

(44) Dans sa réponse au gouvernement français, le Conseil fédéral relate les abus commis par certains Juifs qui n'avaient pas impartialement exposé la question au gouvernement français ou à sa légation à Berne. Bâle-Campagne aurait été en droit de renvoyer, pour les mêmes subterfuges, des citoyens suisses de confession chrétienne. Le Conseil fédéral repousse dans des termes non équivoques l'assertion de mauvais vouloir manifeste et insiste sur le bon droit des autorités bâloises. Tout en refusant de se mettre en contradiction avec la Constitution par une pression exercée sur les cantons, le Conseil se déclare prêt à engager ceux-ci à plus d'indulgence.

(45) Le 27 octobre 1851, le jour même de la présentation de la note énergique, Baroche remit son portefeuille entre les mains du marquis de Turgot, qui le gardera jusqu'au 28 juillet 1852.

(46) Conseil fédéral à Bâle-Campagne, 7 novembre 1851 (AF) : Du point de vue de l'équité, il y a une différence considérable entre un refus de s'établir, donné d'emblée à un Israélite, et l'expulsion inopinée de Juifs tolérés tacitement pendant de longues années. On n'avait à leur reprocher que d'avoir fait leurs affaires sous un nom étranger, ce qui depuis longtemps ne pouvait être un secret pour les autorités bâloises. Le Conseil fédéral recommande des exceptions justifiées par l'habitude, et par les égards que l'on doit à un Etat voisin et ami. Cf. les délibérations du Conseil fédéral du 6 nov. 1851. AF.

(47) Loi du 17 novembre 1851. Cf. NORDMANN, Achilles : *Die Juden im Kanton Baselland*, p. 228 sqq.

lites et opposait la résistance la plus résolue aux recommandations pressantes de l'autorité fédérale (48).

En même temps, Bâle-Ville sévit contre les prête-noms. Le Consistoire central de Paris se mit à nouveau à la tête du mouvement.

A la suite du coup d'Etat qui enfiévrâ la France, le problème des réfugiés politiques recommença à se poser en Suisse.

L'atmosphère était donc bien lourde dans une époque de haute lutte diplomatique, pour soulever la question du statut des Juifs.

Ouverte par la note française du 27 octobre, la bataille s'engagea à fond après la promulgation de la loi bâloise.

Les Israélites envoyèrent une traduction partielle de cette loi aux Affaires Etrangères (49). Si, au ministère, on n'avait examiné que ce document, le jugement aurait été faussé. Dans la rédaction soumise à Turgot, les articles III et V manquent (50).

Or, ce sont ces deux dispositions qui fixent les concessions faites aux Juifs et qui mettent la loi d'accord avec les traités internationaux (51).

Les démarches du Consistoire central furent répétées le 1^{er} décembre et après le coup d'Etat auprès de Louis-Napoléon et finirent par provoquer la note du 16 décembre (52).

(48) Un veto populaire ne réunit pas assez de voix pour empêcher la mise en vigueur de cette loi ; Cf. NORDMANN Achilles : *ibid.*

(49) Cette traduction fut présentée au ministère par l'entremise du Consistoire central. Elle porte comme titre « Substance de la loi du 17 novembre 1851 rendue dans le canton de Bâle-Campagne contre les Israélites ». Le mot « substance » prouve l'omission volontaire des articles III et V.

(50) *L'article III* donne aux Israélites la permission de faire du commerce, aux foires ordinaires et annuelles, sur le lieu même de la foire ; le commerce de bestiaux est compris dans la permission ; le colportage est défendu. *L'article V* permet le passage à travers le canton et le séjour temporaire.

L'omission des articles VI et VII n'a pas d'importance, ceux-ci étant d'ordre administratif.

(51) *Traité d'établissement du 30 mai 1827 avec la France, et nouveau traité de commerce avec la Sardaigne, du 8 juin 1851.*

(52) *Barman au Conseil fédéral, 2 décembre 1851* : « Le Consistoire israélite s'est rendu hier auprès du Président de la République pour réclamer protection en faveur des Juifs français inquiétés ou menacés en Suisse... J'avoue que je soutiendrais avec plus de plaisir la République de Neuchâtel que la loi de Bâle-Campagne contre les Juifs ».

Cette note place la question sur un nouveau terrain ⁽⁵³⁾. C'est un grand succès pour le Consistoire, car le gouvernement du Prince-Président abandonne toute réserve et va droit contre les restrictions constitutionnelles.

Il demande « formellement, au nom des principes de droit public, universellement adoptés aujourd'hui, la modification d'une législation intolérante, qui blesse les principes de civilisation libérale, dont la France s'honore d'être le soutien ». La note traite les procédés des deux Bâle de « mauvais vouloir prémédité et tout au moins d'injurieuse persévérance dans un système contre lequel la France a sans cesse réclamé ». Le gouvernement passe sous silence la déclaration de Rayneval en rappelant l'article III de la convention de 1827 ⁽⁵⁴⁾; il met à nouveau en question les bonnes relations entre les deux pays et conclut que la France n'est nullement tenue de traiter les ressortissants de Bâle comme ses nationaux.

Le comte Reinhard doit ouvrir une négociation destinée à obtenir l'abrogation des dispositions restrictives.

Ce but pourrait être atteint par une modification constitutionnelle qui donnerait au Conseil fédéral le pouvoir de forcer les cantons à l'admission des Juifs. A tout le moins, on devrait interpréter la constitution de telle sorte que les cantons fussent autorisés à recevoir les Juifs sur leur territoire.

Si les cantons de Bâle continuaient les expulsions, la France userait de représailles ; en attendant une solution définitive, la note demande qu'il soit sursis aux expulsions décrétées ⁽⁵⁵⁾.

(53) Cf., parmi les pétitions adressées au gouvernement, la « Note sur la position et les titres des Israélites français expulsés du territoire de Bâle et de Bâle-Campagne ». Cf., *Catalogue de l'histoire de France, Paris 1858, t. V, p. 764, Ld. 184-185, 202.*

(54) « Les Suisses jouiront en France des mêmes droits et avantages que l'article premier ci-dessus assure aux Français en Suisse, de telle sorte qu'à l'égard des cantons qui, sous les rapports spécifiés au dit article premier, traiteront les Français comme leurs propres ressortissants, ceux-ci seront, sous les mêmes rapports, traités en France comme les nationaux. Sa Majesté Très Chrétienne garantit aux autres cantons les mêmes droits et avantages dont ils feront jouir leurs sujets ».

(55) Le Conseil fédéral accuse réception de cette note le 22 décembre et annonce qu'une réponse définitive suivra ses démarches dans les deux cantons de Bâle.

Cette note était d'une gravité incontestable.

C'était certes une application peu admissible du droit public international que cette demande de modification de la constitution fédérale. Le gouvernement du Prince-Président en avait le sentiment, puisqu'il admit une seconde solution, ce qui évita un différend plus sérieux, car la France revendiquait exactement ce que la Constitution de 1848 avait établi.

Une seconde note du comte Reinhard reprit de façon pressante les revendications françaises. Le but que la France poursuivait, écrit-il, « ne pourra être atteint d'une manière complète que par l'abrogation dans la Suisse entière des dispositions législatives en vertu desquelles les Israélites français seraient traités d'une manière moins favorable que nos autres ressortissants ». (56).

Le Conseil fédéral intervint très énergiquement auprès des deux cantons de Bâle (57). Il ne s'agissait plus d'une question de droit qui restait incontestée, mais de politique. On ne devait pas pousser les choses à l'extrême pour défendre son droit jusque dans chaque détail, quoi qu'il s'en suive » (58).

Pendant que les réponses des deux cantons se faisaient attendre, le comte de Salignac-Fénelon succéda au comte Reinhard comme ministre de France à Berne (59). Il apporta dans cette

(56) Reinhard au Conseil fédéral, 24 décembre 1851, en réponse à l'office du Conseil du 22 décembre Cf. Reinhard à Turgot, 27 décembre 1851 (*Jf. Suisse* 569/108-109) : extrait de sa note, et communication des instances pressantes adressées par le Conseil fédéral aux deux cantons de Bâle.

(57) Conseil fédéral à Bâle-Ville, 22 décembre 1851.

(58) Conseil fédéral à Bâle-Campagne, 23 décembre 1851. « Accorder l'établissement aux Juifs établis de fait ne lui paraît pas du tout comme une humiliation, mais comme un moyen de « prévenir des humiliations ultérieures et bien plus grandes ». Il est du plus grand intérêt pour la Suisse d'éviter le système des représailles, car elle en aurait non seulement le désavantage certain, mais ce système mettrait la France dans une nouvelle position qui serait des plus défavorables pour la Suisse vu la situation actuelle de l'Europe. Bâle-Campagne répondit le 3 janvier 1852 par un exposé très détaillé de ses droits ; le délai pour les expulsés fut prolongé jusqu'à la fin de l'année 1852. *AF Berne*.

(59) Salignac-Fénelon fut envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République du 7 janvier au 13 décembre 1852, de l'Empereur, du 13 décembre 1852 au 9 décembre 1858 ; arr. à Berne le 9 janvier 1852.

négociation, comme dans toutes les autres affaires en suspens, sa défiance contre les institutions démocratiques ⁽⁶⁰⁾. Le marquis de Turgot n'était pas encore complètement initié à la politique étrangère; il se laissa convaincre par Salignac que le différend ne tenait qu'au mauvais vouloir des autorités fédérales et cantonales.

Le Président de la Confédération, Furrer, était bien avisé lorsqu'il traita, dans la réponse du Conseil aux notes françaises, le problème des Juifs avec l'exactitude, la clarté et la fermeté qui avaient plusieurs fois déjà fait le succès de ses rédactions ⁽⁶¹⁾. Le résumé synoptique renseigna Turgot qui était arrivé au ministère au moment où la question s'envenimait. A en juger d'après la note du 16 décembre qui transmet si fidèlement les sollicitations du Consistoire ⁽⁶²⁾, et après les instructions données à Reinhard, le marquis n'avait pas encore trouvé le temps d'étudier à fond l'affaire juive.

« Le Conseil fédéral », dit la note du 14 janvier, « a pu se convaincre que la pétition des Israélites... est partielle, incomplète et empreinte d'exagération ». Elle donne des détails sur les subterfuges employés par des Juifs, justifie les mesures et lois des cantons et notifie à la France les concessions obtenues des deux Bâle ⁽⁶³⁾. Après avoir rappelé la teneur du traité de

(60) Cf. les dépêches de *Salignac. Salignac à Turgot*, 12 janvier 1852 (*fs. Suisse* 569/160), et 14 janvier (*ibid. fol. 170/sqq.*). *Salignac* constate que la menace d'interdire aux Bâlois l'entrée en France a produit l'effet attendu. Mais il se méfie du Conseil fédéral : « Nous nous méprendrions sur les intentions du Conseil fédéral, en supposant qu'il ait jamais eu la pensée de s'employer efficacement en faveur de nos concitoyens. Jamais il ne voudrait se rendre impopulaire parmi les populations intéressées et avides de la Suisse, en soutenant une simple thèse d'humanité. Quelques mesures promptement employées contre les deux cantons sauvegarderont bien mieux nos ressortissants... ».

(61) Cf. la note suisse du 15 février 1848 en réponse à la note identique du 18 janvier, p. 17.

(62) La note du 16 décembre donne, comme point de départ, connaissance d'une pétition de plusieurs Juifs français adressée au chef de l'Etat, et la délibération du Conseil des ministres.

(63) Bâle-Ville a prolongé le séjour des Juifs dans chaque cas. Bâle-Campagne leur a même permis de rester jusqu'à la fin de 1852. Cf. *Bâle-Ville au Conseil fédéral*, 29 octobre 1851 (explications sur la loi concernant l'établissement des étrangers dans le canton, promulguée le 7 février 1849) ;

1827 et de la déclaration additionnelle, le Conseil déclare ne pouvoir permettre aux Israélites étrangers ce qui est défendu aux Juifs suisses ; des Juifs ont été expulsés non par intolérance, mais par mesure de protection commerciale.

Le Conseil fédéral repousse énergiquement la prétention d'une puissance étrangère tendant à amener une modification à la Constitution fédérale. Aucun droit n'a été violé par la Suisse ; il n'existe donc aucune raison pour envisager des représailles.

Le ministre était d'accord avec Salignac pour juger la réponse suisse « nullement satisfaisante » (64) ; celui-ci admit cependant qu'on ne saurait nier... que l'argumentation employée par le Conseil fédéral ne soit grave et pressante ».

Salignac (65) qui avait également reçu de nombreuses plaintes et pétitions (66) fut chargé de présenter à Berne une nouvelle note (67) et de très sérieuses réclamations (68).

7 janvier 1852 (l'ordonnance sur les prête-noms daté du 2 juillet 1851 ; elle a atteint peu de Juifs, mais un grand nombre de citoyens suisses. Schwob, les Ditisheim et Elie Nordmann n'avaient, du reste, jamais payé de contributions. Plus de cent Juifs se sont établis à Bâle sans être inquiétés. En 1848-49, Bâle a donné asile à plus de 100 familles de Juifs français ; Bâle préférerait de nouveaux traités.

(64) *Turgot à Salignac*, 13 févr. (fs. Suisse 569/284). Cf. *Salignac à Turgot*, 22 janvier 1852 (Dossier spécial). L'interdiction de s'établir maintenue contre les Juifs lui paraît être une violation du traité de 1827, la déclaration de *Rayneval* étant antérieure à ce traité ! *Salignac* essaie de prouver que la lettre du 7 août 1826 n'avait pas force de traité. Il propose la suspension des conventions pour les deux cantons de Bâle, mais prévoit « que les publicistes de l'Europe vont s'emparer de la question ». L'opinion publique est devenue trop puissante pour que la France de 1852 puisse se permettre ce que Louis-Philippe avait pu risquer [en 1835-36 et en 1839 ; *affaire Wahl*]. « Mais enfin, conclut *Salignac*, pourquoi nous barricader derrière une légalité exagérée, nous, grande nation, qui avons toujours été justes, bienveillants, paternels envers la Suisse... ? ».

(65) *Salignac-Fénelon* ne perdit pas de vue la question juive. Cf. *Salignac à Turgot*, 21 février 1852 (fs. Suisse 569/310) : « ...j'aurai soin, si l'occasion s'en présente, de mettre quelques conservateurs bâlois en mouvement pour plaider officieusement, auprès du pouvoir exécutif de Bâle-Ville, qui est de leur nuance, la cause de nos ressortissants... ».

(66) *Salignac à Turgot*, 23 février 1852 (Dossier spécial).

(67) 18 février 1852.

(68) *Turgot à Salignac*, minute 6, 27 février 1852 (fs. Suisse 569/345) : « Ne laissez pas ignorer à M. *Furrer* que ces persécutions indignes de notre temps, froissent au plus haut point l'opinion publique et que, si le Conseil fédéral ne trouve pas moyen de les faire cesser, nous serons obligés d'aviser

La protection efficace que les Israélites avaient trouvée auprès de leur gouvernement, et l'assurance que le Prince-Président était censé leur avoir donnée au Jour de l'An ⁽⁶⁹⁾, furent pour eux d'un grand encouragement ⁽⁷⁰⁾.

L'échange de notes entre Paris et Berne se poursuivit sur un ton irrité jusqu'à fin avril ⁽⁷¹⁾.

Mais, dans les derniers jours de ce mois, nous constatons une réelle détente dans la discussion, sans que de notables concessions aient été faites du côté de la Suisse. *Le ministre de France change de langage entre la remise d'une réclamation française* ⁽⁷²⁾ *et la réponse suisse* ⁽⁷³⁾, exactement entre le 20 avril et le 3 mai. Nous tenons pour certain que la question juive n'en est pas la cause principale ⁽⁷⁴⁾.

à des mesures de rétorsion. Nous irons même, s'il le fallait, jusqu'à renoncer à un traité qui assure évidemment plus d'avantages à la Suisse qu'à la France, et qu'il nous serait impossible de maintenir, si toute une classe de nos compatriotes était déclarée inhabile à en profiter. L'exception autorisée par la lettre de *M. de Rayneval* n'est pas reproduite dans la convention de 1818. [sc. 1828, traité du 18 juillet 1828, sur les rapports de voisinage, de justice et d'administration ; le droit d'établissement étant réglé par la convention de 1827, il ne pouvait en être question à nouveau en 1828]. *Turgot* conclut : « C'est une preuve que le gouvernement de la Restauration lui-même n'avait pas jugé qu'il fût possible d'établir, dans un acte solennel, une inégalité de traitement entre les citoyens français, à raison de la différence de leur foi religieuse, et aujourd'hui qu'il n'existe plus chez nous de religion officielle, que tous les cultes sont également protégés, une pareille distinction n'est plus admissible, et le gouvernement de la République ne saurait accepter la responsabilité d'un état de choses aussi contraire à ses principes ».

(69) NORDMANN A. : *Gesch. der Juden in Basel [-Ville]*, p. 117 : Louis-Napoléon aurait exprimé sa volonté d'en finir avec la situation pénible des Juifs en Suisse. Si ces paroles ont été prononcées à la réception du Nouvel-An, Louis-Napoléon ne peut les avoir dites que dans une réponse à une députation d'Israélites [du Consistoire ?]. Les dépêches de Barman ne font aucune mention d'une telle déclaration.

(70) Cf. la nouvelle réponse de Bâle-Campagne au Conseil fédéral, 28 février/3 mars 1852.

(71) Note française du 18 février, réponse suisse du 9 mars ; note française du 23/30 avril et réponse suisse du 12/17 mai 1852.

(72) L'adoucissement survient entre le 20 avril et l'entretien de *Salignac avec Furrer* du 3 mai. Le vote bernois eut lieu le 18 avril.

(73) Du 12/17 mai.

(74) Cf. les instructions du 23 et du 30 avril 1852. *Turgot* conclut du succès des conservateurs bernois que la Suisse trouve en elle-même la force de « se relever », sans le secours de l'Etranger, et soutient cette opinion comme thèse française à Vienne et à Berlin (*Turgot à Salignac*, 30 avril 1852, fs. Suisse 570/133).

Les lettres de Salignac, tout à coup, tiennent compte du point de vue suisse ; l'agent français se fait même, à plusieurs reprises, le fidèle interprète des vues du Conseil fédéral (75). Personne, dans les milieux officiels, ne songe plus à une dénonciation de la fameuse convention de 1827. Le mémoire détaillé demandé par Turgot (76) a contribué à éclaircir une question si embrouillée. Salignac-Fénelon lui-même reconnaît que l'ensemble des mesures de rigueur prises contre des Juifs français n'en atteignent que 21 contre plus de 1.100 qui gagnaient leur pain en Suisse sans être inquiétés. Le marquis de Turgot avait demandé à Salignac de lui indiquer les moyens les plus propres à sauvegarder les intérêts des Juifs français.

Salignac n'avait jamais eu une occasion plus propice de revenir sur les idées exprimées dans ses mémoires (77), ou, du moins, d'envisager des décisions rétorsives pour faire céder la Suisse.

Rien de tout cela. Au contraire, la Suisse n'aurait pu trouver un meilleur avocat que Salignac pour la défense de sa cause ni un plaidoyer plus bienveillant que la dépêche du 7 mai dont l'ambassadeur de France s'était révélé l'auteur (78). Pourtant, l'obstination bâloise était restée la même ; ni le Conseil fédéral, ni les Juifs n'avaient changé d'attitude. « On est très satisfait

(75) Cf. la dépêche de *Salignac à Turgot*, 7 mai 1852.

(76) *Turgot à Salignac*, minute 15, 30 avril 1852 (fs. Suisse 570/133).

(77) Cf. pp. 147-154.

(78) *Salignac à Turgot*, 7 mai 1852 (fs. Suisse 570/150-152).

« Ce serait une erreur de croire que les Juifs français se trouvent tous expulsés de Suisse. Les mesures d'expulsion qui ont été prises, ne frappent au plus, d'après un calcul exact, que 21 Juifs, parmi lesquels il y a 5 ou 6 commerçants aisés. Mais il y a dans les cantons de Soleure, de Genève, de Berne, de Fribourg, de Bâle-Ville, de Vaud et de Neuchâtel au moins 1.100 Juifs français qui sont admis à domicile, qui font le commerce, ou qui se livrent à l'agriculture. On a surtout remarqué qu'à Neuchâtel, le nombre de ces Juifs a beaucoup augmenté. Ils exportent de l'horlogerie en grande quantité, et l'on assure que leur industrie leur procure de grands bénéfices. Ces Juifs n'ont pas été troublés jusqu'à présent. Mais on a vu souvent des Juifs non admis à domicile, employer des moyens détournés pour violer les lois et s'établir dans le pays. C'est là ce que les gouvernements cantonaux n'ont pas voulu souffrir, et ce qu'ils ont cherché à empêcher, en dernier lieu, par des mesures rigoureuses. Ces gouvernements veulent conserver la haute main sur l'établissement des Israélites chez eux... Les négociants chrétiens,

au ministère des Affaires Etrangères de votre bienveillante intervention dans cette affaire », écrivait Barman au chef du département politique, le 14 mai ; le Conseil n'avait obtenu, à Bâle-Ville, qu'un délai de trois mois pour quatre Juifs expulsés (79).

La bienveillance de Salignac fut de courte durée : le 21 juin exactement, sa mauvaise humeur renaît. Il envisage la dénonciation partielle ou totale de la convention comme un moyen de faire « plier le Conseil fédéral ». A titre de mesure supplé-

privés, heureusement pour eux, de ce triste passé (des persécutions séculaires), sont hors d'état de se liguier comme le font les Juifs, et il importe, s'il faut en croire les gouvernements cantonaux, de n'admettre ces derniers que dans une certaine proportion, et suivant que tel ou tel canton peut en supporter la concurrence sans s'appauvrir.

« ...Le Président de la Confédération m'avait dit que la Suisse accepterait la révocation du traité de 1827, plutôt que d'accorder à nos Juifs le libre établissement. Je ne sais si, à la longue, les Suisses pourraient supporter nos mesures de rétorsion, et je penche même à croire le contraire. Mais je suis d'avis qu'ils ne capituleront qu'après une longue défense, et que, dans l'intervalle, la Confédération ne manquerait pas de frapper précisément sur les Juifs qui resteront chez elle, et qui sont considérés comme la cause du différend. Avec la rudesse qui caractérise les passions du peuple helvétique, ces vengeances pourront même prendre de graves proportions. Par ce motif, nous devons mûrement examiner si en poussant jusqu'aux représailles la protection que nous voulons accorder aux 21 Juifs de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne, nous ne courons pas le danger de compromettre gravement les 1.100 Juifs français qui se sont établis ostensiblement en Suisse, et qu'on y a laissés en paix jusqu'à présent ».

(79) Le Président de la Confédération maintient le point de vue suisse dans son entretien avec Salignac, le 3 mai (Salignac à Turgot, 3 mai 1852, fs. Suisse 570/143).

Bâle-Ville annonce au Conseil fédéral que Ditisheim (Bernard), Schwob, Nordmann et Brunswick ont reçu un délai jusqu'à la fin de juillet. (Bâle-Ville au Conseil fédéral, 5/7 mai 1852).

Salignac écrit le même jour à Turgot (fs. Suisse 570/149) : « Les négociants auront donc, s'ils veulent l'employer, le temps suffisant pour liquider leurs affaires. Je ne puis assez leur recommander de bien l'employer, car, placé comme je le suis sur les lieux, j'ai la conviction que l'arrêt qui les condamne sera exécuté ». L'arrêt date du 23 avril, la note française du 28 avril, en suite d'une communication de Salignac et des démarches d'une députation envoyée par les quatre maisons juives de Paris (fs. Suisse 570/206, du 20 mai 1852).

Laroche-Stehelin, le négociateur suisse pour la conclusion d'un nouveau traité postal (conclu le 25 novembre 1849, en remplacement des traités de 1845), avait largement contribué à faire accorder le délai jusqu'au 31 juillet (Salignac à Turgot, 27 avril 1852, fs. Suisse 570/141). Salignac demande une décoration pour Laroche : « C'est un des hommes les plus riches et les plus conservateurs de Bâle-Ville, j'ai toujours trouvé son influence à ma disposition et aujourd'hui il s'emploie avec une très grande bienveillance pour la protection de nos pauvres Juifs ».

mentaire, Salignac propose de retirer la protection accordée aux cotons rouges de la Suisse en Turquie ⁽⁸⁰⁾, de « faire arrêter à Mulhouse le dernier convoi de chemin qui arrive chaque soir à Bâle et qui procure, par conséquent, aux aubergistes de cette ville plusieurs millions de bénéfices, par an ». De plus, on suspendrait tout projet de chemin de fer de Lyon à Genève, et on augmenterait de 50 à 100 % les taxes de chancellerie. Enfin, Salignac revient sur les avantages et les désavantages d'une dénonciation du traité de 1827, et conclut, après avoir mûrement réfléchi, qu'il vaut mieux garder la convention actuelle..

Ce qui frappe le plus dans cette dépêche, ce sont peut-être moins les propositions elles-mêmes que le fait qu'elles sont destinées à protéger les mêmes quatre Juifs *contre* lesquels Salignac avait écrit sa lettre du 20 mai ⁽⁸¹⁾.

(80) Cf. pp. 267-271.

(81) Cf. *Salignac à Turgot*, 20 mai 1852 (fs. Suisse 570/206 sqq.). Cette dépêche est très importante ; elle résume, avec une justesse parfaite, la politique des cantons de la Confédération, et celle de Salignac. ...Les quatre maisons juives... veulent obtenir la patente dont jouissent les maisons chrétiennes, en vertu du traité de 1827. « A les entendre il faudrait atteindre ce but à tout prix. Peu leur importe que nous soyons forcés de révoquer ce traité, et de perdre la situation de 11.000 Français chrétiens, et de 1.100 Français juifs qui sont domiciliés en Suisse et qui y vivent paisiblement. Mais, par cela même, il est de mon devoir d'appeler votre attention sur une révocation qui, une fois décrétée, nous accablerait de milliers de pétitions pour en obtenir le rappel. Il arrive, dans cette affaire comme dans tant d'autres, que les personnes qui se plaignent vivement et beaucoup paraissent former le véritable public, tandis qu'en réalité les autres Juifs cent fois plus nombreux qu'il y a en Suisse, satisfaits de se livrer paisiblement au négoce, se tiennent à l'écart, et évitent, par une délicatesse dont je leur tiens compte, de faire de l'opposition contre la députation qu'on a envoyée à Paris. Mais je puis vous assurer, Monsieur le Marquis, que ces mêmes Juifs seraient désespérés de se voir ruinés pour ces quelques pétitionnaires, et que la rupture du traité de 1827 serait un fait bien autrement grave que la mesure, regrettable sans doute, et que j'ai combattue le plus que j'ai pu, qui est venue frapper quelques Juifs dans les deux cantons de Bâle ». Salignac expose ensuite la situation des Israélites dans les deux Bâle. « La position des Juifs dans Bâle-Ville est assez clairement définie ». Le gouvernement entend y laisser ceux qui s'y sont établis sous l'empire de l'acte de Médiation, et leurs descendants, mais il ne veut pas admettre des Israélites nouveaux. L'exposé détaillé des lois et ordonnances de Bâle-Campagne, et des infractions commises par les Juifs correspond complètement à la vérité ; Salignac conclut que ce canton n'est pas en contradiction avec le traité. Les chiffres indiqués par Salignac lui proviennent du rabbin Nordmann lui-même. En tout, 9 familles sont expulsées pour prête-noms, et 15 familles

A partir de juin, la bonne humeur du gouvernement français est intermittente.

Dans l'affaire juive, la Suisse n'a fait, en mai et juin, ni plus ni moins que pendant toute l'année. La courte période de cordialité dans les relations officielles avait donc une cause toute différente que celle de la situation des Israélites.

Nous trouvons dans la politique intérieure suisse l'explication que nous cherchons.

Salignac change de ton après le 20 avril, comme le ministre des Affaires Etrangères dans ses instructions du 22 et du 30. « Je n'ai pas besoin de vous dire, écrit Turgot à Salignac ⁽⁸²⁾ avec quel intérêt nous avons suivi... le mouvement d'opinion qui vient de se produire dans le canton de Berne, à l'occasion de l'appel au peuple, et qui a fini par assurer une majorité, qui n'est pas sans importance, au parti conservateur. Au point de vue de nos relations avec la Confédération, nous devons nous féliciter de ce résultat, d'autant plus... que notre attitude n'y a pas été étrangère... Si notre fermeté et notre énergie ont apporté un appui moral au parti conservateur... la modération et la mesure que nous avons gardées dans nos démarches ont enlevé aux radicaux tous les prétextes qu'aurait pu leur fournir une conduite différente... » Le ministre espère que le gouvernement de Berne saura profiter de la force morale que lui donne ce succès pour modifier les institutions cantonales. « Nous applaudirons à tous les efforts » que la Suisse fera pour « pourvoir elle-même à sa régénération » ⁽⁸³⁾.

En Suisse, on ne se doutait pas de l'effet produit par le triomphe des conservateurs bernois. Il pouvait être considéré, à l'étranger, comme d'autant plus significatif qu'il avait été apre-

habitant les communes françaises de la frontière, mais venant dans le canton pour le commerce des blés, des bestiaux, etc., ne pourront plus faire des affaires. (Le chiffre total de 50 familles exclues de tout droit en Suisse est exagéré. Pour les deux Bâle, le chiffre de 21 personnes expulsées est exact). L'exclusion prononcée par les ordonnances bâloises frappe les Juifs de tous les pays. Le mémoire est suivi d'une annexe contenant la note suisse du 12/17 mai.

(82) *Paris*, 23 avril 1852 (*fs. Suisse* 570/131-132).

(83) Même dépêche.

ment disputé, et finalement remporté à Berne même, centre des radicaux.

La politique française n'était plus que de modération. A tout prix — même par-dessus la question juive, si irritante pourtant — il fallait donner à la Suisse un temps de repos : laisser se raffermir la situation du parti conservateur, montrer aux radicaux que tout allait bien tant qu'ils étaient loin du pouvoir. Ce n'était qu'une autre méthode de combat : la grande lutte contre le radicalisme continue, la tactique change.

Le revirement du 18 avril eut même des résultats immédiats du point de vue international. La thèse française de la non-intervention y trouva un appui indiscutable contre les tendances, hostiles à la Suisse, de Berlin et de Vienne. On est satisfait de la Confédération ; l'envoyé de Russie lui-même s'en loue.

Jusqu'en décembre 1851, la question juive avait été au premier plan. Sous l'influence de la politique des puissances centrales, elle semble n'être qu'un prétexte pour souligner le mécontentement français. La Suisse prit alors des mesures énergiques contre les réfugiés ; les conservateurs bernois remportèrent un succès dans les votes populaires. Les réclamations que la France dut faire en mai sur la situation des Israélites étaient tout à fait amicales.

En juin, les radicaux bernois reprirent leur attitude agressive contre le gouvernement conservateur. Salignac en est mécontent et trouve insuffisantes les concessions faites aux Israélites — concessions dont il avait remercié le Conseil fédéral au début de mai...

En 1852, la question juive n'est donc plus qu'accessoire : elle est devenue une pièce de valeur secondaire sur l'échiquier diplomatique.

*
**

Il est intéressant de voir comment, à des époques différentes, les mêmes sollicitations juives auprès du gouvernement français trouvent un écho différent.

Sous Baroche, chaque plainte provoqua une note française. Dans les premiers mois du ministère de Turgot, les revendications juives passèrent même sans contrôle dans les réclamations officielles présentées à Berne.

Quel fut le succès des pétitions israélites soumises au gouvernement français ou au Prince-Président, en avril, mai et juin 1852 ?

« Je reçois journellement », écrit Turgot dans ses instructions du 30 avril (84), « du président du Consistoire de Paris, des réclamations contre le traitement dont les français israélites sont l'objet de la part des autorités cantonales de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne. » De quel ton auraient été signalées semblables plaintes en décembre et janvier ! Cette fois, Turgot se contente de renouveler de la façon la plus pressante ses démarches auprès de Furrer. On se borne donc, malgré les demandes très urgentes du Consistoire, à des conversations et à l'envoi d'une note modérée. On apprécie pleinement les arguments de la note suisse du 12-17 mai ; quelle différence avec la critique sévère de la note fédérale du 14 janvier ! Le 8 mai, Turgot prend acte de ce que le droit des cantons de Bâle ne peut être contesté et demande pour certains Juifs « les adoucissements que commande l'équité » (85).

C'est peut-être le sentiment qu'ils ont de ne plus trouver la même protection auprès de leur gouvernement qui pousse les Israélites à s'agiter davantage.

Après la remise au ministère d'un résumé imprimé qui n'eut pas l'effet désiré (86), après un nouvel échange de lettres entre le Consistoire et Turgot (87), le baron de Rothschild usa de son influence pour demander une intervention. Mais le baron de

(84) *Fs. Suisse* 570/133.

(85) *Fs. Suisse* 570/153.

(86) La note est datée du 13 mai 1852 et porte le numéro 6906.

(87) Le dossier spécial contient une réponse du ministre adressée au Consistoire, datée « mai 1852 ».

Rothschild lui-même reçut un avis négatif (88). Le grand rabbin de Colmar n'eut pas plus de succès (89).

Le gouvernement resta même insensible à l'invitation venue de consistoires de toute la France, tendant à faire dénoncer le traité d'établissement. Une véritable pluie de pétitions s'abattit sur la table du ministre.

« En France, ce sont des populations entières qui sont abandonnées par le gouvernement » (90), « trois cents familles pourraient porter les plaintes au Prince-Président » (91) : toute la rhétorique d'une « classe irritée dans sa lutte » ne parvient pas à ébranler le marquis de Turgot : « Mais, on le répète, répond-il au Consistoire, le droit d'établissement ne peut être exigé ».

(88) Du 19 juin 1852. *Barman* écrit le 14 mai : « *M. de Rothschild* se croit obligé de prendre sous sa protection tous ses coreligionnaires et les services qu'il a rendus en facilitant la conversion du 5 %, tout en gagnant des millions, donnent un grand poids aux réclamations dont il se fait l'organe. Je ne serais pas surpris qu'on en vint à dénoncer le traité ». Le gouvernement prépara une note pour Berne, mais elle ne porta nullement, comme *Rothschild* l'avait voulu, sur le fond de l'affaire.

Voici quelques passages de la lettre de *Rothschild*, du 19 juin : « Ce n'est pas sans une vive surprise et une profonde douleur que j'ai appris que... le gouvernement français se trouvait dans l'impuissance de s'opposer aux mesures acerbes prises par les cantons et devait laisser s'accomplir, sur des citoyens français, des actes inouïs, outrageants pour la dignité nationale ...il n'est pas possible que ce conflit ne puisse avoir de solution que dans une soumission déplorable et humiliante aux décrets des cantons ». *Rothschild* invoque le principe de « l'identité de la nation française » : « ...Comment donc, ...elle [la France] serait impuissante à le faire prévaloir... ! Il n'en saurait être ainsi, surtout sous le gouvernement du Prince-Président de la République, qui tient à maintenir la dignité du nom français à la hauteur où l'Empereur Napoléon avait su le placer. Je ne puis croire que l'acte secret du 7 août 1826 puisse condamner le gouvernement à l'impuissance ». *Rothschild* rappelle l'affaire *Wahl* et le succès des mesures de rétorsion prises en 1834 [sc. 1835]. « Le gouvernement du Prince-Président fera-t-il moins que celui qui a précédé pour la dignité nationale, pour la protection qu'on doit à des citoyens de la France ? » *Rothschild* demande des rétorsions énergiques.

Le ministre répond en employant un argument qu'il n'a jamais invoqué jusqu'alors, et qu'il n'a jamais reconnu valable, lorsqu'il fut présenté par le Conseil fédéral : « Le point de droit n'est plus à examiner... Les ressortissants israélites des autres cantons n'étant pas admis à fonder des établissements ou à faire le commerce dans d'autres cantons, le texte *patent* de la convention suffirait à lui seul pour déterminer la condition des Israélites français en Suisse ».

(89) 13 juin 1852.

(90) *Le Consistoire central à Turgot*, 2 juin 1852, après audience du Prince-Président, qui a promis de demander un nouveau délai pour les Ditisheim.

(91) *Le grand-rabbin à Colmar*, 13 juin 1852.

Les consistoires régionaux sont donc mobilisés : celui de Colmar pétitionne le premier (13 juin) et renouvelle sa demande au Prince Louis-Napoléon en juillet ⁽⁹²⁾. Le consistoire de Colmar sollicite « la rétractation d'un traité qui viole ouvertement le principe de l'égalité des cultes... En relevant le drapeau de 1789, vous avez promis, Monseigneur, de garantir les conquêtes civiles et morales de cette grande époque ; en les surmontant de l'aigle des victoires, vous avez donné l'assurance à tous, que vous protégerez avec fierté la dignité du nom français à l'étranger ».

L'adresse des membres du consistoire de Marseille ⁽⁹³⁾ proteste contre les deux gouvernements ⁽⁹⁴⁾ « qui flagellent l'autorité française ». Les Israélites demandent l'expulsion des Suisses de France ⁽⁹⁵⁾. Le consistoire de Saint-Esprit ⁽⁹⁶⁾ et celui de Metz ⁽⁹⁷⁾ terminent la série de pétitions.

Une dernière tentative de Rothschild, faite le 14 août, échoue également. Malgré les renseignements qu'il avait pris en Amérique sur le traité des Etats-Unis avec la Suisse, malgré son assertion que la convention de 1827 était périmée parce qu'elle avait été conclue pour 20 ans seulement, il doit se résigner à reconnaître le bien-fondé de l'attitude de Turgot et de Drouyn de Lhuys.

Le gouvernement français, de son côté, calma les milieux israélites et s'employa en Suisse à faire accorder des délais aux Juifs expulsés.

En automne, l'affaire des trois frères Ditisheim revint sur

(92) Cette pétition fut portée à la connaissance du ministre [sc. des Affaires Etrangères] par le préfet de la Gironde qui était israélite, si on en juge par son nom [*date : première quinzaine de juillet*].

(93) Le 15 juillet, transmise au Prince-Président par le préfet des Bouches-du-Rhône, arrivée à Paris le 5 août 1852.

(94) Sc. de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne.

(95) 18 juillet 1852, adresse envoyée au Prince-Président. Une autre adresse est signée par S. *Ulmann*, *grand-rabbin* et ne porte pas de date précise. Elle fut probablement envoyée entre le 11 et le 18 juillet.

(96) 11 juillet.

(97) Le 10 août 1852, arrivée au cabinet des Affaires Etrangères le 18 sept. 1852, probablement après avoir passé par celui du Président.

le tapis ⁽⁹⁸⁾. Sous la pression de l'autorité fédérale qui envoya un de ses conseillers à Liestal ⁽⁹⁹⁾, le Landrat de Bâle-Campagne céda enfin et accorda aux trois Ditisheim et à Woog le séjour illimité, avec le droit de commerce ⁽¹⁰⁰⁾. Toutes les autres demandes furent catégoriquement refusées ⁽¹⁰¹⁾. Pendant l'hiver de 1852 à 1853, tous les Juifs, sauf les quatre précités, quittèrent le pays ⁽¹⁰²⁾. Ils s'installèrent dans des villages limitrophes de Berne, de Soleure et d'Argovie, et là, exercèrent un commerce qui ressemblait fort à de la contrebande ⁽¹⁰³⁾.

*
**

Hormis un petit incident à Bâle-Ville en 1854, tout reste tranquille jusqu'en 1857. La correspondance diplomatique reprit alors pour six ans, sur les demandes d'établissement des fils Ditisheim et Woog. C'est la troisième génération des mêmes familles qui arriva enfin à voir levées, à Bâle, les restrictions commerciales (1861) et à jouir librement du droit d'établissement ⁽¹⁰⁴⁾. Bâle-Campagne était allé jusqu'au bout dans sa résistance ; le peuple accepta à une majorité surprenante l'abolition des articles 41, 44 et 48 de la constitution fédérale (1866) ⁽¹⁰⁵⁾.

(98) Le dossier spécial contient en outre une série de demandes des autorités communales de Bâle-Campagne en faveur des Juifs expulsés, des casiers judiciaires et des recueils de signatures de nombreux habitants suisses.

(99) *Näff* assista à la séance à huis-clos du 28 décembre.

(100) 31 décembre 1852. Le séjour leur fut accordé personnellement, non à leurs familles. Le colportage leur était défendu, mais ils avaient le droit de tenir boutique sous leur nom. Les interventions personnelles en faveur des Ditisheim furent particulièrement nombreuses et efficaces. Ils méritaient des égards pour la longue durée de leur séjour, de même que *Woog*. Demande des Ditisheim au Conseil fédéral : 31 octobre. Notes du Conseil fédéral à Bâle-Campagne : 2 nov. et 23 déc. Bâle-Campagne au Conseil fédéral : 3/5 nov., 31 déc. et 6 janv. Note française pour les Ditisheim : 21 décembre 1852. Une intervention du Conseil fédéral à Liestal, pour *Nordmann*, *Dreyfus* et les frères *Jung*, du 26 février 1853, fut refusée le 2 mars.

(101) 22 mars 1853. Les pétitions des communes en faveur des Juifs expulsés furent rejetées le 4 avril.

(102) *NORDMANN, Juden im Kt. Baselland*, p. 233. En 1860, on compte 6 personnes israélites dans le canton, contre 15 en 1850 ; en 1870 : 131.

(103) *NORDMANN, Juden im Kt. Baselland*, p. 233 : « *Schleichhandel* ».

(104) Par la révision de la constitution de 1850, le 3 mars 1863.

(105) Par 4.246 voix, contre 2.612. La Suisse inaugura à partir de 1856

Les autres cantons avaient appliqué une large tolérance après les recommandations que le Conseil fédéral leur adressait en 1856.

Toute la Suisse avait accordé aux Juifs la liberté de s'établir en échange du traité de commerce avec la France, en 1864 (26 septembre). Les dernières traces d'inégalité juridique disparurent en Suisse (Argovie) en 1879.

CONCLUSION

L'émancipation des Juifs en Suisse est l'œuvre de la diplomatie française. Les années 1864 et 1866 terminent une négociation qui durait depuis 1701.

C'est sous la Seconde République que l'agitation juive fut la plus forte.

La politique française en 1851 et 1852 se partage en deux périodes : celle de la négociation indépendante sur l'affaire juive et celle où les intérêts des Israélites deviennent un instrument politique entre les mains du gouvernement.

En même temps, la France cesse de combattre le point de vue juridique que la Confédération avait adopté ⁽¹⁰⁶⁾. Vis-à-vis de la Suisse, le gouvernement du Prince-Président n'a cessé de revendiquer un seul droit pour tous les Français, celui que l'article I^{er} de la convention de 1827 avait stipulé. Vis-à-vis des Israélites, le ministre responsable a défendu fermement le point de vue suisse ; il a écarté les demandes excessives et évité des complications. La France préparait la voie à l'arrangement final ; elle fut soutenue par le Conseil fédéral.

En évitant de suivre la politique de parti-pris où Baroche et Turgot s'étaient engagés, la Seconde République a protégé fidèlement les intérêts des Israélites. Elle s'est faite médiatrice entre des intérêts opposés depuis des siècles.

une politique plus libérale : les articles de la constitution fédérale furent abolis avec le consentement de 12 1/2 Etats contre 9 1/2 et par 170.032 voix contre 149.401.

(106) Cf. *Ff*, 1854, vol. II, p. 38.

II. LE DROIT D'ASILE EN SUISSE

Aucun article de la législation fédérale ne statue proprement sur le droit d'asile. L'étranger n'a pas de droit à l'asile. Le séjour ou l'établissement peuvent lui être accordés par les autorités cantonales, ou défendus en vertu de dispositions légales des cantons ou de la Confédération.

L'article 57 établit que la Confédération a le droit d'expulser de son territoire les étrangers qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse. Cet article implique l'admission des étrangers qui se conforment aux lois du pays, et l'autorisation pour eux de séjourner en territoire suisse aussi longtemps que les autorités fédérales le jugeront compatible avec les intérêts de la Confédération.

Le droit d'asile pour les exilés politiques ou les réfugiés poursuivis pour des raisons d'ordre religieux est une vieille tradition et un devoir humanitaire. Un article spécial garantissant le droit d'asile serait aussi dangereux que superflu. Les cantons et la Confédération ont à leur disposition les mesures de répressions nécessaires. L'article 57 suffit à garantir la sécurité de l'Etat et le maintien de bonnes relations avec les nations voisines.

Cependant, la présence des exilés créa de grands embarras à la Confédération.

a) *Les réfugiés français en Suisse*

1. *Le Réfugié.*

L'histoire des réfugiés français à l'étranger au ^{xix}^e siècle n'a pas encore été écrite. Pourtant, quel émouvant spectacle que cette multitude d'émigrés, d'expulsés cherchant asile dans les

Etats voisins ou même loin de leur pays natal, au delà de l'Océan! Quels que soient les motifs de leur fuite ou de leur renvoi hors de France, ces réfugiés emportent avec eux leurs idées dans les pays étrangers et les y propagent. Certains d'entre eux, hommes éminents, ont parfois exercé une influence considérable sur l'esprit du pays qui les a abrités, et ont été d'excellents éléments pour la propagation de la culture française. Les traces en sont restées en bien des lieux. La France a pu les apprécier aux heures de danger.

Par sa situation géographique, la Suisse a toujours été pour les réfugiés politiques l'asile par excellence. Dissimulés ou non, des réfugiés y ont séjourné et même y ont trouvé une seconde patrie.

Qu'ils y soient restés pendant des semaines ou des années, tous y ont vécu avec l'espérance qu'un meilleur avenir leur rouvrirait les portes de la France et qu'ils y obtiendraient la place à laquelle il se croyaient destinés (1). Ils pensent être des bienfaiteurs de leur pays, de l'humanité. Rares sont les exilés qui ne continuent pas avec opiniâtreté à lutter pour la réalisation de leur idéal. Si différentes que soient leurs opinions politiques ou sociales, tous apprécient hautement la valeur de leur cause. Appréciation souvent exagérée, il est vrai, mais qui parfois reste la seule consolation, le dernier soutien d'une vie agitée.

(1) Cf., à ce sujet, la page émouvante qu'à écrite, sur l'état d'âme de l'exilé, l'éminent professeur au Polytechnicum de Zurich, *Marc Dufraisse*, proscrit du coup d'Etat ; cf. DUFRAISSE, *Histoire du droit de guerre et de paix* (éd. in-8°, pp. 318-319).

« L'exilé s'imagine toujours que sa patrie le rappelle ; c'est sa consolation de le croire et sa vertu de l'espérer. C'est aussi son devoir de travailler à l'affranchissement de la grande famille dont il est membre, et du sol sacré dont il est l'enfant. Pourquoi faut-il que, dans la fièvre de nostalgie qui le consume, dans sa soif d'indépendance et de liberté pour la terre où il naquit, tous les moyens de son but lui semblent bons ? L'exilé baisera la main des oppresseurs du peuple au sein duquel il vient se réfugier, s'il attend de la force dont ils disposent la délivrance et le retour...

« ...Pourvu qu'il recouvre sa patrie libre, peu lui importe que la patrie des autres reste esclave.

« La morale des nationalités ne diffère point de celle de leurs proscrits. Peu soucieuses des devoirs de la fraternité, dès qu'il leur faut, pour s'affranchir, une épée étrangère, elles ne regardent point entre les mains de qui l'épée se trouve... ».

Tous ceux qui, entre 1848 et 1852, ont été frappés par la proscription n'ont rien perdu de leurs sentiments patriotiques. La pensée européenne, l'idéal qu'ils se font de la fraternité humaine ont beau les exalter, ils n'en réservent pas moins le meilleur de leurs forces à la réalisation de leur but national : le rétablissement de la démocratie en France. Les appels au peuple, les injures contre le gouvernement et le Président sont au fond des expressions d'ardent patriotisme de leur part : ils aiment d'autant plus leur pays natal que leur éloignement se prolonge. Le mal du pays est une des plus grandes souffrances de l'exil (3).

Le proscrit est en proie aux plus sombres pressentiments (3). Il souffre de ne pouvoir agir, et cela explique toutes ces proclamations, ces appels aux armes, toutes ces mémoires qui ont redit passionnément les circonstances de la fuite. « C'est un étrange mal que le mal d'exil », dit Marc Dufraisie (4). « Comme il suspend la vie morale, il vous semble, après vingt ans, que vous êtes encore à l'heure même où il commença... » (5).

(22) Cf. CŒURDEROY, I, 173 : « Je veux dire les plus grands malheurs de l'exil, le mal du pays, l'oisiveté et les mouchards ».

Cf. DUFRAISSE, Marc: *Histoire du droit de guerre et de paix de 1789 à 1815*, [1^{re} éd. 1867] : pages d'archéologie XLI-XLII : « Quoiqu'elle m'ait chassé de son sein, expulsé de tous mes domaines, banni de ses continents et de ses îles, j'aime toujours la patrie comme une mère. De nos jours, il n'est peut-être pas un de ses fils qu'elle ait plus maltraité que moi et plus haï. J'aurais presque le droit de dire qu'elle a été pour moi une marâtre... J'ai porté longtemps, même chez l'étranger, le poids de sa malédiction injuste ; et cependant je l'aime autant que peut la chérir le plus caressé, le plus gâté de ses enfants. Aujourd'hui encore, quoique son oubli me soit plus cruel encore que ses persécutions et que sa haine, je n'ai d'entrailles que pour elle ».

(3) DUFRAISSE, Marc, *op. cit.*, p. 507 : « On dit que l'illusion est la maladie des exilés. Exempt de celle-ci, j'en sais une autre qui soit plus cruelle, c'est la clairvoyance et le don funeste de prévoir ».

« Vous ne saurez jamais ce que nous souffrions dans nos villes de refuge, quand nous voyions, de la rive étrangère, démâter le vaisseau, et, fous de peur et de prévoyance, jeter toutes les libertés et même le lest par-dessus bord. L'impuissance où nous étions de vous rappeler à la conscience de vous-mêmes et d'arrêter votre œuvre sacrilège, fut le tourment des premières années de notre absence ; le sentiment de l'impossibilité de réparer vos fautes est la grande douleur de nos derniers jours ; elle a empoisonné l'heure suprême de nos morts ».

(4) *Ibid.*, p. XLVIII.

(5) « ...Vous gardez toujours le vif sentiment et vous voudriez parler sans cesse des choses dont vous jouissiez au moment où il vous frappa : la patrie,

A part le retour au pays, le proscrit n'a plus qu'un désir : que le temps passe... « J'écris pour remplir mes heures de solitude. Elles s'écoulent si lentement sur la tête de l'émigré qu'il faut en hâter la course par le travail » (6). « Mes jours sont dévorés par le sombre ennui et le désespoir morne. Je voudrais hâter la marche des heures, elles me semblent mille fois plus longues qu'autrefois » (7).

« L'homme n'a qu'une ressource contre l'exil : c'est le mouvement » (8). Les gouvernements ne se doutaient guère de la dureté de l'épreuve qu'ils imposaient aux proscrits en leur interdisant parfois le travail qu'ils s'étaient procuré, et en exigeant en même temps une tranquillité complète. Aigris par le malheur qui ne cessait de les frapper, des proscrits ont perdu tout sentiment de justice, même envers ceux qui les protégeaient et envers leurs propres compagnons de souffrances. « L'exilé partout est seul », dit Cœurderoy après Lamennais.

Les réfugiés étaient le plus souvent sans autres ressources que les faibles secours de l'Etat qui leur prêtait asile, et quelques subsides fournis par des amis. A la moindre nouvelle, certains exilés étaient sujets à des excitations violentes. Tantôt exaltés par des espérances démesurées ou emportés par de brusques colères (9), tantôt abattus par d'âpres déceptions, ils ne tenaient que plus fermement à leurs projets politiques ou sociaux. Les gouvernements attachaient trop d'importance à certains discours,

les êtres regrettés, les chères années, les libertés plus chères que l'existence, tous les biens que vous ne reverrez plus.

« Je n'ai point échappé à cette loi commune de l'exil.

« L'absent ne vivant plus que par la mémoire, elle lui demeure fidèle pour l'abreuver de réminiscences dont l'amertume même ne lui déplait pas. Je remercie la mienne d'être restée jeune et fraîche, afin de remplir mes jours, qui sans elle seraient vides.

« Le présent m'occupe peu; l'avenir n'a pour moi ni d'espérances ni d'illusions. En retour, le passé est plein de souvenirs qui me consolent et qui me charment. Ce qui est oublié fait mes délices... ».

(6) *Ibid.*, p. XXXVIII, sq.

(7) CŒURDEROY, I. 69.

(8) *Ibid.*, I. 168, sqq.

(9) Cf. p. ex. Félix Pyat, de caractère plutôt doux, capable de « violence furibonde qui fut le résultat de l'exil » WEILL, *op. cit.*, 174; et p. 297 : « Félix Pyat offre l'exemple de la folie furieuse que l'exil peut faire naître ».

à des articles de journaux, à des proclamations émanant de particuliers ou de groupements d'exilés. La mentalité de l'exilé est une sorte de psychose dont les hommes politiques restés au pouvoir n'ont pas assez tenu compte, et qui les a trop souvent égarés.

Sous la Seconde République, les Français exilés se réfugièrent surtout en Belgique, en Angleterre, en Suisse, en territoire sarde et en Espagne ⁽¹⁰⁾. Peu d'entre eux cherchaient asile en Allemagne, et c'était de préférence dans la ville libre de Francfort. Le Luxembourg, dont les frontières furent si souvent traversées par des fugitifs, n'en abritait également que très peu. Il serait difficile de déterminer le nombre des Français exilés à l'étranger entre 1848 et 1852. Leur va-et-vient constant, les changements de nom et de profession (si l'on ne doit pas appeler profession l'état de certains réfugiés imitant Mazzini), les poursuites des autorités font remonter et baisser sans cesse les chiffres indiqués par la police. Si l'on voulait en croire les rapports diplomatiques et consulaires, on arriverait à des chiffres aussi fantastiques que ceux que fournissent les agents secrets. Obligés de vivre de leur métier, les provocateurs, à défaut de données précises, en étaient souvent réduits à jongler avec les zéros... Combien de fois le préfet de police de Paris apprit-il la présence à Genève de milliers de Français dangereux ! En réalité, leur nombre n'atteignit que rarement le dixième des chiffres officiellement indiqués.

Parmi les réfugiés, de toutes les nations qui avaient trouvé asile sur le sol helvétique, entre 1848 et 1852, les Allemands ⁽¹¹⁾ sont de beaucoup les plus nombreux. Les Italiens tiennent le second rang ; viennent ensuite les Français, les Polonais, les Hongrois. Transportés — de force — au delà de l'Atlantique,

(10) *Hippolyte Magen, Le Second Empire*, 3^e éd. 1878, p. 185, évaluée à 1.200 environ ceux qui ont passé en Espagne.

(11) Nous appelons *allemands* les réfugiés originaires de n'importe quel Etat allemand, *italiens*, ceux qui sortent d'une province ou Etat d'Italie (soumis ou non au joug autrichien), qui sont donc des personnes de *langue italienne*.

certains en revenaient comme citoyens des Etats-Unis pour continuer, sous la protection du pavillon étoilé, leur action politique d'antan.

C'est presque toujours par vagues entières que des exilés entrent en pays protecteur. Un mouvement révolutionnaire, un complot découvert ou réprimé pendant son exécution, la chute d'un ministère, un coup d'Etat, un changement de régime peuvent donner lieu à des émigrations spontanées ou forcées. Chaque vague d'émigrés présente donc un aspect différent, déterminé par la nature même de l'événement qui le crée et par les classes de la population qu'il atteint.

Les réfugiés font souvent des détours considérables pour égarer la police et les gens à leur trousses. Pour les exilés, le chemin du salut n'est pas toujours le plus court. En Suisse, le cantonalisme favorise, on ne peut mieux, les proscrits. Certains d'entre eux font preuve de la plus prodigieuse fantaisie par leurs faux passe-ports, leurs ruses pour se dérober aux poursuites (12). D'autres vivent tranquillement dans le voisinage de quelque poste de police sans être découverts, ou font la navette entre deux endroits, même deux cantons, jusqu'au moment où ils gagnent le large. L'entente la plus parfaite entre les différents Etats reste infructueuse devant l'adresse de certains fugitifs.

La Suisse n'est pas le seul pays qui ait éprouvé toutes les complications que crée la proscription. Ce sont les Etats dont les exilés étaient originaires qui en ont ressenti les plus forts contre-coups. L'expulsion est un glaive à double tranchant. Les différents groupes de réfugiés en Suisse, entre 1848 et 1852, en fournissent une des preuves les plus éclatantes.

Le problème des réfugiés français à l'étranger se présente sous le double aspect politique et social. En même temps, son caractère international se manifeste avec une force inconnue jusqu'ici. Le libéralisme, en pleine vigueur, et le socialisme,

(12) Cf. p. 211 : note 27, l'arrestation du « faux Avril » qui permit au « vrai Avril » de passer en Belgique, puis en Suisse.

plus jeune que celui-ci, n'étaient pas encore nettement séparés par les doctrines et par la haine des classes.

Les réfugiés d'une même nation, quoique de milieux différents, fraternisaient en pays étranger. Français, Allemands, Italiens, Polonais, Hongrois, reconnurent la communauté de leurs intérêts en tant que réfugiés dans un même asile, en tant qu'hommes partageant les mêmes idées. La tâche de la Suisse était difficile et sa situation dangereuse.

2. *Les réfugiés français en Suisse jusqu'à l'élection de Louis-Napoléon.*

Le *gouvernement provisoire* n'avait rien à craindre de l'ancienne droite. Lamartine avait l'âme trop élevée pour ordonner la poursuite de ceux qui, naguère, n'avaient osé étouffer ses violentes critiques. La famille royale avait trouvé bon accueil en Angleterre ; c'est le 26 mai seulement qu'un décret lui interdit l'entrée en France et dans ses colonies.

Il n'y eut de *réfugiés en Suisse*, à la suite de la Révolution de Février, que quelques milliers de Juifs alsaciens ⁽¹³⁾. Dans le département du Haut-Rhin, la nouvelle de l'abdication de Louis-Philippe avait déchaîné la haine de la population contre les Israélites. Le régime déchu les avait protégés, mais l'animosité des habitants chrétiens contre les Juifs avait été contenue avec peine. Plus de trois mille Juifs trouvèrent au delà des frontières, protection et hospitalité, en février et mars 1848. La bourgeoisie de Bâle s'était opposée avec la dernière énergie à l'établissement des Israélites dans ses murs, mais ouvrait largement ses portes à ceux qui venaient lui demander asile. Sur les instances du Vorort, le gouvernement provisoire plaça des contingents de cavalerie dans les villages

(13) *Reinhard à Lamartine, Berne, 3 mars 1848 (fs. Suisse 561/11).*

En décembre 1848, une seconde vague de Juifs alsaciens chercha asile en Suisse.

en révolte ; quelques semaines plus tard, le calme étant rétabli dans tout le département, les Juifs rentrèrent dans leurs demeures. La République avait prouvé, à l'intérieur, qu'elle allait continuer à protéger les Israélites ; elle eut bientôt l'occasion d'en fournir la preuve dans sa politique extérieure, à la Suisse tout particulièrement (14).

La nouvelle de la révolution à Paris était à peine arrivée à Berne que le Directoire fédéral adressa une circulaire aux cantons (28 février), les exhortant au maintien de la plus stricte neutralité, et insistant sur la nécessité de bien organiser l'armée ; si des réfugiés, armés ou non, entraient en territoire helvétique, de quelque côté que ce fût, on leur permettait, en vertu du droit d'asile, un séjour tranquille ; les porteurs d'armes seraient désarmés à la frontière ; on veillerait à ce que personne n'abuse de l'asile accordé.

Les événements prouvèrent aussitôt l'à-propos de cette circulaire. L'entrée des Juifs chassés de l'Alsace méridionale ne fut dangereuse, ni en mars, ni en décembre, mais l'affluence croissante de réfugiés allemands qui, en 1849, dépassait le chiffre de 11.000, créa à la Suisse de sérieuses difficultés.

Prévoyant des troubles en Savoie, à Lyon et dans le Grand-Duché de Bade, le Directoire échelonna des troupes le long des frontières sarde, française et allemande, en mars et avril 1848.

Des groupes de Français venant du département du Rhône (surtout de Lyon), entrèrent en territoire genevois le 4 avril et les jours suivants. C'étaient les derniers vestiges de l'expédition dite des « Voraces », partie de Lyon le 30 mars ; leur marche vers Chambéry avait échoué pitoyablement (15). Les réponses quelque peu équivoques de Lamartine aux républicains savoisiens laissèrent entendre qu'à Paris on pensait à la réunion de

(14) Cf. pp. 168-199 ; pp. 172 sq.

(15) SEIGNOBOS, *Rév. de 1848* (Lavis) p. 288 ; DUTACQ, *Hist. pol. de Lyon pd. la Rév. de 1848*, p. 225-248 ; WEILL, *Parti rép.* 221, 232. Thiard à Lamartine, 9 avril (fs. Suisse 561/146) parle de 4.000 Français qui auraient pénétré dans le canton de Genève.

la Savoie à la France ⁽¹⁶⁾. Cette prévision ne pouvait plaire beaucoup aux Genevois ; les échecs subis par le Risque-tout, le 30 mars, et par les « Voraces », le départ de colonnes allemandes pour l'Alsace — tous ces événements diminuèrent en Suisse l'enthousiasme des premiers jours à l'égard de la République-sœur ⁽¹⁷⁾. Ce n'est que peu à peu que se dissipèrent les craintes sur la stabilité du nouvel ordre en France.

Depuis les insurrections de 1831 et de 1834, Lyon avait été, en France, un des points les plus sensibles à tout changement politique en France. La grande misère des ouvriers et les nombreux chômages dus à l'introduction des machines dans les manufactures, le mélange d'ouvriers de tous les pays et les théories professées par les socialistes et les communistes y nourrissaient constamment l'esprit de grève et de soulèvement. Pour prévenir les excès, les autorités civiles et militaires préféraient expulser les individus suspects, tant sous le régime de Louis-Philippe que sous celui de Louis-Napoléon. Comme les autres départements français étaient également fermés aux éléments indésirables, ceux-ci prenaient le chemin le plus direct vers l'étranger : la Savoie, et la terre la plus libre qui fût, la « République et Canton de Genève » ⁽¹⁸⁾.

C'est l'Angleterre qui reçut les partisans de la révolution sociale après le débat à l'Assemblée constituante. Louis Blanc et Caussidière ouvrent le long cortège des Français poursuivis par la politique officielle sous la Seconde République. Sous la direction de Lamartine et de Bastide, le département des Affaires Etrangères n'eut aucune démarche à faire, en Suisse, au sujet de réfugiés français. Les détenus des journées de juin prirent le chemin de la déportation.

(16) DUTACQ, *loc. cit.*, p. 225-229 et *sqq.*

(17) Thiard (à Lamartine, 14 avril, *fs. Suisse* 561/153) : « Cependant, je ne dois pas vous laisser ignorer que les événements de la Savoie, ce qui se passe à Lyon... ont un peu diminué cet enthousiasme en Suisse... ».

(18) Au sujet des mouvements sociaux et politiques de Lyon, cf. DUTACQ, *loc. cit.* LEVY-SCHNEIDER, dans *R. de la Révolution de 1848, etc.*, 1925, vol. XXI, p. 457-477, corrige des opinions fausses au sujet des Voraces. Cf. aussi : GODARD, *Journal d'un bourgeois de Lyon en 1848*, Joseph Bergier.

La correspondance du général Thiard à Berne ne parle jamais de ces questions ; la seule dépêche du 11 août signale à Bastide le « *Club de l'Avenir* », formé par « des réfugiés de tous les pays » à Porrentruy. « Ce bruit vague, parfois précurseur de tempêtes réelles, nous dit que, bientôt, un nouveau choc éclatera en France, et commencera par Lyon » (19). Aucune confirmation n'a suivi cet avertissement.

Nous ne saurions donc parler d'un mouvement de réfugiés français en Suisse avant l'élection de Louis-Napoléon.

3. *Les réfugiés français en Suisse entre l'élection de Louis-Napoléon et le coup d'Etat.*

L'avènement de Louis-Napoléon-Bonaparte à la Présidence de la République n'amena aucune émigration de ses adversaires. De part et d'autre, on attendait le résultat des élections législatives. L'Assemblée du 13 mai 1849 fit le jeu du nouveau chef de l'Etat, parce que, d'une part, elle permit aux orléanistes d'appliquer leur politique qui fut des plus impopulaires, et que, d'autre part, la scission du parti républicain s'y consumma. Les constitutionnels, dans l'attente, laissèrent le champ libre à Louis-Napoléon ; les Montagnards (comité démocratique-socialiste) s'agitèrent trop pour entraîner dans une politique purement démocratique une assemblée aussi divisée. La *Montagne*, sous la direction énergique de *Ledru-Rollin*, ne tarda pas à s'isoler devant la majorité écrasante du centre et de la droite bonapartiste. Les procès des fauteurs du 15 mai avaient été renvoyés jusqu'après l'élection du Président. Leur instance et les premiers jugements rendus en mars par la Haute-Cour de Bourges, les instructions et les verdicts qui se suivaient jusqu'en

(19) *Stockmar* était un des dirigeants du club qui, en 1850, s'appela « Club de la Gaité » ; il se composait de radicaux suisses et de quelques proscrits ; on ne peut lui attribuer une influence sur les affaires politiques de la France dans le sens de la dépêche de Thiard du 11 août 1848.

août, avaient jeté l'irritation dans les rangs de la gauche républicaine.

Peu après la convocation de l'Assemblée législative, le parti montagnard était formé. Son chef en fit le groupe le plus discipliné, le plus fidèlement attaché aux principes démocratiques et républicains. L'opposition hardie de la Montagne, les persécutions subies en France et en exil, pendant plus d'une dizaine d'années, par ses adhérents, ne firent que resserrer l'amitié entre eux.

Le discours de Ledru-Rollin du 11 juin, le manifeste de la Montagne et l'appel aux armes, du 13 juin 1849, furent suivis de la mise en accusation de tout le parti. Ledru-Rollin passa en Belgique et de là gagna l'Angleterre (20). Une partie des Montagnards traversa la frontière helvétique pour se fixer en Suisse romande (21).

Les premiers réfugiés français après le 10 décembre étaient donc des membres de la gauche républicaine ; quelques-uns d'entre eux devaient être les derniers à quitter la Suisse.

Voici, d'abord, le chef des républicains du Bas-Rhin, *Anstett*. (A Strasbourg, ce parti se recrutait dans la classe élevée) (22). Décrété d'accusation pour avoir pris une part active à la journée du 13 juin, Anstett se déroba aux poursuites (votées le 5 juillet) et trouva asile à Baden-les-Bains (Argovie). En octobre, il se vit condamné par contumace à la déportation dans une enceinte fortifiée (23). A Baden et à Bâle (24), Anstett s'occupa de peinture ; une note française demanda son internement (21

(20) Cf. CALMAN, Alvin R., *Ledru-Rollin après 1848 et les proscrits français en Angleterre*.

(21) *Barman* au Conseil fédéral, 29 juin 1849 (lors de l'autorisation, donnée par l'Assemblée législative de poursuivre 12 partisans de la Montagne) : « La plupart sont partis pour la Belgique d'où une bonne partie gagnera sans doute la Suisse, pour être plus à portée ». On crut que Ledru-Rollin allait soulever Lyon.

(22) WEILL, *op. cit.*, p. 79.

(23) Originaire de Colmar, *Anstett* avait dirigé une brasserie à Sélestat ; il avait déployé une grande activité pour la réalisation de réformes sociales.

octobre 1850). On ne put cependant établir la preuve des intrigues que le ministre de France lui reprochait. Anstett était un des réfugiés les plus tranquilles ; depuis sa condamnation, il avait abandonné la politique (25). Il est un des seuls qui aient remercié les autorités fédérales de lui avoir accordé asile. Amnistié, Anstett rentra à Sélestat en août 1854 (26).

Louis Avril eut une vie plus romanesque. Né en 1807 à Steinach (Tyrol) sous le drapeau français, il se fit instituteur primaire dans l'Isère. Ses idées républicaines avancées le portèrent à l'Assemblée législative, en mai 1849. Mêlé à l'affaire du Conservatoire des Arts et Métiers, son mandat de représentant du peuple fut de courte durée. Deux jours après qu'il eut signé l'appel aux armes, son nom fut porté sur le décret d'accusation : il se déroba par une fuite précipitée (27). La Belgique l'abrita en 1849, pour quelques semaines ; puis, il passa en Suisse avec sa femme et son fils. Il ne cessa de faire de la politique (28). Avec d'autres proscrits français, il protesta contre son internement en mars 1851 et traversa le lac Léman en compagnie de Cœurderoy, pour se rendre à Saint-Gingolph (Sardaigne). Peu après, il rejoignit sa famille à Lausanne. Son arrestation, le 30 décembre 1851, « a été une scène déchirante », écrit le préfet de Lausanne à Berne (29). Expulsé de Suisse, Avril quitta Bâle, le 15 janvier 1852, pour l'Angleterre. De son nouvel exil, il dirigea l'impression à Genève, de son livre intitulé

(24) En automne 1850. (AF, réf. français, dossier A-B).

(25) Il reçoit (le 16 avril 1852) l'autorisation de se fixer à St. Gall et à Zurich pour rentrer dans le commerce.

(26) Entre le 5 et le 10 août 1854.

(27) La police fut, cette fois, dépistée par l'arrestation d'un « faux Avril » ; cf. COMMISSAIRE, *Mémoires et souvenirs* : II. p. 208 sq.

(28) Le 16 octobre 1850, il est sursis à son internement, à titre provisoire ; le Conseil fédéral ordonne l'internement le 15 février 1851 ; Avril devait se fixer à Soleure (567/30).

(29) Avril vivait tranquillement à Chailly sur Lausanne. « L'arrestation de M. Avril a été une scène déchirante. Sa femme et son enfant se sont jetés au cou de l'huissier de la préfecture pour obtenir de lui, qu'il le laissât échapper. L'huissier a dû se montrer inexorable » (Le préfet de Lausanne au département de Justice et Police, Berne, le 30 décembre 1851. AF).

« Mémoires d'un enfant du peuple » (30). Il émigra au Vénézuéla, plus tard, et s'établit enfin à la Guadeloupe. Il y fonda une école libre, et mourut à Pointe-à-Pitre à l'âge de 71 ans (31).

A partir de 1840, l'idée républicaine avait fait de grands progrès dans l'armée. Ce sont surtout les sous-officiers qui propagèrent la pensée démocratique. *Boichot* fut un des plus actifs, des plus avides de s'instruire, lisant les journaux libéraux avec ses camarades. Aux élections législatives de 1849, le courage qu'il apportait à défendre les principes républicains lui avait valu un nombre considérable de voix. Ses amis Commissaire et Ratier, également soldats-représentants, partagèrent plus tard avec lui les tristesses de l'exil et les privations de la captivité à Belle-Isle et à Corte en Corse (32).

Boichot prit le chemin de l'exil en même temps que Ledru-Rollin et Martin Bernard ; ceux-ci se rendirent par la Belgique en Angleterre ; Boichot parut à Genève en août 1849 (33). Pendant des mois, il mena une vie des plus paisibles. Un rapport de la préfecture de Lausanne le décrit : homme d'un caractère doux, peu énergique, il s'occupe de lecture de romans, de préférence de livres militaires ; il ne sort que pour ses repas, ne voit personne, à peine quelques Français également réfugiés à Lausanne. Boichot aurait déclaré hautement qu'il ne porterait pas les armes contre l'armée française parce qu'il s'exposerait à tirer sur ceux qui l'ont nommé représentant. « Ces détails sont d'une notoriété publique... C'est le plus paisible, le plus inoffensif des réfugiés » (34).

(30) WEILL, *op. cit.* 301 (non pas 307). Victor Magen en surveilla l'édition (cf. p. 227, n. 99).

(31) Le 27 février 1878.

(32) Cf. BOICHOT : « *Souvenirs d'un prisonnier d'Etat sous le Second Empire* ».

(33) Réunion des bureaux de l'Ass. législative, le 14 juin 1849, pour délibérer sur la mise en accusation de *Considérant*, *Ratier*, *Boichot*, *Ledru-Rollin*. Votée le 29 juin contre Pyat et les sus-nommés qui pour la plupart sont partis pour la Belgique. Une « bonne partie gagnera sans doute la Suisse pour être plus à portée ».

L'arrivée de *Boichot* à Genève fut signalée à *Reinhard* par une lettre du ministre des AE, le 23 août 1849 (fs. Suisse 563/317 du 4 septembre 1849).

(34) *Reinhard* à *La Hitte*, 24-26 février 1850, AE fs. Suisse 564/379.

Mais le plus inoffensif des réfugiés préparait une brochure « Aux électeurs de l'Armée » et la publia en janvier 1850 ⁽³⁵⁾. De plus, les rapporteurs du procureur général de Besançon avaient écrit à leur commettant que de nombreux concilia-bules se tenaient à Lausanne parmi les amis de Boichot. Si ces bruits n'étaient pas d'une extrême gravité, l'époque où ils furent « constatés » les rendit assez inquiétants pour la Suisse. Il s'agit moins de savoir si des conspirations eurent lieu ou non réellement. La Confédération était jugée responsable sur le rapport le plus dénué de vérité. « Je vous l'ai dit plus d'une fois déjà », écrit La Hitte au ministre de France à Berne, « et vous ne sauriez trop le redire aux hommes qui dirigent les affaires de la Confédération, rien aujourd'hui ne serait plus dangereux pour elle que ce qui lui donnerait l'apparence de conniver secrètement aux complots révolutionnaires européens, soit même d'être impuissant à les réprimer » ⁽³⁶⁾. Il n'y a qu'un pas, du soupçon qu'élevait un rapport suisse favorable à un réfugié, à l'accusation portée contre le Conseil fédéral de soutenir en sous-main les machinations des « révolutionnaires européens ». Si un ami de la Suisse, tel que La Hitte, lui tenait ce langage, il ne sera pas trop difficile de s'imaginer celui de ses ennemis. Il est vrai que La Hitte exagérait les choses à dessein dans ses notes du 28 janvier, du 3 février, et dans ses réclamations ultérieures au printemps 1850. Il fallait à tout prix arriver au calme complet en Suisse, pour décliner promptement les invitations de la Prusse et de l'Autriche de former un concert des puissances contre la Confédération. Certains réfugiés avaient une intuition, un talent étonnants pour se montrer remuants aux moments les plus délicats, et quelques-uns d'entre eux s'évertuaient à créer des difficultés aux autorités cantonales et fédérales.

Boichot s'avoua sans difficulté l'auteur de la brochure « Aux électeurs de l'Armée ». Deux de ses lettres adressées à l'armée

(35) *Imprimerie Gerdes*, 10, rue Saint-Germain-des-Prés. Une grande partie des brochures, etc., des proscrits fut publiée dans le quartier de la Monnaie.

(36) *La Hitte à Reinhard*, 2 février 1850, *fs. Suisse* 564/307.

furent saisies (37). Un réfugié rentré en France acheta sa liberté par une dénonciation qui dépassait toutes les bornes de la fantaisie : Boichot, très actif, aurait préparé une armée de 60.000 réfugiés en Suisse, en vue de faire une révolution au printemps ! Sur requête du gouvernement français, le Conseil fédéral ordonna l'internement de l'ancien sous-officier, à l'intérieur ou dans l'est de la Suisse (38), ce qui déplut fort à Boichot. Le jour suivant, déjà, les journaux annoncèrent qu'il s'était embarqué à Gênes, pour une destination inconnue. Les doutes émis, à ce sujet, par le ministre sarde, Barral, n'étaient que trop fondés : Boichot se promenait entre temps à Berne. Le 23 juin, on le dit en Belgique et « dans l'Empire du Maroc » (39). Comme les plus habiles des réfugiés allemands et italiens, comme leur maître à tous, Mazzini, Boichot sut admirablement se servir de la presse pour égarer les policiers. Il datait ses lettres de Lucerne tout en restant à Ouchy et Lausanne (40). Le préfet de police de cette ville eut raison sans le savoir : Boichot vivait paisiblement dans sa résidence préférée. Vers la fin de 1850, il semble avoir séjourné en Savoie. On le signale de retour, à Genève ou à Lausanne, en automne 1851, en compagnie d'Avril, Jeannot et Rolland (41). C'est le coup d'Etat qui le fit sortir de sa réserve et révéla sa présence dans la capitale vaudoise. Puis il rejoignit Pyat à Londres ; en 1854, il se fit prendre à Paris et vit Belle-Isle et Corte avec les autres déportés. Amnistié en 1859, il resta dans l'exil à Bruxelles où il finit ses jours.

Boichot représente le démocrate-soldat, *Jean-Pierre Déchant* l'ouvrier lyonnais, le socialiste du quartier de la Croix-Rousse. Déchant avait été chef des « Voraces » et avait pris, comme tel, une part très active à l'occupation armée des forts de la

(37) AF, dossier *réfugiés français A-B*, 1^{er} et 4 février 1850.

(38) 14 février 1850 ; *Druey à Reinhard*, 11 fév. 1850.

(39) *Correspond. de Berne et de Genève*. Un rapport du préfet de l'Ain, du 24 avril 1850, provoqua de nouvelles représentations du ministre de France auprès du Conseil fédéral au sujet des « réfugiés turbulents à Lausanne ».

(40) AF Berne, dossier *réfugiés français Be-By*.

(41) *Reinhard à Baroche*, 10 octobre 1851, fs. Suisse 568/271.

ville (fin février 1848) ; le mouvement insurrectionnel de la Croix-Rousse, le 15 juin 1849, le trouva à son poste, ce qui lui valut une condamnation, par contumace, à la déportation (42). Aux prisons de sa ville natale et au soleil brûlant du bagne algérien, Déchant préféra le climat de la Suisse ; il arriva à Genève quinze jours après l'échec du soulèvement et passa à Lausanne en novembre. Instruit (43) et d'un esprit très vif, il rédigea (fin décembre) une nouvelle feuille à Genève, « La vile multitude », journal de gauche, « pour la France et la Savoie ». Le comte Reinhard à Berne demanda son internement. Déchant, écrit-il au département de Justice et Police de la Confédération, fait imprimer des manuscrits qui sont « alors introduits frauduleusement en France, surtout à Lyon ». Ayant obtenu l'autorisation d'aller à Saint-Gall comme « dessinateur-metteur en carte » (44), Déchant part, mais n'arrive pas à destination. On le renvoie de Suisse, mais il ne part pas. Plus d'une année après, on le découvre à Lausanne, où il mène, avec sa famille « une conduite privée à l'abri de tout reproche ». Il reçoit l'autorisation de rester (45).

Homme de ressources, réfugié de talent, déjouant toutes les poursuites, l'ancien représentant du peuple *Pflieger* a accompli de véritables tours de force en fait de propagande et de fuites. Il s'est moqué de toutes les autorités, tant suisses que françaises.

Député du Bas-Rhin, *Pflieger* avait défendu les intérêts des Juifs expulsés de Bâle-Campagne en 1839, et avait été honoré d'une lettre particulière du duc de Dalmatie, alors Président du Conseil et ministre des Affaires Etrangères (46). En 1848, *Pflieger*

(42) *Second Conseil de Guerre*, 4 décembre 1849.

(43) Déchant portait le surnom de « Platon ». Il est rentré à Genève le 10 août 1850.

Michaud Pierre, autorisé à rentrer momentanément en France, en 1852, fut condamné avec Déchant, et s'enfuit en Suisse avec lui.

(44) Le 23 juillet 1851.

(45) Demande du 27 octobre 1852.

(46) Lettre du 4 juillet 1839 ; cf. p. 179, note 26, sur les Juifs français en Suisse ; quant à l'ordonnance de Bâle-Campagne du 20 avril 1839 et ses conséquences diplomatiques, cf. NORDMANN, Achilles : *Die Juden im Kanton Baselland*, pp. 185-204.

passa à la République et fut élu représentant à l'Assemblée législative. Il quitta la France avec les Montagnards auxquels il s'était joint. En Belgique, il eut maille à partir avec la police qui le mit à la porte après interrogatoire (47). Pflieger se rendit dans l'Ajoie et apparut tantôt à Porrentruy, tantôt à Delémont. Par ordonnance bernoise, il fut recherché, mais s'éclipsa adroitement en faisant « la navette » entre les deux villes précitées (48). Venu à Berne avec la permission du chef du département fédéral de Justice et Police, il fut relégué à Soleure par le gouvernement cantonal (49). Pflieger adhéra à la protestation que dix-sept réfugiés français avaient formulée contre leur internement ; tous les signataires furent expulsés (50). Voyant que rien ne pouvait plus le sauver du voyage forcé en Angleterre (51), Pflieger disparut. Sur les dix-sept, six seulement s'embarquèrent à Ostende en juillet 1851 ; les autres ne s'étaient pas donné la peine de se présenter à la frontière ; ils préférèrent rester dans un pays si hospitalier (52). Pflieger honora de sa présence le Jura bernois et y resta silencieux jusqu'après le coup d'Etat, qui fut un signal de réunion pour tous les réfugiés français en Suisse.

Napoléon Chancel fut un des plus remuants. Agent de Baune à Grenoble en 1834, il y avait prêché les idées démocratiques et se vit condamné en 1835. L'heure de la République devait être,

(47) SAINT-FERREOL: *Les proscrits français en Belgique*, I, p. 50.

(48) Un troisième Alsacien réfugié, *Hofer*, demanda fin novembre 1850 de pouvoir séjourner à Bâle « pour ne pas voir Pflieger et Beyer ». Cette apparence de vertu ne lui porta pas succès, mais mit la police sur les traces des deux fugitifs.

(49) A Berne, 13 déc. 1850; *Reinhard* à *La Hitte* (fs. Suisse 566/254) ; départ de Berne pour Soleure, 20 décembre 1850 (fs. Suisse 566/279) ; à Soleure, à partir du 10 janvier 1851 (fs. Suisse 567/19), il gagnait sa vie comme jardinier.

(50) Protestation du 15/16 mars (fs. Suisse 567/206, 19 mars 1851) ; expulsion décrétée le 27 mars 1851.

(51) Le 8 encore, il cherche à retarder son départ « pour achever la mise en état de divers jardins à Soleure ».

(52) *Le consul général de Suisse (Bruxelles) au Conseil fédéral*, 12 juillet 1851 (AF) constate que *Loiseau, Mathey, Paget, Percy, Rigaud, Robillard* se sont embarqués à destination de l'Angleterre.

pour un jour, aussi la sienne : la confiance de Ledru-Rollin le porta à la dignité de commissaire dans la Drôme. Chancel voulut profiter de sa position pour soulever le peuple, mais on ne lui témoigna que de la méfiance. Nommé le 12 avril, Chancel fut arrêté le 13 et transféré à Paris (53).

En 1849, il voyageait en Suisse, accompagnant Félix Pyat, incitant les réfugiés à s'organiser (54). En décembre 1850, le Conseil fédéral lança un mandat d'arrêt contre lui ; peu de temps après, il fut saisi à Genève et amené à Berne (55). Mis en demeure de quitter la Suisse, il manifesta le désir de se rendre en Turquie. Le Conseil fédéral et le ministre de France ne demandaient pas mieux, et à son grand regret, Chancel fut pris au sérieux (56). Apprenant qu'il ne pouvait aller à Gênes librement, il déclara (57) qu'il préférerait l'extradition immédiate plutôt que de consentir à rester en surveillance, « par la filière des polices étrangères qui me sont plus que suspectes ». Il protesta contre ce voyage forcé « au nom du peuple suisse » qu'il connaît depuis plus de vingt ans », et refusa (dans une seconde lettre) d'obtempérer aux prescriptions » du Conseil fédéral (58).

Le lendemain, il dut partir par convoi spécial et fut embarqué (le 17 mars 1851) à Livourne, pour Constantinople. Mais ce

(53) PIERRE, Victor, *op. cit.*, p. 146. WEILL, *op. cit.* p. 78 ; CALMAN, *op. cit.* pp. 153 sqq.

(54) Cf. Reinhard à La Hitte, 20 déc. 1850 ; fs. Suisse 566/280, même date et 566/254, du 13 déc.

(55) Cf. Reinhard à La Hitte, 27 décembre 1850 (fs. Suisse 566/299). Quant à l'arrestation, cf. AF, dossier « Réfugiés à Genève VI » (1850, 5 juin et 8 décembre) et 1851, 21 février ; arrivée de Chancel à Berne : 19 février.

(56) Reinhard à Drouyn de Lhuys, 22 février 1851, fs. Suisse 567/132. Reinhard y cite les paroles du conseiller fédéral Furrer, sur Chancel : « Sa grande barbe et sa figure énergique, ainsi que les emportements passionnés auxquels il se livre, justifient entièrement l'opinion de ceux qui le comptent parmi les plus dangereux du parti révolutionnaire ».

(57) *Ibid.* D'abord, Chancel craignait de ne pouvoir se rendre en Turquie ; il déclarait (22 avril) que, « s'il était expulsé par tout autre point de la frontière (que celle de la Sardaigne), il s'arrangerait de manière à rentrer en Suisse le lendemain ». En moins de deux ans, il rentrait quatre fois en Suisse, sa « vieille patrie de prédilection » (Chancel au Conseil fédéral, 3 mars 1851, AF.)

(58) Cf. Lettres de Chancel au Conseil fédéral, écrites le 3 et le 6 mars, dans la prison du Käfigturm à Berne. AF.

n'est pas ainsi qu'un Chancel finira sa carrière d'homme politique et de réfugié ; à peine arrivé à la Corne d'Or, il organisera son retour. « Cet individu a trouvé moyen de voyager et de se rendre célèbre à bon marché », écrit le ministre de Suisse au Conseil fédéral, en le prévenant de la rentrée imminente de Chancel en Suisse (59). Il vint, en effet, plusieurs fois en Suisse romande en 1852, sans être découvert.

L'année 1850 vit s'accroître le nombre des réfugiés français en Suisse (60), soit par l'arrivée directe de Français exilés, soit par suite des nombreux changements d'asile que pratiquaient les proscrits. Il en vint d'Angleterre, de Belgique, d'Allemagne et de Sardaigne. Le gros des réfugiés allemands étant en train de partir, la Belgique prenant des mesures plus rigoureuses contre ces hôtes peu commodes, la Suisse leur semblait tout indiquée pour un séjour prolongé. On y avait réservé un si bon accueil aux exilés de tous les pays : pourquoi ne pas en profiter ?

(59) *Barman au Conseil fédéral, le 11 juin 1851.*

(60) A citer parmi ceux de juin 1849 :

Ménand, avocat à Châlons, qui, en février 1834, avait contribué à calmer les instigateurs d'une grève générale dont le signal devait être donné à Lyon ; *Ménand* était l'infatigable défenseur du journal « *Le Patriote de Saône-et-Loire* » (cf. *WEILL, op. cit., pp. 100 et 78*) ; réfugié à Lausanne.

Perrin, médecin, de Montréal, réfugié à Genève.

Jeannot (Janot) (Saône-et-Loire), réfugié à Lausanne.

Fournier Ernest, médecin, né en 1790, réfugié à Lucerne, 1849.

Cœurderoy Ernest, médecin, 1825-1862.

Son état de réfugié fit à Cœurderoy une vie des plus agitées. Il appartenait au groupe d'Ouchy. Les déceptions (dont la plus amère fut, plus tard, l'abandon de ses amis) l'exaspérèrent de telle façon qu'il perdit toute mesure dans ses paroles et dans ses écrits. Cœurderoy était en Suisse depuis 1849 (condamné du 13 juin), mais sa présence ne fut remarquée qu'en 1850. Il signa la protestation contre l'internement en mars 1851 ; expulsé, il réussit à fuir avant d'être pris et quitta la Suisse (probablement en 1852). Ses écrits : « *Jours d'exil* », 1854, cf. *Bibliothèque sociologique, tomes 44, 45, 46* ; notice biographique par *Nettlau, ibid.* Cœurderoy considéra l'Occident comme dégénéré et mit son espérance dans la race slave. Cf. *WEILL, op. cit., pp. 301-302* ; 302, n. 1. Cœurderoy s'est donné la mort à Fossaz près Genève en 1862.

Ledru-Rollin fut signalé plusieurs fois à Genève et à Berne (*DURHEIM, Chronik, p. 272, 1849, 20 juin* ; à Genève : en février 1850 ; un Genevois avait la chance, peu enviable alors, de ressembler à Ledru-Rollin.

Nous y trouvons donc, outre les noms connus de Boichot, Pflieger, Chancel, Cœurderoy, Anstett, Ménand, Jeannot, Perrin, des groupes nombreux du parti de la Montagne condamné à disparaître. Ce parti travaillait en Suisse à sa résurrection.

En 1850, Pflieger se liait étroitement avec un autre Alsacien, de mêmes idées politiques et de qualités égales aux siennes dans l'art de se dérober aux poursuites : *Eugène Beyer*, ancien représentant du peuple du département du Haut-Rhin. Beyer avait deux résidences (Genève et un village savoisien situé sur la frontière) et deux noms ⁽⁶¹⁾. Renvoyé de Berne ⁽⁶²⁾, il y rentra un mois après afin de demander une autorisation de séjour pour ses travaux de peinture. Sur avis négatif, il disparut ⁽⁶⁴⁾; en automne 1851, son exposition de peinture à Genève eut du succès ⁽⁶⁵⁾. Beyer ne fut pas le seul à commercialiser son titre de réfugié français ⁽⁶⁶⁾. Malgré son renvoi de Suisse (pour avoir protesté contre l'internement), Beyer se promenait tranquillement à Genève ; il se retira parfois en Savoie. Sa signature de « L'Appel au peuple » ⁽⁶⁷⁾ amena son arrestation et son expulsion. Avec sa femme et son enfant, Beyer (alias Leicht) se rendit à Turin, en février 1852, et promit de gagner l'Espagne par Bar-

(61) *Beyer Eugène*, ex-représentant du peuple, et *Leicht Eugène*, artiste-peintre. Beyer est le fils du peintre J.-D. B. ; il est né à Strasbourg en 1817 et mort à Nîmes en 1893.

(62) 13 décembre 1850, *fs. Suisse* 566/254.

(63) 10 janvier 1851, *fs. Suisse* 567/19.

(64) A tour de rôle, les cantons de Bâle-Campagne, Berne, Vaud et Genève, et la Savoie, servaient de refuge à *Beyer*, en 1851.

En 1850, deux alsaciens s'associèrent à Pflieger et Beyer, pour quelques mois : *Hofer* et *Koenig* ; ils furent expulsés en 1852.

(65) Depuis cette exposition, Beyer passait sous le nom de Leicht qu'il prétendit avoir reçu des autorités françaises. « La police sarde le toléra malgré qu'elle sût l'affaire ». (*Tourte, cons. d'Etat de Genève, au département fédéral de Justice et Police, 24 avril 1852 ; AF Berne*).

(66) Reinhard à La Hitte (11 janvier 1850, *fs. Suisse* 564/245) parle de réfugiés « vendant des comestibles en plein vent, en plantant, au-dessus de leurs boutiques, des poteaux, auxquels leur condamnation par la Haute-Cour de Versailles était affichée ». Il s'agit de représentants de la Montagne.

(67) *Lausanne*, 17 mars 1851 ; cf. p. 254. *L'expulsion de Beyer fut prononcée par arrêté du Conseil fédéral du 24 mars 1851.*

celone (68). Mais il paraît encore avoir changé de route ; Saint-Ferréol le rencontra dans l'Apennin, plus tard, dans des circonstances qui, même pour le peintre Leicht, étaient assez pittoresques (69).

Beyer rentra en France après l'amnistie de 1859 ; il resta en Alsace jusqu'à l'annexion. Après avoir opté pour la nationalité française, il se fixa à Paris où il vécut hors de la politique militante ; il mourut à Nîmes en 1893.

« Dramaturge aux idées généreuses » (70), critique éminent, orateur écouté, *Félix Pyat* partageait le sort des premiers proscrits de la Montagne dont il avait été le défenseur courageux à la Constituante. Même s'il n'avait pas avoué ouvertement être l'auteur du manifeste de la Montagne, en 1849, sa plume habile l'aurait trahi. Condamné à la détention (71), Pyat s'exila. Son siège à l'Assemblée législative fut déclaré vacant comme ceux de ses amis (8 février 1850). De son abri en Suisse, il ne cessa d'envoyer des lettres à la presse parisienne qui finit par ne plus en imprimer les extraits, étranglée qu'elle fut par la censure. Pour Pyat aussi, l'exil fut « impie » : il perdit le caractère conciliant qu'on lui connaissait avant 1848. Félix Pyat se dressa non seulement contre le Prince-Président et ses serviteurs, mais contre n'importe quelle autorité, tout en restant pro-

(68) Son passage à Turin est signalé par le consul suisse dans cette ville, le 14 février 1852 ; *AF. Réf. à Genève, fasc. VII* ; cf. *fs. Suisse AE*, 569/299.

(69) Cf. SAINT-FERREOL : *Les proscrits français en Belgique, II^e partie*, p. 23 ; l'auteur n'indique ni date ni lieu exacts. « Une autre fois, dans une gorge des Apennins que je parcourais en vetturino, je vis arriver à la porte de l'osteria où je déjeunais, une voiture découverte, traînée par un âne et chargée de bagages et de voyageurs. Quelle fut ma surprise en reconnaissant, sous le chapeau de paille à larges bords et la blouse grise du conducteur, Beyer, que j'avais laissé à Chambéry !... Beyer (du 13 juin), peintre et lithographe de talent, était venu, disait-il, comme la Sainte Famille, chercher des paysages, prendre des vues, dans ces sauvages et pittoresques contrées si chères aux artistes ».

(70) WEILL, *op. cit.* 297.

(71) De 1849 à 1870, *Pyat* fut tour à tour condamné par toutes les juridictions, depuis la simple correctionnelle jusqu'à la Haute-Cour de Versailles. La somme de ses condamnations s'élève à : 1 à la déportation ; 29 années 5 mois de prison ; 5 années de surveillance ; 10 années d'interdiction et 212.000 francs d'amendes. Amnistié le 15 août 1869, il rentra en France.

fondément républicain. Il n'embrassa ni le socialisme, ni l'anarchie, mais il eût admis le tyrannicide en France, tant il haïssait l'usurpateur de la présidence républicaine. Il semble que Félix Pyat ait éprouvé plus vivement que d'autres le besoin impérieux d'une entière liberté dans l'exil — témoin le discours violent contre le Conseil fédéral, prononcé sur le tombeau d'un réfugié allemand (72).

L'influence de Félix Pyat sur l'état d'esprit des autres réfugiés français fut considérable. Le Conseil fédéral, qui le classait, à juste titre, comme un des principaux instigateurs du mouvement, ordonna son départ. Pyat parcourut, en 1849 et 1850, toute la Suisse occidentale, avec Pflieger et d'autres amis, encourageant les exilés dans leurs espérances et les incitant à se grouper et à s'entr'aider. Il fut un des premiers Français qui établirent le contact de ses compatriotes avec les réfugiés allemands et italiens. Son rêve fut la rentrée triomphante des républicains en France, but auquel il consacra tous ses efforts pendant près de quinze ans. Mais Pyat n'oublia pas, comme tant d'autres, les nécessités du moment. L'essentiel, selon lui, était de réaliser le front unique des réfugiés en Suisse contre le Conseil fédéral lui-même. Il ne tarda pas à accuser le pouvoir exécutif de la Confédération de servilité envers le ministre de France (73).

Le mandat d'arrêt et d'expulsion (74) resta longtemps sans effet. Pyat disparut pendant plusieurs mois (75) ; Reinhard le désigna au Conseil fédéral comme un des chefs du « Comité

(72) Ce réfugié allemand s'était donné la mort. Reinhard à La Hitte, 26 avril 1850, fs. Suisse 565/167.

(73) Pourtant, Pyat n'eut pas à se plaindre de rigueurs extrêmes à son égard. On lui permit de faire une cure aux bains de Loèche (Valais) (Reinhard à La Hitte, 18 juillet 1850, fs. Suisse 565/337).

(74) Expulsé pour avoir publié des « lettres incendiaires » dans des journaux étrangers. Voir aussi les brochures de Pyat, publiées par les soins du comité « Propagande démocratique et sociale européenne » ; cf. p. 226.

(75) Le 28 juin 1850, on le dit parti pour la Belgique, et le même jour on écrit de Genève que Pyat se rendrait à Constantinople (Reinhard à La Hitte, fs. Suisse 565/310 et 340, 567/275).

central des réfugiés de Genève et Lausanne » (76). Un des sièges de ce comité se trouvait, en 1850, à Ouchy ; Avril et Jeannot y avaient loué une maison de campagne; c'est là qu'ils reçurent Boichot, Pyat, Rolland et le professeur Kopp (77); ils n'en furent renvoyés qu'en décembre 1851 (78). Félix Pyat avait signé la protestation contre l'internement, en mars — et mis son nom sous l'appel au peuple, après le coup d'Etat. Il resta introuvable et quitta la Suisse au cours de l'année 1852 (79).

Il n'en continua pas moins à encourager, du fond de l'Angleterre, les camarades demeurés en Suisse, en Belgique et ailleurs (80). Il adressait « sans se lasser, urbi et orbi, ses lettres spirituellement violentes, flèches finement ciselées, à la pointe acérée et trempée dans la lave révolutionnaire » (81). Pyat aida ceux qui, expulsés de l'asile helvétique, cherchaient un refuge plus libre en Grande-Bretagne. Félix Pyat reste un des exilés de marque, par son zèle dévoué au service de la cause commune des proscrits, par sa fière obstination contre Louis-Napoléon et par son inébranlable fidélité aux plus purs principes républicains (82).

Souvent, les réfugiés les plus remarquables n'avaient joué qu'un rôle effacé dans leur patrie; les exilés les plus éminents, par contre, furent parfois les plus calmes à l'étranger. Louis Blanc, à Genève en mars 1851, fit beaucoup moins parler de lui que les Pflieger, les Chancel, les Boichot. Des hommes cultivés tels que

(76) 23 janvier 1851. En même temps (23 janvier 1851) le ministère de l'Intérieur, par l'office des Affaires Etrangères, transmet le signalement de *Pyat à Reinhard*, qui le communique au Conseil fédéral.

(77) *Reinhard à La Hitte*, 15 février 1850, *fs. Suisse* 564/384.

(78) Caché probablement dans le canton de Vaud, Pyat suivit attentivement le sort des réfugiés et éleva ses protestations contre les démarches françaises à leur sujet, notamment à l'occasion de l'affaire Schnepf, au début de 1851 ; cf. la lettre de Pyat dans le « *Vote Universel* », n° 22 1851.

(79) SAINT-FERRÉOL (*Belgique I*, 49) prétend qu'il passa en Belgique, sans en prévenir ses amis, y vivant seul, « travaillant et espérant ». De là, il se serait rendu à Londres.

(80) Cf. la note française adressée au Conseil fédéral le 20 octobre 1850 : Pyat (absent) assisterait Le Toré dans ses menées.

(81) SAINT-FERRÉOL, *Belgique I*, 228.

(82) Sur Félix Pyat en Angleterre, cf. *Calman, A.R., op. cit.* Cf. le drame en cinq actes qu'écrivit Pyat à Londres : « *Le Chiffonnier de Paris* » (nouvelle édition : Paris 1884, chez Calmann-Lévy, in-16, 123 pp.).

Théophile Thoré, Kopp, Ordinaire, se tenaient, en général, à l'écart des éléments bruyants et ne s'y associèrent qu'aux moments où ils jugèrent indispensable de témoigner de leur fidèle attachement aux principes démocratiques, ou d'invoquer leurs droits vis-à-vis des autorités suisses. Après avoir sacrifié à leurs idées, leur famille, leur situation, leur fortune, peu leur importait, en exil, de risquer la perte d'un emploi. Kopp, qui avait été nommé professeur à l'Académie de Lausanne, mit plusieurs fois sa nomination en jeu. La tranquillité des réfugiés ne dépendait que très peu de l'accueil bienveillant de la population et des avantages accordés par les autorités suisses. Le sort de la France occupait de plus en plus les pensées des exilés, au fur et à mesure que la République s'enlizait dans l'Empire. Condamnés à l'inaction par l'éloignement de leur pays, harassés souvent par le souci de leurs familles et de leur pain quotidien, ils n'étaient que plus sensibles à toute restriction de leur liberté personnelle. Le Conseil fédéral, pressé par le gouvernement français, les fit surveiller, interner, expulser même. Seize Français et un Italien furent renvoyés pour avoir protesté contre leur internement (83).

En 1851, le nombre des Français expatriés augmenta en Suisse. Nous ne saurions citer des noms de marque parmi ces nouveaux hôtes, à l'exception de Louis Blanc, de Mathieu (de la Drôme) et de Kopp. Les premiers mois se passèrent en réclamations du gouvernement du Prince-Président et en mesures de plus en plus sévères du Conseil fédéral. De plus, une affaire d'agents provocateurs excita les exilés au plus haut degré.

*

L'année 1849 est celle de l'immigration, 1850 celle de l'acclimatation des réfugiés français.

(83) Déjà en mai 1850, un avocat de Besançon, *Clerc de Landresse*, fut molesté à Lausanne par des réfugiés que le tenaient pour un « mouchard » (accusés : les réfugiés Langeron, Colin, Chancel, Bertrand). Cf. lettre au « Constitutionnel », 17 mai 1850.

En 1851, le contact entre les réfugiés des différentes nationalités s'établit à Genève. Dans certaines régions, les proscrits français semblent se sentir bien à l'aise, parfois même un peu trop. Ils créent à la Suisse des difficultés dont ils souffrent eux-mêmes. On les oblige à se fixer et on les surveille davantage ; le moindre mouvement provoque des démarches officielles du ministre de France à Berne. L'année 1851 est celle des diplomates ; les réfugiés n'occupent plus exclusivement l'intérêt public.

4. Les réfugiés français en Suisse en 1852.

Après le 2 décembre 1851, la proscription française prend une envergure inattendue. Bien des adversaires du Prince-Président quittent d'abord spontanément la France ; puis, en janvier, un grand nombre d'autres sont expulsés de force. Le nombre des proscrits français en Suisse, en Belgique et surtout en Angleterre augmente considérablement. La Confédération avait beau renvoyer elle-même tous ceux qui ne se conformaient pas aux prescriptions du Conseil fédéral (84), il en arrivait quatre pour un qu'on refoulait. Ainsi, l'immigration des réfugiés, à peine ralentie, reprit de plus belle en 1852.

Les proscrits de la présidence décennale résidaient en Suisse romande, de préférence à Genève, où James Fazy leur laissait une pleine liberté assurée par l'absence de toute restriction.

Les émeutes survenues en France à la suite du 2 Décembre furent plus sérieuses en province qu'à Paris. La proscription de décembre et de janvier s'en ressent beaucoup. Un fort contingent de réfugiés entra en Suisse. Quelques-uns seulement des hommes politiques qui avaient été arrêtés dans le département de la Seine se trouvaient parmi eux, les autres ayant gagné la Belgique et l'Angleterre. Par contre, les vaincus de Saône-et-

(84) Sept réfugiés signèrent un appel au peuple. Ils furent expulsés (7 déc.).

Loire (autour de Mâcon), de la Nièvre, du Var, de la Drôme, de l'Ardèche, se retrouvèrent en grand nombre en Suisse, vers la fin de l'année et en janvier 1852. Tout Poligny instruit passa à Neuchâtel ⁽⁸⁵⁾. Des ouvriers lyonnais ne manquèrent pas de franchir les frontières helvétiques, continuant une tradition vieille de plus de vingt ans : jamais un soulèvement politique ou social n'a été réprimé à Lyon que ses chefs ou partisans n'aient cherché refuge à Genève.

On ne saurait dire au juste quel fut le nombre des réfugiés français ; tout au plus la police connut-elle une centaine de noms : ceux des hommes qui s'étaient fait le plus remarquer dans les soulèvements que le 2 Décembre suscita à Paris et en province. Ce chiffre fut d'ailleurs extrêmement variable.

De tous ces exilés, nous ne nommerons ici que Monsieur Thiers ⁽⁸⁶⁾, Victor Magen et Flocon.

Monsieur Thiers vivait à Vevey très retiré. Il y travailla à son « Histoire du Consulat et de l'Empire ». Après avoir reçu la permission de rentrer en France ⁽⁸⁷⁾, il alla continuer son œuvre à Paris, milieu plus propice pour de telles études que l'exil dont il garda le plus amer souvenir ⁽⁸⁸⁾.

Plus facile à reconnaître que Mazzini, *Victor Magen* ⁽⁸⁹⁾ fut pendant plus d'une année un propagandiste aussi infatigable que le rusé Italien.

Né à Venise de parents français ⁽⁹⁰⁾, Victor Magen fut élevé en Italie et en France. Imprimeur, il s'établit libraire-éditeur

(85) Cf. FRANCESCHINI : *Un épisode du Coup d'Etat du 2 décembre 1851 : L'émeute de Poligny*. R. hebdomadaire. XLIX, 1908, et TÉNOT, *Province*, 26-29. Le mouvement dura de la nuit du 3 au 4 jusqu'au 5 décembre au soir.

(86) *Louis-Félix Milliet*, poète, réfugié à Genève en 1852-53, publia des chansons violentes contre Louis-Napoléon. Renvoyé en mai 1853.

(87) 8 août 1852.

(88) Cf. son discours à la Chambre, dans la soirée du 4 septembre 1870.

(89) Le signalement (fait à Lausanne le 21 juillet 1853) lui attribue une taille moyenne, des cheveux châtons, un front haut, un nez fort, le teint coloré, une longue barbe, des sourcils et des yeux roux. Le préfet de police de Bâle doute que les Allemands le laissent passer librement sur leur territoire « parce qu'il a dans son extérieur quelque chose de bizarre et de rouge sous tous les rapports » (31 août 1853).

(90) En 1808. Nos indications reposent sur le dossier conservé aux AF.

à Paris en 1837 ⁽⁹¹⁾. Il s'associa en 1851 à Eugène Carpentier pour un fonds de « Propagande démocratique et sociale européenne » ⁽⁹²⁾. Carpentier prit le titre de directeur et gérant de la nouvelle société; Magen en compléta le personnel en qualité de co-gérant. Il était à prévoir que la seule raison sociale allait attirer l'attention de la police après le coup d'Etat. Le 6 mars, Magen fut expulsé et quitta la France ⁽⁹³⁾. Il fut compté comme « éloigné », et non comme « réfugié ».

Après un court séjour à Genève, où il vit Eugène Sue ⁽⁹⁴⁾, Magen établit son domicile principal à Lausanne, avec sa femme et une fillette de trois ans. Il commença à liquider son stock de brochures et de livres: il fallait vivre.

Une grande partie de ces œuvres avaient été imprimées peu avant et après le coup d'Etat, en France, en Belgique et en Suisse. Tout en se livrant très activement au colportage, Magen continua à éditer des ouvrages ⁽⁹⁵⁾.

Il choisit ses clients d'abord parmi les libraires de Genève, Lausanne, Vevey, Fribourg, Berne, La Chaux-de-Fonds. Un libraire d'Annecy vendit les brochures en Savoie. A Zurich, Victor Chauffour se chargea d'écouler les envois de Magen ⁽⁹⁶⁾.

Magen avait l'esprit commerçant; il savait trouver des occasions de vente. Des garçons d'hôtel, son coiffeur, les voyageurs avec lesquels il occupe la diligence de Lausanne à Genève achètent ses brochures au comptant ou parfois à crédit. Il offre des

(91) Son brevet de libraire date du 1^{er} juin 1837.

(92) Acte constatant cette société : 4 mai 1851, déposé le 19 mai.

(93) Après un délai de 15 jours, Magen doit être arrivé à Genève fin mars.

(94) Le romancier demeurait à Annecy; il venait régulièrement à Genève.

(95) En mai 1853, Magen fut renvoyé de Genève. selon lui-même, pour avoir édité le roman d'Eugène Sue intitulé « Jeanne et Louise, ou les familles des transportés ». Magen se serait chargé de l'impression, à Lausanne, du « Festin de Balthazar », de Victor Hugo.

(96) Dans l'interrogatoire que lui fit subir la police de Bâle le 21 avril 1853 (sur demande d'internement de Gobineau, du 11 avril 1853), *Chauffour* nia énergiquement avoir fait de la propagande contre l'Empereur. V. *Chauffour* était le beau-fils de Charles Kestner (Cf. SCHEURER-KESTNER, *La contrebande politique sur la frontière du Rhin pendant le Second Empire*, ds. *R. Alsacienne* 1883). De novembre 1852 à mars 1853, *Chauffour* paya à Magen, pour des brochures valant de 30 centimes à 1 franc (rarement 2 ou 3 francs) plus de 130 francs.

vues de Vevey à une riche Genevoise pour arriver à placer ses pamphlets. James Fazy achète toute la collection par vingt-cinq et cinquante exemplaires. La « Lettre au Peuple » de Félix Pyat doit lui plaire particulièrement : il en garde deux cents (97).

Le président du gouvernement genevois n'est pas le seul personnage officiel qui ait fait bon accueil à Magen.

Le citoyen Esseiva, receveur d'Etat à Bulle, dépensa plus de soixante francs pour des brochures ; des membres du gouvernement vaudois et leurs secrétaires comptèrent parmi les acheteurs d'écrits et de portraits de Barbès et de Proudhon (98). Le préfet de Lausanne trouva probablement un intérêt personnel à lire les « Mémoires » de Louis Avril (99), qui avait séjourné à Lausanne (en 1849) jusqu'à son arrestation un peu dramatique à la fin de 1851 (100).

Victor Magen a voyagé inlassablement (101). Il finit par se faire arrêter à Genève (102). A Lausanne, Eytel se porta caution pour Magen et obtint sa mise en liberté provisoire ; celui-ci alla chercher à Genève sa caisse (103) chargée de brochures politiques (104). Conduit à Berne, il fut expulsé de Suisse (105). Le 11 septembre 1853, il s'embarqua à Rotterdam pour Lon-

(97) 12 novembre 1852.

(98) 4 novembre 1852.

(99) Ces « Mémoires » venaient de paraître à Genève, par les soins de Magen.

(100) Cf. pp. 211 sq., n. 29. *Rapport du préfet de Lausanne du 30 déc. 1851.*

(101) De novembre 1852 en juillet 1853, nous constatons au moins seize passages à Genève, sept à Berne et à La Chaux-de-Fonds, quatre visites en Savoie, trois à Fribourg, deux à Vevey, à Châtel St. Denis et à Bulle, un voyage à Zurich. Il effectua les plus nombreuses ventes à Lausanne, à Genève et à La Chaux-de-Fonds, et envoya des paquets de brochures à plusieurs endroits. [Voyages « d'affaires », établis d'après la comptabilité retenue par la police bernoise comme pièce à conviction].

(102) Pour colportage d'écrits séditieux, ce qui ne rapporta pas beaucoup : au moment de son arrestation, Magen avait 5 francs, sa femme un sou...

(103) La caisse déposée à Genève pesait, à la fin du colportage, plus de 100 livres : le stock devait être assez considérable, réuni aux réserves gardées à Lausanne. A Bâle, on laissa Magen partir avec ses caisses remplies d'écrits politiques (7 sept. 1853).

(104) Tourte, chargé de l'affaire des réfugiés à Genève, l'avait souvent signalé comme colporteur.

(105) Le 26 juillet 1853. Magen opta pour l'Angleterre. Sa femme et la fillette regagnèrent Paris.

dres (106), où il ne joua plus parmi les proscrits qu'un rôle assez effacé (107).

Dans l'histoire de la proscription française en Suisse, Victor Magen est le colporteur de pamphlets qui eut le plus de succès (108). Son aspect faisait impression: sa grande barbe rousse attirait les regards, et il en profitait pour entamer des conversations et vendre ses brochures. Ces publications traitaient surtout du sort des proscrits et des chances de réaction des partis républicains (109). Propagateur obstiné d'idées démocratiques-socialistes, Victor Magen fut comme un fantôme rouge qui rôdait aux confins de l'Empire ressuscité. Ni la France, ni la Suisse ne voulaient le tolérer plus longtemps; mais, tout en l'expulsant, on le traita avec certains ménagements.

Un des exilés les plus dignes de respect fut *Flocon*. Il vint à Genève après le 2 décembre 1851 et se fixa à Lausanne. Flocon fut condamné (110) par contumace pour délit de presse (111), accusé d'avoir rédigé une feuille démocratique à Colmar, et d'avoir collaboré au « Démocrate du Rhin », à Strasbourg (1850), où il combattait courageusement la politique de l'Elysée.

De nombreux amis se groupèrent autour de lui qui, jadis membre du gouvernement, vivait alors misérablement de travaux de traduction. Flocon mourut presque aveugle, en 1866; il est un des nombreux patriotes et républicains fervents que l'exil a tués (112).

(106) Rapport du consul suisse à Rotterdam, 12 sept. 1853.

(107) CALMANN, *Ledru-Rollin après 1848 et les proscrits français en Angleterre*, ne cite que Hippolyte Magen.

(108) Avec Victor Chauffour-Kestner, Magen est un des très rares proscrits contre qui l'on put prouver qu'il avait vendu des brochures anti-napoléoniennes.

(109) Magen a laissé entre les mains de la police suisse, un catalogue manuscrit et sa comptabilité assez élémentaire.

(110) 25 janvier 1852.

(111) Avec Flocon, *Meyer (dit Cognac)* fut compris dans le verdict; *Meyer-Cognac* était également en Suisse en 1852.

(112) Le gouvernement impérial offrit une pension de 6.000 francs à sa veuve, qui la refusa.

Il nous resterait à dire un mot de ceux qui, envoyés au bagne, ont réussi à s'enfuir et sont venus en Suisse à leur tour. Mais combien peu parvinrent à s'évader ! A part le spirituel rédacteur du « Diable à quatre », Arthur Ranc ⁽¹¹³⁾, deux ou trois seulement ont pu s'échapper du sol brûlant de Cayenne, des colonies pénitenciaires de la Mitidja ou d'autres centres de relégués.

Quelques réfugiés ont parfois essayé de venir en France soulever le pays contre le nouveau régime. Tentatives de désespérés qui ne comprenaient plus ni leur pays, ni leurs concitoyens. Leurs illusions leur avaient fait perdre le sentiment de la réalité. Plusieurs ont payé de leur liberté ou de leur vie une entreprise de folle témérité. Tel ce jeune Charlet, qui expia sur l'échafaud ⁽¹¹⁴⁾ « l'assassinat » d'un douanier, agression dont ses compagnons ⁽¹¹⁵⁾ étaient au moins aussi responsables que lui.

Nous devons renoncer à étudier ici les aventures, les réunions, les desseins politiques et l'influence des autres exilés du 2 Décembre. Des travaux de détail — études qui seraient parfois plus longues qu'importantes dans leurs résultats — manquent encore. Il y a pourtant, comme on l'a vu, un grand nombre de proscrits qui ont joué un rôle remarquable dans l'immigration helvétique, ou dont la vie a été particulièrement intéressante à partir de leur séjour en Suisse. En 1852, la proscription française a redoublé. Les chefs des réfugiés de 1849 et de 1850 étaient expulsés ou avaient disparu. Le gouvernement belge (sous l'influence du roi qui avait un grand respect pour le

(113) Forçat à Lambessa.

(114) Cf. SAINT-FERRÉOL : *Belgique I.*, 51, *sqq* ; détails rectifiés par TÉNOT : *Province*, 30-34.

(115) L'un d'eux se noya dans le Rhône, lors de sa fuite ; deux autres furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

Prince-Président) se montra de plus en plus sévère envers les exilés. L'Angleterre et la Suisse reçurent ceux qui quittèrent l'asile belge. Beaucoup d'entre eux sont restés dans la Confédération suisse et y ont rendu d'éminents services à la science ⁽¹¹⁶⁾, à l'industrie ⁽¹¹⁷⁾, au journalisme ⁽¹¹⁸⁾, aux idées libérales.

*

En résumé, après les révolutions du printemps 1848, trois grandes vagues de réfugiés se déversèrent sur la Suisse.

La première fut celle des réfugiés allemands, arrivés en trois contingents (11.000) correspondant aux trois insurrections badoises. Ils restèrent environ une année. Puis, presque tous rentrèrent dans leurs foyers; plusieurs centaines prirent le chemin de l'Angleterre ou de l'Amérique; seuls quelques chefs cachés demeurèrent.

Arrivés aussi brusquement et aussi nombreux (près de 15.000), les Italiens cherchèrent refuge dans les Grisons et dans le Tessin. Leur départ s'effectua sans grandes difficultés diplomatiques; les uns rentrèrent en Lombardie, d'autres furent admis dans le Piémont; nombreux furent ceux qui traversèrent la France à destination de l'Angleterre ou des Etats-Unis. Les réfugiés italiens sont ceux qui ont laissé le moins de traces de leur passage. Illettrés pour la plupart, ils comptaient très peu de chefs capables de suivre les Garibaldi et les Mazzini, qui, en 1848, épuisèrent en vain leurs forces. Pour cette même raison, les réfugiés italiens n'ont gardé que peu de contact avec les démocrates suisses.

Le séjour des exilés français prit un tout autre caractère.

(116) *Marc Dufraisse* et *Challemel-Lacour* furent professeurs au Polytechnicum à Zurich.

(117) *Chauffour-Kestner* créa une usine de produits chimiques à *Schweizerhall* près de Bâle (cf. *WEILL, op. cit.*, 288).

(118) *Charras*, propriétaire du « *Confédéré* » ; *Versigny et Erdan*, rédacteurs de journaux neuchâtelais ; *Edgar Quinet*.

La plupart arrivèrent isolément. Si quelques groupes subsistèrent jusque dans les départements voisins de la Confédération, ils se séparèrent pour traverser la frontière. Les uns entrèrent en Suisse déguisés, sous de faux noms, munis de faux papiers; les autres empruntèrent les chemins et les ruses des contrebandiers du Jura. Ce particularisme s'explique surtout par la longueur du chemin à parcourir jusqu'aux confins helvétiques et par l'état politique du pays. Les Montagnards du 13 juin étaient une si faible minorité ! Néanmoins, leur arrivée presque simultanée de tous les coins de la frontière, dans l'été de 1849, donna l'impression d'une entente entre les réfugiés français qui ne s'est cependant établie que très lentement.

Les arrivées les plus nombreuses furent celles des Montagnards de 1849 et des républicains en décembre 1851. Le nombre des Français protégés par l'asile suisse, insignifiant en 1848, s'accrut considérablement dans l'été de 1849, pour se maintenir à environ la même hauteur jusqu'en 1850, puis retomba jusqu'au moment où le coup d'Etat et la proclamation de l'Empire produisirent un nouveau mouvement.

Le mal de l'exil a trouvé son expression la plus émouvante chez les réfugiés et les proscrits français. La psychologie particulière de l'exilé a eu le temps de se former et de produire ses effets chez eux.

Le gouvernement français a commencé à distinguer (en 1852) le réfugié et le proscrit de celui qui est « éloigné momentanément ».

Les proscrits sont des condamnés libres, bannis par le verdict d'une Haute-Cour, mais plus encore par les conditions humiliantes imposées pour leur rentrée en France, par le ministère impérial de la Justice.

Que de talents, que de dévouement patriotique paralysés et offerts ainsi à l'étranger ! La pensée nationale et la culture françaises ont été semées à tous les vents, comme elles ne l'avaient plus été depuis l'émigration des huguenots. Les proscrits ont,

en outre, conservé dans sa pureté l'idéal républicain qui semblait avoir disparu sous les splendeurs de l'Empire.

Ils ont rempli une mission historique dont le prologue — de 1849 à 1852 — évoque toutes les souffrances des vingt longues années qui suivront.

b) Négociations au sujet du droit d'asile.

1. Réfugiés suisses en France.

Nous avons essayé de retracer les aventures de quelques réfugiés français en Suisse. Mais combien en passa-t-il, qui n'ont laissé dans les archives que leur nom et quelques notes insignifiantes, et qui ont emporté hors de Suisse — ou dans leur tombe — les souvenirs de tant de faits à jamais perdus pour l'histoire ! (1).

Des études de détail, nous l'avons dit, en nombre considérable, seront nécessaires pour qu'on puisse entreprendre l'œuvre d'ensemble qui présentera sous tous ses aspects le problème des proscrits français en Suisse. Aussi notre étude n'envisage-t-elle les vicissitudes des exilés qu'au point de vue de leur répercussion politique. Les rapports personnels, commerciaux, littéraires et artistiques que les proscrits ont établis entre les deux pays sont d'un autre domaine.

Avant d'aborder le récit des négociations auxquelles ont donné lieu les réfugiés français, il nous reste à signaler deux exilés suisses dont la présence en France amena des pourparlers diplomatiques : Siegwart-Muller, le chef du Sonderbund, et Mgr Marilley, l'évêque militant de Lausanne et Genève.

(1) Rappelons, à ce sujet, la mort du jeune *Bersex*, réfugié du Coup d'Etat, décédé à Sion le 11 mars 1852 ; il avait pris part, avec son père, aux soulèvements dans le Var. L'exil a dispersé toute la famille dont aucune trace n'a pu être retrouvée. Cf. aussi le suicide du jeune *Combres*, à Genève, dont la dernière lettre révèle l'existence d'un comité international de réfugiés, sans en dévoiler entièrement les actes révolutionnaires.

Les radicaux suisses gardaient rancune à Siegwart aussi bien de son activité politique que d'avoir réussi à fuir. Leur nervosité à son sujet révèle, de leur part, autant de craintes exagérées, qu'en témoigneront plus tard les gouvernements conservateurs à l'égard de paisibles réfugiés.

Le 23 septembre 1848, le Président de la Diète, Funk, fit une démarche auprès du général Thiard pour faire arrêter Siegwart. Celui-ci était en Alsace; on lui reprochait des conspirations, des relations suivies avec Radetzky, alors particulièrement irrité contre la Suisse. Funk proposa officiellement l'arrestation de l'ancien président de la ligue catholique, arrestation « qu'on pourrait prolonger sous différents prétextes, jusqu'à l'installation du nouveau gouvernement central » (2). Cette démarche dévoilait une faiblesse des radicaux que le ton de leur presse ne laissait pas entrevoir. Funk en donne comme motifs (outre les conspirations et les relations avec le général-dictateur autrichien) « les espérances des conservateurs » ; évidemment, le Président de la Diète victorieuse devinait que les deux autres arguments ne pouvaient peut-être pas produire l'effet voulu sur les décisions du gouvernement français.

La méthode des radicaux était simple: il leur fallait désarmer leur adversaire par tous les moyens jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle constitution qui devait assurer la prépondérance de leur parti.

Ce qui donnait quelque vraisemblance à la prétendue entente avec Radetzky, c'était l'ultimatum de celui-ci (3). La Suisse, en effet, avait tout à craindre de sa part (4). Comme la demande d'internement de Siegwart fut faite en même temps que les propositions d'alliance pour une guerre commune contre Radetzky,

(2) *Thiard à Bastide*, 23 septembre 1848 (fs. Suisse 562/227).

(3) *Radetzky* présenta son ultimatum le 15 septembre 1848. *Thiard à Bastide*, fs. Suisse 562/209 ; Dans sa dépêche du 20 septembre, Thiard parle de l'insolence de *Radetzky*.

(4) *Thiard à Bastide*, 23 septembre 1848, fs. Suisse 562/219. cf. pp. 59 sqq.

le gouvernement de la République acquiesça volontiers au désir du Vorort d'appréhender Siegwart (5).

Les renseignements fournis par Funk parurent d'abord suffisants au cabinet français; l'internement de Siegwart à Nancy fut ordonné (6).

Quelques jours plus tard, Funk fut surpris d'apprendre que le ministère de l'Intérieur suspendait l'exécution de cette mesure, « tant par suite des excellents témoignages que le préfet du Haut Rhin lui a transmis sur la conduite pleinement inoffensive de M. Siegwart-Muller, qu'en présence des explications données par cet ancien magistrat lui-même, des protestations qui les accompagnent, et dont rien n'autorise à suspecter la sincérité, ainsi que les attestations respectables dont il est l'objet... Il m'a paru que dans la situation déjà si pénible de M. Siegwart-Muller, et vu les raisons d'équité et d'humanité qui militent en sa faveur, il y aurait une rigueur tout à fait inutile à l'éloigner du lieu de sa résidence actuelle (7). La négociation se termina par les remerciements du président du Directoire fédéral pour la surveillance vigilante promise par le gouvernement français (8). L'ancien chef du Sonderbund resta à Strasbourg où il s'était fixé après sa fuite. Quelques années plus tard, il se montra de temps en temps en Suisse (9).

(5) *Bastide à Thiard*, 29 septembre 1848 (minute 10), fs. Suisse 562/233). Le général reçut les instructions suivantes : « Le Gouvernement de la République apprécie la gravité des motifs qui portent le Directoire fédéral à nous demander l'internement de M. Siegwart-Muller, qui paraît se trouver dans le département du Haut-Rhin, sous un nom supposé. Personne ne saurait être moins disposé que nous à vouloir une restauration du Sonderbund, et par conséquent, à tolérer, sur notre territoire, des intrigues comme celles dont M. Siegwart-Muller est accusé de s'occuper, d'intelligence avec le Maréchal Radetzky et ses entours. Vous pouvez donc annoncer à M. Funk que des mesures vont être prises pour faire interner M. Siegwart. J'invite le Ministre de l'Intérieur à les prescrire, et je le préviens des indications que vous pouvez fournir, dans ce but, au préfet du Haut-Rhin ».

(6) *Thiard à Bastide*, 2 octobre (fs. Suisse 562/234) : Funk promet les renseignements. *Bastide à Thiard* (minute 12, 14 (?) octobre ; fs. Suisse 562/256).

(7) *Bastide à Thiard*, instructions du 2 novembre 1848 (Minute 18, fs. Suisse 562/281).

(8) *Thiard à Bastide*, 10 novembre 1848, fs. Suisse 562/284.

(9) Cf. *Allgemeine Deutsche Biographie* XXXIV, 211 (article écrit par MEYER VON KNONAU) ; GAGLIARDI, *Escher* : p. 323.

Le seul exilé par force du territoire helvétique fut l'évêque Etienne Marilley, prélat remuant, l'adversaire le plus redoutable du gouvernement radical installé à Fribourg après la guerre civile.

Consacré le 15 mars 1846, le nouvel évêque déploya une fervente activité politique au détriment de la Diète. Il opposa au nouveau régime, dans son diocèse, et surtout à Fribourg, une obstination ⁽¹⁰⁾ telle qu'il fut arrêté et emprisonné au château de Chillon ⁽¹¹⁾. Mgr Marilley ⁽¹²⁾ n'en sortit que le 13 décembre pour être conduit à la frontière ⁽¹³⁾. Il se fixa à Divonne (Ain), d'où il dirigea dorénavant la politique de ses amis. Malgré la distance, l'actif évêque vaqua à l'administration de son diocèse, et continua à ourdir des intrigues contre ses ennemis ⁽¹⁴⁾. Les radicaux fribourgeois s'en inquiétèrent. Le gouvernement cantonal ⁽¹⁵⁾ fit de vaines démarches auprès du Conseil fédéral pour obtenir une demande d'internement ⁽¹⁶⁾.

(10) Mgr Luquet, envoyé extraordinaire du Pape, écrit, à son sujet, à Pie IX, le 25 mars : « Mgr Marilley ne me paraît pas encore assez faire la part des circonstances et de l'irritation excessive des esprits contre sa personne ; il est certain que, sans ma présence en Suisse, on se serait déjà porté contre lui à de facheux excès, et si l'on ne trouve pas moyen de calmer l'opinion, il ne pourra pas tenir dans le diocèse ». Mgr Luquet était arrivé à Lucerne le 23 janvier 1848 ; il rendit compte à Rome le 16 juin 1848.

(11) Le 25 octobre 1848.

(12) Sur Mgr Etienne Marilley (1804-1889), cf. la nécrologie ; cf. (RÉPOND, F.) : *Mgr Marilley*, publ. sép. et dans « Gazette de Lausanne » 1889, janvier 18, 21, 22, 26.

(13) Le Saint-Siège essaya d'obtenir l'élargissement immédiat de l'évêque par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France, M. d'Harcourt. Celui-ci en fit part au général Thiard (cf. *fs. Suisse* 562/308) ; à ce sujet, le ministre de France à Berne écrit à Paris : « ...J'ai reçu hier une lettre de M. d'Harcourt, dont j'ai l'honneur de vous envoyer copie. Je lui répondrai demain, en lui adressant les documents que je vous ai envoyés, et en ajoutant que dans ma pensée, le Saint-Siège ferait une œuvre de paix et de conciliation en éloignant Mgr Marilley ». J'en ai parlé hier à M. Furrer, et je suis fondé à penser que, l'élection de Fribourg étant terminée à la satisfaction du gouvernement de ce canton, l'évêque sortira bientôt du château de Chillon ». (Thiard à Bastide, 21 novembre 1848).

(14) Quant aux intrigues menées par Mgr Marilley, cf. l'affaire Wuilleret, pp. 109-111.

(15) Le 27 (ou 26) septembre 1848, une note fribourgeoise fut remise au général Thiard ; elle était « inspirée contre l'évêque Marilley ». Thiard à Bastide, 27 sept. 1848 (*fs. Suisse* 562/232).

(16) Cf. l'avis de Furrer en 1852 (Furrer à Barman, 3 janvier 1852 ; AF). « Mgr Marilley est infiniment plus dangereux pour notre petit pays [sc. que

C'est alors que le chef du gouvernement radical de Fribourg, Schaller, fit un geste qui, permis sous le régime du pacte de 1815, était en contradiction avec la nouvelle constitution fédérale: il entra en conversation directe avec l'ambassadeur de France pour solliciter l'internement de l'évêque redouté (17). Mais le gouvernement français était prévenu par l'exagération des plaintes formulées contre Siegwart : il commença « par faire vérifier, avec les ménagements convenables, la conduite tenue par Mgr Marilley » (18). Le préfet donnant un avis très favorable sur l'évêque, le ministre de l'Intérieur refusa de l'éloigner du département de l'Ain (19). Le général Thiard s'était rendu à Fribourg (les 8 et 9 février 1849) pour étudier sur place les affaires si troublées de ce canton; c'est alors qu'il fit part au président Schaller de la décision négative opposée à sa requête par le gouvernement français.

Une seconde démarche suisse, faite en septembre 1849 (20), cette fois officiellement, resta également sans résultat.

ne le sont les réfugiés français pour leur patrie] et cependant nous aurions honte de réclamer sérieusement son internat (sic) ».

(17) *Thiard à Bastide*, 10 février 1849, *fs. Suisse* 563/11 : « M. Schaller avait gardé le plus profond silence sur sa demande, comme je lui avais conseillé, et elle est complètement ignorée, même de ses collègues ». Le ministre des Affaires Etrangères tenait à considérer la démarche avec toute la réserve nécessaire : « J'accepte, écrit-il le 25 janvier au général Thiard, dans sa forme confidentielle la communication que M. Schaller vous a faite, au sujet de M. l'Evêque de Fribourg, résidant actuellement au château de Divonne, et dont le gouvernement de Fribourg nous demande l'internat ».

(18) *Drouyn de Lhuys à Thiard* (instructions du 25 janvier 1849, *minute* 14, *fs. Suisse* 563/4). « La mesure qu'on provoque contre un homme de ce caractère, et dans la position où il se trouve, est trop grave pour qu'avant tout le Gouvernement de la République ne doive pas se rendre bien compte de son opportunité, et si même, après un examen approfondi, il se décidait à la prendre, ce ne pourrait être qu'en conciliant l'exécution avec les égards nécessaires. On nous a demandé l'internat de M. Siegwart-Muller, et cependant, il a été reconnu que sa présence dans le voisinage de la Suisse n'avait rien d'inquiétant pour celle-ci, et M. Siegwart n'a point été interné. Les informations que l'administration s'occupe de recueillir en ce qui concerne l'évêque de Fribourg conduiront peut-être au même résultat ».

(19) *Drouyn de Lhuys à Thiard*, 22 février 1849 (*minute* 15, *fs. Suisse* 563/16). Ministre de l'Intérieur : Léon de Malleville.

(20) Le 12 septembre, *Barman* fut chargé de demander l'internement de l'évêque. Tocqueville pria Barman de surseoir à cette demande, vu l'opposition que ferait le parti catholique. Barman céda par égard au ministre et à ses dispositions bienveillantes pour la Suisse (*Barman au Conseil fédéral*, 17 sept. 1849).

Le Conseil fédéral renouvela sa demande un an plus tard. Mais la Suisse ne pouvait plus s'attendre à recevoir un avis favorable (21) : trop de sollicitations au sujet des réfugiés français étaient restées sans effet (22).

En 1856, Mgr Marilley fit une rentrée triomphale dans son palais épiscopal à Fribourg (23).

2. Réfugiés français en Suisse.

Venons-en maintenant aux proscrits français en Suisse. Dans son attitude à leur égard, la France s'inspirait, tantôt de considérations de politique intérieure, tantôt de la situation diplomatique en Europe. Parfois, en dépit de complications manifestes causées par des réfugiés, l'ambassadeur de France modifiait son attitude, par égard pour le parti conservateur ou à cause de négociations entamées sur d'autres sujets. Par contre, le toast le plus inoffensif porté par un exilé fut suivi d'interminables représentations, lorsqu'il venait à propos souligner des accusations françaises contre des gouvernements cantonaux.

Les difficultés s'accroissent ou s'aplanissent entre les deux pays, non seulement selon l'état d'agitation des réfugiés, mais d'après des raisons d'ordre politique.

(21) *Marilley* continua ses intrigues ; cf. *Salignac à Turgot*, 7 mai 1852 (fs. Suisse 570/147 v.) : « Une lettre de Mgr Marilley circule en sous-main ; elle contient des exhortations au peuple, lui rappelant que c'est *Mgr Marilley* qui tient toujours l'omnipotence ecclésiastique en mains ». Le 12 juillet 1852, *Salignac* écrit : « Mais tout ce que je puis affirmer aujourd'hui, c'est qu'il faudra à Fribourg un évêque prudent et un gouvernement sage si l'on ne veut pas voir rallumer les passions qui ont amené la déplorable guerre du Sonderbund ». (fs. Suisse 571/120 sqq).

(22) Cf. *Reinhard à La Hitte*, 6 septembre 1850 (fs. Suisse 566/52 v.) : « Si aujourd'hui le Conseil fédéral se détermine à faire auprès de nous une démarche officielle pour obtenir l'internement de Mgr Marilley, je pense que les sujets de mécontentement que ce Conseil nous a donnés tout récemment, ne sont pas de nature à nous la faire accueillir facilement ». Nouvelles délibérations du Grand Conseil de Fribourg, sans demande officielle d'internement de Mgr Marilley : cf. *Reinhard à Baroche*, 13 avril 1851, fs. Suisse 567/291.

(23) Le 19 décembre 1856, le Pape avait élevé Mgr Marilley à la dignité de prélat assistant au Trône Pontifical (1851).

Le gouvernement de la République traita séparément le problème des proscrits français et celui des autres réfugiés en Suisse. A cet égard, sa politique se distingue par sa netteté, formant un contraste évident avec la politique prussienne qui englobe toutes ses plaintes contre la Confédération helvétique dans une seule « question suisse ».

A partir du 13 juin 1849, des réfugiés politiques français commencent à affluer en Suisse. En même temps que les policiers, la fausse rumeur se met à la poursuite des proscrits, semant les inquiétudes, et incitant les autorités à de vaines recherches. Le 23 juin déjà, Reinhard envoie une lettre irritée à son ministre, au sujet du passage présumé, à Berne, de Ledru-Rollin, « le plus dangereux de nos démagogues » (24).

Les Montagnards établis à Genève, à Lausanne et dans différentes résidences voisines de la France, ne tardèrent pas à attirer l'attention de la légation française à Berne, des préfets des départements limitrophes de la Suisse et du gouvernement de la République.

Le 2 août, Drouyn de Lhuys chargea son ministre à Berne de prévenir le Conseil fédéral des dangers que pouvaient susciter les conciliabules de proscrits à Genève et de demander leur internement (25).

(24) *Salignac-Fénelon à Tocqueville ; Berne, 23 juin 1849, fs. Suisse 563/128. Ledru-Rollin avait passé par la Belgique et restait en Angleterre.*

(25) *Cf. minute 6 du 2 août 1849 (fs. Suisse 563/222-223).* Nous en citons les passages suivants : « ...un nombre assez considérable de Français compromis dans l'insurrection de Lyon du 15 juin dernier, se sont réfugiés sur le territoire suisse, et notamment à Genève, d'où ils entretiennent des rapports suivis avec ceux de leurs adhérents qui sont restés en France, et cherchent à ourdir de nouvelles intrigues contre la tranquillité publique. Suivant quelques rapports, on en compterait environ 300 qui, se joignant à environ 600 Italiens et au moins 200 Badois ou Allemands, ne cessent de s'occuper de plans anarchistes et de complots subversifs de l'ordre social. Le chef de l'insurrection romaine, Mazzini, vient tout récemment de se réunir à eux... Un voisinage aussi dangereux a dû nécessairement appeler toute l'attention du Gouvernement de la République, qui ne néglige aucune mesure pour surveiller ses frontières, et se tenir en garde contre les menées de ces hommes. Cette surveillance deviendrait beaucoup plus facile, et les inquiétudes qu'ils font naître seraient de beaucoup diminuées, si le Gouvernement helvétique voulait prendre quelques mesures pour les interner et les disséminer dans les cantons les plus éloignés... Je vous invite donc à demander au Gouvernement fédéral... d'interner ces hôtes dangereux... ».

Depuis cette première demande, les démarches pour obtenir l'internement ou l'expulsion de réfugiés français se succéderont à peu d'intervalles jusqu'au coup d'Etat, pour redoubler ensuite (26).

Le 2 août également, une circulaire du Conseil fédéral invita les cantons voisins de la France à surveiller attentivement les réfugiés (27).

D'ailleurs le comte Reinhard (28) s'inquiétait de voir tant de proscrits français réunis à Genève (29), cependant que les réfugiés allemands passaient eux aussi la frontière en masse. Au reste, le seul nom de Mazzini (30), qui fut signalé à Genève à cette époque, aurait suffi à alerter tous les ministères et toutes les légations (31).

Par une correspondance suivie, le ministre de France se tenait au courant des mouvements des canuts de la Croix-rousse et de la Guillotière (32), dans le département du Rhône et aux bords du Léman.

(26) L'Empire s'occupa constamment des réfugiés en Suisse et ne déchargea le Conseil fédéral des plus graves soucis à ce sujet que lors de l'amnistie de 1859. La proscription en Suisse finit avec la chute de Napoléon III.

(27) *Ff. 1849 n. 40 du 3 août 1849*, p. 310. Reinhard à Tocqueville, 3 août 1849, *fs. Suisse* 563/237.

(28) *Cf. ses dépêches adressées au ministre des AE, le 5 août (fs. Suisse 563/243), le 7 août (fs. Suisse 563/249), le 10 août (fs. Suisse 563/257).*

(29) James Fazy assure que les réfugiés français à Genève ne tenaient aucun club (*Fazy au Cons. féd., 7 août 1849, AF*).

(30) Reinhard fut informé du séjour présumé du tribun italien, à l'hôtel de la Balance à Genève ; Reinhard à Tocqueville, 7 août 1849 (*fs. Suisse* 563/249).

(31) Reinhard proposa à Tocqueville l'envoi à Genève d'un secrétaire de la légation en qualité d'informateur. Ce voyage pourrait servir à organiser un service de correspondance régulier entre la légation et une personne bien informée de cette ville. Tocqueville refusa les crédits demandés à ce sujet. *Cf. Reinhard à Tocqueville, 10 août 1849, fs. Suisse 563/260.* Depuis près de vingt ans, M. Ruttimann à Lucerne, frère de l'ancien « avoyer », transmettait à la légation de France tout ce qui lui paraissait digne d'être porté à sa connaissance, moyennant environ 400 francs par an. A partir de la Révolution de Février, on avait cessé de le rémunérer. Reinhard propose de payer de nouveau un « homme dont les services nous ont déjà été utiles et pourraient le devenir encore plus dans la suite ». (Reinhard à Tocqueville, 14 septembre 1849, *fs. Suisse* 563/341).

(32) Les « canuts » sont les ouvriers en soie des fabriques de Lyon. La Croix-Rousse est le quartier ouvrier qui domine la ville de Lyon au Nord.

Un mois après son décret d'expulsion contre les réfugiés-chefs allemands (16 juillet), le Conseil fédéral n'avait pas encore pris de mesures contre les proscrits français ⁽³³⁾, surtout à cause de l'opposition de James Fazy.

En termes plus pressants, Reinhard demanda leur internement. « A cette occasion, j'ai dit très franchement à Monsieur Furrer qu'un gouvernement à la tête duquel se trouvait M. James Fazy ne pouvait nous inspirer aucune confiance relativement à la surveillance des réfugiés » ⁽³⁴⁾. Mais le Conseil fédéral connaissait mieux que lui le caractère du président du conseil d'Etat et savait quelle politique la Confédération avait à suivre à l'égard de la « République et Canton de Genève ».

James Fazy se refusa catégoriquement à obéir aux vœux du Conseil fédéral; aucune plainte ne pouvait ébranler sa ferme volonté de laisser une liberté relative aux proscrits ⁽³⁵⁾. Le 11 septembre enfin, il leur fut interdit de séjourner à moins de huit lieues de la frontière, ce qui équivalait à l'interdiction d'habiter Genève ⁽³⁶⁾. Un premier succès avait couronné les efforts du gouvernement français et terminé *la première étape* de cette négociation.

Après les insurrections de 1831 et 1834, on bâtit des fortifications entre la ville proprement dite et la Croix-Rousse, remparts que les « Voraces » occupèrent en février et mars 1848, et qui furent démolis ensuite. La Guillo-tière est le quartier qui s'étend le long de la rive gauche du Rhône.

(33) Les démarches renouvelées de Reinhard à Berne furent soutenues par des observations faites au chargé d'affaires de Suisse à Paris, par « un des employés supérieurs des Affaires Etrangères » et, plus tard, par Tocqueville lui-même. *Barman au Conseil fédéral*, 1^{er} août et 15 septembre 1849, AF.

(34) Reinhard à Tocqueville, 4 septembre 1849 (fs. Suisse 563/319 v.). Cet avis donné sur James Fazy, contraste avec celui émis le 21 août 1848, par le général Thiard, et montre dans quelle voie la politique française était entrée après l'élection du Prince-Président. Thiard écrit : « Vous connaissez Fazy, Monsieur le Ministre ; vous savez qu'il n'y a pas en Suisse un homme plus attaché que lui à la France, et certes, s'il ne tenait qu'à lui (et ce que peut-être il ne dissimule pas assez), tous les cantons dits français seraient bientôt réunis à la République... Vous connaissez son esprit élevé, ses aperçus justes, son influence (si ce n'est dans la Diète, du moins sur le pays)... ».

Quand à la réunion des cantons romands à la République, le général Thiard se trompait sur les idées de James Fazy, mais non pas sur ses sympathies pour la France.

(35) Cf. *Correspondance de Reinhard avec le ministère*, du 7 septembre (fs. Suisse 563/325) ; 8 septembre (563/337).

(36) Cf. fs. Suisse 563/363. Reinhard à Tocqueville, 11 septembre 1849.

La plupart des réfugiés se retirèrent en Savoie, d'où ils se rendaient à Genève presque chaque jour. Ils mirent le gouvernement de la République dans la nécessité de présenter aussi des réclamations à Turin (37).

Sans doute, le décret fédéral du 11 septembre n'était qu'un début. Les réunions que les réfugiés continuaient à tenir et les attaques de la presse parisienne contre Genève et la Suisse remplissaient l'entr'acte qui avait marqué, après le 11 septembre, une légère détente dans cette affaire (38). Le « Journal des Débats », le « Constitutionnel » et même le « Moniteur » appuyaient leurs allégations moins sur des faits précis que sur l'opposition de la « Revue de Genève » (journal de James Fazy) contre l'autorité fédérale (39).

L'écho à la Chambre ne se fit pas attendre (40). Entre-temps, les réclamations officielles continuèrent.

Reinhard essaya d'attaquer le mal à sa base. Il soutenait, avec toutes les précautions qui s'imposaient, les efforts des conservateurs bernois pour faire accepter au général Dufour la

(37) Cf. Reinhard à Tocqueville, 28 septembre 1849 (fs. Suisse 564/43 sq.) : proposition de mesures à prendre contre les réfugiés français passant en Savoie et de réclamations à faire au gouvernement sarde.

(38) Cf. Reinhard à Tocqueville, 28 septembre, fs. Suisse 564/42 et « Revue de Genève » de ce jour (article de James Fazy). Druet communiqua la liste des réfugiés français au ministre de France « par suite des bons rapports » qui existaient entre eux.

(39) Cf. Conseil fédéral à Barman, 21 septembre 1849 : « Le Conseil fédéral s'étonne qu'on mette à Paris une si grande importance aux articles de la « Revue de Genève » quoiqu'il soit notoire que ce journal fait une opposition hostile au Conseil fédéral et nie même des faits évidents et incontestables ».

Cf. les instructions données par le Conseil fédéral à Barman, le 7 novembre, la dépêche de Barman au Conseil fédéral, le 11 novembre, et son article rectifiant les assertions de la Chambre et de différentes feuilles, dans le « National » du 12 novembre. Cette rectification eut le plus heureux effet ; elle dissipa les faux bruits qui exagéraient l'affaire des réfugiés français à Genève.

(40) Cf. le discours du ministre de l'Intérieur, Dufaure, à l'Assemblée législative, le 29 octobre 1849. Tocqueville admet que les paroles de Dufaure ont été dures pour Genève, mais non pas imméritées. Dans ses dépêches, Reinhard avait exprimé la crainte que les radicaux de Genève ne recourent à la violence et à l'appui des réfugiés, et que ce centre d'action n'influence les départements frontiers (Barman au Conseil fédéral, 31 oct. 1849).

présidence du Conseil d'Etat de son canton ⁽⁴¹⁾. Mais James Fazy l'emporta, résultat « qui rendra le gouvernement français encore plus ombrageux » ⁽⁴²⁾. En effet, le ministre des Affaires Etrangères se plaignit à plusieurs reprises du peu de bienveillance du gouvernement genevois ⁽⁴³⁾, qui n'empêchait ni les réunions d'exilés, ni l'impression de livres révolutionnaires ⁽⁴⁴⁾.

Tant que Tocqueville dirigea les Affaires Etrangères ⁽⁴⁵⁾, les rapports personnels entre ce ministre et l'envoyé de Suisse, Barman, furent aussi cordiaux que ceux du Conseil fédéral avec Reinhard.

Genève seule provoqua, vers la fin de l'année, des plaintes de la part du gouvernement français. Les nouvelles du reste de la Suisse devenaient meilleures. Les départs des réfugiés allemands et italiens réduisirent considérablement le nombre des éléments remuants ; les débuts du Conseil national et les mesures prises par l'autorité fédérale, fin novembre, firent une excellente impression chez tous les diplomates à Paris ⁽⁴⁶⁾.

(41) *Le 21 septembre 1849 (fs Suisse 564/13 v. sqq) ; cf. p. 166, n. 45. Reinhard suggéra même l'idée qu'une lettre que le Président de la République « déciderait peut-être d'écrire à M. Dufour... serait sans doute de nature à exercer une grande influence sur le général... Cette lettre qui, sans avoir l'air en aucune manière d'être provoquée par un parti quelconque en Suisse, se bornerait à lui exprimer la confiance que placent en lui les amis de l'ordre... ».* (Reinhard à Tocqueville, 1^{er} octobre 1849, fs. Suisse 564/52). Cette lettre ne fut pas envoyée.

Le 22 octobre (fs. Suisse 564/72 sq.), Reinhard écrit à Paris que les conservateurs désirent son intervention « pour faire renverser le régime de M. Fazy ». Il s'abstiendra de toute immixtion directe, mais propose d'empêcher sur territoire français tous préparatifs de nature à troubler la ville pendant les élections. Il se plaint de nouveau d'être dénué « de toutes ressources pécuniaires qui pourraient me servir à payer une police secrète ». Tocqueville n'a jamais agréé pareille demande et n'y a même pas répondu.

(42) *Barman au Conseil fédéral, 15 novembre 1849.* Le général d'Hautpoul attira l'attention sur les fâcheux effets que produiraient des élections genevoises ultra-radicales.

(43) *Barman au Conseil fédéral, 7 janvier 1850.*

(44) *Cf. Barman au Conseil fédéral, 7 février 1850 (plaintes contre l'imprimerie Carré) ; cf. Reinhard à Tocqueville, 21 septembre 1849 (fs. Suisse 564/14).* Reinhard y parle d'un ouvrage du réfugié italien DELVECCHIO : « *La prise de Rome par l'armée française* », livre qui, selon Reinhard, aurait été mis sous presse dans l'imprimerie de la prison d'Etat de Genève, « avec la coopération la plus directe du gouvernement » (22 septembre 1849, fs. Suisse 564/25).

(45) *Du 2 juin au 31 octobre 1849. Cf. pp. 117-125.*

(46) *Barman au Conseil fédéral, 1^{er} décembre 1849.*

Quoique Genève s'apprêtât à éloigner les réfugiés français de son territoire, les Montagnards se tenaient trop près de la frontière. Le but des démarches de Reinhard qui tendaient à mettre les proscrits français hors d'état de nuire au régime, semblait plus difficile à atteindre que l'expulsion de Suisse de réfugiés allemands (47). « L'internement, dit-il dans son exposé du 4 janvier 1850 (48), s'est montré jusqu'à présent une mesure très insuffisante. L'expulsion de ce pays des hommes de la république rouge... me semble seule nous offrir la sécurité que nous devons rechercher... »

Les gouvernements s'entendraient d'abord entre eux pour laisser aux réfugiés une issue vers un pays qui les recevrait. Reinhard ne se doutait pas qu'un accord entre Berlin et Vienne était déjà conclu et que c'était la France qui en devait atténuer les effets dangereux pour la Suisse et pour elle-même. Le ministre des Affaires Etrangères n'était, du reste, pas mieux placé à Paris que le Conseil fédéral en Suisse. Si celui-ci avait à lutter pour conjurer les complications issues de l'opposition genevoise, La Hitte n'avait parfois que le Président de la République à ses côtés pour témoigner sa sympathie à la Suisse.

Avant que le gouvernement français passât aux demandes d'expulsion, le Conseil fédéral décréta des mesures d'internement (49). La négociation avait fait un grand pas vers un

(47) Cf. la proposition du chargé d'affaires de Bade (Stephani) ; (19 déc. 4 janv., fs. Suisse 564/211 et 234). L'internement des Français dans les cantons allemands aurait soulevé de grandes difficultés.

(48) « ...Si l'expulsion des chefs de l'insurrection allemande a été ordonnée en principe par l'arrêté du 16 juillet, celle des réfugiés français et italiens ne l'a pas encore été... Le Conseil fédéral.. n'osera pas agir de son propre mouvement aujourd'hui en ce qui concerne les réfugiés français et italiens, sans avoir à citer, pour la justification de sa conduite, des faits dont la gravité ne saurait être évoquée en doute ; ces faits existent, mais on ne peut s'attendre de sa part à ce qu'il s'attache à les recueillir lui-même : c'est donc aux gouvernements intéressés à les lui fournir... » (fs. Suisse 564/234).

(49) Le 14 février 1850. Le premier réfugié français dont l'internement fut ordonné fut Boichot, pour son appel « Aux Electeurs de l'Armée » dont il avoua sans difficulté être l'auteur. Un rapport du procureur général à Besançon, adressé au ministre de la Justice, avait exagéré les faits, mais ne provoqua pas moins des démarches spéciales de l'ambassadeur à Berne (cf. les instructions de La Hitte, minute 6 du 2 février 1850, fs. Suisse 564/307 sq,

arrangement équitable. L'éloignement des exilés de la frontière avait marqué la première étape ; le décret d'internement (du 14 février 1850) en termina la seconde.

Mais ni la France (ni les réfugiés eux-mêmes) ne s'en contenteront : Reinhard présentera plainte sur plainte, demande sur demande — les réfugiés se remueront d'autant plus. Les premières expulsions d'éléments indésirables (en mai 1850) s'en suivront. Ce sera la troisième étape (de février 1850 à janvier 1852), mais non la plus difficile.

*

L'affaire des réfugiés français était une rude épreuve pour la nouvelle constitution fédérale. Reinhard proclama maintes fois la faiblesse du pouvoir exécutif de 1848 en comparaison des droits dont disposait l'ancien Vorort contre des cantons récalcitrants. Sans doute se trompait-il là-dessus ; c'est lui-même qui se chargera peu après de se brouiller avec le Président de la Confédération, Druey, pour avoir invoqué la souveraineté cantonale dans les relations extérieures ⁽⁵⁰⁾.

La guerre à double front que menait le Conseil fédéral — contre les *Etats voisins* (en protestant de sa ferme volonté de remplir ses obligations internationales) et contre des *cantons* qui veillaient jalousement sur leur indépendance en matière de justice et de police, devint particulièrement épineuse à partir du décret du 14 février. Les réfugiés français, qui jusque là s'étaient moins fait remarquer que les Allemands et les Italiens ⁽⁵¹⁾, organisèrent leur défense, favorisée par les différends

et Barman au Conseil fédéral, 11 avril 1850. On ne réussit pas à faire interner Boichot. Mécontent d'apprendre que l'ancien sous-officier restait en liberté, La Hitte s'en plaignit à Barman : « Nous faisons assez en faveur de la Suisse, pour que nous ayons droit de compter sur quelques égards ». (28 février 1850). C'était le moment où la France renforçait ses garnisons de l'est pour tenir la Prusse en échec dans ses projets contre la Confédération.

(50) Cf. p. 80-82.

(51) Cf. GUICHEN, *op. cit.*, II, p. 162, al. 1.

qui opposaient le gouvernement fédéral aux cantons de Genève et de Vaud (52).

La *troisième étape* de l'affaire se caractérise d'abord par un *crescendo* dans l'activité des exilés. L'insistance française à Berne redouble jusqu'à l'ouverture des territoires allemands (53) et belge (54) aux expulsés.

Après bien des formalités, les premiers proscrits français partirent en mai. On leur avait laissé le choix entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Maintenant qu'une brèche était ouverte, la France eut moins égard qu'auparavant (55) aux difficultés qu'avait la Suisse pour se débarrasser de ses hôtes (56). On n'avait

(52) Le préfet de Lausanne établit, au reste, le mal fondé de certaines plaintes contre les proscrits. Cf. sa lettre au Conseil fédéral, copiée en partie par Reinhard, dans sa dépêche du 15 février (*fs. Suisse* 564/385) :

« L'accusation de diriger des enrôlements clandestins, dans le but de tenter un mouvement révolutionnaire en France, n'a pas de fondement. Nous n'avons rien appris qui nous autorise à croire que des opérations de cette nature se fassent sur notre territoire. D'ailleurs, les réfugiés français n'ont pas d'argent à leur disposition ; ils ont à peine de quoi vivre ».

Dans le canton de Vaud, Eytel, l'adversaire du conseiller fédéral Druey, dirigea l'opposition. Il perdit de son influence en 1851 et 1852.

(53) *Conseil fédéral à Barman, 19 avril 1850* : Barman fut chargé d'entamer des pourparlers avec les envoyés des Etats que les réfugiés auraient à parcourir, et avec le ministre des Affaires Etrangères. Le passage par le Grand Duché de Bade fut accordé par le gouvernement grand-ducal le 8 mai 1850 (*AE., Bade* 36/124).

(54) La Belgique interdit le passage par son territoire, encore en novembre (*Reinhard à La Hitte, 1^{er} novembre 1850, fs. Suisse* 566/145).

Les frontières belges ne furent ouvertes, pour un rapide passage des réfugiés, que vers la mi-décembre (*Cf. Reinhard à La Hitte, 6 décembre 1850, fs. Suisse* 566/231 et 13 décembre, *fs. Suisse* 566/254). De mai à décembre, les expulsés se dirigèrent sur Rotterdam.

(55) Reinhard, voyant s'approcher la convocation de l'Assemblée fédérale, demande (29 mars, *fs. Suisse* 565/70) des « instructions sur la question de savoir si nous pouvons nous contenter des assurances données par M. Druey... ou si je dois faire suivre les représentations que j'ai faites jusqu'à présent au Conseil fédéral, en lui laissant le mérite de la spontanéité d'une demande formelle, adressée à ce Conseil » *. Le ministre prit ce fait en considération. Nous trouvons, en marge de la dépêche la remarque [au crayon] : « ajourner, pour les motifs indiqués, toute demande écrite et officielle ».

(56) Demandes d'internement et d'expulsion au printemps 1850 :

18 mars : lettre (*fs. Suisse* 565/71) - officielle.

22 mars : entretien avec Druey (565/75). - officieux.

29 mars : entretien avec Druey (565/75). - officieux.

2-5 avril : } entretiens avec Druey (demandes officielles d'internement et d'expulsion
11-12 avril : } demeurent sans résultat).

plus qu'à leur délivrer passeport et feuille de route pour les expulser immédiatement (57). De telles mesures, prises par le Conseil fédéral, et les élections bernoises amenèrent une détente sensible.

Le départ des Français renvoyés de Suisse s'effectua normalement au cours de l'été, pourtant sur un rythme assez lent. La mauvaise humeur française à l'égard du Conseil fédéral n'éclata qu'à la fin du mois d'août; cette fois, elle venait du Prince-Président lui-même auquel le gouvernement fédéral n'avait pas rendu les honneurs lors de son passage de Besançon à Strasbourg. Le mécontentement officiel se manifesta par une susceptibilité excessive au sujet des réfugiés, quand les disparus recommencèrent à se montrer. Une suite de pourparlers oraux, de notes françaises et de réponses suisses occupa les deux gouvernements au cours de l'automne (58), sans atteindre le but que la France s'était proposé dans cette affaire.

Bien que l'arrêté du 12 août remît aux cantons la charge de l'entretien des réfugiés, il ne réalisa pas de progrès sensibles en vue du rétablissement du calme complet en Suisse (59). Reinhard, à bout de patience, revint à un projet qu'il caressa toujours, lorsque tous les moyens politiques lui semblaient épuisés: il proposa de frapper les dirigeants suisses ou leurs partis dans « leurs intérêts matériels compromis ». Mais comment

21 avril : Reinhard signale à Druey des réfugiés turbulents à Lausanne (officieux).

25 avril : Reinhard signale à Druey cinq imprimeries au service des démagogues (officieux).

15-16 mai : Reinhard demande l'éloignement de la frontière de certains réfugiés.

(57) Cf. Reinhard à La Hitte, 19 avril 1850 (*fs. Suisse* 565/147) [passages répétés dans la circulaire du ministre des AE, du 22 avril 1850 ; cf. *minute* 21 du 19 mai, 565/210 (démarche faite à Berlin) et *minute* 22, 565/211].

(58) Cf. les démarches orales des mois de septembre à novembre et les lettres et notes françaises des 20 octobre, 3 novembre, 23 et 25 novembre. Les réponses écrites du Conseil fédéral portent les dates des 31 octobre, 1^{er}-5 novembre, 7 novembre.

(59) Cf. la dépêche de Gobineau, du 26 août 1850 (*fs. Suisse* 566/27 sq.) qui décrit l'arrêté comme très impopulaire. «... Je ne remarque pas que la nouvelle mesure crée aucune innovation dont il y ait réellement lieu d'attendre de bien heureux résultats ».

en trouver l'occasion ? En attendant, il se borne « à une attitude, témoignant, par sa froideur, de notre ressentiment ⁽⁶⁰⁾... La Suisse reviendra peut-être d'elle-même à une politique plus juste et plus rationnelle » ⁽⁶¹⁾.

En septembre, de nombreux ouvriers lyonnais se trouvaient à Genève. Cette ville resta le centre des réfugiés de la classe ouvrière socialiste, Lausanne étant celui des proscrits politiques, donc bourgeois. C'est à Genève que se formèrent des « associations ouvrières internationales » (ce qui veut dire composées de réfugiés de différentes nations). Mais c'est à Lausanne que 17 proscrits signeront, en 1851, la protestation contre leur internement, et c'est de la capitale vaudoise que quelques-uns d'entre eux lanceront au peuple français leur appel aux armes. C'est encore à Lausanne et dans les environs, que nous retrouverons le groupe le plus important des proscrits du coup d'Etat, tandis que Genève reçut l'émigration des protestataires lyonnais, presque tous de la Croix-Rousse, de Vaise, ou de la Guillotière.

Malgré la mise en vigueur, à Genève, des ordonnances fédérales concernant les réfugiés ⁽⁶²⁾, et malgré toute la peine que se

(60) Il est assez intéressant de lire les considérations de Reinhard à ce sujet. (Reinhard à La Hitte, 8 novembre 1850, fs. Suisse 566/156 sq.) :

«... La grande difficulté consiste à trouver des moyens qui soient de nature à agir par la considération de leurs intérêts matériels compromis sur MM. *James Fazy* et *Druey*. Ce qui occasionnerait des embarras ou des préjudices pécuniaires à la partie commerçante ou possessionnée de la population suisse, toucherait bien peu ceux qui ne sont que trop disposés à se mettre à la tête des fractions révolutionnaires de la société. L'interruption des relations diplomatiques leur serait fort indifférente, et celle des rapports de chancellerie ne porterait des coups sensibles qu'aux rentiers, aux pensionnaires et aux hommes d'affaires qui, étant pour la plupart conservateurs, n'excitent pas leur intérêt. On ne peut pas se flatter non plus d'agir sur leur esprit par la crainte d'un revirement que des complications avec l'étranger amèneraient dans l'opinion publique ».

(61) *Ibid.* : « ...Si, à cet égard, tout espoir devait être perdu, nous aurions du moins couru la chance en retardant encore l'adoption d'un parti décisif à l'égard de la Confédération, de le faire coïncider avec une époque où notre situation intérieure et les affaires générales de l'Europe mieux éclaircies nous permettraient une plus grande liberté d'action ».

Reinhard avoue donc son impuissance d'action sur la Suisse et se couvre vis-à-vis de son gouvernement par l'allusion au futur Empire.

(62) Cf. les décrets contre les réfugiés du 17 décembre 1850.

donnait le Conseil fédéral pour dissiper les soupçons à l'endroit des autorités cantonales, le mécontentement français alla grandissant.

James Fazy et le préfet de Gex jouaient à la petite guerre ⁽⁶³⁾. La Hitte mit le 49^e de ligne en marche sur Genève ⁽⁶⁴⁾. La presse parisienne renchérit sur ces griefs en parlant de 400 réfugiés intriguants réunis à Genève, tandis que la Suisse entière en hébergeait à peine 600 de toutes les nations. Vers Noël, un second régiment reçut l'ordre de se fixer dans la contrée gessienne.

Jamais, depuis 1847, les relations franco-suissees ne furent aussi gravement compromises. Le gouvernement français témoignait à la Suisse une véritable irritation. De tels sentiments pouvaient être, en partie, le résultat de la situation internationale assez menacée de la Confédération ⁽⁶⁵⁾. « Dès que les gouvernements respirent un peu, écrit Barman, ils ne manquent jamais d'inquiéter la Suisse et de crier haro sur le baudet » ⁽⁶⁶⁾. Cette fois, le gouvernement du Prince-Président ne semblait pas disposé à calmer les puissances. « M. de La Hitte est allé jusqu'à dire qu'aussitôt les affaires allemandes réglées on s'oc-

(63) Cf. Fazy au dép. de Justice et Police, 21 décembre 1850. « Le sous-préfet de Gex vient presque tous les jours à Genève et ne sait qu'imaginer pour nous compromettre... On trame quelque chose contre Genève, et l'on veut à tout prix renverser le gouvernement radical de Genève. La recrudescence des fausses accusations contre nous ne vient que du succès de nos élections ». Fazy défendit l'entrée dans le canton d'officiers étrangers en uniforme. Le préfet de l'Ain ne manquait pas de répondre par le même geste le lendemain. Des deux côtés, on éleva des difficultés pour traverser la frontière. Le Procureur général à Besançon se chargera de noircir encore le portrait que le préfet avait déjà pu faire de James Fazy.

(64) Barman au Conseil fédéral, 22 décembre 1850.

(65) Déjà, le 28 octobre, La Hitte dit à Barman qu'à défaut d'énergiques mesures de la part de la Suisse, le gouvernement français serait lui-même contraint de pourvoir à sa sécurité. Encore deux jours auparavant, parlant d'un complot découvert à Lyon, La Hitte avait admis, vis-à-vis de Barman, que le danger était bien plus grand à Londres qu'en Suisse. Le 31 octobre, La Hitte écrit à Reinhard (fs. Suisse 566/144) : « Il m'arrive de tous les côtés des informations sur les réunions et les manœuvres des révolutionnaires français réfugiés à Genève. Je vous prie d'appeler sur eux, d'une manière formelle, la surveillance du pouvoir fédéral ».

cuperait de la Suisse » (66). Au début de 1850, la politique internationale avait été la cause principale de la tension. Maintenant, la France défendait surtout ses propres intérêts.

Peut-être l'arrestation de l'agent provocateur Schnepf, qui avait menacé un instant de dégénérer en une seconde affaire Conseil (67), y était-elle aussi pour quelque chose; le grand bruit fait autour de Genève détournait, en tout cas, l'attention de ce point délicat.

Selon ses propres dires, l'ancien coiffeur, marchand de houblons, commis-voyageur en montres et en politique (68), Schnepf, avait été engagé par l'agent secret Dubreuil pour faire des enquêtes sur les réfugiés en Suisse. Schnepf, qui jouissait dans sa ville (Haguenau) d'une certaine réputation (69), accepta de jouer le rôle intéressant qu'on lui offrait, et partit pour la Suisse, en novembre 1850 probablement. A Berne, il s'aboucha avec plusieurs réfugiés français (Beyer et Hofer, entre autres). Démasqué à Lausanne, il s'enfuit à Genève où on l'arrêta grâce aux papiers compromettants qu'on avait saisis dans la capitale vaudoise (70). Il nia énergiquement tous les faits que l'instruction lui imputa — dépositions qu'il révoquera en partie en 1851 dans une brochure qui devait prouver son innocence. Toujours est-il que Reinhard prit une attitude plutôt équivoque dans cette affaire, qui fit grand bruit parmi les réfugiés.

La presse suisse, en premier lieu la « Revue de Genève », publia force articles sur Schnepf (71). L'agent arrêté, en dépit

(66) *Barman*, 21 décembre 1850 (corr. avec le Conseil fédéral).

(67) 1836. Cf. SCHWEIZER : *Neutralität*, 754-758 ; DIERAUER : V, 592-594 ; VAN MUYDEN : 1815, II, 428. STERN : *Europa* V. 256, 260.

(68) Cf. SCHNEPP, *Aventures politiques*.

(69) Cf. WEILL, *Parti républ.*, p. 281.

(70) Reinhard intervint en faveur de Schnepf auprès du Conseil fédéral, par sa lettre du 24 décembre 1850. La malle de Schnepf avait été ouverte à Lausanne dans les formes prescrites par la loi (Cf. *Druey à Reinhard*, 27 oct. 1850, fs. Suisse 566-299) ; cf. CŒURDEROY : *Jours d'exil*, II, 188-212.

(71) Cf. « Le Citoyen de Genève », 5 décembre 1850 ; la « Revue de Genève ». n° 198 du 19 décembre contient un discours de James Fazy au Grand Conseil, sur Schnepf. La « Gazette Nationale » de Bâle s'occupa de l'affaire, et, à sa suite, toute la presse suisse.

de résultats d'instruction des plus compromettants (72), ne put être convaincu d'avoir agi en provocateur (73). A Genève, l'affaire tourna au détriment des intérêts de la politique française; elle contribua à la démission de Turretini (74) et rapprocha le Conseil fédéral et Fazy. Tourte remplaça le conseil démissionnaire; fervent partisan des radicaux, il se montrera, dans l'affaire des réfugiés, d'une intransigeance au moins égale à celle de Fazy (75).

Ce qui prouve que l'affaire était préjudiciable aux deux pays, c'est que tout le monde se hâta de la liquider (76), la Suisse pour ne pas accumuler les difficultés, déjà assez sérieuses, avec la France, celle-ci, pour ne pas trop compromettre le préfet de police. La preuve que Schnepf a rempli l'office illicite qu'on lui reprochait est donnée par l'échange de dépêches de la légation française avec le ministère (77) et par une lettre que

(72) Cf. Druey à Fazy, 27 décembre 1850. Druey y écrit entre autres choses : il est évident qu'il (Schnepf) a reçu à Paris une mission secrète pour la Suisse ; il devait utiliser sa prétendue qualité de révolutionnaire et d'agent de la propagande pour s'insinuer auprès des réfugiés français et tromper leur confiance ». Druey avait prévenu les réfugiés français dès qu'il eut connaissance de la présence de Schnepf, les incitant à se tenir tranquilles et à respecter la zone interdite de 8 lieues de la frontière française.

(73) Conseil fédéral à Barman, 10-11 décembre 1850.

(74) Reinhard (dépêche adressée au ministère, le 10 janvier 1851, fs. Suisse 567/17) l'appelle un « conservateur aux sentiments justes et impartiaux ». Cf. la brochure de TURRETTINI, éditée en février 1851 : « *Compte-rendu à la République et Canton de Genève des motifs de ma démission* ».

(75) Cf. la correspondance du Conseil fédéral (département de Justice et Police) avec le Conseil d'Etat (département de Justice et Police) de Genève 1851 et 1852 ; sur Schnepf, corr. de Genève des 6, 14, 18, 21, 25 déc. 1850.

(76) Schnepf, après le non-lieu rendu le 8 en sa faveur, fut relâché le 9 janvier 1851 (« *Revue de Genève* » 1851, n° 5).

Le gouvernement genevois (selon Reinhard, 12 janvier, fs. Suisse 567/24 v.) lui paya une place à la malle-poste pour Paris. Schnepf rentra en France avec sa sœur qui était intervenue pour lui (cf. Reinhard à La Hitte, 27 décembre 1850, fs. Suisse 566/293). La sœur de Schnepf avait écrit des lettres au ministre des Affaires Etrangères, au ministre de la Justice et au préfet de police. A Genève, on lui avait défendu de voir son frère ; à Berne, le Conseil fédéral refusa de la recevoir.

(77) Cf. Reinhard à La Hitte, 18 décembre 1850, fs. Suisse 566/254). Schnepf [après son arrestation] « n'a point invoqué mon appui jusqu'à présent, de manière à ce que je n'ai pas eu à intervenir en ce qui le concerne ».

Cf. la forme prudente des instructions pour Reinhard (19 décembre, fs. Suisse 566/262, minute 14) : « Vous trouverez ci-joint, avec la copie d'une

Schnepp adressa à un commissaire attaché à la préfecture du Rhône (78) ; de plus, sa brochure révèle, à lire entre les lignes, une bonne partie de l'affaire. Le bruit fait autour de Schnepp, qui, à un certain moment, avait jeté l'émoi parmi les réfugiés français, se dissipa presque aussi vite qu'il s'était élevé.

Le Conseil fédéral était, en outre, à même de faire la lumière sur de prétendues réunions de réfugiés français aux environs de Bâle, et sur la participation de Fazy à une entrevue de proscrits à Vevey, en présence de Mazzini : toutes ces nouvelles étaient nées de la fantaisie de quelques journalistes ou agents besogneux (79). Les mesures énergiques prises par le Conseil fédéral, même contre des Français inoffensifs, tels que le docteur Ordinaire (80) et l'abbé Percy (81), apportèrent quelque apaisement au mécontentement du gouvernement de la République.

lettre que m'a écrite M. le préfet de police au sujet du sieur Schnepp, celle d'une autre lettre que j'ai reçue de la sœur du détenu. Je vous invite à faire, dans la mesure qui vous paraîtra convenable, les démarches nécessaires pour obtenir promptement sa mise en liberté. Il est évident qu'alors même qu'il se serait mis en rapport avec quelqu'une de nos autorités de la frontière pour lui faire parvenir des informations sur les mouvements des réfugiés si scandaleusement favorisés par la connivence de certains gouvernements suisses, ce fait ne constituerait sous aucun point de vue un délit légal, à moins que le caractère n'en fût modifié et aggravé par des circonstances dont je n'aperçois pas la moindre trace. »

(78) Cf. DUTACQ. « Notes et documents sur le complot du Sud-Est », dans la « Revue de 1848 et des Révolutions du XIX^e siècle », XXI/1925, p. 449 sq. Schnepp écrit au commissaire spécial Bergeret, attaché à la préfecture du Rhône, le 14 septembre 1851. Cf. p. 450: Cholat doit avoir fait disparaître des pièces « lors de mon affaire en Suisse ». Dutacq a souligné ces derniers mots, dans sa note 1 : « Nous avons souligné ces quelques mots pour montrer que Schnepp faisait partie de la police lors de son voyage en Suisse ». Du reste, la préfecture de police de Paris lui a payé un acompte de 50 francs pour sa rentrée à Paris (*ibid.*).

(79) La réunion à l'auberge du pont de la Birse, près de Bâle, aurait eu lieu vers le 20 octobre ; Anstett, Bourgard, Cassal, Gauthier, Hofer, Kœnig, Muhlenbach, Pflieger, Pyat, Savoie, Valentin, et d'autres y auraient été vus. Cette réunion n'a été qu'une invention (*Barman au Conseil fédéral, sur les rapports du préfet du Haut-Rhin, 24 octobre 1850*).

L'assemblée organisée à Vevey sous les auspices des autorités cantonales et sous la présidence de Fazy, assisté de Mazzini, fut datée, par des rapporteurs, du 24 novembre 1850. La nouvelle ne repose sur aucun fait. Cf. Reinhard à Brenier, 7 février 1851 (*fs. Suisse 567/69 sq.*).

(80) Le docteur Ordinaire de Mâcon, condamné à cinq ans de prison pour délit de presse, s'était fixé à Chancy, à deux pas de la frontière franco-savoisienne au sud de Genève. Il avait assisté à un banquet ; invité par le maire

Le Conseil fédéral prit dès lors une part directe à l'affaire des réfugiés par l'envoi d'un commissaire fédéral, le colonel Sidler. Les réfugiés, plus étroitement surveillés que jamais, organisèrent la résistance contre le Conseil fédéral et se risquèrent à de violentes protestations publiques. Leur expulsion mit en garde le petit nombre de proscrits restés tranquilles et contenta le gouvernement français.

Le colonel Sidler arriva à Genève dans les premiers jours de janvier (82). Rien ne pouvait froisser davantage James Fazy que la présence à Berne d'un enquêteur muni de pleins pouvoirs. Il lui opposa toute la force d'inertie que la Constitution lui permit d'employer (83). Sidler trouva quelques réfugiés cachés (84) qui furent expulsés.

de Chancy à porter un toast, il s'était borné à exprimer l'espérance que bientôt des temps meilleurs permettraient aux réfugiés de rentrer dans leur pays. Ce discours (prononcé le 16 décembre 1850) fut présenté à Paris comme une violente philippique contre le Prince-Président. « Le banquet de Chancy, écrit Barman au Conseil fédéral, le 24 décembre 1850, égalera bientôt en célébrité les banquets réformistes ». C'est l'incident de Chancy qui déterminera finalement le gouvernement français à cantonner deux régiments à Ferney et tout le long de la frontière genevoise. Ordinaire fut interné à Lausanne (20 décembre 1850.)

(81) L'abbé Percy « quasi-réfugié, personnage fort inquiétant, abbé très en courroux contre l'Eglise, de bonne foi, nous le croyons, mais on ne peut plus compromettant ». (*Fazy au département fédéral de Justice et Police*, 16 décembre 1850). Percy qui ne jouait qu'un rôle minime en politique, fut renvoyé en 1852 (note 81, p. 251).

(82) *Druey à Reinhard*, 27 décembre 1850 (*fs. Suisse* 566/300). Sidler exerça ses fonctions de commissaire du 8 janvier au 28 juin 1851. Les années 1850, 1851 et 1852 virent d'interminables discussions entre le Conseil fédéral ou son commissaire d'une part, James Fazy et Tourte de l'autre. A Genève, on avait laissé entière liberté à ceux des réfugiés qui se suffisaient à eux-mêmes.

(83) *Le nombre des réfugiés français à Genève* était alors de 12; Reinhard (*fin décembre 1850, fs. Suisse* 566/301) en évalue le chiffre à plus de cinquante (cf. 567/20). A Genève, on n'avait inscrit sur les registres comme réfugiés que ceux qui recevaient des subsides de la ville et du canton. Tous les autres, qu'ils gagnassent leur pain ou vécussent de leurs rentes, n'étaient nullement contrôlés ; le 15 juin 1850, par ex., Genève indique que l'on comptait 15 réfugiés restant aux frais de Genève ; le 22 août, il y en a 28.

Le 15 juin, le directeur de la police de Genève écrit au département fédéral qu'il ne lui est pas possible de donner le nombre des réfugiés demeurant dans ce canton, « ces gens formant en général une population très flottante ».

Le 1^{er} juillet : « Vous comprendrez facilement que lors de l'arrivée en Suisse soit de réfugiés italiens, soit des allemands, nous n'ayons pu inscrire sur nos registres que ceux qui n'avaient aucune ressource et qui durent solliciter le secours de la Confédération ». En 1851 et 1852, Genève pratiquait la même méthode dans le recensement des réfugiés.

(84) La plupart des proscrits avaient « vidé les lieux lorsque les transports

Barman ne se trompait pas, lorsqu'il prévoyait que la satisfaction à Paris ne durerait pas (85). Cependant, on la prolongea un peu en prenant, le 15 février, en Conseil fédéral, un nouveau décret d'internement (86).

L'internement de quelques proscrits (surtout de Boichot) ayant été décidé, un groupe de réfugiés publia, à Lausanne, le 17 mars (87), une véhémence protestation. Ils bravèrent l'autorité fédérale, revendiquant comme un droit l'asile libre. « Le droit d'asile est un droit républicain. Tout républicain y a droit dans une République » (C'est la thèse de Pyat et de Cœurderoy). Le 24 mars, le Conseil fédéral expulsa les 17 signataires (88), qui se

par le Grand-Duché de Bade menaçaient sérieusement d'interrompre leur séjour tranquille. Après la rentrée à Berne du commissaire fédéral, ils commencèrent à réapparaître, par-ci par-là, tâtant le terrain, se dissimulant à l'approche d'un danger ».

(85) *Barman au Conseil fédéral*, 2 janvier 1851 : « J'ai appris par un de mes collègues que M. de La Hitte se montrait très satisfait des explications que je lui ai données au sujet des réfugiés en Suisse et des dernières mesures dont ils ont été l'objet. Puisse l'impression être plus durable que de coutume ! »

(86) *Reinhard à Brenier*, 17 février 1851 (*fs. Suisse* 567/112) : « M. Furrer est venu m'annoncer que samedi dernier le Conseil fédéral a pris les résolutions suivantes :

1° D'interdire à tous les réfugiés français et italiens le séjour des cantons de Genève, Vaud, Neuchâtel, Fribourg, Berne, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Soleure, Valais et Tessin, et de les obliger à se fixer dans les cantons de la Suisse intérieure et orientale.

2° D'assigner dans ces derniers cantons auxdits réfugiés des résidences déterminées, où ils auraient à se présenter aux autorités.

3° De faire arrêter et conduire à Berne, à la disposition du Conseil fédéral, tout réfugié français qui serait découvert à Genève... »

(87) Publiée dans la « Tribune » de Lausanne, le 18 mars.

(88) 1. Louis Avril, de Grenoble.

2. Philippe-Eugène Beyer, de Strasbourg.

3. Jean-Baptiste Boichot, de Villiers-sur-Suize.

4. Ernest Cœurderoy, d'Avallon.

5. Dubreuil.

6. Pierre Lhomme, de Magné.

7. François Loiseau, d'Arbois.

8. Philibert Mathey, de Rive-de-Gier.

9. Lupicien Paget (du Jura).

10. André Percy (abbé), de Metz [?]

11. Alphonse Perrin, de Ponsaine.

12. Charles Pflieger, d'Altkirch.

13. Félix Pyat, de Vernon.

14. Benoît Rigaut, de Rive-de-Gier.

15. Jacques Robillard, d'Etampes.

16. Auguste Rolland, de Châton.

17. Pierre Sterbini, de Rome.

dispersèrent aussitôt ⁽⁸⁹⁾. Mais cinq d'entre eux rentrèrent peu après sur les côtes ensoleillées du Léman et se cachèrent soigneusement. L'indignation que leur causa le coup d'Etat les rendit imprudents. Sept proscrits publièrent un appel aux armes, adressé au peuple français ⁽⁹⁰⁾. Cette fois, plus de grâce ! Les expulsions furent ordonnées et exécutées. Seuls, Boichot (qui d'après ses dires, errait dans les montagnes valaisannes et savoisiennes), Rolland et Beyer ⁽⁹¹⁾ restèrent insaisissables ⁽⁹²⁾.

Au cours de l'année 1851, la question des réfugiés français avait fait des progrès sensibles vers une solution définitive. Presque tous les exilés étaient internés ou éloignés ⁽⁹³⁾. Drouyn

(89) *Reinhard à Brenier*, 28 mars 1851 (fs. Suisse 567/233).

(90) « Au Peuple Français !

« Après deux ans de conspiration et de complicité entre tous les ennemis du Peuple, le plus audacieux d'entre eux vient de consommer contre la République un attentat brutal et perfide.

« Tu as compris les desseins criminels qu'un traître veut cacher sous les noms de République, de souveraineté et de suffrage.

« Tu es debout pour le venger. L'Europe aussi se lèvera !

« Tous les rebelles sont hors la loi et il ne reste plus rien des institutions du passé.

« Accomplis donc enfin la grande Révolution qui réalisera pour tous les peuples la Liberté, l'Egalité, la Fraternité !

« Nous sommes prêts à faire notre devoir comme tu vas faire le tien !

« Aux armes ! Vive la République démocratique et sociale ! »

(Sig.) A. Rolland, Représentant du Peuple (Saône-et-Loire).

T. Thoré, Rédacteur en chef de la « Vraie République ».

Boichot, Représentant du Peuple (Seine).

L. Avril, Représentant du Peuple (Isère).

Eugène Beyer, Représentant du Peuple (Bas-Rhin).

E. Kopp, Représentant du Peuple (Bas-Rhin).

Ch. Pflieger, Représentant du Peuple (Haut-Rhin).

Expulsés le 26 décembre 1851 (cf. *Ff.* 1852, I, 22-24).

(91) Sur *Boichot*, ch. pp. 212-214. *Beyer*, cf. pp. 219-220 ; *Rolland* était « Directeur des Chanteurs Béarnais » ; sur *Avril*, cf. pp. 211-212, *Pflieger*, cf. pp. 215-216. *Théophile Thoré* se tint dorénavant à l'écart des réfugiés ; il étudia les galeries belges, hollandaises et anglaises. A Londres, il s'associa aux proscrits (*CALMAN* : 20, n. 3, 140-141, 158, et surtout *SAINT-FERRÉOL : Belgique*, I, 49) ; sur *Kopp*, cf. *MULLER Paul : Le chimiste Emile Kopp* (R. 1848, VII, 353-355).

(92) *AF. Dép. Justice et Police*, 22 janvier 1852.

(93) *Cf. Rapport du Conseil fédéral à Barman*, 28 février 1852 (*Ff.* 1852, I, 165) : « ...Il n'était depuis longtemps plus question de réclamations ou d'autres demandes ». En juin 1851, il restait environ 230 réfugiés (de dix pays différents) en Suisse, dont 17 Français. (*Ibid.*).

de Lhuys, peu bienveillant pour la Suisse, avait dû céder son portefeuille à des ministres mieux disposés ⁽⁹⁴⁾. La direction du département politique suisse avait passé dans les mains de Joseph Munzinger. Dans l'automne, l'affaire des Juifs reprit son importance sous Baroche et éloigna de l'avant-scène celle des exilés.

Puis, le coup d'Etat la fit renaître de plus belle par ses proscriptions en masse. Le 2 Décembre ouvre plus qu'une étape de négociations. C'est le second acte d'un des drames les plus pénibles et les plus longs du siècle dernier. Plus d'une centaine de proscrits entrèrent en Suisse en décembre 1851. Le nouvel ambassadeur, Salignac-Fénelon, ne pouvait mieux interpréter les intentions du marquis de Turgot qu'en haussant le ton dans les démarches qu'il faisait. Le calme de Furrer semblait l'exciter à employer un langage très énergique ⁽⁹⁵⁾.

Les discussions s'envenimèrent jusqu'à la remise de la note du 24 janvier 1852.

Ce document (unique dans les relations de la Deuxième République avec la Suisse) demande l'engagement formel du Conseil fédéral d'accorder toutes les expulsions que Salignac se trouverait dans le cas de provoquer, à quelque catégorie de réfugiés français que cette mesure dût s'appliquer. Les ordres du pouvoir central devront être exécutés dans un délai convenu à l'avance, sans pouvoir être ni atténués ni éludés sous aucun prétexte par les autorités cantonales ⁽⁹⁶⁾. « La Légation de

(94) Baroche défendit à Reinhard de déléguer un secrétaire de la légation à la fête fédérale de tir pour y observer les réfugiés (*fs. Suisse* 568/88).

(95) En 1852, Druey administra à nouveau le département de Justice et Police. L'affaire des réfugiés était donc de son ressort. Salignac s'attendit à des difficultés avec Druey et parla plus énergiquement encore.

(96) Turgot ne connaissait probablement pas la note remise au ministre des Affaires Etrangères (*La Hitte*) par la direction politique du ministère, en janvier 1850 (*fs. Suisse* 564/294) intitulée « *Réfugiés politiques en Suisse* ». — La note parle des demandes de l'Autriche, de la Prusse et de la Sardaigne, adressées à la France pour l'engager à faire avec elles une démarche collective à Berne.

...Les « conditions que l'on veut imposer à la Suisse, ce n'est rien de moins, à en juger par les conversations du Prince de Schwarzenberg, que l'obligation à laquelle on la soumettrait d'expulser sans examen tout réfugié dont le

France est seule en position de connaître quels sont, parmi ces individus, ceux dont les antécédents et les relations rendent la prolongation de leur séjour impossible dans toute l'étendue de la Confédération, et ceux qu'une tolérance, dont leur conduite ultérieure déterminerait les limites, peut y maintenir provisoirement. Les premiers devront partir sur la désignation que je ferai de leurs personnes ; les autres sauront que si le territoire helvétique leur sert encore de refuge, ce n'est qu'à la condition de ne motiver de ma part aucune plainte. »

Un refus de faire droit à ces réclamations, précisait ensuite la note, aurait pour effet d'altérer gravement les rapports entre les deux gouvernements, et pourrait entraîner à bref délai des complications fâcheuses. Il imposerait au gouvernement de la République « le devoir d'aviser à des mesures que son plus vif désir serait de ne pas employer, mais auxquelles il aurait recours bien malgré lui », si la présente démarche n'atteignait pas son but (97).

Conçue sur le ton d'un ultimatum, cette note méritait l'examen sérieux et la réponse ferme et documentée que le Conseil fédéral lui consacra. Le 9 février, Salignac reçut la note suisse, rédigée par Furrer (98).

Le Conseil fédéral se met d'accord avec le gouvernement français pour l'application du droit d'asile, et reconnaît les obligations de la Suisse envers ses voisins. Il résume ce qu'il a fait

*pays auquel il appartient déclarerait la présence dangereuse. Voilà ce qu'on appelle par euphémisme une définition du droit d'asile, ce qu'on appellerait, si l'on voulait être franc, l'anéantissement de ce droit. Cette attitude dans laquelle on veut nous placer, c'est, non plus celle d'un ami secret, mais celle de l'allié intime des puissances qui voient avec une avarice mal déguisée, son organisation actuelle et qui, pour en préparer la chute, saisiraient avec plaisir l'occasion de lui susciter des embarras, de la terrasser, de l'humilier... Convient-il de quitter brusquement une pareille attitude pour exiger... de la Suisse... l'abdication de son libre arbitre dans ses relations envers les autres Etats ?... » **

(97) Salignac avait demandé, à plusieurs reprises, l'expulsion de l'imprimeur de la « Tribune de Genève », Michel, qui dut quitter la Suisse.

(98) Cf. la correspondance de Furrer avec Escher, dans ISLER : *Furrer*, pp. 128-133.

La note est datée du 7 et fut remise à Salignac le 9 février 1852.

au cours de l'année 1851 pour empêcher les réfugiés français de tenir des conciliabules ; il cite les expulsions prononcées en mars et en décembre, et réitère sa ferme volonté de remplir ses obligations internationales.

« Mais ce qu'on demande dans la note du 24 janvier est tout nouveau... L'autorité du pays ne doit plus rien avoir à dire sur le séjour ultérieur ou l'expulsion d'étrangers qui ont été reçus dans le pays et y vivent sous la protection de ses lois et de ses institutions ; à l'avenir il dépendra plutôt d'un simple signe et d'une légation étrangère de décider quelles mesures les autorités auront à prendre dans ce domaine de la police des étrangers.

« Si le Conseil fédéral ne refusait pas d'obtempérer à la demande qui lui est faite, il violerait de la manière la plus grave la Constitution fédérale, ainsi que ses devoirs sacrés envers le pays qui lui a confié le pouvoir directorial et exécutif supérieur ; car il doit voir dans cette demande une atteinte profonde portée à l'indépendance, à la dignité et à la liberté de la Confédération, puisqu'il devrait se désister du droit appartenant à tout Etat indépendant d'accorder ou de refuser de son chef et sous sa responsabilité le séjour des étrangers ; il doit voir, de plus, dans cette demande une intervention décidée dans les affaires intérieures de la Suisse, car si le Gouvernement français ne reconnaît d'autre juge que lui-même des nécessités de sa politique et des moyens les plus propres à atteindre son but, il ne saurait cependant, sans méconnaître les notions les plus positives du droit des gens, vouloir imposer son jugement à d'autres Etats, ni leur contester le droit de décider eux-mêmes ce qu'ils ont à faire et à laisser sur leur territoire. La France, qui a de tout temps accordé un asile aux proscrits politiques, ne se laisserait jamais contester ce droit et ne renoncerait jamais à son libre arbitre dans des questions de cette nature. »

Le Conseil fédéral repousse expressément l'accusation dirigée contre la Suisse de vouloir assurer une sorte d'impunité aux irréconciliables ennemis de la Société. Les menaces qui

terminent la note ne sauraient le faire sortir de la voie qui lui est tracée tant par le sentiment profond de son devoir que par le droit international et, il n'en doute pas, par la voix du peuple suisse.

Salignac répond à son tour, le 6 mars, par une note où le gouvernement français se défend d'avoir voulu porter atteinte à la liberté de la Suisse. Il aurait, dit-il, simplement voulu demander à la Confédération de ne laisser aux auteurs des discordes civiles aucune illusion sur leurs prétendus droits à une hospitalité qu'ils n'ont cessé de trahir. Des circonstances fâcheuses ont laissé des traces qu'il est indispensable d'effacer.

Les ennemis de l'ordre ont été recueillis dans quelques cantons « non pas avec les égards que l'on ne refuse jamais à l'infortune, mais avec des démonstrations d'intérêt et de sympathie » qui ont profondément blessé l'Europe... « La neutralité de la Confédération suisse que l'on regardait comme une précieuse garantie de paix a semblé pendant quelque temps revêtir un caractère agressif pour les Etats limitrophes. » La France, qui a ouvert sur son territoire un passage aux réfugiés allemands, a dû, en retour, « ne se payer que de paroles illusoires ».

Salignac fait suivre ces considérations d'une longue liste de griefs de son gouvernement contre la Suisse. Puis la discussion est détournée vers la politique générale. La fin de la note contient une menace dans le style de celles de Guizot : le gouvernement de la République espère que le gouvernement fédéral appréciera la valeur de ces explications et le dispensera « de s'entendre avec les autres Etats limitrophes pour conjurer les dangers qui les menacent tous au même degré. Ce n'est qu'en écartant à l'avenir tout motif de plainte de leur part que la Confédération suisse pourra conserver les avantages que les puissances garantes de sa neutralité n'ont consenti à lui accorder que dans un but et dans des intérêts dont nous lui verrions méconnaître la nature avec un bien vif et bien sincère regret. »

Dans ces dernières phrases percent les vues personnelles de Salignac et de Turgot sur la neutralité suisse. Ces deux diplo-

mates ne connaissaient ni la note suisse du 15 février 1848, ni les négociations de 1815. La situation en février et en mars 1852 se distingue peu de celle de février 1848 : même tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de la Confédération, même contestation de sa neutralité qu'on dit accordée par les puissances gracieusement et à certaines conditions, même menace de concert européen contre la Suisse. Seule différence : en 1848, l'entente continentale était établie (tant bien que mal, mais elle existait), au lieu qu'en 1852 il fallait la créer. L'Angleterre en était écartée avec soin.

Dans sa réponse (27 mars), le département politique prend acte des assurances données par la note française relativement à l'indépendance de la Suisse. Il fera droit à toute réclamation fondée contre des réfugiés. Une à une, les allégations de la note du 6 mars sont ensuite réfutées. L'autorité fédérale a de nouveau délégué des commissaires auprès des cantons, après les événements du 2 Décembre, pour travailler à l'éloignement des réfugiés et pour intervenir partout où il y aurait lieu.

Après cette note du 27 mars, aucune demande d'internement ou d'expulsion ne fut plus formulée par la légation de France, jusqu'à la fin de l'année. La grande discussion était close.

Au cours du printemps, un certain nombre de réfugiés nouvellement arrivés rentrèrent en France, d'autres partirent pour l'Angleterre. En été, seule la présence de M. Thiers souleva des discussions diplomatiques.

M. Thiers fut le plus éminent et le plus calme des proscrits du coup d'Etat. Il était arrivé à Kehl le 8 décembre, s'était dirigé sur la Belgique, avait séjourné à Londres ; il vint enfin se fixer à Vevey, vers le 22 juin. Il y vivait « très tranquille ⁽⁹⁹⁾ : il écrit un grand ouvrage et pêche à la ligne » ⁽¹⁰⁰⁾. Entouré des siens, M. Thiers évita les autres exilés.

(99) Hôtel d'Angleterre, aujourd'hui des Trois Couronnes.

(100) *Rapport du préfet de Vevey, 30 juin 1852.*

Il s'agit de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*.

Libre de rentrer en France dès la fin de juin ⁽¹⁰¹⁾, il ne voulut pas profiter de cette autorisation tant que la même faveur ne fût pas accordée aux autres Français frappés par les mêmes décrets.

Mais pour Druey, le séjour de M. Thiers à Vevey fut une occasion de prouver combien sérieux étaient les arrêtés fédéraux sur l'internement et l'expulsion des proscrits. Sans aucun doute, en descendant à Vevey ⁽¹⁰²⁾, M. Thiers avait agi contre l'arrêté du Conseil fédéral publié le 15 février 1851 ⁽¹⁰³⁾. Le département fédéral de Justice et de Police ordonna donc au canton de Vaud de l'interner ⁽¹⁰⁴⁾. Le préfet de Vevey était bien embarrassé d'être chargé de l'enquête et de l'exécution de cet ordre. M. Thiers déclara aussitôt qu'il quitterait la Suisse si le Conseil fédéral maintenait sans motifs l'ordre d'internement et qu'il « ferait connaître au monde que la Suisse libre est le seul pays de l'Europe où on l'ait inquiété dans son asile ». Il rappela comment il avait défendu la Suisse en 1847 et en 1848 quand elle avait toute l'Europe contre elle, avant et pendant la guerre du Sonderbund ⁽¹⁰⁵⁾. Le préfet écrit ⁽¹⁰⁶⁾ que le renvoi sans nécessité « produirait un mauvais effet dans nos contrées » : Vevey était fière de prêter refuge à un si illustre proscrit. Lui-même ne se considérait pas comme réfugié. Le Prince-Président était du même avis.

(101) *Rapport du préfet de Vevey, 30 juin 1852. AF.*

(102) *Ibid.* M. Thiers avait choisi Vevey comme lieu d'exil sur la recommandation de Barman.

(103) Voici la teneur essentielle de cet arrêté : « Les réfugiés français ne sont pas tolérés dans les cantons limitrophes et voisins de la France, savoir : Genève, Vaud, Neuchâtel, Jura bernois, Bâle-Campagne et Bâle-Ville, Soleure, Argovie, Fribourg et Valais » (dans une distance de moins de 10 lieues de la frontière française).

(104) 22 juin 1852, Barman prévint Druey que M. Thiers était muni d'un passeport régulier (*Barman, lettre du 30 juin*).

(105) M. Thiers avait traité d'absurde la politique de Guizot. La Suisse devait une bonne part de la réserve mise dans les notes françaises à l'opposition farouche de M. Thiers et de Lamartine.

(106) 30 juin. Le même jour, entretien de Druey et de Salignac sur l'internement (*fs. Suisse 570/375*), et visite de Barman à Turgot.

Voici cependant ce que Druey écrivait : M. Thiers (107) dépasse de beaucoup « tous les étrangers, réfugiés et autres, que le Conseil fédéral a renvoyés de la Suisse, depuis le 16 juillet 1849. Ledru-Rollin, s'il avait été en Suisse, pas même Mazzini, ne vont à la cheville du pied de M. Thiers, comme homme politique dangereux. M. Thiers étant un homme éminent, empanaché, doit supporter les conséquences de sa position élevée et du rôle qu'il a joué dans le monde. Il ne peut aspirer à l'oubli d'un homme insignifiant et obscur. Ce serait même lui faire injure ». Druey fait suivre cette péroraison de conclusions bien graves: il demande le renvoi de Thiers du territoire helvétique, parce qu'il « est un trop gros personnage politique et d'un caractère trop compromettant pour que l'internement suffise ou ne soit pas trop peu de chose ». Ensuite, parce que Thiers a dicté les conditions et fait des menaces, et enfin, parce qu'il est « plus honorable d'ordonner son éloignement définitivement que d'y arriver par voie indirecte ».

Maintenant, le gouvernement français s'interpose : il fait dire à Druey qu'il juge « inopportune et inutile toute mesure prise contre Monsieur Thiers qui, d'ailleurs, n'est l'objet que d'un éloignement temporaire » (108). Barman avait eu connaissance du voyage projeté de Thiers en Suisse (109) ; il conseille de ne lui susciter aucune difficulté. Le chargé d'affaires suisse connaissait l'avis de Turgot: « Il vaut autant qu'il soit là qu'ailleurs... » (110).

Le Prince-Président désirait qu'on arrêtât toutes les mesures d'internement (111). Alors seulement, Druey cède. A partir du

(107) Citation d'après le rapport du département fédéral de Justice et Police au Conseil fédéral, 2-4 juillet 1852. Le chef de ce département, Druey, avait donné l'ordre d'interner M. Thiers, contre l'avis des six autres conseillers fédéraux (*Salignac à Turgot*, 6 juillet 1852, *fs. Suisse* 571/15).

(108) *Turgot à Salignac*, minute 23, 4 juillet 1852 (*fs. Suisse* 571/11).

(109) L'intention de M. Thiers de se fixer en Suisse romande datait de plusieurs mois (*Barman au Conseil fédéral*, 30 juin).

(110) Turgot crut que M. Thiers était allé en Suisse pour voir la duchesse d'Orléans, assertion que Barman rejeta aussitôt.

(111) *Salignac au Conseil fédéral*, 6 juillet 1852.

7 juillet, l'homme « empanaché, dangereux », est considéré comme simple voyageur. Druey confirme (112) la « non-opposition du Conseil fédéral au séjour de Monsieur Thiers à Vevey ». Un mois après (113), M. Thiers est autorisé à rentrer en France ; il part aussitôt pour Paris.

Avec M. Thiers, le dernier des proscrits de la Seconde République qui aient, en 1852, provoqué des correspondances et entrevues diplomatiques, a quitté la Suisse.

Le calme des derniers mois de cette année est dû en partie aux expulsions ordonnées par le département fédéral de Justice et de Police et à la tranquillité relative des réfugiés, mais surtout à la préparation du plébiscite et de l'Empire en France. Puis, vient l'été : toutes les négociations franco-suissees entrent en sommeil ; dès les premières chaleurs, la diplomatie semble être en vacances, et elle oublie l'affaire des réfugiés français jusqu'aux derniers jours de l'année...

*

La France traitait la question de ses nationaux exilés séparément de celle des réfugiés de provenance étrangère, ce qui fut d'un grand avantage pour la Suisse. Nous pouvons en juger par opposition avec la politique de la Prusse qui, pendant cinq ans, n'a cessé de se plaindre des réfugiés en Suisse, en mêlant ces réclamations à toutes les autres questions politiques ; et cependant, ce même gouvernement de Frédéric-Guillaume IV n'a pas trouvé matière à une seule demande d'internement ou d'expulsion de 1850 à 1852 !

Les négociations franco-suissees furent particulièrement vives et âpres en 1850-1851 et après le coup d'Etat. Ces époques coïncident avec les périodes de difficultés de la Suisse avec la

(112) *Détermination notifiée à Salignac le 10 juillet.*

(113) 8 août 1852.

Prusse et l'Autriche. En 1850, la détente est due à l'intervention du Président de la République, aux sévères mesures prises par le Conseil fédéral, enfin, en 1852, au succès remporté par les conservateurs bernois.

Comme les autres différends survenus entre la France et la Suisse, la question des exilés politiques français s'est donc peu à peu subordonnée aux fluctuations de la politique européenne.

B. QUESTIONS SECONDAIRES

A côté des questions de droit d'établissement et de droit d'asile, se traitaient alors, entre les deux Républiques, une série de problèmes d'importance secondaire. Par moments, le gouvernement français jugeait bon de les joindre à sa politique générale, soit pour accumuler les griefs qu'il avait à l'égard de la Suisse, soit pour rendre à celle-ci un service dont il profiterait plus tard (1).

I. QUESTIONS SECONDAIRES RELATIVES AUX RAPPORTS EXTERIEURS DE LA SUISSE.

a) *Les capitulations suisses en Italie*

Dans cette question, l'attitude de la légation de France prend les tournures les plus curieuses.

En 1849, la France continue d'abord la politique de Bastide,

(1) Nous ne traiterons pas ici des problèmes d'ordre juridique et économique (exécution en Suisse de jugements rendus en France ; mariages mixtes et mariage par devant consul ; propriété littéraire et artistique ; traités relatifs aux postes et télégraphes ; conventions de chemins de fer et rattachement des réseaux français et suisse ; nouvelle monnaie suisse (1850) frappée à Paris et à Strasbourg ; etc.).

car l'intérêt qu'elle a à voir s'éloigner de Naples les régiments suisses s'accroît au cours de l'année. Personne, cependant, ne parle plus de transporter les troupes suisses à Marseille, à bord de vaisseaux français. Si la rentrée des quatre régiments s'effectuait, ce serait donc par la route de Rome. Mais serait-ce celle du Vatican ou celle de la République romaine ? Ou bien Ferdinand lui-même les enverrait-il dans la capitale pour défendre la cause du Pape ?

Au mois de janvier, la question n'était pas brûlante ; Ferdinand était trop engagé en Sicile. « Mais il avait bien l'intention de mettre ses troupes au service du Pape, dès qu'elles auraient étouffé l'insurrection... » (2).

Déjà en mars (3), Barman constate à Paris une tendance de plus en plus marquée à l'intervention en Italie. « Les régiments suisses à Naples joueront un rôle contre la République romaine, ce qui fera pousser les hauts cris ». Les troupes autrichiennes se mirent en marche sur Rome ; Ferdinand se préparait à y intervenir avec l'Autriche et l'Espagne.

Le vote du 30 mars donna carte blanche à Odilon Barrot et Drouyn de Lhuys pour les affaires d'Italie. Tandis que le 16 avril l'expédition de Civita-Vecchia était votée dans l'émotion générale, la question du rappel des mercenaires occupait le Conseil National suisse qui n'aboutit à aucune décision (4).

Pendant tout le mois de mai, la France était occupée du sort du corps Oudinot et des résultats qu'elle attendait de la mission de Lesseps. Le 16 mai, 12.000 Romains allèrent au-devant des troupes napolitaines, rassurés par la trêve conclue avec les Français (5). Personne ne pouvait à ce moment contester au roi Ferdinand le droit de se servir de ses troupes suisses. La France

(2) BOURGEOIS, E. et CLERMONT, E. : *Rome et Napoléon III*, pp. 3-4.

(3) Barman au Conseil fédéral, 12 mars 1849. A noter que ce même jour, « le gouvernement français avait été informé par Schwarzenberg que le Pape, las d'attendre, avait prié l'Autriche de venir immédiatement à son secours » (BOURGEOIS/CLERMONT : *op. cit.*, p. 13).

(4) Salignac (chargé d'affaires provisoire) à Drouyn de Lhuys, 21 avril 1849 (fs. Suisse 563/58 sqq.). Salignac, conservateur, parle pour le maintien des conventions suisses avec Ferdinand II. —

(5) BOURGEOIS/CLERMONT : *op. cit.*, p. 83.

n'était pas fixée au sujet de la République romaine et ne pouvait se décider ni en faveur des capitulations, ni contre elles, même si en Suisse les Conseils venaient à se prononcer définitivement (6). A Berne, enfin, l'avis des modérés prévalut au cours de l'été.

Après l'écroulement de la République romaine, un corps français restait à Rome. Les charges en devenaient lourdes, les difficultés politiques plus embarrassantes encore. C'est alors que Baroche proposa la conclusion de capitulations suisses en faveur du Pape.

Le 22 mai 1851 (7), Reinhard s'enquiert des possibilités qu'il y aurait à recruter des soldats qui assureraient l'existence de l'Etat pontifical. « Je regrette vivement », écrit-il le 30 mai 1851 à Baroche « que la Suisse, dans l'état actuel des choses, ne paraisse pas destinée à offrir de sitôt des ressources accompagnées des garanties nécessaires pour rendre inutile la continuation de l'occupation des Etats du Saint-Siège par les troupes

(6) « Les choses restent *in statu quo*, les deux conseils n'ayant pu s'accorder ». (20 déc. 1850). Salignac était l'ami déclaré des capitulations. Cf. *Salignac à Drouyn de Lhuys et à Tocqueville*, le 21 avril (fs. Suisse 563/58), 1^{er} juillet (fs. Suisse 563/143) et 15 juillet 1849 (fs. Suisse 563/158 sqq.). Pour Salignac, la décision de maintenir les capitulations devait profiter au parti conservateur. Il craint que l'envoyé de Ferdinand, *Ludolf* (et Mgr Bovieri, nonce) ne soit trop intransigeant. Salignac doit avoir insisté en vain, auprès de *Ludolf*, pour qu'il ne compromette pas les conservateurs. « M. Reinhard, que j'attends chaque jour, ne manquera pas... d'appeler son attention sur l'importance de ne pas ôter au parti conservateur, par une attitude trop raide, la possibilité de défendre, sans se dépopulariser, la cause si juste, en elle-même, des capitulations » (15 juillet 1849).

(7) *Baroche à Reinhard*, 22 mai 1851 (fs. Suisse 568/19, minute 12). « Vous trouverez ci-joint l'extrait d'une dépêche de M. de Rayneval, dans laquelle, après m'avoir rendu compte des attaques dirigées en dernier lieu par des soldats romains contre des soldats de notre corps d'occupation, il exprime l'opinion que la Suisse est le seul pays où le Saint-Siège puisse avoir quelque sécurité*, recruter des défenseurs qui le mettent en état de se passer de l'assistance de ses alliés. Veuillez me faire connaître votre opinion sur l'opportunité et les chances de succès des démarches que l'on pourrait tenter en ce moment, pour amener le gouvernement fédéral, sinon à favoriser, au moins à tolérer un tel recrutement. Les préjugés si violents qui s'y opposaient il y a trois ans me paraissent s'être affaiblis, mais je n'ignore pas qu'ils sont loin d'être éteints, et un vote assez récent du Conseil fédéral en a, si je ne me trompe, fourni une preuve non équivoque. Peut-être, cependant, pourrait-on les combattre avec quelque avantage, en intéressant l'amour-propre de la Suisse à hâter l'époque où l'Italie centrale cesserait d'être occupée par des forces étrangères... ».

françaises » (8). Reinhard espère un succès de l'initiative populaire pour la revision de l'article 11 de la constitution (9). Mais le quorum n'aurait pu être atteint à ce moment-là.

Le ministre de France ne se décourage pas si facilement. Il s'entretient avec le chef du gouvernement conservateur de Berne (10) qu'il dit (avec Ochsenbein) favorable à ces capitulations (11). Bloesch croit qu'une tentative de revision de la constitution fédérale n'aurait aucune chance de succès. Mais les Bernois, ajoute-t-il, n'ont pas besoin d'une autorisation pour entrer dans les régiments étrangers » (12). La légation française ne réitéra plus sa demande.

Seule, l'affaire de Naples reparait dans sa correspondance, en février 1852. Ferdinand II, soutenu et même sollicité par l'Autriche, fait déclarer à Berne que la Suisse ne respecterait pas les traités, si elle défendait les enrôlements. Salignac veut « faire plier » le Conseil fédéral : il y a une soixantaine de maisons de commerce suisses dans le royaume des Deux Siciles.. Il aurait suffi d'en séquestrer deux ou trois pendant six mois pour forcer le Conseil fédéral dans ses retranchements et maintenir le droit fixé par les capitulations » (13). Mais tel n'est pas l'avis de Ferdinand ; pour le moment, il se contente de protestations et des succès personnels de Ludolf auprès de quelques cantons. Le départ de nouveaux conscrits sera toléré, les régiments pourront compléter leurs effectifs. C'est tout ce que le roi peut obtenir en l'occurrence. Salignac n'eut plus à s'en occuper en 1852.

L'affaire des capitulations suisses en Italie met bien en relief les fluctuations de la politique française. Quel empressement,

(8) Reinhard à Baroche, 30 mai 1851 (*fs. Suisse* 568/44).

(9) Article 11 de la constitution du 12 septembre 1848 (et de celle de 1874) : « Il ne peut être conclu de capitulations militaires ».

(10) Bloesch, Edouard-Eugène, 1807-1866.

(11) Reinhard à Baroche, 13 juin 1851 (*fs. Suisse* 568/60).

(12) Ibid. Reinhard renouvelle ses regrets sur l'impossibilité qu'il y a de changer, en faveur de Rome, l'article 11 de la constitution. (Reinhard à Baroche, 26 septembre 1851 (*fs. Suisse* 568/255 v.).

(13) Salignac à Turgot, 17 février 1852 (*fs. Suisse* 569/295 v.).

pendant l'été de 1848, pour ramener, sur le champ, les mercenaires du roi réactionnaire et parjure ! Au nom des idées libérales, la France proteste à Naples et à Berne contre les abus révoltants reprochés à Ferdinand .

En 1849, la légation à Berne suit mot à mot les délibérations des Conseils suisses sur la résiliation des traités napolitains. A Paris, on souhaitait le rappel de 6.000 hommes qui pouvaient être gênants pour l'expédition d'Oudinot. Dix-huit mois plus tard, la légation se charge de proposer à Berne des capitulations en faveur du Saint-Siège pour relever le corps d'occupation française.

En mars, et même encore en avril 1851, la Suisse apparaît sous le jour le plus sombre : elle est le seul asile de révolutionnaires qui subsiste en Europe, un foyer d'incendie qu'il faut éteindre à tout prix. Quelques semaines plus tard, elle est, au contraire, le seul pays où le Saint-Siège puisse trouver la sécurité dont il a besoin. Songe-t-on, à Rome, à chercher un refuge provisoire pour le Pape en Suisse ? C'est, en tout cas, la Suisse qui procurera les soldats à l'armée papale.

Après le coup d'Etat du 2 Décembre, Salignac a oublié les événements du 15 mai 1848. C'est maintenant la Suisse qui serait seule coupable, si l'Italie du Sud était livrée à la révolution par suite du rappel des régiments. La diplomatie française semblait dès lors être décidée à soutenir de tous ses efforts le maintien des capitulations suisses en Italie.

b) *La protection du commerce suisse par la France
dans le Levant.*

Depuis des « temps immémoriaux », comme dit La Hitte avec une légère exagération (14), les citoyens suisses établis dans le Levant étaient protégés, eux et leurs intérêts privés et commer-

(14) *La Hitte à Reinhard*, 31 mars 1850 (fs. Suisse, dossier commercial, n° 121).

ciaux, par l'ambassade et les consulats français ⁽¹⁵⁾. En 1839, la France conclut un nouveau traité de commerce avec la Sublime Porte. Celle-ci accordait aux marchandises françaises des avantages douaniers appréciables. Sur les produits manufacturés importés par des bâtiments français, la Turquie prélevait 3 % sur la valeur et 2 % comme droit de consommation, soit 5 % en tout.

La Porte accordait les mêmes avantages aux pays qui n'étaient pas représentés auprès d'elle. C'est donc d'après le pavillon sous lequel les marchandises étaient transportées que les douaniers ottomans fixaient le montant des péages. Depuis 1839, les marchandises suisses furent comprises dans le tarif français, d'accord avec le grand vizir.

Tous les sept ans, la valeur de chaque article devait être fixée à nouveau par une commission mixte. La première période ayant pris fin en 1847 (date de la mise en vigueur d'une nouvelle loi des péages, 1^{er} janvier), on procéda à la nouvelle évaluation. Mais les pourparlers furent interrompus par des complications diplomatiques, surtout au sujet des réfugiés hongrois et polonais en Turquie.

En février 1850, l'évaluation des produits français avait été reprise et, vers la fin du mois, le travail touchait à son terme. Mais les commissaires français apprirent qu'à la suite de l'appui que les Anglais avaient prêté au gouvernement turc, ceux-ci avaient obtenu pour leurs marchandises et sur nouvelle évaluation une remise extraordinaire de 20 %. La France ayant rendu à l'Empire ottoman des services au moins égaux à ceux de l'Angleterre, les commissaires français obtinrent, sur leur demande, la même réduction, dont devaient jouir aussi les produits suisses.

C'est alors que les commissaires turcs déclarèrent que l'évaluation des produits suisses aurait déjà été faite par les com-

(15) Le Divan reconnaissait à toutes les puissances accréditées à Constantinople le droit de protection et de nationalité. Ce droit assimilait vis-à-vis de la Porte les protégés aux nationaux (*Aupick à La Hitte, Péra, 23 avril 1850, fs. Turquie 303/179 v.*).

missaires autrichiens avec ceux de l'Autriche et de l'Allemagne (16).

Les Autrichiens étaient parvenus à ce résultat avec une « inconcevable adresse » (17). L'accord aurait été fait, selon les Turcs « depuis longtemps » (18); il était resté dans le plus grand secret. Lorsque le différend avec la commission française éclata, les Turcs exprimèrent le désir qu'il fût réglé directement entre les gouvernements français, autrichien et suisse.

Les commissaires autrichiens avaient-ils agi par ordre? Toute la question est là. Est-ce une simple affaire de concurrence contre les produits d'exportation suisses? Veut-on enlever aux

(16) *Archives du Directoire commercial de St. Gall*. Les commissaires français levèrent immédiatement la séance, en signe de protestation.

(17) *Apick à La Hitte, Thérapia*, 5 juillet 1850 (*fs. Turquie* 304/33, sq.) « Je ne veux pas employer une autre expression... ».

(18) Les relations diplomatiques ayant été interrompues entre l'Autriche et la S. Porte, de la fin de septembre 1849 au début d'avril 1850, l'évaluation des marchandises suisses par la commission austro-turque aurait donc été faite avant septembre 1849. Mais nous doutons qu'elle soit aussi ancienne. Si les négociations austro-turques du mois de février ne concernent que les 20 % consentis aux Anglais, l'arrangement relatif aux produits suisses ne peut avoir eu lieu qu'en février, peu de jours avant la séance franco-turque levée à la suite de cet incident. Cette supposition est confirmée par un entretien du directeur des Affaires Commerciales aux AE. avec Barman (27 mars); d'après ce directeur, c'est la réduction de 20 % sur les marchandises manufacturées qui aurait provoqué la révision du tarif. La réduction est la même pour toutes les nations, mais les tarifs sont différents.

La diminution de 20 % fut d'abord accordée aux Anglais, après l'entrevue Titoff - Aali Pacha (31 décembre) et probablement avant le départ de l'escadre anglaise, donc au commencement de janvier. Les Français obtinrent les 20 % au cours de ce mois ou, très probablement, vers le 15 février. Les Autrichiens les ont sûrement obtenus après les Anglais. L'internonce [autrichien] se flattait d'accorder aux Suisses des avantages qu'ils n'auraient pas encore reçus par l'intermédiaire des Français. Alors que personne n'en avait encore connaissance (les Suisses apprirent l'immixtion des Autrichiens vers le 25 février), nous en concluons que l'accord austro-turc, du moins dans sa rédaction finale, était de date très récente.

Cela n'est pas sans importance, parce que l'intervention autrichienne eût été, dans ce cas, placée sur un terrain essentiellement politique, dirigée contre la France. En février 1850, une intrigue de ce genre était dans le domaine des choses possibles. L'appui que les Français et les Anglais avaient prêté aux Turcs avait suspendu les menaces ouvertes de l'Autriche et de la Russie. La France barrait la route aux Autrichiens en Italie; elle avait, tout récemment encore, refusé de participer à des mesures répressives contre la Suisse. [Le 3 février, à Paris, La Hitte fit connaître ce refus aux envoyés de Prusse et d'Autriche; la nouvelle de cette réponse négative de la France arriva à Vienne le 10-11 février et pouvait être connue à Constantinople au moment où les commissaires de Schwarzenberg concluaient leur accord commercial avec le grand-vizir].

transports maritimes français, une part du fret régulier pour le Levant ? (19). Serait-ce une petite revanche de l'appui que la France prêtait aux pays en lutte avec l'Autriche et pour les entraves qu'elle opposait aux desseins de Schwarzenberg en Italie et en Orient ? Pourquoi l'Autriche voulait-elle absolument, même à son insu, rendre un service à la Suisse contre laquelle elle était si irritée en 1849 et plus encore, en février 1850 ?

Les commissaires autrichiens à Constantinople nièrent qu'ils eussent agi par ordre de leur gouvernement et lâchèrent prise aussitôt. Ils n'entraveraient, disaient-ils, en rien les efforts de la France pour reprendre sous sa protection le commerce helvétique. Le cabinet de Vienne prétendit tout ignorer des résultats obtenus par ses envoyés en faveur de la Suisse, mais il ne leur donna aucun ordre pour agir différemment (20).

L'affaire se réduirait donc à une simple manœuvre de concurrence : exclusion du marché turc les cotonnades et broderies suisses, trop favorisées par les réductions accordées à la France et par une évaluation peut-être trop basse. Si l'Autriche décidait des valeurs respectives à attribuer aux produits suisses, elle pouvait à volonté les écarter du marché (21).

Au cours de l'été (22), le général Aupick réussit à replacer le

(19) Cf. *La Hitte à Reinhard*, 31 mars 1850 [loc. cit.] : « ...L'avantage que nous pourrions avoir à attirer sur Marseille le transit des exportations pour le Levant... ne saurait... influencer sur nos déterminations ».

(20) Les négociations pour la reprise de la protection française furent d'une lenteur pénible. Un ordre de Schwarzenberg les aurait facilitées.

(21) Explication peut-être trop simpliste, mais la seule que les documents dont nous disposons nous permettent d'admettre. Cf. *La Hitte à Reinhard*, 31 mars 1850 (loc. cit.). : « ...les usurpations du commerce suisse sont avant tout motivées par des taxes que l'application des tarifs autrichiens tendrait à faire supporter aux marchandises suisses ».

(22) Cf. *Dossier commercial*, surtout : *La Hitte à Reinhard*, 19 juillet 1850 (n° 131). Barman avait fait des démarches auprès du ministre de Turquie à Paris (27 mars 1850). Cf. *Aupick à La Hitte, Thérapia*, 5 juillet 1850 (fs. Turquie 304/33 v. sq.) : « Le résultat est dû à la persévérance consommée de nos commissaires ». Les négociations avaient duré de fin février au 15 août 1850. Les commissaires autrichiens avaient repris position contre la France. Mon rapport, écrit Aupick à La Hitte, « vous édifiera sur la conduite des commissaires autrichiens dans cette circonstance où ils n'avaient pas hésité à sacrifier aux leurs les intérêts suisses. Le zèle éclairé de nos commissaires y a mis bon ordre ».

commerce suisse sous l'égide française (23). Quel usage la France allait-elle faire de cette faveur accordée à la Confédération ?

La solution intervenue à Constantinople, Gobineau fut chargé d'annoncer au Conseil fédéral l'arrangement adopté. La France était en droit de demander une faveur en retour de ce service. Gobineau engagea alors avec Druey les premiers entretiens en vue d'un traité relatif à la contrefaçon littéraire et artistique. Mais Druey n'était pas partisan de telles conventions et refusa une seconde fois, à la fin du mois (24) d'entrer en négociation.

La notification officielle de l'accord établi dans le Levant fut faite au Conseil fédéral en mars 1851 (25), les motifs de plainte qu'avait eus la France à l'égard du Conseil fédéral, de septembre à février, ayant cessé d'exister. « Le gouvernement de la république ne peut que saisir avec plaisir l'occasion qui se présente à lui de reconnaître par un témoignage de bienveillance réciproque le retour de bonnes dispositions du gouvernement helvétique vis-à-vis de la France... ».

Ainsi, la protection du commerce suisse en Orient, considérée en septembre comme une valeur d'échange, est devenue peu après un témoignage de réconciliation entre les deux gouvernements (26).

(23) *La Hitte à Gobineau*, 1^{er} septembre 1850.

(24) Cf. *La Hitte à Reinhard*, 19 septembre 1850 (*fs. Suisse, dossier commercial* n° 131). La Hitte s'en remet entièrement à Reinhard « pour décider s'il conviendrait de communiquer officiellement et dès à présent au Conseil fédéral les résultats d'une intervention désintéressée dont le caractère tout bienveillant contraste d'une manière aussi frappante avec les procédés du gouvernement actuel de la Suisse » [sc. non-envoi d'une députation au-devant du Prince-Président, refus de négocier sur la propriété littéraire et artistique, différend entre Reinhard et Druey, cf. pp. 80-82]. Reinhard répond le 27 septembre (*dossier commercial* n° 43) : La voie la plus convenable pour porter le succès à la connaissance du commerce suisse lui « paraît être une lettre qu'il écrirait aux délégués de la Chambre de Commerce de St. Gall ». Envers le Conseil fédéral, Reinhard se borne à l'annonce orale qu'il a faite en passant, lors du refus de Druey d'entamer une négociation pour la répression de la contrefaçon.

(25) Entre le 18 et le 20 mars 1851 (Cf. *Reinhard à Brenier*, 20 mars 1851, *dossier commercial* n° 63).

(26) Cf. l'opinion de Salignac, p. 145.

c) *Colonisation suisse en Algérie*

Xavier Stockmar, le leader radical du Jura bernois, avait eu des relations fréquentes avec Guizot, qui connaissait bien cette contrée. Il lui avait remis un plan de colonisation de l'Algérie qui fut très apprécié par le Président du Conseil. C'est un des points d'accord que nous avons pu constater entre hommes politiques des deux pays qui, les uns, s'occupaient du paupérisme en Suisse, les autres de l'organisation d'une colonie qui n'avait pas encore vingt ans d'existence. Le mémoire de Stockmar n'eut pas de suites immédiates sur la colonisation de l'Algérie.

Les colons suisses, presque tous Valaisans, furent dirigés sur Ameur-el-Aïn, village construit en partie par le génie militaire (27). L'emplacement était des mieux choisis parmi les nouveaux villages de la plaine de la Mitidja. Bâti en 1848, le village reçut ses premiers habitants en 1849. Leur nombre s'accrut rapidement. Soutenues par le canton qui donna 375 francs par famille, transportées aux frais du gouvernement français, de nombreuses familles émigrèrent du Valais en 1851, portant l'effectif des Suisses dans la nouvelle colonie à 283 personnes. « La colonie suisse installée dans ce village depuis quelques mois, réussit à merveille. C'est un plaisir de voir ce qu'on peut faire en peu de temps avec de véritables agriculteurs. Les Valaisans ont fait plus en trois mois, pour assurer leur avenir, que la généralité des colons en un an. Placée dans une situation admirable et jusqu'à présent parfaitement saine, sur un sol d'une rare fertilité, cette honnête population prospérera » (28).

(27) Cf. FRANC Julien : *La colonisation de la Mitidja* (Paris 1928) ; pour les détails sur Ameur-el-Aïn, cf. pp. 371-375. La colonie est située environ à 0°12', à proximité de la ligne de chemin de fer Alger-Boufarik-Blida.

(28) Extrait du rapport d'une tournée d'inspection du gouverneur intérimaire, publié dans le *Moniteur algérien* du 30 juin 1851. Cf. Barman au Conseil fédéral, 5 juillet 1851.

Les demandes affluèrent : 60 personnes de Treytorrens et un nombre considérable de familles d'autres parties du Bas-Valais étaient prêtes à rejoindre leurs compatriotes dans la Mitidja. Reinhard chercha à calmer cette ardeur (29). Vers la fin de 1851, les mauvaises nouvelles d'Ameur-el-Aïn l'y aidèrent : le paludisme et d'autres maladies avaient fait des ravages et porté la mortalité à plus de 28 % pour l'année 1852, alors que le village ne comptait plus que 169 âmes (presque exclusivement d'origine valaisanne). En 1853, l'époque la plus dure était passée.

C'était le premier exemple de colonisation suisse sur le territoire français. Le succès du début avait encouragé les milieux intéressés à étendre ce système d'émigration sous la protection de la France.

En juillet 1852, des entretiens confidentiels eurent lieu entre le président du gouvernement bernois, Bloesch, et Salignac-Fénelon. L'article 11 de la constitution fédérale défendant les capitulations, la Suisse allait bientôt se trouver dans l'obligation d'organiser le départ des individus que le sol natal ne pourrait plus nourrir. Bloesch imagina cette émigration sous deux formes : transport, outre-mer, d'habitants des maisons centrales et pénitentiaires, et émigration de gens non frappés par la loi. Les chefs du gouvernement bernois exprimèrent alors à Salignac le désir de faire un arrangement avec la France pour qu'elle se chargeât de ces transports et consentit à recevoir les condamnés dans ses colonies pénitentiaires.

Bloesch et ses amis étaient en outre disposés, vu « la plaie béante du prolétariat bernois » à faire un sacrifice pour mettre ces émigrations en train. Le président du conseil exécutif « estimait à un millier d'individus le nombre de cultivateurs que Berne seule pourrait nous livrer annuellement. Ces individus

(29) Cf. la note française du 22 juin 1851 (*Ff. III. vol. III, p. 207*) : Le gouvernement français ne paiera plus l'allocation de 6 à 800 francs aux familles émigrées. La France ne recommença à encourager l'émigration pour l'Algérie qu'en mars 1854 (*minute 41, Paris, 31 mars, dossier commercial*).

coûtent bien plus cher en restant dans le canton que ne coûteraient les frais d'émigration » (30).

La proposition en resta à ces ouvertures officieuses. L'émigration libre rendit inutile une entreprise administrative : les agences déployaient leur activité plus ou moins douteuse.

Une autre question qui touche à celle de l'émigration, est celle de la *légion étrangère*. Mais l'histoire des légionnaires suisses est bien plus riche des souvenirs personnels qu'elle évoque que des démarches diplomatiques qu'elle a parfois nécessitées (31).

II. QUESTIONS SECONDAIRES RELATIVES A LA POLITIQUE INTERIEURE DE LA SUISSE.

a) *Médiation française entre le canton du Valais et le Saint-Bernard*

Les moines du Saint-Bernard avaient été de zélés partisans du Sonderbund. Il paraît à peu près sûr que le couvent « a offert un prêt de 100.000 francs aux chefs de cette ligue » (32). Le nouveau gouvernement valaisan soumit la congrégation à une contribution de guerre proportionnée à celles qu'il imposait à d'autres institutions religieuses et aux habitants du canton (33). Tandis que l'abbaye de Saint-Maurice parvenait à un arrange-

(30) Cf. *Salignac à Turgot*, 10 juillet 1852 (fs. Suisse 571/24) : « L'importance de l'affaire, jointe à mon désir de favoriser les conservateurs de Berne*, m'engage à appeler sur cette proposition l'attention de votre regard expérimenté ».

(31) Demandes de grâce en faveur de légionnaires condamnés ; demande faite par Druey, en 1850, de faire enrôler les déserteurs autrichiens, aussi indésirables dans les Grisons que dans le Tessin. A partir du 5 juin 1850, il n'y eut plus d'admission pour l'année, les crédits étant épuisés.

(32) *Reinhard à Tocqueville*, 16 août 1849 (fs. Suisse, dossier spécial).

(33) La dette publique du Valais (dette flottante) était, au début de 1848, de 430.000 fr. (aucun capital disponible, les caisses vides). Part de la

ment avec le pouvoir exécutif de Sion et payait loyalement les impôts extraordinaires, le prévôt du Saint-Bernard refusa tout versement de ce genre. Pour ce monastère, l'un des plus riches de Suisse, il alléguait une extrême pauvreté qui lui rendait impossible de payer quoi que ce fût. Là-dessus, le gouvernement cantonal demanda que la comptabilité du couvent lui fût présentée (34). Refus net et réitéré du monastère (35) ! Mais il était impossible de prélever la somme due par le couvent sur les autres habitants du Valais, déjà lourdement imposés.

La contribution demandée au Saint-Bernard n'était pas exagérée. Le nonce apostolique à Lucerne, Mgr Bovieri, donnait lui-même tort aux religieux (36). La cour de Rome, saisie de cette affaire par une plainte du prévôt, reconnaissait que la somme n'était nullement trop élevée.

Le conseil exécutif à Sion procéda alors à l'expropriation d'un domaine du couvent, puisque tous les avertissements et les prolongations de termes n'avaient aucun effet. « Il est difficile de trouver dans la conduite du gouvernement du Valais, en cette circonstance, quelque chose qui puisse fonder contre lui une accusation d'avoir agi avec précipitation ou avec dureté... Le domaine dont l'expropriation a été effectuée leur serait resté, si les religieux avaient voulu se soumettre à la décision du gou-

dette de guerre (6.180.000) du Valais : 1.100.000, dont 850.000 à payer par les biens de l'Eglise. Mgr Luquet avait offert 300.000 fr. pour le Saint-Bernard (d'après la brochure du prévôt, Mgr Luquet aurait même offert 434.782,60 sur 579.710,10 à verser. Ces chiffres sont sujets à caution).

(34) Le couvent possédait, outre de nombreuses terres situées dans le Valais, des immeubles dans la vallée d'Aoste et avait, selon certains renseignements, des fonds placés sur hypothèque en Lombardie. D'après l'enquête menée par le ministre de Sardaigne, les biens du couvent au Piémont valaient 400.000 fr. et rapportaient annuellement 16.000 fr.

(35) Exposé de la situation par *Reinhard*, 16 août 1849.

(36) Renseignements donnés à *Reinhard* par le ministre de Sardaigne à Berne, 15 août 1849. Reinhard ajoute que la plupart des personnes « avec qui j'ai parlé de cette affaire m'ont paru donner tort à l'hospice ». Barman [frère du chargé d'affaires], le membre le plus influent du gouvernement valaisan, ne serait nullement hostile à l'hospice. *Farina*, ministre de Sardaigne, à *Reinhard*, 15 août 1849).

Les entrevues et la conférence de Martigny (début de 1849) n'avaient pas abouti, malgré l'entremise de Thiard. Les religieux ne s'y étaient pas rendus.

vernement de leur canton « confirmée par le Saint-Siège », et payer la contribution qu'on leur avait imposée (37). D'après Farina (38) et Reinhard, le meilleur moyen d'aboutir à une solution favorable de cette affaire consisterait à donner au prévôt le conseil de ne pas persister dans un système de résistance qu'il pousserait jusqu'à refuser de reconnaître le gouvernement qui siège aujourd'hui à Sion. Il serait inutile de chercher à revenir sur cette vente d'immeubles déjà liquidée et que le couvent aurait pu éviter en consentant, « chose bien simple », à l'inspection de sa comptabilité (39).

Telle est la situation en 1849. Quelle conduite la France allait-elle suivre pour amener une solution équitable, et quels effets la médiation aura-t-elle sur les relations franco-helvétiques ?

Nous distinguons deux phases dans cette intervention française : l'une directe et toute discrète, de 1849 à 1851, l'autre officielle en passant par l'intermédiaire du Conseil fédéral, en 1852. Le gouvernement de la République fut saisi de la question par un appel lancé par Clet, représentant des religieux, et par des démarches du Vatican (40).

Reinhard facilita d'abord des entrevues de Clet avec le chef du gouvernement valaisan, Clairvaz. Mais ces préliminaires secrets n'eurent aucun résultat, puisque Clet refusa tout paiement et tout contrôle de la comptabilité du couvent.

En novembre 1850, Reinhard réussit à faire reporter au

(37) *Ibid.* (extrait, 16 août 1849).

(38) Ministre-résident de Sardaigne en Suisse, du 26 décembre 1848 au 15 août 1849.

(39) Les religieux avaient transporté en 1848 tous leurs livres et toutes leurs valeurs à Aoste (*Clet à Reinhard*, 10 octobre 1850). Cf. *Reinhard à La Hitte*, 29 nov. 1850 : Clet prétendit que le conseil d'Etat voulait réclamer les biens que le couvent possédait à l'étranger. Cf. *département de l'Intérieur du Valais au « Journal des Débats »*, 20 août 1850.

(40) Le gouvernement de Louis-Philippe avait été impliqué dans les affaires du couvent dès 1848, lors de la sécularisation des biens de la congrégation situés dans le Valais (vote populaire du 11 janvier, décret d'exécution de la loi de sécularisation (31 janvier) et promulgation : 6 février 1848).

1^{er} mai 1851 l'échéance des ventes aux enchères de domaines appartenant au couvent (41). Mais au lieu de profiter des six mois ainsi réservés aux négociations sur la contribution à payer (42), Clet se rendit à Paris (en janvier 1851). « Mon retour en Suisse, écrit-il à Reinhard (43), aura lieu aussitôt que quelque incident m'en démontrera l'utilité... La négociation continue, mais à distance... »

A Paris, le délégué du Saint-Bernard attendit tranquillement les « incidents », mais il ne s'en produisit aucun. Le délai s'écoula (44). Le 28 mai enfin, Clet donna signe de vie. Il avait quitté Paris sur le conseil de Baroche et venait d'arriver à Lausanne, indécis sur la route qu'il avait maintenant à suivre. « Après mûr examen, il m'a semblé que c'est à Sion qu'il y a *urgence* * à me rendre » (45).

Le ministre des Affaires Etrangères et Reinhard avaient tout fait pour faciliter la tâche de Clet. Celui-ci se vit même forcé d'avouer à Reinhard qu'après son départ de Suisse (janvier 1851), il avait cessé de s'occuper des intérêts du couvent (46). Il s'en était bien occupé à Paris pour faire venir l'affaire devant l'Assemblée législative, mais sans succès (47). Le 5 octobre enfin, le conseil d'Etat valaisan annonça la prochaine ratification des ventes. Nouvelle protestation de Clet, sans plus d'effet que les précédentes. Des deux côtés, les positions étaient prises ; personne ne voulut céder.

La France, une fois engagée dans l'affaire du Saint-Bernard,

(41) Annoncées le 9 novembre 1850, les ventes furent effectuées le 17. Leur ratification fut renvoyée au 1^{er} mai 1851 par décret du 5 décembre 1850.

(42) La contribution exigée était de 165.000 francs. Le gouvernement était prêt à la réduire et à subvenir aux besoins de l'hospitalité exercée par le couvent, si la pauvreté de ce dernier était démontrée. Le Conseil fédéral se déclara incompétent dans cette affaire (11 janvier 1850).

(43) *Clet à Reinhard, Paris, 5 février 1851. D.*

(44) Cf. « Observateur de Genève », n° 36 du 3 mai, « Courrier du Valais » et « Confédéré » [Fribourg], 3/4 mai 1851.

(45) *Clet à Reinhard, Lausanne, 28 mai 1851.*

(46) Contradiction avec la lettre de Clet du 5 février 1851. Autre contradiction : « Je fus définitivement invité à quitter Sion ». Clet fut, au contraire, invité à négocier.

(47) En juin 1850 et en février-mars 1851.

se devait de la mener à bonne fin ⁽⁴⁸⁾, car les allées et venues de Clet et les démarches faites par Reinhard avaient suscité une polémique de presse.

Dès l'été de 1851, le gouvernement français entra donc en pourparlers officiels avec le Conseil fédéral ; il présenta à Berne (le 12 mars 1852) une note demandant la suspension des ventes et autres mesures rigoureuses appliquées contre le couvent. A cette époque, la situation de la Suisse était pleine de difficultés. L'affaire du Saint-Bernard venait à propos pour augmenter le nombre des griefs qu'avait la France contre la Confédération. La politique suisse était encore trop incohérente pour éviter de telles complications : le gouvernement valaisan avait annoncé de nouvelles ventes juste au moment où la Suisse était aux prises avec tous ses voisins.

Le 8 mai, la Suisse répondit officiellement à la note du 12 mars. Le gouvernement du Prince-Président, très bien disposé à l'égard de la Confédération à ce moment-là, accueillit favorablement cette note et ne demanda plus qu'à connaître la suite donnée à cette affaire par le gouvernement du Valais... Le 12 juin, Salignac-Fénelon, lui-même encore si irrité, au début d'avril, des ventes réalisées par le Valais, a changé d'avis. Il faudra, dit-il, que le Saint-Bernard fasse de son côté quelques concessions et qu'il tienne compte de la pauvreté du trésor. « Telle est l'opinion des prêtres sensés et politiques du canton, et cette opinion me semble juste et fondée » ⁽⁴⁹⁾.

Reinhard avait agi avec une entière sincérité. De l'aveu même de catholiques conservateurs, c'est par la faute du Saint-Bernard que la médiation si épineuse n'a pas abouti à un accord.

Les négociations franco-suissees au sujet du Saint-Bernard

(48) Non seulement Baroche avait consenti à payer à nouveau les allocations annuelles de 2.400 francs au couvent [suspendues en 1847 par Guizot en raison des événements politiques], mais il lui accorda même le paiement d'une partie des arrérages qui n'avaient pas été perçus depuis 1847 (*cf. la note de la direction politique pour le ministre, avril 1851*).

(49) Salignac à Turgot, 12 juin 1852 (*fs. Suisse 570/307 v.*).

ont suivi la ligne politique générale établie entre les deux pays. Elles sont devenues irritantes au moment où la tension entre la France et la Suisse était très forte, et se sont adoucies en même temps que les autres difficultés pendantes, vers la fin du mois d'avril 1852.

b) *Expulsion d'ordres religieux dans le Jura bernois*

Depuis 1841, les « Sœurs de Charité » avaient travaillé à Porrentruy; des « Ursulines » et les « Frères de Marie » s'étaient occupés de l'enseignement primaire. En attendant la fondation d'un « séminaire »⁽⁵⁰⁾, on leur avait confié les écoles primaires à titre provisoire. Le régime radical remercia les ordres catholiques français qui s'étaient fixés dans le Jura et dans l'Ajoie, et comme les sœurs ne partaient pas, le préfet de Porrentruy les expulsa en plein hiver 1849-50⁽⁵¹⁾.

La France les prit sous sa protection. Le régime conservateur bernois les réinstalla en 1854. En février et mars, puis de septembre à novembre 1850 et à nouveau en mars 1852⁽⁵²⁾, la France rangea cet incident parmi les griefs que la Suisse soulevait. Mais en avril et en mai 1850 et en avril 1852, elle laissa de côté cette affaire pour ne pas entraver la campagne électorale, dont les conservateurs attendaient le succès.

Les questions principales et les questions secondaires ont chacune une certaine « valeur marchande », qui varie selon l'état politique de l'Europe et selon les relations plus ou moins étroites et amicales des deux nations. Les affaires dites secondaires restent toujours accessoires, tandis que le droit d'établis-

(50) Expression suisse équivalente à école normale.

(51) Cf. BLOESCH : 243 sqq. et 367 ; BAUMGARTNER : IV, 387. Cf. *Barman au Conseil fédéral*, 25 janvier 1850 : Le sous-directeur des Affaires politiques convient que Berne était dans son droit en enlevant aux religieuses l'hospice de Porrentruy, mais le préfet a agi avec inhumanité et rudesse. Une satisfaction est due aux Français ainsi renvoyés (ils étaient munis de papiers en règle).

(52) Cf. la note française du 6 mars 1852 (*Ff.* 1853: II, 24).

sement et le droit d'asile sont des sujets de négociations menées à part pendant assez longtemps.

L'avantage, dans les négociations diplomatiques (qu'il s'agisse de questions politiques ou économiques), est toujours du côté de l'Etat qui dispose des moyens nécessaires pour faire varier et accumuler au besoin la valeur des différends ou des accords qui le lient à un Etat voisin. L'action diplomatique est donc presque exclusivement menée par l'Etat qui tient le plus grand nombre de pièces dans le jeu. Dans l'époque que nous étudions ici, la Suisse n'a eu que rarement l'occasion de faire une politique active : sa pauvreté en matières premières, sa population qui s'élève à peine à trois millions, sa situation géographique et la neutralité lui ont imposé une attitude plutôt passive. Constantement menacée par quelques grandes puissances, la Suisse a éprouvé tous les désavantages de ce rôle passif qui, d'autre part, lui a donné une grande stabilité pour son développement intérieur après la renaissance politique de 1848.

CHAPITRE V

LA FRANCE ET LA SUISSE DEVANT L'EUROPE PENDANT LA PRÉSIDENTE DE LOUIS-NAPOLÉON

De grandes questions se débattaient en Europe pendant la présidence de Louis-Napoléon. Le prince préparait la résurrection de l'Empire, tant redoutée par les diplomates ; les souverains allemands visaient à la ruine de la démocratie révolutionnaire. Les peuples réveillés par l'idée de la nationalité, conscients d'eux-mêmes, prodiguant d'innombrables sacrifices, luttèrent pour l'idéal républicain. La gauche socialiste commençait à se séparer du libéralisme bourgeois. La droite conservatrice regagnait de la vigueur dans le combat. Elle triomphait à la fin de la seconde année révolutionnaire. Ce qui restait des mouvements démocratiques, c'étaient des foyers isolés, s'avivant ici et là dans de courtes flambées, se consumant eux-mêmes.

Ces mouvements démocratiques en Europe étaient dirigés contre des souverains, tandis que, en Suisse, la démocratie avait été réalisée par le peuple et s'était solidement établie. La Suisse était la seule république de quelque importance sur le continent. Nécessairement, elle devenait l'objet de la plus sérieuse attention de la part des gouvernements monarchiques. Deux affaires leur donnèrent aux moments désirés, les prétextes dont ils avaient besoin pour leur réclamations et leurs menaces. Ce furent la situation de la principauté de Neuchâtel et la présence en Suisse des réfugiés politiques.

Dans quelle mesure la politique française à l'égard de la Suisse était-elle déterminée par sa situation internationale et par les relations de la France avec les Etats européens?

Avant d'aborder ce récit de la politique générale, nous donnerons un aperçu de la situation créée à Neuchâtel par la révolution du 1^{er} mars 1848.

a) *La situation de Neuchâtel après le 1^{er} mars 1848.*

Les alliés de 1815 avaient laissé la principauté de Neuchâtel dans une position équivoque. Ni la Russie, ni Metternich n'avaient osé déposséder le roi de Prusse auquel ils conférèrent pour lui, ses héritiers et successeurs « de nouveau comme auparavant, en toute souveraineté et propriété... la principauté de Neuchâtel avec le comté de Valangin » (1). Cet article établissait une contradiction dangereuse avec l'article 2 de l'acte signé, le 20 mars 1815, par les représentants des puissances et de la Confédération helvétique : « Le pays de Vaud, le territoire de Genève, la principauté de Neuchâtel sont de nouveau incorporés à la Suisse et formeront trois nouveaux cantons ».

Le roi de Prusse eut grand'peine à se faire accorder de nouveau la principauté. La France surtout voyait dans les dispositions équivoques du congrès le germe de futurs conflits. Elle obtint de la Prusse l'assurance que celle-ci reconnaîtrait à Neuchâtel le droit d'opter pour la Suisse, si des difficultés résultaient de l'acte du 9 juin.

Dans l'acte de réunion, la Confédération fit des réserves expresses relatives à la souveraineté de Neuchâtel, en vertu desquelles Neuchâtel, en tant que canton suisse, était libre de prendre des engagements sans les soumettre à aucune ratification ou sanction ultérieure. Le canton était donc indépendant

(1) Article 23 de l'acte final, signé le 9 juin 1815. Sur les origines de la souveraineté prussienne sur Neuchâtel, cf. BOURGEOIS Emile : *Neuchâtel et la politique prussienne en Franche-Comté (1702-1713)*.

dans sa politique, la souveraineté de la Prusse se limitant à des liens personnels et de pure forme.

D'autre part, la Confédération laissait toute liberté à la principauté, quant à la gestion de ses affaires intérieures. Dirigée par les aristocrates dévoués au roi, la principauté réussit tant bien que mal à se tirer d'embarras dans les multiples questions de droit public et international que soulevait son caractère de monarchie républicaine.

Diverses tentatives d'arracher la principauté à la Prusse avaient échoué en 1831. Mais la pensée républicaine avait fait de rapides progrès parmi les ouvriers de l'horlogerie.

A La Chaux-de-Fonds, un comité républicain préparait une assemblée de partisans, lorsque arriva la nouvelle de la proclamation de la République Française. L'assemblée projetée pour le 1^{er} mars n'eut pas besoin d'être convoquée : ce jour-là, les républicains s'installèrent au château après avoir emprisonné les membres du Conseil d'Etat. Sans coup férir, ils s'étaient rendus maîtres de la ville et du canton. Alexis-Marie Piaget fut nommé président du gouvernement provisoire. Les commissaires fédéraux trouvèrent Neuchâtel dans le calme, et, malgré les protestations véhémentes du ministre de Prusse, Sydow, la Diète s'empressa de reconnaître la nouvelle République. Le gouvernement Piaget elabora une constitution qui fut adoptée le 30 avril et dont aucun article ne rappelait le rattachement de Neuchâtel à la couronne de Prusse.

Frédéric-Guillaume IV, obsédé par la révolution de Berlin du 18 mars, délia les Neuchâtelois de l'obéissance qu'ils lui avaient jurée, les autorisant « à ne prendre conseil que de la position et du bonheur de leur pays... » (2).

Par la nouvelle constitution fédérale, la République de Neuchâtel fut incorporée dans le nouvel Etat fédératif. Une restauration monarchique aurait donc amené de graves conflits avec la Confédération tout entière.

Le canton participa aux élections d'automne au Conseil Na-

(2) 5 avril 1848.

tional, comme les autres confédérés, et nomma ses deux conseillers d'Etat. Lorsque le Conseil fédéral entra en fonctions, en novembre 1848, il représentait, pour la politique extérieure, Neuchâtel aussi bien que n'importe quel autre canton.

Cependant, le roi de Prusse n'avait point abandonné ses droits ; il commença à s'en inquiéter dès qu'il eut triomphé de l'insurrection en Prusse.

La discussion sur Neuchâtel se déroulera presque sans interruption jusqu'à la fin de 1852. Jusqu'au protocole de Londres (24 mai 1852), et même après cette nouvelle garantie donnée par les puissances à sa souveraineté sur Neuchâtel, Frédéric-Guillaume IV reviendra à toute occasion sur ses revendications, même contre la volonté du ministère et de la cour.

b) *L'Europe à l'élection de Louis-Napoléon*

Les manifestations de l'esprit révolutionnaire avaient perdu, un peu partout en Europe, de l'énergie qui les avait animées au printemps. Le principe des nationalités, qui avait réveillé tant d'espoirs, semblait tomber dans l'oubli devant les événements du jour. Le Président de la République trouva son pays dans une situation analogue à celle de l'Europe : personne à ce moment-là n'aurait pu dire si ce serait la liberté qui allait prendre le dessus, ou la réaction. L'équivoque de cette situation, en France comme ailleurs, profita au nouveau chef de l'Etat. Il recueillit, de la part des diplomates, des félicitations formulées avec une précaution qui laissa deviner les craintes qu'on avait à son égard. Cette même situation favorisa la politique personnelle qu'il allait inaugurer. A l'intérieur, c'étaient l'indifférence de son ministère vis-à-vis de lui et « la force immense dans une complète solitude » qui l'y forcèrent. A l'étranger, on s'attendait même à voir s'imposer à la diplomatie française une volonté napoléonienne : le prestige du nom égalait dans ses effets la méfiance. On voit la preuve de la politique princière dans les modifications apportées au ministère peu de jours après sa constitution.

Quels sont les problèmes internationaux qui se posaient devant Louis-Napoléon en décembre 1848 ?

La neutralité française et l'énergie de Schwarzenberg avaient sauvé la monarchie autrichienne. L'empire des Habsbourg devait « opérer la fusion de toutes les races par l'armée et la centralisation, pour mettre fin aux prétendus conflits nationaux... » (3). Rejetée hors de l'Italie, l'Autriche aurait assez à faire en Hongrie et du côté des Balkans : telle avait été la conception de Lamartine et de Bastide, telle sera celle du Prince-Président. Ecarter l'Autriche des Etats pontificaux, proposer la médiation entre Gaëte et Rome, sont les buts principaux à atteindre.

En Allemagne, Vienne et Berlin se disputaient l'hégémonie. Schwarzenberg tâchait de lier les Etats méridionaux à sa politique anti-prussienne : il fit échouer le plan de l'unité germanique, symbolisée par la couronne impériale offerte à Frédéric-Guillaume IV. Si la France voulait avoir le champ libre en Italie, non pas pour des conquêtes, mais pour en éloigner l'Autriche, elle devait ménager la Prusse. Louis-Napoléon entretiendra de bons rapports avec Berlin pour être sûr du contre-poids prussien contre Vienne. La neutralité française, dans les événements du Schleswig-Holstein, sera une des conséquences de cette attitude.

Avec l'Angleterre, la France était dans les meilleurs rapports à la fin de 1848 : la médiation commune en Italie du Nord avait ressoudé — provisoirement — une entente aussi cordiale qu'elle pouvait l'être sous l'égide de Palmerston.

Au début de 1849, le centre de gravité de la politique internationale était donc au sud des Alpes. Puis, il se déplace pour se fixer entre l'Autriche et Francfort-Berlin et laisse un foyer de conflits au Schleswig.

La haute politique tourne autour de la Suisse, sans y toucher, jusqu'à l'été de 1849. Lorsqu'il s'agira du reflux et du départ

(3) BOURGEOIS E. : *Manuel*, III, 316.

des réfugiés allemands (sans compter les Italiens), la Diète germanique, le Grand-Duché de Bade, le Wurtemberg, la Bavière, la Prusse et l'Autriche s'occuperont de la Confédération et forceront la France à entrer en ligne.

c) *Le départ des réfugiés allemands*

Les trois insurrections badoises et la révolution dans le Palatinat échouèrent pitoyablement. Rejetés vers le Rhin, les combattants de la République allemande furent forcés de le traverser par milliers pour chercher refuge en Alsace et en Suisse. Jusqu'à l'été de 1849, les Allemands dépassèrent, en Suisse, le chiffre de 11.000 ; en même temps, la guerre italienne fit entrer dans le Tessin et dans les Grisons des Italiens, des Autrichiens (déserteurs). Des Hongrois et des Polonais trouvèrent un asile dans la Confédération, qui fut obligée de nourrir pendant des mois, certains pendant des années, les malheureux défenseurs de la cause démocratique. La Confédération et les cantons supportèrent les lourdes charges que l'hospitalité leur imposait. Mais les conséquences financières furent les moins importantes.

Les cantons du Nord surveillèrent leurs frontières allemandes très imparfaitement. Sinon, comment Hecker, Struve et leurs compagnons auraient-ils pu, par deux fois, repasser le Rhin pour appeler aux armes la population badoise ?

Déjà en 1848, la France avait soutenu la Suisse contre la Confédération germanique (4). En 1849, la situation était plus tendue. La troisième insurrection badoise venait de succomber (5). Le corps prussien s'approchait du Rhin, et, pendant que le danger devenait imminent pour la Suisse, des républicains allemands, notamment Heinzen, Lommel et Becker, lançaient leur propagande tendant à former une « Légion ger-

(4) *Notes badoises* : 11 mai, 5 juillet 1848 ; refus de la Diète 18 mai. Expulsions : Heinzen 1847, 1848, 1849 ; cf. la circulaire du Conseil fédéral, 30 novembre 1848 (seconde insurrection badoise) prescrivant une surveillance serrée des frontières et l'internement « à huit heures de la frontière » de ceux qui seraient entrés en Suisse.

(5) Le chef de la révolution badoise, Sigel, entra en Suisse le 11 juillet 1849.

mano-helvétique au service de la Sicile ». Ces manœuvres plus que compromettantes appelaient une répression immédiate. Thiard insistait pour l'internement des promoteurs de ces projets fantaisistes: il trouva le Conseil fédéral tout disposé à collaborer avec la France pour chasser ces individus remuants (6).

Le 16 juillet, le Conseil fédéral décida de renvoyer les chefs allemands. Son décret fit la meilleure impression dans les milieux diplomatiques et désarma la Confédération germanique. Tocqueville se décida alors à une triple action pour tirer la Suisse d'un embarras sérieux. Salignac craignait que la proximité de Neuchâtel n'incitât les Prussiens à une invasion (7). Tocqueville invita d'abord le Conseil fédéral « à la plus extrême circonspection », au respect le plus scrupuleux des obligations du droit des gens « qui seront à peine suffisants pour mettre la Suisse à l'abri des compromissions où pourraient l'entraîner les réfugiés politiques admis sur son territoire » (8).

En second lieu, Tocqueville intervint à Carlsruhe, à Francfort et à Berlin, à Stuttgart et à Munich. Il insista pour la solution pacifique du conflit imminent et offrit les bons services de la France pour rétablir l'entente entre les deux Confédérations germanique et helvétique. La Suisse demanda comme condition préalable à la rentrée des réfugiés dans leurs foyers une amnistie complète pour leurs actes politiques. Elle se refusa à livrer des insurgés accusés de méfaits d'ordre criminel, parce que personne n'aurait pu leur éviter d'être jugés, au fond, pour leurs actes politiques. En outre, le Conseil fédéral garda le matériel de guerre saisi aux frontières, comme un des seuls atouts dont il pouvait disposer pour obtenir l'amnistie en faveur des réfugiés. La France réussit, peu à peu, à faire accepter une politique modérée à la Bavière, puis au Grand-Duché, fina-

(6) Par contre, Thiard ne voulait pas mêler sa légation à une aussi triste affaire que celle de Lola Montès. Auguste Zapon qui avait joué un certain rôle à la cour de Munich, fut expulsé du canton de Vaud en avril 1849 (il s'était fixé à Nyon ; cf. sa lettre accompagnée de sa brochure sur Lola Montès, portant en tête une couronne dorée, *fs. Suisse* 563/52).

(7) Cf. *Salignac à Tocqueville*, 24 juin 1849 (*fs. Suisse* 563/130).

(8) *Tocqueville à Salignac*, 1^{er} juillet 1849 (*fs. Suisse* 563/141) et 11 juillet (*fs. Suisse* 563/150 sq.).

lement au Wurtemberg. Il ne s'agissait plus que de calmer Francfort, Vienne et Berlin. Cette médiation se fit aussi sentir dans la liquidation de l'incident de Busingen : les 170 Hessois qui s'étaient emparés de cette enclave badoise dans le canton de Schafhouse se retirèrent peu après sur le territoire allemand (9). La grande levée de troupes ordonnée par le Conseil fédéral était venue à propos pour soutenir, du côté suisse, les efforts diplomatiques de la France. En dépit de l'avance très marquée du corps prussien vers le sud et du cordon de troupes autrichiennes échelonnées de Domo d'Ossola à Bregenz (20.000 hommes), Tocqueville ne croyait pas à une attaque de leur part contre la Suisse (10).

La troisième disposition adoptée par le cabinet français sur la proposition de Tocqueville était l'ouverture d'un passage à travers la France pour les « réfugiés-chefs » renvoyés de Suisse (11). Barman présenta la demande relative au départ des Allemands compromis dans la dernière insurrection badoise, le 28 juillet. Le Conseil fédéral pria la France de recevoir les chefs militaires et civils expulsés de la Confédération, de laisser passer par le territoire français les réfugiés du Palatinat et d'autres contrées au nord du Grand-Duché, et d'appuyer auprès des gouvernements allemands les demandes d'amnistie que le Conseil fédéral pourrait éventuellement leur adresser (12). Les

(9) 21 au 30 juillet 1849. Cf. LEUTENEGGER Albert : *Der Büsinger Handel*, 1849.

(10) *Tocqueville à Salignac*, 1^{er} et 11 juillet 1849, à Reinhard 28 juillet (fs. Suisse 563/141, 150-151, 207-208).

(11) L'idée paraît venir du Conseil fédéral. Au lendemain du décret du 16 juillet, Furrer pria Reinhard de soutenir auprès du ministre des A.E. une demande dans ce sens (*Reinhard à Tocqueville*, 18 juillet, fs. Suisse 563/167) « ...si la Suisse devait garder tout entière la mauvaise population qui est venue envahir son territoire, la présence de ces éléments de désordre sur son sol aurait peut-être en définitive pour la France plus d'inconvénients qu'il n'en pourrait résulter de la nécessité où nous nous trouverions de permettre aux révolutionnaires les plus compromis de traverser notre territoire ou d'y séjourner sous une surveillance rigoureuse... »

Reinhard insiste sur la *spontanéité* avec laquelle le Conseil fédéral a pris la décision du 16 juillet.

(12) *Conseil fédéral à Barman*, 17 et 23 juillet. *Circulaire fédérale*, 24 juillet. *Barman au Conseil fédéral*, 23 juillet.

Etats allemands eux-mêmes appuyèrent discrètement cette demande (13).

Le Conseil fédéral était animé de la meilleure volonté, mais l'administration était encore trop jeune et celle des cantons favorables aux réfugiés était assez expérimentée pour opposer à ses ordres une force d'inertie efficace.

Le décret du 16 juillet ne reçut, pendant huit semaines, aucune exécution. La Suisse, comme le disait Barman à plusieurs occasions, semblait dormir du sommeil du juste.

Cependant, le mécontentement allemand allait en grandissant. Tocqueville voyait le danger pour la Suisse et pour l'Europe, mais les conseils qu'il donnait à Berne n'eurent pas d'effet. Le ministre eut alors recours à un moyen simple : faire sentir à la Suisse tout le poids de l'hospitalité qu'elle continuait à accorder à tous les aventuriers politiques (14). Il fit fermer les frontières aux réfugiés qui voulaient traverser la France pour gagner l'Angleterre ou les Etats-Unis. En même temps, il assura Barman du concours de la France, si la Suisse était menacée. « Nous risquerions plutôt la guerre que de vous laisser opprimer ou humilier » par les puissances. « Mais, si vous ne mettez pas la raison pour vous, ne comptez que sur vous-mêmes, et défendez-vous seuls contre toute l'Europe... » (15). Les cantons radicaux étaient

(13) Cf. Reinhard à Tocqueville, 27 juillet 1849 (fs. Suisse 563/204 sq.) : « Je n'ai pas besoin de vous dire... que les diplomates et militaires allemands arrivés ici pendant ces derniers jours, et M. de Berckheim en particulier, m'ont exprimé le plus vif désir de voir le Gouvernement français, dont l'attitude et la conduite ont déjà tant contribué au rétablissement de l'ordre matériel en Allemagne, rendre possible par son concours une solution favorable de la question des réfugiés en Suisse ». (Berckheim, ministre de Bade à Berne, successeur du baron de Marschall ; Liel, chef d'Etat-major du général von Penken, envoyé à Berne pour atténuer l'effet produit en Suisse par l'affaire de Busingen).

(14) TOCQUEVILLE, *Souvenirs*, p. 376.

(15) Cf. p. 124. Il s'agit surtout de l'entretien de Tocqueville avec Barman du 15 septembre 1849. Barman se plaint auprès du ministre des AE des attaques de journaux contre la Suisse. Tocqueville explique cette campagne de presse par la situation actuelle de la Suisse dont elle était, en partie, responsable. Des rapports peu rassurants étaient parvenus au cabinet, de Varsovie, de Berlin et de Vienne, « sur les dispositions qu'on y manifeste en ce moment envers la Suisse ». La satisfaction (après les mesures du 16 juillet) a fait place à un mécontentement non équivoque causé par la complète *inexécution* de ces mesures. La Suisse retient toujours le matériel de

les premiers à être las des charges que les réfugiés leur faisaient supporter.

Entre temps, Mazzini se promenait à Genève. Enfin, vers la fin du mois de septembre, les premiers réfugiés-chefs partirent pour Le Havre, et des centaines de partisans de l'insurrection purent rentrer dans leurs pays (Prussiens rhénans, Hessois) (16). En octobre, les départs s'effectuèrent avec une certaine régularité (17). La plupart des expulsés prirent le bateau pour l'Angleterre ; on leur avait laissé le choix entre la Grande-Bretagne et l'Amérique du Nord (18).

Ce qu'il y a de remarquable dans la politique de Tocqueville, c'est la séparation qu'il fait entre les intérêts français (19) et la politique des puissances dans l'affaire des réfugiés. La France avait lieu de se plaindre de la liberté laissée aux exilés français. Tocqueville a soin de calmer les puissances en septembre comme

guerre réclamé par les Etats allemands. Tocqueville « craint que dans l'ardeur née du succès complet et général de la réaction, on ne songe sérieusement à molester la Suisse qu'on envisage comme un foyer de révolution ». Reinhard n'a rien obtenu de tout ce qu'il demandait au Conseil fédéral au sujet du renvoi des réfugiés. *Tocqueville a jusqu'à présent « cherché à excuser ce retard auprès des gouvernements étrangers, mais ...il est actuellement à bout de motifs à mettre en avant »*. Tocqueville a un « sincère intérêt pour la Suisse et aussi le désir d'éviter à la France de nouvelles complications » (*Barman au Conseil féd., 15 sept.*).

(16) Cf. sur les retards apportés au transport des réfugiés : *Rapport du chef du département fédéral de Justice et Police, Druet, 5 sept. 1849. Circulaires du Conseil fédéral* : 16/17 juillet, contenant l'arrêté du 16 ; 20 juillet, expliquant l'exécution du décret du 16 ; 27 juillet : conditions imposées aux réfugiés renvoyés pour leur passage à travers la France (*Circ. du département de Justice et de Police*) ; 9 août : sur les changements apportés par le gouvernement français aux conditions qu'il avait d'abord mises au passage des réfugiés par la France ; signalement des chefs, envoyés aux départements cantonaux de Justice et Police ; 21 août : sur l'exécution de l'arrêté du 16 juillet.

(17) Barman au Conseil fédéral : « M. de Tocqueville a très bien accueilli les explications et il a reconnu loyalement la part qui revient à la France dans le retard de la mise à exécution de l'arrêté ».

(18) Le 1^{er} octobre, 14 chefs quittèrent la Suisse, parmi lesquels Heinzen et Struve, Goegg et un nommé Sigel. Ce dernier devait être le sosie de François Sigel, chef de la troisième révolution badoise. Le « vrai Sigel » s'en alla à Genève, puis à Lugano où il fut découvert en avril 1851. Sigel fut déporté en Amérique, mais alla en Angleterre en mai 1851. Sigel devint plus tard général dans l'armée américaine (guerre de sécession). Cf. NER Werner : *Die Schweiz in der deutschen Revolution*, pp. 61, 71.

(19) Sur l'arrêté fédéral du 10/11 septembre (éloignement de la frontière des réfugiés français) ; cf. p. 240.

il l'avait fait en juillet (20). Ni le ministre ni Reinhard (21) ne doutèrent de la sincérité du Conseil fédéral (22). Bientôt l'intervention française à Carlsruhe et à Berne arriva à faire conclure un accord entre le Grand-Duché et la Suisse (et entre la Bavière et la Suisse); les armes furent restituées, une amnistie fut proclamée. Les bruits de guerre se dissipèrent. Les puissances allemandes et l'Autriche avaient de quoi s'occuper dans leurs propres pays. « La prudente fermeté du Conseil fédéral », l'influence décisive de Tocqueville et les différends entre les Etats allemands ont écarté pour le moment des « complications fâcheuses... qui s'annonçaient déjà par des symptômes assez inquiétants ».

*
**

La politique d'Alexis de Tocqueville dans l'affaire des réfugiés allemands mérite le récit développé que nous en avons fait parce qu'elle est restée le modèle de la politique française dans toutes les difficultés ultérieures entre les puissances et la Suisse.

(20) *Barman au Conseil fédéral, 17 septembre 1849.* Le 31 août, des bruits de projets dirigés contre la Suisse amenèrent une baisse à la Bourse. Les bruits furent confirmés par les dépêches des ambassadeurs à Saint-Petersbourg, à Vienne et à Berlin. « *M. de Tocqueville m'a dit être parvenu à éviter à la Suisse, il y a deux mois, une note collective des puissances et qu'il désirerait pouvoir répondre par des faits positifs à de vagues réclamations* ». « Le vent est partout à la réaction et Neuchâtel lui offre un prétexte tout trouvé ». Cf. *Tocqueville à Reinhard, 8 sept. (minute 10, fs. Suisse 563/332)* : « ...Nous n'avons pas hésité à plaider chaudement la cause du gouvernement suisse auprès des gouvernements allemands » Cf. *fs. Francfort 809/192; France MD 740/31, circ. 28 août 1849.*

(21) *Cf. Reinhard à Tocqueville, 19 septembre 1849 (fs. Suisse 564/8 v.)* [sur le rapport de Druey du 5 septembre, sur la question des réfugiés]. « Cette pièce volumineuse [ce rapport] ...est une preuve frappante de la position difficile du Conseil fédéral qui, malgré ce que la nouvelle constitution helvétique paraît avoir fait pour centraliser le pouvoir, est obligé de recourir pour la moindre chose à l'intermédiaire des autorités cantonales, de manière qu'il faut en tirer la conséquence qu'en réalité *les retards dans l'exécution de l'arrêté du 16 juillet*, dont se plaignent les puissances allemandes, *sont dus aux institutions de la Suisse et non à la mauvaise volonté du Conseil fédéral* ».

(22) *Cf. Reinhard à Tocqueville, 28 septembre (fs. Suisse 564/40 v.)*, sur les charges imposées à la Confédération par le séjour et le départ (subventionné) des réfugiés. Le voyage de Heinzen coûtera 1.200 francs, celui de Struve 600, etc. [1 livre de Suisse d'ancienne valeur = 1 fr. 46 centimes de France]. « On peut voir par ces sacrifices que le Conseil fédéral fait supporter à la caisse centrale de la Confédération, combien l'exécution complète et fidèle de l'arrêté du 16 juillet lui tient à cœur ».

En défendant la Suisse contre de vagues accusations et contre les visées du roi de Prusse sur Neuchâtel, la France couvrit de sa protection plus que sa frontière du Jura : Tocqueville empêcha la réaction de détruire un Etat démocratique. Pendant le ministère de Turgot et de Salignac-Fénelon, le Prince-Président leur fera comprendre que les intérêts de la France les obligent à s'opposer à l'intervention austro-prussienne en Suisse. Mais leur politique aura, pour l'état constitutionnel de la Suisse, pour Neuchâtel, pour le droit d'asile, les mêmes effets que l'attitude plus idéaliste de Tocqueville.

La manœuvre tentée par l'Autriche et la Prusse se répétera pendant quelques années ; la politique française s'engagera toujours dans la voie tracée par Tocqueville.

Cette politique s'inspire du principe que la question de Neuchâtel et l'affaire des réfugiés servent de prétextes aux puissances. La méthode française reste la même qu'en 1849 : 1° ouvrir un débouché pour débarrasser la Suisse d'éléments indésirables, même en contribuant aux frais de transport ; 2° médiation entre les puissances et la Suisse ; 3° insister fortement à Berne (si besoin était par des représailles), sur l'exécution des arrêtés fédéraux.

Reinhard a raison : une autre attitude aurait porté préjudice aux intérêts français. Car pour les puissances de l'Est, ni l'affaire de Neuchâtel, ni celle des réfugiés n'étaient le motif principal de leur politique, mais bien l'existence d'une Suisse démocratique, pays d'où elles voulaient éliminer l'influence française, démocratique elle aussi.

d) *Projets d'intervention austro-prussienne*
(décembre 1849 à mars 1850)

La Prusse et l'Autriche, désunies par les questions allemandes, paraissaient se mettre d'accord dans leur politique suisse.

Le droit d'asile helvétique, protégé par la France, passait d'abord à l'arrière-plan dans les préoccupations du cabinet de

Vienne. Schwarzenberg lia partie avec le Tsar pour menacer la Porte. Car l'Empire ottoman abritait des Polonais et, avec Kossuth, un grand nombre de Hongrois exilés. Mais, à Constantinople, ce fut encore la France qui, soutenue par les Anglais, s'opposa aux desseins austro-russes. L'Autriche se résigna, non sans mettre quelques obstacles au commerce français et suisse dans le Levant (23). La paix en Orient était assurée depuis la réconciliation de Titoff avec Aali Pacha (24).

Aussitôt, la Prusse (25) et l'Autriche se mirent de nouveau à s'intéresser à la Suisse.

Déjà en septembre, l'Autriche avait gagné le concours de la Sardaigne (26). La Confédération éloigna du Tessin inférieur nombre de révolutionnaires romains et renforça les organes de surveillance. La Sardaigne fit même des efforts pour faire adresser à Berne des représentations françaises. L'Angleterre s'abstenait de toute démarche (27).

Schwarzenberg envisagea le projet de reléguer les réfugiés allemands dans un bagne français très éloigné et de limiter le droit d'asile en Suisse. Mais le ministre de France à Vienne s'y opposa. Il fit comprendre à Schwarzenberg que la France avait plus de sujets de plainte que l'Autriche contre la Suisse et ne songeait pourtant à aucune des mesures rigoureuses proposées par lui (28).

Encore dans l'été de 1849, l'Autriche avait refusé d'inquiéter la Suisse pour faire plaisir à la Prusse et s'en était même fait

(23) Cf. p. 267-271.

(24) 25 et 31 décembre 1849.

(25) Cf. *Lurdes à Tocqueville, Berlin, 6 juillet*.

(26) Le 24 septembre, Farina [envoyé sarde à Berne] demanda l'internement de réfugiés italiens à Genève et menaça de prendre des mesures de rigueur contre la Suisse en cas de refus de celle-ci. Cf. *Reinhard à Tocqueville, 24 septembre 1849 (fs. Suisse 564/26)*. Une seconde note sarde, très catégorique (15 décembre), réclama à nouveau l'internement de réfugiés sardes, et l'expulsion de Mazzini qui était parti de Genève en octobre. [Etrange contraste avec l'offre d'alliance de 1848 !].

(27) Cf. GUICHEN : I, 458.

(28) *Beaumont à La Hitte, 19 novembre 1849*.

un mérite auprès du gouvernement français ⁽²⁹⁾. Celui-ci resta dans son attitude réservée.

En Suisse, cependant, tout semblait devoir embarrasser le Conseil fédéral.

Mazzini allait et venait entre les cantons de Genève et de Vaud; il quitta la Confédération en octobre, mais Vienne et Turin se montrèrent effrayés de sa présence en Suisse jusqu'au mois de décembre. Le 8 novembre, le Conseil fédéral souleva lui-même la discussion sur Neuchâtel. Les élections genevoises avaient à nouveau porté James Fazy à la présidence du conseil d'Etat. Des envoyés spéciaux cherchaient à engager des officiers suisses dans l'armée qui devait défendre le Schleswig contre la Prusse. Le ministre Odilon Barrot était démissionnaire : on pouvait craindre que les intrigues des cours centrales ne reprissent avec un nouveau ministre des Affaires Etrangères en France.

Heureusement, La Hitte résista aux deux puissances et à la Sardaigne avec autant de fermeté que l'avait fait son prédécesseur. Le cadeau de Nouvel-An que Schwarzenberg et son allié prussien voulaient faire à la Suisse, était un « renfort de police » qui devait « soutenir les efforts des gendarmes suisses pour s'emparer des révolutionnaires... » ⁽³⁰⁾. Beaumont savait bien que ce « renfort » n'était qu'une formule diplomatique qui cachait une pensée d'occupation.

La politique de Schwarzenberg s'embrouilla dans des contradictions. D'une part, il rassemblait autour du cabinet viennois les cours de l'Allemagne du Sud et allait s'opposer de toutes ses forces à l'entrée de tous les Etats autrichiens dans l'unité allemande. Le Schleswig était une complication qui rendait encore plus difficile l'entente avec le roi de Prusse. D'autre part, après quelques résistances, le successeur de Metternich suivit docile-

(29) *Steiger* [chargé d'affaires intérimaire de Suisse à Vienne] avait signalé au Conseil fédéral les démarches prussiennes auprès de Schwarzenberg ; cf. *Barman au Conseil fédéral*, 23 octobre 1849. *La Hitte à Reinhard*, 27 novembre 1849 (minute 15, fs. Suisse 564/161 sq) ; cf. *GUICHEN* : I, 459.

(30) Beaumont répondit que la France admettrait toutes les mesures qui garantissaient l'indépendance de la Suisse. Cf. le récit de la conversation Beaumont-Schwarzenberg, 12 décembre 1849, ds. *GUICHEN* : I, 459 sq.

ment Frédéric-Guillaume IV dans tous les détours qu'il empruntait pour ressaisir son autorité princière sur Neuchâtel. Comment expliquer cette attitude de l'Autriche ?

Après la révolution du 1^{er} mars 1848, la Prusse s'était refusée à reconnaître le gouvernement neuchâtelois. En conséquence, la légation de Prusse, établie à Berne depuis l'installation du Conseil fédéral, ne signait plus les passeports émis par la chancellerie républicaine de Neuchâtel. D'autres ennuis s'ensuivirent. Pour mettre un terme à de telles chicanes, le Conseil fédéral proposa à la Prusse un règlement définitif de la question de Neuchâtel (31).

L'acte du 8 novembre 1849 fut de mauvaise diplomatie. La Prusse affectait de voir dans la proposition suisse non une invitation de négocier, mais un aveu impliquant la reconnaissance des droits du roi de Prusse (32).

Dans sa réponse du 21 novembre, Frédéric-Guillaume IV se déclara prêt à s'entendre avec le Conseil fédéral sur les moyens de rétablir le gouvernement légitime dans la principauté de Neuchâtel. Le 30 du même mois, Berlin communiqua les notes précitées aux puissances qui avaient garanti les droits du roi sur Neuchâtel et les pria d'engager la Suisse « à persévérer avec une entière franchise dans la voie où elle est entrée » par sa note du 8 novembre (33).

La Hitte se méfiait.

Il chargea Reinhard de s'assurer si vraiment quelque idée de

(31) Wildenbruch croit savoir que le Conseil fédéral avait envoyé sa note du 8 novembre sur l'instigation de Peel, « soit d'après les instructions de sa cour, soit de son propre mouvement, et dans l'espoir de terminer avant l'arrivée de Sir Edmund Lyons, sa mission intérimaire par un coup d'Etat. Peel croyait que le roi de Prusse céderait ses droits sur Neuchâtel contre une indemnité pécuniaire » (*Fs. Suisse* 564/199).

(33) *Fs. Suisse* 564/174. *Note verbale prussienne*.

(32) Réponse de la Prusse au Conseil fédéral : 21 novembre 1849.

(34) La Hitte fut « particulièrement frappé » de lire dans la réponse prussienne du 21 novembre le passage où il est question d'assurer le bien-être du pays « d'une manière stable conforme à l'état actuel de la Confédération ».

transaction existait du côté suisse ⁽³⁴⁾ et de faire, le cas échéant, ce qui dépendrait de lui pour faciliter un arrangement ⁽³⁵⁾.

Reinhard devait attirer l'attention des hommes influents sur l'avantage d'une entente avec la Prusse, même au prix de quelques sacrifices. Il devait faire remarquer les graves complications que pourrait susciter l'affaire, surtout en ce moment où la Prusse entretenait des forces considérables aux portes de la Suisse. L'appui moral de l'Autriche ne lui manquerait pas.

La Hitte change donc l'invitation prussienne (de s'employer à Berne pour le rétablissement de l'autorité princière à Neuchâtel) en un avertissement amical : le Conseil fédéral devra faire preuve de la plus grande prudence pour ne pas justifier une agression aux yeux de la Prusse.

Le Conseil fédéral, voyant, depuis quelque temps, la Prusse garder le silence sur la question de Neuchâtel, la croyait absorbée par les affaires allemandes ; il supposait, à tort, qu'elle serait disposée à abandonner ses prétentions sur la principauté. Il s'aperçut trop tard de sa fausse démarche ⁽³⁶⁾. Néanmoins, il soutenait, dans sa réponse à la Prusse, la thèse suisse suivant laquelle le changement survenu à Neuchâtel était un fait accompli qui avait reçu de la nouvelle constitution fédérale sa sanction définitive.

Le différend menaçait donc, au lieu de s'aplanir, d'amener la rupture entre la Prusse et la Confédération ⁽³⁷⁾. Si le roi faisait

(35) *La Hitte à Reinhard*, 1^{er} décembre 1849 (*fs. Suisse* 564/172, *minute* 18). « Nous nous rendons trop bien compte des difficultés de leur position [sc. des hommes politiques] pour nous hasarder à leur donner des conseils positifs ».

(36) *Cf. Reinhard à La Hitte*, 7 décembre 1849 (*fs. Suisse* 564/188).

(37) Dans sa dépêche du 14 décembre (*fs. Suisse* 564/195 v), Reinhard chercha une transaction fondée sur la phrase de la note prussienne du 21 novembre, relevée par La Hitte (*cf. p. 295, note 37*). Le roi de Prusse entrerait comme souverain du canton de Neuchâtel parmi les Etats fédérés. La garantie fédérale des constitutions cantonales serait, selon la constitution du 12 septembre 1848, « accordée pourvu qu'elles [les constitutions] assurent les droits politiques d'après des formes républicaines, représentatives ou démocratiques ». Furrer croyait qu'il n'était pas entièrement impossible de trouver un « terme moyen » qui permettrait un tel arrangement. Mais les difficultés de la transaction elle-même seraient très grandes...

marcher, à l'appui de sa note, les troupes jalonnées le long du Rhin, il pourrait en résulter « une secousse qui ébranlerait non seulement la Suisse, mais l'Europe entière » (38). Le moment était grave; mais *Frédéric-Guillaume IV songeait plutôt à entrer dans la Confédération helvétique* qu'à lui faire la guerre (39).

Personne n'a traité, à cette occasion, avec Reinhard, la question de savoir quelle conduite la France tiendrait dans le cas où la Prusse invoquerait vis-à-vis d'elle les traités de 1815 (40). La note verbale prussienne les reconnaît toujours comme entièrement obligatoires pour la France. Ce n'est pas par amitié pour le roi de Prusse, ou en retour de quelque service rendu par lui, que les puissances lui prêteraient un concours volontaire. C'est au nom des traités de Vienne que Frédéric-Guillaume IV demande aux co-signataires de faire valoir à Berne ses droits sur Neuchâtel. Il suffit de soumettre aux puissances des documents. Elles *en prendront acte et y puiseront elles-mêmes un motif pour faire respecter des droits reconnus par elles-mêmes*. Le roi ne prie pas la France d'appuyer sa note à Berne, il *désire* particulièrement que la France veuille bien employer toute son influence sur le Conseil fédéral dans le sens de la note prussienne. On ne s'étonnerait donc pas de le voir invoquer la Sainte-Alliance dans ses rapports avec le Tsar et François-Joseph.

A partir du 30 novembre 1849, la France était engagée à fond

(38) Wildenbruch (envoyé de Prusse à Berne) avait l'instruction formelle « de ne pas ouvrir la bouche le premier à l'égard de la question de Neuchâtel » (*ibid.*).

(39) Cf. Reinhard à La Hitte, 17 décembre (fs. Suisse 564/197 sqq.) (sur son entretien avec Wildenbruch). Le gouvernement prussien avait donné à Wildenbruch « l'instruction très confidentielle que, s'il était consulté sur la disposition du roi de Prusse à entrer dans la Confédération suisse, même avec sa constitution actuelle, il devait faire à de telles ouvertures une réponse affirmative. Wildenbruch emploiera toute son influence sur le cabinet et celle plus grande encore que ses relations personnelles lui donnent sur l'esprit du roi pour mener à bonne fin cette négociation ».

(40) Voici le passage relatif à ces traités dans la note verbale du 30 nov.: « Il importe au gouvernement prussien de faire parvenir le contenu des notes précitées à la connaissance des puissances qui ont garanti les droits de S. M. le Roi de Prusse sur la Principauté de Neuchâtel, afin que ces puissances puissent en prendre acte et y puiser un motif pour faire adresser à l'autorité fédérale helvétique... des conseils pressants... ».

dans l'affaire de Neuchâtel : les traités de Vienne sont invoqués par le roi de Prusse. La France de Louis-Napoléon les reconnaît-elle, ou non ? Voilà une question d'importance européenne dissimulée derrière cette petite affaire de Neuchâtel. Frédéric-Guillaume IV envisage la perte de la principauté, mais avant de l'abandonner, il veut au moins sauver son titre de prince et s'assurer la reconnaissance des traités de Vienne par Louis-Napoléon.

Reinhard lui-même est dans le doute sur ce point ⁽⁴¹⁾. Mais il reconnaît la grande portée du problème tant pour la France que pour l'Europe. D'Oschando, secrétaire de la légation russe à Berne, confirme involontairement, qu'il s'agit au fond de la reconnaissance, par la France, des traités de 1815 à laquelle la Prusse, appuyée par la Russie, veut arriver ⁽⁴²⁾. Si la Suisse permettait le rétablissement de « l'ordre légal » à Neuchâtel, elle reconnaîtrait par cet acte les stipulations de Vienne. La Russie reprendrait les relations diplomatiques avec la Suisse, interrompues pour rupture desdits traités depuis 1848 ⁽⁴³⁾.

Le cabinet de Berlin croyait trouver un appui dans les traités au nom desquels il demandait à la France d'exercer son influence à Berne en faveur de Frédéric-Guillaume IV. Il ne se doutait pas que, par cette invocation même, il allait fixer d'avance la

(41) Reinhard adresse à La Hitte un mémoire sur la question de Neuchâtel, en envisageant l'hypothèse de la validité des traités de Vienne et celle du système lamartinien qui ne reconnaît que les dispositions territoriales desdits traités (*cf.* Suisse 564/216 *sqq.*, 21 décembre 1849).

(42) *Fs. Suisse* 564/199. La Russie avait considéré que la guerre du Sonderbund, la revision du pacte fédéral et la nouvelle constitution pouvaient annuler les avantages accordés à la Suisse par les stipulations de 1815. Aux yeux de la Russie, les dispositions qui concernent la Suisse et son pacte en particulier sont intimement liées à la garantie de la neutralité et à l'inviolabilité de son territoire. Le Tsar établit donc une corrélation étroite entre la question de Neuchâtel et les motifs qui lui ont fait rappeler son ministre de Suisse [M. de Krudener garde son titre, mais réside à Francfort]. Il déduirait donc, de la reconnaissance (par la Suisse) des droits du roi de Prusse sur Neuchâtel, celle des traités de Vienne, et rouvrirait sa légation à Berne. Si la France s'associait aux autres signataires de 1815 pour mettre la Suisse dans la situation voulue par le roi de Prusse, elle reconnaîtrait implicitement, aux yeux de la Russie, les traités viennois dans toutes leurs dispositions. Cette corrélation entre la question de Neuchâtel et la neutralité permettrait aux Prussiens l'invasion en Suisse.

(43) *Cf.* p. 17.

position de la France dans la querelle neuchâteloise. Il est certain que La Hitte n'aurait cédé à aucun prétexte, mais celui-là était choisi aussi malencontreusement que l'avait été la note suisse du 8 novembre.

Reinhard réussit à amener à une entente les représentants de la Prusse, de l'Autriche et de Bade. Ces diplomates s'engageaient à s'abstenir de toute démarche qui pût avoir l'air d'une pression sur le Conseil fédéral, aussi bien dans la question de Neuchâtel que dans celle des réfugiés.

Furrer avait déclaré qu'un accord avec le roi de Prusse dans le sens des propositions de Reinhard ne serait pas tout-à-fait impossible. La position d'un Conseil fédéral admettant une telle solution était nécessairement très délicate (44). Personne ne s'étonnera de voir la légation britannique prendre la contrepartie de la politique de neutralité adoptée par les ministres des Etats continentaux (45). D'après les dires de Peel, ses instructions auraient été de conseiller à l'autorité fédérale l'intransigeance contre les revendications prussiennes.

Tandis que la France continue sa politique de neutralité bienveillante (46) en cherchant à atténuer l'effet de toutes les rigueurs apportées par les autres légations, un revirement se prépare dans l'attitude des puissances.

La Prusse apprend que la réponse suisse ne fera aucune avance aux intentions du roi. Elle rappelle Wildenbruch (47), trop doux,

(44) Reinhard à La Hitte, 18 déc. (fs. Suisse 564/205 sq.). Le ministre d'Autriche reçut le jour même l'instruction de soutenir les droits du roi de Prusse.

(45) Cf. Reinhard à La Hitte, 18 décembre (fs. Suisse 564/206 v.) : « ...On serait presque tenté de croire que la grande ardeur avec laquelle ils [les Anglais] prennent feu tout-à-coup pour la question de Neuchâtel n'a d'autre but que de s'en servir pour troubler les affaires de ce pays au moment où elles prenaient pour les Etats voisins une tournure plus rassurante ». (Reinhard espère que Sir Edmund Lyons (nouveau ministre britannique) « s'il est porteur d'instructions acerbes » en modifiera l'exécution).

(46) Cf. les nouvelles de Vienne envoyées à Reinhard (La Hitte à Reinhard, 27 déc. 1849 (fs. Suisse 564/222, minute 19) ; [conseils de prudence à donner à l'autorité fédérale].

(47) Cf. Reinhard à La Hitte, 28 décembre 1849 (fs. Suisse 564/224 v). « M. de Wildenbruch ...sera regretté par tous ses collègues et particulièrement par moi. Nous avons constamment marché d'accord et nous avons réussi à faire partager notre opinion sur la manière dont les affaires doivent être traitées

et le remplace par Sydow. Depuis la révolution de Neuchâtel, cet envoyé « n'a jamais envisagé les affaires suisses d'une manière impartiale » ; il « rencontrera dans sa résidence hors du pays ⁽⁴⁸⁾ un obstacle de plus à les bien connaître » ⁽⁴⁹⁾.

Le *Grand-Duché* imite la cour de Berlin. Il donne la succession de Stephani au baron de Marschall, qui traitera de Fribourg-en-Brisgau les affaires suisses, et « suivra aveuglément les directions de M. de Kluber ⁽⁵⁰⁾ très mal disposé pour la Suisse ».

Finalement, le *ministre d'Autriche* adresse une note d'un ton plus aigu au Conseil fédéral ⁽⁵¹⁾, ce qui est « un indice significatif de l'intérêt que le gouvernement impérial attache à conserver toujours quelque grief en suspens... » ⁽⁵²⁾.

Des ménagements de fin décembre ⁽⁵³⁾, la Prusse semblait vouloir passer à l'action. Mais le coup attendu par Reinhard ne se produisit pas tout de suite. Paris s'abandonnait à l'espoir que les réclamations prussiennes et autrichiennes étaient abandonnées. Le calme n'était qu'apparent. En attendant une occasion propice pour soulever une grosse affaire, on en préparait le terrain. L'Autriche étendait aux réfugiés allemands les récri-

ici, d'abord par M. Stephani et ensuite par M. de Thom qui, arrivés avec des dispositions très peu favorables pour le Conseil fédéral, mais convertis bientôt par les faits dont ils étaient témoins, n'ont pas tardé à revenir de cette préoccupation... » Cf. 8 février 1850 (564/334 v) : M. de Wildenbruch a reçu des lettres particulières de Berlin disant que, « selon toute apparence, il avait à se féliciter de voir cesser sa mission, attendu que la marche qui allait être suivie par la Prusse vis-à-vis de la Suisse semblait devoir s'écarter des conseils de modération » que ce diplomate a donnés. Le ministre des Affaires Etrangères n'aurait cessé d'accorder son approbation entière à la manière de voir et à la conduite de M. de Wildenbruch, et ce serait donc la volonté personnelle du roi de Prusse qui aurait imprimé une direction différente à la politique de son cabinet.

(48) A cette époque Sydow résidait à Stuttgart.

(49) Reinhard à La Hitte, 28 décembre 1849 (fs. Suisse 564/224 v).

(50) Kluber dirige la politique étrangère du Grand Duché, en qualité de « président du ministère ».

(51) Sur les enrôlements de réfractaires et déserteurs autrichiens dans le Tessin pour l'armée sarde.

(52) « Contre le Tessin ».

(53) Fait curieux à noter : D'après des « lettres particulières » [sc. de la maison du roi], on considère à la fin de l'année l'affaire des réfugiés comme terminée et on se propose de donner au cabinet de Carlsruhe le conseil de se contenter de ce qui a été obtenu (Reinhard à La Hitte, 28 déc., fs. Suisse 564/227). La Prusse écarte les autres griefs, pour déblayer le terrain en vue d'une entente au sujet de Neuchâtel.

minations qu'elle avait consacrées jusqu'ici à peu près exclusivement aux Italiens (55).

Au début de janvier, la situation est donc la suivante :

La Prusse avait invité les signataires des traités de Vienne à soutenir ses droits sur Neuchâtel auprès du Conseil fédéral. La France s'y était refusée. L'Angleterre avait préféré rester dans l'équivoque (56). L'Autriche avait fait à Berne les représentations désirées. Le cabinet de Berlin considérait l'affaire des réfugiés comme terminée à la fin de l'année et semblait disposé à ajourner celle de Neuchâtel.

L'Autriche, par contre, continuait à réclamer des expulsions de réfugiés et créer des incidents autour du Tessin. A la fin de juillet, Vienne avait trouvé exagérés les griefs avancés contre la Suisse par le cabinet de Berlin; lorsque celui-ci avait demandé le concours de l'Autriche afin de faire des remontrances à Berne, Schwarzenberg se déclara, pour son compte, satisfait de ses rapports avec la Confédération, et laissa la Prusse agir seule. Au

(54) Cf. Reinhard à La Hitte, 11 janvier 1850 (fs. Suisse 564/242). Stephani, envoyé de Bade, avait dressé, le jour de son départ de Berne, une liste de réfugiés dont son gouvernement demandait l'expulsion. Stephani reconnaissait lui-même que ces individus n'avaient, par suite de leur conduite antérieure, qu'une « importance politique très insignifiante... » Dans le cas (où la Suisse n'aurait pas égard à cette demande et) « où plus tard les affaires prendraient une tournure plus grave, il peut en résulter un grief que nous aurions intérêt à faire valoir contre la Suisse, et, d'après les ordres positifs qui m'étaient parvenus, je ne devrais par conséquent rien négliger pour préparer cette éventualité ! » (Stephani à Reinhard, oralement, 7/8 janvier 1850).

(55) Reinhard à La Hitte, 23 janvier 1850 (fs. Suisse 564/277 v.).

(56) Cf. Reinhard à La Hitte, 18 janvier 1850 (fs. Suisse 564/249) : Wildenbruch avait montré à Reinhard les copies de deux billets remis à Bunsen par Lord Palmerston en décembre 1849. Le premier billet contenait la promesse du Premier anglais que le représentant de la Reine en Suisse recevrait l'instruction de faire tout ce qui serait utile pour amener une solution de la question de Neuchâtel conforme aux vœux du gouvernement prussien. [A noter l'équivoque de cette phrase : Palmerston savait très bien qu'à Berlin il n'y avait que le roi qui tenait à garder la souveraineté sur Neuchâtel. Le gouvernement était disposé à l'abandonner].

Le second billet reconnaissait tous les droits du roi sur Neuchâtel, tels que les traités de 1815 les avaient stipulés. Dans les deux billets, il n'y a pas un mot d'approbation quant à l'emploi des mesures coercitives de la part de la Prusse contre la Suisse. Devant Montherot [envoyé de France], Palmerston prétendit avoir refusé au cabinet de Berlin de se mêler de l'affaire. Peel était très probablement l'instigateur de la note fédérale du 8 novembre et l'auteur de la proposition d'offrir au roi de Prusse une indemnité pécuniaire contre l'abandon de sa souveraineté sur Neuchâtel. Sir Edmund Lyons finalement proposa à Berne le silence sur la question.

moment où l'Autriche (en décembre) était d'avis qu'il fallait agir enfin contre la Suisse, c'est la Prusse qui considérait l'affaire des réfugiés comme terminée ⁽⁵⁷⁾. *La France* restait bienveillante envers la Suisse. La Hitte s'inspirait du rapport de Reinhard sur la situation de Neuchâtel ⁽⁵⁸⁾, qui concluait à l'ajournement d'une solution. Reinhard croit que l'application des principes de Lamartine serait dangereuse. Dans tous les cas, la France ne pourrait assister les bras croisés à un conflit helvético-prussien. L'intérêt de la France est de ne pas contester « les droits que la Prusse prétend avoir sur Neuchâtel, mais d'obtenir en même temps d'elle l'engagement de respecter les dispositions du traité de Vienne sur la neutralité de la Suisse et sur l'inviolabilité de son territoire ». Paris s'efforcerait d'obtenir du roi de Prusse « la promesse de remettre jusqu'à un moment plus opportun toute démarche ultérieure relative à cette affaire, et d'empêcher de la part des autorités suisses « tout acte blessant ou maladroit ».

Ce rapport est devenu la base même de la politique française sous la Seconde République et sous l'Empire, en ce qui touche à la question de Neuchâtel.

Depuis le 8 novembre 1849, l'affaire de Neuchâtel s'est débattue sans interruption jusqu'à l'avènement de l'Empire. A la fin de 1849, les positions des puissances étaient prises : le premier engagement les avait fixées ; aucune d'entre elles ne s'en départira pendant les années suivantes.

Berne se croit maintenant à l'abri de reproches ultérieurs ⁽⁵⁹⁾. Mais, vers la fin de janvier, la Prusse et l'Autriche ouvrent une nouvelle offensive. Cette fois-ci, à défaut d'autres griefs, la pré-

(57) Cf. Reinhard à La Hitte, 23 janvier 1850 (fs. Suisse 564/277 v.) : « M. de Wildenbruch ...ne comprend rien à la politique actuelle du cabinet de Vienne ».

(58) 21 décembre (fs. Suisse 564/216 sqq.).

(59). Pourtant, Reinhard avait bien renseigné Druey sur les intentions de la Prusse et de l'Autriche, et Barman fut tenu au courant par La Hitte (2 janvier) ; La Hitte ajoute que le cabinet français refuseraient d'entrer dans la voie des menaces proposées par Schwarzenberg. La France ne réclame pas l'expulsion des réfugiés (dont plus de 2.000 étaient encore en Suisse), quoiqu'elle ait plus de griefs contre la Suisse que les gouvernements allemands (Barman, 7 janvier).

sence présumée en Suisse de Mazzini leur sert de prétexte ⁽⁶⁰⁾. Le 22 janvier, Hatzfeld et Hubner se rendent au ministère des Affaires Etrangères pour amener La Hitte à une décision dans les affaires suisses ⁽⁶¹⁾.

Les deux ambassadeurs proposent au gouvernement français la convocation d'une conférence des puissances limitrophes de la Suisse, pour statuer sur l'attitude à adopter vis-à-vis des constantes violations, par la Confédération, de ses obligations internationales. Si la Suisse n'acceptait pas les mesures d'ordre public qu'on lui demanderait de prendre, les puissances aviseraient et procéderaient à l'occupation de certains cantons limitrophes. La France est invitée à s'associer à la Prusse et à l'Autriche. Dans le cas où elle renoncerait à une participation ouverte, les puissances compteraient sur sa neutralité bienveillante. Hatzfeld, qui lit au ministre des Affaires Etrangères une sorte de mémoire concernant ces propositions, invite La Hitte à se prononcer sur l'attitude que la France allait prendre à ce sujet.

La Hitte répond ⁽⁶²⁾ que la politique conseillée par les deux cours n'est « pas en rapport avec la situation. Des mesures semblables à celles qu'on propose aujourd'hui auraient pu paraître nécessaires en 1849 ⁽⁶³⁾, lorsque dix mille réfugiés allemands

(60) Cf. *La Hitte à Reinhard*, 24 janvier (fs. Suisse 564/279) et 5 février (564/323).

(61) La Hitte et Reinhard sont complètement d'accord sur l'attitude à adopter en Suisse (Cf. *Reinhard à La Hitte*, 8 février 1850, fs. Suisse 564/333 sq.) : « ...Ce serait une grande erreur de croire que le Conseil fédéral et les Suisses en général tiennent le moins du monde à avoir dans le pays, soit des réfugiés-chefs, soit la masse des réfugiés. L'impopularité de ces derniers augmente de jour en jour, et, si des démonstrations et des mesures émanant des puissances étrangères, pouvaient avoir pour effet que, malgré cette impopularité, le sentiment patriotique dans ce pays prit fait et cause pour les réfugiés, contre une demande qui les concerne, ces puissances auraient évidemment fait les affaires du parti radical ».

Reinhard et La Hitte défendent constamment le Conseil fédéral et l'avertissent sérieusement et en amis de prendre garde aux intentions des puissances.

La démarche austro-prussienne provoqua une réaction sensible sur les Bourses de Paris et de Londres. *Barman au Conseil fédéral*, 3 février.

(62) Réponse arrêtée au *Conseil des ministres*, 1^{er} février 1850 (*Barman, m. d.*).

(63) Berlin et Vienne exploitaient habilement la présence de réfugiés français en Suisse. La Hitte n'y répond qu'indirectement par le sens général de son mémoire.

couvraient le sol de la Suisse. L'Autriche même en avait alors repoussé l'idée. « Depuis, le Conseil fédéral a persévéré avec fermeté dans l'attitude qui lui attirait alors l'approbation de Vienne ». Si deux mille réfugiés restent encore en Suisse, c'est que les autres pays refusent de les recevoir, et que la France est la seule à leur accorder passage sur son territoire pour qu'ils puissent chercher un asile au delà des mers. La Hitte démontre ensuite combien il serait imprudent de passer brusquement à une attitude menaçante envers la Suisse.

Si les intrigues de certains réfugiés menaçaient l'ordre et la paix en Europe, la France rechercherait « avec ses alliés » les moyens de répression compatibles avec le droit des gens et les dispositions des traités. Le gouvernement français espère que l'Autriche et la Prusse renonceront au plan exposé par leurs envoyés au ministre des Affaires Etrangères. « Dans cette espérance, le gouvernement français croit devoir ne pas engager sa détermination ultérieure, quant à la conduite à tenir » dans les affaires suisses (64).

Le langage que La Hitte tenait aux deux ambassadeurs fut donc des plus énergiques. Pour appuyer ses paroles, le gouvernement fit renforcer considérablement les garnisons de l'Est, en plein accord avec le Président de la République (65).

Une violente campagne de presse, calmée un moment par un article de Barman, fut arrêtée par le Prince-Président le 3 mars. A partir de cette date, tout resta tranquille autour de la question suisse (66). L'affaire de Neuchâtel était, selon le Prince de Schwarzenberg (28 février) « une question de sixième ordre » (67). Le refus de la France de participer à des mesures coercitives contre la Suisse, l'énergie que mit le Conseil fédéral à expulser des réfugiés, le départ de Mazzini (68) avaient enlevé à la Prusse et à

(64) 3 février 1850 (fs. Suisse 564/319 sq.); circulaire du ministre des AE, 5 février. Sur l'article de Barman dans le « Journal des Débats », cf. p. 87, n. 45.

(65) BOURGEOIS Emile : *Manuel* : III, 348-349.

(66) La Hitte à Reinhard, 8 mars 1850 (fs. Suisse 565/11).

(67) La Hitte (oralement) à Barman, 28 février 1850 (corr. Barman, m. d.).
« C'est maintenant l'expression consacrée ».

(68) Mazzini, frappé d'un décret d'expulsion de 1834, passait presque toutes

l'Autriche tout motif sérieux de menacer la Confédération. Plus peut-être que tout autre argument, les dissensions allemandes détournèrent leur attention. Il y eut même, entre la France et la Prusse, un refroidissement sensible, causé moins par l'attitude loyale de la France à l'égard de la Suisse que par le langage que Persigny avait tenu à cette occasion ⁽⁶⁹⁾.

L'envoyé extraordinaire du Prince-Président avait énergiquement défendu la Confédération ⁽⁷⁰⁾. Ses paroles retentissantes eurent bien plus de portée qu'il ne l'avait prévu. Persigny était blessé que Schleinitz lui eût laissé ignorer la démarche de Hatzfeld et de Hubner auprès de La Hitte. Il reçut une réponse singulière à ses réclamations. L'ordre de présenter le projet de conférence à Paris aurait été donné depuis longtemps au comte Hatzfeld et remonterait donc à 1849. Mais l'Autriche, à cette époque, n'aurait pas voulu s'y associer. Comme en janvier, Schwarzenberg aurait donné les instructions nécessaires à Hubner, les deux ambassadeurs se seraient acquittés consciencieusement de leur mission. Entre temps, on aurait *simplement*

ses « vacances » en Suisse. Druey et Reinhard préparèrent soigneusement (en janvier 1850) son transport au Havre à destination de l'Angleterre ou de l'Amérique. Les passe-ports, les agents, les crédits, tout était prêt. Il ne manquait plus que Mazzini. Celui-ci avait quitté la Suisse pour Londres le 2 février, par Neuchâtel et la Prusse, sans être accompagné par « l'agent sûr et intelligent » qui devait le conduire au bateau, au Havre. De retour en Suisse, en mars, le tribun repartit pour Londres par la France en mai (arrivée signalée à Londres le 31 mai 1850). Il se promena 18 jours à Paris sans être tracassé par la police qui le croyait en Suisse (*corr. Barman*, 10 juin 1850). Au début de décembre, Mazzini, qui avait fait raser sa barbe fut vu à Bâle (*Druey à Barman*, 10 décembre 1850). Le 7 février 1851, J. Fazy rencontra le tribun par hasard à Genève, lorsqu'il venait d'arriver de Rome. Fazy lui conseilla de quitter la Suisse le plus tôt possible. Fin février, on le signale en Italie, mais il était arrivé le 22 à Londres. *Cf. Reinhard à Brenier*, 28 mars 1851 (*fs. Suisse* 567/241) sur l'attitude équivoque de Mgr Bovieri (chargé d'affaires du Saint-Siège à Lucerne) au sujet de Mazzini.

(69) Le ministre de Belgique à Berlin écrivait : M. de Persigny plaide chaudement la cause de la Suisse. Aussi on le traite froidement. (*Barman, corr.* 27 février). *Cf. Barman au Conseil fédéral*, 8 mars : « On disait depuis quelque temps qu'il y avait de la froideur entre la France et la Prusse. Le fait paraît vrai et voici la cause que m'en a donnée une personne des mieux informées. M. de Persigny aurait déclaré positivement à la Prusse qu'en cas d'attaque de Neuchâtel, la France jetterait 200.000 hommes sur le Rhin ».

(70) *Cf. BOURGEOIS Emile : Manuel*, III, 348 sq ; Persigny fit savoir au roi de Prusse « qu'on ne jouait pas avec la France et un Napoléon ».

oublié au cabinet prussien que Hatzfeld avait été chargé d'une pareille démarche.

Cette explication est-elle suffisante ? Le mémoire lu par Hatzfeld, en compagnie de Hubner, devant le ministre des Affaires Etrangères, est conçu en termes généraux, il pouvait être d'actualité. L'insuccès de la démarche, en janvier 1850, était à prévoir après les réponses données à Hatzfeld par Tocqueville (juillet) et par La Hitte à Hubner (décembre) et à Hatzfeld (novembre-décembre). Si les instructions envoyées à l'ambassade de Prusse à Paris ont été oubliées par le cabinet de Berlin, elles doivent avoir été données avant novembre, car depuis le 8 de ce mois, les affaires suisses étaient activement discutées à Berlin. Il ne peut s'agir que de la conférence proposée à Schwarzenberg en juillet, invitation alors déclinée par le chancelier autrichien (71).

Qu'est-ce qui pouvait décider l'Autriche à céder inopinément à une invitation prussienne vieille de plus de six mois ? Dans un mémoire (daté du 30 décembre 1849), l'Autriche proposa à Francfort la création d'une union douanière comprenant tous les Etats autrichiens et allemands. Pour l'adoption de ce « projet Bruck » (72), Schwarzenberg avait besoin de l'assentiment de Berlin. La question suisse était, en janvier, l'unique occasion qu'il eût de plaire à la Prusse. Hubner reçut donc l'ordre de se mettre d'accord avec Hatzfeld pour proposer à La Hitte la convocation de la conférence des voisins de la Suisse. Voilà pourquoi l'Autriche, tout en marchant « dans le sillage de la Prusse » (73), paraissait plus empressée à régler les affaires helvétiques que cette dernière puissance. Mais après le refus de La Hitte de prendre part à un concert à cinq et le rejet par la Prusse du projet d'union douanière, la question suisse perdit de son importance aux yeux de Schwarzenberg. Le chancelier autrichien classa l'affaire de Neuchâtel au « sixième » rang, ce

(71) Discussion vive entre l'Autriche et la Prusse au sujet des questions allemandes.

(72) Bruck était le ministre autrichien du commerce.

(73) GUICHEN : 1, 459, deuxième alinéa.

qui équivalait au dernier, parmi les affaires européennes (74). Si La Hitte avait accepté de convoquer la conférence de Paris, Schwarzenberg aurait bien été obligé de considérer les revendications du roi de Prusse comme des droits de « premier ordre ».

La question neuchâteloise et celle du droit d'asile helvétique sont, pour l'Autriche et pour la Prusse, des occasions pour se prendre — mutuellement et par alternance — en remorque. Leur politique suisse est donc une politique purement accessoire.

Un cabinet qui, ayant pris l'initiative de régler les affaires helvétiques par une grande conférence, l'oublie complètement au bout de six mois, ne doit pas viser bien sérieusement son but (75). La Hitte ne considérera pas, lui non plus, comme très importants, les griefs avancés plus tard contre la Suisse par le cabinet de Berlin.

Vis-à-vis de la Suisse, l'attitude adoptée par La Hitte fut différente. Refus catégorique de consentir à des menaces contre la Confédération helvétique, c'est sa réponse aux cours allemandes. Menace de s'entendre avec les voisins de la Suisse, si celle-ci ne remplissait pas ses devoirs internationaux, c'est la communication que Reinhard présenta à Berne (76). « Le cabinet français désire éloigner toute complication du côté de la Suisse, et il est probable que dans ce but il ne cherche pas à vous inspirer trop de sécurité » (77). Barman conseilla à l'autorité fédérale de prendre des mesures contre les réfugiés, car, une fois les notes arrivées, une telle action deviendrait plus délicate (78). Il crut

(74) *La Hitte à Barman*, 28 février, cf. p. 304, n. 67.

(75) L'examen des circonstances et l'aveu spontané fait à Persigny nous portent à croire que le ministre prussien des Affaires Étrangères a vraiment oublié l'ordre donné à Hatzfeld. L'excuse (de ne pas en avoir averti Persigny) aurait pu se rapporter au moment où l'on aurait dû renseigner Persigny ; il n'était pas dans les habitudes d'un cabinet prussien d'avouer une telle faiblesse.

(76) *Sur La Hitte*, cf. pp. 125 sqq.

(77) *Barman au Conseil fédéral*, 23 janvier 1850. La Hitte recommande au Conseil fédéral la plus grande prudence. Les efforts de Beaumont pour amener Schwarzenberg à une appréciation plus juste de la question suisse avaient eu peu de succès. (La Russie avait, à cette époque, plus de 200.000 hommes à ses frontières).

(78) *Barman au Conseil fédéral* : 7 février, 11 et 12 février 1850.

prudent « de préparer, d'une façon non ostensible, les moyens de défense » (79).

Au mois de mars, le différend entre la Suisse et la Prusse s'apaisa (80). Le Conseil fédéral ne reçut même pas de réponse officielle à sa note du 25 janvier, dans laquelle il avait maintenu son droit dans la question de Neuchâtel. Le succès remporté par les conservateurs bernois dans la journée de Munsingen (25 mars), la formation de leur parti et leur avènement au pouvoir rendirent à la Suisse la confiance de ses voisins (81). Les expulsions de réfugiés continuèrent. L'horizon s'était éclairci autour de la Suisse, grâce à la France.

La France tira profit de son intervention dans le respect que la Prusse lui témoignait. « L'Europe se verra dorénavant obligée de compter avec nous ». Ce mot de Persigny (82) marque le premier succès de Louis-Napoléon contre la Prusse qui avait reculé devant un veto aussi courtois qu'énergique.

*
**

(79) *Lettre confidentielle de Barman au Président de la Confédération, Druet, 5 février 1850*. Barman n'était cependant pas inquiet outre mesure. La Hitte lui avait promis qu'on n'agirait pas envers la Suisse comme à l'égard de la Grèce : on négocierait au préalable (5 février). *Normanby (à Barman, 5 février)* s'était fait donner la promesse, par La Hitte, que « rien ne serait fait contre la Suisse en dehors de l'Angleterre ». En même temps, Normanby soutenait la thèse de La Hitte : « Puisqu'on cherche des prétextes contre vous, efforcez-vous de les éviter » (7 février). Cf. « *Journal des Débats* », 14 février : L'ambassade anglaise à Berlin avait cherché à empêcher une intervention en Suisse. Le 18 février, Normanby fait une démarche officielle auprès de La Hitte : rien ne motiverait des mesures contre la Suisse.

(80) Au parlement d'Erfurt, un député de Cologne avait même remercié le roi de Prusse d'avoir renoncé à Neuchâtel (« explosion de murmures »). *La Hitte à Barman* (oralement), 23 avril 1850.

(81) Cf. la circulaire de La Hitte à toutes les légations de France (fs. *France*, MD 740, fol. 54 v. - 55, 20 mai 1850) : « Les nouvelles de Suisse sont très bonnes. A Berne, le triomphe des conservateurs a été complet dans les élections... La chute du gouvernement dirigé par MM. Staempfli et Stockmar est désormais assurée... ».

Cf. la circulaire du 15 mars (fol. 48 v. - 49) : « Nous avons reçu (au sujet des projets tramés contre la Suisse) des cabinets de Berlin et de Vienne, les déclarations les plus rassurantes... ».

(82) BOURGEOIS Emile : *Manuel*, III, 349.

e) *Les relations franco-suissees devant l'Europe en 1851*

Le reste de l'année 1850 se passa dans le calme. La question de Neuchâtel dormait tout à fait (83), et celle du droit d'asile traversait une période de repos. La carte d'Europe avait des points plus sensibles. Par une entente tacite, les gouvernements laissèrent aux conservateurs bernois le temps de réparer, en toute tranquillité, « le mal fait depuis quatre ans par le régime révolutionnaire » (84). La Hitte était content d'avoir en mains une confirmation évidente de la thèse qu'il défendait constamment contre celle de l'Autriche et de la Prusse : la Suisse avait montré qu'elle était capable de se placer par ses propres forces, au rang des nations dirigées par le parti de l'ordre. Il fallait lui en laisser le temps en ménageant la susceptibilité nationale, qui était « extrême » (85).

Il n'y avait, somme toute, que les radicaux suisses (86) et la

(83) A la fin de juillet, le gouvernement neuchâtelois annonça la vente des domaines et biens d'église dans le canton. Le roi de Prusse protesta contre cette mesure. La Hitte ne crut pas que cette protestation ait de sérieuses conséquences. Si le roi parvenait à sortir des graves complications allemandes, il est très possible qu'il voudrait obtenir, du côté de la Suisse, « un bien faible dédommagement des concessions qu'il aurait été obligé de faire sur d'autres points. Il est probable que l'Autriche, avec laquelle il serait alors réconcilié, lui prêterait son appui... » (*La Hitte à Reinhard*, 8 août 1850, fs. Suisse 566/5, minute 27). Cf. *Hatzfeld à La Hitte*, oralement, entre le 20 et le 26 août 1850. *Barman au Conseil fédéral*, 26 août. La Hitte pensait que cette affaire était pour longtemps ajournée (10 juin 1850).

(84) *Circulaire du ministre des AE*, 12 juillet 1850 (fs. France, MD, 740/65 v-66) : « En Suisse, les choses vont mieux. Les premiers actes du gouvernement conservateur sorti des élections de Berne annoncent l'intention bien arrêtée de réparer avec fermeté, mais sans exagération, sans réaction aveugle, le mal fait depuis quatre ans par le régime révolutionnaire. Si ce gouvernement persiste dans une marche aussi prudente et aussi habile, on peut espérer que les cantons encore soumis à l'oppression des démagogues ne tarderont pas à ressentir l'influence qu'ont toujours exercée, sur l'ensemble de la Confédération, les vicissitudes de la politique bernoise ».

(85) Cf. *Salignac à Turgot*, 6 janvier 1852 (fs. Suisse 567/11). « Il règne ici, sur la proportion réelle des forces et des lumières en Europe, une confusion d'idées qui dépasse toute croyance. Le peuple suisse est convaincu qu'il est infiniment plus civilisé que le reste du monde, que ses 150.000 hommes de garde nationale viendraient facilement à bout de toutes les armées de l'univers... » *Salignac* est d'avis qu'il faut, au besoin, violer cet amour-propre. Cf. p. 144.

(86) Cf. *Barman au Conseil fédéral*, 10 novembre 1850 : Barman ne voit pas l'utilité de ces articles sur Neuchâtel. « Le moment de... traiter [cette affaire] sérieusement n'arrivera que trop tôt ; il n'y a pas à se faire d'illusion à cet

presse prussienne qui ne pussent se dispenser d'appeler sans cesse l'attention publique sur Neuchâtel. Heureusement le roi de Prusse avait des soucis plus pressants que ces propos de journalistes.

La mauvaise humeur française à l'endroit de la Suisse, en automne, et la tension entre le ministre de France et le Conseil fédéral (de septembre 1850 en mars 1851) auraient été d'excellentes occasions à exploiter par la Prusse en vue d'un règlement de la question neuchâteloise. Mais, à Berlin, personne n'y fit attention. Vers la fin de l'année (87) et en février 1851, quelques craintes au sujet de Neuchâtel suscitèrent rapidement les exagérations de la presse allemande (88). « L'affaire de Neuchâtel pèse sur la Suisse comme une menace permanente » (89).

Les troubles survenus dans le canton de Berne (90) et le séjour de Mazzini (91) servaient de prétexte à la mauvaise grâce que les diplomates à Paris et même le Prince-Président montrèrent à l'égard de Barman (92).

égard. Jusqu'ici les événements nous ont favorisés ; faisons des vœux pour qu'il en soit toujours de même ».

A l'Assemblée législative, de nouveaux crédits pour l'année furent votés le 1^{er} décembre 1850. Le rapporteur (*Oudinot*) chercha à justifier cette dépense non prévue sur le budget par la nécessité de maintenir l'effectif, à la suite du projet formé par la Prusse de reconquérir Neuchâtel. Barman y voit un prétexte pour dissimuler les intentions du gouvernement. Les 12 millions devraient plutôt servir à maintenir l'ordre intérieur qu'on crut menacé par l'abolition du suffrage universel (*Barman au Conseil fédéral*, 3 décembre 1850). « *Journal des Débats* », 2 décembre 1850, p. 1.

(87) *Le 15 nov.* (fs. Suisse 566/193 v.) ; 29 nov. (566/225) ; 13 déc. (566/257-259).

(88) *Reinhard à Brenier*, 14 février 1851 (fs. Suisse 567-100 sq.).

(89) *Brenier à Reinhard*, 21 février 1851 (fs. Suisse 567/118).

(90) Au sujet de l'expulsion du docteur Bassewitz, médecin (juif prussien), à St-Imier où il pratiquait la médecine avec grand succès depuis 13 ans. Sa demande de naturalisation (septembre 1850) fut rejetée, mais on lui accorda le droit de séjour. Sur les troubles qui éclatèrent dans le district de Courtelary et la mise sur pied de troupes bernoises cf. BLOESCH, 322 sq. ; *Feuille féd.* 1852/1/393. Bassewitz prit la fuite (17 janvier 1851). Le 20 janvier des troubles éclatèrent à Interlaken.

(91) Mazzini se reposait « dans un village près de Vevey ». Le même mois (janvier 1851), on le vit à Genève. Le 22 février, il débarquait à Londres ; il fut de retour en Suisse le 6 mars. Barman savait de source sûre que l'Autriche ménagerait le tribun italien (dans l'été 1851), alors dépourvu de moyens ; Barman ajoute : « Il y a longtemps qu'à mon avis elle [l'Autriche] devait lui faire une riche pension ». (*Barman au Conseil fédéral*, 11 juin 1851).

(92) Le Président était très mécontent de la Suisse « à cause de l'arrivée de 300 réfugiés à Genève ». *Louis-Napoléon* (oralement) à Barman, 11 février 1851.

« Cet état de choses ne peut pas se prolonger. Soyez sûr que les puissances prendront des mesures pour le faire cesser et je vous avoue que des instructions positives m'obligent à les provoquer » (93). Les diplomates continuèrent leurs intrigues au détriment de la Suisse, profitant de la mauvaise humeur de l'Elysée. On cherchait particulièrement à envenimer la question. Brenier et le Président conseillèrent à l'autorité fédérale de donner à ses actions la plus grande publicité et d'être en même temps sur ses gardes à l'égard des réfugiés et des puissances (95). Les nombreux avertissements de Barman eurent enfin pour résultat l'arrêté fédéral du 14 février 1851 (96). Louis-Napoléon en était content : « Si nous insistons tant, c'est moins dans notre intérêt que pour être mieux placés vis-à-vis de vos adversaires » (97).

La France maintint la Confédération dans une « salubre inquiétude » (98), tandis qu'à Berlin, on ne pensait, pour le moment, à aucune démarche (99). A Vienne, on se montrait même satisfait de la nouvelle attitude du Conseil fédéral. « Mais on

(93) *Barman au Conseil fédéral*, 12 février 1851. « Tel est le sens de son langage ». « Il est hors de doute que la nouvelle [de l'arrivée à Genève de 300 réfugiés] aura été portée immédiatement à la connaissance de toutes les cours ». Cf. 18, 20-21 février. Dans le cas d'une intervention allemande, Louis-Napoléon (disait-on) aurait le projet d'occuper une partie de la Suisse romande.

(94) *Barman au Conseil fédéral*, 15 février : « Le ministre de Prusse... n'a jamais été aussi froid et aussi boutonné... ». Le baron Antonini, ministre de Naples, « insinuant et très expert en intrigues... attribue aux réfugiés tous les torts que les gouvernements se font à eux-mêmes. Il peut nous nuire considérablement ». (12 février).

(95) *Barman au Conseil fédéral* : 10 et 15 février.

(96) Cf. p. 243, n. 49.

(97) *Louis-Napoléon* (oralement) à *Barman*, 20 février (corr. *Barman* du 21).

(98) *Brenier à Reinhard*, 21 février 1851 (fs. Suisse 567/118).

(99) *Cintrat à Brenier*, 1^{er} février (fs. Prusse 308/73).

Lefebvre à Brenier, 8 mars (fs. Prusse 308/175 v).

Manteuffel rassure Lefebvre sur les intentions de la Prusse au sujet de la Suisse : Les assertions de Schwarzenberg sur les intentions de la Prusse seraient dénuées de toute vraisemblance. Le roi se trouverait dans l'impossibilité de rétablir par les armes son autorité à Neuchâtel. Les Chambres refuseraient les crédits. Même si Neuchâtel voulait rentrer sous son autorité, le roi n'y consentirait qu'en accord avec la Suisse ; il faudra traiter cette question diplomatiquement. Manteuffel reconnaît qu'il y a, dans quelques cantons, des symptômes d'un retour à la politique conservatrice, et que le Conseil fédéral fait de louables efforts pour se débarrasser des réfugiés.

peut être certain, écrit Brenier ⁽¹⁰⁰⁾, que si les affaires étaient complètement arrangées en Allemagne, ces deux cours deviendraient moins faciles ». Le gouvernement français connaissait donc parfaitement la situation: il se disposa à prévenir les difficultés. Vu la gravité des circonstances, il *offrit au Conseil fédéral de se charger des frais de transport des réfugiés (non français) à partir de la frontière suisse jusqu'en Angleterre ou en Amérique* ⁽¹⁰¹⁾. Dorénavant, les autorités fédérales laissèrent donc les réfugiés à la charge des cantons, en se réservant de les contrôler. En conséquence, les cantons n'avaient plus aucun droit aux subventions de la Confédération. C'était le meilleur moyen pour les décider à expulser les exilés. La Suisse n'avait plus d'excuses à présenter aux puissances ⁽¹⁰²⁾ qui lui reprochèrent de garder auprès d'elle les « révolutionnaires » : les moyens d'expulsion étaient assurés.

Le Prince de Schwarzenberg « était comme un fou » ⁽¹⁰³⁾; il voulait en finir avec la révolution et montrait une excessive irritation contre la Suisse et le Piémont. Barman était persuadé que le départ total des réfugiés ne consoliderait aucun trône. Mais Schwarzenberg, de son côté, se disait obligé d'occuper le Tessin, « et la France sera obligée d'en agir de même avec les cantons de Genève et de Vaud ». En tout cas, il voulait se réserver un prétexte auprès de la France, pour une action ultérieure contre la Suisse.

Régulièrement, les ambassadeurs de France à Berlin et à Vienne demandèrent aux deux cabinets des renseignements sur leur politique suisse. Avec la même régularité, Reinhard incita le Conseil fédéral à la plus grande prudence ⁽¹⁰⁴⁾.

(100) Brenier à Reinhard, 21 février 1851 (fs. Suisse 567/118).

(101) Circulaire fédérale, 25 février 1851. Barman, corr. 22 février.

(102) La menace persistait. Un indice sûr en était la différence entre le langage que tenaient vis-à-vis de Brenier, Hubner et Hatzfeldt, et les appréciations que les agents français recueillaient à Berlin et à Vienne (Brenier à Reinhard, 21 février (fs. Suisse 567/118)).

(103) Barman au Conseil fédéral, 22 février 1851. A cette époque, le chancelier était sujet à une très grande irritation à la suite des échecs de sa politique à Dresde.

(104) Reinhard était en contact constant avec le gouvernement bernois. C'est ainsi qu'il apprit la démarche de trois royalistes neuchâtelois qui étaient

Cette politique préventive remporta un plein succès. La Prusse, voyant la France prête, à tout moment, à empêcher un coup de main ou une offensive avouée contre Neuchâtel et la Suisse, n'osa plus bouger. Le consul général de Suisse à Leipzig, Hirzel, qui connaissait bien les milieux influents de Berlin, assura que la « question suisse » se résoudrait uniquement par voie diplomatique (105). Il est certain que personne ne songeait à prendre les armes à cause de Neuchâtel ou des réfugiés. Mais les puissances s'observaient les unes les autres. Cette attitude d'expectative évita à la Suisse de graves ennuis au cours de l'année 1851.

f) *La France et la Suisse devant l'Europe en 1852*

Le coup d'Etat fut la consécration de la politique personnelle du Prince-Président. Le premier but de Louis-Napoléon était de libérer la France du joug des traités de 1815 (106), ce qui le mit en opposition avec l'Autriche et la Prusse. La Suisse, placée entre les deux camps, risquait d'être la victime de la lutte, aussitôt que celle-ci s'engagerait.

Le 30 décembre 1851, Turgot reçut Barman en audience. Le ministre des Affaires Etrangères lui tint un petit discours des plus énigmatiques : « *Une ère toute nouvelle vient de s'ouvrir ; je crains qu'elle ne soit pour la Suisse une période d'épreuves, soit que de graves événements surgissent, soit que la paix soit main-*

venus demander quelle serait l'attitude de ce gouvernement devant une tentative monarchiste. Bloesch leur donna le conseil de respecter la constitution républicaine, mais de chercher à prendre la haute main sur le canton au profit du parti conservateur.

(105) Hirzel à Jeanrenaud-Besson [membre du conseil d'Etat de Neuchâtel], 17 mars 1851 (fs. Suisse 567/198) : Aux conférences de Dresde, l'Autriche se montrerait peu disposée à soutenir les prétentions du roi de Prusse à l'égard de Neuchâtel. Hirzel est convaincu que l'affaire s'arrangera « sans coups de canon, sans baïonnettes, sans reprise de possession ; mais l'arrangement sera plus difficile qu'il ne l'aurait été en 1848 ou 1849, dates où le roi n'aurait pas mieux demandé » que de consentir, en sauvegardant la forme, à l'émancipation de Neuchâtel. « Le meilleur moyen de vexer nos adversaires, est de rester tranquilles ».

(106) Cf. BOURGEOIS Emile : *Manuel*, III, 355.

tenue. Le Président a déjà donné à cet égard des assurances tranquillisantes et il se dispose à les revêtir d'une forme plus solennelle ; mais les puissances savent que l'affront de Waterloo n'est pas vengé ». — « Beaucoup de personnes croient, ajoute Barman, que les fêtes ne se passeront pas sans que l'Empire soit proclamé. Je ne dis pas *oui*, mais je dis moins encore *non* ».

Turgot mit Barman devant ce qu'on a appelé le secret de Louis-Napoléon. Il ne se rendait pas compte que par ces paroles, il caractérisait son propre ministère. Les épreuves à travers lesquelles Turgot et Salignac firent passer la Confédération seraient devenues très graves, si le Prince n'était intervenu (107).

La cour de Berlin savait combien la reine Victoria réprouvait le coup d'Etat de Napoléon. Il était peu probable que la reine soutint, à ce moment-là, la politique du Prince. Bunsen fut donc chargé de pressentir les dispositions du cabinet de Saint-James sur la question de Neuchâtel. Palmerston donna une réponse évasive. Il subordonnait toute décision de sa part à l'assentiment préalable de la Confédération suisse, ce qui équivalait à un refus (108).

Bunsen proposait de convoquer une conférence à Londres pour régler le sort de Neuchâtel. Toutes les grandes puissances y prendraient part. Palmerston eut soin d'écarter de ce projet toute idée de coercition morale et matérielle de la part des puissances (109). Il n'y avait donc qu'une chose certaine : les grandes difficultés que rencontrerait un changement constitutionnel en Suisse pour faire aboutir la transaction visée par Frédéric-Guil-

(107) Le 2 janvier, Barman précise la conversation « décousue et vague » que Turgot avait entamée le 30 déc. La France, disait Turgot, n'a rien à craindre de la Suisse ; « nous n'avons au besoin qu'à former un cordon de troupes contre elle ». Ce dernier mot « n'est pas de l'invention de mon interlocuteur ». Turgot laissa entendre qu'il s'agissait de démarches faites auprès de lui par l'Autriche et par la Confédération germanique. Barman n'en est pas surpris ; il l'avait pressenti depuis longtemps. Les circonstances pour se concerter contre la Suisse sont plus propices que jamais. Brenier, directeur des affaires politiques, avait dit à Barman (30 décembre) : « Nous ne sommes pas plus avancés qu'il y a huit mois ». Cf. *Turgot à Reinhard*, 29 déc. (fs. Suisse 569/117).

(108) *Turgot à Reinhard*, 19 décembre 1851 (minute 20, fs. Suisse 569/89).

(109) En sous-main, Normanby prévint Barman de ce qui se tramait contre la Suisse.

laume IV. Celui-ci semblait toujours poursuivre son idée d'entrer en allié (comme avant 1806), dans la Confédération helvétique (110).

Personne en Europe — sauf le roi de Prusse — n'avait intérêt à voir subsister « l'anomalie d'une principauté prussienne couverte par la neutralité suisse », comme pendant la période de 1815 à 1848. « Si l'alliance dont il s'agit doit être plus qu'une phrase, son seul effet serait de faire participer Neuchâtel à cette neutralité » (111). A la fin de 1851, une conférence saisie du projet du roi n'aurait donc eu aucune chance d'être accueillie favorablement, ni en Suisse, ni ailleurs.

*

*L'affaire des réfugiés politiques en Suisse se prêta mieux à servir de prétexte aux démarches des puissances. C'est ainsi que l'Autriche réussit à entraîner la France dans une action diplomatique contre la Confédération, préambule des mesures hostiles que le chancelier autrichien se disposait à prendre. Turgot se déclara sans hésitation disposé à s'associer à Schwarzenberg « pour peser sur les résolutions du Conseil fédéral ». Dans ce but, « nous consentirions volontiers à passer au gouvernement helvétique une note » qui lui serait adressée en même temps que celle du ministre d'Autriche *. Le moment de la remise simultanée des deux notes à Berne devait être aussi rapproché que possible (112).*

Déjà le coup d'Etat faisait sentir ses effets : les épreuves annoncées commençaient. Turgot rompit avec la tradition poli-

(110) Cf. Reinhard à Turgot, 27 décembre 1851 (fs. Suisse 100/104). La démarche de Bunsen à Londres, au lendemain du coup d'Etat de Louis-Napoléon, ne fut pas communiquée au Conseil fédéral.

(111) Reinhard à Turgot, *ibid.* Les royalistes neuchâtelois, en correspondance avec Sydow, avaient connaissance de la démarche de Bunsen. Le gouvernement neuchâtelois se tint prêt à parer à toute éventualité.

(112) Turgot à Reinhard, 29 décembre 1851 (fs. Suisse 569/116 sq.) « Tous les gouvernements ont un intérêt commun à marcher dans une voie d'ordre et de sage liberté, et à anéantir les idées subversives que le parti démagogique s'attache à propager ».

tique des quatre années précédentes. Par l'entente qu'il se disposa à rétablir avec l'Autriche, il rentre dans la voie de Guizot. Une note spéciale qu'il écrivit pour renseigner le Conseil des ministres n'est qu'un résumé de toutes les difficultés qui ont opposé la France et la Suisse depuis l'élection de Louis-Napoléon (113). Toutes les questions : réfugiés, Neuchâtel, petits et grands différends franco-suisse entrent en jeu. Le leitmotiv sera l'affaire de la principauté de Neuchâtel jusqu'à son ajournement officiel par la conférence de Londres, le 24 mai 1852.

*

Schwarzenberg saisit avec empressement l'occasion de s'entendre avec Turgot, et ne proposa au ministre de France, de Lacour, « rien de moins que de fortifier par la menace d'une démonstration armée l'action diplomatique » (114). Au besoin (115), on procéderait à une occupation combinée du territoire helvétique. La Bavière s'empessa de faire des ouvertures à Turgot; le Grand-Duché de Bade songeait (disait-on), à réclamer le concours de la Diète de Francfort. Le Wurtemberg s'y associa à son tour.

Pendant la formation de ce *concert européen*, une délégation de *royalistes neuchâtelois* présenta ses hommages au roi de Prusse, à Sigmaringen (116). Peu de temps après, un de leurs émissaires chercha à sonder Salignac pour savoir jusqu'à quel point la France pourrait se montrer favorable au rétablissement

(113) Date : premiers jours de janvier 1852 (*fs. Suisse* 569/127-130).

(114) *Turgot à Salignac*, 9 janvier (*minute* 1, *fs. Suisse* 569/148 sq.).

(115) Les « besoins » d'intervenir en Suisse étaient assez difficiles à motiver. A défaut de réfugiés offensifs, Schwarzenberg s'en prenait à un paisible étudiant en médecine qui avait poursuivi tranquillement ses études à Zurich : *Hans Kudlich*. Né à Lobenstein, en Silésie autrichienne, en 1823, Kudlich avait été étudiant à Vienne en 1848. Membre du Reichstag de 1848, il avait proposé de supprimer la sujétion des paysans. Kudlich se réfugia en Suisse en 1848 et épousa à Berne la sœur de Charles Vogt. Il continua ses études de médecine à l'Université de Zurich, mais depuis le mois de janvier 1852, l'Autriche ne cessa de demander son expulsion. Après ses examens (mi-février 1853), Kudlich quitta la Suisse pour les Etats-Unis (passage au Havre : 12 avril). *A.F.*

(116) *Reinhard à Turgot*, 3 janvier 1852 (*fs. Suisse* 569/132).

du gouvernement prussien dans le canton. Salignac resta neutre ; il se demandait plutôt si les Neuchâtelois ne se tourneraient pas un jour du côté de la France (117).

Tout était donc prêt pour l'attaque diplomatique contre la Suisse (118). « Le Conseil fédéral... (écrit Turgot au ministre de France à Berne), se rend-il bien compte de la gravité des résolutions que l'Autriche, la Bavière, le Wurtemberg et le Grand-Duché de Bade veulent prendre contre la Suisse, et dont l'exécution n'est peut-être suspendue que par notre répugnance à laisser, dès à présent, les choses en venir aux dernières extrémités ? » Salignac reçut l'instruction de ne laisser aucune illusion au Conseil fédéral sur les dangers qu'il courrait s'il ne consacrait pas ses intentions par des actes. « *La Suisse a toujours compté sur la neutralité que sa position et les traités lui ont faite, pour braver les dangers qui l'ont... menacée, mais cette neutralité cesserait de la soutenir du jour où elle n'en accomplirait plus les devoirs* ». * (119).

Ainsi, pour la première fois depuis le temps de Metternich et de Guizot, la neutralité est révoquée en doute (120). La réaction n'a jamais connu le respect de l'indépendance de petits Etats, et la Suisse tout particulièrement était, surtout aux yeux de l'Autriche « un pays perdu pour la cause de l'ordre » (121).

Le marquis de Turgot fit donc présenter (le 24 janvier) à Berne une note, document mémorable qui se souciait peu du libre arbitre du gouvernement helvétique et de l'indépendance de la Confédération (122). D'après cette note, le Conseil fédéral aurait

(117) Salignac à Turgot, 26 janvier (fs. Suisse 569/221 sq.). « On a ajouté que si l'on donnait aujourd'hui le signal, dans 24 heures, le gouvernement des rouges neuchâtelois serait renversé ». Cf. p. 113. C'est de la France que peut venir notre salut, disait l'émissaire des royalistes, et il n'y a, pour la Suisse, qu'un remède : c'est l'acte de médiation de 1803.

(118) Turgot songeait plutôt à une pression commerciale ou à une fermeture de la frontière qu'à une occupation militaire de la Suisse. GUICHEN, II. 412.

(119) Turgot à Salignac, 20 janvier 1852 (fs. Suisse 569/183, sq. minute 3).

(120) Cette instruction se croise avec le premier mémoire de Salignac (*dépêche du 20 janvier*, fs. Suisse 569/187-188), qui constate « d'une manière irréfragable » que la Suisse ne peut plus être un Etat neutre.

(121) Le ministre d'Autriche à Salignac (fs. Suisse 569/188).

(122) Cf. pp. 255 sq.

dû expulser sans examen tout réfugié dont la légation demanderait l'éloignement. Des menaces en cas de refus de la Suisse donnaient à la note le caractère d'un ultimatum.

L'Autriche cependant se borna à appuyer verbalement la demande française ⁽¹²³⁾. Ce fut pour Turgot et pour Salignac une grande déception, à laquelle s'en ajouta une autre : au lieu de convoquer le Parlement en session extraordinaire (comme Salignac l'avait attendu ⁽¹²⁴⁾ en conséquence de la note), le Conseil fédéral délibéra tranquillement sur la réponse à faire à la demande inattendue de la France.

*

Entre temps, l'irritation des cours allemandes contre la Suisse s'accrut. Vienne et Berlin se montrèrent toujours prêts à agir contre elle.

Les élections neuchâteloises du mois d'avril donnèrent un nouvel encouragement au roi de Prusse en augmentant les forces des royalistes ⁽¹²⁵⁾. Frédéric-Guillaume IV s'entendit avec les cours de Vienne et de Saint-Petersbourg lorsque deux événements changèrent l'aspect de la « question suisse » : *la mort du chancelier autrichien, Prince de Schwarzenberg* (5 avril) et le *succès électoral des conservateurs bernois* (18 avril).

L'un et l'autre eurent pour effet d'arrêter, pour le moment, toute démarche concertée des puissances. La France, voyant les conservateurs de Berne prendre définitivement le dessus, crut avoir la possibilité d'arriver à ses fins par des moyens de conciliation : elle allait ménager la Suisse, sous tous les rapports, pour donner de la force au « parti de l'ordre ». *A partir de ce*

(123) Conseil fédéral, département politique, rapport sur les relations avec l'étranger (*Ff.* 1853, II, 53); janvier 1852.

(129) Salignac à Turgot, 24 janvier 1852 (*fs. Suisse* 569/220).

(125) Salignac à Turgot, 10 avril 1852 (*fs. Suisse* 570/96). « Cette affaire est pour le Conseil fédéral une question d'existence et, comme il sait que c'est uniquement par notre appui qu'elle n'a pas encore été décidée contre lui, nous aurons là, quand nous voudrons, un moyen de lui témoigner notre satisfaction ou notre déplaisir » *.

moment, on ne pouvait plus compter sur la France pour participer à une entente continentale hostile à la Confédération. Salignac et Turgot s'exagéraient l'importance des partis et du canton de Berne, mais, grâce à cette exagération, le résultat du vote bernois fut d'une importance de premier ordre pour la situation internationale de la Confédération.

Ce revirement de la politique française se reflète dans les dépêches de Salignac. Ce même ambassadeur qui, peu de semaines auparavant, n'avait cessé d'appeler l'intervention concertée des puissances pour ramener la Suisse à ses « proportions naturelles » de 1803, ce même ambassadeur examine maintenant la question de Neuchâtel sous l'aspect le plus favorable à la Suisse. Il énumère les conditions suivantes pour conserver Neuchâtel à la Confédération :

1. *Maintenir la désunion entre la Prusse et l'Autriche.* « C'est là le point dominant de la politique suisse ».

2. *Soumettre la question au vote du peuple neuchâtelois, si le roi de Prusse y consent, ajourner la question jusqu'en 1857.*

3. *Si le roi de Prusse se refuse à l'emploi du second moyen, la France sera en droit de s'opposer à une intervention des puissances « aussi longtemps que les stipulations du traité de Vienne qui concernent la Pologne et Cracovie continueraient d'être oubliées ».* *L'Angleterre soutiendrait la France et la Suisse.* — Au sujet du concert européen proposé par la Prusse, Salignac écrit le 14 mai : « Je suppose, comme condition fondamentale et capitale, qu'il entrera dans les vues de la France, au lieu d'arriver à une alliance intime et durable des puissances continentales, de *garder une politique séparée, calculée sur les variations diverses de nos intérêts, une politique enfin, qui... la constitue l'arbitre et le juge des affaires générales...* » (126).

Telle est la situation au moment où le roi de Prusse allait saisir la conférence de Londres de sa demande de restauration du « pouvoir légitime » et de reconnaissance de ses droits à Neuchâtel. Vu la position que la France avait prise au sujet de la

(126) *Fs. Suisse* 570/195.

Suisse, après le 18 avril 1852, la démarche prussienne semblait vouée à l'échec, comme toutes les demandes précédentes adressées aux signataires des traités de Vienne par Frédéric-Guillaume IV.

Ainsi, à Neuchâtel, des préparatifs de restauration royaliste avaient marché de pair avec des démarches diplomatiques du roi auprès des puissances, depuis la révolution du 1^{er} mars 1848.

Puis, le 21 janvier 1849, une émeute royaliste à Neuchâtel avait été étouffée dans le berceau ; dans la même année, un conflit avait été évité par la fermeté du Conseil fédéral et par la politique prévoyante de Tocqueville. En novembre 1849, Palmerston avait évincé poliment les démarches de Bunsen, tout en reconnaissant les droits du roi de Prusse sur la principauté. En 1850, la Prusse avait pris une attitude nettement hostile à la Confédération, et renouvelé ses menaces au début de l'année suivante. En octobre 1851, Frédéric-Guillaume IV avait demandé de nouveau aux puissances de prendre en considération l'affaire de Neuchâtel (127). Maintenant, le roi semblait plutôt préconiser la séparation presque complète de Neuchâtel et du reste de la Suisse.

Ainsi, la question de la principauté jurassienne du roi de Prusse était toujours pendante, sans cesse rappelée aux gouvernements par Frédéric-Guillaume IV. Depuis le coup d'Etat de Louis-Napoléon surtout, le roi n'avait plus lâché prise. Il n'avait aucun intérêt à attendre, comme la France le lui avait proposé, que l'état politique intérieur de la Suisse se fût consolidé.

Au mois de mai 1852, enfin (après l'insuccès d'une démarche de Bunsen auprès de Granville, le 15 janvier), les puissances semblaient se mettre d'accord pour reconnaître par un acte spécial les droits de la couronne de Prusse sur la principauté neuchâteloise. Mais cet accord, elle se le firent payer. La conférence de Londres, réunie pour régler la succession danoise, avait besoin de l'assentiment du roi de Prusse pour mettre Chrétien

(127) Cf. VARGAS, p. 8 sq.

de Glucksbourg sur le trône danois. En échange, Frédéric-Guillaume IV reçut la satisfaction d'amour-propre qu'il avait sollicitée depuis si longtemps ⁽¹²⁸⁾. L'acte du 24 mai 1852 fut le résultat d'un long marchandage anglo-prussien. D'après un projet de protocole russe (présenté à Lord Granville le 31 janvier), le roi de Prusse aurait d'abord revendiqué de la part des puissances la reconnaissance de l'inviolabilité de ses droits sur Neuchâtel, la promesse d'une action diplomatique immédiate auprès de la Suisse et la reconnaissance du droit du roi de recourir à la force, si la Suisse se refusait à reconnaître les droits royaux ⁽¹²⁹⁾.

Finalement, Frédéric-Guillaume IV céda sur presque tous les points, et donna la promesse formelle de ne pas employer la force des armes pour amener la Suisse à lui céder Neuchâtel. Cette dernière promesse fut obtenue par Walewski, ambassadeur de France. Le contre-projet français, le moins dangereux de tous les projets de règlement de cette question, l'avait emporté sur les autres solutions proposées.

Pour les puissances qui accédaient au vœu du roi de Prusse, il ne s'agissait donc pas de Neuchâtel ; elles eurent soin d'écarter complètement la Suisse de la négociation secrète ⁽¹³⁰⁾.

Frédéric-Guillaume IV eut enfin la satisfaction, bien faible, de voir ses droits reconnus en principe. Avait-il consenti au marchandage entre les questions danoise et suisse pour cette déclaration platonique du 24 mai ?

Il avait obtenu beaucoup plus, surtout de la part de la France.

Lord Stanley le dira à la Chambre des Communes, le 9 juin. *Le protocole relatif à Neuchâtel était la première circonstance où le Président de la République Française avait reconnu les traités de 1815.* « L'inexpérience du jeune sous-secrétaire d'Etat vient confirmer le fait déjà pressenti que les puissances avaient surtout en vue cette reconnaissance qui constitue en effet le mérite principal de ce protocole » ⁽¹³¹⁾.

(128) Cf. STERN, VIII, 234 ; Turgot à Salignac, 21 mai 1852 (fs. Suisse 570/227).

(129) VARGAS : p. 10.

(130) Salignac parle au président de la Confédération du calme nécessaire lors de la conférence (25 mai, fs. Suisse 570/240).

(131) Barman au Conseil fédéral, 11 juin 1852.

Louis-Napoléon s'était-il laissé prendre ? Non. Le cabinet français signait le protocole en toute connaissance de cause. En mettant le nom de la République et par conséquent celui de son Président sous l'acte du 24 mai, celui-ci donnait aux puissances une assurance qu'il respecterait les traités de 1815. Les puissances avaient besoin d'être rassurées, après le manifeste de Lamartine, après la chute de Metternich et la mort de Schwarzenberg. En tranquillisant les voisins de la France sur ses intentions, Louis-Napoléon s'était assuré la reconnaissance du coup d'Etat par les puissances et avait préparé celle de l'Empire.

La Suisse n'apprit pas tout de suite la teneur du protocole. Aussi Furrer était-il fort mécontent de ce que la France eût signé l'acte de Londres. La reconnaissance des droits du roi était une surprise désagréable pour le Conseil fédéral. Furrer se montra plus satisfait, lorsqu'il fut mis en demeure de comparer le projet de Bunsen à celui de Walewski, et lorsqu'il apprit que la guerre avait été exclue des moyens qu'avait le roi de faire valoir ses droits sur Neuchâtel. Le désir de la France et de l'Angleterre avait été de voir régler la question directement entre la Prusse et la Suisse. Les conditions de cet arrangement direct étaient fixées par le protocole.

Les plus mécontents étaient les royalistes prussiens. A plusieurs reprises, ils tentèrent d'entraîner la légation de France dans des projets de coup d'Etat. Salignac persista dans sa réserve, les invitant à suivre les voies légales (132).

A l'automne de 1852, des démarches renouvelées du roi de Prusse à Paris et dans les autres capitales, n'eurent pas plus de succès.

Une fois le protocole du 24 mai signé, les puissances étaient bien décidées à se désintéresser de l'affaire de Neuchâtel.

Dans la seconde moitié de l'année 1852, la Suisse était surtout

(132) *Salignac à Turgot*, 18 juin 1852 (fs. Suisse 570/345-347).

occupée de questions matérielles. La législation, la construction de lignes télégraphiques et surtout les projets de construction de chemins de fer absorbaient toute l'attention des partis. Des discussions interminables sur la question de savoir si le monopole de l'Etat était préférable au libre concours des sociétés de construction, créèrent de profondes dissensions, qui firent oublier un moment les antagonismes religieux dans certains cantons. L'affaire de Neuchâtel était « réglée », renvoyée à plus tard; les réfugiés étaient ou partis ou tranquilles, de sorte que les questions de politique extérieure avaient perdu de leur importance.

La dette des cantons du Sonderbund fut enfin remise, ce qui fit une impression très favorable en France et fit oublier momentanément la situation pénible dans laquelle se trouvait le canton de Fribourg dominé par les radicaux. Les difficultés qui surgirent dans le Tessin par suite de l'expulsion d'ordres religieux firent bien naître de nouvelles difficultés avec l'Autriche; mais c'est la France impériale qui les réglera.

La sympathie grandissante qui unit la France et la Sardaigne (à la veille de la guerre de Crimée) rassura la Suisse à l'égard de l'Autriche qui voyait avec jalousie la France reprendre de l'influence dans la Confédération (133).

En août, le Prince-Président inaugura le chemin de fer de Strasbourg à Paris. Le Conseil fédéral ne manqua pas, cette fois, de lui envoyer une députation. Les amis personnels du Prince, Dufour et Kern, furent accueillis avec empressement. Cette visite acheva d'effacer les anciens griefs.

Un signe tout particulier d'apaisement fut l'annonce d'un retour éventuel en Suisse du baron de Krudener, ministre de Russie (134), qui avait quitté la Suisse après la rupture des relations helvéto-russes en février 1848.

Mais ce calme n'était qu'apparent. Presque tous les problèmes franco-suisses dont nous avons à traiter au cours de cette étude,

(133) *Salignac à Drouyn de Lhuys*, 16 août 1852 (*fs. Suisse* 571/94).

(134) *Salignac à Drouyn de Lhuys*, 19 décembre 1852 (*fs. Suisse* 571/263).

reprirent leur importance respective après l'établissement de l'Empire.

*

La Suisse fut un des premiers Etats à reconnaître Napoléon III Empereur des Français. Respectant le droit des nations de se constituer elles-mêmes, la Suisse ne pouvait avoir aucune hésitation à le féliciter du grand coup d'Etat qu'il venait d'accomplir ; elle éprouvait même quelque fierté de voir élevé à la dignité impériale l'ancien « citoyen de Thurgovie ».

CONCLUSION

De 1815 à 1848, les intérêts des puissances centrales en Suisse, surtout ceux de l'Autriche, paraissent souvent semblables à ceux de la France. « Dans les intérêts autrichiens et dans les intérêts français, il y a donc plutôt accord qu'opposition » (1).

C'est cette analogie de leurs intérêts en Suisse qui met la France et l'Autriche en conflit dans leur politique à l'égard de la Confédération.

Placée au carrefour de l'Europe, à cheval sur deux civilisations, la Suisse peut toujours craindre d'être la victime de l'antagonisme qui oppose les races latine et germanique, la France et les puissances centrales.

En 1815, les puissances européennes ont reconnu « authentiquement que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse et son indépendance de toute influence étrangère sont dans les vrais intérêts de la politique de l'Europe entière ».

Mais, entre cette reconnaissance formelle de la neutralité et le respect de l'indépendance, il y a parfois loin. A toute occasion, les voisins de la Confédération sont tentés de continuer leurs luttes, économiques ou politiques, jusque dans les frontières de « l'Etat-tampon ». La Suisse avait à subir tous les contre-coups des mouvements politiques européens.

(1) Cf. le sens des instructions écrites pour le nouvel ambassadeur d'Autriche en Suisse, le baron de Crumpipen, signées par Metternich le 31 octobre 1803 (ds. WINKLER, Arnold, *Metternich und die Schweiz. Zeitschrift für Schweizergeschichte* VII, n° 1, p. 71) : De tels Etats-tampons (sc. comme la Suisse) — si leurs gouvernements montrent un vif esprit d'indépendance — exploitent toujours à leur avantage les querelles de leurs voisins et se mettent d'ordinaire, pour y parvenir, alternativement avec l'un contre l'autre. « Dans les intérêts autrichiens et dans les intérêts français, il y a donc plutôt accord qu'opposition ».

Puis, entre 1848 et 1852, les puissances centrales ont continué, selon l'ancienne méthode, à combattre la France par dessus la Suisse. *L'Autriche* cherche à gagner une influence prépondérante dans la Confédération. Le chancelier autrichien demande moins la participation de la France à une intervention armée que sa neutralité bienveillante. Dans la question de Neuchâtel, *la Prusse* cherche à obtenir de la France un nouvel assentiment aux traités de Vienne, dont Lamartine avait dénoncé la portée morale. Lorsque *la France* protège la Suisse contre les projets hostiles des puissances allemandes, elle défend ses propres frontières. *L'Angleterre* intrigue selon les circonstances : agissant tantôt pour, tantôt contre les intérêts helvétiques, sa diplomatie ne cherche qu'à désunir les Etats continentaux pour les réduire à l'inaction.

L'intérêt que les puissances portent à la Suisse est variable : vif, lorsque les autres questions européennes marquent un temps d'arrêt, il s'efface, quand de grands problèmes surgissent dans d'autres parties du continent.

La France a toujours su faire ajourner par les puissances centrales les actes hostiles dont elles menaçaient la Suisse (mois de janvier à mars 1850, 1851, 1852) jusqu'à ce que, occupées du Schleswig ou de l'Italie, elles détournent leur attention de ce côté. La politique austro-prussienne à l'égard de la Suisse fut toujours variable ; elle dépendait souvent de l'état de l'Allemagne. Par contre, la politique de la Seconde République à l'égard des rapports de la Suisse avec la Prusse fut constante : Guizot voulut empêcher ces puissances d'intervenir ; Lamartine proclama la volonté de la France de protéger la Suisse ; tous les ministres des Affaires Etrangères qui suivirent prirent la défense de la Confédération contre les puissances centrales, avec plus ou moins d'hésitations ; mais la force des choses, les intérêts français les amenèrent tous à prendre la même attitude.

La Seconde République a prouvé par sa politique que, en ce qui concerne la situation internationale de la Suisse, la France ne peut adopter qu'une seule ligne de conduite : défendre la Confédération contre toute atteinte à son indépendance.

La politique qui s'imposait à la Suisse fut celle de la stricte neutralité. Le nouvel état constitutionnel de la Confédération ne fut pas ébranlé par les difficultés qu'elle rencontrait au dehors.

Dans les négociations directes entre la France et la Suisse, nous avons traité à part les questions de l'établissement dans la Confédération des Israélites français, celle de l'internement et de l'expulsion des réfugiés français, et quelques problèmes secondaires. Nous avons constaté que l'importance de chacun variait selon les circonstances. Ainsi, le gouvernement français, ajournait et reprenait des négociations suivant la situation internationale de la Suisse, suivant l'état politique intérieur de celle-ci et suivant le plus ou moins de cordialité des rapports de la légation avec le Conseil fédéral.

La République de 1848 établit le plus parfait accord entre les deux pays et procura à la Suisse le calme nécessaire à sa transformation constitutionnelle.

Avec la présidence de Louis-Napoléon, la politique française prit une attitude plus conservatrice. La République de 1849 à 1852, se montrera plus ou moins favorable à la Suisse, selon que les conservateurs bernois remporteront plus ou moins l'avantage.

La politique française trouvera sa formule sous la direction d'Alexis de Tocqueville, l'un des esprits les plus élevés parmi les hommes d'Etat de l'époque. Cette politique séparera soigneusement les différentes affaires à traiter par les deux gouvernements. Elles les liera cependant entre elles en subordonnant le règlement des unes aux autres par un système judicieux d'ajournement et de reprise de négociations. Elle tiendra à la Suisse un langage tout différent de celui qu'elle opposera aux projets des puissances pour arriver au même but : conserver la paix, maintenir l'intégrité de la Confédération pour le bien de celle-ci et celui de la France. Cette politique s'inspirera non seulement des intérêts vitaux des deux Etats, mais encore d'un sentiment

désintéressé : le désir de protéger le faible contre les appétits des plus forts.

Le gouvernement du coup d'Etat abandonnera la politique de Tocqueville et de La Hitte. Il rétablira, pour un moment, l'idée du concert européen dirigé contre la Suisse ; il s'entendra avec l'Autriche pour la remise simultanée d'une note à Berne ; il n'y aurait plus qu'un petit pas à faire pour en venir à l'envoi concerté de notes identiques par chacune des puissances. C'est à nouveau la politique de la monarchie et, seule, la bienveillance du chef de l'Etat en atténuera les effets. Au lieu de continuer à lier entre elles les différentes questions en cours, cette monarchie sans couronne se mettra à accumuler les griefs contre la Suisse et à enchevêtrer les négociations franco-helvétiques dans les affaires européennes. Par là, la Suisse lui paraîtra prendre parfois une importance exagérée.

C'est donc une politique de circonstances qui régira les rapports franco-suisse en 1852, malgré les affirmations de principe. Lorsque le gouvernement français parlera à Berne d'un ton amical, ce sera pour renforcer la position des conservateurs suisses. Quand les radicaux s'agiteront de nouveau, la légation de France reprendra ses réclamations pendantes. Les méthodes politiques de Turgot et de Salignac ressemblent donc à celles de Guizot et de Bois-le-Comte.

Les avantages que donnent à l'un et à l'autre les négociations entre les deux gouvernements, sont traités par la Seconde République comme des valeurs d'échange. Un service rendu à la Suisse en vaut un autre à la France.

*

En 1848, la Suisse accomplit la transformation la plus profonde qu'elle ait subie au cours des six siècles de son existence. Pendant les cinq années de la Seconde République, la nouvelle Confédération obtient une reconnaissance effective des Etats étrangers. Elle résiste aux tentatives qu'ils font pour la ramener à son ancienne constitution.

*

En 1848, simultanément, la France et la Suisse rejettent les régimes qui les régissaient et se donnent chacune une nouvelle constitution. Nées ensemble, ces deux Républiques libérales se soutiennent l'une l'autre. Même la République conservatrice de 1852 ne peut modifier le fonds de leurs rapports réciproques, et l'on peut considérer que c'est la politique suivie entre 1848 et 1852 qui a déterminé les relations ultérieures de la France avec la Suisse.

La diplomatie de la Seconde République confirme donc la vérité d'un jugement porté par Napoléon I^{er} presque un demi-siècle plus tôt (rappelé d'ailleurs par le Prince-Président lui-même (2) dans un article de journal) :

« C'est l'intérêt de la défense qui lie la France à la Suisse; c'est l'intérêt de l'attaque qui peut rendre la Suisse importante pour les autres puissances. Le premier est un intérêt *permanent*, le second n'est que *passager* et caprice ».

(2) Cf. l'article du Prince-Président dans son journal « Napoléon », le 3 mars 1850, reproduit par le « Journal des Débats », le 4 mars.

Vu : le 13 Mars 1930.

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

PIECES JUSTIFICATIVES

I. FELICITATIONS DU GOUVERNEMENT VAUDOIS (1)

· AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

*Le Conseil d'Etat du Canton de Vaud
au Gouvernement provisoire de la République française.*

Lausanne, le 1^{er} mars 1848.

Citoyens,

Un petit Peuple de 200.000 âmes, le Peuple Vaudois, notre voisin, a appris avec une joie indicible la victoire que le Peuple héroïque de Paris a remportée sur un Roi parjure et ennemi de la liberté chez tous les Peuples.

Il a appris, avec non moins de joie, la conduite noble et généreuse du Peuple ; il a vu qu'il est digne de se gouverner lui-même, qu'il comprend aussi bien tous les devoirs que tous les droits qui sont attachés à la condition d'hommes libres.

Le Peuple Vaudois salue avec enthousiasme l'avènement d'un Gouvernement qui, au début de sa carrière, proclame les grands principes de l'humanité et veut les réaliser. Le Peuple Vaudois, tout faible qu'il soit, ajoutera sa force morale à celle de la grande Nation, sa voisine, pour faire triompher ces principes dans le Monde.

Le Conseil d'Etat du Canton de Vaud ne doute pas que le

(1) *Fs. Suisse* 561/7 [En tête, la note : « Renvoyé au Ministre des Affaires Etrangères »].

Directoire fédéral ne fasse connaître au Gouvernement de la République française les sentimens qui animent tout le Peuple Suisse envers la Nation française ; mais il n'a pas voulu attendre plus longtemps de vous faire connaître, *Citoyens*, les vives sympathies qui ont ému le petit coin de terre que nous habitons à vos frontières.

Nos vœux les plus ardens vous accompagnent dans l'œuvre glorieuse que vous avez entreprise.

Recevez, *Citoyens*, l'assurance de notre haute considération et de nos sentimens républicains.

Au nom du Conseil d'Etat, les Membres présens à la séance,

F. BRIALLE, *Président*.

C. VEILLON, *Vice-Président*.

Ls. BLANCHENAY.

L. BOURGEOIS.

J. VERET.

J. VULLIET.

C. FORNEROD, *Chancelier*.

II. FELICITATIONS DE L'ASSOCIATION POPULAIRE SUISSE AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE (1).

« *Le Comité Central de l'Association populaire Suisse
au Gouvernement provisoire de la République française.* »

Messieurs!

« Nous nous faisons un plaisir et un devoir de Vous transmettre l'adresse ci-incluse, dans laquelle Vous trouverez l'expression des sentimens d'inaltérable sympathie du peuple suisse pour la révolution, qui vient d'affranchir le peuple français de

(1) *Archives Nationales BB³⁰ 316 (1), pièce 30 b.*

la tyrannie de la maison d'Orléans, et pour la république qui assure sa gloire et son bonheur.

« C'est à Vous, Messieurs, qui êtes les véritables organes du peuple français, qu'il appartient avant tout de prendre connaissance de cette manifestation du plus ancien de ses amis et de la rendre publique.

« Agréez, Messieurs, l'assurance de notre haute considération, et nos salutations fraternelles et républicaines. »

Berne, 8 mars 1848.

Le Comité Central
de l'Association populaire Suisse (1) :

NIGGELER, *avocat et président du Grand
Conseil du Canton de Berne.*

J. J. HUBLER, *Notaire public et Greffier
du tribunal de Berne.*

J. SCHERZ, *avocat et membre du Grand
Conseil du Canton de Berne.*

■

« *L'Association populaire Suisse
au
Peuple Français.*

« Peuple ami !

« Grande nation !

« La bonne nouvelle de la victoire remportée par l'avant-garde du Peuple français, le peuple parisien, répétée d'écho en écho dans nos Montagnes, a rempli d'allégresse tous les cœurs vraiment démocrates. Le Peuple Suisse a suivi avec la plus vive sympathie les phases du combat. L'héroïsme de la Garde Nationale, des Ouvriers et des Etudiants, l'a pénétré d'une profonde

(1) Niggeler et Scherz sont membres dirigeants du Club de l'Ours (Cf. p. 92, n. 60).

admiration et lorsqu'il apprit que la République avait été proclamée, l'enthousiasme fut à son comble. Ce grand et heureux événement a été salué au bruit du canon et les chants patriotiques donnaient essor à la joie des citoyens.

« C'est que la Suisse, vous le savez, est une République, la seule qui se fût maintenue en Europe à travers les vicissitudes des siècles et en dépit des machinations de ses ennemis. C'est que la nation helvétique aussi a combattu pour la cause des peuples et triomphé les armes à la main d'une ligue impie qui, instrument des Jésuites et appuyée par Louis-Philippe et d'autres princes du continent, ne tenaient à rien moins qu'à anéantir l'indépendance de la Suisse et à la replacer sous le joug d'une aristocratie politique et religieuse, ouvrant ainsi la voie à de vastes et funestes desseins. C'est que vos ennemis étaient aussi les nôtres, ceux que la France a chassés ayant juré la ruine du radicalisme et de la démocratie. C'est que la Suisse n'a point oublié l'énergique appui qu'au moment du danger elle a reçu des démocrates français, tant dans la presse et les Chambres que dans ces mémorables Banquets qui ont préparé l'avènement du régime de la *Liberté*, de l'*Egalité* et de la *Fraternité* dans votre glorieux pays.

« Cette sympathie des deux peuples ne date pas d'aujourd'hui. Non, l'amitié qui lie la France et la Suisse est vieille, elle remonte à plusieurs siècles. Combien de fois le sang des Suisses n'a-t-il pas été mêlé à celui des Français sur les champs de bataille, depuis le moyen âge jusqu'à nos jours ? N'avons-nous pas souvent partagé vos succès et vos revers dans la guerre ? Que de traits communs dans l'histoire politique des deux peuples ! Notre ancienne aristocratie avait formé alliance avec votre ancienne royauté, et plusieurs moururent sur les marches du trône des Bourbons par principe et identité d'intérêt autant que par fidélité à leurs sermens. Votre première révolution, celle de 1789 à 1792, brisa la monarchie et ses soutiens ; la nôtre, en 1798, porta un coup mortel au patriciat et à d'autres privilèges ; la France et la Suisse eurent chacune leur République une et indivisible avec les épreuves de cette époque de rénova-

tion. Bientôt après, l'Acte de Médiation de 1803 devint le reflet du Consulat et de l'Empire. En 1814 et en 1815, la Suisse subit, comme la France, sa restauration. Les deux pays firent leur révolution de 1830, d'où surgirent chez vous, un roi égoïste et fourbe, sacrifiant à sa famille les intérêts et la dignité de la France ; chez nous, des Gouvernements dont plusieurs, oubliant leur origine, placèrent l'élu au-dessus de l'électeur, la liberté de quelques classes privilégiées avant celle du grand nombre et substituèrent ainsi leur intérêt et leur volonté propres à ceux du Peuple souverain. En France comme en Suisse, les Gouvernements doctrinaires et prétendus conservateurs furent renversés pour faire place à des autorités pénétrées de l'esprit des masses, dévouées au Peuple et organe de la majorité : la révolution de février 1845 dans le Canton de Vaud, celle de février 1846 dans le Canton de Berne, celle d'octobre de la même année dans le Canton de Genève, le mouvement national de novembre 1847 contre le Sonderbund et les Jésuites, n'ont-ils pas été les avant-coureurs de vos immortelles journées de février 1848 ? Les deux Peuples se sont montrés grands et courageux dans la lutte, magnanimes après la victoire.

« Enfin, votre Révolution ou votre République aura, comme les nôtres, une lutte à la vie et à la mort à soutenir contre des ennemis de tout genre, à l'intérieur et au dehors. La réaction revêtira toutes les formes, entr'autres celle de la calomnie. Vous la verrez aussi exploiter les institutions démocratiques et invoquer hypocritement les droits garantis par la constitution pour les faire servir à la réalisation de ses projets. Une foule d'embarras naîtront encore de ce que plusieurs n'ayant pas saisi l'esprit de la révolution de février, y transporteront les maximes du régime déchu et celles d'un libéralisme qui a fait son temps. L'égoïsme relèvera la tête et le dévouement sera mis en suspicion.

« Mais ayez une foi inébranlable en l'avenir. Tout de même que la Suisse a surmonté ces difficultés, la République française balayera tous les obstacles qui s'opposeront à l'accomplissement de ses glorieuses destinées. L'intelligence, le cœur et le

bras du Peuple seront toujours là. Le pouvoir républicain gouvernera pour le Peuple et par le Peuple : ce sera une puissance invincible parce qu'elle aura sa source dans l'esprit du sacrifice. Tout ce qu'on tentera contre le régime démocratique se brisera contre une force supérieure à toutes les autres : la force des choses.

« La République française repose sur cette assiette inébranlable, parce que, loin d'être le fruit de calculs et de combinaisons, elle a surgi de la marche naturelle des événements, de la logique des faits, et que, amenée par le progrès des idées, elle est sortie imprévue comme une nécessité, de la conscience du peuple ; parce qu'elle n'est point l'œuvre des habiles et des chefs, mais un acte spontané des masses ; parce que, enfin, emportée de haute lutte, elle a le sceau d'un fait accompli.

« Aussi, ce régime que l'on disait impossible en France a-t-il immédiatement rallié l'immense majorité des *Citoyens* comme le seul possible, et les hommes éminents qui, par un patriotisme sublime, se sont chargés du lourd fardeau du Gouvernement provisoire, ces excellents citoyens qui méritent à un si haut degré la confiance illimitée dont la nation les entoure, se sont-ils trouvés comme par enchantement.

« En d'autres termes, la révolution de février et l'avènement de la République française qu'elle portait dans ses flancs sont l'œuvre de Dieu, qui, faisant conspirer les événements à l'exécution de ses décrets, a frappé d'aveuglement les hommes qui s'enorgueillissaient de leur prétendue sagesse. Les trahisons qui se sont succédées depuis bientôt 18 ans, le mépris du peuple, l'exploitation de ses sueurs, la corruption, les crimes venus au jour et tant d'autres iniquités demeurées impunies appelaient enfin un grand châtiment sur la tête d'un roi parjure et de ses complices. Ainsi s'est accomplie cette prophétie de l'illustre auteur des Paroles d'un Croyant ⁽¹⁾ : *Laissez passer la justice de Dieu*. Tel est le sacre de la Révolution de Février, la sanction divine de la République française.

(1) Lamennais.

Tôt ou tard, cette justice de Dieu fera le tour du monde, car partout la coupe est pleine.

« Déjà elle a frappé aux portes de la Suisse. Les projets d'intervention et d'asservissement que méditaient ceux qui ont encouragé, soldé et armé le Sonderbund ont été mis au néant. L'hydre de la réaction est écrasée. La main qui tendait à ravir à la Suisse le droit de réformer ses institutions fédérales dans un sens national est paralysée. Et le peuple du Canton de Neuchâtel s'est levé pour affranchir cette partie du pays de la domination étrangère.

« La République française et la Confédération républicaine suisse sont désormais deux sœurs liées d'une étroite amitié. La confiance réciproque, véritable nœud de cette amitié, est d'autant mieux affermie que, d'un côté, le Gouvernement provisoire de la République française, guidé par cette large et sûre politique qui puise ses inspirations dans la justice et la fraternité des peuples, a déclaré solennellement la volonté de la France de respecter toutes les nationalités, et que de l'autre, la Suisse a la volonté et le pouvoir de défendre l'inviolabilité de son territoire en maintenant sa neutralité qui est toute au profit de la cause des peuples. La Suisse ne permettra certainement pas qu'une armée dirigée contre la France passe le Rhin comme en 1813, alors que la trahison livra la frontière à l'étranger.

« Tels sont les sentiments que nous vous exprimons au nom de toutes les sections de l'Association populaire suisse.

« Cette manifestation d'une grande association populaire et libre a pour but de répondre à l'impatience publique, en attendant que les autorités fédérales, soumises à des formalités et à des longueurs inévitables, soient en mesure de parler officiellement au nom de la Confédération.

« Peuple français ! Toi qui viens de prouver au monde que tu es toujours la grande Nation ! Toi qui es le seul roi légitime de la France ! Toi qui désormais porteras seul la couronne, à qui seul appartient le titre de Majesté, Peuple français, le Peuple suisse, républicain comme toi, ton aîné dans la démocratie, ton cadet dans le progrès social, le Peuple suisse te félicite de ta

victoire, te remercie du service immense que tu as de nouveau rendu à la cause de l'humanité et te présente ses salutations républicaines et fraternelles.

Berne, le 5 mars 1848.

Au nom de l'Association populaire Suisse,
les membres du Comité central :

Signé :

NIGGELER, *avocat et président*
du Grand Conseil du
Canton de Berne.

J. J. HUBLER, *notaire public*
et Greffier du tribunal
de Berne.

J. SCHERZ, *avocat et major.*

•

III. NOTE LUE AUX ENVOYÉS D'AUTRICHE ET DE PRUSSE

LE 3 FÉVRIER 1850

PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES (1).

« Les ministres d'Autriche et de Prusse ont proposé confidentiellement au gouvernement français, par ordre de leurs cours, d'adopter, de concert avec elles, en ce qui concerne la question des révolutionnaires réfugiés en Suisse, un plan de conduite qui peut se résumer ainsi.

Une conférence s'ouvrirait à Paris entre les représentants des Puissances limitrophes de ce pays, dans le but de régler et de

(1) *Fs. Suisse* 564/319 *sqq.* Ministre des Affaires Etrangères : La Hitte; cf. pp. 125 et 304.

restreindre le droit d'asile que la Confédération applique aux réfugiés politiques.

Après qu'elle aurait constaté les faits et qu'elle serait tombée d'accord des principes à établir, des démarches uniformes et collectives seraient faites, au nom des Puissances, auprès du Conseil fédéral, dans le but de l'amener à accéder aux résolutions ainsi arrêtées.

Dans le cas où la Suisse s'y refuserait, chacune des Puissances intéressées dirigerait des forces sur la partie de la frontière du territoire fédéral contiguë à son propre territoire, et si le Conseil persistait dans son refus, on passerait à l'occupation des cantons limitrophes.

Les Cabinets de Vienne et de Berlin prévoyant le cas où la France ne croirait pas pouvoir accepter le rôle de coopération qu'on lui propose, expriment le désir de connaître la ligne de conduite qu'elle se réserverait de suivre ; ils demandent si, se renfermant dans l'emploi des moyens diplomatiques qu'elle a jusqu'à présent mis en œuvre pour obtenir l'expulsion ou l'internement des réfugiés, elle resterait spectatrice passive de l'exécution des mesures indiquées par les deux cours.

A l'appui de cette proposition, l'Autriche et la Prusse allèguent que la Suisse est devenue un foyer de conspiration qui menace la sécurité de tous les pays voisins ; elles font remarquer que l'Europe, en lui accordant le bénéfice de la neutralité, n'a pu vouloir l'autoriser à faire du droit d'asile un moyen de bouleverser les Etats qui touchent à sa frontière ; elles s'efforcent enfin d'établir que la neutralité emportant nécessairement avec elle le devoir de respecter les intérêts des Puissances qui l'ont établie, il en résulte pour la Suisse des obligations auxquelles elle voudrait en vain se soustraire.

Tel est l'ensemble de la proposition confidentielle faite par les envoyés d'Autriche et de Prusse, au ministre des Affaires Etrangères de la République Française.

Le ministre des Affaires Etrangères est en mesure de leur faire connaître l'impression qu'en a reçue le gouvernement de la république.

Il a paru au gouvernement que la politique conseillée par les deux cours n'était pas en rapport avec l'état des choses auquel on veut l'appliquer comme remède.

Il y a quelques mois, lorsque plus de dix mille réfugiés allemands couvraient le sol de la Suisse, lorsqu'on pouvait douter encore si l'intention manifestée dès le premier moment par le Conseil fédéral de les éloigner ou de les interner, obtiendrait la sanction des conseils législatifs, et ne rencontrerait pas une insurmontable résistance dans la mauvaise volonté des autorités de certains cantons, lorsque enfin les contrées voisines de l'Allemagne récemment livrées à la guerre civile étaient en proie à la plus vive fermentation, on eût pu comprendre que des mesures semblables à celles qu'on propose aujourd'hui parussent nécessaires pour prévenir de redoutables catastrophes.

L'idée s'en présenta en effet à certains esprits, mais l'Autriche la repoussa hautement, déclarant dans les termes les plus formels que la conduite du gouvernement suisse lui paraissait irréprochable. Cela se passait vers la fin de juillet ou dans les premiers jours d'août.

Depuis, le Conseil fédéral a poursuivi avec fermeté la marche qui lui attirait alors l'approbation du Cabinet de Vienne. Les Conseils législatifs ont plus ou moins implicitement sanctionné sa politique. Le nombre des réfugiés se trouve réduit de plus de 10.000 à moins de 2.000, et s'il ne l'est pas plus considérablement encore, ce n'est certes pas que la Suisse tienne à conserver dans son sein ces hôtes incommodes et onéreux ; c'est que les autres pays refusent de les recevoir, c'est que la France est la seule qui consente non pas à leur donner asile, mais à accorder passage sur son territoire à un certain nombre de ces fugitifs pour qu'ils puissent se retirer au delà des mers.

A la vérité, un petit nombre de chefs révolutionnaires, dont on avait promis l'éloignement, favorisés par les sympathies de quelques populations, et peut-être même de quelques autorités cantonales, ont réussi, jusqu'à présent, à se dérober aux recherches et à prolonger leur séjour en Suisse. Il pourrait sans doute y avoir un danger dans cette situation, si on n'y mettait promp-

tement un terme. Le gouvernement français n'hésite pas à le reconnaître. Il ne cesse de représenter au Conseil fédéral l'urgente nécessité d'y pourvoir, et la justice lui fait une loi de déclarer que le Conseil paraît le comprendre, qu'il travaille sérieusement dans la mesure de ses forces à écarter des complications plus menaçantes encore pour la Suisse que pour la tranquillité de l'Allemagne ou de l'Italie.

Dans de telles circonstances, serait-il prudent, serait-il d'une bonne politique de quitter brusquement l'attitude mesurée et conciliante par laquelle on a atteint de semblables résultats pour prendre à l'égard du Conseil fédéral, une attitude d'exigence et de menace ? Le premier effet de ce revirement ne serait-il pas de réduire le Conseil à une sorte d'impuissance en le plaçant dans l'alternative, ou de se dépopulariser complètement par sa soumission à des réclamations ainsi présentées par l'étranger, ou de se joindre, pour les repousser, aux révolutionnaires qu'il combat en ce moment ? Ne donnerait-on pas ainsi aux agitateurs, aux amis des réfugiés, un prétexte spécieux de soutenir qu'ils défendent la cause de l'indépendance nationale en défendant le principe du droit d'asile, si intimement lié aux antiques traditions du pays ?

Sans doute, si les indices que l'on possède déjà sur les coupables machinations auxquelles se livrent certains réfugiés, acquéraient un nouveau degré d'évidence, si nos représentations pressantes demeuraient inefficaces, la France en présence du danger qui menacerait incontestablement l'ordre et la paix de l'Europe rechercherait avec ses alliés les moyens d'y pourvoir efficacement, et on peut être assuré qu'elle accepterait tout ce qui lui paraîtrait pouvoir se concilier avec les principes du droit des gens, comme avec les dispositions des traités. Telle mesure que le gouvernement français jugerait en ce moment peu conforme à la prudence et même à l'équité, pourrait alors lui sembler juste et nécessaire, mais au point où en sont les choses, sa ferme conviction est qu'il convient sous tous les rapports de ne pas abandonner encore la ligne de conduite qu'on avait suivie jusqu'à présent.

Il espère que l'Autriche et la Prusse, pesant mûrement ces considérations et tenant compte des informations récentes que leurs représentants en Suisse leur auront sans doute transmises sur les dispositions et les actes du Conseil fédéral, renonceront au moins pour le moment, au plan exposé par leurs envoyés au ministre des Affaires Etrangères.

Dans cette espérance, le gouvernement français croit devoir ne pas engager sa détermination ultérieure, quant à la conduite à tenir dans le cas où des éventualités fondées sur une supposition toute contraire, viendraient à se réaliser ».

BIBLIOGRAPHIE

I. DOCUMENTS D'ARCHIVES

a) ARCHIVES FRANÇAISES

a) Archives du ministère des Affaires Etrangères, Paris

*Abréviation : **

Fonds Correspondance politique.

fs. (pays) vol/fol.

Fonds Mémoires et Documents.

MD (pays) vol/fol.

Dossiers spéciaux.

D (pays).

1. Suisse.

vol. 554-572 (1847-1853).

MD 88.

Divers dossiers spéciaux (appartenant aux fonds réservés) qui nous ont été communiqués à titre extraordinaire sont cités dans les notes.

2. Allemagne.

vol. 804-817.

MD 127, 132, 163, 171.

3. Angleterre.

vol. 669-688 (1847-1853).

MD 127-132, 163, 171.

4. Autriche.

vol. 434-449.

MD 52.

5. Bade.

vol. 33-38.

6. Bavière.

vol. 225-230 (1849-1852).

7. Belgique.

vol. 219-221 (1848-1852).

8. France.

MD 740 (Circulaires du ministère des Affaires Etrangères).

9. Italie

vol. 321-332 (1848-1852).

10. *Naples*.
vol. 174-176 (mai à décembre 1848).
11. *Prusse*.
vol. 301-312 (1847-1852).
12. *Rome (Saint-Siège)*.
vol. 987-988 (1847-1848), 996-997 (1851).
13. *Russie*.
vol. 201-207.
14. *Saxe*.
vol. 112 (janvier à août 1851).
15. *Turquie*.
vol. 303-304 (1850).
16. *Wurtemberg*.
vol. 71-73 (1847-1849).

b) *Archives Nationales, Paris*

A.N.

Fonds du ministère de la Marine 1848 GG² 7, 8.
Fonds du ministère de la Justice, série politique
1850-1860.

BB ³⁰ 316 (1) : Lettres et adresses parvenues
au gouvernement provisoire, février-mars
1848.

BB ³⁰ 403, 584-699 : Affaires criminelles et
des Grâces.

b) *ARCHIVES SUISSES*

a) *Archives fédérales, Berne*

A.F.

Correspondance politique (Légations de Suisse à
Paris et à Vienne).

Dossiers relatifs aux réfugiés allemands, français,
italiens.

Correspondance du Conseil fédéral avec les gou-
vernements des cantons de Genève et de
Vaud au sujet des réfugiés.

Rapport des commissaires fédéraux Colin et
Franscini, sur les événements de Naples,
1848.

Rapport du commissaire fédéral Sidler au sujet
des réfugiés, 1851.

b) *Archives du Directoire commercial à St-Gall*

*Correspondances et procès-verbaux au sujet du commerce suisse
en Turquie.*

II. — PUBLICATIONS OFFICIELLES.

a) *Publications françaises.*

- | | |
|--|----------------------|
| Archives Parlementaires. Recueil complet des débats politiques des Chambres françaises. Imprimé par ordre du Sénat et de la Chambre des Députés. II ^e série, 1800-1860. Paris 1899. | APF. |
| Lesur. Annuaire historique universel. 1 vol. par an. 1847-1853. | Lesur.
G 13434 |
| Taschereau M. Revue rétrospective ou archives secrètes du dernier mouvement. 33 numéros. Paris 1848. | Tasch.
8° Z 10260 |

b) *Publications suisses*

- | | |
|--|------------------------|
| Sammlung, amtliche, der eidgenössischen Abschiede.
(Recueil officiel des récès fédéraux). | |
| Repertorium der eidgenössischen Abschiede, 1814-48. 2 vol. | Abschied.
8° F 4446 |
| Recueil officiel des pièces concernant le droit public de la Suisse, des décrets et arrêtés de la Diète et des concordats en vigueur ainsi que des traités conclus entre la Confédération suisse et d'autres Etats.
3 vol. Lausanne 1838, 1839 et 1850. | Lois/ord. |
| Recueil officiel des pièces concernant le droit public de la Suisse (lois fédérales, traités, décrets et arrêtés) depuis l'introduction de la nouvelle Constitution fédérale du 12 septembre 1848 (avec tables alphabétiques et par matières). | 8° F 3618 |
| Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse. 1 ^{re} série 1848-74, tomes 1 à 11 et répertoire. | 8° F 3618 |

Conventions et traités de la Suisse. 1852-1879.
3 vol. (Bibliothèque de la Légation de
Suisse à Paris).

Rapports du Conseil fédéral à l'Assemblée fédé-
rale sur sa gestion :
1849-1850-1851-1852-1853.

Feuille fédérale de la Confédération suisse.
3 vol. par an. 1849-1854.

Ff.
8° F 3618

Manifeste des cantons du Sonderbund.
29 octobre 1847, 15 p., in-16.

DUFOUR Henri :

Rapport général du commandant en chef des trou-
pes fédérales sur l'armement et la campa-
gne de 1847.

In-fol., 31 p., Genève, 14 juin 1848.

Recueil de documents officiels de la Diète fédé-
rale, avec rapport sur la conférence média-
trice du 28 octobre.

In-32, 34 p., Berne 1847.

c) *Publications anglaises.*

British Parliamentary Papers :

Correspondance relative to the affairs of
Switzerland (1844-1847). London, 1847.

Annual Register.

Ne 2.

III. PUBLICATIONS PERIODIQUES

a) *Publications françaises.*

Académie des sciences morales et politiques.
Comptes rendus.

*Abréviation et
côte BNP*
Acad. Sc. m-p.
R. 4267.

Académie Française.
Comptes rendus.

Acad. Fç.
8° Z 1617.

Annales diplomatiques et consulaires.

Ann. d-c.
4° G 999.

Annales politiques et littéraires.

Ann. p-l.
fol. Lc² 4214.

Annales révolutionnaires.

Ann. rév.
8° Lc¹⁸ 632.

Annales des sciences politiques.

Ann. sc. pol.

- Annuaire-bulletin de la Société de l'Histoire de France.
Annuaire de la France et de l'Etranger.
Annuaire diplomatique.
Annuaire historique universel (voir Lesur).
Annuaire des Deux Mondes.
Correspondant, le, R. critique.
1843-
Economistes, Journal des
1841- (tables : I : 1865. I et II : 1883).
Revue bleue. 4° R 16
Revue historique. 8° G 123
Revue d'histoire diplomatique. 8° G 5924
Revue des Deux Mondes. Z 21418
Revue, la Nouvelle. 8° Z 1287
Revue politique et parlementaire. 8° R 12635
Revue de Paris. 8° Z 13887
Revue des questions historiques. 8° G 162
Revue de la Révolution de 1848 et des Révolutions du XIX^e siècle. Lc 18 581
Revue de synthèse historique 1900- 8° G 7872
Ann.-Bt. Soc. Hist.
8° Lc¹⁸ 27 bis.
Ann.-Fr.-Etr.
8° G 10404.
Ann.-dipl.
8° Lc²⁵ 91 ter.
Lesur.
G 13434.
Ann. 2 M.
Z 21417
8° R 667
R. bleue.
R. hist.
R. h-dipl.
R. 2 M.
Nouv. R.
R. pol. parl.
R. Paris.
R. q. hist.
R. 1848.
R. synth.
8° G. 7872

b) *Publications suisses.*

- Anzeiger für Schweizergeschichte. 4° M 1120
Zeitschrift, Basler, für Geschichte u. Altertums-Jahrbuch, Politisches, cf. HILTY, Karl.
kunde.

IV. JOURNAUX

a) *Journaux français*

- Assemblée Nationale, Constitutionnel, Journal des Débats, Moniteur Universel (*officiel*), Napoléon, National, Patrie, Réforme, Temps, Univers, Vote Universel.

b) *Journaux suisses*

Basler Nachrichten, Berner Zeitung, Berner Verfassungsfreund, Bund (Berne), Confédéré (Fribourg), Erzähler (St. Gall), Gazette de Lausanne, Helvétie (Porrentruy), Nationalzeitung (Bâle), Neue Zürcher Zeitung, Nouvelliste Vaudois, Revue de Genève, Suisse (Berne).

c) *Journaux anglais*

Times.

V. HISTOIRES GENERALES

a) *Manuels*

BOURGEOIS Emile.

Manuel historique de politique étrangère,
1610-1919.

4 vol. IX^e éd. Paris. 1926.

8° G 6910

DEBIDOUR A.

Histoire diplomatique de l'Europe, 1814-
1878.

4 vol. Paris.

8° G 6460

SEIGNOBOS Ch.

Histoire politique de l'Europe contempo-
raine, 1814-1914.

2 vol. VII^e éd. Paris 1924 et 1926.

8° G 11483

STERN Alfred.

Geschichte Europas von 1848 bis 1871.

10 vol. ; 7 (1916) et 8 (1920). Stuttgart et
Berlin.

8° G 7193

b) *Histoire française*

CHARLETY S.

La Monarchie de Juillet.

(Lavis, Hist. de France contemp., t. V).
Paris s. d.

DELORD Taxile.

Histoire du Second Empire.

6 vol. Paris 1869-1876.

8° Uv 2713-2718

De la GORCE Pierre.

Histoire du Second Empire.

T. I-II. Paris 1884.

Lb⁵⁶ 3388

OLLIVIER Emile.

L'Empire libéral. Etudes, récits, souvenirs.

13 vol. Paris 1895-1909, vol. I-III.

8° Lb⁵⁶ 3393

REGNAULT Elias.

Histoire de huit ans (1840-48).

Paris s. d.

Lb⁵¹ 47 A.

SEIGNOBOS Ch.

La Révolution de 1848.

Le Second Empire.

1848-1859.

(Lavisse, Histoire de France contemporaine, t. VI). Paris, s. d.

THUREAU-DANGIN.

Histoire de la Monarchie de Juillet.

7 vol. Paris 1897-1904.

WEILL Georges.

La France sous la monarchie constitutionnelle (1814-1848).

Paris 1912.

(Sur la Seconde République) :

BLANC Louis.

Histoire de la Révolution de 1848.

2 vol. Paris 1870.

CREMIEUX A.

La Révolution de Février.

Etude critique sur les journées des 21-24 février 1848.

Paris 1912.

8° Lb⁵² 110.

DELVAU A.

Histoire de la Révolution de Février.

Paris 1850. [Tome I^{er} seul paru].

8° Lb⁵² 29

GARNIER-PAGES.

Histoire de la Révolution de 1848.

10 vol. Paris 1860-71.

De la GORCE Pierre.

Histoire de la Seconde République française.

2 vol. Paris 1887.

LAMARTINE Alphonse (de).

Histoire de la Révolution de 1848.

2 vol. Paris 1849.

8° Lc² 2022

PIERRE Victor.

Histoire de la République de 1848.

2 vol. Paris 1873-78.

RENARD Georges.

La République de 1848.

Paris 1906.

4° Lb⁵² 105

STERN Daniel [Comtesse d'Agoult].

Histoire de la Révolution de Février.

3 vol. Paris 1850-53.

Lb^{51.52} 39 A

c) *Histoire suisse*

CRUE Francis (de).

La Suisse de 1815 à 1848.

(Lavissee et Rambaud, *Histoire générale*, 1898).

Casier G 750

DAENDLIKER K.

Histoire du peuple suisse.

3 vol. Paris 1879 (trad.).

8° M 1135

DAGUET Alexandre.

Histoire de la Confédération suisse.

2 vol. Genève 1880.

8° M 1382

DIERAUER Johannes.

Geschichte des Schweizerischen Eidgenossenschaft.

5 vol. vol. V. Gotha 1917.

Trad. par Aug. Reymond, Lausanne 1910-1919.

8° M 15405

DROZ Numa.

Histoire politique de la Suisse au XIX^e siècle.

ds : SEIPPEL Paul : *La Suisse au XIX^e siècle.*

Lausanne 1899.

FUETER Eduard.

Die Schweiz seit 1848. Geschichte, Politik, Wirtschaft.

Zürich et Leipzig 1928.

GAGLIARDI Ernst.

Geschichte des Schweiz.

3 vol. vol. III. 1848-1926.

Zürich 1927.

- OECHSLI W[ilhelm].
Switzerland.
 The Cambridge Modern History.
 Vol. XI, chapter VIII. Cambridge 1909. 8° M 20788

VI. OUVRAGES PARTICULIERS

Biographies, Mémoires, Lettres, Discours

Côte BNP

- APPONYI, Rodolphe Comte d'
Vingt-cinq ans à Paris.
Journal, publié par Ernest Daudet.
 Vol IV^e. Paris 1926. 8° M 16451 (4)
- ASHLEY, Evelyn, and BULWER, Ld.
The Life of Palmerston.
 Londres 1874. Nx. 1465.
- AVRIL, Louis.
Mémoires d'un enfant du peuple.
 Genève 1852.
- BARMAN, J.-H. (colonel fédéral, ancien ministre
 plénipotentiaire).
Les négociations diplomatiques relatives à
Neuchâtel.
 Paris et Genève 1858.
- BASTIDE, Jules.
La République française et l'Italie en 1848.
 Bruxelles 1858. Lg² 13.
- BAUMGARTNER, J.
Die Schweiz in ihren Kämpfen und Um-
gestaltungen von 1830-1850.
 Zurich 1866. 4 vol. M. 23800-23803.
- BERCHTOLD Felix.
Bundesrat Druey. Teil I. 1798-1883.
 Ⓒ Zurich 1912. 8° Ⓒ Zür. ph. 142⁴.
- BERT, Paul.
Lamartine « homme social ».
 Paris 1925. 8° Ln²⁷ 61388.
- BIANCHI.
Storia documentata della diplomazia euro-
pea in Italia.
 Turin 1865, 8 vol.

- BISMARCK, Otto, Fürst von
Gedanken und Erinnerungen.
 vol. I^{er}, éd. française. Paris 1889.
 Stuttgart 1898. 8° M 10801.
- BLANC, Louis.
Pages d'histoire de 1848.
 Paris 1850.
 [3^e édition de l'Appel aux honnêtes gens]. Lb⁵² 27.
- BLOESCH, Edouard (fils).
Eduard Bloesch und dressig Jahre bernischer Geschichte.
 Berne 1872.
- BLOESCH, Gustav.
Prinz Louis-Napoleon in Bern.
 Berner Taschenbuch 1881, pp. 221-229.
- BLOESCH Gustav.
Chronik von Biel von den ältesten Zeiten bis 1873.
 Bienne 1873.
- BLOESCH, C. A., Dr.
Geschichte der Stadt Biel und ihres Panzer-Gebietes.
 Bienne 1855.
- BLUM, André.
La caricature révolutionnaire. 8° Li² 235.
La caricature sous la Monarchie de Juillet. 4° Li² 220.
La caricature politique en France sous la Seconde République. Lyon 1918. 8° Li² 223.
La caricature politique en France sous le Second Empire, Paris, s. d. 8° Li² 221.
- BOICHOT [J.-B.].
Souvenirs d'un prisonnier d'Etat. 1854-1859.
 Paris, s. d. Ln²⁷ 35713
Aux électeurs de l'armée.
 Paris 1850. Lb⁵⁵ 3074
- BOURGEOIS, Emile.
Neuchâtel et la politique prussienne en Franche-Comté, 1702-1713.
 Paris, 1887. 8° Z 10692.
- BOURGEOIS, Emile et CLERMONT, Emile.
Rome et Napoléon III, 1849-1870. Etude sur les origines et la chute du second Empire.
 Paris 1907. 8° Lb⁵⁶ 3474.

BOISSIER, Léopold.

*Le principe de la séparation des pouvoirs
dans l'établissement de la démocratie en
Suisse.*

⊕ Genève, 1919.

8° M 20277.

BRETSCHER, W[illy] und STEINMANN, E[rnst].

*Die sozialistische Bewegung in der
Schweiz 1848-1920.*

Berne 1924.

BULLE, Constantin.

*Geschichte des zweiten Kaiserreichs und
des Königreichs Italien.*

Berlin 1890. [Allgemeine Geschichte in
Einzeldarstellungen, herausgegeben von
W. Oncken. IV. Hauptabteilung, III. Teil.]

8° G 970.

BOURGIN, Georges.

*Ad(olphe) de Circourt. Souvenirs d'une
mission à Berlin en 1848.*

Paris 1908-09. 2 vol.

8° L 45 63.

BRISAC, Jules (Jacques).

*Ce que les Israélites de la Suisse doivent à
la France, Esquisse d'histoire diploma-
tique.*

Lausanne 1916.

8° M 177¹⁰.

BRUNNER, Edwin.

*Ueber die rechtliche Natur der schwei-
zerischen Neutralität.*

⊕ Zurich 1917.

BUDÉ, Eugène de.

Les Bonaparte en Suisse.

Genève 1905.

BURCKARDT, Carl J[akob].

*Der Berner Schultheiss Charles Neuhaus
(1796-1849).*

Frauenfeld 1925.

8° ⊕ Zür. ph.1852.

BURCKHARDT, Paul.

*Geschichte der Stadt Basel von 1833-1848.
II. Basler Neujahrsblatt 1913.*

CABANE, Henri.

*Histoire du Clergé en France pendant la
Révolution de 1848.*

Paris 1908.

8° Ld³ 500.

CALMAN, Alvin R.

*Ledru-Rollin après 1848 et les proscrits
français en Angleterre.*

8° Ln²⁷ 61142.

Paris 1921.

*Ledru-Rollin and the second French Repu-
blic.*

8° Lb⁵² 114.

New-York 1922.

8° R 13191 (233).

CASSE, Baron A. du,

Les dessous du Coup d'Etat.

Lb 55 3093.

Paris 1891.

CASTELL Alexandre.

*La Suisse et les Français. Etudes inédites.
pb. par A.C.*

Paris 1920.

CASTELLA, Gustave.

*Histoire du Canton de Fribourg depuis ses
origines jusqu'en 1857.*

Fribourg 1922.

CASTELLANE, Maréchal de

Journal.

Ln²⁷ 43219.

Paris 1895-1897. 4 vol. (t. IV).

CAUSSIDIÈRE (ex-préfet de police).

Lb⁵³ 12.

Mémoires.

Paris 1849. 2 vol.

CESAR, J.

*Coup d'œil sur la vie politique de Lamar-
tine de 1830 à 1851.*

Programme de l'école cantonale de Por-
rentruy, 1909-10.

CHAMBRIER, Frédéric de

*La position de Neuchâtel envers le Sonder-
bund et la Confédération et envers le
Roi. 7 pages imprimées. 1847.*

M 24802.

*Des droits et des intérêts des Etats Suisses
quant au pacte fédéral. Neuchâtel 1836.*

*Histoire de Neuchâtel et Valangin jusqu'à
l'avènement de la maison de Prusse.
Neuchâtel 1840.*

*Les mensonges historiques sur Neuchâtel.
II^e édition. Neuchâtel 1881.*

8° M 2450.

DERIAZ, Ernest.

*Un homme d'Etat vaudois : Henry Druey.
1799-1855.*

Lausanne 1920.

DERIES, Léon.

Le colportage en France des écrits de Victor Hugo.

Grande R., 25 juin 1914.

DEROBERT, E.

La Politique douanière de la Confédération suisse depuis la constitution de l'Etat fédéral jusqu'à nos jours, et exposé du problème douanier actuel.

⊙ sc/écon. Genève 1926.

Bibl.

Guerre O. 15232.*

DUFRAISSE, Marc [pseudon. Cremutius cordus].

Ce que nous coûte l'Empire, ses finances, ses traitements, par Cr. C.

8° Lb⁵⁵ 3298

Bruxelles 1853.

Le Deux Décembre devant le code pénal.

8° Lb⁵⁵ 2934

Madrid 1853.

Histoire du droit de guerre et de paix de 1789 à 1815.

8° La³² 454.

Paris 1867.

DUPRAT, Pascal.

Les tables de proscription de Louis-Bonaparte et de ses complices.

8° Lb⁵⁵ 3040.

Liège 1852. 2 vol.

EBELING, Adolf.

Napoléon III und sein Hof.

8° Lb⁵⁶ 3383.

Cologne 1891-94. 3 vol.

ERNST II., Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha.

Aus meinem Leben und aus meiner Zeit.
vol. II.

Berlin 1888.

ESPAGNY, M. H. de Laire, Comte d'

Mémoires du duc de Persigny.

8° Lb⁵⁶ 3400.

Paris 1896.

ESSEIVA, Pierre.

Fribourg, la Suisse et le Sonderbund, 1846-1861.

8° M 2287 et

Fribourg 1882.

8° M 3359.

FALLOUX.

Mémoires d'un royaliste.

8° Ln²⁷ 37599.

Paris 1888. 2 vol.

FELLER, Richard.

Jacob Stämpfli.

Berne 1914.

FICQUELMONT.

Lord Palmerston, l'Angleterre et le Continent.

8° Nc 2386.

Paris 1852.

FOUQUIER, A.

Cf. Lesur.

FOURNET, Charles.

Lamartine et ses amis suisses.

8° Ln²⁷ 62958.

Paris 1928.

FRANC, Julien.

La colonisation de la Mitidja.

4° Lk⁸ 2418.

Paris 1928 (1830-1930, Collection du Centenaire de l'Algérie-Géographie).

FREMY, Edouard.

Lamartine diplomate.

8° Ln²⁷ 41174.

Paris 1893.

FRIEDJUNG, Heinrich.

Oesterreich 1848-60.

Vienne 1908-12. 2 vol.

GAGLIARDI, Ernst.

Alfred Escher. Vier Jahrzehnte neuerer Schweizergeschichte.

Frauenfeld 1919.

GERLACH, Leopold von

Denkwürdigkeiten aus dem Leben Leopold von Gerlachs, Generals der Infanterie und Generaladjutanten König Friedrich Wilhelms IV. (herausgegeben von seiner Tochter).

8° M 7452.

Berlin 1892. vol. II.

GIRANDEAU.

Napoléon III intime.

Paris 1895, V^e éd.

GRANDPIERRE.

Histoire de Neuchâtel sous les rois de Prusse, 1707-1848.

Neuchâtel 1889.

8° M 6586.

GREER, Donald M.

L'Angleterre, la France et la Révolution de 1848.

8° G 8202.

Paris 1925.

GROS, J. M.

Le mouvement littéraire socialiste depuis 1830.

8° Z 16422.

Paris 1904.

GUBLER, Ferdinand.

Die Anfänge der schweizerischen Eisenbahnpolitik auf Grundlage der wirtschaftlichen Interessen, 1833-1852.

8° ☉ Zür. ph. 1581.

☉ Zurich 1915.

GUICHEN, Vicomte de

Les grandes questions européennes et la diplomatie des puissances sous la seconde République Française.

Paris 1925 et 1929. 2 vol.

GUIZOT.

Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps.

8° La³⁸ 30

Paris 1858-1867. 8 vol.

GUTKNECHT, Else.

Die Diplomatie des Auslandes in der Schweiz während der Sonderbundszeit.

8° ☉ Bas. ph. 938.
938.

☉ Zurich 1917.

GUYOT, Raymond.

La première Entente cordiale.

8° Lb⁵¹ 5272.

Paris 1926.

HALLER, Ernst.

Die rechtliche Stellung der Juden im Kanton Aargau.

8° ☉ Laus. dr. 40.

Aargau 1900.

HAEFLIGER, E.

Josef Mazzini und sein Aufenthalt in Grenchen.

Zeitschrift für Schweizergeschichte 1926,
489-512.

HARCOURT, Bernard Comte d'

Les quatre ministères de M. Drouyn de Lhuys.

8° Lg³ 19.

Paris 1882.

HAUSSONVILLE, M. O. d'

Histoire de la politique extérieure du gouvernement français, 1830-1848.

8° Lb⁵¹ 70.

Paris 185. 2 vol.

HEER, Gottfried.

Der schweizerische Bundesrat von 1848 bis 1908.

Glaris 1911.

- HILTY, Dr Karl (et BURCKHARDT, Dr. W.)
Politisches Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft.
 Berne 1886-1929. 23 vol. 8° M 5213.
- HIRZEL, A.
Die Schweiz seit 1848 in ihrer Stellung zum Ausland [v. WEBER Robert : *Helvetia* V (1882), VI (1883)].
- HOTTINGER, J. J.
Neuenburg in seinen geschichtlichen und Rechts-Verhältnissen zu der Schweiz und zu Preussen.
 Archiv für Schweizerische Geschichte IX, 80.
- HUBER-SALADIN, [Le colonel].
Le Comte de Circourt, son temps, ses écrits. Paris 1881. 8° Ln²⁷ 32546.
- HUEBNER, Comte de
Neuf ans de souvenirs d'un Ambassadeur d'Autriche à Paris sous le Second Empire, 1851-1859.
 Paris 1904, 2 vol. 8° Lb⁵⁶ 3464.
- HUMBERT, Aimé.
Alexis-Maire Piaget et la République neuchâteloise de 1848 à 1858.
 Neuchâtel 1888-1895, 2 vol. 8° M 15074.
- ISLER, Alexander.
Bundesrat Dr. Jonas Furrer, 1805-1861.
 Winterthur 1907.
- JERROLD, William Blanchard.
The Life of Napoléon III.
 Londres 1874-1882. 4 vol. 8° Lb⁵⁶ 527.
- KERN, J.-C.
Souvenirs politiques.
 Berne 1887. 8° M 5519.
- LAMARTINE, Alphonse de.
Le Conseiller du peuple. Années 1849, 1850, 1851. 2 vol.
Méditations poétiques.
 éd. par Gustave Lanson, 1915. 2 vol. 8° Ye 9240.
Trois mois au pouvoir.
 Paris 1848. Lb⁵² 3.

LANGE, Maurice.

Le Comte Arthur de Gobineau. Etude biographique et critique.

Publications de la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg, fsc. 22. Strasbourg 1924.

4° Z 2360.

LEBEY, André.

Louis-Napoléon Bonaparte et la Révolution de 1848.

Paris, s. d. (1909).

8° Lb⁵⁶ 3482.

LERESCHE J. L. B.

Biographie politique de Henri Druet.

Lausanne 1856.

LEUTENEGGER, Dr. Albert.

Der Büssinger Handel, 1849.

Thurgauische Beiträge zur vaterländischen Geschichte. 1928.

LEVASSEUR, Emile.

Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France, de 1789 à 1870.

Paris 1904. 2 vol.

L¹⁷ 12 ter A.

LUGINBUEHL, Rudolf.

Die Neuenburgerfrage, ihre Entstehung und Lösung.

Schweizer Jahrbuch 1906 (Zürich), pp. 266-327.

MAAG Albert, Dr.

Johann-Philipp Becker von Biel und die deutsch-helvetische Legion. Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde, III. 1905.

Geschichte der Schweizertruppen in neapolitanischen Diensten, 1825-1861.

Zurich 1909.

4° K 780.

MAJER.

Geschichte des Fürstentums Neuenburg.

Tübingen 1857.

MARCEL, Pierre.

Alexis de Tocqueville.

Essai politique sur A. de Tv.

Paris 1910.

8° F 21016.

MARCKS, Erich.

Otto von Bismarck. Ein Lebensbild.

Stuttgart 1919. X° éd.

8° M 20028.

MATTER, Paul.

Les missions de Persigny à Berlin, 1849-1850.

R. d'histoire diplomatique, t. 12 (1898), pp. 62-79.

8° G 5924.

METTERNICH, Fürst von.

Denkschriften und Briefe, herausgegeben von Adolf Beer, Wien 1897.

R 62045.

MEYER Johannes.

Die früheren Besitzer von Arenenberg, Königin Hortense und Prinz Ludwig Napoleon.

Frauenfeld 1920, IV^e éd.

Geschichte des schweizerischen Bundesrechts. II. 1798-1874.

Winterthur 1875-1878. 2 vol.

MILLIET, Paul.

Les Milliet. Une famille de républicains fouriéristes.

2 vol. cf. Cahiers de la quinzaine, 1910-11.

MONOD, Gabriel.

Jules Michelet. Etudes sur sa vie et ses œuvres.

Ln²⁷ 52009.

MOLE, M.

Mémoires de Mathien Molé... sous les auspices du Cte Molé.

Paris 1855-57. 4 vol.

Lb 37 4552.

MUYDEN, Berthold van

La Suisse sous le pacte de 1815, 1813-1830.
Lausanne et Paris 1890.

MUEL, Léon.

Gouvernements, ministères et constitutions de la France depuis 100 ans.

Paris 1890 et 1895.

La³¹ 33.

NAEF, Werner.

Der schweizerische Sonderbundskrieg als Vorspiel der deutschen Revolution von 1848.

Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde XIX, 1919.

Das Literarische Comptoir Zürich und Winterthur.

Berne 1929.

Zur Geschichte der Heiligen Allianz.
 Berner Untersuchungen zur Allgemeinen
 Geschichte, I.

Berne 1928.

Landammann Basil Ferdinand Curti, 1804-1888.

St. Gall 1923.

Die Schweiz in der deutschen Revolution.
Ein Kapitel schweizerisch-deutscher Beziehungen in den Jahren 1847-1849.

Berne 1929.

(MAYNC, Harry : *Die Schweiz im deutschen Geistesleben*, vol. 59-60.)

NAPOLEON III.

Œuvres.

Lb⁵⁵⁻⁵⁶ 3 A.

Paris 1856-1869.

NEITZKE, Paul.

Die deutschen politischen Flüchtlinge in der Schweiz, 1848-49.

Charlottenburg 1927.

NETTLAU, Max.

Ernest Cœurderoy, 1825-1862.

Notice biographique, précédant l'édition des
 « Jours d'exil », de Cœurderoy, vol. I:
 pp. 5-39 ; vol. II: pp. 5-26 ; vol. III: pp.
 5-31.

Paris 1910-11.

NORMANBY, Lord (Marquis de).

Une année de révolution, 1848.

Paris 1858. 2 vol.

Lb 52-53.

NORDMANN, Dr Achilles.

*Geschichte der Juden in Basel seit dem
 Ende der 2. Gemeinde bis zur Einführung
 der Glaubens- u. Gewissensfreiheit.*

Basler Ztschr. f. Gesch. u. Altertkde. XIII,
 1913.

8° M 16878.

Die Juden im Kanton Baselland.

8° M 4974.

Basler Jahrbuch 1914.

Die Juden in Graubünden.

8° M Pièce 5395.

Bündner Monatsblatt 1924.

Les Juifs dans le pays de Neuchâtel.

4° M Pièce 989.

Neuchâtel 1923.

Les Juifs dans le pays de Vaud, 1273-1875.

8° H 612.

R. des Etudes Juives 162, oct.-déc. 1925.

- Zum 50. Jahrestage der schweizerischen Judenemanzipation, 14. Januar 1866 - 14. Januar 1916.*
 Sonntagsblatt der « Basler Nachrichten »
 1916, Nr. 3, 16 janv. 1916.
Ueber Wanderungs- und Siedelungsbeziehungen zwischen elsässischem und schweizerischem Judentum.
 Jahrbuch der Gesellschaft für Geschichte der Israeliten in Elsass-Lothringen.
 Gebweiler, 1917.
Ueber den Judenfriedhof in Zwingen und Judenniederlassungen im Fürstbistum Basel.
 Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde VI.
 Bâle 1906. 8° M Pièce 4222.
- OECHSLI, Wilhem.
J. K. Kern, schweizerischer Diplomat, 1808-1888.
 Zürich 1906. 8° M Pièce 3977.
- OE[SCH], J.
Der Konflikt mit Frankreich wegen Ludwig-Napoleon Bonaparte.
 s. l. 1918.
- ORNANO, Gustave Cunéo d'
La République de Napoléon.
 Paris 1894.
- PALMERSTON.
Correspondance intime.
 publiée par Augustus Craven, v. Ashley.
- PAULI, R.
Geschichte Englands.
 Leipzig 1864. 8° G 24.
- PICTET, Paul.
Etude sur le traité d'établissement entre la Suisse et la France du 23 février 1882.
 Ⓢ iur. Berne 1889.
- PIETH, F.
Die Grenzbesetzung in Graubünden im Frühling und Sommer 1848.
 s. l. 1917-18.

POMMETTA [ligio], e BATTAGLIANI, A.

Gli Italiani del canton Ticino nella guerra d'indipendenza del 1848.

Bergamo 1911.

POMMETTA, Eligio.

Il 1848 ed il Cantone Ticino secondo gli archivi di Vienna.

Bollettino storico della Svizzera italiana 40, pagine 44-48, 65-70, 75-92 (interrotto).

8° M. 4099.

Bellinzona 1879 et suiv.

POSCHINGER, Heinrich von

Preussen im Bundestag, 1851-59. (Bismarck u. der Bundestag).

8° M 13697.

Leipzig 1882-84. 4 vol. (trad. française cf. correspondance diplomatique de Bismarck).

Preussens auswärtige Politik, 1850-1858.

8° M 12341.

Unveröffentlichte Dokumente aus dem Nachlasse des Ministerpräsidenten Otto Freiherrn von Manteuffel (éd. par H. de Poschinger). Berlin 1902. 3 vol.

QUENTIN-BAUCHART, Pierre.

Lamartine et la politique étrangère de la Révolution de Février. 24 février-24 juin 1848.

8° Ln²⁷ 53436.

Paris 1908.

Lamartine homme politique : la politique intérieure.

Ln²⁷ 49891.

Paris 1903.

Etudes et souvenirs sur la Deuxième République française et le Second Empire, 1848-70.

La⁴⁰ 16.

Paris 1901, 1^{re} partie.

RANKE, Leopold von

Aus dem Briefwechsel Friedrich Wilhelms IV mit Bunsen.

4° Q Pièce 582.

Leipzig 1874, 2^e éd.

RENARD, Georges.

La Suisse, terre d'asile.

(ds CASTELL, Alexandre : *La Suisse et les Français*).

Mémoires relatifs à l'histoire de la deuxième République 1848-1852.

Paris 1906.

RENARD, Edouard.

La vie et l'œuvre de Louis Blanc.

⊕ de lettres, Toulouse 1922.

REINACH, Théodore.

*Histoire des Israélites depuis la ruine de
leur indépendance nationale jusqu'à nos
jours.*

A 22246.

Paris 1910, 4^e éd.

ROBERT, A.

Neuchâtel et le Sonderbund.

Neuchâtel 1905.

ROSSEL, Virgile.

Histoire du Jura bernois.

8° M 17095.

Genève 1914.

Joseph Stockmar (notes et souvenirs de
J. St.)

Z 22543. 212 bis.

(Bibliothèque universelle 97, 3-16 et 177-
190.) Lausanne 1891.

ROTHAN, G.

Souvenirs diplomatiques.

L'Europe et l'avènement du Second Empire.

Paris 1890 (chap. III. La mission de M. de
Persigny à Berlin en 1850), cf. R2M, 43.

SAINT-FERREOL, Amédée.

Les proscrits français en Belgique.

Lb⁵⁶ 3291.

Bruxelles 1870, 2 vol.

Impression d'exil à Genève.

8° M 1017.

Brioude 1877.

SIMON JULES.

Mignet, Michelet, Henri Martin.

Ln⁹ 197.

Paris 1890.

Thiers, Guizot, Rémusat.

Ln⁵ 55.

Paris 1885.

SKERLITCH, Jean.

*L'opinion publique en France d'après la
poésie politique et littéraire de 1830 à
1848.*

Lb⁵¹ 5237.

⊕ Lausanne 1901.

SPRENG, H.

U. Ochsenbein, 1811-1848.

8° ⊕ Bern. ph.

⊕ Berne 1918.

1617.

SPULLER, Eugène.

Histoire parlementaire de la Seconde République (suivie d'une petite histoire du Second Empire).

Lb⁵⁶ 453 A.

Paris 1891.

SRBIK, Heinrich, Ritter von.

Metternich. Der Staatsmann und der Mensch.

L• M 3722.

Munich 1925. 2 vol.

STEINER, R.

Die päpstlichen Gesandten in der Schweiz, 1073-1873.

S. l., 1907.

STEFANE-Pol.

La jeunesse de Napoléon III. Correspondance inédite de son précepteur Ph. Le Bas.

Paris, 1902.

STERN, Alfred.

Politische Flüchtlinge nach der Revolution von 1848 und 1849.

(Anzeiger für Schweizerische Geschichte 1919, n° 4).

4° M 1120.

SUTTERMEISTER, W.

Metternich und die Schweiz.

⊕ Berne, 1895.

SYBEL, Heinrich von

Die Begründung des deutschen Reiches durch Wilhelm I.

Leipzig 1899 sqq. (3^e éd. 1890). vol. 1-7.

Napoléon III.

Bonn 1873.

SAINT-AULAIRE, Comte Charles de.

Lamartine et la politique.

(cf. R. de Paris, 15 février 1925).

Mémoires (vol. I).

8° Z 13887.

SCHEMANN, Ludwig.

Gobineau. Eine Biographie (vol I).

Strasbourg 1913. 2 vol.

Quellen und Untersuchungen zum Leben Gobineaus.

Strasbourg et Leipzig, 1913-1923. 2 vol.

8° Ln²⁷ 58826.

Ln²⁷ 58827.

SCHEVEN, Waldemar von

*Die Wechselwirkung zwischen Staats- und
Wirtschaftspolitik in den schweizerisch-
französischen Beziehungen der Restaura-
tions-Zeit.*

☉ Berne 1920.

SCHMIDT, Hans.

Oberst Friedrich Frey-Hérosé.

☉ Zürich, 1915.

8° Zür. ph. 1709.

SCHMIDT, Dr (Peter) Heinrich.

*Die deutschen Flüchtlinge in der Schweiz
und die erste deutsche Arbeiterbewegung,
1833-1836.*

Zürich 1899.

SCHULZE, Hermann J. F.

*Die staatsrechtliche Stellung des Fürsten-
thums Neuenburg.*

Jena 1854.

SCHNEPP, F. J.

Mes aventures politiques en Suisse.

*Les réfugiés français et le gouvernement de
Genève.*

Paris 1851.

SCHOLLENBERGER, J[ohann] J[akob].

Das Bundesstaatsrecht der Schweiz.

Geschichte und System.

Berlin 1920.

Geschichte der Schweizerischen Politik.

Frauenfeld 1905. 2 vol.

SCHWEIZER, Paul.

*Geschichte der schweizerischen Neutrali-
tät.*

Frauenfeld 1895.

8° M 8038.

SEGESESSER, Anton Philipp von.

Sammlung kleinerer Schriften (vol. III°)

Berne 1879.

TAILLANDIER, Saint-René.

Dix ans de l'histoire d'Allemagne.

*Origines du nouvel empire d'après la cor-
respondance de Frédéric-Guillaume IV et
du baron de Bunsen, 1847-1857.*

Paris 1874.

TCHERNOFF, I.

Le parti républicain au coup d'Etat et sous le Second Empire.

Paris 1906.

Lb⁵⁶ 3471.

Associations et sociétés secrètes sous la deuxième République 1848-1851.

Paris 1905.

Lb⁵⁵ 3107.

THIRRIA, H.

Napoléon III avant l'Empire.

Paris 1895-96, in-8°.

Lb⁵⁶ 3396.

TOCQUEVILLE, Alexis de, GOBINEAU, Arthur de.

Correspondance entre Alexis de Tocqueville et Arthur de Gobineau, 1843-1859, publiée par L. Schemann.

Paris 1908.

8° Z 17401.

ULLMER, R. E.

Die staatsrechtliche Praxis der schweizerischen Bundesbehörden aus den Jahren 1848-62.

Zurich 1862. 2 vol.

VARGAS, Philippe de.

L'affaire de Neuchâtel, 1856-57. Les négociations diplomatiques.

⊕ Lausanne et Bâle 1913, in-8°.

8° ⊕ Laus. lettres
47.

VIDAL, C.

Charles-Albert et le Risorgimento italien, 1831-41.

Paris 1928.

8° K 6697.

VIEL-CASTEL, Comte Horace de

Mémoires sur le règne de Napoléon III.

Paris 1881-84. 6 vol.

VILLEFRANCHE, J. M.

Histoire de Napoléon III.

Paris 1898, 2^e éd. 2 vol.

WEBER, Carl, Dr. phil.

Die schweizerische Presse im Jahre 1848.

Bâle 1927.

WEBER, Dr. C. [pseudonyme pour N. Frédéric de Tschudi].

Der Sonderbund und seine Auflösung von dem Standpunkte einer nationalen Politik.
St. Gall 1848.

WECK, René de.

La représentation diplomatique de la Suisse.

⊙ Paris 1911.

8° ⊙ Frib.-S. dr.
41.

WEILL, Georges.

L'Alsace de 1848-1870.

Paris 1916.

La France sous la Monarchie constitutionnelle.

8° La³⁸ 85.

Paris 1912.

Le catholicisme français au XIX^e siècle.

Versailles (1907).

8° Ld³ 506

Histoire du catholicisme libéral en France, 1828-1908.

8° Ld³ 517.

Paris 1909.

Histoire de l'idée laïque en France au XIX^e siècle.

8° Ld³ 585.

Paris 1925.

Histoire du mouvement social en France, 1852-1902

La⁴¹ 6.

Paris 1904, 1^{re} éd.

Histoire du parti républicain en France de 1814 à 1870.

La³⁸ 74.

Paris 1900, 1^{re} éd., in-8°.

Les journaux ouvriers à Paris, 1830-1870.

(V. R. d'hist. mod. contemp., novembre 1907.)

BNP 8° G 7768.

WINKLER, Arnold.

Oesterreichs materielle Hilfe für den Sonderbund. Neues aus den Wiener Archiven.

(Anzeiger für schweizerische Geschichte, Neue Folge 18, pp. 158-216.)

4° M 1120.

Die Korrespondenz des Erzerzogs Johann mit der Staatskanzlei über die Sonderbundsfrage.

(V. Historische Blätter, herausgegeben vom Haus-, Hof- und Staatsarchiv Wien, I. 1921, Heft 1, pp. 66-96.)

WITT, Madame de, née Guizot.

Lettres de M. Guizot à sa famille et à ses amis.

Paris 1884. 2^e éd.

INDEX ALPHABÉTIQUE

(r = réfugié)

- AALI PACHA, 269, 293.
 ALMÉRAS, 32.
 AMÉLIE (reine), 108.
 r ANSPACH, 175.
 r ANSTETT, 210, 211, 219, 251.
 APPONYI, 49.
 AUBRY, 135, 166.
 AUPICK, 270.
 r AVRIL (Louis), 205, 211, 214, 222, 227, 253, 254.
 r BARBÈS, 227.
 BARMAN (Joseph), 28, 46, 50, 51, 85-88, 102-105, 116, 123, 124, 126, 132, 158, 165, 235, 236, 244, 245, 248, 260, 269, 270, 272, 275, 288, 289, 302-304, 307-314.
 BAROCHE (Jules), 93, 126, 127, 137, 179-183, 195, 199, 219, 255, 265, 277, 278.
 BARRAL, 214.
 BARROT (Odilon), 116, 264, 294.
 r BASSEWITZ, 124, 125, 310.
 BASTIDE (Jules), 48-51, 61-64, 66, 67, 69, 80, 107, 174-176, 208, 209, 235, 263, 285.
 BARTHOLONY, 106, 166.
 BASSY (J.-F.), 111, 112.
 BAUDIN (Charles), 52, 53, 70.
 BAUMGARTNER (G.-J.), 166.
 BAUNE, 216.
 BEAUMONT (G. de), 62, 117, 294, 307.
 r BECKER (J.-Ph.), 40, 131, 286.
 BERCKHEIM (de), 289.
 BERGERET, 251.
 r BERSEX, 232.
 r BERNARD (Martin), 212
 r BERTRAND, 223.
 r BEYER (Leicht) (Eugène), 216, 219, 220, 249, 253, 254.
 BIXIO, 58.
 r BLANC (Louis), 208, 222, 223.
 BLOESCH, 136, 266, 273, 310, 313.
 BLUM (Moïse), 172.
 r BOICHOT, 212-214, 219, 222, 243, 244, 253, 254.
 BOIS-LE-COMTE (Charles, comte de), 3, 10, 12, 13-15, 17-23, 29, 52, 80, 91, 92, 95, 109, 129, 132, 133, 145, 328.
 BOIS-LE-COMTE (Sain, comte de), 52, 55.
 r BOURGARD, 251.
 BOVIERI (Mgr), 17, 107, 265, 275, 305.
 BRAUNSCHWEIG (voir Brunswick).
 BRENIER, 82, 126, 311, 312, 314.
 BROGLIE, 6, 7, 16.
 BRUCK, 306.
 BRUNSWICK (Abraham), 182, 191.
 BUNSEN, 301, 314, 315, 320, 322.
 BURCKHARDT, 167.
 CAHEN (Isidore), 182.
 CANITZ, 10.
 CANNING (Sir Strafford), 8, 9, 13-15, 22, 92.
 CARNOT (Hippolyte), 49.
 CARPENTIER (Eugène), 226.
 r CASSAL, 251.

- CASTELLA, 109.
 CAUSSIDIÈRE, 208.
 CAVAIGNAC, 48, 58, 173.
 CERFBERR (colonel), 172, 174-176.
 r CHALLEMEL-LACOUR, 230, 316.
 r CHANCEL (Napoléon), 216-219, 222, 223.
 CHARLES X, 172.
 CHARLES-ALBERT, 43, 44, 46, 49, 54, 58, 59.
 CHARLES (Henry), 109.
 r CHARLET, 229.
 r CHARRAS-KESTNER, 96, 230.
 r CHAUFFOUR-KESTNER, 226, 228, 230.
 CHERBULIEZ, 118, 121.
 CHOLAT, 251.
 CHRÉTIEN (IX) DE GLUCKSBOURG, 320.
 CIR COURT, 32, 34, 36, 38, 42.
 CLAIRVAZ, 276.
 CLET, 276, 277.
 r CŒURDEROY, 203, 211, 218, 219, 253.
 COINDET, 32.
 r COLIN, 223.
 COLLIN, 52, 53, 70.
 COLLOREDO, 14.
 r COMBRES, 232.
 COMMISSAIRE, 212.
 CONSEIL, 249.
 r CONSIDÉRANT, 212.
 COUSIN, 109.
 CRAMER, 136.
 CROTTI DE CASTIGLIOLI (Eduar-
do), 43.
 CRUMPIPEN, 325.
 DALMATIE (duc de), 215.
 DEBRUNNER, 56.
 r DÉCHANT (Jean-Pierre), 214, 215.
 DELLEY, 29, 38, 45, 80, 164, 165, 173.
 DITISHEIM (frères), 178, 180, 188, 196, 198.
 DITISHEIM (Aaron), 182.
 DITISHEIM (Bernard), 191.
 DIODATI, 32.
 DIETRICHSTEIN, 54.
 DREYFUS[s] (Israel), 178, 180, 182, 198.
 DROUYN DE LHUYS, 69, 105, 111, 116, 126, 128, 142, 155, 158, 197, 238, 254, 255, 264, 265, 324.
 DRUEY (Henry), 22, 68, 79, 80, 81, 96, 125, 139, 160, 164, 244, 247, 250, 252, 255, 260, 262, 271, 274, 291, 302, 305, 308.
 DUBREUIL, 249, 253.
 DUFAURE, 85, 124, 241.
 DUFOUR (Henry), 7-9, 87, 99-102, 104, 106, 112, 162, 166, 167, 241, 242, 323.
 r DUFRAISSE (Marc), 202, 230.
 DUPIN, 109.
 EFFINGER, 59.
 ELSAESSER, 136.
 ENNERY, 175.
 r ERDAN, 230.
 ESCHER (Alfred), 137, 138, 166.
 ESSEIVA, 227.
 EUGÉNIE (impératrice), 99.
 EYNARD, 32.
 EYTEL, 227, 245.
 FARINA, 275, 276, 293.
 FAZY (James), 55, 83, 87, 96, 133, 134, 138, 166, 224, 227, 239-242, 247-252, 294, 305.
 FENESTRE (de la), 20.
 FERDINAND II, 51, 52, 55, 56, 264, 267.
 FISCHER DE REICHENBACH, 104, 135.
 r FLOCON, 225, 228, 266.
 r FOLLEN (Charles), 92.
 r FOURNIER (Ernest), 218.
 FRANÇOIS I^{er}, 39.
 FRANÇOIS-JOSEPH I^{er}, 297.
 FRANK (Adolphe), 175.
 FRANSINI (Stefano), 52, 55, 68, 70, 80.

- FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV, 9, 14, 16,
30, 114, 262, 283-285, 295, 297,
298, 314-315, 318, 320, 321.
- FREY-HÉROSÉ, 68, 80.
- FUNK, 53, 54, 59-67, 92, 233, 234.
- FURRER (Jonas), 17, 79, 160-162,
187, 188, 195, 217, 235, 240, 253,
255, 256, 288, 296, 299, 322.
- GARIBALDI, 56, 57, 230.
- GARNIER-PAGÈS (ainé), 84.
- r GAUTHIER, 251.
- GEMEAU (général), 139.
- GOBINEAU (Arthur de), 118, 124,
125, 155-159, 271.
- r GOEGG, 290.
- GONZENBACH (A. de), 135.
- GOTTRAU DE PENSIER, de la Rie-
deraa (Fribourg), 110.
- GRANVILLE (lord), 320, 321.
- GUIGUIER (Charles-Jules), 101.
- GUIZOT, 1, 3-7, 9, 10, 13-23, 27,
44, 46, 47, 65, 66, 100, 109, 121,
122, 131, 164, 172, 258, 260, 278,
317, 328.
- HALÉVY, 175.
- HALLWYL (Théodore de), 135.
- HALPHEN, 175.
- HAMON (de), 20.
- HARCOURT (d'), 235.
- HATZFELD, 124, 303, 305-307, 312.
- HEECKEREN, 182, 286.
- r HEINZEN, 286, 290, 291.
- r HERBST (Johannes), 92.
- HERMERDINGER, 175.
- HIRZEL, 313.
- r HOFER, 216, 219, 249, 251.
- HORTENSE (reine), 99, 100, 166.
- HUBER-SALADIN, 29-34, 36, 38, 46,
70.
- HUBLER, 333, 338.
- HUBNER, 103, 305, 306, 312.
- IMOBESTEG, 93.
- JACOBSEN, 167.
- r JEANNOT (Janot), 214, 218, 219,
222.
- JEANRENAUD-BESSON, 53, 313.
- JUNG (Simon et Abraham), 180,
182, 198.
- KAISERSFELD, 15, 57-59, 64.
- KARNICKI, 145, 146.
- KERN (J.-C.), 59, 60, 74, 80, 99,
104, 165-167, 323.
- KLÜBER, 300.
- r KOENIG, 219, 251.
- KOHLER, 106, 166.
- r KOPP, 222, 223, 254.
- KOSSUTH, 293.
- KRUDENER, 13, 298, 323.
- r KRUSCYNKI, 86.
- r KUDLICH (Hans), 316.
- LACOUR (de), 60, 61, 316.
- LA HITTE (J. D. de), 81, 82, 89, 93,
104, 116, 125, 126, 138, 213, 243,
244, 248, 250, 253, 255, 267,
269-271, 294-299, 302-309, 328.
- LAMARTINE (Alphonse de), 16, 23,
27-39, 41-50, 63, 66, 70, 80, 117,
118, 129-131, 136, 137, 165, 173,
207, 208, 260, 285, 302, 322, 326.
- LAMENNAIS, 203.
- LANDRESSE (Clerc de), 223.
- r LANGERON, 223.
- LAROCHE-STEHÉLIN, 191.
- r LEDRU-ROLLIN, 84, 209, 210, 212,
217, 218, 238, 261.
- LEFEBVRE, 311.
- LEICHT (Eugène), voir Beyer.
- LÉOPOLD DE SAXE-COUBOURG, 65.
- LESSEPS (M. de), 134.
- r LE TORÉ, 222.
- r LHOMME, 253.
- LIEL, 289.
- r LOISEAU, 216, 253.
- r LOMMEL, 286.

- LOUIS - NAPOLEON BONAPARTE,
 Prince-Président, 49, 51, 67, 69,
 88, 89, 94, 99-114, 128, 130, 134,
 137, 140, 147-150, 153, 155, 156,
 161, 164, 166, 167, 175, 177, 184-
 186, 189, 195, 197, 199, 202, 206,
 208, 209, 220, 222-224, 230, 240,
 243, 246, 248, 252, 260, 261, 271,
 278, 281, 284, 285, 292, 298, 304,
 305, 307, 308, 310, 311, 313-316,
 320, 322, 323, 327, 329.
- LOUIS-PHILIPPE, 2, 3, 7, 9, 12, 17,
 27, 28, 50, 52, 87, 100, 101, 108,
 130, 134, 172, 188, 206, 208, 276.
- LUDOLPH, 265, 266.
- LUQUET (Mgr), 44, 235, 275, 276.
- LYONS (Sir Edmund), 15, 295, 299,
 301.
- MACCHIAVEL, 117.
- MAGEN (Victor), 212, 225-228.
- MALLEVILLE (Léon de), 236.
- MANIN, 61.
- MANTEUFFEL, 311.
- MARIE, 84.
- MARILLEY (Mgr), 107, 110, 132,
 232, 235-237.
- MARRAST, 49, 84.
- MARSCHALL, 289, 300.
- MASSIGNAC, 22.
- r MATHEY, 216, 253.
- r MATHIEU (Drôme), 223.
- MATHYS, 93.
- r MAZZINI, 40, 57, 204, 214, 225, 230,
 238, 239, 251, 261, 290, 293, 294,
 303-305, 310.
- MÉNAND, 218, 219.
- METTERNICH, 2, 4, 6, 7, 10, 13, 14,
 16, 17, 282, 294, 317, 322, 325.
- r MEYER, 228.
- r MICHAUD (Pierre), 215.
- MICHEL, 256.
- MICHELET (Jules), 11, 12, 27, 40,
 41.
- MIÉVILLE, 97.
- MIGNET, 121.
- r MILLIET (Louis-Félix), 225.
- MINTO (lord), 4.
- MOLÉ, 101.
- MONTALEMBERT, 16, 85, 89, 90, 109.
- MONTABELLO, 100, 101.
- MONTÈS (Lola), 286.
- MONTHÉROT, 301.
- r MUHLENBACH, 251.
- MUNCK, 175.
- MUNZINGER (Joseph), 79, 133, 160,
 162, 255.
- NÆFF (Guillaume), 80, 128.
- NAPHTALI (Bernard), 182.
- NAPOLEON I^{er}, 31, 130, 148, 164,
 166, 329.
- NAPOLEON III, 51, 111, 114, 167,
 186, 196, 239, 324.
- NIGGELER, 92, 96, 333, 338.
- NORDMANN (Abraham), 182.
- NORDMANN (Benjamin), 178, 180,
 182, 191, 198.
- NORDMANN (Elie), 182, 188.
- NORDMANN (Moïse), 182.
- NORDMANN (rabbin), 182, 192.
- NORMANBY (lord), 61, 308, 314.
- OCHSENBEIN (Ulrich), 14, 15, 18,
 21, 29, 35, 36, 38, 40, 43-45, 51,
 55, 79, 80, 92, 96, 133, 160-163,
 166, 266.
- r ORDINAIRE (docteur), 89, 223, 251,
 252.
- OSCHANDO, 298.
- OUDINOT, 264, 267, 310.
- r PAGET (Lupicien), 216, 253.
- PALMERSTON (lord), 2-9, 14-17,
 20, 54, 55, 61, 93, 285, 301,
 314, 320.
- PAYER, 49.
- PEEL (lord, fils), 4, 6-8, 10, 50,
 68, 131, 295, 299.
- PENKEN, 289.
- r PERCY (abbé), 216, 251-253.
- r PERRIN, 218, 219, 253.
- PERSIGNY, 103, 111, 112, 305, 307,
 308.

- PETITPIERRE, 86.
 PERETTI, 45.
 r PFLIEGER, 215, 216, 219, 221, 222, 251, 253, 254.
 PIAGET (Alexis-Marie), 283.
 PRINETTI, 44.
 PROUDHON, 227.
 r PYAT (Félix), 203, 214, 217, 220-222, 227, 251, 253.
 r QUINET (Edgar), 11, 12, 27, 40, 41, 230.
 RACCHIA, 43, 45.
 RADETSKY, 50, 54, 56-63, 87, 133, 233, 234.
 RADOWITZ, 14.
 r RANC (Arthur), 229.
 RAPHAEL (aîné), 175.
 r RATIER, 212.
 r RAVEAUX (François), 64.
 RAYNEVAL, 170, 171, 174, 179, 182, 185, 188, 189, 265.
 RECURT, 29, 31, 38, 49.
 REINHARD (Charles), 80-83, 89, 91-93, 97, 107, 125, 129, 134-140, 145, 147, 148, 156, 160, 161, 164, 166, 167, 177, 179, 181, 182, 185, 187, 217, 221, 238, 242, 243-249, 255, 265, 266, 271, 273, 275-278, 288, 289-292, 295-305, 307, 312.
 r RIGAUT, 216, 253.
 r ROBILLARD, 216, 253.
 r ROLLAND, 214, 222, 253, 254.
 ROSSI, 74.
 ROTHSCHILD, 127, 195-197.
 RUSSEL (lord), 3.
 RÜTTIMANN, 239.
 r SAINT-FERRÉOL (Amédée), 220.
 SALIGNAC-FÉNELON, 49, 65, 82, 83, 91, 92, 97, 105, 108-113, 115, 117, 125, 128, 140-161, 163, 165, 186-188, 190, 192-194, 255, 256, 258, 260, 264-267, 273, 274, 277, 278, 287, 292, 309, 314, 316-319, 321-323, 328.
 SALIS-SOGLIO (général), 8.
 r SAVOIE, 251.
 SAVOYE, 140, 157.
 SAY, 164.
 SCHALLER, 236.
 SCHERZ, 92, 333, 338.
 r SCHMIDT, 96.
 SCHNELL (Louis), 10.
 SCHNEPP, 249-251.
 SCHNIDER, 93.
 SCHWARZENBERG, 127, 128, 255, 264, 269, 270, 285, 293, 294, 301, 302, 304-307, 311, 312, 315, 316, 318, 322.
 SCHWOB (Isaac), 178-180, 188, 191.
 SÉNART, 49.
 SIDLER, 252.
 SIEGWART-MULLER, 232-234, 236.
 r SIGEL, 286, 290.
 SNELL, 92.
 STAEMPFLI, 92, 93, 96, 134, 137, 138, 161, 166.
 STANLEY (lord), 321.
 STEIGER (Peter), 97, 137, 138.
 STEPHANI, 243, 300, 301.
 r STERBINI (Pierre), 253.
 STOCKMAR, 93, 96, 209, 272.
 r STRUVE, 286, 290, 291.
 r SUE (Eugène), 226.
 SYDOW, 13, 65, 67, 283, 300, 315.
 TALLÉNAY, 64, 65.
 TALLEYRAND, 158.
 THIARD (général), 35, 38, 39, 42-47, 49-52, 54, 55, 57-68, 70, 79, 80, 91-94, 107, 129-135, 141, 145, 160, 165, 166, 209, 233, 236, 240, 275, 287.
 r THIERS, 13, 16, 27, 106, 109, 165, 225, 259-262.
 r THORÉ (Théophile), 223, 254.
 THOUVENEL (Antoine de), 113.
 TILLIER (de), 108.
 TITOFF, 269, 293.
 THOM, 300.

- TOCQUEVILLE (Alexis de), 23, 87,
102, 116-126, 138, 156-158, 236,
239, 241-243, 265, 287-292, 306,
320, 327, 328.
- TOURTE, 227, 252.
- TSCHANN (Georges de), 101, 164.
- TURGOT (marquis de), 105, 127,
128, 136, 138, 150, 154, 155, 183,
184, 187, 189, 190, 193, 195-197,
199, 255, 258, 260, 261, 279, 292,
313-319, 328.
- TURRETTINI, 250.
- ULMANN (S.), 197.
- r VALENTIN, 251.
- VERSACE (de), 55.
- r VERSIGNY, 230.
- VICTOR-EMMANUEL II, 152.
- VIEL-CASTEL, 87.
- VILLEMMAIN, 164.
- r VOELKER (Charles), 92.
- r VOGT (Charles, fils), 316.
- WAHL (frères), 179, 182, 188,
196.
- WALEWSKI, 321, 322.
- WEBER, 136.
- WILDENBRUCH, 295, 297, 299-302.
- WOOG (Léopold), 182.
- WOOG (Samuël), 178, 180, 182.
- WUILLERET, 109-111, 146, 235.
- ZAPON (Auguste), 286.
- ZAYAS (de), 13, 17.
- ZIEGLER, 167.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PRÉFACE.....	I
INTRODUCTION.....	1
LA FRANCE ET LA SUISSE DE LA GUERRE DU SONDERBUND A LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER (Novembre 1847 - Février 1848).....	4
a) Guizot et la guerre du Sonderbund.....	4
b) Guizot et la revision du pacte fédéral.....	13

PREMIÈRE PARTIE

La République de 1848 et la Suisse

CHAPITRE I. — Le Gouvernement provisoire.....	27
a) Le 24 Février et la Suisse.....	27
b) Lamartine et la Suisse.....	31
c) La politique du Gouvernement provisoire.....	36
CHAPITRE II. — Commission exécutive et Dictature de Cavaignac.....	48
a) Jules Bastide.....	48
b) La politique de Jules Bastide.....	50
1. Les capitulations suisses à Naples.....	51
2. La Suisse devant l'ultimatum de Radetzky et les notes alle- mandes.....	56
3. La nouvelle constitution fédérale et la politique de Jules Bastide.....	66
CONCLUSION.....	70

DEUXIÈME PARTIE

La République sous la présidence de Louis-Napoléon Bonaparte et la Suisse

CHAPITRE I. — La nouvelle Constitution fédérale.....	73
a) La Constitution.....	73
b) La France et la nouvelle Constitution.....	79

	Pages
CHAPITRE II. — Les partis politiques et la presse.....	84
a) <i>Les partis et les journaux français et la Suisse</i>	84
b) <i>Les partis et les journaux suisses et la France</i>	90
CHAPITRE III. — Les Hommes d'État	99
A. HOMMES D'ÉTAT FRANÇAIS ET LA SUISSE.	
I LOUIS-NAPOLÉON ET LA SUISSE PENDANT SA PRÉSIDENTE	99
a) <i>Son séjour de jeunesse en Suisse</i>	99
b) <i>Preuves de politique personnelle de Louis-Napoléon à l'égard de la Confédération</i>	102
c) <i>Les pétitions suisses adressées au Prince-Président ou à ses ministres</i>	106
II. L'ATTITUDE PERSONNELLE DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A L'ÉGARD DE LA SUISSE	115
a) <i>Édouard Drouyn de Lhuys</i>	116
b) <i>Alexis de Tocqueville</i>	116
c) <i>Le général de La Hitte</i>	125
d) <i>Le baron Brenier</i>	126
e) <i>Jules Baroche</i>	126
f) <i>Le Marquis de Turgot</i>	127
III. LES REPRÉSENTANTS DIPLOMATIQUES DE LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AUPRÈS DE LA CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE	
a. Les ministres de la Deuxième République accrédités à Berne ..	129
1) <i>Le général Thiard</i>	129
2) <i>Charles Reinhard</i>	134
3) <i>Le Comte de Salignac-Fénelon</i>	140
α <i>Le secrétaire de la légation</i>	140
β <i>Salignac-Fénelon, ministre de France à Berne</i>	144
b. Un secrétaire de légation : <i>Arthur de Gobineau</i>	156
B. HOMMES D'ÉTAT SUISSES ET LA FRANCE.	
I. LES CHEFS DU DÉPARTEMENT POLITIQUE	160
II. LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE SUISSE A PARIS	164
III. CHARGÉS DE MISSIONS EXTRAORDINAIRES	166
CHAPITRE IV. — Négociations spéciales aux rapports de la France et de la Suisse	168
A. QUESTIONS PRINCIPALES.	
I. LE DROIT D'ÉTABLISSEMENT EN SUISSE	168
a) <i>Le traité d'établissement</i>	169
b) <i>Les Israélites français en Suisse</i>	173
1. <i>Les Israélites français en Suisse en 1848</i>	173
2. <i>L'établissement des Juifs français en Suisse pendant la présidence de Louis-Napoléon</i>	177
CONCLUSION	199

II. LE DROIT D'ASILE EN SUISSE.....	200
a) <i>Les réfugiés français en Suisse</i>	200
1. Le réfugié.....	200
2. Les réfugiés français en Suisse jusqu'à l'élection de Louis-Napoléon.....	206
3. Les réfugiés français en Suisse entre l'élection de Louis-Napoléon et le coup d'Etat.....	209
4. Les réfugiés français en Suisse en 1852.....	224
b) <i>Négociations au sujet du droit d'asile</i>	232
1. Réfugiés suisses en France.....	232
2. Réfugiés français en Suisse.....	237
B. QUESTIONS SECONDAIRES.	
I. QUESTIONS SECONDAIRES RELATIVES AUX RAPPORTS EXTÉRIEURS DE LA SUISSE.....	263
a) <i>Les capitulations suisses en Italie</i>	263
b) <i>La protection du commerce suisse en Turquie</i>	267
c) <i>Colonisation suisse en Algérie</i>	272
II. QUESTIONS SECONDAIRES RELATIVES A LA POLITIQUE INTÉRIEURE DE LA SUISSE.....	274
a) <i>Médiation française entre le Valais et le Saint-Bernard</i>	274
b) <i>Expulsion d'ordres religieux dans le Jura bernois</i>	279
CONCLUSION.....	280
CHAPITRE V. — La France et la Suisse devant l'Europe pendant la présidence de Louis-Napoléon ..	
a) <i>La situation de Neuchâtel</i>	282
b) <i>L'Europe à l'élection de Louis-Napoléon</i>	284
c) <i>Le départ des réfugiés allemands</i>	286
d) <i>Projets d'intervention austro-prussienne (décembre 1849 à mars 1850)</i>	292
e) <i>Les relations franco-suissees devant l'Europe en 1851</i>	309
f) <i>La France et la Suisse devant l'Europe en 1852</i>	313
CONCLUSION.....	325
PIÈCES JUSTIFICATIVES.....	331
I. FÉLICITATIONS DU GOUVERNEMENT VAUDOIS AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.....	331
II. FÉLICITATIONS DE L'ASSOCIATION POPULAIRE SUISSE AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.....	332
III. NOTE LUE AUX ENVOYÉS D'AUTRICHE ET DE PRUSSE, LE 3 FÉVRIER 1850, PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.....	338
BIBLIOGRAPHIE.....	343
INDEX ALPHABÉTIQUE.....	369

IMPRIMERIE "LES PRESSES MODERNES"

45, Rue de Maubeuge

==== PARIS ====

